### Commune de

## Besse-sur-Issole

P lan
L ocal
d' U rbanisme



Document : 5

# Annexes générales

PLU prescrit par DCM du : 21 mai 2003 Projet de PLU arrêté par DCM du : 27 mars 2017 PLU approuvé par DCM du : 21 février 2018





### Table des matières

1.	Liste	des servitudes d'utilité publique	3
	1.1	Listes des servitudes	3
	1.2	Arrêtés de protections des sources	8
	1.3	Fiches explicatives des Servitudes d'Utilité Publique	29
2.	Périn	nètre de Droit de Préemption Urbain	111
3.		nètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres avec criptions d'isolement acoustique	113
	3.1	Arrêté portant approbation de la révision du classement des Infrastructures Terrestres de Trans (ITT) des Routes Départementales (RD) du Var	-
	3.2	Extraits du rapport de classement sonore des ITT des RD du Var	122
4.	Anne	exes sanitaires	182
	4.1	Eau Potable	
	4.1.1 4.1.2	(	
	4.2	Assainissement	244
	4.2.1	\	
	4.2.2		
	4.2.3 4.2.4		
5.	Aléa	sismique	309
6.	Aléa	retrait-gonflement des argiles	335

- 1. Liste des servitudes d'utilité publique
- 1.1 Listes des servitudes



- 5 NOV. 2013

# Commune de BESSE-SUR-ISSOLE

### Liste des Servitudes

**4C** 

Page 2 sur 5

### **BESSE-SUR-ISSOLE**

- A1 Fôrets soumises au régime forestier : Les articles L. 151-1 à L. 151-6 du code forestier sont abrogés mais les servitudes existantes continuent d'être appliquées (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme I A a 1°)
  - ☑ Direction Départementale des Territoires et de la Mer 244 avenue de l'Infanterie de Marine B.P. 501 83041 Toulon cedex 9

Centre de l'Office National des Forêts - Agence Interdepartementale du Pradet - Chemin San Peyre - 83220 Le Pradet

Forêt communale de BESSE SUR ISSOLE

- A5a Canalisations publiques d'eau et d'assainissement : Articles L. 152-1 & L. 152-2 du code rural et de la pêche maritime (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II C b 1°)
  - Unité de gestion Services communaux
    Agence Régionale de Santé Délégation Territoriale du Var Cité Sanitaire avenue Lazare Carnot 83076 Toulon cedex
- Canalisations publiques du réseau de distribution d'eau potable et d'assainissement
- AC1 Monuments historiques, inscrits et classés: Articles L. 621-1 à L.621-22 du code du patrimoine et articles 9 à 18 du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 (classement) Articles L. 621-25 à L.621-29 du code du patrimoine et articles 34 à 40 du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 (inscription) Articles L. 621-30-1 alinéa 1 et L.621-31 du code du patrimoine (périmètre de protection) Articles L. 621-30-1 alinéa 2 et L.621-31 du code du patrimoine et articles 49 à 51 du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 (périmètre de protection étendus ou adaptés) Articles L. 621-30 alinéa 3 et L.621-31 du code du patrimoine et articles 50 et 51 du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme I B a 1°, 2° et 3°)
  - Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine Agence de Toulon 449 Avenue de la Mitre 83000 Toulon
- Monument historique inscrit : Fontaine (place de la mairie)

du 22/12/1941

Monument historique inscrit : Beffroi et campanile

du 04/10/1941

Monument historique inscrit : Fontaine (rue de l'abreuvoir)

du 24/09/1941

Page 3 sur 5

### BESSE-SUR-ISSOLE

- AC2 Protection des sites et monuments naturels, inscrits et classés : Sites inscrits Sites classés (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme I B b 1° et 2°)
  - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur-Service biodiversité, eau et paysages CS 80065 Le Tholonet 13182 Aix-en-Provence cedex 5
- Site classé : Lac et rives

arrêté ministériel du 29/12/1938

Site inscrit : Lac (parties des rives) arrêté ministériel du 29/12/1938

AS1 Conservation des eaux potables et minérales : Article L. 215-13 du code de l'environnement - articles L. 1321-2, L. 1321-2-1 et R. 1321-6 et suivants du code de la santé publique (eaux potables) - articles L 1322-3 à 1322-13 et R. 1322-17 et suivants du code de la santé publique (eaux minérales) - (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme I - A - c - 2° & 3°)

Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale du Var - Cité Sanitaire - avenue Lazare Carnot -83076 Toulon cedex

Bureau de Protection des Ressources en Eau des collectivités (BPREC), Rond-Point du 4 Décembre 1974, 83007 Draguignan Cedex

Périmètres de protection des forages des Angles

arrêté préfectoral du 06/07/1989

Périmètres de protection du forage de Beaumont

arrêté préfectoral du 24/02/1986

- Périmètres de protection des eaux de Sources des Angles et de Mére de Fontaine arrêté préfectoral du 16/05/2005
- EL11 Voies express et déviation d'agglomération : Articles L. 151-3 et L. 152-1 du code de la voirie routière (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II D d 4°)
  - Conseil Général du Var 390 avenue des Lices BP 1303 83076 Toulon Mairie
- Déviation de la R.D.13 entre le giratoire de la R.D.13 et de la R.D.15 et le chemin de Blanquefort classée voie à grande circulation

Page 4 sur 5

### BESSE-SUR-ISSOLE

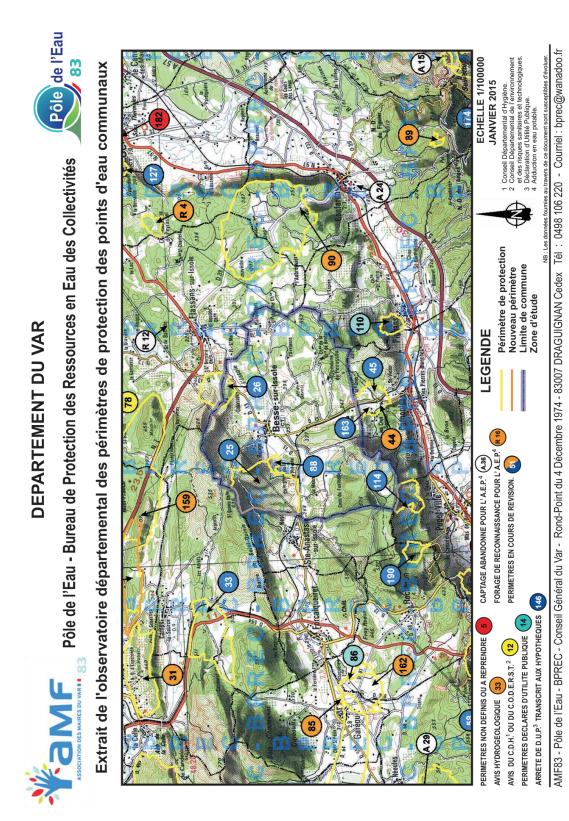
I4a	Electricité : établissement des lignes électriques : Code de l'énergie (articles L 323-1 et suivants), code de l'environnement (articles L 554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R 554-38), loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (articles 8 et 47), loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée, décret n° 70-492 du 1er juin 1970 modifié (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II - A - a)
	Martin RTE (Réseau Transport d'Electricité) - TESE (Transport electricité Sud-est) - GIMR - 46 Avenue Elsa Triolet 13147 Marseille cedex 08
	Réseau Transport d'Electricité (RTE ) - Transport electricité Sud-est (TESE), GET (Groupe d'Exploitation Transport) Côte d'Azur - Section Technique Lingostiére St Isidore - BP 3247 - 06205 NICE cedex 3
(P	Ligne aérienne 225 kV : TRANS - VINS
P	Ligne aérienne 63 kV : CARNOULES - ENTRAIGUES
OP*	Ligne aérienne 400 kV 2 circuits : NEOULES - TRANS 1 & 2
T4.	Electricité : établissement des lignes électriques : Code de l'énergie (articles L 323-1 et suivants), code de
I4e	l'environnement (articles L 554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R 554-38), loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (articles 8 et 47), loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée, décret n° 70-492 du 1er juin 1970 modifié (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II - A - a)
	🖂 E.R.D.F. Subdivision de Brignoles - 17 Boulevard du Maréchal Foch - B.P.150 - 83170 Brignoles
F	Réseaux de distribution publique M.T. et B.T.
INT1	Cimetières : Articles L. 2223-1 et L. 2223-5 du code général des collectivités territoriales (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme IV - A - a)
	⊠ Services communaux
<b>P</b>	Cimetière communal de Besse sur Issole

Page 5 sur 5

### **BESSE-SUR-ISSOLE**

- PT3 Télécommunications communications téléphoniques & télégraphiques : Articles L. 45-1 et L. 48 du code des postes et des communications électroniques (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II E 3°)
  - ☑ France Télécom UPR SE Bureau Parc Bâtiment H 18-24 Rue J. Réattu 13009 Marseille
- Câble souterrain de télécommunication n° 96 MARSEILLE NICE arrêté préfectoral du 23/04/1963
- Voies ferrées et croisements fer / route : Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer articles L. 123-6 R. 123-3, L. 114-1 à L. 114-6, R 131-1 et suivants et R 141-1 du code de la voirie routière (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II D a)
  - SNCF Délégation Territoriale de l'Immobilier Méditerrannée Pôle optimisation du parc immobilier 4 Rue Léon Gozlan - CS 70014 - 13331 Marseille cedex 03
    - RFF Direction Régionale PACA Service aménagement et patrimoine Les Docks Atrium 10 Place de la Joliette BP 85 404 13557 Marseille Cedex 02
- Ligne S.N.C.F. CARNOULES GARDANNE

### 1.2 Arrêtés de protections des sources



# **BUREAU DE PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU DES COLLECTIVITES**

A.M.F. 83 - B.P.R.E.C. - Conseil Général du Var - Rond-point du 04.12.1974 - 83007 DRAGUIGNAN Cédex - Tél.: 0498 106 220 - Télécopie: 0498 105 239 - Mél: bprec @ wanadoo.fr

COMMUNES sur lesquelles sont situés les périmètres (en totalité ou pour partie)	N° d'Inv.	POINTS D'EAU	PIECES LES PLUS AVANCEES DE LA PROCEDURE	COLLECTIVITES UTILISATRICES	OBSERVATIONS
BESSE/ISSOLE	25	25 Forages des Angles	Arrêté de D.U.P. du 06.07.1989 publié à la Conservation B des Hypothèques les 26.01.1990 et 26.05.1990.	BESSE/ISSOLE	
	56	Forages de Beaumont	Arrêté de D.U.P. du 24.02.1986 publié à la Conservation FLASSANS/ISSOLE des Hypothèques le 02.11.1988.	-LASSANS/ISSOLE	
	88	Sources des Angles et de Mère des Fontaines	Arrêté de D.U.P. du 16.05.2005 publié à la Conservation B des Hypothèques le 29.06.2005.	BESSE/ISSOLE	
	Dispos	Dispositions prises pour la RD 13 par le source N	le gestionnaire des routes. Arrêté du CG 83 n°1418 du 30.08.199 6 pour la protection de la Mère des Fontaines et des forages de l'Ecluse à Carnoules.	99 6 pour la protection de la	

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DU VAR

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT BUREAU DE L'URBANISME ET DES OPEATIONS FONCIERES 3ème Direction - 4ème Bureau

### EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE

ARRETE EN DATE DU 0 6 JUL. 1989

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE du projet d'alimentation en eau potable, de dérivation des eaux et de fixation des périmètres de protection des Forages des Angles, sur le territoire de la commune de BESSE/ISSOLE

COMMUNE DE BESSE/ISSOLE

Le Préfet du Var, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite, VU la loi n° 83-630 du 12 iu/12 iu/12

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU les décrets n° 77-392 et 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs et réglementaires en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiés par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n°83-630 susvisée;

VU la circulaire du 31 juillet 1982 relative à l'amélioration apportée à la publicité des études d'impact et à la procédure des enquêtes publiques ;

VU le code rural et notamment les articles 107 et 113 ;

VU les articles L 20 et L 20-1 du code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique ;

VU la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, complétée par la loi n° 74-1114 du 27 décembre 1974 ;

Ref. : 89DF1

VU la circulaire du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU le projet d'institution des périmètres de protection et de dérivation des eaux des Forages des Angles sur le territoire de la commune de BESSE/ISSOLE ;

VU la délibération en date du 10 octobre 1988 par laquelle le Conseil Municipal de la Commune de BESSE/ISSOLE sollicite l'ouverture de l'enquête préalable à l'utilité publique pour l'institution des périmètres de protection et pour l'autorisation de dérivation;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 14 décembre 1988 en la mairie de BESSE/ISSOLE en vue de la déclaration d'utilité publique de l'opération et le registre y afférent;

VU les pièces constatant que l'arrêté préfectoral du 14 décembre 1988 a été affiché dans la mairie de BESSE/ISSOLE ; qu'un avis d'enquête a été inséré dans deux journaux diffusés dans le département huit jours avant enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci ;

VU les conclusions favorables du commissaire-enquêteur du 03 février 1989 sur l'utilité publique du projet susvisé ;

VU le rapport du géologue agréé en date du 21 février 1978 délimitant les périmètres de protection autour des Forages des Angles ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 12 juin 1979, relatif à la création des périmètres de protection autour des Forages des Angles sis sur la commune de BESSE/ISSOLE;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 9 novembre 1988 avant enquête et du 24 mars 1989 après enquête ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 2 juin 1988 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement du 2 novembre 1987 ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche du 23 septembre 1987 ;

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIGNOLES en date du 21 février 1989 ;

CONSIDERANT que les avantages attendus de la réalisation du projet susvisé sur les territoires appartenant à la commune de BESSE/ISSOLE sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au minimum ;

CONSIDERANT que la commune de BESSE/ISSOLE est propriétaire du périmètre immédiat ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

### ARRETE

<u>Article 1</u> : sont déclarés d'utilité publique :

a) La création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée des Forages des Angles, sis sur la commune de BESSE/ ISSOLE, définis par le plan et les états parcellaires joints au présent arrêté.

- b) La dérivation des eaux des Forages des Angles.
- Article 2 : La commune de BESSE/ISSOLE est autorisée à dériver 30 m3/h sans que le volume journalier ne puisse excéder 720 m3.
- Article 3 : Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal, la commune devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.
- <u>Article 4</u>: Il sera établi autour de la prise, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, conformément aux plan et états parcellaires cijoints, en application des dispositions de l'article L-20 du Code de la Santé Publique et du décret N°61-859 du 1.08.1961 complété et modifié par le décret N°67-1093 du 15.12.1967.

### Article 5 : A l'intérieur du périmètre immédiat .

Toutes activités sont interdites sur les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate qui sont acquis en pleine propriété par la commune et clôturés.

### A l'intérieur du périmètre rapproché

Les activités ci-après sont interdites :

- . Forage des puits, exploitation de carrières à ciel ouvert, ouverture et remblaiement d'excavations à ciel ouvert ;
- . Dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritus et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- . Installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides, gazeux et de produits chimiques ;
- . et de tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

Les constructions sont réglementées et soumises à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène. Le coefficient d'occupation des sols (COS) est limité à 0,01.

-4-

En ce qui concerne les quelques parcelles cultivées de ce périmètre plantées en vigne ou vergers, l'utilisation, sans excès, d'engrais organiques et chimiques et de produits phytosanitaires est autorisée, sous réserve que les analyses de surveillance ne fassent pas apparaître une dégradation de la qualité des eaux liée à ces usages.

### A l'intérieur du périmètre éloigné

Les activités interdites à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont réglementées et soumises à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

<u>Article 6</u>: Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

<u>Article 7</u>: Pour les activités, dépôts et installations existantes à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 4, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de 5 ans.

Article 8: Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret N°67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée N°64-1245 du 16 décembre 1964.

- $\underline{\text{Article 9}}$  : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Maire de la commune de BESSE/ISSOLE :
- d'une part notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection ;
- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du Département du VAR.
  - et inscrit au POS de la commune de BESSE/ISSOLE.

Article 10: Il sera pourvu à la dépense au moyen d'une inscription spécifique au budget de la commune de BESSE/ISSOLE.

-5-

Article 11: MM. le Secrétaire Général de la Préfecture ; le Sous-Préfet de BRIGNOLES

le Maire de BESSE/ISSOLE ;

300 Cest

5 , 4

- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- le Directeur Départemental de l'Equipement ;
- le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, en outre, inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à :

M. le Directeur des Services Fiscaux.

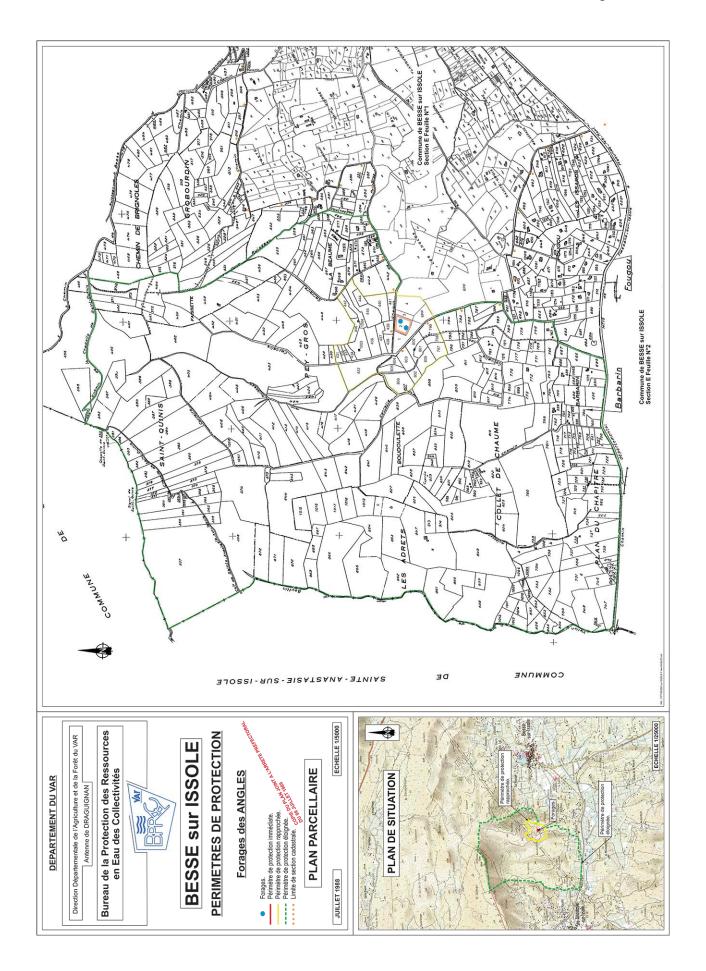
TOULON, le 06 JUIL 1989

Pour le Préfet. Le Secrétaire Général

Jacques PELLAT

POUR AMPLIATION,

Marc GOUGNE



### PREFECTURE DU VAR

### REPUBLIQUE FRANCAISE

lère Direction
REGLEMENTATION ET ADMINISTRATION
GENERALE
1er Bureau
ELECTIONS ET AFFAIRES GENERALES

ARRETE

portant

### DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de FLASSANS

### Alimentation en eau potable

- . Dérivation des eaux
- Fixation des périmètres de protection du forage de "Beaumont", sur le territoire des communes de FLASSANS et de BESSE sur ISSOLE.

MSI

Le Préfet, Commissaire de la Récublique du Département du Var, Chevalier de la Légion d'Honneur ;

VU le Code Rural et notamment les articles 107 et 113;

VU les articles L-20 et L-20.1 du code de la santé

publique;

VU la loi n'64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution modifiée et complétée par la loi n'74-1114 du 27 décembre 1974;

VU le décret n'61-859 du 1er aout 1961 modifié et complété par le décret n'67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article 1-20 du code de la santé publique;

VU le décret n'69-825 du 28 aout 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'obérations immobilières, d'Architecture et d'espaces protégés, modifié par le décret n'63-924 du 21 octobre 1983 relatif aux Commissions Régionales et Départementales des opérations immobilières et de l'architecture ;

VU les décrets n'77-392 et 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs et règlementaires en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique modifiés par le décret n'85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n'83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquetes publiques et à la protection de l'environnemnt;



VU la circulaire du 10 décembre 1968 relative aux dérimètres de protection des points de prélèvements d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines;

VU la circulaire du 31 juillet 1982 relative à l'amélioration apportée à la publicité des études d'impact et à la procédure des enquetes publiques ;

VU la délibération en date du 9 avril 1984 par laquelle le Conseil Municipal de la Commune de FLASSANS SUR ISSQLE sollicite l'ouverture de l'enquete d'utilité publique relative au projet ci-dessus désigné ;

VU les pièces du projet et notamment :

- . le mémoire explicatif,
- . le plan de situation,
- . l'estimation sommaire de la décense,
- le plan parcellaire délimitant les trois périmètres : immédiat, rapproché et éloigné,
- . l'état parcellaire et la désignation des parcelles qui seront grévées de servitudes à mettre en oeuvre ;

VU le dossier de l'enouete à laquelle il a été procédé, conformément à l'arreté du 12 février 1985 en la mairie de FLASSANS SUR ISSOLE et de BESSE sur ISSOLE, en vue de la déclaration d'utilité publique de l'opération et le registre y afférent ;

VU les pièces constatant que l'arreté préfectoral du 12 février 1985 a été affiché dans les mairies de FLASSANS SUR ISSOLE et de BESSE SUR ISSOLE, qu'un avis d'enquete a été inséré dans deux journaux diffusés dans le département huit jours avant enquete et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci ;

VU les conclusions favorables du communissaire-enqueteur du 17 mai 1985 sur l'utilité publique du projet susvisé ;

VU le rapport du géologue agréé en date du 22 octobre 1979 délimitant les périmètres de protection autour du forage de "BEAUMONT" ;

VU les avis du Conseil Décartemental d'Hygiène, en date du 6 mai 1980 et du 5 novembre 1985 relatif à la création des périmètres de protection du forage de "BEAUMONT" sis sur les communes de FLASSANS SUR ISSOLE et de BESSE SUR ISSOLE;

VU les avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Foret du 17 septembre 1984 avant enquete et du 28 janvier 1986 aorès enquete ;

VU l'avis de M. le Directeur Décartemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 15 janvier 1985 ;

VU l'avis favorable du Commissaire Adjoint de la République de l'arrondissement de BRIGNOLES en date du  $29\ \mathrm{mai}\ 1985$  ;

CONSIDERANT que les avantages attendus de la réalisation du projet susvisé sur le territoire des communes de FLASSANS SUR ISSOLE et de BESSE SUR ISSOLE sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au minimum ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Var :

### ARRETE

Article 1 - Sont déclarés d'utilité publique :

a) les travaux de dérivation des eaux du forage de "BEAUMONT"
b) La création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du forage de "BEAUMONT" sis sur les communes de FLASSANS SUR ISSOLE et de BESSE SUR ISSOLE et définis par le plan et les états parcellaires joints au présent arreté.

Article 2' - la commune de FLASSANS SUR ISSOLE est autorisée à dériver une partie des eaux à partir du forage de "BEAUMONT", sis sur son territoire.

Article 3 - le prélèvement par pompage poéré par la commune de FLASSANS SUR ISSOLE ne pourra pas excéder 10 l/s (10 litres par seconde) ni 720 m3/jour (sept cent vingt mètres cube par jour).

Article 4 - Les appareils de controle, agréés par la Direction

Départementale de l'Agriculture et de la Foret du Var, permettant de vérifier les prescriptions de l'article 3 devront etre mis en place aux frais de la commune.



### Article 7 - A l'intérieur du périmètre immédiat :

Toutes activités sont interdites sur les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate qui seront acquis en oleine propriété par la commune et cloturés.

### A l'intérieur du périmètre raoproché :

Les interdictions prévues dans la circulaire du 10 décembre 1968 sont à respecter à savoir :

- . Forage des puits, exploitation de carrières à ciel ouvert, ouverture et remblaiement d'excavations à ciel ouvert ;
- . Dépot d'ordures ménagères, immondices, détritus et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux :
- . Installation de canalisations, réservoirs ou décots d'hydrocarbures liquides, gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature :
- . Etablissement de toutes constructions superficielles ou souterraines :
- . Epandage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les emmemis des cultures, ainsi que le pacage des animaux :
- . et tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

### A l'intérieur du périmètre éloigné

Les activités interdites à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée porront etre autorisées après avis préalable du Conseil Départemental d'Hyoiène.

Toutefois, les propriétaires de parcelles déjà complantées en vignes et vergers pourront utiliser, sans excès, des produits tels que : engrais, fumures et ceux nécessaires à la lutte contre les ennemis des cultures.

La commune, par un suivi des analyses, veillera si les teneurs en nitrates, sulfates et pesticides tendent à augmenter. Dans ce cas la dérogation de l'alinéa précédent devrait etre revue.

Article 8 - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code ----- de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être éourées le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le controle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 9 - Pour les activités, dépots et installations existants à la ----- date de publication du présent arreté sur les terrains comoris dans les périmètres de protection prévus à l'article 7, il devra etre satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de 5 ans .

Article 10 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du ----- présent arreté sera passible des peines prévues par le décret n°67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée n°64-1245 du 16 décembre 1964.

7

Article 11 - Le présent arreté sera, par les soins et à la charge du ----- Maire de FLASSANS SUR ISSOLE :

- d'une part notifié à chacun des propriétaires intéressés

notamment par l'établissement des périmètres de protection,

- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothècues du Département du Var.

Article 12 - Il sera pourvu à la décense au moyen d'une inscriction spécifique au budget de la commune de FLASSANS SUR ISSOLE.

Article 13 - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

le Commissaire Adjoint de la République de l'arrondissement

de BRIGNOLES.

le Maire de FLASSANS SUR ISSOLE,

le Maire de BESSE SUR ISSOLE,

le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Foret,

le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et

Sociales,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arreté qui sera, en outre, inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

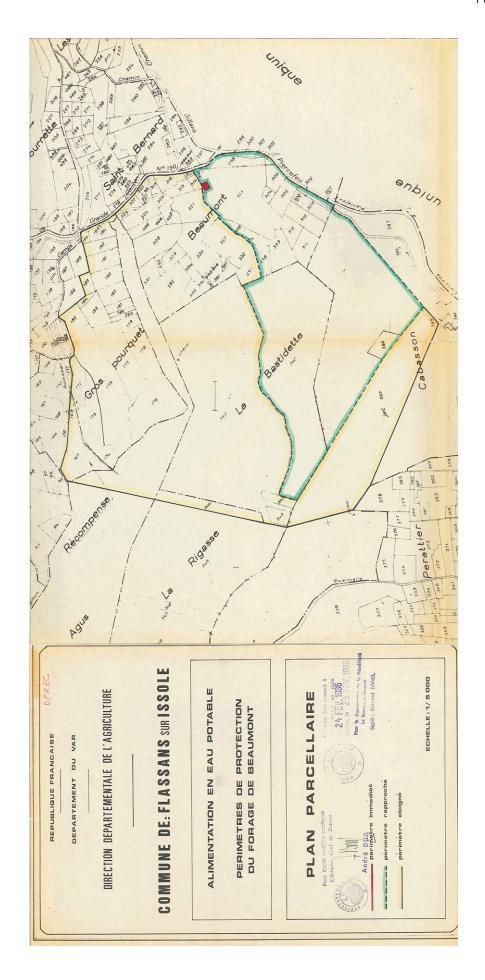
TOULON, le 24 FFV, 1985 Le Préfet, Commissaire de la République,

> Pour le Commissaire de la République Le Secrétaire Général

Signé: Bernard DANEL

POUR AMPLIATION Le Chef de Bureau

Andre BUA





### PRÉFECTURE DU VAR

### DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES

REF. A RAPPELER: 2D4/DC

ARRETE en date du 1 6 MAI 2005

### déclarant d'utilité publique

l'institution des périmètres de protection et les travaux de dérivation des eaux des sources des Angles et de Mère des Fontaines, sur le territoire de la commune de Besse-sur-Issoie

### et autorisant

la commune de Besse-sur-Issole à utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine

Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'expropriation;

Vu le code de l'environnement et notamment le livre II titre 1er;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article R 2224-22;

Vu le code de la santé publique, notamment le livre III titre 2 (partie législative) et le livre 3 titre 2 chapitre 1 (partie réglementaire);

Vu le décret nº 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi nº 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée;

Vu le décret nº 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi nº 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée;

.....

Vu l'arrêté du 26 juillet 2002 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales ;

Vu le projet d'institution des périmètres de protection et de dérivation des eaux des sources des Angles et de Mère des Fontaines sur le territoire de la commune de Besse-sur-Issole;

Vu la délibération en date du 21 mai 2003 par laquelle le conseil municipal de la commune de Besse-sur-Issole sollicite l'ouverture de l'enquête préalable à l'utilité publique sur le projet susvisé ;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 25 mars 2004, en mairie de Besse-sur-Issole, en vue de la déclaration d'utilité publique de l'opération susvisée et le registre y afférent;

Vu les pièces constatant que l'avis d'enquête prévu par l'arrêté préfectoral susvisé a été régulièrement affiché et inséré dans deux journaux du département ;

Vu les conclusions favorables du commissaire enquêteur sur l'utilité publique du projet susvisé ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé du mois de novembre 2000 délimitant les périmètres de protection autour des sources des Angles et de Mère des Fontaines ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 13 février 2002, avant enquête, et du 11 mai 2005, après enquête, relatif à la création des périmètres de protection des sources des Angles et de Mère des Fontaines, sis sur la commune de Besse-sur-Issole et à l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine;

Vu l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du 12 février 2004 avant enquête et du 10 mai 2005 après enquête ;

Vu l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 11 septembre 2003 ;

Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du 28 octobre 2003 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'équipement du 14 janvier 2004;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de Brignoles en date du 27 mai 2004;

Considérant que les avantages attendus de la réalisation du projet susvisé sur le territoire de la commune de Besse-sur-Issole sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au maximum ;

Considérant que la commune de Besse-sur-Issole est propriétaire du périmètre de protection immédiate ;

Considérant la nécessité de régulariser un prélèvement d'eau à usage de consommation humaine et par là d'en assurer efficacement sa protection;

. . ./ . . .

- 3 -

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

### ARRETE

### Article 1: Sont déclarés d'utilité publique:

- a) la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée des sources des Angles et de Mère des Fontaines, sis sur la commune de Besse-sur-Issole, définis par les plans et les états parcellaires joints au présent arrêté;
- b) les travaux de dérivation des eaux du captage des sources des Angles et de Mère des Fontaines.

La commune de Besse-sur-Issole est alimentée en eau potable principalement par les captages de la source des Angles et en complément par les forages des Angles. La source de Mère des Fontaines alimente les fontaines du village.

Article 2: La commune de Besse-sur-Issole est autorisée à utiliser l'eau prélevée dans la source des Angles en vue de la consommation humaine. Cette autorisation sera étendue à l'eau de la source Mère des Fontaines si cette dernière était admise sur le réseau d'adduction publique. Cette autorisation vaut récépissé de déclaration au titre de la législation sur l'eau.

Article 3: La commune de Besse-sur-Issole est autorisée à dériver 20 m³/h au maximum sans que le volume journalier ne puisse excéder 480 m³. Un dispositif de mesure doit permettre le contrôle du débit et des volumes prélevés. L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

Article 4: Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal, la commune devra indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

<u>Article 5</u>: Il sera établi, autour de la prise, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, conformément aux plans et états parcellaires ci-joint.

### Article 6: A l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Toutes activités, autres que celles nécessitées par l'exploitation du point d'eau, sont interdites sur les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate, qui ont été acquis en pleine propriété par la commune de Besse-sur-Issole. Ces terrains seront clôturés.

Le périmètre de protection immédiate, sa clôture, l'ouvrage maçonné qui protège le captage et les locaux techniques doivent être entretenus ou maintenus en parfait état.

-4-

### A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée

La réglementation des faits et activités est présentée sous la forme de tableau ci-après.

		·				
	TYPES D'ACTIVITES		PERIMETRES DE PROTECTION			
Nº				,		
	,	RAPP	ROCHEE ELOIGNEE			
		Interdit	Réglementé	Réglementé		
1	La réalisation de puits, forages ou captages de sources	X (3)		X (6)		
2	L'exploitation de carrières ou de gravières	Х		X (6)		
3	L'ouverture ou le remblaiement d'excavations	X		X (6)		
4	Le déboisement		X (2)	X (6)		
5	La construction ou la modification de voies de communication		X (2)	X (6)		
6	Le dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritus et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau	х		X (6)		
7	L'installation de réservoirs, de canalisations ou de dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux	х		X (6)		
8	L'installation de canalisations ou de dépôts de produits chimiques polluants	Х		X (6)		
9	L'installation de canalisations d'eaux usées domestiques	X (4)		X (6)		
10	Le rejet ou dépôt d'eaux usées domestiques	X (5)		X (6)		
11	Les constructions superficielles ou souterraines autres que les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976		X (2)	X (6)		
	Les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976	· <b>X</b>	·	X (6)		
13	Le rejet d'eaux industrielles	Х		X (6)		
14	L'épandage d'eaux usées industrielles	х		X (6)		
15	L'épandage de lisiers	X		X (1)		
	L'utilisation de produits fertilisants, phytosanitaires ou herbicides nécessaires aux cultures		X (1)	X (1)		
17	Le pacage des animaux		X (1)	X (1)		
18	La création, l'agrandissement de campings ou de cimetières	Х		X (6)		
	Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques	Х		X (6)		

.../...

- 5 -

 sous réserve que les analyses d'autosurveillance et de contrôle ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.

(2) - sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés et, dans tous les cas, de l'avis favorable du CDH.

(3) - sauf ceux nécessaires aux besoins de la collectivité.

(4) - sauf pour les constructions autorisées et après avis du CDH.

(5) - sauf pour les constructions existantes ou autorisées sous réserve du respect de la réglementation en vigueur.

(6) - sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés qui jugeront de l'opportunité de consulter le CDH.

Article 7: La commune de Besse-sur-Issole procédera dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification du présent arrêté à une reprise du mode de captage de la source des Angles pour en améliorer sa protection. De nouvelles tranchées drainantes seront réalisées en amont de l'actuel point d'eau, soit à l'intérieur du périmètre immédiat.

Article 8: Le système de production - distribution dans son ensemble est placé sous le contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales qui définit un programme d'analyse analytique au titre du contrôle sanitaire en fonction des données actualisées annuellement. Un fichier sanitaire est ouvert pour consigner l'ensemble des informations relatives aux installations et à leur fonctionnement.

Le traitement devra être adapté aux caractéristiques des eaux prélevées et à la nature du réseau de distribution sur la base d'un plan d'action réalisé dans le délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté. Il est demandé, à cet effet, à la commune de Besse-sur-Issole de produire une étude des risques (analyse des dangers à la ressource et des risques sanitaires avec mesures de maîtrise associées sur l'ensemble du système, de la ressource à la distribution). Cette étude sera soumise pour évaluation et prescriptions à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Le taux de chlore résiduel de l'eau devra être mesurable, au delà du seuil de détection de 0,02 mg/l de chlore, en tout point de distribution tant que le procédé de traitement est constitué par une chloration.

Des robinets de prélèvements nécessaires au suivi de la qualité de l'eau doivent être installés en amont et en avai du traitement dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

La commune devra mettre en place un programme de travaux visant à éradiquer les branchements plomb avant fin 2013, date d'application de la norme 10 µg/l

Article 9 : La personne responsable de la distribution est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Le programme de cette surveillance est établi en fonction des résultats de l'analyse des risques.

En cas de dépassement d'une des exigences de qualité fixées par la réglementation, la personne responsable de la distribution porte immédiatement ces résultats à la connaissance du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales. Il en va de même de tout incident pouvant avoir des conséquences sur la santé publique.

En présence de non conformité, la personne publique ou privée informe le DDASS à trois niveaux : signalement de l'alerte, remise des constatations et conclusions de l'enquête qui a été immédiatement effectuée afin de déterminer la cause et indication des mesures correctives nécessaires mises en place afin de rétablir la qualité de l'eau.

.../...

-6-

La population est informée par la personne responsable lorsque des restrictions d'usage ou des mesures correctives sont prises.

<u>Article 10</u>: Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 5, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de 5 ans.

Article 11 : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du maire de la commune de Besse-sur-Issole, publié à la conservation des hypothèques du département du Var.

Il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nice, dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

Les périmètres de protection seront, en outre, inscrits au plan d'occupation des sols ou plan local d'urbanisme de la commune de Besse-sur-Issole dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté, conformément à l'article L-126-1 du code de l'urbanisme.

Article 12 : Il sera pourvu à la dépense au moyen d'une inscription spécifique au budget de la commune de Besse-sur-Issole.

Article 13: Le Secrétaire Général de la Préfecture,

la Sous-Préfète de Brignoles,

le Maire de Besse-sur-Issole,

le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

le Directeur Départemental de l'Equipement,

le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

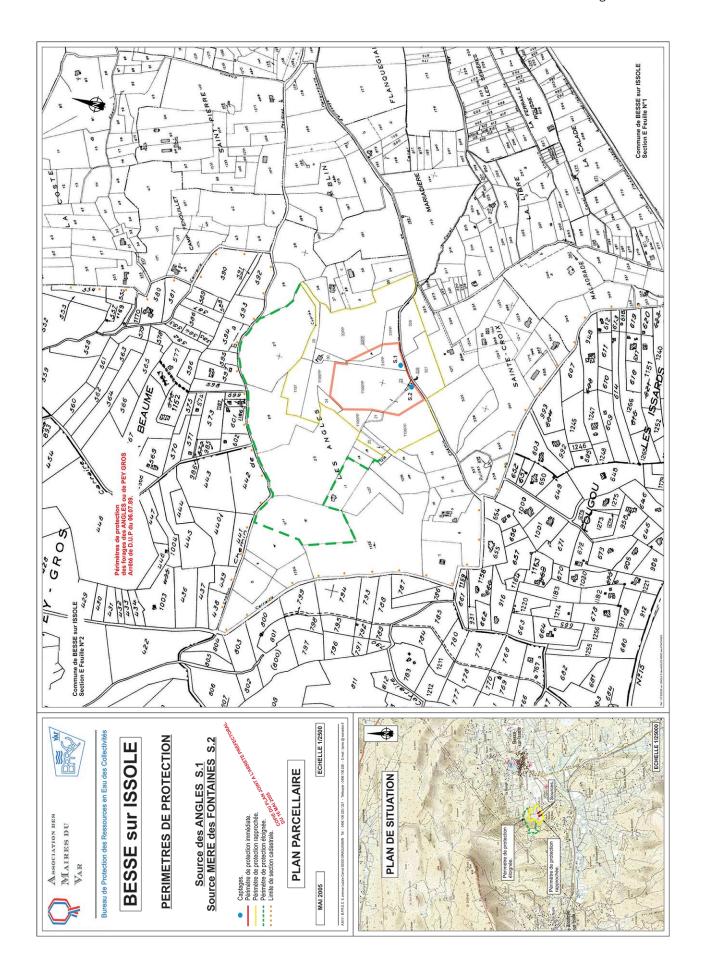
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, en outre, inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, à l'exception des pièces annexées, lesquelles peuvent être consultées en mairie et en préfecture, Direction des Relations avec les Collectivités Locales, Bureau de l'Urbanisme et des Affaires Foncières.

Copie de l'arrêté sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et à M. Louis ARNOLD, commissaire enquêteur.

TOULON, le 1 6 MAI 2005

Patrick CREZE

Pour le Préfet, Et par délégation, Le Segrétaire Général



### 1.3 Fiches explicatives des Servitudes d'Utilité Publique

 $\mathbf{A}_1$ 

### **BOIS ET FORETS**

### I. GENERALITES

Servitudes relatives à la protection des bois et forêts soumis au régime forestier.

Code forestier (1), articles L 151.1, R 151.1, R 151.5 (ancien art. 98); L 151.2, R 151.2, R 151.5 (ancien art. 99); L 151.3, R 151.3 R 151.5 (ancien art. 100); L 151.4, R 151.4 et R 151.5 (ancien art. 101); L 151.5 (ancien article 102); L 151.6, L 342.2 (ancien art. 103).

Code de l'urbanisme, articles L 421.1 et R 421.38.10.

Circulaire S/AR/12 du 12 février 1974 concernant la communication aux D.D.E. des servitudes relevant du ministère de l'agriculture.

Ministère de l'agriculture, service des forêts, office national des forêts.

### II. PROCEDURE D'INSTITUTION

### A. Procédure

Application aux bois et forêts soumis au régime forestier, des diverses dispositions du code forestier, prévoyant en vue de leur protection, un certain nombre de limitations à l'exercice du droit de propriété concernant l'installation de bâtiments.

Sont soumis au régime forestier :

- les bois, forêts et terrains à boiser qui font partie du domaine de l'Etat ou sur lesquels l'Etat a des droits de propriété indivis ;
- les bois et forêts susceptibles d'aménagements, d'exploitation régulière ou de reconstitution et les terrains à boiser, figurant sur une liste préfectorale (articles L 141.1 et R 141.5), et appartenant aux départements, aux communes, aux sections de communes, aux établissements publics, aux sociétés de secours mutuel et aux caisses d'épargne, ou sur lesquels ces collectivités et personnes ont des droits de propriété indivis ;
- les terrains reboisés en exécution du code forestier jusqu'à libération complète du débiteur.

### B. Indemnisation

Aucune impossibilité de principe n'est affirmée, mais il semble toutefois que l'indemnisation des propriétaires ne doit être envisagée que d'une façon tout à fait exceptionnelle, car aucune de ces servitudes ne constitue une atteinte absolue au droit de propriété, les dérogations possibles étant en général accordées.

### C. Publicité

Néant.

### III. EFFETS DE LA SERVITUDE

### A. Prérogatives de la puissance publique

1º Prérogatives exercées directement par la puissance publique. Néant

### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation de procéder à la démolition dans le mois du jugement qui l'aura ordonnée, des établissements mentionnés en B<sub>1</sub>, qui ont été construits sans autorisation (code forestier, articles L 151.1, R 151.1 et R 151.5; L 151.2, R 151.3 et R 151.5; L 151.4, R 151.4 et R 151.5).

### B. Limitation au droit d'utiliser le sol

### 1° Obligations passives

Interdiction d'établir dans l'intérieur et à moins de 1 kilomètre des forêts, aucun four à chaux ou à plâtre temporaire ou permanent, aucune briqueterie ou tuilerie (code forestier, articles L 151.1, R 151.1 et R 151.5).

Interdiction d'établir dans l'enceinte et à moins de 1 kilomètre des bois et forêts, aucune maison sur perches, loge, baraque ou hangar (code forestier, articles L 151.2, R 151.3 et R 151.5).

Interdiction d'établir dans les maisons ou fermes actuellement existantes à 500 mètres des bois et forêts, ou qui pourront être construites ultérieurement, aucun chantier ou magasin pour faire le commerce du bois et aucun atelier à façonner le bois (code forestier, articles L 151.3, R 151.3 et R 151.5).

(1) Tel qu'il résulte des décrets n° 79.113 et 79.114 du 25 janvier 1979 portant révision du code forestier.

Interdiction d'établir dans l'enceinte et à moins de 2 kilomètres des bois et forêts, aucune usine à scier le bois (code forestier, articles L 151.4, R 151.4 et R 151.5).

Obligation de se soumettre, pour toutes les catégories d'établissements mentionnées ci-dessus et dont l'édification aura été autorisée par décision préfectorale, aux visites des ingénieurs et préposés des Eaux et Forêts qui pourront y faire toutes les perquisitions sans l'assistance d'un officier public, à condition qu'ils se présentent au moins au nombre de deux ou que le préposé des Eaux et Forêts soit accompagné de deux témoins domiciliés dans la commune (code forestier, articles L 151.6 et L 342.2).

### 2° Droits résiduels du propriétaire

Les maisons et les usines faisant partie de villes, villages ou hameaux formant une population agglomérée, bien qu'elles se trouvent dans les distances mentionnées ci-dessus en B 1° sont exceptées des interdictions visées aux articles L 151.2, R 151.3 et R 151.5; L 151.3, R 151.3, R 151.5; L 151.4, R 151.4 et R 151.5 du code forestier (article L 151.5 du code forestier).

Possibilité de procéder à la construction des établissements mentionnés en B 1°, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation par décision préfectorale. Si ces constructions nécessitent l'octroi d'un permis de construire, celui-ci ne peut être délivré qu'après consultation du directeur départemental de l'agriculture et accord du préfet. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai de trois mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction (article R 421.38.10 du code de l'urbanisme).

### SERVITUDE A5

### **EAU POTABLE**

### **ASSAINISSEMENT**

·

I A POSE DES CANALIS

SERVITUDES POUR LA POSE DES CANALISATIONS PUBLIQUES D'EAU (eau potable) ET D'ASSAINISSEMENT (eaux usées ou pluviales)

\*\*\*\*

\*\*\*

### I. - GENERALITES

Servitudes pour la pose de canalisations publiques d'eau (potable) et d'assainissement (eaux usées ou pluviales).

Loi n° 92-1283 du 11 DECEMBRE 1992 et du Décret n° 92-1290 du 11 DECEMBRE 1992.

Circulaire n° A 2/1/43 du 24 février 1965 (ministères de l'agriculture et du développement rural et de l'intérieur).

Circulaire S/AR/12 du 12 février 1974 concernant la communication aux D.D.E. des servitudes relevant du ministère de l'agriculture.

Ministère de l'agriculture (direction de l'aménagement).

Ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales).

\*\*\*\*

A5 – 1/7

### **II. - PROCEDURE D'INSTITUTION**

### A. - PROCEDURE

Recherche d'autorisations amiables de passage conclues par conventions passées en forme administrative ou par acte authentique, avant toute demande d'établissement des servitudes par voie réglementaire (circulaire du 24 février 1965).

En cas d'échec des négociations amiables, arrêté préfectoral d'établissement des servitudes accompagné d'un plan parcellaire, intervenant, à la demande de l'organisme qui bénéficiera des servitudes, après enquête publique menée dans les communes concernées et consultation préalable par voie de conférence des services intéressés. Le dossier est alors transmis au préfet accompagné de l'avis de l'ingénieur en chef du génie rural, pour décision.

Lorsque le coût des travaux excède 6 millions de francs (art. 3 C du décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977) la demande d'établissement des servitudes est accompagnée de l'étude d'impact définie à l'article 2 du décret du 12 octobre 1977 susmentionné (art. 17-1V dudit décret).

Aux termes de cet arrêté, les collectivités publiques, les établissements publics et les concessionnaires de services publics qui entreprennent des travaux d'établissement de canalisations d'eau potable ou d'évacuation des eaux usées ou pluviales, peuvent établir à demeure des canalisations souterraines dans les terrains privés non bâtis, excepté les cours et jardins attenant aux habitations, et ceci dans les conditions les plus rationnelles et les moins dommageables à l'exploitation présente ou future des propriétés (art. 1er de la loi du 4 août 1962).

### **B. - INDEMNISATION**

Indemnité due en considération de la réduction permanente du droit des propriétaires de terrains grevés, son montant et les contestations possibles sont réglés comme en matière d'expropriation (article 2 de la loi du 4 août 1962 et article 13 du décret du 15 février 1964).

Les dommages qui résultent des travaux pour des faits autres que ceux couverts par les servitudes, sont fixés à défaut d'accord amiable par le tribunal administratif (art. 14 du décret du 15 février 1964).

### C. - PUBLICITE

Assujettissement à la formalité de la publicité foncière des conventions amiables.

Affichage en mairie, pendant huit jours, de l'avis d'ouverture de l'enquête.

Notification individuelle faite par le demandeur aux propriétaires intéressés avec indication du montant de l'indemnité proposée.

Affichage en mairie de chaque commune intéressée, de l'arrêté préfectoral d'établissement des servitudes.

A5 - 2/7

Notification au demandeur dudit arrêté préfectoral.

Notification au directeur départemental de l'équipement dudit arrêté préfectoral (art. 11 du décret du 15 février 1964).

Notification à chaque propriétaire à la diligence du demandeur, par lettre recommandée avec avis de réception, de l'arrêté préfectoral d'établissement des servitudes. Au cas où un propriétaire ne pourrait être atteint, la notification doit être faite au fermier, locataire, gardien de la propriété ou à défaut au maire de la commune (art. 11 du décret du 15 février 1964).

### III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

### A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

### 1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'enfouir dans une bande de terrain de 3 mètres maximum une ou plusieurs canalisations, une hauteur minimum de 0,60 mètre devant être respectée entre la génératrice supérieure des canalisations et le niveau du sol après travaux.

Droit pour le bénéficiaire d'essarter dans la bande de terrain mentionnée cidessus, ou dans une bande plus large déterminée par arrêté préfectoral, les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien des canalisations.

Droit pour le bénéficiaire et les agents de contrôle de l'administration d'accéder au terrain dans lequel la canalisation est enfouie.

Droit pour le bénéficiaire d'effectuer tous travaux d'entretien et de réparation à condition d'en prévenir les personnes exploitant les terrains.

### 2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

### B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

### 1 Obligations passives

Obligation pour les propriétaires et leurs ayants droit de s'abstenir de tout acte pouvant nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.

### 2 Droits résiduels du propriétaire

Droit pour le bénéficiaire d'obtenir l'octroi d'un permis de construire, même si pour ce faire, il convient de procéder au déplacement des canalisations. Les frais de ce déplacement sont à la charge du bénéficiaire de la servitude (art. 154 du décret du 15 février 1964), d'où la nécessité de prévoir, lors de l'élaboration des projets, des tracés de canalisations qui ménagent les possibilités d'implantation ultérieure de construction notamment aux abords des agglomérations. C'est ainsi que près des zones agglomérées les tracés de canalisations devront être prévus de préférence

A5 - 3/7

dans les lisières des parcelles, ou les traverser de manière qu'une utilisation rationnelle soit possible de part et d'autre de la canalisation (circulaire du 25 février 1965).

Droit pour le propriétaire qui s'est vu opposer un refus de permis de construire du fait de l'exercice de la servitude, de requérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, l'acquisition totale de sa propriété par le maître de l'ouvrage (art. 15 du décret du 15 février 1964).

### LOI N° 62-904 DU 4 AOUT 1962 instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. l°. - II est institué au profit des collectivités publiques, des établissements publics ou des concessionnaires de services publics qui entreprennent des travaux d'établissement de canalisations d'eau potable ou d'évacuation d'eaux usées ou pluviales une servitude leur conférant le droit d'établir à demeure des canalisations souterraines dans les terrains privés non bâtis, excepté les cours et jardins attenant aux habitations.

L'établissement de cette servitude ouvre droit à indemnité.

Art. 2. - Les contestations relatives aux indemnités sont jugées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 3. - Les modalités d'application de la présente loi sont déterminées par décret en Conseil d'Etat de manière, notamment, que les conditions d'exercice de la servitude soient rationnelles et les moins dommageables à l'utilisation présente et future des terrains.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Colombey-les-Deux-Eglises, le 4 août 1962.

CHARLES DE GAULLE

Par le Président de la République Le Premier ministre, GEORGES POMPIDOU

> Le garde des sceaux, ministre de la justice JEAN FOYER

Le ministre de l'intérieur ROGER FREY

> Le ministre des finances et des affaires économique VALERY GISCARD D'ESTAING

Le ministre de l'agriculture EDGAR PISANI

### **DECRET Nº 64-153 DU 15 FEVRIER 1964**

### pris pour l'application de la loi n° 62-904 du 4 août 1962 instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi nº 62-904 du 4 août 1962 instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement, et notamment son article 3 :

Vu l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 modifiée portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, ensemble les règlements pris pour son application;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

- Art. 1º. Les personnes publiques définies à l'article }" de la loi nº 62-904 du 4 août 1962 et leurs concessionnaires à qui les propriétaires intéressés n'ont pas donné les facilités nécessaires à l'établissement, au fonctionnement ou à l'entretien des canalisations souterraines d'eau potable ou d'évacuation d'eaux usées ou pluviales peuvent obtenir l'établissement de la servitude prévue à l'article l° de la loi n° 62-904 du 4 août 1962 dans les conditions déterminées ci-dessous
- Art. 2. Sauf dispositions contraires de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 10 ci-après décidant dans l'intérêt de l'exploitation de la parcelle que traverse la canalisation que la servitude n'entraîne pas certains des effets énumérés au présent article, la servitude donne à son
- 1° D'enfouir dans une bande de terrain dont la largeur est Fixée par le préfet, mais qui ne pourra dépasser trois mètres, une ou plusieurs canalisations, une hauteur minimum de 0,60 mètre étant respectée entre la génératrice supérieure des canalisations et le niveau du sol après les travaux ;
- 2° D'essarter dans la bande de terrain prévue au 1° ci-dessus et, le cas échéant, dans une bande plus large déterminée par l'arrêté préfectoral les arbres susceptibles de muire à l'établissement et à l'entretien de la canalisation ;

  3° D'accéder au terrain dans lequel la conduite est enfouie, les agents chargés du contrôle bénéficiant du même droit d'accès ;

  - 4° D'effectuer tous travaux d'entretien et de réparation conformément aux dispositions de l'article 14 ci-après.
- Art. 3. La servitude oblige les propriétaires et leurs ayants droit à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage
- Art. 4. La personne morale de droit public maître de l'ouvrage ou son concessionnaire qui sollicite le bénéfice de la loi du 4 août 1962 adresse à cet effet une demande au préfet.

- une note donnant toutes précisions utiles sur l'objet des travaux et sur leur caractère technique ;
- le plan des ouvrages prévus ;
- le plan parcellaire des terrains sur lesquels l'établissement de la servitude est envisagé, avec l'indication du tracé des canalisations à établir, de la profondeur minimum à laquelle les canalisations seront posées, de la largeur des bandes prévues aux 1° et 2° de l'article 2 cidessus et de tous les autres éléments de la servitude. Ces éléments devront être arrêtés de manière que la canalisation soit établie de la façon la plus rationnelle et que la moindre atteinte possible soit portée aux conditions présentes et futures de l'exploitation des terrains
- la liste par commune des propriétaires, établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le service du cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le conservateur des hypothèques au vu du fichier immobilier ou par tous autres moyens.
- Art. 5. Après consultation des services intéressés et, notamment, de l'ingénieur en chef du service chargé du contrôle, le préfet prescrit, par arrêté, l'ouverture d'une enquête dans chacune des communes où sont situés les terrains devant être grevés de la servitude et désigne un commissaire enquêteur.

Un extrait du dossier comprenant pour chacune des communes intéressées les documents énumérés à l'article précédent est déposé, pendant huit jours au moins, à la mairie

- Art. 6. Avis de l'ouverture de l'enquête est publié huit jours au moins avant la date de cette ouverture par affiche apposée à la porte de la mairie ; cet avis donne tous renseignements utiles sur l'enquête, notamment sur son objet, sa durée et les conditions de consultation du dossier par le public. Le maire certifie qu'il a procédé à cet affichage
- Art. 7. Notification individuelle du dépôt du dossier est faite par le demandeur aux propriétaires intéressés, dans les formes et suivant les conditions prévues aux articles 16 et 17 du décret n» 59-701 du 6 juin 1959.

Cette notification comporte la mention du montant de l'indemnité proposée en réparation du préjudice causé par l'établissement de la servitude et par toutes les sujétions pouvant en découler.

Art. 8. - Pendant la période de dépôt prévue à l'article 5 ci-dessus, les réclamations et observations peuvent être soit consignées par les intéressés directement sur le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles cotés et paraphés par le maire, soit adressées par écrit au maire

A5 - 6/7

ou au commissaire enquêteur, qui les annexe audit registre.

A l'expiration de ladite période, le registre d'enquête est clos et signé par le maire et transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête au commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur, dans un délai de quinze jours, dresse le procès-verbal de ces opérations et, après avoir entendu éventuellement toutes personnes susceptibles de l'éclairer, transmet le dossier avec son avis au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef du service chargé du contrôle.

Art. 9.-Si le commissaire enquêteur propose des modifications au tracé ou à la définition des servitudes et si ces modifications tendent à appliquer la servitude à des propriétés nouvelles ou à aggraver la servitude antérieurement prévue, notification directe en est faite par le demandeur aux intéressés dans les formes prévues à l'article 7 ci-dessus.

Les intéressés ont un nouveau délai de huit jours pour prendre connaissance à la mairie du pian modifié et présenter leurs observations,

A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur, dans un délai maximum de huit jours, transmet le dossier avec ses conclusions au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef du service chargé du contrôle.

Art. 10. - Le préfet statue par arrêté sur l'établissement des servitudes. Dans l'arrêté, les propriétés sont désignées et l'identité des propriétaires est précisée, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 22 du décret du 6 juin 1959.

Au cas où la définition du tracé et des servitudes par le préfet doit être différente de celle soumise à l'enquête et doit l'aggraver, les dispositions de l'article précédent relatives à une nouvelle consultation des intéressés et du commissaire enquêteur sont applicables

Art. 11. - L'arrêté préfectoral est notifié au demandeur et au directeur départemental de la construction et affiché à la mairie de chaque commune intéressée.

Il est également notifié à chaque propriétaire, à la diligence du demandeur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au cas où un propriétaire intéressé ne pourrait être atteint, la notification est faite au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété ou, à défaut, au maire de la commune où se trouve celle-ci.

- Art. 12. Lorsque les travaux font l'objet d'une déclaration d'utilité publique et que le demandeur est en mesure, avant celle-ci, de déterminer les parcelles qui seront grevées par la servitude et de fournir le tracé précis des canalisations à établir, l'enquête prévue au présent décret peut être menée en même temps que l'enquête parcellaire avec laquelle elle peut être confondue.
- Art. 13. Le montant des indemnités dues en raison de l'établissement de la servitude est fixé conformément aux dispositions en vigueur en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique : il couvre le préjudice subi par la réduction permanente du droit des propriétaires des terrains grevés.
- Art. 14. La date du commencement des travaux sur les terrains grevés de servitudes est portée à la connaissance des propriétaires et exploitants huit jours au moins avant la date prévue pour le début des travaux. Un état des lieux doit, si cela est nécessaire, être dressé contradictoirement en vue de la constatation éventuelle des dommages pouvant résulter desdits travaux.

L'indemnisation des dommages résultant des travaux est fixée, à défaut d'accord amiable, par le tribunal administratif en premier ressort.

Art. 15.-Si le rejet d'une demande de permis de construire a pour motif l'exercice du droit de servitude dans la parcelle considérée, son propriétaire peut requérir son acquisition totale par le maître de l'ouvrage, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.

Si le permis de construire est accordé sous réserve d'un déplacement des canalisations, les frais de ce déplacement sont à la charge du bénéficiaire de la servitude.

Art. 16. - Le ministre de l'agriculture, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 février 1964.

GEORGES POMPIDOU

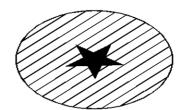
Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture, EDGARD PISANI

> Le garde des sceaux, ministre de la justice JEAN FOYER

Le ministre de l'intérieur, ROGER FREY

A5 - 7/7

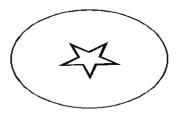


CLASSE

SERVITUDE AC1

ou

**INSCRIT** 



\*\*\*\*

## SERVITUDES POUR LA PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES (CLASSES OU INSCRITS)

#### I. - GENERALITES

Servitudes de protection des monuments historiques.

Loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée par les lois du 31 décembre 1921, 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 10 mai 1946, 21 juillet 1962, 30 décembre 1966, 23 décembre 1970, 31 décembre 1976, 30 décembre 1977, 15 juillet 1980, 12 juillet 1985 et du 6 janvier 1986, et par les décrets du 7 janvier 1959, 18 avril 196, 6 février 1969, 10 septembre 1970, 7 juillet 1977 et 15 novembre 1984.

Loi du 2 mai 1930 (art. 28) modifié par l'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983.

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes (articles 41 et 44) complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n° 80-923 et n° 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-220 du 25 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-764 du 6 septembre 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982 et n° 89-422 du 27 juin 1989.

Décret du 18 mars 1924 modifié par le décret du 13 janvier 1940 et par le décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 (art. II), n° 84-1006 du 15 novembre 1984.

Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1966, complété par le décret n° 82-68 du 20 janvier 1982 (art. 4).

Décret n° 70-837 du 10 septembre 1970 approuvant le cahier des charges types pour l'application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1966.

AC1 - 1/21

Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 421-6, L.422-1, L. 422-2, L. 422-4 L.430-1, L. 430-8, L. 441-1, L. 441-2, R. 410-4, R. 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38 R 422-8, R. 421-38-1, R. 421-38-2, R. 421-38-3, R. 421-38-4, R. 421-38-8, R.430-4, R. 430-5 R.430-9, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R.441-3, R. 442-1, R. 442-4-8, R.442-4-9, R. 442-6, R. 442-6-4, R. 442-11-1, R. 442-12, R.442-13, R.443-9, R.443-10, R 443-13, R 443-9, R 443-10, R 443-13.

Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, article R. 11-15 et article il de la loi du 31 décembre 1913.

Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier des architectes en chef des monuments historiques modifié par le décret n° 88-698 du 9 mai 1988.

Décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier des architectes des bâtiments de France.

Décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des préfets de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.

Décret n° 85-771 du 24 juillet 1985 relatif à la commission supérieure des monuments historiques.

Décret n° 86-538 du 14 mars 1986 relatif aux attributions et à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles.

Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report en annexe des Plans Locaux d'Urbanisme, des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites.

Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

\*\*\*\*

#### II. - PROCEDURE D'INSTITUTION

#### A. - PROCEDURE

## a) Classement

(Loi du 31 décembre 1913 modifiée)

Sont susceptibles d'être classés

- les immeubles par nature qui, dans leur totalité ou en partie, présentent pour l'histoire ou pour l'art un intérêt public;
- les immeubles qui renferment des stations ou des gisements préhistoriques ou encore des monuments mégalithiques;
- les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé ou proposé au classement
- d'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé au classement.

L'initiative du classement appartient au ministre chargé de la culture. La demande de classement peut également être présentée par le propriétaire ou par toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande de classement est adressée au préfet de région qui prend l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites. Elle est adressée au ministre chargé de la culture lorsque l'immeuble est déjà inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le classement est réalisé par arrêté du ministre chargé de la culture après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

Le recours pour excès de pouvoir contre la décision de classement est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

Le déclassement partiel ou total est prononcé par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure des monuments historiques, sur proposition du ministre chargé des Affaires Culturelles.

## b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Sont susceptibles d'être portés sur cet inventaire

- les immeubles bâtis ou parties d'immeubles publics ou privés, qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation (décret du 18 avril 1961 modifiant l'article 2 de la loi de 1913);
- les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé

AC1 - 3/21

ou inscrit (loi du 25 février 1943).

Il est possible de n'inscrire que certaines parties d'un édifice.

L'initiative de l'inscription appartient au préfet de région (art. 1er du décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984). La demande d'inscription peut également être présentée par le propriétaire ou toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande d'inscription est adressée au préfet de région.

L'inscription est réalisée par le préfet de région après avis de la commission régionale du patrimoine et des sites. Le consentement du propriétaire n'est pas requis.

Le recours pour excès de pouvoir est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

## c) Abords des monuments classés ou inscrits

Dès qu'un monument a fait l'objet d'un classement ou d'une inscription sur l'inventaire, il est institué pour sa protection et sa mise en valeur un périmètre de visibilité de 500 mètres (1) dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des "abords" dont les effets sont visés au III A-2° (art. 1er et 3 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques).

La servitude des abords est suspendue par la création d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain (art. 70 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983), par contre elle est sans incidence sur les immeubles classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire.

L'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat a abrogé les articles 17 et 28 de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites, qui permettaient d'établir autour des monuments historiques une zone de protection déterminée comme en matière de protection des sites. Toutefois, les zones de protection créées en application des articles précités de la loi du 2 mai 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (Z.P.P.A.U.P).

Dans ces zones, le permis de construire ne pourra être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué ou de l'autorité mentionnée dans le décret instituant la zone de protection (art. R. 421-38-6 du code de l'urbanisme).

(I) L'expression " périmètre de 500 mètres " employée par la loi doit s'entendre de la distance de 500 mètres entre l'immeuble classé ou inscrit et la construction projetée (Conseil d'Etat, 29 janvier 1971, S.C.1. " La Charmille de Monsoult" rec. p. 87, et 15janvier 1982, Société de construction " Résidence Val Saint-Jacques " : DA 1982 nc 112).

AC1 - 4/21

#### **B. - INDEMNISATION**

### a) Classement

Le classement d'office peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire, s'il résulte des servitudes et obligations qui en découlent, une modification de l'état ou de l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct matériel et certain.

La demande d'indemnité devra être adressée au préfet et produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. Cet acte doit faire connaître au propriétaire son droit éventuel à indemnité (Cass. civ. 1, 14 avril 1956 JC, p. 56, éd. G., IV, 74).

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation saisi par la partie la plus diligente (loi du 30 décembre 1966, article 1er, modifiant l'article 5 de la loi du 31 décembre 1913, décret du 10 septembre 1970, article 1er à 3). L'indemnité est alors fixée dans les conditions prévues à l'article 13 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 (art. L. 13-4 du code de l'expropriation).

Les travaux de réparation ou d'entretien et de restauration exécutés à l'initiative du propriétaire après autorisation et sous surveillance des services compétents, peuvent donner lieu à participation de l'Etat qui peut atteindre 50 p. 100 du montant total des travaux.

Lorsque l'Etat prend en charge une partie des travaux, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel, de la nature des travaux projetés et enfin des sacrifices consentis par les propriétaires ou toutes autres personnes intéressées à la conservation du monument (décret du 18 mars 1924, art. 11).

## b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation de tels immeubles ou parties d'immeubles peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une subvention de l'Etat dans la limite de 40 p. 100 de la dépense engagée. Ces travaux doivent être exécutés sous le contrôle du service des monuments historiques (loi de finances du 24 mai 1951).

## c) Abords des monuments classés ou inscrits

Aucune indemnisation n'est prévue.

## **C - PUBLICITE**

## a) Classement et inscription sur l'inventaire des monuments historiques

Publicité annuelle au Journal officiel de la République française.

Notification aux propriétaires des décisions de classement ou d'inscription sur l'inventaire.

AC1 - 5/21

## b) Abords des monuments classés ou inscrits

Les propriétaires concernés sont informés à l'occasion de la publicité afférente aux décisions de classement ou d'inscription.

La servitude " abords " est indiquée au certificat d'urbanisme.

## III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

## 1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

## a) Classement

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter par les soins de l'administration et aux frais de l'Etat et avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés (art. 9 de la loi modifiée du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter d'office par son administration les travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation serait gravement compromise et auxquels le propriétaire n'aurait pas procédé après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation. La participation de l'Etat au coût des travaux ne pourra être inférieure à 50 p. 100. Le propriétaire peut s'exonérer de sa dette en faisant abandon de l'immeuble à l'Etat (loi du 30 décembre 1966, art. 2 décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre II) (1).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles, de poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat, dans le cas où les travaux de réparation ou d'entretien, faute desquels la conservation serait gravement compromise, n'auraient pas été entrepris par le propriétaire après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation (art. 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre III).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre, au nom de l'Etat, l'expropriation d'un immeuble classé ou en instance de classement en raison de l'intérêt public qu'il offre du point de vue de l'histoire ou de l'art. Cette possibilité est également offerte aux départements et aux communes (art. 6 de la loi du 31 décembre 1913).

(1) Lorsque l'administration se charge de la réparation ou de l'entretien d'un immeuble classé, l'Etat rèpond des dommages causés au propriétaire, par l'exécution des travaux ou à l'occasion de ces travaux, sauf faute du propriètaire ou cas de force majeure (Conseil d'Etat, 5 mars 1982, Guetre Jean rec., p. 100).

AC1 - 6/21

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre l'expropriation d'un immeuble non classé. Tous les effets du classement s'appliquent au propriétaire dès que l'administration lui a notifié son intention d'exproprier. Ils cessent de s'appliquer Si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les douze mois de cette notification (art. 7 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité de céder de gré à gré à des personnes publiques ou privées les immeubles classés expropriés. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi du 31 décembre 1913, décret n° 70-836 du 10 septembre 1970).

#### b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles d'ordonner qu'il soit sursis à des travaux devant conduire au morcellement ou au dépeçage de l'édifice dans le seul but de vendre des matériaux ainsi détachés. Cette possibilité de surseoir aux travaux ne peut être utilisée qu'en l'absence de mesure de classement qui doit en tout état de cause, intervenir dans le délai de cinq ans.

## 2 Obligations de faire imposées au propriétaire

## a) Classement

(Art. 9 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 10 du décret du 18 mars 1924)

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du ministre chargé des monuments historiques avant d'entreprendre tout travail de restauration, de réparation ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble. La démolition de ces immeubles demeure soumise aux dispositions de la loi du 31 décembre 1913 (art. L. 430-1, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

Les travaux autorisés sont exécutés sous la surveillance du service des monuments historiques. Il est à noter que les travaux exécutés sur les immeubles classés sont exemptés de permis de construire (art. R. 422-2 *b* du code de l'urbanisme), dès lors qu'ils entrent dans le champ d'application du permis de construire mais soumis à déclaration de travaux exemptés de permis de construire mais soumis à déclaration de travaux exemptés de permis de construire.

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme (art. R. 442-2), le service instructeur doit recueillir l'accord du ministre chargé des monuments historiques, prévu à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1913. Cette autorisation qui doit être accordée de manière expresse, n'est soumise à aucun délai d'instruction et peut être délivrée indépendamment de l'autorisation d'installation et travaux divers. Les mêmes règles s'appliquent pour d'autres travaux soumis à autorisation ou déclaration en vertu du code de l'urbanisme (clôtures, terrains de camping et caravanes, etc.).

Obligation pour le propriétaire, après mise en demeure, d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation faute desquels la conservation d'un immeuble classé serait gravement compromise. La mise en demeure doit préciser le délai d'exécution des travaux et la part des dépenses qui sera supportée par l'Etat et qui ne pourra

AC1 - 7/21

être inférieure à 50 p. 100.

Obligation d'obtenir du ministre chargé des monuments historiques, une autorisation spéciale pour adosser une construction neuve à un immeuble classé (art. 12 de la loi du 31 décembre 1913). Aussi, le permis de construire concernant un immeuble adossé à un immeuble classé ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme) (1).

Ce permis de construire ne peut être obtenu tacitement (art. R. 421-12 et R. 421-19 b du code de l'urbanisme). Un exemplaire de la demande de permis de construire est transmis par le service instructeur, au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux concernant un immeuble adossé à un immeuble classé sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité visée à l'article R. 421-38-3 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi concernée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Le propriétaire qui désire édifier une clôture autour d'un immeuble classé, doit faire une déclaration de clôture en mairie, qui tient lieu de la demande d'autorisation prévue à l'article 12 de la loi, du 31 décembre 1913.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'aviser l'acquéreur, en cas d'aliénation, de l'existence de cette servitude.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé de notifier au ministre chargé des affaires culturelles toute aliénation quelle qu'elle soit, et ceci dans les quinze jours de sa date.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'obtenir du ministre chargé des affaires culturelles, un accord préalable quant à l'établissement d'une servitude conventionnelle.

## b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

(Art. 2 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 12 du décret du 18 mars 1924)

Tous travaux sur un Monument Historique Inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques est soumis à permis de construire. L'un des cinq exemplaires doit être adressé au Directeur Régional des Affaires Culturelles sous plis recommandés avec accusé de réception

(1) Les dispositions de cet article ne sont applicables qu'aux projets de construction jouxtant un immeuble bâti et non aux terrains limitrophes (Conseil d'Etat, 15 mai 1981, Mme Castel : DA 1981, nº 212>.

AC1 - 8/21

Le ministre peut interdire les travaux qu'en engageant la procédure de classement dans les quatre mois, sinon le propriétaire reprend sa liberté (Conseil d'Etat, 2 janvier 1959, Dame Crozes : rec., p. 4).

Obligation pour le propriétaire qui désire démolir partiellement ou totalement un immeuble inscrit, de solliciter un permis de démolir. Un exemplaire de la demande est transmis au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 430-4 et R. 430-5 du code de l'urbanisme). La décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. L. 430-8, R. 430-10 et R. 430-12 [loi du code de l'urbanisme).

#### c) Abords des monuments classés ou inscrits

(Art. 1er, 13 et 13 bis de la loi du 31 décembre 1913)

Obligation au titre de l'article 13 bis de la loi de 1913, pour les propriétaires de tels immeubles, de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de transformation et de modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc.), de toute démolition et de tout déboisement.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois (art. R. 421-38-4 du code de l'urbanisme).

L'évocation éventuelle du dossier par le ministre chargé des monuments historiques empêche toute délivrance tacite du permis de construire.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-4 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 13 *bis* de la loi du 31 décembre 1913 lorsqu'elle est donnée avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 442-13 du code de l'urbanisme) et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme, mentionnées à l'article R. 442-1 dudit code).

Le permis de démolir visé à l'article L. 430-1 du code de l'urbanisme tient lieu

d'autorisation de démolir prévue par l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913. Dans ce cas, la décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 430-12 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'immeuble est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit et que par ailleurs cet immeuble est insalubre, sa démolition est ordonnée par le préfet (art. L. 28 du code de la santé publique) après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (art. R. 430-27 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine, est inscrit sur l'inventaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, et que par ailleurs cet immeuble est déclaré par le maire "immeuble menaçant ruine ", sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par ce dernier qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de huit jours (art. R. 430-26 du code de l'urbanisme).

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation, le maire en informe l'architecte des bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

## B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

## 1 Obligations passives

Immeubles classés, inscrits sur l'inventaire ou situés dans le champ de visibilité des monuments classés ou inscrits

Interdiction de toute publicité sur les immeubles classés ou inscrits ainsi que dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés, dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et à moins de 100 mètres de ceux-ci

Interdiction d'installer des campings, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit. Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux points d'accès du monument l'existence d'une zone interdite aux campeurs (décret n° 68-134 du 9 février 1968).

Interdiction du camping et du stationnement de caravanes pratiqués isolément, ainsi que l'installation de terrains de camping et de caravanage à l'intérieur des zones de protection autour d'un monument historique classé, inscrit ou en instance de classement, défini au 3° de l'article 1er de la loi du 31 décembre 1913 ; une dérogation peut être accordée par le préfet ou le maire après avis de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 443-9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux principales voies d'accès de la commune, l'existence d'une zone de stationnement réglementé des caravanes.

AC1 - 10/21

## 2 Droits résiduels du propriétaire

## a) Classement

Le propriétaire d'un immeuble classé peut le louer, procéder aux réparations intérieures qui n affectent pas les parties classées, notamment installer une salle de bain, le chauffage central. Il n'est jamais tenu d'ouvrir sa maison aux visiteurs et aux touristes, par contre, il est libre s'il le désire d'organiser une visite dans les conditions qu'il fixe lui-même.

Le propriétaire d'un immeuble classé peut, Si des travaux nécessaires à la conservation de l'édifice sont exécutés d'office, solliciter dans un délai d'un mois à dater du jour de la notification de la décision de faire exécuter les travaux d'office, l'Etat d'engager la procédure d'expropriation. L'Etat doit faire connaître sa décision dans un délai de six mois, mais les travaux ne sont pas suspendus (art. 2 de la loi du 30 décembre 1966 ; art. 7 et 8 du décret du 10 septembre 1970).

La collectivité publique (Etat, département ou commune) devenue propriétaire d'un immeuble classé à la suite d'une procédure d'expropriation engagée dans les conditions prévues par la loi du 31 décembre 1913 (art. 6), peut le céder de gré à gré à une personne publique ou privée qui s'engage à l'utiliser aux fins et conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi de 1913, art. 10 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 et décret n° 70-837 du 10 septembre 1970).

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Néant.

c) Abords des monuments historiques classés ou inscrits

Néant.

AC1 - 11/21

#### **LOI DU 31 DECEMBRE 1913**

#### sur les monuments historiques

(Journal officiel du 4 janvier 1914)

#### CHAPITRE 1er

#### DES IMMEUBLES

« Art. 1er. - Les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public, sont classés comme monuments historiques en totalité ou en partie par les soins du ministre chargé des affaires culturelles selon les distinctions établies par les articles ci-après.

(Loi  $n^{\circ}$  92 du 25 février 1943, art. 1er.) « Sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés, aux termes de la présente loi :

- « 1° Les monuments mégalithiques, les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques;
- « 2° Les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement
- « 3° D'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé pour le classement. Est considéré, pour l'application de la présente loi, comme étant situé dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé pour le classement, tout autre immeuble, nu ou bâti, visible du premier ou visible en même temps que lui, et situé dans un périmètre n'excédant pas 500 mètres. » (Loi n° 62-824 du 21 juillet 1962.) « A titre exceptionnel, ce périmètre peut être étendu à plus de 500 mètres. Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la commission supérieure des monuments historiques, déterminera les monuments auxquels s'applique cette extension et délimitera, le périmètre de protection propre à chacun d'eux. »

A compter du jour où l'administration des affaires culturelles notifie au propriétaire sa proposition de classement, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la décision de classement n'intervient pas dans les « douze mois~» (1) de cette notification.

(Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959, art. 15-1.) « Tout arrêté ou décret qui prononcera un classement après la promulgation de la présente loi sera publié, par les soins de l'administration des affaires culturelles, au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

- « Cette publication, qui ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor, sera faite dans les formes et de la manière prescrites par les lois et règlements concernant la publicité foncière. »
  - Art. 2. Sont considérés comme régulièrement classés avant la promulgation de la présente loi :
- 1° Les immeubles inscrits sur la liste générale des monuments classés, publiée officiellement en 1900 par la direction des beauxarts;
- 2° Les immeubles compris ou non dans cette liste, ayant fait l'objet d'arrêtés ou de décrets de classement, conformément aux dispositions de la loi du 30 mars 1887.

Dans un délai de trois mois, la liste des immeubles considérés comme classés avant la promulgation de la présente loi sera publiée au *Journal* officiel. Il sera dressé, pour chacun desdits immeubles, un extrait de la liste reproduisant tout ce qui le concerne cet extrait sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble, par les soins de l'administration des affaires culturelles. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

La liste des immeubles classés sera tenue à jour et rééditée au moins tous les dix ans.

(Décret n° 61-428 du 18 avril 1961.) « Les immeubles ou parties d'immeubles publics ou privés qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation, pourront, à toute époque, être inscrits, (Décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984, art. 5.) « par arrêté du commissaire de la République de région », sur un inventaire supplémentaire. » (Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 2.) « Peut être également inscrit dans les mêmes conditions tout immeuble nu ou bâti situé dans le champ de visibilité d'un immeuble déjà classé ou inscrit. »

(Loi du 23 juillet 1927, art. 1er, modifié par la loi du 27 août 1941, art. 2.) « L'inscription sur cette liste sera notifiée aux propriétaires et entraînera pour eux l'obligation de ne procéder à aucune modification de l'immeuble ou partie de l'immeuble inscrit sans avoir, quatre mois auparavant, avisé le ministre chargé des affaires culturelles de leur intention et indiqué les travaux qu'ils se proposent d'effectuer. »

(Loi du 23 juillet 1927, art. 1er.) « Le ministre ne pourra s opposer auxdits travaux qu'en engageant la procédure de classement telle qu'elle est prévue par la présente loi.

- « Toutefois, si lesdits travaux avaient pour dessein ou pour effet d'opérer le morcellement ou le dépeçage de l'édifice ou de la partie d'édifice inscrit à l'inventaire dans le seul but de vendre en totalité ou en partie les matériaux ainsi détachés, le ministre aurait un délai de cinq années pour procéder au classement et pourrait, en attendant, surseoir aux travaux dont il s'agit. »
  - (1) Délais fixés par l'article 1er de la loi du 27 août 1941.

AC1 - 12/21

(Loi nº 51-630 du 24 mai 1951, art. 10.) « Les préfets de région sont autorisés à subventionner, dans la limite de 40 p. 100 de la dépense effective, les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation des immeubles ou parties d'immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Les travaux s exécutent sous le contrôle du service des monuments historiques. » (1)

Art. 3. - L'immeuble appartenant à l'Etat est classé par arrêté du ministre chargé des affaires culturelles, en cas d'accord avec le ministre dans les attributions duquel ledit immeuble se trouve placé.

Dans le cas contraire, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 4. - L'immeuble appartenant à un département, à une commune ou à un établissement public est classé par un arrêté du ministre chargé dès affaires culturelles, s'il y a consentement du propriétaire et avis conforme du ministre sous l'autorité duquel il est placé.

En cas de désaccord, le classement, est prononcé par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 5 (Loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966, art. 1er). - L'immeuble appartenant à toute personne autre que celles énumérées aux articles 3 et 4 est classé par arrêté du ministre chargé des affaires culturelles, s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat qui détermine les conditions de classement et notamment les servitudes et obligations qui en découlent. Le classement peut alors donner droit à indemnité au profit du propriétaire s'il résulte, des servitudes et obligations dont il s'agit, une modification à l'état ou à l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain. La demande de l'indemnité devra être produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

Le Gouvernement peut ne pas donner suite au classement d'office dans les conditions ainsi fixées. Il doit alors, dans un délai de trois mois à compter de la notification du jugement, soit abroger le décret de classement, soit poursuivre l'expropriation de l'immeuble.

Art. 6. - Le ministre chargé des affaires culturelles peut toujours, en se conformant aux prescriptions de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, poursuivre au nom de l'Etat l'expropriation d'un immeuble déjà classé ou proposé pour le classement, en raison de l'intérêt public qu'il offre au point de vue de l'histoire ou de l'art. Les départements et les communes ont la même faculté.

(Loi nº 92 du 25 février 1943, art. 3.) « La même faculté est ouverte à l'égard des immeubles dont 'l'acquisition est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé ou proposé pour le classement, ou qui se trouvent situés dans le champ de visibilité d'un tel immeuble. »

(Alinéa 3 abrogé par l'article 56 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958.)

Art. 7. - A compter du jour où l'administration des affaires culturelles notifie au propriétaire d'un immeuble non classé son intention d'en poursuivre l'expropriation, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les « douze mois'» (2) de cette notification.

Lorsque l'utilité publique a été déclarée, l'immeuble peut être classé sans autres formalités par arrêté du ministre chargé des affaires culturelles. A défaut d'arrêté de classement, il demeure néanmoins provisoirement soumis à tous les effets du classement, mais cette sujétion cesse de plein droit si, dans les trois mois de la déclaration d'utilité publique, l'administration ne poursuit pas l'obtention du jugement d'expropriation.

Art. 8. - Les effets du classement suivent l'immeuble classé, en quelque main qu'il passe.

Quiconque aliène un immeuble classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation d'un immeuble classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au ministre chargé des affaires culturelles par celui qui l'a consentie.

L'immeuble classé qui appartient à !'Etat, à un département, à une commune, à un établissement public, ne peut être aliéné qu'après que le ministre chargé des affaires culturelles a été appelé à présenter ses observations il devra les présenter dans le délai de quinze jours après la notification. Le ministre pourra, dans le délai de cinq ans, faire prononcer la nullité de l'aliénation consentie sans l'accomplissement de cette formalité.

Art. 9. - L'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, si le ministre chargé des affaires culturelles n y a donné son consentement.

Les travaux autorisés par le ministre s'exécutent sous la surveillance de son administration. Le ministre chargé des affaires culturelles peut toujours faire exécuter par les soins de son administration et aux frais de l'Etat, avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien qui sont jugés indispensables à la conservation des monuments classés n'appartenant pas à î'Etat.

(Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, art. 20-11.) «L'Etat peut, par voie de convention, confier le soin de faire exécuter ces travaux au propriétaire ou à l'affectataire. »

(1) Décret n° 69-131 du 6 février 1969, article Ier : « 'Le dernier alinéa de l'article 2 de la loi susvisée du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques est abrogée en tant qu'îl est relatif à la compétence du ministère de l'éducation nationale. »

(2) Délais fixés par l'article 1er de la loi du 27 août 1941.

AC1 - 13/21

Art. 9-1 (Loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966, art. 2). - Indépendamment des dispositions de l'article 9, troisième alinéa cidessus, lorsque la conservation d'un immeuble classé est gravement compromise par l'inexécution de travaux de réparation ou d'entretien, le ministre chargé des affaires culturelles peut mettre en demeure le propriétaire de faire procéder auxdits travaux, en lui indiquant le délai dans lequel ceux-ci devront être entrepris et la part de la dépense qui sera supportée par l'Etat, laquelle ne pourra être inférieure à 50 p. 100. La mise en demeure précisera les modalités de versement de la part de l'Etat.

L'arrêté de mise en demeure est notifié au propriétaire. Si ce dernier en conteste le bien-fondé, le tribunal administratif statue sur le litige et peut, le cas échéant, après expertise, ordonner l'exécution de tout ou partie des travaux prescrits par l'administration.

Le recours au tribunal administratif est suspensif.

Sans préjudice de l'application de l'article 10 ci-dessous, faute par le propriétaire de se conformer, soit à l'arrêté de mise en demeure s'il ne l'a pas contesté, soit à la décision de la juridiction administrative, le ministre chargé des affaires culturelles peut, soit faire exécuter d'office les travaux par son administration, soit poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat. Si les travaux sont exécutés d'office, le propriétaire peut solliciter l'Etat d'engager la procédure d'expropriation l'Etat fait connaître sa décision sur cette requête, qui ne suspend pas l'exécution des travaux, dans un délai de six mois au plus et au terme d'une procédure fixée par décret en Conseil d'Etat. Si le ministre chargé des affaires culturelles a décidé de poursuivre l'expropriation, l'Etat peut, avec leur consentement, se substituer à une collectivité publique locale ou un établissement public.

En cas d'exécution d'office, le propriétaire est tenu de rembourser à l'Etat le coût des travaux exécutés par celui-ci, dans la limite de la moitié de son montant. La créance ainsi née au profit de l'Etat est recouvrée suivant la procédure applicable aux créances de l'Etat étrangères à l'impôt et aux domaines, aux échéances fixées par le ministre chargé des affaires culturelles qui pourra les échelonner sur une durée de quinze ans au plus (Lot nº 77-1467 du 30 décembre 1977, art. 87.), « les sommes dues portant intérêt au taux légal à compter de la notification de leur montant au propriétaire. » Eventuellement saisi par le propriétaire et compte tenu de ses moyens financiers, le tribunal administratif pourra modifier, dans la même limite maximale, l'échelonnement des paiements. Toutefois, en cas de mutation de l'immeuble à titre onéreux, la totalité des sommes restant dues devient immédiatement exigible à moins que le ministre chargé des affaires culturelles n'ait accepté la substitution de l'acquéreur de l'immeuble dans les obligations du vendeur. Les droits de l'Etat sont garantis par une hypothèque légale inscrite sur l'immeuble à la diligence de l'Etat. Le propriétaire peut toujours s'exonérer de sa dette en faisant abandon de son immeuble à l'Etat.

Art. 9-2 (Loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966, arr. 2). — Les immeubles classés, expropriés par application des dispositions de la présente loi, peuvent être cédés de gré à gré à des personnes publiques ou privées. Les acquéreurs s'engagent à les utiliser aux fins et dans les conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. Des cahiers des charges types sont approuvés par décret en Conseil d'Etat. En cas de cession à une personne privée, le principe et les conditions de la cession sont approuvés par décret en Conseil d'Etat, l'ancien propriétaire ayant été mis en demeure de présenter ses observations.

Les dispositions de l'article 8 (4e alinéa) restent applicables aux cessions faites à des personnes publiques en vertu des dispositions du premier alinéa du présent article.

- Art. 10 (Loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966, art. 3). -. « Pour assurer l'exécution des travaux urgents de consolidation dans les immeubles classés ou des travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation des immeubles serait compromise, l'administration des affaires culturelles, à défaut d'accord avec les propriétaires, peut, s'il est nécessaire, autoriser l'occupation temporaire de ces immeubles ou des immeubles voisins.
- « Cette occupation est ordonnée par un arrêté préfectoral préalablement notifié au propriétaire et sa durée ne peut en aucun cas excéder six mots.
- « En cas de préjudice causé, elle donne lieu à une indemnité qui est réglée dans les conditions prévues par la loi du 29 décembre
- Art. 11. Aucun immeuble classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique qu'après que le ministre chargé des affaires culturelles aura été appelé à présenter ses observations.
- Art. 12. Aucune construction neuve ne peut être adossée à un immeuble classé sans une autorisation spéciale du ministre chargé des affaires culturelles.

Nul ne peut acquérir de droit par prescription sur un immeuble classé.

Les servitudes légales qui peuvent causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés

Aucune servitude ne peut être' établie par convention sur un immeuble classé qu'avec l'agrément du ministre chargé des affaires culturelles.

Art. 13. (Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959, art. 15-2). - Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé est prononcé par un décret en Conseil d'Etat, soit sur la proposition du ministre chargé des affaires culturelles, soit à la demande du propriétaire. Le déclassement est notifié aux intéressés et publié au bureau des hypothèques de la situation des biens dans les mêmes conditions que le classement.

AC1 - 14/21

- Art. 13 bis (Loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966, art. 4). « Lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable. »
- (Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 4.) « Le permis de construire délivré en vertu des lois et règlements sur l'alignement et sur les plans communaux et régionaux d'aménagement et d'urbanisme tient lieu de l'autorisation prévue à l'alinéa précédent s'il est revêtu du visa de l'architecte départemental des monuments historiques. »
- Art. 13 Ier (Décret n° 77-759 du 7 juillet 1977, art. 8). « Lorsqu'elle ne concerne pas des travaux pour lesquels le permis de construire, le permis de démolir ou l'autorisation mentionnée à l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme est nécessaire, la demande d'autorisation prévue à l'article 13 bis est adressée au préfet » (Décret n° 70-836 du JO septembre 1970, art. 12.) « Ce dernier statue après avoir recueilli l'avis de l'architecte des bâtiments de France ou de l'architecte départemental des monuments historiques.)»
- (Loi nº 92 du 25 février 1943, art. 4.) « Si le préfet n'a pas notifié sa réponse aux intéressés dans le délai de quarante jours à dater du dépôt de leur demande, ou si cette réponse ne leur donne pas satisfaction, ils peuvent saisir le ministre chargé des affaires culturelles, dans les deux mois suivant la notification de la réponse du préfet ou l'expiration du délai de quarante jours imparti au préfet pour effectuer ladite notification.
- « Le ministre statue. Si sa décision n'a pas été notifiée aux intéressés dans le délai de trois mois à partir de la réception de leur demande, celle-ci est considérée comme rejetée.
- « Les auteurs de la demande sont tenus de se conformer aux prescriptions qui leur sont imposées pour la protection de l'immeuble classé ou inscrit soit par l'architecte départemental des monuments historiques dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article 13 bis, soit par le préfet ou le ministre chargé des affaires culturelles dans les cas visés aux premier, deuxième et troisième alinéas du présent article.»

#### CHAPITRE V

#### DISPOSITIONS PENALES

- Art. 29 (Loi nº 92 du 25 février 1943, art. 5). Toute infraction aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 2 (modification sans avis préalable d'un immeuble inscrit sur l'inventaire supplémentaire), des paragraphes 2 et 3 de l'article 8 (aliénation d'un immeuble classé), des paragraphes 2 et 3 de l'article 19 (aliénation d'un objet mobilier classé), du paragraphe 2 de l'article 23 (représentation des objets mobiliers classés) (Loi nº 70-1219 du 23 décembre 1970, art. 3.) « du paragraphe 3 de l'article 24 bis (transfert, cession, modification, sans avis préalable d'un objet mobilier inscrit à l'inventaire' supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés) », sera punie d'une amende de cent cinquante à quinze mille francs (150 à 15 000 francs).
- Art. 30 (Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 5). Toute infraction aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 1er (effets de la proposition de classement d'un immeuble), de l'article 7 (effet de la notification d'une demande d'expropriation), des paragraphes *1er* et 2 de l'article 9 (modification d'un immeuble classé), de l'article 12 (constructions neuves, servitudes) ou de l'article 22 (modification d'un objet mobilier classé) de la présente loi, sera punie d'une amende de cent cinquante à quinze mille francs (150 à 15 000 francs), sans préjudice de l'action en dommages-intérêts qui pourra être exercée contre ceux qui auront ordonné les travaux exécutés ou les mesures en violation desdits articles.

En outre, le ministre chargé des affaires culturelles peut prescrire la remise en état des lieux aux frais des délinquants. Il peut également demander de prescrire ladite remise en état à la juridiction compétente, laquelle peut éventuellement soit fixer une astreinte, soit ordonner l'exécution d'office par l'administration aux frais des délinquants.

Art. 30 bis (Loi nº 76-1285 du 31 décembre 1976, art. 50). — Est punie des peines prévues à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme toute infraction aux dispositions des articles 13 bis et 13 ter de la présente loi.

Les dispositions des articles L. 480-1, L. 480-2, L. 480-3 et L. 480-5 à L. 480-9 du code de l'urbanisme sont applicables aux dispositions visées au précédent alinéa, sous la seule réserve des conditions suivantes;

- les infractions sont constatées en outre par les fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par le ministre chargé des monuments historiques et assermentés
- pour l'application de l'article L. 480-5, le tribunal statue soit sur la mise en conformité des lieux avec les prescriptions formulées par le ministre chargé des monuments historiques, soit sur leur rétablissement dans l'état antérieur,
- le droit de visite prévu à l'article L. 460-I du code de l'urbanisme est ouvert aux représentants du ministre chargé des monuments historiques l'article L. 480-12 est applicable.
- Art. 31 (Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 5). Quiconque aura aliéné, sciemment acquis ou exporté un objet mobilier classé, en violation de l'article 18 ou de l'article 21 de la présente loi, sera puni d'une amende de trois cents à quarante mille francs (300 à 40 000 francs) (1), et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des actions en dommages-intérêts visées en l'article 20 (§ 1er).

AC1 - 15/21

- Art. 32 (Abrogé par l'article 6 de la loi nº 80-532 du 15 juillet 1980).
- Art. 33. Les infractions prévues dans les quatre articles précédents seront constatées à la diligence du ministre chargé des affaires culturelles. Elles pourront l'être par des procès-verbaux dressés par les conservateurs ou les gardiens d'immeubles ou objets mobiliers classés dûment assermentés à cet effet.
- Art. 34 (Loi n° 92 du 25 février 1943, arr. 5). Tout conservateur ou gardien qui, par suite de négligence grave, aura laissé détruire, abattre, mutiler, dégrader ou soustraire soit~un immeuble, soit un objet mobilier classé, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de cent cinquante à quinze mille francs (150 à 15000 francs) (1) ou de l'une de ces deux peines seulement
- Art. 34 bis (Loi n° 92 du 25 février 1943, art. 6). -Le minimum et le maximum des amendes prévues aux articles 29, 30, 31 et 34 précédents sont portés au double dans le cas de récidive.
  - Art. 35. L'article 463 du code pénal est applicable dans les cas prévus au présent chapitre.

Article additionnel (Loi du 23 juillet 1927, art. 2). - Quand un immeuble ou une partie d'immeuble aura été morcelé ou dépecé en violation de la présente loi, le ministre chargé des affaires culturelles pourra faire rechercher, partout où ils se trouvent, l'édifice ou les parties de l'édifice détachées et en ordonner la remise en place, sous la direction et la surveillance de son administration, aux frais des délinquants vendeurs et acheteurs pris solidairement.

#### CHAPITRE VI

#### DISPOSITIONS DIVERSES

- Art. 36 (Implicitement abrogé depuis l'accession des anciennes colonies et de l'Algérie à l'indépendance).
- Art. 37 (Loi n° 86-13 du 6 janvier 1986, art. 5). « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de la présente loi. Il définit notamment les conditions dans lesquelles est dressé de manière périodique, dans chaque région, un état de l'avancement de l'instruction des demandes d'autorisation prévues à l'article 9.
  - « Ce décret est rendu après avis de la commission supérieure des monuments historiques.»

Cette commission sera également consultée par le ministre chargé des affaires culturelles pour toutes les décisions prises en exécution de la présente loi:

- Art. 38. Les dispositions de la présente loi sont applicables à t~us les immeubles et objets mobiliers régulièrement classés avant sa promulgation.
- Art. 39. Sont abrogées les lois du 30 mars 1887, du 19 juillet 1909 'et du 16 février 1912 sur la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique, les paragraphes 4 et 5 de l'article 17 de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat et généralement toutes dispositions contraires à la présente loi.

AC1 - 16/21

### DÉCRET DU 18 MARS 1924

# portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques

(Journal officiel du 29 mars 1924)

#### TITRE Jer

#### DES IMMEUBLES

Art. 1er. (Décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984, art. 1er). - Les immeubles visés, d'une part, à l'article ler de la loi du 31 décembre 1913 et, d'autre part, au quatrième alinéa de son article 2 sont, les premiers, classés à l'initiative du ministre chargé de la culture, les seconds, inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques à l'initiative du commissaire de la République de région.

Une demande de classement ou d'inscription peut être également présentée par le propriétaire d'un immeuble ainsi que par toute personne physique ou morale y ayant intérêt.

Dans le cas d'un immeuble appartenant à une personne publique, cette demande est présentée par :

- 1° Le commissaire de la République du département où est situé l'immeuble, si celui-ci appartient à l'Etat;
- 2° Le président du conseil régional, avec l'autorisation de ce conseil, si l'immeuble appartient à une région;
- 3° Le président du conseil général, avec l'autorisation de ce conseil, si l'immeuble appartient à un département;
- 4° Le maire, avec l'autorisation du conseil municipal, si l'immeuble appartient à une commune;
- 5° Les représentants légaux d'un établissement public, avec l'autorisation de son organe délibérant, si l'immeuble appartient à cet établissement.
  - Si l'immeuble a fait l'objet d'une affectation, l'affectataire doit être consulté.
- Art. 2. (Décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984, art. 2). Les demandes de classement ou d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques sont adressées au commissaire de la République de la région où est situé l'immeuble.

Toutefois, la demande de classement d'un immeuble déjà inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques est adressée au ministre chargé de la culture.

Toute demande de classement ou d'inscription d'un immeuble doit être accompagnée de sa description ainsi que des documents graphiques le représentant dans sa totalité ou sous ses aspects les plus 'intéressants.

- Art. 3. Lorsque le ministre des affaires culturelles décide d'ouvrir une instance de classement, conformément au paragraphe 3 de l'article 1 er de la loi, il notifie la proposition de classement au propriétaire de l'immeuble ou à son représentant par voie administrative en l'avjsant qu'il a un délai de deux mois pour présenter ses observations écrites.
  - Si l'immeuble appartient à l'Etat, la notification est faite au ministre dont l'immeuble dépend.
- Si l'immeuble appartient à un département, la notification est faite au préfet à l'effet de saisir le conseil général de la proposition de classement à la première session qui suit ladite notification le dossier est retourné au ministre des affaires culturelles avec la délibération intervenue. Cette délibération doit intervenir dans le délai d'un mois à dater de l'ouverture de la session du conseil général.
- Si l'immeuble appartient à une commune, la notification est faite au maire par l'intermédiaire du préfet du département le maire saisit aussitôt le conseil municipal le dossier est retourné au ministre des affaires culturelles avec la délibération intervenue. Cette délibération doit intervenir dans le délai d'un mois à dater de la notification au maire de la proposition de classement.
- Si l'immeuble appartient à un établissement, public, la notification est adressée au préfet à l'effet d'être transmise par ses soins aux représentants légaux dudit établissement le dossier est ensuite retourné au ministre des beaux-arts avec les observations écrites des représentants de l'établissement, les dites observations devant être présentées dans le délai d'un mois.

Faute par le conseil général, le conseil municipal ou la commission administrative de l'établissement propriétaire de statuer dans les délais précités, il sera passé outre.

Quel que soit le propriétaire de l'immeuble, si celui-ci est affecté à un service public, le service affectataire doit être consulté.

Art. 4. - Le délai de six mois mentionné au paragraphe 3 de l'article 1er de la loi du 31 décembre 1913 court

I° De la date de la notification au ministre intéressé si l'immeuble appartient à l'Etat

AC1 - 17/21

- 1° De la date à laquelle le conseil général est saisi de la proposition de classement, si l'immeuble appartient à un département;
- 3° De la date de la notification qui a été faite au maire ou aux représentants légaux de l'établissement, si l'immeuble appartient à une commune ou à un établissement public,
  - 4° De la date de la notification au propriétaire ou à son représentant, si l'immeuble appartient à un particulier.
  - Il est délivré récépissé de cette notification par le propriétaire de l'immeuble ou son représentant.
- Art. 5 (Décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984, art. 3). Lorsque le commissaire de la République de région reçoit une demande de classement ou d'inscription d'un immeuble sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ou prend l'initiative de cette inscription, il recueille l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.

Il peut alors soit prescrire par arrêté l'inscription de cet immeuble à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques à l'exception du cas visé au dernier alinéa du présent article, soit proposer au ministre chargé de la culture une mesure de classement.

Le commissaire de la République qui a inscrit un immeuble sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques peut proposer son classement au ministre chargé de la culture.

Lorsque le ministre chargé de la culture est saisi par le commissaire de la République de région d'une proposition de classement, il statue sur cette proposition après avoir recueilli l'avis de la commission supérieure des monuments historiques et, pour les vestiges archéologiques, du Conseil supérieur de la recherche archéologique. Il informe de sa décision le commissaire de la République de région; il lui transmet les avis de la commission supérieure des monuments historiques et du Conseil supérieur de la recherche archéologique, afin qu'ils soient communiqués à la commission régionale.

Lorsque le ministre chargé de la culture prend l'initiative d'un classement, il demande au commissaire de la République de région de recueillir l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.

Il consulte ensuite la commission supérieure des monuments historiques ainsi que, pour les vestiges archéologiques, le Conseil supérieur de la recherche archéologique.

Les observations éventuelles du propriétaire sur la proposition de classement sont soumises, par le ministre chargé de la culture à la commission supérieure des monuments historiques, avant qu'il ne procède, s'il y a lieu, au classement d'office dans les conditions prévues par les articles 3, 4 et 5 de la loi du 31 décembre 1913 susvisée.

Le classement d'un immeuble est prononcé par un arrêté du ministre chargé de la culture. Toute décision de classement vise l'avis émis par la commission supérieure des monuments historiques.

Lorsque les différentes parties d'un immeuble font à la fois l'objet, les unes, d'une procédure de classement, les autres, d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, les arrêtés correspondants sont pris par le ministre chargé de la culture

- Art. 6. Toute décision de classement est notifiée, en la forme administrative, au propriétaire ou à son représentant, qui en délivre récépissé. Deux copies de cette décision, certifiées conformes par le ministre des beaux-arts, sont adressées au préfet intéressé pour être simultanément déposées par lui, avec indication des noms et prénoms du propriétaire, son domicile, la date et le lieu de naissance et sa profession, s'îl en a une connue, à la conservation des hypothèques de la situation de l'immeuble classé, à l'effet de faire opérer, dans les conditions déterminées par la loi du 24 juillet 1921 et le décret du 28 août 1921, la transcription de la décision.
  - L'allocation attribuée au conservateur sera celle prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 1er du décret du 26 octobre 1921.
- La liste des immeubles classés au cours d'une année est publiée au *Journal* officiel avant l'expiration du premier trimestre de l'année suivante.
- Art. 7. L'immeuble classé est aussitôt inscrit par le ministre des beaux-arts sur la liste mentionnée à l'article 2 de la loi du 31 décembre 1913. Cette liste, établie par département, indique :
  - 1° La nature de l'immeuble;
  - 2° Le lieu où est situé cet immeuble;
- 3° L'étendue du classement intervenu total ou partiel, en précisant, dans ce dernier cas, les parties de l'immeuble auxquelles le classement s'applique;
  - 4° Le nom et le domicile du propriétaire;
  - 5° La date de la décision portant classement.

Les mentions prévues aux alinéas 4 et 5 pourront ne pas être publiées dans la liste des immeubles classés rééditée au moins tous les dix ans.

- Art. 8. (Abrogé par l'article 13 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970.)
- Art. 9. Le ministre des affaires culturelles donne acte de la notification qui lui est faite de l'aliénation d'un immeuble classé appartenant à un particulier. Il est fait mention de cette aliénation sur la liste générale des monuments classés par l'inscription sur la susdite liste du nom et du domicile du nouveau propriétaire.

AC1 - 18/21

(Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, art. 11.) « Pour l'application de l'article 9-1 (5e alinéa) de la loi susvisée du 31 décembre 1913 modifiée, le ministre des affaires culturelles fait connaître au propriétaire s'il accepte la substitution de l'acquéreur dans ses obligations de débiteur de l'Etat au titre de l'exécution d'office des travaux de l'immeuble cédé. »

Art. 10. - Tout propriétaire d'un immeuble classé, qui se propose soit de déplacer, soit de modifier, même en partie, ledit immeuble, soit d'y effectuer des travaux de restauration, de réparation ou de modification quelconque, soit de lui adosser une construction neuve, est tenu de solliciter l'autorisation du ministre des beaux-arts.

Sont compris parmi ces travaux :

Les fouilles dans un terrain classé, l'exécution de peintures murales, de badigeons, de vitraux ou de sculptures, la restauration de peintures et vitraux anciens, les travaux qui ont pour objet de dégager, agrandir, isoler ou protéger un monument classé et aussi les travaux tels qu'installations de chauffage, d'éclairage, de distribution d'eau, de force motrice et autres qui pourraient soit modifier une partie quelconque du monument, soit en compromettre la conservation.

Aucun objet mobilier ne peut être placé à perpétuelle demeure dans un monument classé sans l'autorisation du ministre des affaires culturelles. Il en est de même de toutes autres installations placées soit sur les façades, soit sur la toiture du monument.

La demande formée par le propriétaire est accompagnée des plans, projets et de tous documents utiles.

Le délai de préavis de quatre mois que doit observer le propriétaire avant de pouvoir procéder à aucune modification de l'édifice inscrit court du jour ou le propriétaire a, par lettre recommandée, prévenu le préfet de son intention.

Art. 13. - Le déclassement d'un immeuble a lieu après l'accomplissement des formalités prescrites pour le classement par le présent décret.

## DECRET N° 70-836 DU 10 SEPTEMBRE 1970 pris pour l'application de la loi n° 66-1042 du 30 décembre 1966 modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques

(Journal officiel du 23 septembre 1970)

#### **TITRE 1er**

#### DROIT DU PROPRIÉTAIRE A UNE INDEMNITÉ EN CAS DE CLASSEMENT D'OFFICE

- **Art. 1er.** La demande par laquelle le propriétaire d'un immeuble classé d'office réclame l'indemnité prévue par l'alinéa 2 de l'article 5 de la loi susvisée du 31 décembre 1913 modifiée est adressée au préfet.
- Art. 2. A défaut d'accord amiable dans un délai de six mois à compter de la date de la demande d'indemnité mentionnée à l'article précédent, la partie la plus diligente peut saisir le juge de l'expropriation dans les conditions prévues à l'article 13 de l'ordonnance susvisée du 23 octobre 1958.
  - Art. 3. Le juge de l'expropriation statue selon la procédure définie en matière d'expropriation.

#### TITRE II

#### EXÉCUTION D'OFFICE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN OU DE RÉPARATION

- Art. 4. Il est procédé à la mise en demeure prévue à l'article 9-I de la loi modifiée du 31 décembre 1913 dans les conditions ciaprès
- le rapport constatant la nécessité des travaux de conservation des parties classées d'un immeuble dans les conditions prévues à l'article 9-I et décrivant et estimant les travaux à exécuter est soumis à la commission supérieure des monuments historiques;
  - l'arrêté de mise en demeure, pris par le ministre des affaires culturelles, est notifié au propriétaire ou à son représentant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

(Décret n° 82-68 du 20 janvier 1982, art. 1er.) « L'arrêté de mise en demeure donne au propriétaire, pour assurer l'exécution des travaux, le choix entre l'architecte désigné par l'administration et un architecte qu'il peut désigner lui-même. S'il procède à cette désignation, le propriétaire doit solliciter l'agrément du ministre chargé de la culture dans les deux mois qui suivent la mise en demeure.

A défaut de réponse du ministre dans un délai de quinze jours, l'agrément est réputé accordé. Lorsqu'il a rejeté deux demandes d'agrément, le ministre peut désigner un architecte en chef des monuments historiques pour exécuter les travaux.

- Art. 5. -. L'arrêté fixe, à compter de la date d'approbation du devis, les délais dans lesquels les travaux devront être entrepris et exécutés il détermine également la proportion dans laquelle l'Etat participe au montant des dépenses réellement acquittées par le propriétaire pour l'exécution des travaux qui ont été l'objet de la mise en demeure ; cette participation est versée sous forme de subvention partie au cours des travaux et partie après leur exécution.
- Art. 6. Lorsque le ministre des affaires culturelles décide, conformément aux dispositions de l'article 9-I (4e alinéa) de la loi susvisée du 31 décembre 1913 modifiée, de faire exécuter les travaux d'office, il notifie sa décision au propriétaire ou à son représentant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

#### TITRE III

#### DEMANDE D'EXPROPRIATION

- Art. 7. Le propriétaire dispose d'un délai d'un mois, à compter de la notification prévue à l'article 6 ci-dessus, pour demander au préfet d'engager la procédure d'expropriation prévue à l'article 9-I (4e alinéa) de la loi susvisée du 31 décembre 1913 modifiée, sa demande est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception elle comporte l'indication du prix demandé par le propriétaire pour la cession de son immeuble. Le préfet instruit la demande dans les conditions prévues aux articles R. 10 et suivants du code du domaine de l'Etat le ministre des affaires culturelles statue dans un délai maximal de six mois à compter de la réception de la demande.
- Art. 8. Lorsque le ministre décide de recourir à l'expropriation, l'indemnité est fixée à défaut d'accord amiable, par la juridiction compétente en matière d'expropriation.
- La part des frais engagés pour les travaux exécutés d'office en vertu de l'article 9 (alinéa 3) de la loi susvisée du 31 décembre 19,13 est déduite de l'indemnité d'expropriation dans la limite du montant de la plus-value apportée à l'immeuble par lesdits travaux.

AC1 - 20/21

## TITRE IV

## DISPOSITIONS DIVERSES

- Art. 9. Lorsque le propriétaire désire s'exonérer de sa dette en faisant abandon de son immeuble à l'Etat, conformément aux dispositions de l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 modifiée, il adresse au préfet une déclaration d'abandon par laquelle il s'engage à signer l'acte administratif authentifiant cette déclaration.
- L'Etat procède à la purge des hypothèques et des privilèges régulièrement inscrits sur l'immeuble abandonné, dans la limite de la valeur vénale de cet immeuble.
- Art. 10. Lorsqu'une personne morale de droit public qui avait acquis un immeuble classé, par la voie de l'expropriation cède cet immeuble à une personne privée en vertu des dispositions de la loi susvisée du 31 décembre 1913 modifiée, le ministre des affaires culturelles adresse au propriétaire exproprié, préalablement à la cession, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de la cession envisagée, des conditions dans lesquelles cette cession est prévue, conformément au cahier des charges annexé à l'acte de cession, et l'invitant à lui présenter éventuellement ses observations écrites dans un délai de deux mois.

AC1 - 21/21

- CLASSE



SERVITUDE AC2

OU

- INSCRIT



\*\*\*

## SERVITUDES POUR LA PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS (CLASSES OU INSCRITS)

\*\*\*\*

#### I - GENERALITES

Servitudes de protection des sites et monuments naturels (réserves naturelles).

Loi du 2 mai 1930 modifiée et complétée par la loi du 27 août 1941, l'ordonnance du 2 novembre 1945, la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1957 (réserves foncières, art.8-1), l'ordonnance du 23 août 1958, loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967.

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes (articles 41 et 44), complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n° 80-923 et 80-924 du 21 novembre 1980, n°82-211 du 24 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982.

Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

Loi n° 83-360 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Décret n° 69-607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5-1 de la loi du 2 mai 1930 modifiée.

Décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opération immobilières, d'architecture et d'espaces protégés (modifiés par décrets des 21 mars 1972, 6 mai 1974 et 14 mai 1976).

AC2 - 1/18

Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Décret n° 85-467 du 24 avril 1985 relatif au statut particulier du corps des inspecteurs généraux des monuments historiques chargés des sites et paysages.

Décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988 relatif â la déconcentration de la délivrance de certaines autorisations requises par la loi du 2 mai 1930 dans les sites classés ou en instance de classement.

#### Code de l'environnement

Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 422-2, L. 430-8, R. 410-4, R 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38-5, R. 421-38-6, R. 421-38-8, R. 422-8, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R. 442-4-8, R. 442-4-9, R. 442-6, R. 443-9, R. 443-10.

Circulaire du 19 novembre 1979 relative à l'application du titre II de la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967 modifiant la loi du 2 mai 1930 sur les sites.

Circulaire n° 88-101 du 19 décembre 1988 relative à la déconcentration de la délivrance de certaines autorisations requises par la loi du 2 mai 1930.

Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites, en annexe des Plans Locaux d'Urbanisme.

Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, direction de l'architecture et de l'urbanisme (sous direction des espaces protégés).

\*\*\*\*

## II - PROCEDURE D'INSTITUTION

## A. - PROCEDURE

## a) Inscription sur l'inventaire des sites

(Décret nº 69-603 du 13 juin 1969)

Sont susceptibles d'être portés sur cet inventaire, les monuments naturels et les sites qui ne présentent pas un intérêt exceptionnel mais dont l'évolution doit être rigoureusement suivie sur le plan paysager, non seulement du point de vue de la qualité de l'architecture, mais également de nombreux autres composants du paysage. L'autorité administrative a le pouvoir d'inscrire sur l'inventaire des sites, non

AC2 - 2/18

seulement les terrains présentant en eux-mêmes du point de vue historique, scientifique, légendaire ou pittoresque un intérêt général, mais aussi dans la mesure où la nature du site le justifie, les parcelles qui contribuent à la sauvegarde de ces sites (Conseil d'Etat, 10 octobre 1973, S.C.I. du 27-29, rue Molitor : Dr. adm. 1973, n° 324).

Cette procédure peut ouvrir la voie à un classement ultérieur.

L'inscription est prononcée par arrêté du ministre dans les attributions duquel le site se trouve placé, sur proposition ou après avis de la commission départementale des sites.

Le consentement des propriétaires n'est pas demandé (Conseil d'Etat, 13 mars 1935, époux Moranville *leb.*, p. 325 ; 23 février 1949, Angelvy : leb., p. 767), mais l'avis de la (ou les) commune(s) intéressée(s) est requis avant consultation de la commission départementale des sites.

Si le maire ne fait pas connaître au préfet la réponse du conseil municipal dans le délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'avis, cette réponse est réputée favorable (art. 1er du décret du 13 juin 1969).

L'arrêté ne comporte pas nécessairement la liste des parcelles cadastrales inscrites sur l'inventaire; des limites naturelles dès lors qu'elles s'appuient sur une délimitation cadastrale (rivières, routes...) peuvent être utilisées.

S'agissant de la motivation de l'arrêté, le Conseil d'Etat dans une décision du 26 juillet 1985, Mme Robert Margat (Dr. adm. 1985, n° 510), confirmée par une autre décision en date du 7 novembre 1986 Geouffre de la Pradelle (AJDA 1987, p. 124, note X. Prétot), a jugé qu'une décision de classement d'un site ne présentant pas le caractère d'une décision administrative individuelle et que la circulaire de 1980 n'ayant pas valeur réglementaire, cette décision n'avait pas à être motivée. Cette jurisprudence doit être transposée pour la procédure d'inscription sur l'inventaire des sites.

## b) Classement du site

Sont susceptibles d'être classés, les sites dont l'intérêt paysager est exceptionnel et qui méritent à cet égard d'être distingués et intégralement protégés et les sites présentant un caractère remarquable, qu'il soit artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, qu'il convient de maintenir en l'état sauf si le ministre, dans les attributions duquel le site se trouve placé, autorise expressément la modification.

L'initiative du classement peut émaner de la commission départementale des sites.

Le classement est prononcé après enquête administrative dirigée par le préfet et après avis de la commission départementale des sites.

Le préfet désigne le chef de service chargé de conduire la procédure et fixe la date à laquelle celle-ci doit être ouverte et sa durée qui est comprise entre quinze et

AC2 - 3/18

trente jours. Pendant la période de vingt jours consécutive à la fin de l'enquête, toute personne concernée par le projet peut faire valoir ses observations.

L'arrêté indique les heures et les lieux où le public peut prendre connaissance du projet de classement qui comporte une notice explicative contenant l'objet de la mesure de protection et éventuellement les prescriptions particulières de classement et un plan de délimitation du site.

Cet arrêté est inséré dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées. Il est en outre publié dans ces communes par voie d'affichage (art. 4 du décret du 13 juin 1969).

Lorsque les propriétaires ont donné leur consentement, le classement est prononcé par arrêté du ministre compétent (classement amiable) sans que l'avis de la commission supérieure des sites soit obligatoire.

Si le consentement de tous les propriétaires n'est pas acquis, le classement est prononcé après avis de la commission supérieure des sites, par décret en Conseil d'Etat (classement d'office).

Lorsque le site est compris dans le domaine public ou privé de l'Etat, le ministre dans les attributions duquel le site se trouve placé et le ministre des finances donnent leur accord, le site est classé par arrêté du ministre compétent. Dans le cas contraire (accords non obtenus), le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat.

Lorsque le site est compris dans le domaine public ou privé d'un département, d'une commune ou appartient à un établissement public, le classement est prononcé par arrêté du ministre compétent Si la personne publique propriétaire consent à ce classement. Dans le cas contraire, il est prononcé par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des sites.

Le classement d'un lac privé ou d'un cours d'eau dont le lit est propriété privé, nécessite, lorsqu'il peut produire une énergie électrique permanente (été comme hivers) d'au moins 50 kilowatts, l'avis des ministres intéressés (art. 6 et 8 de la loi du 2 mai 1930).

Cet avis doit être formulé dans un délai de trois mois. En cas d'accord entre les ministres, le classement est prononcé par arrêté, dans le cas contraire par décret en Conseil d'Etat.

La protection d'un site ou d'un monument naturel peut faire l'objet d'un projet de classement. Dans ce cas, les intéressés sont invités à présenter leurs observations. Pour ce faire, une enquête publique est prévue, dont les modalités sont fixées par le décret du 13 juin 1969 dans son article 4.

AC2 - 4/18

## c) Zones de protection

(Titre III, loi du 2 mai1930)

La loi du 2 mai 1930 dans son titre III avait prévu l'établissement d'une zone de protection autour des monuments classés ou des sites classés ou inscrits, lorsque la protection concernait des paysages très étendus et que leur classement aurait dépassé le but à atteindre ou encore aurait été trop onéreux.

La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 abroge les articles 17 à 20 et 28 de la loi du 2 mai 1930, relatifs à la zone de protection de cette loi. Toutefois, les zones de protection créées en application de la loi de 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (Z.P.P.A.U.P).

#### **B. - INDEMNISATION**

## a) Inscription sur l'inventaire des sites

Aucune indemnité n'est prévue compte tenu qu'il s'agit de servitudes peu gênantes pour les propriétaires.

## b) Classement

Peut donner lieu à indemnité au profit des propriétaires s'il entraîne une modification de l'état ou de l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain. La demande doit être présentée par le propriétaire dans le délai de six mois à dater de la mise en demeure.

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

## c) Zone de protection

L'indemnité est prévue comme en matière de classement, mais le propriétaire dispose d'un délai d'un an après la notification du décret pour faire valoir ses réclamations devant les tribunaux judiciaires.

## C. - PUBLICITE

## a) Inscription sur l'inventaire des sites

Insertion de l'arrêté prononçant l'inscription dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées.

L'insertion est renouvelée au plus tard le dernier jour du mois qui suit la première publication.

Affichage en mairie et à tout autre endroit habituellement utilisé pour l'affichage des actes publics, pour une durée qui ne peut être inférieure à un mois.

AC2 - 5/18

Publication annuelle au *Journal officiel* de la République française et insertion au recueil des actes administratifs du département.

La décision d'inscription est notifiée aux propriétaires (lorsque leur nombre est inférieur à cent) des parcelles concernées, faute de quoi la décision ne leur serait pas opposable (Conseil d'Etat, 6 octobre 1976, ministre des aff. cult. et assoc. des habitants de Roquebrune Conseil d'Etat, 14 décembre 1981, Société centrale d'affichage et de publicité : Leb., p. 466).

Une publicité collective peut être substituée à la notification individuelle dans les cas où le nombre de propriétaires est supérieur à cent ou lorsque l'administration est dans l'impossibilité de connaître l'identité ou le domicile des propriétaires (art. 4 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 28 décembre 1967, article 2 du décret du 13 juin 1969). Cette publicité est réalisée à la diligence du préfet.

## b) Classement

Publication au Journal officiel de la République française.

Notification au propriétaire lorsque la décision comporte des prescriptions particulières tendant à modifier l'état ou l'utilisation des lieux (décret n° 69-607 du 13 juin 1969).

## c) Zone de protection

La publicité est la même que pour le classement.

## III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

## A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

## 1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

## a) Inscription sur l'inventaire des sites

Si le propriétaire a procédé à des travaux autres que l'exploitation courante ou l'entretien normal sans en avoir avisé le maire 4 mois à l'avance, l'interruption des travaux peut être ordonnée, soit sur réquisition du ministère public agissant à la requête du maire, du fonctionnaire compétent ou de l'une des associations visées à l'article L. 480-1 du code de l'urbanisme, soit même d'office, par le juge d'instruction saisi des poursuites ou par le tribunal correctionnel.

Le maire peut également, si l'autorité judiciaire ne s'est pas encore prononcée, ordonner par arrêté motivé l'interruption des travaux.

Le maire peut être chargé de l'exécution de la décision judiciaire et prendre toute mesure de coercition nécessaire notamment procéder à la saisie des matériaux approvisionnés ou du matériel de chantier (art. 22 nouveau de la loi du 28 décembre 1967).

AC2 - 6/18

## b) Instance de classement d'un site

Si une menace pressante pèse sur un site, le ministre peut ouvrir une instance de classement, sans instruction préalable. Cette mesure conservatoire s'applique immédiatement, dès notification au préfet et au propriétaire. Lorsque l'identité ou le domicile du propriétaire sont inconnus, la notification est valablement faite au maire qui en assure l'affichage et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

L'instance de classement vaut pendant une année et emporte tous les effets du classement (art. 9 de la loi du 2 mai 1930, arrêts du Conseil d'Etat du 24 novembre 1978, Dame Lamarche Jacomet, et 12 octobre 1979, commune de Trégastel : Dr. adm. 1979, n° 332).

Elle a pour objet, non de subordonner la validité du classement à la notification du projet aux propriétaires intéressés, mais de conférer à l'administration la faculté de faire obstacle à la modification de l'état ou de l'aspect des lieux, dès avant l'intervention de l'arrêté ou du décret prononçant le classement (Conseil d'Etat, 31 mars 1978, société Cap-Bénat).

## 2 Obligations de faire imposées au propriétaire

## a) Inscription sur l'inventaire des sites

(Art. 4, loi du 2 mai 1930)

Obligation pour le propriétaire d'aviser le préfet quatre mois à l'avance de son intention d'entreprendre des travaux autres que ceux d'exploitation courante ou d'entretien normal (art. 4 de la loi du 2 mai 1930, art. 3 de la loi du 28 décembre 1967 et circulaire du 19novembre 1969).

A l'expiration de ce délai, le silence de l'administration équivaut à une acceptation; le propriétaire peut alors entreprendre les travaux envisagés, sous réserve du respect des règles relatives au permis de construire.

Lorsque l'exécution des travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable prévue à l'article 4 de la loi du 2 mai 1930. Le permis de construire est délivré après avis de l'architecte des bâtiments de France cet avis est réputé favorable faute de réponse dans le délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf Si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut en tout état de cause excéder deux mois (art. R. 421-38-5 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable prévue à l'article 4 de la loi du 2 mai 1930 (art. L. 430-8 du code de l'urbanisme). Dans ce cas le permis de démolir doit être conforme à l'avis du ministre chargé des sites, ou de son délégué (art. R. 430-12 du code de l'urbanisme). En outre, le ministre chargé de l'urbanisme peut, soit d'office, soit à la demande d'un autre ministre, évoquer tout dossier et prendre les décisions nécessaires conjointement avec le ministre,

AC2 - 7/18

intéressé (art. R. 430-15-7 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine est situé dans un site inscrit, sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par le maire conformément aux articles L. 511-1 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation, qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans le délai de huit jours. En cas de péril imminent donnant lieu à application de la procédure prévue à l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation, le maire informe l'architecte des bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire (art. R. 430-26 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble insalubre est situé dans un site inscrit, sa démolition ordonnée par le préfet en application de l'article 28 du code de la santé publique de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (art. R. 430-27 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'une autorisation d'utilisation du sol en application des dispositions du titre II du livre IV de la deuxième partie du code de l'urbanisme, la demande d'autorisation tient lieu de la déclaration préalable (art. 1er du décret n° 77-734 du 7 juillet 1977 modifiant l'article 17 bis du décret n° 70-288 du 31 mars 1970).

La décision est de la compétence du maire.

L'administration ne peut s'opposer aux travaux qu'en ouvrant une instance de classement.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire, mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte les autorités mentionnées à l'article R. 421-38-5 du code de l'urbanisme. Les autorités ainsi consultées font connaître à l'autorité compétente leur opposition ou les prescriptions qu'elles demandent dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elles sont réputées avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

## b) Classement d'un site et instance de classement

(Art. 9 et 12 de la loi du 2 mai 1930)

Obligation pour le propriétaire d'obtenir une autorisation avant l'exécution de tous les travaux susceptibles de détruire ou de modifier l'état ou l'aspect des lieux. Cette disposition vise notamment, la construction (interdiction de bâtir, règles de hauteur, aspect extérieur des immeubles), la transformation, la démolition d'immeubles, l'ouverture de carrières, la transformation des lignes aériennes de distribution électrique ou téléphonique, etc.

Cette autorisation spéciale est délivrée soit :

- par le préfet pour les ouvrages mentionnés à l'article R. 421-I du code de l'urbanisme à l'exception de ceux prévus au 2 de cet article, pour les constructions et

AC2 - 8/18

travaux ou ouvrages exemptés de permis de construire en application du deuxième alinéa de l'article R. 422-I et de l'article R. 422-2 du code de l'urbanisme, pour l'édification ou la modification des clôtures

- par le ministre chargé des sites dans tous les autres cas, ainsi que lorsque ce ministre a décidé d'évoquer le dossier (art. 2 du décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988 modifiant l'article 9 de la loi du 2 mai1930).

La commission départementale des sites et éventuellement la commission supérieure doivent être consultées préalablement à la décision ministérielle.

Le permis de construire étant subordonné à un accord exprès, le pétitionnaire ne pourra bénéficier d'un permis tacite (art. R.421-12 et R. 421-19 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte les autorités mentionnées à l'article R. 421-38-6 Il du code de l'urbanisme.

Les autorités ainsi consultées font connaître à l'autorité compétente leur opposition ou les prescriptions qu'elles demandent dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elles sont réputées avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

La démolition des immeubles dans les sites classés demeure soumise aux dispositions de la loi du 2 mai 1930 modifiée (art. L. 430-I, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux projetés nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme, l'autorisation exigée par l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 9 (instance de classement) et 12 (classement) de la loi du 2 mai 1930 sur les sites, et ce sur les territoires mentionnés à l'article R 442-1 dudit code, où s'appliquent les dispositions de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme.

Dans les communes où un plan d'occupation des sols n'a pas été approuvé, cette autorisation est délivrée par le préfet (art. R. 442-6-4 [3°] du code de l'urbanisme).

Obligation pour le vendeur de prévenir l'acquéreur de l'existence de la servitude et de signaler l'aliénation au ministre compétent.

Obligation pour le propriétaire à qui l'administration a notifié l'intention de classement de demander une autorisation avant d'apporter une modification à l'état des lieux et à leur aspect, et ce pendant une durée de douze mois à dater de la notification (mesures de sauvegarde : art. 9 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 28 décembre 1967).

AC2 - 9/18

## c) Zone de protection du site

(Art. 17 de la loi du 2 mai 1930)

Les effets de l'établissement d'une zone varient selon les cas d'espèce, puisque c'est le décret de protection qui détermine exactement les servitudes imposées au fonds.

Lorsque les travaux nécessitent un permis de construire, le dit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des sites ou de leur délégué ou encore de l'autorité mentionnée dans le décret instituant la zone de protection (art. R. 421-38-6 du code de l'urbanisme).

Le pétitionnaire ne pourra bénéficier d'un permis de construire tacite (art. R. 421-12 et R. 421-19 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux sont soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte les autorités mentionnées à l'article R. 421-38-6 Il du code de l'urbanisme. Les autorités ainsi consultées font connaître à l'autorité compétente leur opposition ou les prescriptions qu'elles demandent dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elles sont réputées avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Le permis de démolir visé aux articles L. 430-1 et suivants du code de l'urbanisme, tient lieu de l'autorisation de démolir prévue par la loi du 2 mai 1930 sur les sites (article L. 430-1 du code de l'urbanisme). Dans ce cas, le permis de démolir doit être conforme à l'avis du ministre des sites ou de son délégué.

## B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

#### 1 Obligations passives

## a) Inscription sur l'inventaire des sites

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation (dans les formes prévues à la section 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, modifiée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985) dans les sites inscrits à l'inventaire et dans les zones de protection délimitées autour de ceux-ci (art. 7 de la loi de 1979).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus concernant la publicité (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation des enseignes est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (art. 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation préfectorale (décret n° 59-275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68-134 du 9 février 1968) ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (art. R. 443.9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître par affichage et panneaux ces réglementations.

AC2 - 10/18

## b) Classement du site et instance de classement

Interdiction de toute publicité sur les monuments naturels et dans les sites classés (art. 4 de la loi du 29 décembre 1979). Les préenseignes sont soumises à la même interdiction (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (art. 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction à quiconque d'acquérir un droit de nature à modifier le caractère et l'aspect des lieux.

Interdiction d'établir une servitude conventionnelle sauf autorisation du ministre compétent.

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation ministérielle accordée après avis de la commission départementale et supérieure des sites (décret n° 59-275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68-134 du 9 février 1968), ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (art. R. 443-9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître ces réglementations par affichage et panneaux.

## c)Zone de protection d'un site

Obligation pour le propriétaire des parcelles situées dans une telle zone de se soumettre aux servitudes particulières à chaque secteur déterminé par le décret d'institution et relatives aux servitudes de hauteur, à l'interdiction de bâtir, à l'aspect esthétique des constructions. La commission supérieure des sites est, le cas échéant, consultée par les préfets ou par le ministre compétent préalablement aux décisions d'autorisation.

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation dans les formes prévues à la section 4 de la loi du 29 décembre 1979, dans les zones de protection délimitées autour d'un site classé (art. 7 de la loi de 1979).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus, en ce qui concerne la publicité (art. 18 de la loi de 1979).

Interdiction en règle générale d'établir des campings et terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes.

## 2 - Droits résiduels du propriétaire

## a) Inscription sur l'inventaire des sites

Possibilité pour le propriétaire de procéder à des travaux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal pour les édifices dans les conditions mentionnées au § A 20 a.

## b) Classement d'un site

Possibilité pour le propriétaire de procéder aux travaux pour lesquels il a obtenu l'autorisation dans les conditions visées au § A 20 b.

AC2 - 11/18

#### **LOI DU 2 MAI 1930**

## relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque

(Journal officiel du 4 mai 1930)

#### TITRE 1er

#### ORGANISMES

Art. 1er (Ordonnance n° 45-2633 du 2 novembre 1945, art. 1er). — «Il est institué dans chaque département une commission dite commission des sites, perspectives et paysages.»

(2e alinéa abrogé par l'article 1er du décret nº 70-288 du 31 mars 1970.)

Art. 2. - (Abrogé par l'article 1er du décret n° 70-288 du 31 mars 1970.)

Art. 3. - (Ordonnance n° 45-2633 du 2 novembre 1945, art. 3.) - «Il est institué auprès du ministre des affaires culturelles une commission dite commission supérieure des sites, perspectives et paysages.»

(2e et 3e alinéas abrogés par l'article 1er du décret n° 70-288 du 31 mars 1970.)

(Ordonnance n° 45-2633 du 2 novembre 1945, art. 3.) - «La composition et les modalités de fonctionnement de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages et de la section permanente sont déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 27 ci-après.»

#### TITRE II

#### INVENTAIRE ET CLASSEMENT DES MONUMENTS NATURELS ET DES SITES

Art. 4 - (Loi nº 67-1174 du 28 décembre 1967, art. 3). - Il est établi dans chaque département une liste des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.

La commission départementale des sites, perspectives et paysages prend l'initiative des inscriptions qu'elle juge utiles et donne son avis sur les propositions d'inscription qui lui sont soumises, après en avoir informé le conseil municipal de la commune intéressée et avoir obtenu son avis.

L'inscription sur la liste est prononcée par arrêté du ministre des affaires culturelles. Un décret en Conseil d'Etat fixe la procédure selon laquelle cette inscription est notifiée aux propriétaires ou fait l'objet d'une publicité. La publicité ne peut être substituée  $\dot{a}$  la notification que dans les cas où celle-ci est rendue impossible du fait du nombre élevé de propriétaires d'un même site ou monument naturel, ou de l'impossibilité pour l'administration de connaître l'identité ou le domicile du propriétaire.

L'inscription entraîne, sur les terrains compris dans les limites fixées par l'arrêté, l'obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions, sans avoir avisé, quatre mois d'avance, l'administration de leur intention

Art. 5. - Les monuments naturels et les sites inscrits ou non sur la liste dressée par la commission départementale peuvent être classés dans les conditions et selon les distinctions établies par les articles ci-après.

La commission départementale des monuments naturels et des sites prend l'initiative des classements qu'elle juge utile et donne son avis sur les propositions de classement qui lui sont soumises.

Lorsque la commission supérieure est saisie directement d'une demande de classement, celle-ci est renvoyée  $\dot{a}$  la commission départementale aux fins d'instruction et, le cas échéant, de propositions de classement. En cas d'urgence, le ministre fixe  $\dot{a}$  la commission départementale un délai pour émettre son avis. Faute par elle de se prononcer dans ce délai, le ministre consulte la commission supérieure et donne  $\dot{a}$  la demande la suite qu'elle comporte.

- Art. 5-1 (Loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967, art. 4). Lorsqu'un monument naturel ou un site appartenant en tout ou partie à des personnes autres que celles énumérées aux articles 6 et 7 fait l'objet d'un projet de classement, les intéressés sont invités à présenter leurs observations selon une procédure qui sera fixée par décret en Conseil d'Etat.
- Art. 6. Le monument naturel ou le site compris dans le domaine public ou privé de l'Etat est classé par arrêté du ministre des affaires culturelles, en cas d'accord avec le ministre dans les attributions duquel le monument naturel ou le site se trouve placé, ainsi qu'avec le ministre des finances.

Il en est de même toutes les fois qu'il s'agit de classer un lac ou un cours d'eau susceptible de produire une puissance permanente de 50 kilowatts d'énergie électrique.

Dans le cas contraire, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat.

AC2 - 12/18

Art. 7. - Le monument naturel ou le site compris dans le domaine public ou privé d'un département ou d'une commune ou appartenant à un établissement public est classé par arrêté du ministre des affaires culturelles, s'il y a consentement de la personne publique propriétaire.

Dans le cas contraire, le classement est prononcé, après avis de la commission supérieure des monuments naturels et des sites, par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 8 (Loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967, art. 5). - Le monument naturel ou le site appartenant à toute autre personne que celles énumérées aux articles 6 et 7 est classé par arrêté du ministre des affaires culturelles, après avis de la commission départementale des sites, perspectives et paysages, s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé, après avis de la commission supérieure, par décret en Conseil d'Etat. Le classement peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire s'il entraîne une modification à l'état ou à l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain.

La demande d'indemnité doit être produite dans le délai de six mois à dater de la mise en demeure faite au propriétaire de modifier l'état ou l'utilisation des lieux en application des prescriptions particulières de la décision de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

Si le Gouvernement entend ne pas donner suite au classement d'office dans les conditions ainsi fixées, il peut, à tout moment de la procédure, et au plus tard dans le délai de trois mois à compter de la notification de la décision judiciaire, abroger le décret de classement.

Le classement d'un lac ou d'un cours d'eau pouvant produire une énergie électrique permanente d'au moins 50 kilowatts ne pourra être prononcé qu'après avis des ministres intéressés. Cet avis devra être formulé dans le délai de trois mois, à l'expiration duquel il pourra être passé outre.

En cas d'accord avec les ministres intéressés, le classement peut être prononcé par arrêté du ministre des affaires culturelles. Dans le cas contraire, il est prononcé par décret en Conseil d'Etat.

Art. 8 bis (Abrogé par l'article 41 de la loi nº 76-629 du 10 juillet 1976.)

Art. 9 (Loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967, art. 6). - A compter du jour où l'administration- des affaires culturelles notifie au propriétaire d'un monument naturel ou d'un site son intention d'en poursuivre, le classement, aucune modification ne peut être apportée à l'état des lieux ou à leur aspect pendant un délai de douze mois, sauf autorisation spéciale (Décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988, art. ler-a) et sous réserve de l'exploitation courante des fonds ruraux et de l'entretien normal des constructions.

Lorsque l'identité ou le domicile du propriétaire sont inconnus, la notification est valablement faite au maire qui en assure l'affichage et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

Art. 10 (Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959, art. 16-1). - Tout arrêté ou décret prononçant un classement est publié, par les soins de l'administration des affaires culturelles, au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Cette publication qui ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor, est faite dans les formes et de la manière prescrites par les lois et règlements concernant la publicité foncière.

Art. 11. - Les effets du classement suivent le monument naturel ou le site classé, en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un monument naturel ou un site classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation d'un monument naturel ou d'un site classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au ministre des affaires culturelles par celui qui l'a consentie.

- Art. 12 (Loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967, art. 7). Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent ni être détruits, ni être modifiés dans leur état ou leur aspect, sauf autorisation spéciale (Décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988, art. 1er~b).
- Art. 13. Aucun monument naturel ou site classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique, qu'après que le ministre des affaires culturelles aura été appelé à présenter ses observations.

Nul ne peut acquérir par prescription, sur un monument naturel ou sur un site classé, de droit de nature à modifier son caractère ou à changer l'aspect des lieux.

Aucune servitude ne peut être établie par convention sur un monument naturel ou un site classé qu'avec l'agrément du ministre des affaires culturelles.

Art. 14 (Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959, art. 16-2). - «Le déclassement total ou partiel d'un monument ou d'un site classé est prononcé, après avis des commissions départementales ou supérieures, par décret en Conseil d'Etat. Le déclassement est notifié aux intéressés et publié au bureau des hypothèques de la situation des biens, dans les mêmes conditions que le classement. »

Le décret de déclassement détermine, sur avis conforme du Conseil d'Etat, s'il y a lieu ou non à la restitution de l'indemnité prévue à l'article 8 ci-dessus.

 $\textbf{Art. 15} \ (Abrog\'e \ par \ l'article \ 56 \ de \ l'ordonnance \ n° \ 58-997 \ du \ 23 \ octobre \ 1958.)$ 

AC2 - 13/18

Art. 16. - A compter du jour où l'administration des affaires culturelles notifie au propriétaire d'un monument naturel ou d'un site non Art. 10. - A Compete du Jour ou l'administration des affaires cutturelles noutre au proprietaire du monament naturel ou d'un sie non classé son intention d'en poursuivre l'expropriation, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à ce monument naturel ou à ce site. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les «douze mois» de cette notification. Lorsque l'utilité publique a été déclarée, l'immeuble peut être classé sans autre formalité par arrêté du ministre des affaires culturelles.

#### TITRE III

#### SITES PROTÉGÉS

(Articles 17 à 20 abrogés par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) (1)

#### TITRE IV DISPOSITIONS PENALES

Art. 21. (Loi  $n^\circ$  76-1285 du 31 décembre 1976, art. 48-1). - Sont punies d'une amende de (Loi  $n^\circ$  77-1468 du 30 décembre 1977, art. 6.) «2 000 -à 60 000 francs» les infractions aux dispositions des articles 4 (alinéa 4), 1 I (alinéas 2 et 3) et 13 (alinéa 3) de la présente loi.

Sont punies des peines prévues à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme les infractions aux dispositions des articles 9 (alinéa 1) et 12 ainsi qu'aux prescriptions des décrets prévus à l'article 19 (alinéa 1) de la présente loi

Les dispositions des articles L. 480-1, L. 480-2, L. 480-3 et L. 480-5 à L. 480-9 du code de l'urbanisme sont applicables aux infractions à l'alinéa 4 de l'article 4 de la présente loi et aux dispositions visées au précédent alinéa, sous la seule réserve des conditions suivantes

Les infractions sont constatées en outre par les fonctionnaires et les agents commissionnés à cet effet par le ministre chargé des sites et par les fonctionnaires et agents commissionnaires et assermentés pour les infractions en matière forestière, de chasse et de pêche.

Pour l'application de l'article L. 480-5, le tribunal statue, soit sur la mise en conformité des lieux avec les prescriptions formulées par le ministre chargé des sites, soit sur leur rétablissement dans leur état antérieur.

Le droit de visite prévu à l'article L. 460-1 du code de l'urbanisme est ouvert aux représentants du ministre chargé des sites ; l'article L. 480-12 est applicable.

(Les articles 21-1 d 21-8 sont abrogés par l'article 48-Il de la loi nº 76-1285 du 31 décembre 1976.)

- Art. 22. Quiconque aura intentionnellement détruit, mutilé ou dégradé un monument naturel ou un site classé ou inscrit sera puni des peines portées à l'article 257 du code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts.
  - Art. 23. L'article 463 du code pénal est applicable dans les cas prévus aux deux articles précédents.

#### TITRE V DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 24. - (Décret nº 65-515 du 30 juin 1965, art. 1er.) «L'établissement public institué par la loi du 10 juillet 1914 prend la dénomination de «Caisse nationale des monuments historiques et des sites.»

Elle peut recueillir et gérer des fonds destinés à être mis à la disposition du ministre des affaires culturelles en vue de la conservation ou de l'acquisition dès monuments naturels et des sites classés ou proposés pour le classement.

(3e alinéa abrogé par l'article 8 du décret nº 65-515 du 30juin 1965.)

- Art. 25. Les recettes de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites seront déterminées par la prochaine loi de finances.
- Art. 26. Les dispositions de la présente loi sont applicables aux monuments naturels et aux sites régulièrement classés avant sa promulgation conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1906.

Il sera dressé, pour chacun de ces monuments naturels et de ces sites, un extrait de l'arrêté de classement reproduisant tout ce qui le concerne. Cet extrait sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble par les soins de l'administration des affaires culturelles. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

Dans un délai de trois mois, la liste des sites et monuments naturels classés avant la promulgation de la présente loi sera publiée au Journal officiel Cette liste sera tenue à jour. Dans le courant du premier trimestre de chaque année sera publiée au Journal officiel la nomenclature des monuments naturels et des sites classés ou protégés au cours de l'année précédente.

- Art. 27. Un règlement d'administration publique (2) contresigné du ministre des finances et du ministre des affaires culturelles déterminera les détails d'application de la présente loi, et notamment la composition et le mode d'élection des membres, autres que les membres de droit, des commissions prévues aux articles 1er et 3, ainsi que les dispositions spéciales relatives à la commission des monuments naturels et des sites du département de la Seine, les attributions de la section permanente des commissions départementales et les
- (1) Les articles 17 à 20 (titre III) sont abrogés par l'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983. Toutefois les zones de protection créées en application des articles précités de la loi du 2 mai 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural et urbain.

  (2) Décret n° 70-288 du 31 mars 1970.

AC2 - 14/18

indemnités de déplacement qui pourront être allouées aux membres des différentes commissions (1).

- **Art. 28. -** (Abrogé par la loi  $n^0$  83-8 du 7janvier 1983, art. 72.)
- Art. 29. (Implicitement abrogé depuis l'accession à l'indépendance des anciennes colonies et de l'Algérie.)
- Art. 30. La loi du 21 avril 1906 organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique est abrogée.

#### DECRET N° 69-607 DU 13 JUIN 1969 portant application des articles 4 et 5-1 de la loi modifiée du 2 mai 1930 sur la protection des sites

(Journal officiel du 17 juin 1969)

Le Premier ministre.

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'équipement et du logement et du ministre de l'agriculture.

Vu la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites, modifiée notamment par le titre II de la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967;

Vu la loi nº 65-947 du 10 novembre 1965 étendant aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives à la protection des sites et des monuments historiques;

Vu le décret n° 47-593 du 23 août 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 2 mai 1930, modifié par le décret n° 58-102 du 31 janvier 1958;

Vu le décret n° 66-649 du 26 août 1966 étendant aux départements d'outre-mer certaines dispositions de caractère réglementaire relatives à la protection des sites et des monuments historiques;

Vu le décret n° 67-300 du 30 mars 1967 étendant aux départements d'outre-mer les décrets pris pour l'application de plusieurs lois relatives à la protection des sites et des monuments historiques;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète

- Art. 1er. Le préfet communique la proposition d'inscription à l'inventaire des sites et monuments naturels pour avis du conseil municipal aux maires des communes dont le territoire est concerné par ce projet.
- Si le maire ne fait pas connaître au préfet la réponse du conseil municipal dans le délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'avis, cette réponse est réputée favorable.
- Art. 2. L'arrêté prononçant l'inscription sur la liste est notifié par le préfet aux propriétaires du monument naturel ou du site.

Toutefois, lorsque le nombre de propriétaires intéressés par l'inscription d'un même site ou monument naturel est supérieur à cent, il peut être substitué à la procédure de notification individuelle une mesure générale de publicité dans les conditions fixées à l'article 3.

Il est procédé également par voie de publicité lorsque l'administration est dans l'impossibilité de connaître l'identité ou le domicile des propriétaires.

- Art. 3. Les mesures de publicité prévues à l'article 2 (alinéas 2 et 3 ci-dessus) sont accomplies à la diligence du préfet, qui fait procéder à l'insertion de l'arrêté prononçant l'inscription dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées. Cette insertion doit être renouvelée au plus tard le dernier jour du mois qui suit la première publication.
- L'arrêté prononçant l'inscription est en outre publié dans ces communes, pendant une durée qui ne peut être inférieure à un mois, par voie d'affichage à la mairie et tous autres endroits habituellement utilisés pour l'affichage des actes publics ; l'accomplissement de ces mesures de publicité est certifié par le maire, qui en informe aussitôt le préfet.
- L'arrêté prononçant l'inscription est ensuite publié au Recueil des actes administratifs du département. Il prend effet à la date de cette publication.
- Art. 4. L'enquête prévue à l'article 5-1 de la loi du 2 mai 1930 préalablement à la décision de classement est organisée par un arrêté du préfet qui désigne le chef de service chargé de conduire la procédure et fixe la date à laquelle celle-ci doit être ouverte et sa durée qui ne peut être inférieure à quinze jours ni supérieure à trente jours.

Cet arrêté précise les heures et les lieux où le public peut prendre connaissance du projet de classement qui comporte:

- 1° Une notice explicative indiquant l'objet de la mesure de protection, et éventuellement les prescriptions particulières de classement;
  - 2° Un plan de délimitation du site.

Ce même arrêté est inséré dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées. Il est en outre publié dans ces communes par voie d'affichage; l'accomplissement de ces mesures de publicité est certifié par le maire. AC2-16/18

Art. 5. - Pendant un délai s'écoulant du premier jour de l'enquête au vingtième jour suivant sa clôture, toute personne intéressée peut adresser, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, des observations au préfet, qui en informe la commission départementale des sites, perspectives et paysages.

la commission départementale des sites, perspectives et paysages.

Pendant le même délai et selon les mêmes modalités, les propriétaires concernés font connaître au préfet, qui en informe la commission départementale des sites, perspectives et paysages, leur opposition ou leur consentement au projet de classement.

A l'expiration de ce délai, le silence du propriétaire équivaut à un défaut de consentement. Toutefois, lorsque l'arrêté de mise à l'enquête a été personnellement notifié au propriétaire, son silence à l'expiration du délai équivaut à un accord tacite.

- Art. 6. La décision de classement fait l'objet d'une publication au Journal officiel.
- Art. 7. Lorsque la décision de classement comporte des prescriptions particulières tendant à modifier l'état ou l'utilisation des lieux, elle doit être notifiée au propriétaire.

Cette notification s'accompagne de la mise en demeure d'avoir à mettre les lieux en conformité avec ces prescriptions particulières suivant les dispositions de l'article 8 (alinéa 3) de la loi du 2 mai 1930.

- Art. 8. La décision d'inscription ou de classement et le plan de délimitation du site seront reportés au plan d'occupation des sols du territoire concerné.
- Art. 9. Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'équipement et du logement, le ministre de l'agriculture, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, le secrétaire d'Etat à l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 juin 1969.

#### **DECRET N° 70-288 DU 31 MARS 1970**

abrogeant certaines dispositions de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque et portant règlement d'administration publique sur la composition et le fonctionnement des commissions départementales et de la commission supérieure instituée en application de ladite loi

(Journal officiel du 4 avril 1970)

#### TITRE III

(Décret n° 77-49 du 19 janvier 1977. art. 8)

## DÉCLARATION PREALABLE DES PROJETS DE TRAVAUX DANS LES SITES INSCRITS A L'INVENTAIRE

Art. 17 bis. - La déclaration préalable, prévue à l'alinéa 4 de l'article 4 de la loi susvisée du 2 mai 1930, est adressée au préfet du département qui recueille l'avis de l'architecte des Bâtiments de France sur le projet.

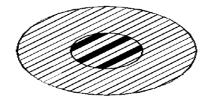
(Décret n° 77-734 du 7 juillet 1977, art. 1er.) «Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'un permis de construire ou d'un permis de démolir, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable.

«Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'une autorisation d'utilisation du sol en application des dispositions du titre IV du livre IV de la deuxième partie du code de l'urbanisme, la demande d'autorisation tient lieu de la déclaration préalable.»

Art. 18. - Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mars 1970.

## **SERVITUDE AS1**



\*\*\*\*

## SERVITUDE RÉSULTANT DE L'INSTAURATION DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINÉRALES

\*\*\*

#### I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.

Protection des eaux destinées à la consommation humaine (art. L. 20 du code de la santé publique, modifié par l'article 7 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964; décret n° 61-859 du 1er août 1961 modifié par les décrets n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et n° 89-3 du 3 janvier 1989).

Circulaire du 10 décembre 1968 (affaires sociales), *Journal officiel* du 22 décembre 1968.

Protection des eaux minérales (art. L. 736 et suivants du code de la santé publique).

Ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (direction générale de la santé, sous-direction de la protection générale et de l'environnement).

## II. - PROCEDURE D'INSTITUTION

#### A. - PROCEDURE

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Détermination des périmètres de protection du ou des points de prélèvement, par l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines.

Détermination des périmètres de protection autour de points de prélèvement

AS1 - 1/9

existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à l'écoulement libre et des réservoirs enterrés, par actes déclaratifs d'utilité publique.

Les périmètres de protection comportent :

- le périmètre de protection immédiate
- le périmètre de protection rapprochée
- le cas échéant, le périmètre de protection éloignée (1).

Ces périmètres sont déterminés au vu du rapport géologique établi par un hydrologue agréé en matière d'hygiène publique, et en considération de la nature des terrains et de leur perméabilité, et après consultation d'une conférence interservices au sein de laquelle siègent notamment des représentants de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction départementale de l'équipement, du service de la navigation et du service chargé des mines, et après avis du conseil départemental d'hygiène et le cas échéant du Conseil supérieur d'hygiène de France.

#### Protection des eaux minérales

Détermination d'un périmètre de protection autour des sources d'eaux minérales déclarées d'intérêt public, par décret en Conseil d'Etat. Ce périmètre peut être modifié dans la mesure où des circonstances nouvelles en font connaître la nécessité (art. L. 736 du code de la santé publique).

(I) Chacun de Ces périmètres peut être constitué de plusieurs surfaces disjointes en fonction du contexte hydrogéologique.

#### **B-INDEMNISATION**

Protection des eaux destinées a la consommation humaine

Les indemnités qui peuvent être dues à la suite de mesures prises pour la protection des eaux destinées à la consommation humaine sont fixées à l'amiable ou par les tribunaux judiciaires comme en matière d'expropriation (art. L. 20-I du code de la santé publique).

#### Protection des eaux minérales

En cas de dommages résultant de la suspension, de l'interruption ou de la destruction de travaux à l'intérieur ou en dehors du périmètre de protection, ou de l'exécution de travaux par le propriétaire de la source, l'indemnité due par celui-ci est réglée à l'amiable ou par les tribunaux en cas de contestation. Cette indemnité ne peut excéder le montant des pertes matérielles éprouvées et le prix des travaux devenus inutiles, augmentée de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif (art. L. 744 du code de la santé publique). Dépôt par le propriétaire de la source d'un cautionnement dont le montant est fixé par le tribunal et qui sert de garantie au paiement de l'indemnité (art. L. 745 du code de la santé publique).

AS1 - 2/9

#### C. - PUBLICITE

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Publicité de la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau.

Protection des eaux minérales

Publicité du décret en Conseil d'Etat d'institution du périmètre de protection.

#### III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Acquisition en pleine propriété des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (art. L. 20 du code de la santé publique) (1), et clôture du périmètre de protection immédiate sauf dérogation.

Protection des eaux minérales

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'ordonner la suspension provisoire des travaux souterrains ou de sondage entrepris hors du périmètre, qui, s'avérant nuisibles à la source, nécessiteraient l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Extension des dispositions mentionnées ci-dessus aux sources minérales déclarées d'intérêt public, auxquelles aucun périmètre n'a été assigné (art. L. 740 du code de la santé publique).

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'interdire des travaux régulièrement entrepris, Si leur résultat constaté est de diminuer ou d'altérer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu mais l'arrêté préfectoral est exécutoire par provision sauf recours au tribunal administratif (art. L. 738 du code de la santé publique).

(1) Dans le cas de terrains dépendant du domaine de l'Etat, il est passé une convention de gestion (art. L. 51-1 du code du domaine public de l'état).

Possibilité à l'intérieur du périmètre de protection, pour le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public, de procéder sur le terrain d'autrui, à l'exclusion des maisons d'habitations et des cours attenantes, à tous les travaux nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, lorsque les travaux ont été autorisés par arrêté préfectoral (art. L. 741 du code de la santé publique, modifié par les articles 3 et 4 du décret n° 84-896 du 3 octobre 1984).

AS1 - 3/9

L'occupation des terrains ne peut avoir lieu, qu'après qu'un arrêté préfectoral en a fixé la durée, le propriétaire du terrain ayant été préalablement entendu (art. L. 743 du code de la santé publique).

2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Obligation pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée, des points de prélèvement d'eau, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou des réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux prescriptions fixées dans l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication dudit acte (art. L. 20 du code de la santé publique).

## B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

#### 1 Obligations passives

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

#### a) Eaux souterraines

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de toutes activités autres que celles explicitement prévues par l'acte déclaratif d'utilité publique (notamment entretien du captage).

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des activités, installations, dépôts et tous faits susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible par l'acte déclaratif d'utilité publique de tous faits, activités, installations et dépôts mentionnés ci-dessus.

b) Eaux de surface (cours d'eau, lacs, étangs, barrages réservoirs et retenues)

Interdictions et réglementations identiques à celles rappelées en a), en ce qui concerne les seuls périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Dans le cas de barrages retenues créés pour l'alimentation en eau, des suggestions peuvent être proposées par le Conseil supérieur d'hygiène, quant aux mesures sanitaires à imposer en l'espèce (circulaire du 10 décembre 1968).

Acquisition en pleine propriété des terrains riverains de la retenue, sur une largeur d'au moins 5 mètres, par la collectivité assurant l'exploitation du barrage.

Protection des eaux minérales

Interdiction à l'intérieur du périmètre de protection de procéder à aucun travail souterrain ni sondage sans autorisation préfectorale (art. L. 737 du code de la santé

AS1 - 4/9

publique).

#### 2 Droits résiduels du propriétaire

#### Protection des eaux minérales

Droit pour le propriétaire de terrains situés dans le périmètre de protection de procéder à des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, sous condition, Si le décret l'impose à titre exceptionnel, d'en faire déclaration au préfet un mois à l'avance (art. L. 737 du code de la santé publique) et d'arrêter les travaux sur décision préfectorale. Si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source (art. L. 738 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire de terrains situés hors périmètre de protection, de reprendre les travaux interrompus sur décision préfectorale, s'il n'a pas été statué dans le délai de six mois sur l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire d'un terrain situé dans le périmètre de protection et sur lequel le propriétaire de la source a effectué des travaux, d'exiger de ce dernier l'acquisition dudit terrain s'il n'est plus propre à l'usage auquel il était employé ou s'il a été privé de la jouissance de ce terrain au-delà d'une année (art. L. 743 du code de la santé publique).

#### CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

#### DES EAUX POTABLES (1)

(Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958)

Art. L. 19 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958). - Sans préjudice des dispositions des sections I et II du présent chapitre et de celles qui régissent les entreprises exploitant les eaux minérales, quiconque offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine, à titre onéreux ou à titre gratuit et sous quelque forme que ce soit, y compris la glace alimentaire, est tenu de s'assurer que cette eau est propre à la consommation.

Est interdite pour la préparation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine l'utilisation d'eau non potable.

#### Section I. - Des distributions publiques

Art. L. 20 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958 et loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, art. 7). - En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine autour du point de prélèvement un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété, un périmètre de protection rapprochée à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes activités et tous dépôts ou installations de nature à nuire directement- ou indirectement à la qualité des eaux et, le cas échéant, un périmètre de protection éloigné à l'intérieur duquel peuvent être réglementés les activités, installations et dépôts ci-dessus visés.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de l'alinéa précédent.

L'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existant à la date de sa publication, les délais dans lequels il devra être satisfait aux conditions prévues par le présent article et par le décret prévu ci-dessus.

Des actes déclaratifs d'utilité publique peuvent, dans les mêmes conditions, déterminer les périmètres de protection autour des points de prélèvements existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés.

Art. L. 20-1 (Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, art. 8). - Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants de terrains compris dans un périmètre de protection de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, à la suite de mesures prises pour assurer la protection de cette eau, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. L. 21 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958). - Tout concessionnaire d'une distribution d'eau potable est tenu, dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique, de faire vérifier la qualité de l'eau qui fait l'objet de cette distribution.

Les méthodes de correction à mettre éventuellement en œuvre doivent être approuvées par le ministre de la santé publique et de la population, sur avis motivé du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Art. L. 22 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958). - Si le captage et la distribution d'eau potable sont faits en régie, les obligations prévues à l'article L. 21 incombent à la collectivité intéressée avec le concours du bureau d'hygiène s'il en existe un dans la commune et sous la surveillance du directeur départemental de la santé.

Les mêmes obligations incombent aux collectivités en ce qui concerne les puits publics, sources, nappes souterraines ou superficielles ou cours d'eau servant à l'alimentation collective des habitants. En cas d'inobservation par une collectivité des obligations énoncées au présent article, le préfet, après mise en demeure restée sans résultat, prend les mesures nécessaires. Il est procédé à ces mesures aux frais des communes.

Art. L. 23 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958). - En cas de condamnation du concessionnaire par application des dispositions de l'article L. 46, le ministre de la santé publique et de la population peut, après avoir entendu le concessionnaire et demandé l'avis du conseil municipal, prononcer la déchéance de la concession, sauf recours devant la juridiction administrative. La décision du ministre est prise après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

#### Section II. - Des distributions privées

Art. L. 24 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958). - L'embouteillage de l'eau destinée à la consommation publique, ainsi que le captage et la distribution d'eau d'alimentation humaine par un réseau d'adduction privé sont soumis à l'autorisation du préfet.

Cette autorisation peut être suspendue ou retirée par le préfet dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article L. 25-1 du présent code.

(1) Voir décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 (J.O. du 4 janvier 1989).

AS1 - 6/9

#### Section III. - Dispositions communes

Art. L. 25 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958). - Sont interdites les amenées par canaux à ciel ouvert d'eau destinée à l'alimentation humaine, à l'exception de celles qui, existant à la date du 30 octobre 1935, ont fait l'objet de travaux d'aménagement garantissant que l'eau livrée est propre à la consommation.

Art. L. 25-1 (Ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958).,- Un règlement d'administration publique pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France déterminera les modalités d'application des dispositions du présent chapitre et notamment celles du contrôle de leur exécution, ainsi que les conditions dans lesquelles les personnes ou entreprises visées par lesdite.s dispositions devront rembourser les frais de ce contrôle (1).

(l) Voir décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 (J.O. du 4 janvier 1989).

#### SOURCES D'EAUX MINERALES

Section 1. - Déclaration d'intérêt public des sources, des servitudes et des droits qui en résultent

Art. L. 735. - Les sources d'eaux minérales peuvent être déclarées d'intérêt public, après enquête, par décret pris en Conseil d'Etat.

Art. L. 736. - Un périmètre de protection peut être assigné, par décret pris dans les formes établies à l'article précédent, à une source déclarée d'intérêt public.

Ce périmètre peut être modifié si de nouvelles circonstances en font reconnaître la nécessité.

Art. L. 737. - Aucun sondage, aucun travail souterrain ne peuvent être pratiqués, dans le périmètre de protection d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, sans autorisation préalable.

A l'égard des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, le décret qui fixe le périmètre de protection peut exceptionnellement imposer aux propriétaires l'obligation de faire, au moins un mois à l'avance, une déclaration au préfet, qui en délivrera récépissé.

Art. L. 738. - Les travaux énoncés à l'article précédent et entrepris, soit en vertu d'une autorisation régulière, soit après une déclaration préalable, peuvent, sur la demande du propriétaire de la source, être interdits par le préfet, si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu.

L'arrêté du préfet est exécutoire par provision, sauf recours au tribunal administratif et au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Art. L. 739. - Lorsque, à raison de sondages ou de travaux souterrains entrepris en dehors du périmètre et jugés de nature à altérer ou diminuer une source minérale déclarée d'intérêt public, l'extension du périmètre paraît nécessaire, le préfet peut, sur la demande du propriétaire de la source, ordonner provisoirement la suspension des travaux.

Les travaux peuvent être repris si, dans le délai de six mois, il n'a pas été statué sur l'extension du périmètre.

Art. L. 740. - Les dispositions de l'article précédent s'appliquent à une source minérale déclarée d'intérêt public, à laquelle aucun périmètre n'a été assigné.

Art. L. 741 (Décret nº 84-896 du 3 octobre 1984, art. 3). - Dans l'intérieur du périmètre de protection, le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public a le droit de faire dans le terrain d'autrui, à l'exception des maisons d'habitation et des cours attenantes, tous les travaux de captage et d'aménagement nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, lorsque ces travaux ont été autorisés (f).

Le propriétaire du terrain est entendu dans l'instruction.

Art. L. 742. - Le propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public peut exécuter, sur son terrain, tous les travaux de captage et d'aménagement nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, un mois après la communication faite de ses projets au préfet.

En cas d'opposition par le préfet, le propriétaire ne peut commencer ou continuer les travaux qu'après autorisation du ministre de la santé publique et de la population.

A défaut de cette décision dans le délai de trois mois, le propriétaire peut exécuter les travaux.

Art. L. 743. - L'occupation d'un terrain compris dans le périmètre de protection, pour l'exécution des travaux prévus par l'article L. 741 ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un arrêté du préfet, qui en fixe la durée.

Lorsque l'occupation d'un terrain compris dans le périmètre prive le propriétaire de la jouissance du revenu au-delà du temps d'une année ou lorsque, après les travaux, le terrain n'est plus propre à l'usage auquel il était employé, le propriétaire dudit terrain peut exiger du propriétaire de la source l'acquisition du terrain occupé ou dénaturé. Dans ce cas, l'indemnité est réglée suivant les formes prescrites par les décrets des 8 août et 30 octobre 1935. Dans aucun cas, l'expropriation ne peut être provoquée par le propriétaire de la source.

Art. L. 744. - Les dommages dus par suite de suspension, interdiction ou destruction de travaux dans les cas prévus aux articles L. 738, L. 739 et L. 740 ci-dessus, ainsi que ceux dus à raison de travaux exécutés en vertu des articles L. 741 et L. 743 sont à la charge du propriétaire de la source. L'indemnité est réglée à l'amiable ou par les tribunaux.

Dans les cas prévus par les articles L. 738, L. 739 et L. 740 ci-dessus, l'indemnité due par le propriétaire de la source ne peut excéder le montant des pertes matérielles qu'à éprouvées le propriétaire du terrain et le prix des travaux devenus inutiles, augmenté de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

(l) L'autorisation mentionnée à l'article L. 741 fait l'objet d'une décision du commissaire de la République de département du lieu des travaux (Décret n° 84-896 du 3 octobre 1984, art. 4).

AS1 - 8/9

Art. L. 745. - Les décisions concernant l'exécution ou la destruction des travaux sur le terrain d'autrui ne peuvent être exécutées qu'après le dépôt d'un cautionnement dont l'importance est fixée par le tribunal et qui sert de garantie au paiement de l'indemnité dans les cas énumérés en l'article précédent.

L'Etat, pour les sources dont il est propriétaire, est 'dispensé du cautionnement.

Art. L. 746. - (Abrogé par ordonnance  $n^\circ$  58-997 du 23 octobre 1958, art. 56.)

## SERVITUDE EL11

\*\*\*\*

## SERVITUDE RELATIVE AUX INTERDICTIONS D'ACCES GREVANT LES PROPRIETES LIMITROPHES DES ROUTES EXPRESS ET DES DEVIATIONS D'AGGLOMERATIONS

\*\*\*

## I. - GENERALITES

Servitudes relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express.

Servitudes relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des déviations d'agglomérations.

Code de la voirie routière : articles L. 151-1 à L. 151-5 et R. 151-1 à R. 151-7 pour les routes express), L. 152-1 à L. 152-2 et R. 152-1 à R. 152-2 (pour les déviations d'agglomérations).

Circulaire n° 71-79 du 26 juillet 1971 (transports).

Circulaire n° 71-283 du 27 mai 1971 relative aux voies express et déviations à statut départemental et communal.

Circulaire du 16 février 1987 (direction des routes) relative aux servitudes d'interdiction d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomérations.

Circulaire n° 87-97 du 1er décembre 1987 relative à l'interdiction d'accès le long des déviations d'agglomérations.

Ministère chargé de l'équipement (direction des routes).

Ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales).

EL11 - 1/6

#### II. - PROCEDURE D'INSTITUTION

#### A. - PROCEDURE

#### Routes express

Le caractère de route express est conféré à une voie existante ou à créer après enquête publique et avis des collectivités intéressées :

- par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé de la voirie routière nationale, lorsqu'il s'agit de voies ou de sections de voies appartenant au domaine public de l'Etat ;
- par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre de l'intérieur lorsqu'il s'agit de voies ou de sections de voies appartenant au domaine public des départements ou des communes (art. R. 151-1 du code de la voirie routière).

Ce décret prononce le cas échéant, la déclaration d'utilité publique des travaux en cas de création de voies (art. L. 151-2 du code de la voirie routière).

Les avis des collectivités locales doivent être donnés par leurs assemblées délibérantes dans le délai de deux mois. L'absence d'avis dans ce délai vaut avis favorable (art. L. 151-2 du code de la voirie routière) (1).

L'enquête publique est effectuée dans les formes définies aux articles R. 11-3 et suivants du code de l'expropriation (art. R. 151-3 du code de la voirie routière).

Lorsqu'il s'agit d'une voie à créer, l'enquête publique peut être confondue avec l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux. Le commissaire enquêteur doit alors émettre des avis distincts pour chacun des deux objets de l'enquête (art. L. 151-2 et R. 151-3)

Le dossier soumis à l'enquête comprend, outre les documents énumérés à l'article R. 11-3 du code de l'expropriation :

- un plan général de la voie, indiquant les limites entre lesquelles le caractère de route express doit lui être conféré ;
- l'indication des dispositions prévues pour l'aménagement des points d'accès à la route express et pour le rétablissement des communications ;
- la liste des catégories de véhicules ou d'usagers auxquels tout ou partie de la voie express sera en permanence interdit.

(1) Suivant qu'il s'agit de voies départementales ou communales, l'initiative relève du département ou de la commune. C'est donc moins un avis qui est attendu de la collectivité maître d'ouvrage qu'une délibération exprimant clairement sa volonté.

Le plus souvent d'autres collectivités se trouvent concernées par sa décision, soit en raison des conséquences que la route express ne peut manquer d'avoir sur l'environnement, soit qu'il convienne de réaliser un maillage rationnel du réseau rapide et, a cet effet, d'éviter des initiatives concurrentielles.

Il faut noter que les avis défavorables n'emportent pas eux-mêmes le rejet du projet. Il est bien évident cependant que la décision a prendre serait compromise par la présence dans le dossier d'oppositions caractérisées.

EL11 - 2/6

Une enquête parcellaire est effectuée dans les conditions définies aux articles R. 11-19 et suivants du code de l'expropriation. Toutefois, le dossier soumis à enquête comprend, outre les documents énumérés à l'article R. 11-19 dudit code, une notice accompagnée des plans nécessaires précisant les dispositions prévues pour assurer :

- le désenclavement des parcelles que la réalisation de la voie doit priver d'accès, lorsqu'il s'agit de la construction d'une route express ;
- le rétablissement de la desserte des parcelles privées du droit d'accès à la voie, lorsqu'il s'agit de conférer le caractère de route express à une voie ou section de voie existante.

Dans ce dernier cas, un plan est approuvé dans les formes prévues pour les plans d'alignement des voies de la catégorie domaniale à laquelle appartient la route express (art. R. 151-4 du code de la voirie routière).

A dater de la publication du décret conférant à une voie ou section de voie, le caractère de voies express, aucun accès ne peut être créé ou modifié par les riverains.

L'aménagement des points d'accès nouveaux et la suppression des points d'accès existants peuvent être autorisés par arrêté ministériel pris après enquête publique et avis des collectivités locales intéressées, sans préjudice de l'application des règles d'urbanisme prévues notamment aux articles L. 121-I et suivants du code de l'urbanisme.

Si la création ou la suppression des points d'accès sur une route express existante n'est pas compatible avec les prescriptions d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé, l'enquête doit porter, à la fois, sur l'utilité de l'aménagement projeté et sur la modification du plan. La décision concernant les accès ne peut être prise qu'après l'approbation de la modification du plan d'occupation des sols (art. R. 151-5 du code de la voirie routière).

Le retrait du caractère de route express est décidé par décret pris dans les mêmes conditions que celui conférant ce caractère (art. R. 151-6 du code de la voirie routière). Toutefois, le dossier soumis à enquête publique ne comprend que les documents suivants :

- une notice explicative;
- un plan de situation;
- un plan général de la route indiquant les limites entre lesquelles le caractère de route express sera supprimé.

## Déviations d'agglomérations

Dans le cas de déviation d'une route à grande circulation; au sens du code de

EL11 - 3/6

la route, s'il y a lieu à expropriation, l'enquête publique est effectuée dans les mêmes formes que pour la création des voies express (art. R. 152-2 du code de la voirie routière) (1). Le dossier soumis à enquête comprend les mêmes documents, exception faite de la liste des catégories de véhicules et d'usagers qui sont en permanence interdits sur la voie express.

L'enquête parcellaire est effectuée dans les mêmes conditions que pour la création de voies express (art. R. 152-2 du code de la voirie routière).

#### **B. - INDEMNISATION**

Aucune indemnisation n'est prévue.

#### C - PUBLICITE

Publication au *Journal officiel* du décret pris en Conseil d'Etat conférant le caractère de route express à une voie existante ou à créer.

Publication au *Journal officiel* du décret approuvant les déviations de routes nationales ou locales.

Publication au *Journal officiel* de l'arrêté ministériel autorisant l'aménagement des points d'accès nouveaux et la suppression des points d'accès existants des routes express ou des déviations d'agglomérations.

Eventuellement celle inhérente à la procédure d'expropriation.

(1) Les déviations de routes nationales ou locales ne nécessitant pas l'intervention d'un décret en Conseil d'Etat, le préfet reste compétent pour déclarer l'utilité publique du projet de déviation (tribunal administratif de Nantes, 7 mai 1975, "Les amis des sites de la région de Mesquer" rec., p. 718 Conseil d'Etat, consorts Tacher et autres, req. nº4523 et 4524).

#### III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité dans le décret (en Conseil d'Etat) de classement d'interdire, sur tout ou partie d'une route express, l'accès de certaines catégories d'usagers ou de véhicules (art. R. 151-2 du code de la voirie routière). Le préfet peut interdire les leçons de conduite automobile, les essais de véhicule ou de châssis, les courses,

EL11 - 4/6

épreuves ou compétitions sportives (art. 7 du décret n° 70-759 du 18 août 1970 non codifié dans le code de la voirie routière).

Possibilité pour l'administration de faire supprimer aux frais des propriétaires riverains, les accès créés par ces derniers, sur les voies ou sections de voie, après la publication du décret leur conférant le caractère de voies express ou encore après leur incorporation dans une déviation.

Possibilité pour l'administration de faire supprimer toutes publicités lumineuses ou non, visibles des routes express et situées :

- soit hors agglomération et implantées dans une zone de 200 mètres de largeur calculée à partir du bord extérieur de chaque chaussée de ces routes express ou encore, celles qui au-delà de cette zone n'auraient pas fait l'objet d'une autorisation préfectorale ou seraient contraires aux prescriptions de l'arrêté interministériel qui les réglemente ;
- soit à l'intérieur des agglomérations et non conformes aux prescriptions de l'arrêté conjoint du ministère de l'intérieur et du ministre chargé de l'équipement qui les réglemente.

#### 2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour les propriétaires riverains de procéder à leurs frais à la suppression des accès qu'ils ont établis, sur les voies ou sections de voie, après la publication du décret leur conférant le caractère de route express. Il en est de même, peur les accès établis sur une voie ou section de voie, après leur incorporation dans une déviation.

Obligation pour les propriétaires riverains de demander une autorisation préfectorale pour l'installation de toute publicité lumineuse ou non, visible des routes express et située là où elle reste possible, c'est-à-dire au delà de la zone de 200 mètres de largeur calculée à partir du bord extérieur de chaque chaussée des voies express.

Obligation pour les propriétaires de procéder, sur injonction de l'administration, à la suppression des panneaux publicitaires lumineux ou non, visibles des voies express et implantés irrégulièrement.

#### B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

#### 1 Obligations passives

Interdiction pour les riverains de créer ou de modifier les accès des voies ou sections de voie, à dater soit de la publication du décret leur conférant le caractère de routes express, soit à dater de leur incorporation dans une déviation. Les interdictions applicables aux accès existants ne peuvent entrer en vigueur qu'après rétablissement de la desserte des parcelles intéressées (art. L. 151-3 et L. 152-2 du code de la voirie routière).

EL11 - 5/6

Interdiction pour les riverains d'implanter hors agglomération toute publicité lumineuse ou non, visible des voies express et située dans une zone de 200 mètres de largeur calculée à partir du bord extérieur de chaque chaussée des dîtes voies express, et au-delà de cette zone, sans avoir obtenu préalablement une autorisation préfectorale (art. L. 151-3 et 9 du décret n° 76-148 du II février 1976) (I).

Interdiction pour les riverains d'implanter en agglomération, toute publicité lumineuse ou non, visible des voies express et non conforme à la réglementation édictée par un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de l'équipement et du logement pris à cet effet (art. L. 151-3 du code de la voirie routière).

Ces interdictions ne visent pas les panneaux destinés à l'information touristique des usagers, ni ceux qui signalent la présence d'établissements autorisés sur les emprises du domaine public (décret n° 76-148 du II février 1976).

#### 2 Droits résiduels du propriétaire

Néant

#### **SERVITUDE 14**

\*\*\*\*

## SERVITUDE RELATIVE A L'ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES

\*\*\*\*

#### I - GENERALITES

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (ouvrages du réseau d'alimentation générale et des réseaux de distribution publique).

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Loi du 15 JUIN 1906, article 12, modifiée par les lois du 13 JUILLET 1925 (article 298), et du 4 JUILLET 1935, les décrets du 27 DECEMBRE 1925, 17 JUIN et 12 NOVEMBRE 1938 et décret n° 67-885 du 6 OCTOBRE 1967.

Article 35 de la loi n°46-628 du 8 AVRIL 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n 58-997 du 23 OCTOBRE 1958 (article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 AVRIL 1946.

Décret n° 67-886 du 6 OCTOBRE 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 JUIN 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 93-629 du 25 mars 1993 modifiant le décret du 11 juin 1970 pris pour, l'application de l'article 35 modifié de la loi n°46-628 du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

I4 – 1/5

#### II - PROCEDURE D'INSTITUTION

#### A - PROCEDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (article 35 de la loi du 8 AVRIL 1946)

- aux lignes placées, sous le régime de la concession ou de la régie, réalisées avec le concours financier de l'Etat, des Départements, des Communes ou Syndicats de Communes (article 298 de la loi du 13 juillet 1925), et non déclarées d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes sans recours à l'expropriation est obtenue conformément aux dispositions du décret 93.629 du 25 mars 1993 susvisé.

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au Préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C. La circulaire du 24 juin 1970 reste applicable en son titre II sur l'établissement des servitudes.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance desdites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (décret du 6 octobre 1967, article 1).

#### **B** - INDEMNISATION

Les indemnités, dues à raison des servitudes, sont prévues par la loi du 15 JUIN 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes.

Le préjudice, purement éventuel et non évaluable en argent ne peut motiver l'allocation de dommages et intérêts, mais le préjudice futur, conséquence certaine et directe de l'état actuel des choses, peut donner lieu à indemnisation.

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires résulte de conventions intervenues en Electricité de France et l'Assemblée

permanente des Chambres d'Agriculture et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet.

En cas de litige l'indemnité est fixé par le Juge de l'expropriation conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 6 Octobre 1967 (article 20 du décret du 11 Juin 1970).

Ces indemnités sont à la charge du maître d'ouvrage de la ligne. Leurs modalités de versement sont fixées par l'article 20 du décret du 11 Juin 1970.

Les indemnisations dont il est fait état ne concernent pas la réparation des dommages survenus à l'occasion des travaux et qui doivent être réparés comme dommages de travaux publics.

#### C - PUBLICITE

Affichage en Mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté par les Maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concernés par les servitudes.

#### III - EFFETS DE LA SERVITUDE :

## A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1 - Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, sous les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitudes d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient ou non closes ou bâties (servitudes de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitudes d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 DECEMBRE 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des clôtures.

Droit pour le bénéficiaire de couper les arbres et les branches qui se trouvent à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

#### 2 - Obligations de faire imposées au propriétaire

NEANT

#### **B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL**

#### 1 - Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible et s'il est nécessaire d'accéder sur des toits ou terrasses.

#### 2 - Droits résiduels du propriétaire

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir ; ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée, l'entreprise exploitante.

Les règles déterminant les distances à respecter entre les ouvrages et toute construction sont indiquées dans l'arrêté interministériel du 2 AVRIL 1991 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Les travaux à proximité de ces ouvrages sont réglementés par le décret n° 65-48 du 8 JANVIER 1965, le décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution et par arrêté du 16 novembre 1994 portant application des articles 3,4,7 et 8 du décret susvisé de 1991.

Tout projet de construction à proximité des ouvrages existants repris ci-dessous, doit être adressé aux exploitants conformément aux dispositions du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et à l'arrêté d'application du 16 novembre 1994.

I4 - 5/5

## **SERVITUDE Int1**



\*\*\*

#### SERVITUDES AU VOISINAGE DES CIMETIERES

\*\*\*

## I. - GENERALITES

Servitudes de voisinage frappant les terrains non bâtis, sur une distance de 100 mètres (1) des nouveaux cimetières transférés

- servitude non aedificandi.
- servitudes relatives aux puits.

Code Général des Collectivités Territoriales, article L. 2223-5. - Servitudes.

Code de l'urbanisme, articles L. 421-1, L. 422-2, R. 421-38-19 et R. 422-8.

Code Général des Collectivités Territoriales, articles 2223-1, 2223.5 et articles R. 361-1, R. 361-2.

Circulaire n° 75-669 du ministère de l'intérieur en date du 29 décembre 1975, relative à la création et à l'agrandissement des cimetières.

Circulaire n° 78-195 du ministère de l'intérieur en date du 10 mai 1978 relative à la création, à la translation et à l'agrandissement des cimetières.

Loi n° 85-772 du 25 juillet 1985 (art. 45) modifiant l'article L. 2223-19 du code Général des Collectivités Territoriales.

Décret n° 86-272 du 24 février 1986 pris en application de l'article 45 de la loi du 25 juillet 1985 visée ci-dessus.

Circulaire du ministère de l'intérieur en date du 3 mars 1986 pour l'application de l'article 45 de la loi du 25 juillet 1985 modifiant l'article L. 2223-1 du code. Général des Collectivités Territoriales

Ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales).

INT1 - 1/5

#### **II - PROCEDURE D'INSTITUTION**

#### A - PROCEDURE

Les servitudes résultant du voisinage d'un cimetière (servitude *non aedificandi* et servitudes relatives aux puits) instituées par l'article L. 361-4 du code des communes s'étendent dans un rayon de 100 mètres autour du cimetière, et s'appliquent aux cimetières transférés hors des communes urbaines ou des périmètres d'agglomération (art. L. 361-1, alinéa 2, du code des communes).

Ont le caractère de communes urbaines, les communes dont la population agglomérée compte plus de 2 000 habitants et celles qui appartiennent en totalité ou en partie à une agglomération de plus de 2 000 habitants (art. R. 361-3 du code des communes). Cette définition recouvre la notion d'unités urbaines au sens de l'I.N.S.E.E. Il s'agit aussi bien des agglomérations urbaines multicommunales que de villes isolées.

Le chiffre de 2 000 habitants ne concerne que la population agglomérée, c'està-dire résidant à l'intérieur du périmètre d'agglomération. Il convient de définir le périmètre d'agglomération conformément aux termes utilisés par la jurisprudence (Conseil d'Etat, arrêt "Toret" du 23 décembre 1887, rec., p. 854), c'est-à-dire par les "périmètres extérieurs des constructions groupées ou des enclos qu'ils joignent immédiatement" (Voir circulaire du 3 mars 1986 sur la création et l'agrandissement des cimetières).

Dans les communes urbaines et dans les périmètres d'agglomération, la création ou l'agrandissement des cimetières à moins de 35 mètres des habitations nécessite une autorisation préfectorale (art. L. 361-1, alinéa 2, du code des communes). La servitude frappe donc la partie de l'agglomération située entre 35 et 100 mètres. Cependant, dans la pratique administrative, quand une commune a transféré son cimetière à moins de 35 mètres de l'agglomération, on admet qu'il ne serait ni équitable ni d'ailleurs vraiment utile d'appliquer avec rigueur le régime de servitude du côté des habitations déjà existantes. C'est donc seulement du côté des terrains non bâtis que l'on fait porter les servitudes (circulaire nº 78-195 du 10 mai 1978).

Lesdites servitudes s'appliquent également aux terrains voisins des cimetières établis dès l'origine hors des communes et à moins de 35 mètres de l'enceinte de la commune (circulaire n° 78-195 du 10 mai 1978, 2e partie, § A 20 b).

Aucune servitude ne frappe les fonds attenants à un cimetière situé en tout ou partie dans l'enceinte de la commune et qui n'a pas été transféré, sauf dans l'hypothèse où le cimetière a été désaffecté pour la partie située à moins de 35 mètres et s'il a été agrandi au moyen de terrains qui, eux, sont situés à la distance légale de l'agglomération (circulaire du 10 mai 1978, 2e partie, § A 20 a).

(1) La distance de 100 mètres se calcule à partir de la limite du cimetière.

INT1 - 2/5

#### **B-INDEMNISATION**

La servitude *non aedificandi* instituée par l'article L. 361-4 du code des communes ne paraît pas devoir permettre aux propriétaires voisins des cimetières transférés d'obtenir une indemnisation (Conseil d'Etat, 1er octobre 1971, consorts Vitrin : rec., p. 574), le juge administratif imposant à ces propriétaires qu'ils apportent la preuve difficile d'un préjudice direct, certain, grave et spécial (Conseil d'Etat, 14 mars 1986, commune de Gap-Romette contre consorts Beraud, reg. 1158).

#### C - PUBLICITE

Néant.

#### III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Néant.

#### 2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour le propriétaire, sur injonction de l'administration, de procéder à la démolition des bâtiments comportant normalement la présence de l'homme (1) ou au comblement des puits établis sans autorisation à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières transférés hors des communes.

Obligation pour le propriétaire, après visite contradictoire d'experts et en vertu d'un arrêté préfectoral pris sur demande de la police locale, de procéder au comblement des puits (art. L. 361-4, alinéa 3, du code des communes).

## B. - LIMITATIONS AU DROIT D'OCCUPER LE SOL

#### 1 Obligations passives

Interdiction sans autorisation de l'autorité administrative, d'élever aucune habitation, ni de creuser aucun puits à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières transférés ou créés hors des communes (art. L. 361-4 du code des communes).

#### 2 Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire d'obtenir l'autorisation de l'autorité administrative d'élever des constructions comportant normalement la présence de l'homme ou de creuser des puits à moins de 100 mètres des "nouveaux cimetières transférés hors des communes". Dans le cas de construction soumise à permis de construire, ce dernier ne peut être délivré qu'avec l'accord du maire. Cet accord est réputé donné à défaut de réponse dans un délai d'un mois suivant le dépôt de la demande de permis de construire (R. 421-38-19 du code de l'urbanisme).

(1) La servitude non aedificandi est interprétée strictement, ainsi ne s'applique-t-elle pas à un hangar pour automobiles (Conseil d'Etat, Il mai1938, suc., rec., p. 410).

INT1 - 3/5

Obligation pour le propriétaire d'obtenir l'autorisation du maire pour l'augmentation ou la restauration des bâtiments existants comportant normalement la présence de l'homme.

Si les travaux projetés sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-19 dudit code. L'autorité ainsi consultée fait' connaître son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. Faute de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

L'autorisation délivrée à un propriétaire de construire sur son terrain à une 'distance de moins de 100 mètres du cimetière, entraîne l'extinction de la servitude non aedificandi au profit des propriétaires successifs de ce terrain (servitude réelle qui suit le fonds en quelques mains qu'il passe).

INT1 - 4/5

#### **CODE DES COMMUNES**

Art. L. 361-1 (Remplacé par loi n° 85-772, 25 juillet 1985, art. 45). - Des terrains sont spécialement consacrés par chaque commune à l'inhumation des morts

Dans les communes urbaines et à l'intérieur du périmètre d'agglomération, la création d'un cimetière et son agrandissement à moins de 35 mètres des habitations sont autorisés par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

Art. L. 361-4 (Loi nº 82-213 du 2 mars 1982, art. 21). - Nul ne peut, sans autorisation, élever aucune habitation ni creuser aucun puits à moins de cent mètres des nouveaux cimetières transférés hors des communes.

Les bâtiments existants ne peuvent être ni restaurés ni augmentés sans autorisation.

Les puits peuvent, après visite contradictoire d'experts, être comblés par décision du représentant de l'Etat dans le département.

Art. L. 361-6. - En cas de translation de cimetières, les cimetières existants sont fermés dès que les nouveaux emplacements sont disposés à recevoir les inhumations. Ils restent dans l'état où ils se trouvent, sans que l'on en puisse faire usage pendant cinq ans.

Toutefois, les inhumations peuvent continuer à être faites dans les caveaux de famille édifiés dans les cimetières désaffectés, à concurrence du nombre de places disponibles au moment de la fermeture de ces cimetières, à condition que ceux-ci satisfassent aux prescriptions légales d'hygiène et de salubrité et que l'affectation du sol à un autre usage ne soit pas reconnue d'utilité publique.

- Art. L. 361-7. Passé le délai de cinq ans, les cimetières désaffectés peuvent être affermés par les communes auxquelles ils appartiennent, mais à condition qu'ils ne soient qu'ensemencés ou plantés, sans qu'il puisse être fait aucune fouille ou fondation pour des constructions de bâtiment jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.
- Art. R. \* 361-1. Les dispositions législatives qui prescrivent la translation des cimetières hors des villes et bourgs peuvent être appliquées à toutes les communes.
- Art. R. \* 361-2. La translation du cimetière, lorsqu'elle devient nécessaire, est ordonnée par un arrêté du préfet, après avis du conseil municipal de la commune.

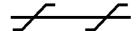
Le préfet détermine également le nouvel emplacement du cimetière, après avis du conseil municipal, et après enquête de commodo et incommodo.

Art. R. \* 361-3 (Décret n° 86-272 du 24 février 1986). - Ont le caractère de communes urbaines, pour l'application du deuxième alinéa de l'article L. 361-1, les communes dont la population agglomérée compte plus de 2 000 habitants et celles qui appartiennent, en totalité ou en partie, à une agglomération de plus de 2 000 habitants.

L'autorisation prévue par le même article est accordée après enquête de commodo et incommoda et avis du conseil départemental d'hygiène.

Art. R. 361-5. - Dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article L. 361-4, la décision de combler les puits est prise par arrêté du préfet à la demande de la police locale.

## **SERVITUDE PT3**



\*\*\*\*

# SERVITUDES RELATIVES AUX COMMUNICATIONS TELEPHONIQUES ET TELEGRAPHIQUES

\*\*\*

#### I - GENERALITES

Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement et le fonctionnement des lignes et des installations de télécommunication (lignes et installations téléphoniques et télégraphiques).

Code des postes et télécommunications, articles L. 45-1 à L. 53 et R 20-55 à R 20-62.

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

Ministère de la défense.

\*\*\*\*

#### **II. - PROCEDURE D'INSTITUTION**

#### A. - PROCEDURE

Articles R 20-55 à R 20-62 du code des Postes et Télécommunications (décret n° 97-683 du 30 mai 1997 relatif aux servitudes).

Article R 20-55: Lorsqu'il demande l'institution de la servitude prévue à l'article 45-1, l'opérateur autorisé en vertu de l'article L 33-1 adresse au maire de la commune dans laquelle est située la propriété sur laquelle il envisage d'établir l'ouvrage, en autant d'exemplaires qu'il y a de propriétaires ou, en cas de copropriété, de syndics concernés plus trois, un dossier indiquant :

1° La localisation cadastrale de l'immeuble, du groupe d'immeubles ou de la propriété non bâtie, accompagnée de la liste des propriétaires concernés ;

2° Les motifs qui justifient le recours à la servitude ;

PT3 - 1/4

3° L'emplacement des installations, à l'aide notamment d'un schéma. Une notice précise les raisons pour lesquelles, en vue de respecter la qualité esthétique des lieux et d'éviter d'éventuelles conséquences dommageables pour la propriété, ces modalités ont été retenues; elle précise éventuellement si l'utilisation d'installations existantes est souhaitée ou, à défaut, les raisons pour lesquelles il a été jugé préférable de ne pas utiliser ou emprunter les infrastructures existantes. Un échéancier prévisionnel de réalisation indique la date de commencement des travaux et leur durée prévisible.

ARTICLE R 20-56: Le maire notifie dans un délai d'un mois au propriétaire ou, en cas de copropriété, au syndic identifié, en tant que de besoin, dans les conditions prévues par l'article R 11-19 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, ou à toute personne habilitée à ,recevoir la notification au nom des propriétaires, le nom ou la raison sociale de l'opérateur qui sollicite le bénéfice de la servitude. Cette notification est accompagnée du dossier constitué par le demandeur de la servitude prévu à l'article R 20-55.

ARTICLE R 20-57: Dans le mois à compter de la réception de la demande, le maire invite, le cas échéant, le demandeur à se rapprocher du propriétaire d'installations existantes, auquel il notifie cette invitation simultanément. En cas d'échec des négociations de partage des installations constaté par une partie, l'opérateur peut confirmer au maire sa demande initiale dans un délai maximal de trois mois, le cas échéant prolongé jusqu'à la décision de l'autorité de régulation des télécommunications si cette dernière est saisie, à compter de l'invitation à partager les installations prévues, en précisant les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible d'utiliser les installations existantes.

ARTICLE R 20-58: Dans le mois suivant l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 48 du code des postes et télécommunications, qui ne peut être supérieur à quatre mois, et au vu des observations qui ont été présentées, le maire agissant au nom de l'Etat institue la servitude. Cet arrêté spécifie les opérations que comportent la réalisation et l'exploitation des installations et mentionne les motifs qui justifient l'institution de la servitude et le choix de l'emplacement. Aux frais du pétitionnaire, l'arrêté du maire est notifié au propriétaire ou, en cas de copropriété, au syndic et affiché à la mairie.

<u>ARTICLE R 20-59</u> : Les travaux ne peuvent commencer qu'après que l'arrêté du maire a été notifié et publié dans les conditions prévues à l'article précédent.

ARTICLE R 20-60: L'identité des agents mandatés par l'opérateur autorisé ou par une société mandatée par celui-ci pour l'exécution des travaux et la date de commencement des travaux sont indiqués sur une liste portée à la connaissance du propriétaire ou de son mandataire ou, en cas de copropriété, du syndic par le bénéficiaire de la servitude huit jours au moins avant la date prévue de la première intervention. Elle est établie par le bénéficiaire de la servitude et transmise au propriétaire. Toute modification de la liste des agents mandatés est notifiée par le bénéficiaire de la servitude au propriétaire ou à son mandataire ou, en cas de copropriété, au syndic. Les agents des opérateurs autorisés doivent être munis d'une attestation signée par le bénéficiaire de la servitude et de l'entreprise à laquelle appartient cet agent pour accéder à l'immeuble, au lotissement ou à la propriété non bâtie.

ARTICLE R 20-61 : L'arrêté instituant la servitude est périmé de plein droit si l'exécution des travaux n'a pas commencé dans les douze mois suivant sa publication.

**ARTICLE R 20-62**: Le schéma des installations après la réalisation des travaux est adressé par le bénéficiaire de la servitude au propriétaire ou à son mandataire ou, en cas de copropriété, au syndicat représenté par le syndic.

Arrêté périmé de plein droit dans les six mois de sa date ou les trois mois de sa notification, s'il n'est pas suivi dans ces délais d'un commencement d'exécution (art. L. 53 dudit code).

#### **B. - INDEMNISATION**

Le bénéficiaire de la servitude est responsable de tous les dommages qui trouvent leur origine dans les équipements du réseau. Il est tenu d'indemniser l'ensemble des préjudices directs et certains causés tant par les travaux d'installation et d'entretien que par l'existence ou le fonctionnement des ouvrages. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par la juridiction de l'expropriation saisie par la partie la plus diligente (article L 48 alinéa 6 du code des Postes et Télécommunications).

#### C. - PUBLICITE

Articles R 20-55 à R 20-59 du code des Postes et Télécommunications).

#### III - EFFETS DE LA SERVITUDE

## A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Les opérateurs titulaires de l'autorisation prévue à l'article L 33.1 du code des Postes et Télécommunications bénéficient de servitudes instituées par l'article L 45.1 du même code permettant l'installation et l'exploitation des équipements du réseau d'une part dans les parties... (article L 48 alinéa 1 du code des Postes et Télécommunications).

## 2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

#### B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

## 1 Obligations passives

Pour l'étude, la réalisation et l'exploitation des installations, l'introduction des agents des exploitants autorisés doit être accordée par le propriétaire. A défaut d'accord amiable, le président du tribunal de Grande Instance doit l'autoriser (article L 48, alinéa 5 du code des Postes et Télécommunications).

PT3 - 3/4

## 2 Droits résiduels du propriétaire

Droit pour le propriétaire d'entreprendre des travaux de démolition, réparation, surélévation ou clôture sous condition de prévenir le bénéficiaire de la servitude trois mois avant le début des travaux (art. L. 48 alinéa 4 du code des postes et des télécommunications).

Droit pour le propriétaire, à défaut d'accord amiable avec l'administration, de demander le recours à l'expropriation, si l'exécution des travaux entraîne une dépossession définitive.

## **SERVITUDE T1**



\*\*\*

## ZONE FERROVIAIRE EN BORDURE DE LAQUELLE PEUVENT S'APPLIQUER LES SERVITUDES RELATIVES AU CHEMIN DE FER

\*\*\*

#### I. - GENERALITES

Servitudes relatives aux chemins de fer.

Servitudes de grande voirie:

- alignement
- occupation temporaire des terrains en cas de réparation
- distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés
- mode d'exploitation des mines, carrières et sablières.

Servitudes spéciales pour les constructions, les excavations et les dépôts de matières inflammables ou non.

Servitudes de débroussaillement.

Loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer - Décret du 22 mars 1942.

Code minier, articles 84 (modifié) et 107.

Code forestier, articles L. 322-3 et L. 322-4

Loi du 29 décembre 1892 (occupation temporaire).

Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié en son article 6 par la loi du 27 octobre 1942 relatif à la servitude de visibilité concernant les voies publiques et les croisements à niveau.

T1 - 1/6

Décret n° 59.962 du 31 juillet 1959 modifié concernant l'emploi des explosifs dans les minières et carrières.

Décret du 14 mars 1964 relatif aux voies communales

Décret n° 69.601 du 10 juin 1969 relatif à la suppression des installations lumineuses de nature à créer un danger pour la circulation des trains.

Décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives et circulaire d'application du 7 mai 1980 et documents annexes à la circulaire.

Fiche note 11-18 BIG n° 78-04 du 30 mars 1978.

Ministère chargé des transports (direction des transports terrestres).

#### II. - PROCEDURE D'INSTITUTION

#### A. - PROCEDURE

Application des dispositions de la loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer, qui a institué des servitudes à l'égard des propriétés riveraines de la voie ferrée.

Sont applicables aux chemins de fer:

- les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, haies et ouvrages, le passage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques (art. 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée)
- les servitudes spéciales qui font peser des charges particulières sur les propriétés riveraines afin d'assurer le bon fonctionnement du service public que constituent les communications ferroviaires (art. 5 et suivants de la loi du 15 juillet 1845 modifiée)
- les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics (loi du 29 décembre 1892 sur l'occupation temporaire).

Les servitudes de grande voirie s'appliquent dans des conditions un peu particulières.

#### **Alignement**

L'obligation d'alignement s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que les gares, les cours de gare et avenues d'accès non classées dans une autre voirie;

T1 - 2/6

L'obligation d'alignement ne concerne pas les dépendances qui ne font pas partie du domaine public où seule existe une obligation éventuelle de bornage à frais communs.

L'alignement, accordé et porté à la connaissance de l'intéressé par arrêté préfectoral, a pour but essentiel d'assurer le respect des limites des chemins de fer.

L'administration ne peut pas, comme en matière de voirie, procéder à des redressements, ni bénéficier de la servitude de reculement (Conseil d'Etat, 3 juin 1910, Pourreyron).

#### Mines et carrières

Les travaux de recherche et d'exploitation de mines et carrières à ciel ouvert et de mines et carrières souterraines effectués à proximité d'un chemin de fer ouvert au service public doivent être exécutés dans les conditions prévues par les articles 1er et 2 du titre "Sécurité et salubrité publique" du règlement général des industries extractives, institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié et complété par les documents annexes à la circulaire d'application du 7 mai 1980.

La modification des distances limites et des zones de protection peut être effectuée par le préfet après avis du directeur interdépartemental de l'industrie, dans la limite où le permettent ou le commandent la sécurité et la salubrité publiques (art. 3, alinéa 1, du titre "Sécurité et salubrité publiques").

La police des mines et des carrières est exercée par le préfet, assisté à cet effet par le directeur interdépartemental de l'industrie (art. 3 du décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives).

#### **B. - INDEMNISATION**

L'obligation de procéder à la suppression de constructions existantes au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ouvre droit à indemnité fixée comme en matière d'expropriation (art. 10 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

L'obligation de procéder à la suppression de plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux existants au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ouvre aux propriétaires un droit à indemnité déterminée par la juridiction administrative, selon les règles prévues en matière de dommage de travaux publics.

L'obligation de débroussaillement, conformément aux termes des articles L. 322-3 et L. 322-4 du code forestier, ouvre aux propriétaires un droit à indemnité. En cas de contestation, l'évaluation sera faite en dernier ressort par le tribunal d'instance.

Une indemnité est due aux concessionnaires de mines établies antérieurement, du fait du dommage permanent résultant de l'impossibilité d'exploiter des  $\frac{1}{11-3/6}$ 

minières dans la zone prohibée.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les servitudes applicables aux riverains du chemin de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

#### C. - PUBLICITE

En matière d'alignement, délivrance de l'arrêté d'alignement par le préfet.

#### III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour la S.N.C.F., quand le chemin de fer traverse une zone boisée, d'exécuter à l'intérieur d'une bande de 20 mètres de largeur calculée du bord extérieur de la voie, et après en avoir avisé les propriétaires, les travaux de débroussaillement de morts-bois (Art L 322-3 et L 322-4 du code forestier)

#### 2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour le riverain, avant tous travaux, de demander la délivrance de son alignement.

Obligation pour les propriétaires riverains de procéder à l'élagage des plantations situées sur une longueur de 50 mètres de part et d'autre des passages à niveau ainsi que de celles faisant saillie sur la zone ferroviaire, après intervention pour ces dernières d'un arrêté préfectoral (lois des 16 et 24 août 1970). Sinon intervention d'office de l'administration.

Application aux croisements à niveau non munis de barrières d'une voie publique et d'une voie ferrée des dispositions relatives à la servitude de visibilité figurant au décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Obligation pour les propriétaires, sur ordre de l'administration, de procéder, moyennant indemnité, à la suppression des constructions, plantations, excavations, couvertures de chaume, amas de matériaux combustibles ou non, existants dans les zones de protection édictées par la loi du 15 juillet 1845 modifiée, et pour l'avenir lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (art. 10 de la loi du 15 juillet 1845).

En cas d'infraction aux prescriptions de la loi du 15 juillet 1845 modifiée, réprimée comme en matière de contravention de grande voirie, les contrevenants sont condamnés par le juge administratif à supprimer, dans un certain délai, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, dépôts contraires aux prescriptions, faute de quoi la suppression a lieu d'office aux frais du contrevenant (art. 11, alinéas 2 et 3, de la loi du 15 juillet 1845).

T1 - 4/6

## B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

## 1 Obligations passives

Obligation pour les riverains voisins d'un passage à niveau de supporter les servitudes résultant d'un plan de dégagement établi en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié le 27 octobre 1942 concernant les servitudes de visibilité.

Interdiction aux riverains des voies ferrées de procéder à l'édification d'aucune construction autre qu'un mur de clôture, dans une distance de 2 mètres d'un chemin de fer. Cette distance est mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus de remblai, soit du bord extérieur du fossé du chemin et à défaut d'une ligne tracée à 1,50 mètre à partir des rails extérieurs de la voie de fer. L'interdiction s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et non pas aux dépendances du chemin de fer non pourvues de voies: elle concerne non seulement les maisons d'habitation mais aussi les hangars, magasins, écuries, etc. (art. 5 de la loi du 15 juillet 1845).

Interdiction aux riverains des voies ferrées de planter des arbres à moins de 6 mètres et des haies vives à moins de 2 mètres de la limite de la voie ferrée constatée par un arrêté d'alignement. Le calcul de la distance est fait d'après les règles énoncées ci-dessus en matière de construction (application des règles édictées par l'article 5 de la loi du 9 ventôse, An VIII).

Interdiction d'établir aucun dépôt de pierres ou objets non inflammables pouvant être projetés sur la voie à moins de 5 mètres. Les dépôts effectués le long des remblais sont autorisés lorsque la hauteur du dépôt est inférieure à celle du remblai (art. 8 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction d'établir aucun dépôt de matières inflammables et des couvertures en chaume à moins de 20 mètres d'un chemin de fer.

Interdiction aux riverains d'un chemin de fer qui se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel de pratiquer des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus (art. 6 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de déverser leurs eaux résiduelles dans les dépendances de la voie (art. 3 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction de laisser subsister, après mise en demeure du préfet de les supprimer, toutes installations lumineuses et notamment toutes publicités lumineuses au moyen d'affiches, enseignes ou panneaux lumineux ou réfléchissants lorsqu'elles sont de nature à créer un danger pour la circulation des convois en raison de la gêne qu'elles apportent pour l'observation des signaux par les agents des chemins de fer (art. 73-7° du décret 22 mars 1942 modifié).

T1-5/6

## 2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par arrêté préfectoral, une dérogation à l'interdiction de construire à moins de 2 mètres du chemin de fer lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent (art. 9 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Possibilité pour les riverains propriétaires de constructions antérieures à la loi de 1845 ou existantes lors de la construction d'un nouveau chemin de fer de les entretenir dans l'état où elles se trouvaient à cette époque (art. 5 de la loi de 1845 modifiée).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par décision du préfet, une dérogation à l'interdiction de planter des arbres (distance ramenée de 6 mètres à 2 mètres) et les haies vives (distance ramenée de 2 mètres à 0,50 mètre).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'exécuter des travaux concernant les mines et carrières, à proximité des voies ferrées, dans les conditions définies au titre "Sécurité et salubrité publiques" du règlement général des industries extractives institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié et complété par les documents annexes à la circulaire du 7 mai 1980.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des excavations en bordure de voie ferrée en remblai de plus de 3 mètres dans la zone d'une largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesurée à partir du pied du talus, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale délivrée après consultation de la S.N.C.F.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des dépôts d'objets non inflammables dans la zone de prohibition lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent et à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale.

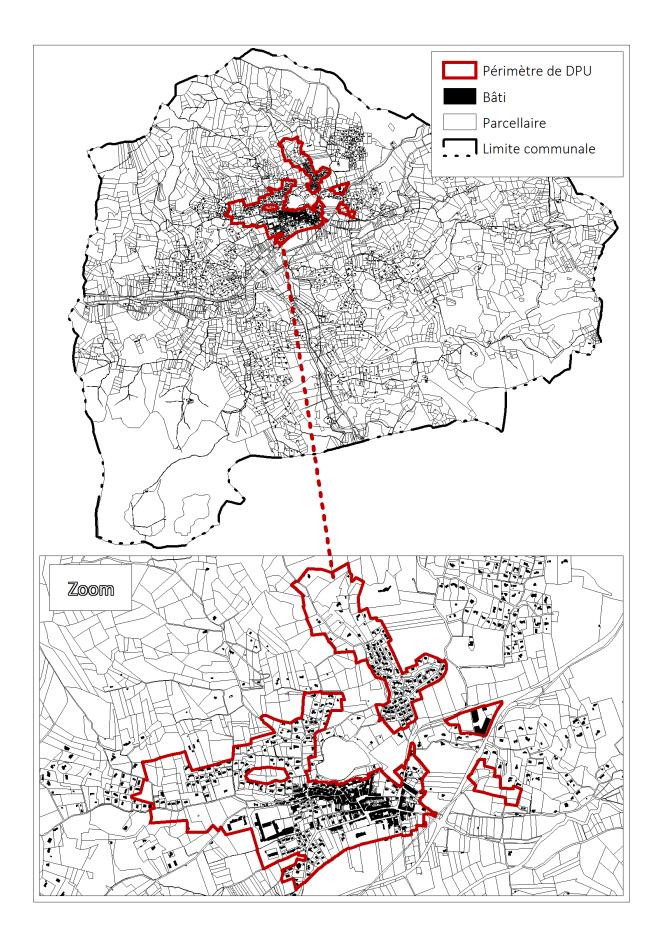
Les dérogations accordées à ce titre sont toujours révocables (art. 9 de la loi de 1845 modifiée).

## 2. Périmètre de Droit de Préemption Urbain

La préemption est une procédure permettant à une collectivité territoriale d'acquérir en priorité, dans certaines zones préalablement définies par elle, un bien immobilier mis en vente par une personne privée (particulier) ou morale (entreprise), dans le but de réaliser des opérations d'aménagement urbain. Le propriétaire du bien n'est alors pas libre de vendre son bien à l'acquéreur de son choix et aux conditions qu'il souhaite.

La collectivité publique ne peut exercer son droit de préemption que dans les zones géographiques bien délimitées au préalable, et uniquement pour mettre en œuvre des opérations d'intérêt général : réalisation d'équipements collectifs, valorisation du patrimoine, lutte contre l'insalubrité, développement d'activités économiques, etc.

Un périmètre de droit de préemption urbain (DPU) correspondant à l'ensemble des zones U et des zones AU du zonage du PLU pourra être pris par une nouvelle délibération lorsque le PLU sera exécutoire. (cf. page suivante).



- 3. Périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres avec prescriptions d'isolement acoustique
- 3.1 Arrêté portant approbation de la révision du classement des Infrastructures Terrestres de Transport (ITT) des Routes Départementales (RD) du Var



Direction départementale des territoires et de la mer du Var

Service environnement et forêt

Pôle environnement et cadre de vie Toulon, le 0 1 AOUT 2014

## ARRETE PREFECTORAL

portant approbation de la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres (ITT) des routes départementales (RD) du département du Var

## LE PREFET DU VAR

Officier de la Légion d'Honneur Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** la Directive 2002/49/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement ;

Vu la loi nº 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit;

 ${f Vu}$  le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L.111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les trois arrêtés ministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment le livre V, titre VII, chapitre Ier, en ses articles L.571-1 et suivants, R.571-1 et suivants et chapitre II, en ses articles L.572-1 et suivants, R.572-1 et suivants;

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles R.123-13, R.123-14, R.123-22;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L.111-11, L.111-11-1, L.111-11-2, R.111-4-1;

page 1 /8

Adresse postale : Préfecture du Var - DDTM - Boulevard du 112ème Régiment d'Infanterie CS 31209 - 83070 TOULON CEDEX
Accueil du public DDTM : 244 avenue de l'Infanterie de Marine à Toulon
Téléphone 04 94 46 83 83 - Fax 04 94 46 32 50 - Courriel ddtm@var.gouv.fr

Vu les arrêtés préfectoraux en date du 07 juin 2000 et 06 août 2001 publiant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Var, assorti des pièces annexées ;

**Vu** la saisine du gestionnaire tout au long de la procédure, à savoir le Conseil Général du Var pour le réseau routier dénommé route départementale, et notamment la dernière consultation de présentation des résultats en date du 05 mars 2014 ;

Vu l'avis des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés suite à leur saisine en date du 27 mai 2013 conformément aux dispositions de l'article R.571-39 du Code de l'environnement ;

Vu l'avis des communes concernées suite à leur consultation pour une durée de 3 mois en date du 27 mai 2013 conformément aux dispositions de l'article R.571-39 du Code de l'environnement ;

Vu le rendu d'études et l'analyse effectuée par le bureau d'études Bureau Veritas en date du 18 décembre 2013 et la dernière version corrigée du 12 juin 2014 ;

Vu l'appui technique en tant qu'assistance à maîtrise d'ouvrage apporté par le Centre d'Études Techniques de l'Équipement (CETE) Méditerranée tout au long de la procédure et la validation des résultats obtenus le 19 décembre 2013 :

Considérant l'information fournie sur le portail de l'État et la communication des éléments de procédure lors des réunions plénières du comité de suivi du bruit, dont le dernier en date du 28 mai 2013 ;

Considérant la conformité de l'établissement de la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres des routes départementales du département du Var par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var aux critères et conditions requis par la réglementation en vigueur en matière de classement sonore des infrastructures de transports terrestres (ITT);

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Var ;

## ARRÊTE

## ARTICLE 1 : objet de la décision d'approbation de la révision du classement sonore

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département du Var aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres (ITT) mentionnées à l'article 2 du présent arrêté

Le présent arrêté vise à approuver la révision totale du classement sonore de ces infrastructures.

Le classement sonore comporte le présent arrêté assorti d'une annexe intitulée "rapport de classement" composée notamment de tableaux et de représentations cartographiques. Ce rapport de classement fait partie intégrante de l'arrêté préfectoral. Il constitue l'objet principal de la décision administrative.

## ARTICLE 2 : infrastructures concernées

Les infrastructures de transports terrestres concernées par le présent arrêté relève du réseau routier dénommé route départementale (RD).

Toutes les routes départementales du Var ne font pas l'objet d'un classement ; seules les voies (ou tronçon(s) de voies) concernées sont recensées.

page 2 /8

N° voie	Communes
D3	ARTIGUES, OLLIERES, RIANS, SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME
D4	FREJUS, PUGET-SUR-ARGENS
D5	LA CELLE, LA ROQUEBRUSSANNE, NEOULES
D7	FREJUS, ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS
D8	FREJUS, ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS, SAINTE-MAXIME
D12	HYERES, PIERREFEU
D13	BESSE-SUR-ISSOLE, FLASSANS-SUR-ISSOLE
DN7	BRIGNOLES, FLASSANS-SUR-ISSOLE, FREJUS, LE CANNET-DES-MAURES, LE LUC-EN-PROVENCE, LE MUY, LES ARCS-SUR-ARGENS, POURCIEUX, POURRIERES, PUGET-SUR-ARGENS, ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS, SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME, TARADEAU, TOURVES, VIDAUBAN
DN8	EVENOS, LE BEAUSSET, LE CASTELLET, OLLIOULES, TOULON
D10	LORGUES, LES ARCS-SUR-ARGENS, TARADEAU,
D11	OLLIOULES, SANARY
D12	HYERES, PIERREFEU-DU-VAR
D13	BESSE-SUR-ISSOLE, FLASSANS-SUR-ISSOLE
D14	CUERS, GRIMAUD, PIERREFEU-DU-VAR
D15	BESSE-SUR-ISSOLE, FORCALQUEIRET, SAINTE-ANASTASIE-SUR-ISSOLE
D16	LA SEYNE-SUR-MER, SIX-FOURS
D17	LE CANNET-DES-MAURES, LE THORONET
D18	LA SEYNE-SUR-MER, SAINT-MANDRIER-SUR-MER
D19	FAYENCE, TOURRETTES
D22	CORRENS, MONTFORT-SUR-ARGENS, LE VAL
D23	POURRIERES
D25	LE MUY, SAINTE-MAXIME
D26	OLLIOULES, LA SEYNE-SUR-MER
D29	HYERES, LA CRAU, LA GARDE, TOULON
D37	FREJUS, LES ADRETS-DE-L'ESTEREL, MONTAUROUX, SAINT-RAPHAEL, TANNERON
D42	HYERES, LA GARDE, LE PRADET, TOULON
D42B	LA LONDE-LES-MAURES
D43	BRIGNOLES, CAMPS-LA-SOURCE, CUERS, FORCALQUEIRET, LA CELLE, ROCBARON
D46	HYERES, LA VALETTE-DU-VAR, LE REVEST-LES-EAUX, TOULON
D48	COGOLIN
D54	CHATEAUDOUBLE, DRAGUIGNAN, FIGANIERES, LA MOTTE, LES ARCS-SUR-ARGENS, TRANS-EN-PROVENCE
D56	CALLIAN
D58	SOLLIES-PONT
D59	DRAGUIGNAN
D61	GASSIN, GRIMAUD, RAMATUELLE
D61A	GRIMAUD
D62	TOULON
D63	LA SEYNE-SUR-MER, SIX-FOURS
D66	LA CADIERE-D'AZUR, LE CASTELLET, SAINT-CYR-SUR-MER

page 3 /8

N° voie	Communes
D67	LA GARDE, LA FARLEDE
D68	POURRIERES
D74	LE PLAN-DE-LA-TOUR, SAINTE-MAXIME
D76	CARQUEIRANNE, LA CRAU
D81	GAREOULT, ROCBARON
D82	LA CADIERE-D'AZUR, LE CASTELLET
D86	LA GARDE, LA VALETTE-DU-VAR, LE PRADET
D87	SAINT-CYR-SUR-MER
D91	LES ARCS-SUR-ARGENS
D92	OLLIOULES, TOULON
D93	RAMATUELLE, SAINT-TROPEZ
D97	CARNOULES, CUERS, GONFARON, LA FARLEDE, LA VALETTE-DU-VAR, LE LUC-EN-PROVENCE, PIGNANS, PUGET-VILLE, SOLLIES-PONT, TOULON
D98	BORMES-LES-MIMOSAS, COGOLIN, GASSIN, HYERES, LA CRAU, LA GARDE, LA LONDE-LES-MAURES, LA MOLE, LA VALETTE-DU-VAR, SAINT-TROPEZ
D98B	FREJUS
D100	FREJUS, SAINT-RAPHAEL
D100A	FREJUS
D125	LE MUY
D197	HYERES
D198	BORMES-LES-MIMOSAS, LE LAVANDOU
D206	OLLIOULES
D211	SANARY-SUR-MER
D241	BORMES-LES-MIMOSAS
D246	LA VALETTE-DU-VAR
D276	HYERES, LA CRAU
D298	BORMES-LES-MIMOSAS, LE LAVANDOU
D298C	BORMES-LES-MIMOSAS
D412	PIERREFEU-DU-VAR
D442	CARQUEIRANNE
D554	BELGENTIER, BRIGNOLES, FORCALQUEIRET, GAREOULT, GINASSERVIS, HYERES, LA CRAU, LA FARLEDE, LE VAL, MEOUNES-LES-MONTRIEUX, NEOULES, SOLLIES-PONT, SOLLIES-TOUCAS, VINON-SUR-VERDON
D557	DRAGUIGNAN, FLAYOSC, VILLECROZE
D558	COGOLIN, GRIMAUD, LA GARDE-FREINET, LE CANNET-DES-MAURES
D559	BANDOL, BORMES-LES-MIMOSAS, CARQUEIRANNE, CAVALAIRE-SUR-MER, COGOLIN, FREJUS, GASSIN, GRIMAUD, HYERES, LA CADIERE-D'AZUR, LA CROIX-VALMER, LA GARDE, LA LONDE-LES-MAURES, LA SEYNE-SUR-MER, LE LAVANDOU, LE PRADET, LE RAYOL-CANADEL-SUR-MER, OLLIOULES, ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS, SAINT-CYR-SUR-MER, SAINTE-MAXIME, SAINT-RAPHAEL, SANARY-SUR-MER, SIX-FOURS-LES-PLAGES, TOULON
D559A	HYERES, LA LONDE-LES-MAURES
D559B	BANDOL, LA CADIERE-D'AZUR, LE BEAUSSET, LE CASTELLET
D559BIS	TOULON
D560	BARJOLS, BRUE-AURIAC, NANS-LES-PINS, SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME, SAINT-ZACHARIE, SALERNES, SEILLONS-SOURCE-D'ARGENS, VILLECROZE
D560A	SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME

page 4 /8

N° voie	Communes
D562	CALLIAN, DRAGUIGNAN, ENTRECASTEAUX, FAYENCE, LE VAL, LE THORONET, LORGUES, MONTAUROUX, SAINT-ANTONIN-DU-VAR, TOURRETTES,
D563	FAYENCE
D616	SIX-FOURS-LES-PLAGES
D642	TOULON
D825	LE MUY
D952	VINON-SUR-VERDON
D955	DRAGUIGNAN
D1555	DRAGUIGNAN, LA MOTTE, LE MUY, LES ARCS, TRANS-EN-PROVENCE
D1559	SAINT-CYR-SUR-MER
D2008	TOULON
D2026	LA SEYNE-SUR-MER
D2086	LE PRADET
D2554	BRIGNOLES
Déviation	BANDOL
Déviation	SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME
Déviation	VIDAUBAN
Projet de déviation	BELGENTIER
Projet de déviation	LA GARDE-FREINET
Projet de déviation	LA MOLE
Projet de déviation	ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS
Projet de déviation	SAINT-ZACHARIE
Projet de déviation	GRIMAUD, SAINTE-MAXIME
Projet de contournement	PIERREFEU-DU-VAR

page 5 /8

## ARTICLE 3 : caractéristique du classement

Le classement s'effectue sur la base des caractéristiques sonores de la voie. Ainsi, toutes les voies du département ne font pas l'objet d'un classement. Seules celles qui dépassent les niveaux sonores le sont.

Les infrastructures sont classées sur la base de leurs niveaux sonores diurnes et nocturnes reçus au point de référence. A noter que les indicateurs retenus sont les mêmes que ceux pris en compte pour la construction d'infrastructures nouvelles. Il s'agit du LAeq (6h-22h) pour le jour, et du LAeq (22h-6h) pour la nuit.

La catégorie des infrastructures de transports terrestres est donc définie comme suit :

Catégo	ries des infrastructures	en fonction des	niveaux sonores
Niveau sonore de référence LAeq (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure - pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche; - pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.
L > 81	L > 76	1	300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	10 m

Les tableaux contenus dans le rapport de classement annexé donnent, à minima, pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit ainsi que le type de tissu urbain traversé (rue en "U" ou tissu ouvert).

Les cartes contenues dans le rapport de classement annexé représentent, à minima, la catégorie de l'infrastructure, le secteur affecté par le bruit et la largeur de ces secteurs.

Pour des raisons de lisibilité, il peut être nécessaire de produire plusieurs cartes à des échelles suffisantes, ou de faire des grossissements sur certaines zones où les tronçons sont très courts. Toutefois, il ne s'agit pas de réaliser des cartes à l'échelle des documents d'urbanisme, mais d'illustrer graphiquement le contenu de l'arrêté de classement sonore.

En cas de discordance entre "tableau(x)" et "carte(s)", les indications du tableau de données priment.

## ARTICLE 4 : isolement acoustique des bâtiments à construire

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R.111-23-2 du code de la construction et de l'habitation et aux arrêtés pris en application des décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les trois arrêtés du 25 avril 2003 susvisés.

page 6 /8

## ARTICLE 5 : communes concernées

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

ARTIGUES, BANDOL, BARJOLS, BELGENTIER, BESSE-SUR-ISSOLE, BORMES-LES-MIMOSAS, BRIGNOLES, BRUE AURIAC, CALLIAN, CAMPS-LA-SOURCE, CARNOULES, CARQUEIRANNE, URIAC, CALLIAIN, COGOLIN, CORRENS, COLING, CHATEAUDOUBLE, COGOLIN, CORRENS, COLING, CHATEAUDOUBLE, FIGANIERES, FLASSANS-SUR-ISSOLE, FLASSANS-SUR-ISSOLE, GONFARON, GRIMAL CAVALAIRE-SUR-MER, DRAGUIGNAN, ENTRECASTEAUX, EVENOS, FAYENCE. FORCALQUEIRET, FREJUS, GAREOULT, GASSIN, GINASSERVIS, GONFARON, GRIMAUD, HYERES, LA CADIERE D'AZUR, LA CELLE, LA CRAU, LA CROIX-VALMER, LA FARLEDE, LA GARDE, LA GARDE FREINET, LA LONDE-LES-MAURES, LA MOLE, LA MOTTE, LA ROQUEBRUSSANNE, LA SEYNE-SUR-MER, LA VALETTE, LE BEAUSSET, LE CANNET-DES-MAURES, LE CASTELLET, LE LAVANDOU, LE LUC-EN-PROVENCE, LE MUY, LE PRADET, LE RAYOL-CANADEL-SUR-MER, LE REVEST-LES-EAUX, LE THORONET, LE VAL, LES ADRETS DE L'ESTEREL, LES ARCS-SUR-ARGENS, LORGUES, MEOUNES-LES-MONTRIEUX, MONTAUROUX. MONTFORT-SUR-ARGENS, NANS-LES-PINS. NEOULES, OLLIERES, OLLIOULES, PIERREFEU-DU-VAR, PIGNANS, PLAN-DE-LA-TOUR, POURCIEUX, POURRIERES. PUGET-SUR-ARGENS, PUGET-VILLE, RAMATUELLE, RIANS. ROCBARON, ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS, SAINT-ANTONIN-DU-VAR, SAINT-CYR-SUR-MER, SAINT-MANDRIER-SUR-MER, SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME, SAINT-RAPHAEL, SAINT-TROPEZ, SAINT-ZACHARIE, SAINTE-ANASTASIE-SUR-ISSOLE, SAINTE-MAXIME, SALERNES, SANARY-SUR-MER, SEILLONS-SOURCE-D'ARGENS, SIX-FOURS LES PLAGES, SOLLIES-PONT, SOLLIES-TOUCAS, SOLLIES-VILLE, TANNERON, TARADEAU, TOULON, TOURRETTES, TOURVES, TRANS-EN-PROVENCE, VIDAUBAN, VILLECROZE, VINON-SUR-VERDON

## ARTICLE 6: publication et mise à disposition

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs du département de la Préfecture du Var.

Il fait l'objet:

- d'une information dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département;
- d'un affichage dans les mairies concernées pendant 1 mois minimum.

Le présent arrêté assorti de son annexe, à savoir le rapport du classement, est tenu à la disposition du public dans les mairies concernées et à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var à Toulon aux heures habituelles d'ouverture.

Le classement sonore des ITT est aussi mis en ligne sur le portail de l'État. Il est consultable et téléchargeable à l'adresse suivante : <a href="https://www.var.gouv.fr">www.var.gouv.fr</a>

## ARTICLE 7: report dans les documents d'urbanisme

Les périmètres des secteurs affectés par le bruit doivent être reportés par les maires des communes, ainsi que par les maires des communes limitrophes le cas échéant, dans les documents graphiques du document d'urbanisme, à titre d'information.

Il faut également joindre dans les annexes du document d'urbanisme les éléments suivantes :

- le classement des infrastructures de transports terrestres,
- · les secteurs affectés par le bruit,
- · les prescriptions d'isolement acoustique édictées,
- la référence des arrêtés préfectoraux correspondants,
- la mention des lieux où ces arrêtés peuvent être consultés.

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des documents d'urbanisme peuvent être mises à profit pour introduire le classement dans les documents graphiques et les annexes ; à noter qu'il est nécessaire d'ôter les dispositions qui avaient antérieurement été inscrites relevant uniquement du classement sonore des ITT du réseau routier dénommé route départementale (RD).

page 7 /8

## ARTICLE 8 : délai et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la date de sa publication au RAA, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulon.

## **ARTICLE 9: abrogation**

Les dispositions du présent arrêté se substituent de plein droit, uniquement pour les infrastructures mentionnés à l'article 2 et les tronçons concernés, à celles des arrêtés antérieurs portant classement des ITT en date du 07 juin 2000 et 06 août 2001.

## ARTICLE 10: exécution et transmission

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var, les sous-préfets territorialement compétents, la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Var, l'exploitant à savoir le Président du Conseil Général, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

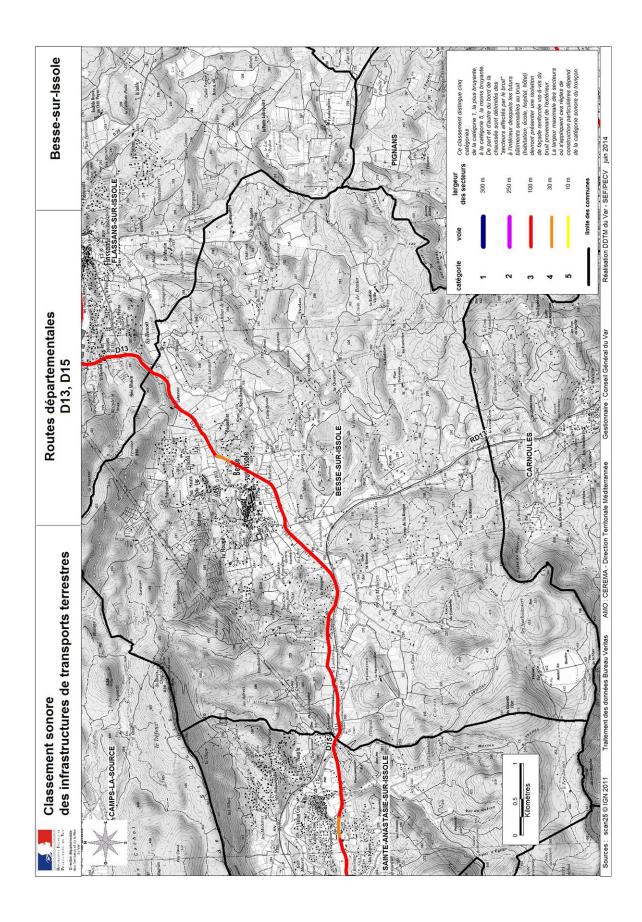
Le présent arrêté sera, en outre, transmis en copie:

- au Ministre d'État, Ministre de l'Écologie, du Développement Durables et de l'Énergie (DGPR mission bruit et DGITM);
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur service transport et infrastructure (STI);
- au Directeur de l'Agence Régionale de la Santé antenne territoriale de Toulon ;
- au Directeur de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) ;
- aux autres gestionnaires des infrastructures terrestres de transports membres du comité de suivi du bruit ;
- au Directeur des Routes du Conseil Général du Var ;
- aux Présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)
- · au Président de l'association des Maires du Var ;
- aux Maires des communes concernées: l'arrêté préfectoral sera affiché pendant un mois dans chacune des mairies des communes concernées; le certificat d'affichage sera transmis à la DDTM du Var – service environnement et forêt – pôle environnement et cadre de vie.

Fait à TOULON, le 0 1 AOUT 2014 LE PREFET DU VAR

Laurent CAYREL

page 8 /8





# des Infrastructures de Transports Terrestres Classement sonore

du département du Var

Routes départementales

Date: 30 juin 2014
Rapport de classement

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du



## Historique des versions du document

Date	Auteur(s)	Commentaires
mai 2013	Direction Départementale	AVANT-PROJET du classement sonore des infrastructures de transports terrestres des routes départementales (RD) pour le département du Var
	des Territoires et de la Mer	présentation au comité de suivi du bruit
	(DDTM)	PROJET du classement sonore des infrastructures de transports terrestres des routes départementales (RD) pour le département du Var
septembre 2013		consultations du gestionnaire/exploitant, à savoir le Conseil Général
-	appui AMO	consultations des communes concernées et des EPCI concernés
	CETE Méditerranée	VERSION PROVISOIRE
décembre 2013		validation des travaux du bureau d'études par le CETE Méditerranée
juin 2014	bureau d'études	VERSION DEFINITIVE
•	Bureau Veritas	demières corrections suite à relecture du Conseil Général et de la DDTM
août 2014		APPROBATION par le Préfet du Var
		et mis à disposition du public

# Affaire suivie par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer / Service Environnement et Forêt / pôle environnement et cadre de vie

Localisation géographique : 244 avenue de l'Infanterie de Marine à Toulon

Préfecture du Var - DDTM – Service environnement et forêt - pêle environnement et cadre de vie Boulevard du 112ème Régiment d'Infanterie - CS 31209 - 83070 TOULON CEDEX tél : 0.4 94 46 88 38 34 46 32 50 couriel : d4m@var.gouv.fr site : http://www.var.gouv.fr Adresse postale:

## Sigles les plus souvent utilisés

	Carte de Bruit Stratégique	MEEDDM	Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer
	Centre d'Études sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques	뇐	Nome française
	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement	7	Poids-lourds
	Centre d'études techniques de l'équipement	PPBE	Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement
	Conseil Général	RC	Route Communale
	Décibel pondéré A (pondéré en fonction des caractéristiques physiologiques de l'oreille humaine)	S2	Route Départementale
	Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture	RFF	Réseau Ferré de France
REAL/UMO	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement / Unité Maîtrise d'Ouvrage	RGP	Recensement général de la population
	Direction Départementale des Territoires et de la Mer	RN	Route Nationale
	Direction interdépartementale des routes Méditerranée	RNIL	Route Nationale d'Intérêt Local
	Établissement Public de Coopération Intercommunale	RRD	Réseau Routier Départemental
	Estérel Côte-d'Azur (réseau autoroute)	RRN	Réseau Routier National
	Institut Géographique National	SETRA	Service d'études techniques des routes et des autoroutes
	Institut national de la statistique et des études économiques	SIG	Système d'Information Géographique
	Infrastructures de Transports Terrestres	SNCF	Société nationale des chemins de fer français
	Jour Soirée Nuit	HMH	Trafic Moyen Horaire
	Niveau de bruit équivalent	TMJA	Trafic Moyen Journalier Annuel
	Niveau de bruit équivalent pondéré A	γc	Voie communale
	Niveau de bruit composite représentatif de la gêne d'une journée (den = day evening night)	NΓ	Véhicule léger
	Niveau sonore Laeq (22h-6h)		
	Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie.		

autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : représentant de l'État

rapport de classement des routes départementales

pilotage pour l'élaboration du classement : **DDTM du Var** assistance à maîtrise d'ouvrage : **CETE Méditerranée** bureau d'études mandaté : BUREAU VERITAS

page 2

# Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du Var

est, certes, régie par un processus organisationnel dicté par des législations complétées par des circulaires mais est surtout le fruit d'un travail collaboratif Que ceux qui y ont grandement participé en soient ici remerciés

Représentant de l'État – autorité compétente Préfecture du Var Pilote désigné de l'opération Direction Départementale des Territoires et de la Mer Assistance à maîtrise d'ouvrages Centre d'Études Techniques de l'Équipement Méditerranée

bureau d'études mandaté pour la mission BUREAU VERITAS en collaboration avec les gestionnaires/exploitants Société concessionnaire d'autoroutes ESCOTA Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée Conseil Général

Communes

en association avec les acteurs Bruit membres du comité de suivi du bruit, notamment les services institutionnels Agence Régionale de Santé (ARS) Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

les collectivités territoriales du Var, notamment le Conseil Général, les établissements publics de coopération intercommunale, les communes du Var, sans oublier la participation active des élus et de leurs services techniques

en privilégiant l'information du grand public

rapport de classement des routes départementales

autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : représentant de l'État

pilotage pour l'élaboration du classement : **DDTM du Var** assistance à maîtrise d'ouvrage : **CETE Méditerranée** bureau d'études mandaté : BUREAU VERITAS

## Sommaire

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres (ITT) des routes départementales (RD) du Var

Préambule	Les différentes actions nationales pour lutter contre le bruit	Page 5
	Une action de prévention le classement sonore des voies bruyantes	5
Objet de l'étude	Identification des voies à dasser	9
	Contenu du présent rapport de classement	9
	Méthodologie	10
	Hypothèses retenues	10
	Méthode de calcul et traitement cartographique	+
	Données relatives aux tracés et aux trafics	#
	Information et communication	12
Tableaux	Données nécessaires pour établir le classement	#
	Présentation d'un tableau simplifié de données	15
	Tronçons classés présentés par infrastructure	12
	Tronçons classés présentés par commune et par infrastructure(s)	15
Cartographies	Choix de lisibilité pour les représentations cartographiques	25
	Raccordement et report des secieurs affectés par le bruit	24
	Cartona phie promanisée par ordre alphabéliane des communes	58

Ce rapport de classement fait partie intégrante de l'arrêté préfectoral. Il constitue l'objet principal de la décision administrative.

Ont participé à la rédaction :

Bureau d'études

BUREAU VIEITAS

Agence Métopole Matiermes

Réparte Separte (14, 25 go 25 go 15 go 25 go

Centre of Eurosa Techniques de l'Equipement Medientranes

Ples d'activités l'activités de l'Equipement Medientranes

Centre of Eurosa Techniques de l'Equipement Medientranes

13890 Alexandranes coccess 3

Tel: 64 de 2.5 Nr. F. Fr. Fr. Let, 2.4 de 3.0 Nr. Centre de 1.0 Nr. Centre de

Assistance à maîtrise d'ouvrage

Direction Departmentale des Territoines et de la Mer Service Ervonomenent et Foeld; ¿Dole environmente, à caldre de CAR annous de Ministracie de Adérier – BP 501
744 : Que 9.4.46 SS 85 - Fax ; Que 94.46 SS 90
744 : Que 94.46 SS 85 - Fax ; Que 94.46 SS 90
744 : Werkwargouch
Werkwargouch

Maîtrise d'ouvrage

page 4

autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : représentant de l'État

pilotage pour l'élaboration du classement : **DDTM du Var** assistance à maîtrise d'ouvrage : **CETE Méditerranée** bureau d'études mandaté : BUREAU VERITAS

rapport de classement des routes départementales

## Préambule

La loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, encore appelée la loi Bruit, relative à la lutte contre la bruit a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter les bruits susceptibles de causer un trouble excessif aux personnes, de nuire à leur santé ou de porter atteinte à l'environnement. Cette loi a mis l'accent sur la protection des riverains vis-à-vis du bruit généré par les infrastructures de transports terrestres aux personnes, de nuire à leur santé ou de porter atteinte à l'environnement. Cette loi a mis l'accent sur la protection des riverains vis-à-vis du bruit généré par les infrastructures de transports terrestres

Des nuisances sonores générées par la réalisation de voies nouvelles ou la modification de voies existantes (article 12 de la loi bruit / article L571.9 du CE)

Du recensement et du classement des infrastructures de transports terrestres(article 13 de la loi bruit / article L571.10 du CE)

L'article L571.10 du CE précise que « dans chaque département, le préfet recense et classe les infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic ». Les modalités de classement des ITT et de l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation ont été précisées par le décret n°95-21 du 9 janvier 1995 et l'arrêté du 30 mai 1996 (articles R571.32 à R57.43 du CE). Ces dispositions ont été complétées par la lettre circulaire du 25 juillet 1996 relative au classement des ITT.

Dans le Var, le premier classement a été approuvé par des arrêtés préfectoraux datant de 2000 et 2001. La situation ayant évoluée, il est nécessaire d'entreprendre la révision de ce classement

# Les différentes actions nationales pour lutter contre le bruit

La politique conduite en France pour limiter les effets du bruit s'articule autour de trois axes

le classement des voies bruyantes et la définition de secteurs où l'isolation des locaux doit être renforcée;
la prise en compte, en amont, des nuisances sonores lors de la construction ou de la modification d'une voie

le rattrapage des situations critiques ou « points noirs bruit» recensés par l'observatoire du bruit.

# Une action de prévention .... le classement sonore des voies bruyantes

Le classement des infrastructures de transports terrestres en 5 catégories sonores et la délimitation géographique en secteurs dits « affectés par le bruit » de part et d'autre de l'infrastructure constituent un dispositif réglementaire préventif qui permet de fixer les performances acoustiques minimales que les futurs bâtiments sensibles devront respecter, et de disposer d'une base d'informations pour des actions complémentaires à la réglementation acoustique des constructions. Ils sont définis par l'article 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 en fonction des niveaux sonores de référence Le niveau de bruit s'exprime en décibel (dB)
Un bruit est, outre son intensité acoustique, défini par sa fréquence (ou hauteur aigué au grave) et par sa durée. La sensibilité de l'oreille au niveau sonore varie en fonction de la fréquence. La sensibilité est maximale pour les fréquences moyennes. C'est pourquoi on pondère la mesure en fonction de cette sensibilité en donnant plus de « poids » aux fréquences entre 500 et 10 000 Hz; on obtient

Catégo	Catégories des infrastructures en fonction des niveaux sonores	n fonction des	niveaux sonores
Niveau sonore de référence LAeq (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Catégorie de part et d'autre de l'infrastructure (1)
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	က	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	വ	d = 10 m

Plusieurs indicateurs (descripteurs énergétiques) permettent de prendre en compte le cumul des bruits sur une période donnée : le jour, la nuit, 24 heures ou plus (**LAeq** et ses dérivés comme le Lden, Lnight, Lday, Levening) et permettent donc de caractériser une exposition de long terme. ainsi le dB(A) qui est plus représentatif de la perception sonore par l'oreille.

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 de l'arrêté du 30 mai 1996, comptée de part et d'autre de l'infrastructure

autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : représentant de l'État

rapport de classement des routes départementales

pilotage pour l'élaboration du classement : DDTM du Var assistance à maîtrise d'ouvrage : **CETE Médite** bureau d'études mandaté : BUREAU VERITAS

bage 5

## Objet de l'étude

## ldentification des voies à classer

Partant du principe que toutes les voies ne sont pas forcément bruyantes, le décret n°95-22 du 9 janvier 1995 a défini des limites de trafic en deçà desquelles il n'est pas nécessaire de réaliser un classement. Par conséquent, seules doivent être classées les infrastructures de transports terrestres suivantes :

• les routes écoulant un trafic moyen journalier annuel (TMJA) supérieur à 5 000 véhicules/jour

• les lignes ferroviaires interurbaines de plus de 50 trains par jour et les lignes ferroviaires les plus de forte les lignes ferroviaires par jour

• les lignes de transports en commun en sie propre (TCSP), c'est à dire sur un tronçon d'infrastructure donnée situé en déhors de la circulation automobile en général, d'un trafic supérieur à

100 bus par jour (cette dernière disposition inclut également les lignes de tramways).

# Contenu du présent rapport de classement

Le présent rapport porte uniquement sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres (ITT) des routes départementales (RD). Les autres typologies d'infrastructures font l'objet d'un La volonté du législateur a été de maintenir sous la responsabilité de l'État le seul réseau routier principal structurant (les autoroutes et les routes d'intérêt national), essentiel pour l'économie du pays. autre document dédié et d'un autre arrêté préfectoral

Dans le Var, le réseau des routes départementales est donc placé sous la responsabilité du Conseil Général, et plus précisément, est géré par la Direction des Routes dont le siège est situé au 390 avenue des Lices - BP 1303 - 83076 Toulon cedex - Tel du standard : 04 83 95 00 00 .

Les routes départementales représentent plus de 2930 km de voies. Seules sont classées, 1091 km de voies

page 6

rapport de classement des routes départementales autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : représentant de l'État

pilotage pour l'élaboration du classement : DDTM du Var

## repère par voies

infrastructures	Gestionnaire / exploitant	N° voie	Communes concernées
		D3	ARTIGUES, OLLIERES, RIANS, SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME
		D4	FREJUS, PUGET-SUR-ARGENS
		DS	LA CELLE, LA ROQUEBRUSSANNE, NEOULES
		D7	FREJUS, ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS
		D8	FREJUS, ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS, SAINTE-MAXIME
		D12	HYERES, PIERREFEU
		D13	BESSE-SUR-ISSOLE, FLASSANS-SUR-ISSOLE
		5NO	BRIGNOLES, FLASSANS SUR·ISSOLE, FREJUS, LE CANNET-DES MAURES, LE LUC-EN-PROVENCE, LE MOY, LES ARCS-SUR-ARGEIS, POUREILIS, POUREIRES, PUGES-SUR-ARGEIS, ROQUEBRUNIE- SUR-ARGEIS, SAINT-MAXIMINI-A-SAINT-EAAURE, TARADEAU, TOURVES, VIDAUBAU.
		DN8	EVENOS, LE BEAUSSET, LE CASTELLET, OLLIOULES, TOULON
		D10	LORGUES, LES ARCS-SUR-ARGENS, TARADEAU
		D11	OLLIOULES, SANARY
		D12	HYERES, PIERREFEU-DU-VAR
		D13	BESSE-SUR-ISSOLE, FLASSANS-SUR-ISSOLE
		D14	CUERS, GRIMAUD, PIERREFEU-DU-VAR
		D15	BESSE-SUR-ISSOLE, FORCALQUEIRET, SAINTE-ANASTASIE-SUR-ISSOLE
		D16	LA SEYNE-SUR-MER, SIX-FOURS
		D17	LE CANNET-DES-MAURES, LE THORONET
		D18	LASEYNE-SUR-MER, SAINT-MANDRIER-SUR-MER
Koures departementales	Conseil Général	D19	FAYENCE, TOURRETTES
		D22	CORRENS, MONTFORT-SUR-ARGENS, LE VAL
		D23	POURRIERES
		D25	LE MUY, SAINTE-MAXIME
		D26	OLLIOULES, LA SEYNE-SUR-MER
		D29	HYERES, LA CRAU, LA GARDE, TOULON
		D37	FREJUS, LES ADRETS-DE-L'ESTEREL, MONTAUROUX SAINT-RAPHAEL, TANNERON
		D42	HYERES, LA GARDE, LE PRADET, TOULON
		D42B	LA LONDE-LES-MAURES
		D43	BRIGNOLES, CAMPS-LA-SOURCE, CUERS, FORCALQUEIRET, LA CELLE, ROCBARON
		D46	HYERES, LA VALETTE-DU-VAR, LE REVEST-LES-EAUX, TOULON
		D48	COGOLIN
		D54	CHATEAUDOUBLE, DRAGUIGNAN, FIGANIERES, LA MOTTE, LES ARCS-SUR-ARGENS, TRANS-EN- PROVENCE
		D26	CALLIAN
		D58	SOLLIES-PONT
		D29	DRAGUIGNAN
		D61	GASSIN, GRIMAUD, RAMATUELLE
		D61A	GRIMAUD
		D62	TOULON

autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : **représentant de l'État** pilotage pour l'élaboration du classement : **DDTM du Var** assistance à maifrise d'ouvrage : **CETE Méditerranée** bureau d'études mandaté : BUREAU VERITAS

rapport de classement des routes départementales

Communes concernées	LA SEYNE-SUR-MER, SIX-FOURS	LA CADIERE-D'AZUR, LE CASTELLET, SAINT-CYR-SUR-MER	LA GARDE, LA FARLEDE	POURRIERES	LE PLAN-DE-LA-TOUR, SAINTE-MAXIME	CARQUEIRANNE, LA CRAU	GAREOULT, ROCBARON	LA CADIERE-D'AZUR, LE CASTELLET	LA GARDE, LA VALETTE-DU-VAR, LE PRADET	SAINT-CYR-SUR-MER	LES ARCS-SUR-ARGENS	OLLIOULES, TOULON	RAMATUELLE, SAINT-TROPEZ	CARNOULES, CUERS, GONFARON, LA FARLEDE, LA VALETTE-DU-VAR, LE LUC-EN-PROVENCE PIGNANS, PUGET-VILLE, SOLLIES-PONT, TOULON	BORMES-LES-MIMOSAS, COGOLIN, GASSIN, HYERES, LA CRAU, LA GARDE, LA LONDE-LES-MAURES, LA MOLE, LA VALETTE-DU-VAR, SAINT-TROPEZ	FREJUS	FREJUS, SAINT-RAPHAEL	FREJUS	LEMUY	HYERES	BORMES-LES-MIMOSAS, LE LAVANDOU	OLLIOULES	SANARY-SUR-MER	BORMES-LES-MIMOSAS	LA VALETTE-DU-VAR	HYERES, LA CRAU	BORMES-LES-MIMOSAS, LE LAVANDOU	BORMES-LES-MIMOSAS	PIERREFEU-DU-VAR	CARQUEIRANNE	BELGENTER, BRIGNOLES, FORCALQUERET GARECULT GINASSERVIS, HYBRES, LA ODAU, LA FARLEDE. LE VAL, MECIANES-LES MONTHELIX, NEOULES SOLLES PONT, SOLLIES-TOUCAS, NINON SAIR-VERDON	DRAGUIGNAN, FLAYOSC, VILLECROZE	COGOLIN, GRIMAUD, LA GARDE-FREINET, LE CANNET-DES-MAURES	BANDOL, BORNES-LES-AIMOSAS, CARQUEINANNE, CANALARE, SIRAMEN, COCOLIN, FREUSS, CASSIN GRIMOLD PREFERS, LALOMETE DAS SURFAMENTS, LAS CONCELES, MANUES, LA SETWIE STRAWER, LE L'ANAMODOL, LE PADATE I, LE RAVIC CANALDE, SURFAMENT COLLOULES, ROQUEISMES RORMERA, RAVIC PADAMONES, SANTERAMANNE, SANTERAMENTE, SANTERAPHEL, SANTERAPHER, SANT	HYERES, LA LONDE-LES-MAURES	BANDOL, LA CADIERE-D'AZUR, LE BEAUSSET, LE CASTELLET	TOULON	BARJOLS, BRUE-AURIAC, NANS-LES-PINS, SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME, SAINT-ZACHARIE,
N° voie	D63	990	D67	D68	D74	D76	D81	D82	D86	D87	D91	D92	D93	D97	D98	D98B	D100	D100A	D125	D197	D198	D206	D211	D241	D246	D276	D298	D298C	D412	D442	D554	D557	D558	D559	D559A	D559B	Desers Deserved	D260
Gestionnaire / exploitant																					Conseil Général																	
infrastructures																					Routes départementales																	

rapport de classement des routes départementales autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : **représentant de l'État** pilotage pour l'élaboration du classement : **DDTM du Var** assistance à maifrise d'ouvrage : **CETE Méditerranée** bureau d'études mandaté : BUREAU VERITAS

Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

infrastructures	exploitant	N° voie	Communes concernées
		D560A	SAINT-MAXIMIN-LA:SAINTE-BAUME
		D562	CALLIAN, DRAGUIGNAN, ENTRECASTEAUX, FAYENCE, LE VAL, LE THORONET, LORGUES, MONTAUROUX SAINT-ANTONIN-DU-VAR, TOURRETTES,
		D563	FAYENCE
		D616	SIX-FOURS-LES-PLAGES
		D642	TOULON
		D825	LEMUY
		D952	VINON-SUR-VERDON
		D955	DRAGUIGNAN
		D1555	DRAGUIGNAN, LA MOTTE, LE MUY, LES ARCS, TRANS-EN-PROVENCE
		D1559	SAINT-CYR-SUR-MER
		D2008	TOULON
		D2026	LA SEYNE-SUR-MER
Routes départementales		D2086	LE PRADET
	Conseil Général	D2554	BRIGNOLES
		Déviation	BANDOL
		Déviation	SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME
		Déviation	VIDAUBAN
		Projet de déviation	BELGENTIER
		Projet de déviation	LA GARDE-FREINET
		Projet de déviation	LAMOLE
		Projet de déviation	ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS
		Projet de déviation	SAINT-ZACHARIE
		Projet de déviation	GRIMAUD, SAINTE-MAXIME
		Projet de contournement	PIERREFEU-DU-VAR

## Méthodologie

Le préfet de département élabore et approuve le classement sonore des infrastructures de transports terrestres par arrêté préfectoral. La Direction Départementale des Territoires et de la Mer chargée par le préfet de mener les études de classement, avec l'appui du CETE Méditerranée et la participation d'un bureau d'études commandité : Bureau Veritas C'est le fruit également d'une collaboration avec le gestionnaire/exploitant, à savoir le Conseil Général. A noter que les collectivités locales gestionnaires d'infrastructures peuvent prendre l'initiative de proposer au préfet le projet de classement sonore de leurs voies

Le préfet du Var a entrepris de réviser le classement de ces infrastructures afin de répondre à plusieurs objectifs

- actualiser les données liées aux infrastructures (dénomination de voies, déviations désormais ouvertes à la circulation, projets routiers,
- permettre le report d'un classement actualisé dans les documents d'urbanisme
- répondre à une nécessité de planifier, dans les secteurs bruyants, des actions de lutte contre le bruit
- garantir le respect d'un isolement acoustique minimum pour les nouveaux bâtiments d'habitation, d'établissements d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale projetés à l'intérieur de
- éviter la création de nouveaux points noirs du bruit lors de la construction de nouveaux bâtiments par les constructeurs

le cadre du classement sonore, il s'agit de Dans

- définir un trafic à long terme (20 ans)

- déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades contre les bruits des transports terrestres

- Au-delà des textes réglementaires, autres éléments de référence:
  La note technique, élaborée par le CERTU et le SETRA, relative aux méthodes de calcul à mettre en œuvre pour le classement sonore des infrastructures de transports terrestres.
  Le logiciel CARTO BRUIT, élaboré par le CERTU, réalise les calculs conformément à la méthode mentionnée dans la note technique.
  Le guide méthodologique de classement sonore des infrastructures de transports terrestres élaboré par le CERTU (contenu technique de la démarche).

## Hypothèses retenues

Les données initiales ont été extraites de l'observatoire du bruit ou/et sollicitées auprès des gestionnaires/exploitants. Le classement sonore s'effectue selon des hypothèses de trafics estimées à l'horizon 20 ans. Les études de révision du classement ayant été initiées en 2010, les estimations de trafics ont donc été

Le classement sonore s'effectue selon des hypothèses de trafics estimées à l'horizon 20 ans. Les études de révision du classement ayant ete initiees en 2010, les estimations de trafic établies à l'horizon 2030 phorizon 2011 ; toutes les communes du département ont été invitées à signaler les évolutions significatives afin qu'elles soient vérifiées et comptabilisées. Les données manquantes ont été extrapolées. Il s'agit d'identifier le poids de chacun des paramètres manquants et l'opportunité d'en affiner la connaissance.

A défaut de précisions par les maîtres d'ouvrage, les hypothèses de croissance de trafic routier retenues sont :

• pour les autoroutes et la route nationale, un taux d'évolution de croissance de trafic de 2%; pour les autoroutes concédées, ESCOTA a fourni les comptages et les pourcentages de son réseau.

- pour les routes départementales, un taux d'évolution de croissance de trafic de 1%
  - pour les voies communales, un taux d'évolution de croissance de trafic de 0,5%
- Les caractéristiques sonores de la voie sont définies en des points de référence :

  Les niveaux sonores sont soit mesurés aux abords des tronçons homogènes du point de vue de leur émission sonore, soit calculés. C'est ce mode de détermination de la catégorie d'une les infrastructure qui sera privilégié pour le classement en raison de sa souplesse, de sa rapidité et de son coût moins onéreux. Il facilite les mises à jour et permet de faire des hypothèses sur les données à utiliser
  - Les indicateurs réglementaires sont les niveaux sonores émis par l'infrastructure de jour (Laeq6h-22h) et de nuit (Laeq22h- 6h) selon la norme NFS 31-110. Les infrastructures en service et en projet (trafic prévu dans l'étude ou la notice d'impact) sont visées par ce classement

autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : représentant de l'État

rapport de classement des routes départementales

pilotage pour l'élaboration du classement : DDTM du Var assistance à maîtrise d'ouvrage : **CETE Médite** bureau d'études mandaté : BUREAU VERITAS

page 10

# Méthode de calcul et traitement cartographique

Pour mettre en œuvre les calculs et la cartographie, **plusieurs logiciels** ont été utilisés :

- · Les calculs des indicateurs LAeq(6h-22h) et LAeq(22h-6h) au point de référence ont été établis à l'aide d'une feuille de calcul Excel sur la base des calculs d'émission de la NMPB08
- Le résultat des calculs ont ainsi permis de définir les catégories sonores de toutes les sections des voies concernées
- L'ensemble des résultats des calculs ainsi que la définition des catégories sonores ont ensuite été intégrées dans un Système d'Informations Géographiques au moyen du logiciel MapInfo afin de permettre la réalisation de cartes du classement sonore

# Données relatives aux tracés et aux trafics

Les données cartographiques sont issues de la BDCarto de l'IGN, des cartes SCAN25 de l'IGN, et éventuellement des photos aériennes contenues dans la BDORTHO de l'IGN

Les **estimations des linéaires** sont fournis par le CETE Méditerranée et validées par les différents gestionnaires

Les données de trafic utilisées sont issues de la base de données nationale ISIDOR établie par le SETRA. Cette base de données recensent sur plusieurs années les comptages trafics sous la forme d'un Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) avec généralement un pourcentage de poids lourds associé :
TMJA entre 2005 et 2010

Les trafics ont ensuite été répartis pour chacune des deux périodes réglementaires (6-22h), (22-6h) à partir de la note EEC n°77 publiée par le SETRA en avril 2007 en tenant compte de la typologie de la voie (autoroute de liaison ou route interurbaine) et de sa fonction de la voie (longue distance ou régionale).
Les vitesses prises sont les vitesses réglementaires relevées lors des visites sur le terrain ou signalées dans les arrêtés municipaux ou de grande voirie.

L'ensemble de ces remarques a fait l'objet d'une analyse par le bureau d'études, d'une vérification par le CETE Méditerranée et d'une validation par le maître d'ouvrage, la DDTM du Var

11 page

## Information et communication

## Durant la procédure d'élaboration

Le préfet a informé par courrier le gestionnaire/exploitant ainsi que les communes du lancement de la démarche et les a sollicités pour obtenir des données ou en valider.
L'article 5 du décret du 9 janvier 1995 précise : « Le projet d'arrêté du préfet (assorti des pièces constitutives) est préalablement transmis, pour avis, aux communes concernées. Faute de réponse dans le délai de trois moiss auivant la transmission du préfet, leur avis est réputé favorable. »
Let période de consultation du gestionnaire et des communes s'est déroudée du 27 nai au 28 août 2013.
Le service des Routes du Conseil Général a été sollicité de nombreuses fois afin de fournir des données, relire des tableaux et vérifier la cartographie.

## Après approbation par le préfet

compétente en matière d'urbanisme, dans les annexes informatives du document d'urbanisme (plan d'occupation des sols, plan focal d'urbanisme, ou carte communale). Il s'agit essentiellement, dans ces annexes, de reprendre le contenu de l'arrêté préfectoral et de ses pièces constitutives. Le classement sonore des infrastructures de transports a un impact sur les constructions proximité de voies bruyantes. En effet, son objectif est d'intégrer l'isolement acoustique des façades dans les nouvelles constructions, isolement qui est, Le bon respect des prescriptions découlant des arrêtés préfectoraux de classement sonore dépend des modalités prévues pour garantir au public l'accès aux informations qu'ils contiennent. Arrêtés es Les informations du classement sonore (les périmètres des secteurs affectés par le bruit, les prescriptions d'isolement acoustique) doivent être reportées, par la collectivité locale et publiés par le préfet, les maires des communes concernées ont l'obligation d'afficher en mairie les arrêtés préfectoraux de classement sonore pendant un mois au minimum réglementairement, de 30 dB minimum. Le comité de suivi du bruit, informé régulièrement sur le suivi de la procédure, bénéficiera d'une présentation des résultats ; les acteurs seront mobilisés pour se faire le relais de l'information sur cette

Au fil de l'actualisation, le portail de l'État (site internet de la Préfecture du Var : www.var.gouv.ft ) sera alimenté afin de mettre à disposition du public les arrêtés préfectoraux et le rapport de classement contenant des tableaux et des représentations cartographiques

Les différents codes reprennent la réglementation en vigueur sur les nuisances sonores

- code de la construction et de l'habitation code de l'urbanisme
- code de l'environnement

page **12** 

autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : représentant de l'État

rapport de classement des routes départementales

pilotage pour l'élaboration du classement : DDTM du Var

assistance à maîtrise d'ouvrage : **CETE Médite** bureau d'études mandaté : BUREAU VERITAS

## **Tableaux**

# Données nécessaires pour établir le classement

Le calcul de la catégorie d'une infrastructure nécessite, dans l'absolu, la connaissance d'un certain nombre de données. Dans la pratique, il n'est pas toujours nécessaire d'accéder à une connaissance fine de chacun des paramètres pour pouvoir vérifier ou déterminer la catégorie de l'infrastructure.
Le recueil des données manquantes consiste essentiellement en des investigations in situ soit pour examen des données physiques du site, soit pour réaliser des comptages routiers. Ces derniers éléments sont fournis par les gestionnaires de voies. A l'issu de cette phase, le découpage final des réseaux en tronçons homogènes peut être réalisé et les classements établis.

- Plusieurs paramètres de base sont : nombre de files circulées, la largeur de la plateforme, le tissu urbain traversé (rue en U ou en tissu ouvert), les données de trafic (TMJA, débit horaire diume ou nocturne, pourcentage de poids lourds), la vitesse, l'allure de circulation (fluide ou pulsée), la rampe (horizontale, montée ou descente), la nature du revêtement de chaussée.

  D'autres paramètres sont également recensés : PK début, PK fin, communes concernées

page **13** 

autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : représentant de l'État

rapport de classement des routes départementales

pilotage pour l'élaboration du classement : DDTM du Var

## Classement sonore des infrastructures de transports terres

## Les paramètres

- William		
D de l'item	identifiant unique du tronçon	proprie au logiciel SIG utilisé
NOM PILE	numeratation unique du tronçon, d'ouest en est et de nord au sud, par type d'infrastructure nom de l'infraetucture	format "nominue ; numero"
AM ROE	norm de l'imiesticolore	
JEDO I ANI	מביתון תח ונתולמנו	
MOOMMINE	III to to light in a famous	
Gestionnaire	destionnaire de la voie	
IISSII	from de tiesu	orward or one and I
ARGEUR CHAUSSEE	James in territoria	
Two infrastructure	nature de la voie	Automate Nationale Départementale ou Voie communale
Nombre voies	norming de stries du l'angon	CARACTURATE, POPERTURATED OF YOR CONTINUED
DAMPE	momenta de votes de transport	Constitution of the Consti
Samre.	featings and a viscolation over to tenance	D, Z, D, M, D DD D (platform)
culation	sens de circulation sur le tronçon	sens double : monieer descente ou ., sens unique : moniee, descente ou
TMJA_2030_RETENU	TMJA retenu pour le calcul du classement sonore	
PL_POURCENT_TMJA	% de PL	
Revetement	classe de revêtement pour le calcul des émissions sonores (selon NMPB2008)	R3 par défaut
Age du Revetement	vellissement du revêtement considéré pour le calcul (selon NMPB.2XX8)	10 ans par défaut
llure	écoulement sur le tronçon (selon NMPB2008)	stabilisë ou accelére
-AeqRef_jour	niveau sonore de référence jour (6/22h)	
AeqRef_nuit	niveau sonare de référence nuit (22/6h)	
Catégorie de la voie	catégorie de classement sonore	
VL VITESSE	vitesse de circulation VL	
PL VITESSE	vitesse de circulation PL	
VL COEF DIV	coefficient diviseur pagser du TAJA au débit horaire VI. iour (6/18h)	Iccellicients SETRA/CERTL)
PI COFF DIV	coefficient duseur one case et du TMLA su dévit boraire Di lour (64.9%)	THE TOTAL OF THE PROPERTY OF T
VI DEBIT H	debil benefits VI for (6/19b)	conficience SETION/CEPT 1
o pent u	WOODER FRANKER OF LINE (AT 1777) WOODER FRANKER OF THE STATE OF THE ST	
N NO COLL DO	Security in the first to the fi	SOCIETA SETTINGENTIAL
No corr pix	Constitution board and passed and account (1975)	COMPANIES OF THE CONTROL
A PL COEF DIV	Commission was a vocasion in the second control of the second cont	
VL_DEBIL_H	debt horare V. hull (22 bh)	
N PL DEBILH	debit horare PL nut (22/8h)	
VL COEF DIV	coefficient diviseur pour passer du TMJA au débit horare VL sor (18/22h)	coefficients SE IRACERTU
PL_COEF_DIV	coefficient diviseur pour passer du TMJA au débit horaire PL soir (18/22n)	coefficients SETRA/CERTU
VL DEBIT H	debit horaire VL soir (18/22h)	
PL_DEBIT_H	débit horaire PL soir (18/22h)	
18 VL COEF DIV	coefficient diviseur paur passer du TMJA au débit horaire VL (6/18h)	Coefficients SETRA/CERTU
18 PL COEF DIV	coefficient diviseur paur passer du TMJA au débit horaire PL (6/18h)	coefficients SETRA/CERTU
J6 18 VL DEBIT H	débit horaire VL (6/18h)	
J6 18 PL DEBIT H	débit horaire PL (6/18h)	
TALM TV	TM.IA actual utilise pour le calcul du TM.IA 2030	
Contribution fraffic	Transfer service and the pour to content our most account	for units and factorization stress and defeat 190, DDM 190, DD 0, ESC VC
THE COLOURS	Works and a super-	The term of the greatest and the second of t
ON ORIGINE	IMAA utilise pour le ciasserient sorice precedent	SI O , tronjon non existent du non transmis
Revetement_origine	type de revêtement utilisé pour le calcul du classement précédent	
VL_VITESSE_ORIGINE	vitesse VL utilisée pour le classement sonore précédent	
PL VITESSE ORIGINE	Wtesse PL utilisée pour le classement sonore précédent	
TISSU ORIGINE	lissu utilisé pour le classement sonore précédent	
neur Origine	lameur totala du tronomulatica nour la classement comos adobtest	
I POURCENT	9, do Plife in de Bardacameni	
L CONCEAN		
vampe_origine	rainpe de la vole (%) utilisee pour le dassement boriore precedent	
CATEGORIE_VOIE_ORIGINE	catégone de classement sonore précédente	
EQ_REF_JOUR_ORIGINE	niveau sondre de référence jour du classement sonore précédent	
AEQ_REF_NUIT_ORIGINE	niveau sonore de référence nuit du classement sonore précédent	
ECOULEMENT ORIGINE	écoulement utilisé pour le classement sonore précédent	si non renseigne : non transmis
ORIGINE TRAFIC	criaine du trafic utilisé par Bureau Veritas	
BY ORIGINE PL POURCENTAGE	origine du % PL utilisé par Bureau Veritas	
ORIGINE VITESSE VL	orione de la vitesse VI. utilisée par Bureau Veritas	
ORIGINE VITESSE PI	printing de la vitesse PI utilisée nar Rupau Vertas	
OBIGINE BANDE	cristing de la compa utilisée par Burgan Veritae	
BY OBIGINE TIRE!	transfer our management of the comment of the comme	
ORIGINE 11880	Crafting out less utilise pai bureau Ventas	
BY ORIGINE LARGEOR	origine de la largeur des voies utilisée par bureau ventas	
BV ORIGINE NB VOIES	organe du nombre de voies utilise par bureau ventas	
*		
	nonveau troncon	Irajoute lors du traitement des données ou données du classement précédent non fournies

rapport de classement des routes départementales

pilotage pour l'élaboration du classement : **DDTM du Var** assistance à maîtrise d'ouvrage : **CETE Méditerranée** bureau d'études mandaré : BUREAU VERITAS

# Présentation d'un tableau simplifié de données ...

Pour en faciliter la lecture, le tableau est volontairement simplifié. L'ensemble des données sera rendu disponible dans le cadre de l'observatoire du bruit actuellement en cours de mise à jour.

# ... Tronçons classés présentés par commune et par infrastructure(s)

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du troncon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	affecté	Nature du fissu	estimation
STICILES.	55.50	8	103	limito do communo	,	metres	There are not	2030
ANTIGUES	20:12	3 2	203	limits de commune	9	200	IIBBN OUVEIL	C430 45
ANTIGUES	20.14	3 8	500	limits de commune	,	mi m	Ilean cower	C420 45
AKIIGUES	03.13	3 2	003	limite de commune	2	BI S	new ouver	2430. ID
	D3.16	3 8	070	IIIIIe de controle	2	901	IISSU OUVEIT	0400.10
ARIBUES	DS:17	3 8	0.00	IIII oe commune	9	001	IISSU OUVEIT	2450.10
	D209.73	Scon Scon	Till aggio at-cyr-sur-met	400m avant become agglo banco	20	001	TISSU OUVEIL	12019.33
DWNDOL	02500		Do soulo Of Our sur Mor	ADDRESS AND ADDRESS DOUGH	2	DI CO	Ilean cower	42013.33
DWIDOL	0550-39		Drawning of Organization	Affilm areas debut apply bender	9 1	200	IIPPRI DONNEIL	40040 33
DWICH	200000		Code south Deadel	COOL SECTION CONTRACTOR CONTRACTOR	,	200	Hoon noon	02455 30
DANICOL	DESCRI	5000	Solde aggle control	Harvill a look	2 0	000	There cover	220110 31
DANIOL	00000	5000	5000	Harroll a Look	7 0	007	The survey	2204034
DWIN	DOSOCA	5000	NOOS NOOS	Deposit of London	7	nez .	IIBAN ORNEII	20000
BANDOL.	DSSSEG	699	RUSSI	Detroit Le Lagis	2	250	TISSU OUVEIT	22010.31
BANDOL.	D559B:4	D659	RD559	Lieu-dit Le Logis	2	250	TISSU OUVER	22010.31
BANDOL	D559B:5	D659	RD559	Lieu-dit Le Logis	2	250	Tissu ouvert	22010.31
BANDOL	D559B:6	D659B	Deu-off Le Logis	Debut agglo Plan du Castellet	23	100	Tissu ouvert	12491.97
BANDOL	DEVIATION BANDOL: 1	D659	300m après RD5598	RD559	6	100	TISSU OUVER	17137.25
BANDOI.	DEVIATION BANDOL: 2	D659	RD559B	300m après RD559B	3	100	TISSU OUVER	17137.25
BARIOLS	DS60768	0990	Limite commune Brue	RD554	~	100	Tissimment	8415.52
BARIOLS	DS60-69	DESCO	Limite commune Brue	RD554		100	Tical navar	8415.52
BABINE	D55070	Deen	limita communa Bria	BDSS	,		There execut	8445.52
DAMOICO	DECAME	D654	Imfa zona Britanoiae	Feitha profe Baltanillar	,	8 60	There are not	43577.36
DELECTION	DECAM	2000	Limite zone Disproces	Enthological Balanchar	9 ,	200	Tipon navell	25 27254
DELGENIER	000000	1000	Unite zone digitates	Chinese agglo Designines	2	8	IISSU COVEIL	00.11001
BELGENTIER	D994:50	1004	Ermee aggo begenner	noum avant neu	3	100	TISSU OUVEIT	135/7.36
BELGENTIER	D554:51	Dest	Entree agglo belgenter	100m avant feu	2	100	TISSU OUVEIT	13577.36
BELGENTIER	D554:52	D654	Entrée aggio Belgentier	100m avant feu	3	100	TISSU OUVER	13577.36
BELGENTIER	D554:53	D654	Entrée aggio Belgentier	100m avant feu	3	100	TISSU ouvert	13577.36
BELGENTIER	D554:54	P654	100m avant teu	100m apriès feu	3	100	Tissu ouvert	13577.36
BELGENTIER	D554:55	D654	100m aprês feu	Fin aggio Belgentier	m	100	TISSU convert	13577.36
BELGENTIER	DSS4:56	Desa	Fin acido Belcentier	650m avant ruisseau de Renégon	3	100	TISSU DUVERT	13577.36
BELGENTIER	0554-57	Desa	Fin addio Relocution	650m avant nikseau de Rénéoon		100	Tissioned	13577.36
BEI CENTIFE	D554-58	Desa	650m avant missoan de Rénéonn	50m agant nisseau de Rénénon		100	Tissimment	13577.36
DE OFFICE	DOOLET DEVIATION DEL GENTIER -	Describes Deleasifier	Enths sorts Bolsonitor	Ele nomin Baltonellar		80,000	The same	35 22354
BECCE O IBJOON E	043-4	D43	PO N7	Eninda poolin Bacca / Iccola		800	Tices owner	5808.5
BESSEL SOLVESSOR III	1000			Enterto agglo Desset / Issues	,	8	Toron country	20000
DESCE-SURFISORE	0152	DIS	NOW Proposed	Chieve agglo Debae / Isable	9 1	3 5	The succession	00000
DESCRIPTION OF THE PROPERTY OF	DISC	DIS	Doed solid and solid Does	Dis.	2	8	Tiest onveil	0001.10
DESCRIPTION OF THE PROPERTY OF		2000	Dated Indicates The	DO 2013	9 7	200	There are not	000000
DESSE-SUR-ISSUE		AUI3	Debut Imidion /u	RU ZUIS	4 ,	30	IISSU OUVEIL	00000
BESSESURHSSOLE		RD13	RD15	Rond point rue notre Dame	2	100	TISSU OUVEIT	6808.6
	D198:121	D198	Sorbe agglo Bornes les Mimosa	R0298	4	90	TISSU OUVEIT	5048.57
	D198:123	986	100 m apres feu	Sortle aggio Bormes les Mimosa	4	80	Tissu ouvert	5048.57
	D198:124	D198	100 m apres feu	Sortle agglo Bormes les Mimosa	4	88	Tissu ouvert	5048.57
BORWES-LES-MIMOSAS	D196:125	0198	100 m apres feu	Sortle agglo Bormes les Mimosa	4	30	TISSU OUVEIT	5048.57
	D196:126	D198	Feu	100 m apres reu	4	30	TISSU OUVEIT	5048.57
	D198:12/	550	Toom apres tin aggio Lavandou	ren	4	R	TISSU OUVEIT	5048.57
DODGWES-LES-MINOSAS	D241.1	1241	KD559	RD41	4	8 8	Tissu ouver	5018.2
BOBMEC LECAMMOCAC	5341-3	1004	BOSS	100		8 8	Ticon owner	50182
BOBUEC FEMINOSAS	D208-1	Dogs	BOSCO	200m ande Rhos		8 8	Tices owner	10348 57
BORNES I FS.MIMOSAS	D208-10	1208	800m ande Brids	librardi la Cau	. 4	8 8	Tices named	10348 57
BORNES E MIMOSAS	D208-11	17008	SOOM SANDE PLOSE	Harvetta Can	,	3 5	Tices owner	10348.57
BORNES-LES-MIMOSAS	D298:12	0000	800m aprile RD98	Lieucht Le Gau	. 4	8 8	Tissioned	10348.57
BORNES-LES-MIMOSAS	D2983	1298	BD559	200m aprile BD98	. 4	8 8	Tissioned	10348 57
RORNES-I FS-MIMOSAS	D298-4	17948	BD559	200m aprile RD98	7	300	Tissioned	10348.57
BORWES-LES-MIMOSAS	D296:5	8620	RD559	200m aprés RD98	4	8	Tissu ouvert	10348.57
BORWES-LES-WIMOSAS	D29616	D298	RD559	200m aprets RD96	4	30	TISSU OUVEIT	10348.57
BORWES-LES-MIMOSAS	D298:7	D298	200m aprês RD98	800m après RD96	4	30	Tissu ouvert	10348.57
BORWES-LES-MIMOSAS	D296:8	D298	800m après RD98	Lieu-dit Le Gau	4	30	Tissu ouvert	10348.57
BORWES-LES-MIMOSAS	D296:9	D298	800m après RD98	Lieu-dit Le Gau	4	30	Tissu ouvert	10348.57
BORMES-LES-MIMOSAS	D298C:1	D298C	RD298	RD559	4	30	Tissu ouvert	12445.91
BORWES-LES-MIMOSAS	D559:183		D98	300m apres D98	m	100	Tissu ouvert	18747.91
BORNES-LES-MINOSAS BORNES-LES-MINOSAS	D559:184	D659	300m apres D96	Debut agglo Bormes-les-Mimosas Debut agglo Bormes los Alimosas	2 6	250	Tissu ouvert	18747.91
DURWESTESTMINOSAS	D559.185		300m apres use	Dettal aggio dumenten mimodo	,	NO.	Ilbau ouven	Torac.31

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
BORNES-LES-MIMOSAS	D559:186	D659	300m après D98	Debut agglo Bormes-les-Mimosas	2	250	TISSU OUVEIT	18747.91
	DS59:187	D659	300m après D98	Début agglo Bormes-les-Mimosas	2	250	Tissu ouvert	18747.91
	D559:188	D659	300m après D96	Debut aggio Bormes-les-Mimosas	2	250	Tissu ouvert	18747.91
	D559:189	D659	300m après D98	Début agglo Bormes-les-Mimosas	2	250	TISSU OUVER	18747.91
	D559:190	D659	300m aprês D96	Début agglo Bormes-les-Mimosas	2	250	TISSU OUVER	18747.91
	D559:191	659Q	300m aprês D98	Début agglo Bormes-les-Mimosas	3	100	TISSU OUVERT	18747.91
	D559:192	D659	300m après D98	Début agglo Bormes-les-Mimosas	3	100	TISSU OUVER	18747.91
	D559:193	D929	Début aggio Bormes-les-Mimosas	Fin aggio Bormes-les-Mimosas	3	100	TISSU DUVERT	18747.91
	D559:194	D659	Debut aggio Bormes-les-Mimosas	Fin aggio Bormes-les-Mimosas	3	100	Tissu ouvert	18747.91
BORMES-LES-MIMOSAS	D559:196	D659	Fin aggio Bormes-les-Mimosas	400m après fin aggio Bormes	3	100	Tissu ouvert	18747.91
	D559:196	699D	400m après fin aggio Bormes	Début aggio Le Lavandou	3	100	TISSU DOVINEIT	18747.91
	D559:197	D659	400m après fin aggio Bormes	Début agglo Le Lavandou	3	100	Tissu ouvert	18747.91
	DS59:198	D659	400m après fin aggio Bormes	Début agglo Le Lavandou	3	100	TISSU OUVEIT	18747.91
	D559:199	D659	Début aggio Le Lavandou	100m apriès feux	2	100	Tissuouvert	12712.28
	D559:200	D659	Début aggio Le Lavandou	100m après feux	2	100	Tissu ouvert	12712.28
	D98:54	D98	In zone 2/2 voies	600m avant aggio La Verrerie	2	250	Tissu ouvert	33807.73
BORNES-LES-MIMOSAS	D96:55	D98	In zone 2x2 voies	600m avant aggio La Verrerle	2	250	TISSU OUVER	33807.73
	D96:57	950	600m avant appio La Verrene	entrée aodo La Verrerie	2	250	Tissu ouver	26569.7
	096:58	960	Entrée addio La Verrene	D659		100	Tissimment	26569.7
	D98:59	950	Entrée aodio La Vernede	D559		900	Tical outsit	26569.7
	DOR-ED	Dos	Fritte annin I a Verranta	D650		000	There county	26550.7
BOBNES I SE MINOSAS	D98-61	DGB	Entrée aordio La Vernada	D650	2 6	250	The content	26569.7
	048:62	860	DASA	sortio andio La Viernerio		000	Teen conset	7129 73
	DOR-63	708	sortie aordio I a Merreda	600m année annin La Viernade		001	There couldn't	712073
BORMES I FS.MIMOSAS	D96:54	950	softe actio La Verrerie	600m après applica Verrede	2 6	8 6	Tissu numer	7129.73
	20.000	000	and and a standard	COOm marks and a Manual		80	Tool out of	CT-0071
	20000	000	COOm south south is Mornado	Hampailles Caines	2	200	There are not	7420.73
	03000	520	countrapies aggin La Vellene	Hamourilee Counce	9 1	000	Tiese conset	7100.13
	090.07	200	South apres aggle La Vellene	Lancauler Causes	2	9	Tissu owell	7420.72
	03000	200	countrajes aggio La vellene	railedules caules	,	9	IISSU CAVEIL	7400.13
	03000	200	count apres aggio La venene	namedules caules	2 (	OI C	IISSU COVEIL	7129.13
	036.70	030	onom apres applo La venene	nameau les caunes	2	m.	IISSI OWEIL	7123.13
BORWES-LES-MIMOSAS	D98./1	038	coum apres agglo La verrene	Hameau les Caunes	2 (	DI (6)	IISSII OUVEIL	7129.73
	096.72	600	countrapies aggin La vellene	namedu les Caures	2	000	Ilean conell	7400.72
	096.73	020	nameau les caunes	Imme zone Dragugnan	,	mi.	IIPPR COVIEIL	7123.13
BORNES-LES-MINOSAS	D96./4	028	Hameau les Caunes	Imme zone Uragugnan	2	DI.	IISSU OUVEIL	7129.13
	090.73	030	named les cames	Imme zone Oragugnan	2	000	Ilssu ouver	7400.73
	0.56.76	020	ramedules caures	Imme cone Diaguagnan	2 1	100	IISSU CUVEIL	7123.13
	D98:77	038	Hameau les caunes	Imile zone Dragugnan	20	001	TISSU OUVEIT	7129.73
	D96:78	D98	Hameau les Caunes	limite zone Draguignan	2	100	TISSU OUVEIT	7129.73
	09679	038	Hameau les Caunes	Imite zone Dragugnan	9	001	TISSU OUVEIT	7129.73
BORNES-LES-MIMOSAS	D98:80	D98	Hameau les Caunes	limite zone Draguignan	2	100	TISSU DUVERT	7129.73
	D2554:1	D2554	Sorbe agglo	RD43	2	100	Tissu ouvert	6970.41
	D43:1	D43	RD N7	Fin aggio Brignoles	3	100	TISSU DUVEIT	17206.95
	D43:10	D#3	RD554	RD212	2	100	Tissu ouvert	15932.36
	D43:16	D43	RD212	RD554	2	100	TISSU OUVEIT	15932.36
	D43.17	DAS	KU004	/uum apres ruob4	7 ,	DS2	TISSU OUVEIT	18406.1
DINGNOLES	0452	250	RD N/	rin aggio prignores	2	000	IISSU OUVEIT	17205.50
	0455	3	Till aggio Dilgriores	TOOS.	9 .	3 5	The survey	17,000.30
	045.4	250	TILI AUGUS DINGTONS	TUCOS	2 .	9 6	The succession	17,200.30
	DA3-7	243	BD654	RIDG12	2 "	9	Tical owner	15020 36
	043-8	3	BOSS4	NOC12	2 "	200	There outside	00.30C01
HRICANOI ES	D43-9		BD554	R1012		100	Tissioner	15939.36
	D554-17	Dese	Financial a Val	Dahuf aonin Brimmiac	,	250	Tical parent	15150 30
	D554-18	Deca	Financial e Val	Debut amin Birmoles	3	250	Tissu outeit	15159.30
	0554-10	Desi	Dahut aonin Brimolec	500m ande deh anno Brimniae		250	Tical parent	15150 30
	D554-20	Desi	Debut acrin Britanoles	SOOM après deb apple Enginees		100	Tical payer	15159.30
	DN7-59	DN7	RD205	400m avant acido Bricinoles	m	100	Tissuouvert	14944.06
	DN7-50	DN7	RD2015	400m avant apple Briomoles	2	250	Tissuomen	18268 69
	DN7-61	DN7	BD305	400m avant andio Briomolec	- 6	250	Tical ower	18268 69
BRIGNOLES	DN7:62	DN7	RD205	400m avant agglo Brignoles	2	250	Tissuouvert	18268.69
	DN7:53	DN7	RD205	400m avant agglo Brignoles	2	250	TISSU OUVER	18268.69
BRIGNOLES	DN7:54	DN7	400m avant addlo Brignoles	Debut applo Brignoles	2	100	TISSU DUVERT	18268.69

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la	Catégorie de la affecté par le bruit en voie	Nature du fissu	TMJA
on Cholde	DNZ-85	DM7	Début acrio Brimoles	BD/(3		metres	Themson	2030
BRIGACIES BRIGACIES	DN7-57	DN7	Début acrio Briancies	RD43	2 6	8 6	Tissi ower	18268.69
BRIGHOLES BRIGHOLES	DN7:58	DN7	RD43	Breleile A8		ē	Tissioner	15185.53
BRIGHOLES	DN7:69	DN7	Bretelle A8	RD654	· "	8 10	Tissuomen	15185.53
BRIGNOLES	DN7:70	DN7	RD554	RD12	3	100	Tissu ouvert	15185.53
BRIGNOLES	DN7:71	DN7	RD12	Fin aggio Brignoles	m	100	Tissu ouvert	15185.53
BRIGNOLES	DN7:73	DN7	RD12	Fln aggio Brignoies	2	100	TISSU OUVER	15185.53
BRIGNOLES	DN7:74	DN7	RD12	Fin aggio Brignoles	3	100	TISSU OUVER	15185.53
BRIGNOLES	DN7:75	LND	Fin agglo Brignoles	RD79	3	100	Tissu ouvert	10237.79
BRIGNOLES	DN7:76	DN7	RD79	100m apress RD79	3	100	Tissu ouvert	10237.79
BRIGNOLES	DN7:77	DN7	100m après RD79	Debut zone 90	3	100	TISSU OUVEIT	10237.79
BRIGNOLES	DN7:78	DN7	100m aprês RD79	Debut zone 90	3	100	Tissu ouvert	10237.79
BRIGNOLES	DN7:79	LNG	Debut zone 90	Fin zone 90	3	100	TISSU OUVER	10237.79
BRIGNOLES	DN7:80	DN7	Debut zone 90	Fin zone 90	3	100	TISSU OUVER	10237.79
BRIGNOLES	DN7:81	DN7	Fin zone 90	Debut zone 80	3	100	Tissu ouvert	10237.79
BRIGNOLES	DN7:82	DN7	Fin zone 90	Debut zone 80	3	100	Tissu ouvert	10237.79
BRUE-AURIAC	D560:62	D660	Limite commune Sellons	Limite commune Barjois	3	100	TISSU OUVER	8415.52
BRUE-AURIAC	D560:63	0990	Limite commune Sellons	Limite commune Barjois	3	100	TISSU OUVEIT	8415.52
BRUE-AURIAC	D560:64	D560	Limite commune Sellons	Limite commune Barjois	3	100	Tissu ouvert	8415.52
BRUE-AURIAC	D560:65	D960	Limite commune Sellions	Limite commune Barjois	3	100	TISSU OUVEIT	8415.52
BRUE-AURIAC	D560:66	D990	Limite commune Sellons	Limite commune Barjois	4	30	TISSU OUVEIT	8415.52
BRUE-AURIAC	DS60:67	D990	Limite commune Sellons	Limite commune Barjois	2	100	Tissu ouvert	8415.52
CALLWI	DS6:1	990	RD562	Panneau debut agglomeration	3	100	Tissu ouvert	5492.93
CALLIAN	D56:2	990	RD562	Parmeau deout agglomeration	3	100	TISSU OUVEIT	5492.93
CALLWI	DS6:3	990	Panneau debut agglomeration	Panneau fin agglomeration	4	30	Tissu ouvert	5492.93
CALLIAN	D56:4	990	Panneau fin agglomération	RD37	4	30	Tissu ouvert	5492.93
CALLIAN	D562:48	D962	100m avant RDS6	200m apres RD56	3	100	TISSU OUVEIT	29769.87
CALLWI	DS62:49	D962	100m avant RDS6	200m après RD56	2	100	Tissu ouvert	29769.87
CALLIAN	DS62:50	D962	200m apres RD56	100m après commune Callan	2	250	Tissu ouvert	29769.87
CALLWI	D562:51	D962	200m apres RD56	100m apres commune Callan	2	250	TISSU OUVEIT	29769.87
CALLIAN	D962.52	1262	Zuom apres Russo	100m apres commune Callan	2	250	TISSU OUVEIT	29769.87
CALLIAN	D96233	7997	ZOUM apres PUSo	Tuum apres commune Callan	7	230	IISSII OUVEIL	/8/69/8/
CAMPS-LA-SOURCE	D43.11	DAS	RUSS4	RUZ1Z	2	DI.	IISSU OUVEIL	15952.36
CAMPELA SOURCE	040:12	250	ND212	+conu	0 -	90	There cannot	10302.30
CANDOL A-COLINOR	043-14	243	NO212	POSSA	9 6	8 6	Tical owner	15070 36
CAMPSU A SOURCE	043-15	570	RD212	BDSG		901	Tissiment	15920.36
CARNOULES	D97:127	260	1000m après în applo Cuers	Début acrois Camoules	m	100	Tissuouvert	14631.63
CARNOLLES	D97-128	1007	1000m après fin apple Cuers	Debut apple Campules	m	100	Tissuower	1463163
CARNOULES	D97:129	260	1000m apres in apple Cuers	Debut acrolo Camoules	9 60	100	Tissu ouvert	1463163
CARNOULES	D97:130	D97	1000m après in aggio Cuers	Debut applo Camoules	2	100	Tissu ouvert	14631.63
CARNOULES	D97:131	D97	1000m apres in addio Cuers	Debut applo Camoules	m	100	Tissu ouvert	14631.63
CARNOULES	D97:132	<i>1</i> 60	Entree agglo Camodies	100m avant feu	3	100	TISSU OUVEIT	14631.63
CARNOULES	D97:133	D97	Entrée aggio Camoules	100m avant feu	3	100	TISSU OUVERT	14631.63
CARNOULES	D97:134	D97	Entrée aggio Camoules	100m avant feu	6	100	TISSU OUVEIT	14631.63
CARNOULES	D97:135	D97	100m avant feu	100m après feu	m	100	Tissu ouvert	14631.63
CARROLLES	D9/136	DS/	100m avant neu	100m apres reu	9	100 E	IISSU OUVEIL	11024.45
CARMOULES	002-137	202	100m system for	Ele soulo Comordos		8 16	There cannot	44004.45
CARNOLLES	D07-130	250	100m ands fall	Fin acretic Campulac	. 4	8 8	Tical nation	11024.45
CARNOLLES	D97:140	260	Fin acido Camoules	200m après fin appio Campules	m	100	Tissi ouvert	11024.45
CARNOULES	D97:141	D97	200m après fin aggio Camoules	Umite zone Brignoles	r	100	TISSU OUVER	11024.45
CARNOULES	D97:142	D97	200m après fin aggio Camoules	Limite zone Brignoles	3	100	TISSU OUVER	11024.45
CARNOULES	D97:143	D97	200m après fin aggio Camoules	Limite zone Brignoles	3	100	TISSU OUVER	11024.45
CARNOULES	D97:144	D97	200m après fin aggio Camoules	Limite zone Brignoles	9	100	TISSU OUVEIT	11024.45
CARNOULES	D97:145	D97	200m après fin aggio Camoules	Limite zone Brignoles	3	100	TISSU OUVEIT	11024.45
CARNOULES	D97:146	<i>1</i> 60	200m après fin aggio Camoules	Limite zone Brignoles	m	100	Tissu ouvert	11024.45
CARQUEIRANNE	D442:1	DM2	RD559	Port de Carquelranne	4	8	Tissu ouvert	9578.09
CARCUEIDANNE	D4422	DA42	KD009	Port de Carquellanne	4 0	80	Tissu ouver	90/8/08
CAROLIFIRANNE	0559-145	0559	Finaggio de mades Financio Le Diadet	Début acrio la Carquellanne	2	250	Tissu ouver	18996.85
CARQUEIRANNE	DS59:147	D659	Fin aggio Le Pradet	Debut agglo La Carqueiranne	6	100	TISSU OUVER	18996.85
CARQUEIRANNE	D559:148	D659	Fin aggio Le Pradet	Debut agglo La Carquelranne	3	100	TISSU OUVEIT	18996.85

rapport de classement des routes départementales

Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la affecté par le bruit en voie mètres	Nature du tissu	estimation 2030
CARQUEIRANNE	D559:149	D659	Fin aggio Le Pradet	Debut agglo La Carquelianne	3	100	Tissu ouvert	18996.85
CARGUEIRANNE	DS59:150	D659	Debut aggio Carqueiranne	RD442	m	100	Tissu ouvert	18996.85
CARQUEIRANNE	D559:151	D659	Debut aggio Carqueiranne	RD442	3	100	Tissu ouvert	18996.85
CARQUEIRANNE	D559:152	D659	Debut aggio Carqueiranne	RD442	3	100	TISSU OUVER	18996.85
CARQUEIRANNE	D559:153	D659	RD442	350m après RD442	3	100	TISSU OUVER	18996.85
CARQUEIRANNE	D559:154	659Q	350m après RD442	Fin aggio Carqueiranne	3	100	Tissu ouvert	18996.85
CARQUEIRANNE	D559:155	D659	Fin aggio Carqueiranne	100m aprés agglo Carqueiranne	3	100	TISSU OUVEIT	18996.85
CARQUEIRANNE	D559:156	D659	100m après aggio Carqueiranne	Fin commune Carqueiranne	3	100	TISSU OUVER	18996.85
CARQUEIRANNE	D559:157	659	100m après aggio Carqueiranne	Fin commune Carquelranne	2	100	Tissu ouvert	18996.85
CARQUEIRANNE	D559:158	D659	100m apres aggio Carqueiranne	Fin commune Carqueiranne	e	100	Tissu ouvert	18996.85
CARQUEIRANNE	USSELLES	Logi	100m apres aggio Carqueranne	rin commune carqueranne	3	100	TISSU OUVEIT	18996.85
CARGUEIRANNE	D/6:1	0/0	Some aggo La Modicime	FUCOS	n	100	TISSU OUVEIT	120501.09
CARQUEIRANNE	D/62	D/6	some aggio La Moutonne	RUSO9	3	100	TISSU OUVEIT	12050.09
CAVALAIRE-SUR-MER	U209.246	LOSS	rin aggo le rayo	TUDOM AVAIL AGGIO CAVAIAILE	m	100	TISSU OUVEIT	15063.47
CAVALAIRE-SUR-MER	USS97247	Dose	rin aggio le rayol	1000m avant agglo Cavalane	2	100	Tissu ouvert	15083.47
CAVALAIRE-SUR-MER	D5597248	DSS	Hin aggio le Hayoi	1000m avant aggio cavalaire	m	100	Tissu ouvert	15083.47
CAVALAIRE-SUR-MER	D559:249	D659	Fin aggio le Rayol	1000m avant aggio Cavalaire	2	100	TISSU OUVEIT	15083.47
CAVALAIRE-SUR-MER	025820	DSS9	rin aggio le rayol	1000m avant aggo Cavalaire	3	100	TISSU DUVEIT	15063.47
CAVALAIRE-SUR-MER	D559/251	Dog	Hin aggio le reayor	1000m avant aggio cavalaire	m	100	Tissu ouvert	15063.47
CAVALAIRE-SUR-MER	U5597252	1009	FIN DE DETIDE	Debut applo Cavalaire-Gur-Mer	2	100	TISSU OUVEIT	15083.47
CAVALAIRE-SUR-MER	D559/253	DSS	HIII de pertie	Debut agglo Cavalaire-But-Wer	2	100	Tissu ouvert	15083.47
CAVALAIRE-SUR-MER	USSEZS4	Dog	Fin de pertie	Deour agglo Cavalaire-sur-wer	2	100	Tissu ouvert	15083.47
CAVALAIRE-SUR-MER	U559/255	LOSS	Avenue G. PERI	4um avant rue Geoges bizet	9	100	TISSU OUVEIT	15083.47
CAVALAIRE-SUR-MER	D295255	1009	Avenue A. DAUDET	Averue des Alles	2	100	TISSU OUVEIT	15063.47
CAVALAIRE-SUR-MER	USSEZSS	DOSE	4Um avant rue Geoges bizer	Avenue A. DAUDE I	2	250	Rueenu	15063.47
CAVALAIRE-SUR-MER	D559:262	D659	Fin voles à sens unique	buum avant iin aggo Cavalaire	m	100	Tissu ouvert	21338.16
CAVALAIRE-SUR-MER	USSEZES	Design	rin voies a sens unique	buum avant iin aggio Cavalaire	9	100	IISSU OUVEIT	Z1338.1b
CAVALAIRE-SUR-MER	D559.264	D659	Suom avant iin aggio Cavataire	rin aggio Cavalaire	2	100	TISSU DUVERT	21338.16
CAVALANCESUR-MER	027600	Rean	Soom avail in agglo Cavadire	TIT agglo Cavalaire	2	000	Ilsau ouveil	21330.10
CAVALAINE SUR MED	0000000	6600	Short avail in aggle Cavadire	Till aggio Cavadalle	2 .	9	Tissu ouveil	21330.10
CAVALANDE SI IR MER	0450-368	Desp	Shifting autority for anythe Cavalaire	Fin applications	2 "	200	Ticon outcom	21338.16
CAVALABE OF MED	DEED-SED	Desp	COOM available aggle covaring	The again Contains	2 "	8 6	Theri cannot	24338 46
CHATEAIDOURIE	DSA	Dea	DOSS	limia communa		800	Tical payor	6203 58
NI COCC	DARS	200	RDSSR	Fla sorio Consolin	, ,	200	Teen owner	7676 37
COGOLIN	DA8:4	D48	RDSS8	Fin actio Cocolin		300	Tissuoment	7626.37
COGOLIN	D558:54	9590	Debut aggio Cogolin	Debut rue en U	3	100	Tissu ouvert	14312.99
COGOLIN	D558:55	D658	Debut aggio Cogolin	Debut rue en U	2	100	Tissu ouvert	14312.99
NICOSOCIA	D558:56	D658		Finneen U	2	250	Rue en U	14312.99
COGOLIN	DSS8:57	D658		D98	2	250	Rue en U	14312.99
COGOLIN	D558:58	D658		D98	2	250	Rue en U	14312.99
COGOLIN	D558:59	D658		D98	3	100	Tissu ouvert	14312.99
COGOLIN	D558760	D558		D98	3	100	TISSU OUVEIT	14312.99
COGOLIN	D558:61	D658		D98	3	100	Tissu ouvert	14312.99
COGOLIN	D559:300	D659		250m apres RD 98A	2	250	Tissu ouvert	37167.22
COGOLIN	D559:306	653	100m apres reu	250m apres RD 98A	2	250	TISSU OUVEIT	37167.22
COCOLIN	Doc-100	500	D36	100m apres reu	2	007	There cannot	34221.2
NI COCC	DD8-101	000	Debut zone 50	COTIN parde fin commune   a MAla	2 "	9 0	Teen owner	1030213
NICOCO	D48-102	048	fin zone 50	100m sories fin zone 50		100	Tissioned	10392 13
NICOSOTIN	D98:103	860	In zone 50	100m acres fin zone 50		100	Tissuowert	10392.13
COGOLIN	D98:104	D98	Fin zone 70	300m avant RD61	6	100	Tissu ouvert	10392.13
COGOLIN	D98:105	960	Finzone 70	300m avant RD61	3	100	TISSU OUVEIT	10392.13
COGOLIN	D98:106	D98	Fin zone 70	300m avant RD61	3	100	Tissu ouvert	10392.13
COGOLIN	D98:107	D98	Fin zone 70	300m avant RD61	3	100	Tissu ouvert	10392.13
COGOLIN	D96:108	D98	Fin zone 70	300m avant RD61	3	100	TISSU OUVEIT	10392.13
COGOLIN	D98:109	D98	Fin zone 70	300m avant RD61	2	250	Tissu ouvert	32811.95
COGOLIN	D98:110	D98	Fin zone 70	300m avant RD61	2	250	Tissu ouvert	32811.95
COGOLIN	D98:111	D98	Fin zone 70	300m avant RD61	2	250	Tissu ouvert	32811.95
COCCUIN	D98:112	D98	Fin zone 70	300m avant RD61	2 6	280	Tissu ower	32811.95
NOCOLIN	D98:114	D28	300m avant RD61	200m avant feux	1 61	250	Tissu ouvert	32811.95
NICOSO	D98-115	000	300m avant RD61	200m avant feux	2	250	Tissu ouvert	3281195
20000	200.00	250	William record	ZUVIII GFCB n numa		2004	Hone corner.	200111000

rapport de classement des routes départementales

nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	voie	voie mêtres voie mêtres	tissu	estimation 2030
	D96	200m avant feux	100m après feux	2	250	Tissu ouvert	32611.95
	0368	200m avant feux	TODM apres feux	2	250	Tissu ouwert	32811.96
	1000	100m analysis	250m apriles RD 98A		250	Tissu ouver	37167.22
	D98		500m avant RD61	2	250	Tissu ouvert	34227.2
	988		500m avant RD61	2	250	Tissu ouvert	34227.2
	880		Subm avant RDG:	2	250	Technology	3422/2
D96:39	960		900m après fin commune La Mole		100	Tissu ouvert	10392.13
	D22	e Le Val	RD45	3	100	Tissu ouvert	5928.75
	D22	RD45	Limite commune Montfort		9	Tissu ouvert	5928.75
	Did	RAST BAST	Limitation 60 km/h	m ,	001	Tissu ouvert	9900.47
	Pid Dia	NO.	Limitation of kinds		00.00	Term conset	3500.47
	Di4	28/87	Umitation 60 km/h		001	Tissuoment	9900.47
D14:5	D14	RN97	Limitation 60 km/h	9	100	Tissu ouvert	9900.47
	D14	Umitation 70 kmh	Fin Limitation 70 km/h	3	100	Tissu ouvert	9900.47
D14:7	D14	Umitation 70 kmh	Fin Limitation 70 km/h	3	100	Tissu ouvert	9900.47
D14:8	D14	Fin Limitation 70 km/h	Entrée agglo Piemereu		100	Tissu ouvert	9900.47
DASSI	583	Umite zone Brignoies	Umication 70 km/h	2 7	250	TISSU OUMER	205/8.45
	573	Limitation 70 kmh	Po Imtalion 70 km/h	2 10	8 6	Test orner	19757.37
D4334	DAS	Limitation 70 km/h	Fin Limitation 70 limits	2	250	Tissuomen	19757.37
	200	Fin limitation 70 limith	200 m avant vote 500F	,	240	Thearman	19757 37
	100	200 m avant usie SNOF	RN97	. ~	000	Tiest orward	19757.37
	143	200 m avant voje SNAS	102E	, "	9	Themound	27 OD66
D87-100	797	Financial	Fin and of Diegs		250	Bra on I	11649.3
	280	En rue en U	Fin aodio Quers	4		Thesi punert	11649.3
20	260	Fin rue en U	Fin addio Cuers	3	up.	Thoughout	14631.63
103	260	Fings and	Fin and o Cuers		Q Q	Themound	1463163
200	262	En aceto Cuers	1000m series fin agolo Cuers		100	Tissuomen	1483183
8	280	En aodio Cuers	1000m agrees fin aggio Cuers	. ~	100	Tissu ouvert	1463163
18	260	Fin acidio Cuers	1000m agree fit agold Cuers	2	100	Tissuoment	19757.37
107	083	Fin addio Cuers	1000m après fin applo Cuers	3	100	Tissu ouvert	14631.63
90	193	Fin agglo Cuers	1000m après fin aggio Cuers	3	100	Tissu ouvert	14631.63
109	D97	Fin addio Cuers	1000m après fin aggio Cuers	3	100	Tissu ouvert	14631.63
110	D97	1000m après fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules	9	100	Tissu ouvert	14631.63
D97:111	D97	1000m après fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules		100	Tissu ouwert	14631.63
1112	D97	1000m après fin agglo Cuers	Début agglo Camoules		100	Tissu ouvert	14631.63
.82	D97	Fin aggio Solliès-Port	700m avant debut aggio Cuers	7	30	Tissu ouvert	12352.56
83	D97	Fin agglo Solliès-Pont	700m avant debut aggio Cuers	3	100	Tissu ouvert	12352.56
25	D97	Fin agglo Solliès-Pont	700m avant debut aggio Cuers	3	100	Tissu ouvert	12352.56
88	760	Fin agglo Solles-Port	700m avant debut aggio Cuers	8	100	Tissu ouvert	12352.56
D97:86	D97	700m avant debut agglo Cuers	sano ofice incap sade moos	7	30	Tissu ouvert	11649.3
D97:87	D97	600m apres debut agglo cuers	Debut ne en U	8	100	Tissu ouvert	11649.3
D97:88	D97	600m apres debut agglo Cuers	Debut ne en U	8	100	Tissu ouvert	11649.3
D87789	D97	700m avant debut agglo Cuers	600m apres debut aggio Cuers	4	88	Tissu ouvert	12352.56
D97:90	D87	700m avant debut agglo Cuers	600m aprés début aggio Cuers		100	Tissu ouvert	12352.56
18/31	08/	coun apres peout agglo cuers	Deout rue en o	-	100	IBSD OUVER	11649.3
09/32	D9/	Deport use en u	rin Næen U	m ,	99	Rue en U	11049.3
20130	283	Didnet con con 11	O III O O O O O O	3,	00 50	One ell o	445403
200	265	Debut pe on 11	Po po po	,	000	Charles on the	2824.03
707.05	707	Dahutnaan	Fineani		400	Discoul.	5824.03
197-97	260	En na ean U	Fin acido Cuers	, ,	350	Rison	11649.3
D87.98	260	Tin the ent U	Fin addio Cuers	2	250	Rue en U	11649.3
81		Fin rue en U	Fin agglo Cuers	2	250	Rueenu	11649.3
D1555:1		RD657	Rond-Point St-Leger	2	100	Tissu ouvert	22830.56
55:10		Rond-Point St-Leger	Fin agglo Draguignan	3	100	Tissu ouvert	25464.4
8:11		Rand-Point St-Léger	Fin agglo Draguignan	2	100	Tissu ouvert	25464.4
D1555:12		Rand-Point St-Léger	Fin agglo Dragulgnan	3	100	Tissu ouvert	25464.4
80.13	D1555		Herapida Draguignan	3	100	Tissu ouvert	25464.4
D1555:14	D1565	Rond-Point St-Leger	Fin aggio Draguignan	me	100	Tissu ouvert	25464.4
282	Disse		Rond-Point St. Loar	2 6	250	Russell	22630136
D1556.4	DISSS		Rond-Point St-Leger	2	250	Tissu ouvert	25464.4
D1556:5	DHS65		Rond-Point St-Leger	2	250	Fue en U	25464.4
D1556:6	D1565		Rond-Point St-Leger	3	100	Tissu ouvert	25464.4
D1556.7	D1565	RD557	Rond-Point St-Leger	3	100	Tissu ouvert	25464.4
55.3	D1555		Rond Point St-Leger	8	90	Tissu ouvert	25464.4
989	01555	Rond-Point St-Likoer	Fin applic Drawniana	,			25.45.44

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la	Catégorie de la affecté par le bruit en voie	Nature du	estimation
NAMOUNT		32	Fin 3 unles	Debut 3 unies	,	metres	Technish	2030
DRACI IICNIAN		2	Fin 3 voles	Debut 3 voles		, ui	Tiggi orwer	5657 23
DRACIICMAN	D54:12	DEA	Diffout 3 voles	Fin 3 voles		000	Then orward	5657 23
DRAGUIGNAN			Fin 3 voles	Debut 3 voies	9	33	Tissu ouver	5657.23
DRAGUGNAN			Fin 3 voles	Debut 3 voies	7	30	Tissu otwert	5657.23
DRAGIIGNAN				Debut acris Disaufonan	3	100	Tissuoiner	12062 54
DRAGUIGNAN	D657:11		Fin agglo Flayosc	Debut agglo Dragulgnan	6	100	Tissu ouvert	12062.54
DRAGUIGNAN				Debut agglo Dragulgnan	3	100	Tissu ouvert	12062.54
DRAGUIGNAN				Debut agglo Dragulgnan	3	100	Tissu ouvert	22802.66
DRAGUIGNAN				100m avant feu	3	100	Tissu ouvert	22802.66
DRAGUIGNAN				100m avant feu	~	100	TISSU OLIVEIT	22802.66
DIRACI IIONIAN	D667-17			100m availt let	2 6	100	Tical place	22002.00
DRACIICARA				100m après feu	2 6	000	Tissu ouver	22802.00
DRAGUIGNAN				600m avant RNSSS		001	Tissu ouver	22802.66
DRAGUIGNAN				600m avant RN555	3	100	Tissu ouvert	22802.66
DRAGUIGNAN				600m avant RNSSS	2	100	Tissu ouvert	22802.66
DRAGUIGNAN				600m avant RN555	3	100	Tissu ouvert	22802.66
DRAGUIGNAN				BD MARECHAL JOFFRE	2	100	Tissu ouvert	22802.66
DRAGUIGNAN				BD MARECHAL JOFFRE	2	100	Tissu ouvert	22802.66
DOACHONAN			DEC 1974	DO MANGONAL JOSEBS	2 0	100	The subment	22002.00
DANGE CONTRACT		DO DO MANCOLACITAC	CLICMONE 1974	DO HANDON PLANTING	,	001	Tipou Duvell	22,002,00
DOAC IICHAN	DGC 30	1000	Fin applications	RDSS7	2 -	001	The content	7255.60
DOSOI DONAM		500	Fin applications	RD657	,	000	The control	7256.60
DRACI ICARA		2000	En acrio i crimiss	RDS57		nui-	Tech ower	7256.69
DOACH HOMAN		DEKO	Fin applications	RDSSZ		004	The standard	7256.60
DOAD! BOMAN		DE629	Fin andio i omisse	RD657	,	000	Therronand	7256.69
CONTRACT CONTRACT		2002	Fin applications	8060	2 ^	000	The control	5505 13
DRACI IONAN		7800	Bucco	100m sorbe RNSSS	2 "	001	Read Ouver	5850 15
DOACHONAN		600	COllon see the service Demonstration	200m se da soula Descripanza	,	200	Therease	0006.10
DOMO: INCHASE		000	Stolm or its aggle chagagings	200m av. III aggio oragingrali	,	8 8	The second	0006.10
DOMO: DOMO:		500	Soon as III agus Liaguagual	Soon av. III aggio oragingran	,	8 8	Test ower	0000.10
DANGUIGINAN	109.12	S S S S S S S S S S S S S S S S S S S	count av. III aggio Diagugnari	Soom av. IIII aggio Criaglagrian	,	8 8	I Bear Ower	0002.10
UNAGUIGNAN		893	Soom av. im applo pragugnan	Julia apres augo Litaguignan	,	8 :	I Bed Oliver	0007.10
DRAGUIGNAN		089	Storm av. nn aggio Draguignan	Zurm apres aggo uraguignan	4	8	TISSU OUVEIT	6652.16
DRAGUIGNAN			coun apres agglo unaguignan	SUUM AVAIR PLOSE	4	8	TISSU OLIVEIT	9027.10
DRAGUIGNAN			zuum apies aggio uraguignan	SOUTH BY STILL PLOSE	4	8	TISSU OUVEIT	0032.16
DRAGUIGNAN			zuom apres aggio Draguignan	SUUM avant RUSA	4	90	Tissu orwert	9652.16
DRAGUIGNAN			200m après aggio Draguignan	800m avant RD54	4	30	Tissu ouvert	6852.16
DRAGUIGNAN			Storm avant RDS4	350m avant RD54	9	100	Tissu ouvert	6652.15
DRAGUIGNAN			100m apres RN555	600m av. fin agglo Oragulgnan	2	100	Rue en U	6852.16
DRAGUIGNAN	D69:20		350m avant RDS4	RD54	e	100	Tissu ouvert	6852.16
DRAGUIGNAN				RDS4	2	100	Tissu ouvert	6852.16
DRAGUIGNAN				RDS4	3	100	Tissu ouvert	6852.16
DRAGUIGNAN				600m av. fin agglo Oragulgnan	3	100	Rue en U	6852.16
DRAGUIGNAN				600m av. fin agglo Dragulgnan	4	30	Tissu ouvert	6852.16
DRAGUIGNAN	D69:5			600m av. fin agglo Dragulgnan	4	30	Tissu ouvert	6852.16
DRAGUIGNAN				600m av. fin agglo Dragulgnan	4	30	Tissu ouvert	6652.16
DRAGUIGNAN				600m av. IIn agglo Dragulgnan	4	88	Tissu ouvert	6652.16
DRAGUIGNAN	D59:8			600m av. Iln agglo Dragulgnan	4	33	Tissu ouvert	6852.16
DRAGUIGNAN	Desca			coum av. III agglo Uraguignan	4	8	Tissu ouver	6652.16
CHARGOIGNAN				Debut aggle Chagaignan	2	001	I Issu ouver	10724,00
DAYSOISMAN				Dobré agelo chagaignaí	2	001	I Bed Ouver	45704.00
DRACIICIAN			Début aodo Descritoran	100m avant face	0 6	001	Tissu other	16724.00
DRAGIIGNAN				100m avant feux		100	Tissuouver	16724 00
DRAGUIGNAN				100m après feux	6	100	Tissu ouvert	16724.00
DRAGUIGNAN				100m après feux	3	1001	Tissu ouver	14994.2
DRAGUGNAN				100m après feux	3	100	Tissu ouvert	14994.2
DRAGUIGNAN				100m aprês feux	т.	100	Tissu ouvert	14994.2
DIRAGOIGNAN			BU MENDES FRANCE	RUND HOINI CHANLES DE GAULLE	4	8	TISSU OUVEIT	143/230
ENTRECASTERIN	D0021		Rulate LA BRESONIE	Chemin les PLANTADES	2	001	Tiest ower	5600 00
BARNOS			Dahut amin St Anne d'Evenne	Fin and of Ame d'Fuence	2 4	no.	The state of the state of	13750.38
PIENCE		SNO SNO	Debut applied St Anne d'Evenos	Fin addo St Ame d'Evenos	, 4	8 8	Tissininer	13750.38
EVENOS		DNS	Début agglo St Anne d'Evengs	Fin addo St Anne d'Evenos	7	R	Tissu ouvert	13750.38
EVENOS		DNB	Debut agglo St Arme d'Evenos	Fin agglo St Anne d'Evenos	4	30	Tissu ouvert	13750.38
EVENOS		DN8	Debut agglo St Anne d'Evenos	Fin agglo St Anne d'Evenos	7	30	Tissu ouvert	13750.38
EVENOS		DN8	Fin agglo St Anne d'Evenos	Debut agglo Olloules	4	88	Tissu ouvert	13750.38
EVENOS		DN8	Fin agglo St Anne d'Evence	Debut agglo Officiales	4	8	Tissu ouvert	13750.38
EVENOS	DN8:34	DNS	Fin agglo St Anne d'Evence	Debut aggio Olloules Debut aggio Olloules	2	100	Tissu ouvert	13750.38
EVENOS		DNS	FIN agglo St Arme dizwerds	Debut aggio critoures	20	100	Tissu ouven	13/30.30

rapport de classement des routes départementales

DNR 34         DNR           DNR 35         DNR           DNR 36         DNR </th <th>Fin applic 8 Aven efficience Debut applic 8 Aven efficience Debut applic 19 Aven efficience Even applic 19 Aven efficience Significant efficience Signif</th> <th>Debut agglo Officules Debut agglo Officules RD563</th> <th></th> <th>3 100</th> <th></th> <th>13750.38</th>	Fin applic 8 Aven efficience Debut applic 8 Aven efficience Debut applic 19 Aven efficience Even applic 19 Aven efficience Significant efficience Signif	Debut agglo Officules Debut agglo Officules RD563		3 100		13750.38
	Page 10 ft Are Persons	Debut apple Olloukes RD563		100	Tissu owert	
	Colon agos   Sepece	RD563				13750.38
	Debta aggor Fagerica  Debta aggor Fagerica  Debta aggor Fagerica  Debta aggor Fagerica  BR0563  BR0563  BR0563  BR0563  BR0563  BR0563  BR0564  BR0664  BR0664		4	30	Tissu ouvert	12384.92
	100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-050 100-05	RDS63		100	Tissu ouvert	12384.92
	R0553 R0553 R0554 R0554 R0554 R0554 R05554 R055554 R05555555555	Pathole social Countries	4 0	30	Tissu ower	12384.32
	The application of the applicati	BD19		100	These payed	4701.32
	The aggic Peternee  Fin aggic Peternee  Fin aggic Peternee  Fin aggic Peternee  Storm award 100552  Storm award 1005 award 1001  Storm award 1001  S	400m après RD19	4	30	Tissu ower	5714.49
	100m seek 100	S00m avant RDS62	4	30	Tissu ower	5714.49
	Softon event (10542) Softon event (10542) Maria (10542) Ma	S00m avant RDS52	4	30	Tasa ower	5714.49
	100m avent 700 sez. 1500m avent 700 sez. 1500m avent 700 sez. 1400m avent teu 150m avent teu	RD562	4	30	Tissu ouvert	5714.49
	Management (1994)  The state of	RDS62	4	90	Tissu ouvert	5714.49
	ADDIN spets RD19 ADDIN spets RD19 IDDIN spets Rb1 IDDIN spets Rb2 IDDIN spets	RD562	,	30	Tasa ouvert	5714.49
	100m sown feu 100m sown feu 100m sover feu 100m spret beu	400m apres RD13	,	2 2	There cover	5714.49
	100m avant fru 100m apries feu 100m apries feu 100m apries feu 1 maage Deyerror	100m sonts feu		2 5	These parent	5714.49
	100m sprés feu 100m sprés feu Fin apple 2 Syence Ete annois Courante	100m apres feu	,	30	These current	5714.49
	100m après feu Fin agglo Payence	Fin agglo Fayence	4	30	Tissu ouvert	5714.49
	Fin agglo Fayence	Fin aggio Fayence	4	30	Tissu ouvert	5714.49
	Cin spoin Samence	S00m avant RDS62	9	30	Tissu ouvert	5714.49
	THE PERSON NAMED IN	S00m avant RDS62	4	30	Tissu ouvert	5714.49
	02154	D562		100	Tissu ouvert	7468.3
	Limite commune	D2154		100	Tissu ouvert	6223.58
	02154	Croisement Lieu dit Clos Rougon		100	Tissu owert	6223.58
	Croisement Lieu dit Cios Rougon	D2154	m	100	Tissu ouvert	6223.58
	RIDS62	Debut 3 voles		100	Tasu owert	5581.31
	Debut 3 voles	Fin 3 votes	-	100	Tasa ouvert	5581.31
	RD562	Debut 3 voies	3	100	Tissu ouvert	5581.31
	RD N7	Entrée appla Besse / Issale	m	100	Tissu covert	6808.5
	AD N7	Entrée agglo Besse / Issole	m	100	Tissu ouvert	6808.6
	RD N7	Entrée aggio Besse / Issoie	m	100	Tissu ouvert	6808.6
	RD N7	Entrêe agglo Besse / Issole	8	100	Tissu ouvert	6808.6
	RD N7	Entrée agglo Besse / Issole	m	100	Tissu ouvert	6808.6
	700m avant zone Draguignan	Limite zone Draguignan	m	100	Tissu current	10237.79
	700m avant zone Draguignan	Limite zone Draguignan	3	100	Tissu ouvert	10237.79
	Fin zone 90	Debut zone 80	m	100	Tissu ouvert	10237.79
	Fin zone 90	Debut zone 80	3	100	Tissu ouvert	10237.79
DN7:85	Debut zone 80	Fin zone 80		100	Tasu owert	10237.79
	Fin zone 80	400m avant RD13	3	100	Tissu ouvert	10237.79
	400m ayant RID 13	200m après RD13	3	100	Tissu ouvert	10237.79
DN7:88	400m avant RID 13	200m après RD13		100	Tissu ouvert	10237.79
	200m après RD13	100m avant RD39	m	100	Tissu ouvert	10237.79
	200m après RD13	100m avant RD39		100	Tissu ouvert	10237.79
DN7:91	100m avant RD39	Lieu-dit les Espars		100	Tissu ower	10237.79
	100m avant RD39	Lieu-dit les Espars		100	Tissu ouvert	10237.79
DN7:93	100m avant RD39	Lieu-dit les Espars	-	100	Tasa ouvert	10237.79
	100m avant RD39	Lleu-dit les Espars	-	100	Tissu ouvert	10237.79
	100m avant RD39	Lleu-dit les Espars	3	100	Tissu ouvert	10237.79
DN7:36	100m avant RD39	Lleu-dit les Espars	3	100	Tissu ouvert	10237.79
DN7:97	100m avant RD39	Lieu-dit les Espars	3	100	Tissu cuvert	10237.79
	Lea-dt les Espars	700m avant zone Dragulgnan		100	Tasa ouvert	10237.79
	Lieu-dit les Espars	700m avant zone Dragulgnan		100	Tissu covert	10237.79
D557:1	Debut applo Flavosc	Fin agglo Flayosc	_	100	Design convert	13454.13
	Depti aggio riayoso	Till aggio Tilayosc	_	DOL	nsau ouver	13454.13
1000 Decree	Dahut sayor Fishory	Sh socio Shanar	-	DOI:	Them conser	13424.13
	Daked month Shanes	Ele acolo Elector		200	There cores	43464.43
	Debut apply higher.	Fin adulo Flavor	,	004	Then county	13454.13
	Fin addio Flavoric	Début acolo Draculonan		200	Them covered	13454.13
	Fit addlo Flavore	Debut agglo Dragulanan		001	Tissu ower	13454.13
9	Depart chemin de terre	RD557		100	Tissu ouvert	6877.06
	D10	Limitation 70		100	Tissu ouvert	6877.06
85	Limitation 70	Panneau entrée commune	4	30	Tissu ouvert	6877.05
	D43	Route les Negadisses	3	100	Tissu owert	8251.18
	RD554	700m après RD554	2	250	Tissu ouvert	18408.1
	700m eprès RD554	300m après RD15	2	250	Tissu ower	18408.1
	700m eprès RD554	300m après RD15	2	250	Tissu ouvert	18408.1
D43:21 D43	300m après RD15	RD81	2	250	Tissu ouvert	18408.1
	300m après RD15	RD81	~	250	Tissu ouvert	18408.1
	300m après RD15	RDS1	7	250	Tissu covert	18408.1

rapport de classement des routes départementales

Comming congenion	Infrastructure concernée et	Nom de la res	dobutant (orinina)	feet and (fee)	Catégorie de la	Catégorie de la Largeur du secteur	Nature du	TMJA
	nom du tronçon		Confirm (original)		voie	mètres	tissn	2030
FREJUS	D100:1	AVENUE ANDRE LEOTARD	RD PT FREDERICKSBURG	RD PT SAINT LAMBERT	3	100	TISSU OUVEIT	28368.32
FREJUS	D100:2	AVENUE ANDRE LEOTARD	RD PT FREDERICKSBURG	RD PT SAINT LAMBERT	23	100	Tissu ouvert	28368.32
FREJUS	D100:3	D100	1000m après RD N7	100m apres fin aggio Frejus	23	100	Tissu ouvert	28368.32
FREJUS	D100:4	D100	1000m après RD N7	100m après fin aggio Frèjus	3	100	TISSU OUVEIT	17445.94
FREJUS	D100:5	D100	1000m apres RD N7	100m apres fin aggio Frejus	3	100	Tissu ouvert	17445.94
FREJUS	D100A	D100A	RDA	RD37	6	100	Tissu ouvert	25115.88
FREJUS	DS/:11	13/	RD PI DU GANBALLON	LOIISSEMENI	2	250	TISSU OUVEIT	28312.31
FREUS	D37:12	/S	KU PI DU GAMBALLON	COIISSEMENI	2	250	TISSU OUVEIL	20212.31
rucius	21.100	100	and and and and	SOUTH STATE TO CO.	2	8	III DAN ORGI	200100
FREJUS	D37:14	123/	rin aggo riejus	SOUTH AVAILE PLOSS/	3	100	TISSU OUVEIL	20012.31
FREJUS	D37:15	D37	Fin aggio Frejus	900m avant RD637	6	100	TISSU DOVINEIT	28312.31
FREUS	DS/:16	DS/	rin aggio rrejus	Soum avant Poos/	3	100	TISSU OUVEIT	28312.31
FREJUS	D37:17	D37	RD N7	Fin agglo Frejus	3	100	TISSU OUVER	28312.31
FREJUS	D37:18	AVENUE HENRI GIRAUD	RD PT DE LA PAGODE	RUE DE LA MONTAGNE	3	100	Tissu ouvert	18312.26
FREJUS	D37:19	AVENUE HENRI GIRAUD	RUE DE LA MONTAGNE	LIMITE COMMUNALE	4	30	TISSU DUVERT	6227.31
FREJUS	D37:20	AVENUE HENRI GIRAUD	RUE DE LA MONTAGNE	LIMITE COMMUNALE	4	90	Tissu ouvert	6227.31
FRF.ILS	D37:21	AVENUE HENRI GIRAUD	RUE DE LA MONTAGNE	LIMITE COMMUNALE	4	30	TISSLOUVER	6227.31
311363	037-22	AVENI JE HENRI GIRALID	RI IF DE LA MONTAGNE	I IMITE COMMINALE		2	There out and	6207.34
LINCOLO	03253	AVENIE LENGT CIONALD	DIEDELA MONTACAIE	LIMITE COMMUNICIE		8 8	IISSU DAVEIL	2007.34
FRESUS	Day	AVENUE TENNI GITAGO	NOE DE LA MONTAGNE	LINII E COMMUNALE	4	30	IISSU OUVEIT	0227.31
FREJUS	D37:24	AVENUE HENRI GIRAUD	RUE DE LA MONTAGNE	LIMITE COMMUNALE	4	30	TISSU OUVEIT	6227.31
FREJUS	D37:25	AVENUE DES MIMOSAS	LIMITE COMMUNE	RD100	4	30	TISSU OUVEIT	6227.31
FREUS	D4:10	RUE COMBATANTS D'AF. DU NORD	QUARTIER CAÏS	RD PT DE LA CAREBASSE	23	100	TISSU OUVER	18355.82
FREJUS	D4:11	RUE COMBATANTS D'AF. DU NORD	QUARTIER CAÌS	RD PT DE LA CAREBASSE	3	100	TISSU DOVINEIT	18355.82
FBFIIS	D4:12	RUE COMBATANTS D'AF DU NORD	CALMATTER CATS	RD PT DF LA CARFRASSE	~	100	Tical Asset	18355.82
SILE	D4:13	RUE COMPATANTS D'AF DUINORD	CAIARTIFR CAIS	RD DT DF I A CARFBASSF		8 6	Tical parent	18365.82
TATALO		TOTAL COMPANY OF THE PARTY OF T	CONTRACTOR CONTRACTOR	TO FI DE DA CONTENDOS	9 1	3	IIDAN NAVOII	1000000
FREJUS	D4:14	RUE COMBATANTS DAF. DU NORD	GUARIIER CAIS	RUPI DE LA CAREBASSE	2	001	TIENDO DESI	18355.82
FREJUS	D4:15	RUE COMBATANTS D'AF. DU NORD	LIAISON RD4-RD37	QUARTIER CAIS	23	100	TISSU OUVEIT	18355.82
FREJUS	D4:16	RUE COMBATANTS D'AF. DU NORD	LIAISON RD4-RD37	QUARTIER CAIS	3	100	TISSU DUVEIT	18355.82
FREJUS	D4:17	RUE COMBATANTS D'AF. DU NORD	LIAISON RD4-RD37	QUARTIER CAIS	3	100	Tissu ouvert	18355.82
FREJUS	D4:18	RUE COMBATANTS D'AF. DU NORD	LLAISON RD4-RD37	QUARTIER CAÏS	3	100	TISSU OUVER	18355.82
FREJUS	D4:19	20	100 m aprês feu	Sorthe applio Freilus	3	100	TISSU OUVER	18355.82
FREJUS	D4:20	25	RD N7	100 m agnés feu	3	100	Tissu ouvert	18355.82
FREJUS	D4:3	Di	RD PT DE LA CAREBASSE	LIMITE COMMUNALE	3	100	Tissuouvert	10618.67
FRELLS	D4:4	2	RD PT DF LA CARFRASSF	LIMITE COMMUNALE	~	100	TISSLOUVER	10618.67
FREIIR	DAFE	2	RO DT DE LA CAREBARRE	I IMITE COMMINALE	,	100	Trees consent	10618.67
01100		5 2	DO OT DE LA CADERAGOE	LIMITE COMMUNICE	,	8 8	There execut	4004007
91100	250	5 2	DO TI DE LA CADERAGEE	LIMITE COMMUNICIE	2 -	8 8	There execut	40649.67
LUCIOS SELECTION OF THE PERSON		3 2	NO PLUC LA CANADASSE	LIMITE COMMUNICE		3	HOOD DANGE	1001000
FREUS	D4:8	2	RD PT DE LA CAREBASSE	LIMITE COMMUNALE	4	8	TISSU OUVEIT	10618.57
FREJUS	D4:9	2	RD PT DE LA CAREBASSE	LIMITE COMMUNALE	2	100	TISSU OUVEIT	18355.82
FREJUS	D559:356	D659	Debut agglo St-Ayguff	Fin aggio St-Ayguff	3	100	TISSU OUVEIT	25359.84
FREJUS	D559:360	D659	Debut agglo St-Ayguff	Fin agglo St-Ayguif	3	100	Tissu ouvert	25359.84
FREJUS	D559:363	D659	Debut agglo St-Ayguff	Fin agglo St-Ayguif	3	100	Tissu ouvert	25359.84
FREJUS	D559:365	D659	Debut agglo St-Ayguff	Fin agglo St-Ayguif	3	100	TISSU DUVERT	25359,84
FREJUS	D559:367	D659	Debut agglo St-Aygulf	Fin agglo St-Ayquif	2	100	Tissu ouvert	25359.84
FREUS	D559:368	D659	Debut aggio St-Avguif	Fin agglo St-Ayguif	٣	100	Tissu ouvert	25359.84
FREJUS	D559:369	D659	Debut agglo St-Ayguff	Fin agglo St-Ayguff	2	100	Tissu ouvert	25359.84
FREJUS	D559:370	D659	Fin agglo St-Aygulf	300m avant debut aggio Frejus	2	250	Tissu ouvert	25359.84
FREJUS	D559:371	D659	Debut agglo St-Ayguff	Fin agglo St-Ayguif	3	100	TISSU OUVEIT	25359.84
FREJUS	D559:372	6590	Fin agglo St-Avguif	300m avant début agglo Frélus	2	250	Tissu ouvert	25359.84
FREJUS	D559:373	D659	300m avant debut agglo Frejus	Debut applo Frelus	2	250	Tissu ouvert	25359.84
FREUS	D559:374	0659	300m avant debut appio Frelus	Debut applo Freus	2	250	Tissu ouvert	25359.84
FREJUS	D559:375	6590	Debut agglo St-Avauf	Fin acidio St-Avouit	3	100	Tissu ouvert	25359.84
FREJUS	D559:376	6590	Debut agglo St-Avauf	Fin addio St-Avguif	3	100	Tissu ouvert	25359.84
FREJUS	D559:377	0659	Debut aggio St-Avauf	Fin applo St-Avouif	2	100	Tissu ouvert	25359.84
FREJUS	D559:378	AVENUE DE L'ARGENS	RD PT DE L'AERONAUTIQUE NAVALE	RD PT MOUGRANO	3	100	Tissu ouvert	25359.84
FREJUS	D559:379	DES9	Fin acidio St-Avouif	300m avant debut applo Freius	3	100	Tissuouvert	25359.84
FREJUS	D559:380	D659	400m avant teu	700m avant fin applo Prétus	2	100	Tissuower	30417.12
FRE	D660-381	Desp	Annual facility	700m syart fin south Frühr		500	Tical owner	30A17 12
311303	000000	2000	ADDRESS SECTION OF THE PERSON	TOTAL STATE OF STATE		8 8	There execut	244701.00
SOCIAL	D009:302	0009	White and the sector Entire	200m search for south Entire	2 6	8	There cannot	24420.00
FRENCE	D009.300	0000	200m Superfitti Sporio Englas	Dobut pools Saint Reshall	2 6	8 6	The content	20447 49
EBEIIG	Describe	AVENI IF DE L'ABCENC	PO DT DE L'AEBONAI MOLE NAVALE	PO OT MOLICIPANO	, ,	8 5	Them want	13816.36
FREIIE	D550-410	RD RAYLOND DOINCARE	FIN 2"2 VINES	DI ACE AMIRAL ORTOLI		8 6	Tical what	30417 12
ricolo	DSSSAN	DO NATIMOND CONTACTOR	FIN 2 2 Votes	PURIOE ANIMAS VALIDAS	,	WI	I Bou vurch	30411.15

rapport de classement des routes départementales

mune concernée	Infrastructure concemée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la Largeur du secteur voie affecté par le bruit en mètres		estimation 2030
FREJUS	D559:411	BD RAYMOND POINCARE	FIN 2'2 VOIES	PLACE AMIRAL ORTOLI	3	100	TISSU OUVER	30417.12
	D559:412	ROUTE DE LA CORNICHE	BD RAYMOND POINCARE	BD DU MARECHAL JUIN	3	100	Tissu ouvert	24420.08
	D559:413	RUE DU MARECHAL GALIENI	RD PT VICTOR HUGO	RD PT DE LA 1*ARMEE FRANCAISE	4	30	Tissu ouvert	14629.15
	D7:28	D7	100m avant RD8	Debut agglo St-Aygulf	3	100	TISSU OUVER	7789.43
	07:29	20	100m avant RD6	Debut agglo St-Aygulf	3	100	TISSU OUVER	7789.43
	DE:20	2G	Debut agglo St-Ayguff	D38	4	30	TISSU OUVERT	7789.43
	D7:31	D2	Debut agglo St-Ayguff	D98	4	30	TISSU OUVER	7789.43
	07:32	20	Debut agglo St-Ayguif	D98	4	30	TISSU OUVER	7789.43
	07:33	2G	Debut agglo St-Ayguff	D98	4	30	TISSU OUVER	7789.43
	D8:10	D8	100m avant pont sur l'Argens	100m après pont sur l'Argens	2	100	Tissu ouvert	7647.53
	D8:11	80	Fin aggio Freius	100m avant pont sur l'Argens	3	100	TISSU OUVER	7647.53
	D8:12	8	Fin addio Freius	100m avant pont sur l'Argens		100	Tissioned	7647.53
	DR-13	108	Fin annio Froits	100m avant nort sur l'Amens	, ,	200	There extend	7547 53
	200.00	3 8	Do podo Erdin	100m second poort care Physics	9 ,	8	I I I I I I I I I I I I I I I I I I I	7647.53
	U0.14	8	riii dyyn rigus	IUUIII AVAIII puili sul I Algelis	2	100	IISSU OUVEIT	35/25/
	D8:15	80	RD N7	Fin aggio Frejus	3	100	Tissu ouvert	7647.53
	DB:16	90	NO N7	Fin agglo Fréjus	4	30	Tissu ouvert	7647.53
	D8:8	90	100m aprês port sur l'Argens	RD7	6	100	TISSU OUVER	7647.53
	D8:9	90	100m avant pont sur l'Argens	100m après pont sur l'Argens	4	30	TISSU OUVER	7647.53
	D96B:1	D98B		Gratoire	4	30	Tissuouvert	12698.59
	D968:2	D988	960	Glatolie		100	Tissucument	18175.34
	D08R-3	DOSE	DOS	Circlein	, ,	800	There execut	18175 34
	DOGE-A	DOSE	200	Circles	2 6	80	The second	18175 24
	00000	Data	Dobat south Entire	Sharene Sharene	9 6	200	Tiesd ouvell	47000 44
	DIVIZII	DAY.	Detail and Patrice	DOI! GRAIN IEU	7	nez-	IISSU COVEIL	41303.1
	DN/ZIZ	DN/	Detail aggio rilejus	DOME AVAILE INC.	z	250	TISSU OUVEIT	4/303.11
	DN/Z13	DN/	Decor agglo Frejus	TOUR AVAIL TEU	2	100	TISSU OUVEIT	4/909.11
	DN7-214	DN7	100m avant feu	100m après feu	2	250	Tissu ouvert	47909.11
	DN7:215	DN7	100m avant feu	100m après feu	2	250	TISSU OUVER	47909.11
	DN7:216	DN7	100m après leu	100m avant RD8	3	100	Tissu ouvert	47909.11
	DN7:217	DN7	100m avant RD8	RD8	m	250	Tissu ouvert	47909.11
	DN7:218	DN7	100m après feu	100m avant RD8	3	100	TISSU OUVER	47909.11
	DN7.219	DN7	RD PT DES HARIGS	RD PT DE L'INFANTERIE MARINE	2	100	TISSU OUVERT	22809.42
	DN7:220	DN7	RD PT DES HARKIS	RD PT DE L'INFANTERIE MARINE	2	100	Tissu ouvert	22809.42
	DN7:221	DN7	RD PT DES HARKIS	RD PT DE L'INFANTERIE MARINE	3	100	TISSU OUVER	22809.42
	DN7-222	DN7	RD PT DES HARIOS	RD PT DE L'INFANTERIE MARINE	٣	100	TISSU OUVER	22809.42
	DN7-223	AVENUE DE L'AGACHON	RD PT DE L'INFANTERIE MARINE	Fin limitation 30	3	100	Tissu ouvert	22809.42
	DN7-224	AVENUE DE L'AGACHON	FIN LIMITATION 30	RD PT DF I'FLIROPE	-	100	Tissuower	CP 608CC
	DN7-225	AVENUE DE L'AGACHON	FIN LIMITATION 30	RD PT DE L'EUROPE	3	100	Tissu ower	22809.42
	DN7-226	AVENUE DE L'EUROPE	RD PT DF I'FUROPE	RD DT ST LAMBERT		100	Tissuowert	26115.38
	UN7-227	AV DU CENERAL D'ARMEE CALLIES	RD DT ST I AMBERT	RI DT DE LA DACODE			Tissioned	14411.32
	DATE OF THE PARTY	AV DU GENERAL D'AVINCE CALLES	DO THE ST LANDERN	DO MEDIE LA DACODE	2 .	80	The country	26.444.30
	ON/ 228	AV. DU GENERAL DARMEE CALLIES	NO PLI SI LAMBORI	TO PI UC LA PAGOCE	9 ,	201	lissu ouveil	2011991
	DN/ 229	AV. DU GENERAL D'ARMEE CALLIES	DO MT DE LA DACODE	TO PI DE LA PAGODE	2 .	90	The country	25411.32
	DN/230	AV. DU GENERAL D'ARMEE CALLIES	DO OTT DE LA PASODE	VIA AUDELIA	2 -	8 6	The survey	23013:17
	UNITED	AV. DU GENERAL D'ARMEE CALLIES	RUPI DE LA PAGODE	VIA AURELIA	2	100	IISSU OUVEIT	71.01007
	DN/232	AV CPS EXPEDITIONNAIRE FRANCAIS	WAAURELIA	AVENUE DE LA MUSCADIERE	2 ,	001	lissu ouver	15004.7
	UN/233	AV CPS EXPEDITIONINGRE FRANCAIS	VIA AURELIA	AVENUE DE LA MUSICADIERE	2	MI CO	IISSU OUVEIL	15004.7
	DN/234	AV CHS EXPEDITIONNAIRE FRANCAIS	AVENUE DE LA MUSICADIENE	SORTIE AGGLO (RU63/)	2	001	IISSU OUVEIT	7,5004.7
	U504.22	ness.	Parmeau in diagoomeration	Deout Imite 50	2	001	lissu ouver	7100.30
	02673	ngos	Parmedulin u dygumeraturi	Dedu imile 30	,	3	Ilean navell	7,000 30
	100424	100	CHEMIT DES PUIS	Parited III daygoriedador	,	8	III III III III III III III III III II	7400 75
	U504.25	USSE	RUSI	Cherrin des Puis	2	100	IISSU DUVEIT	7102.30
	U504.26	1004	RUSI	COURT Apres le Carretour avec la riubo	2 ,	W.	IISSU OUVEIL	2313.69
	D81:1	190	Umitation /U	PD554	20	100	TISSU OUVEIT	3623.85
	D812	D61	Umitation 70	RD554	4	30	TISSU OUVEIT	5629.85
	D81:3	DB1	Umitation 70	RD554	m	100	Tissu ouvert	5629.85
	D559:279	D659	Fin agglo la Croix-Valmer	Lieu-dit Gourbenet	3	100	Tissu ouvert	21338.16
	D559:280	D659	Fin zone 70	900m avant D98	3	100	TISSU OUVEIT	21338.16
	D559:288	D659	Fin zone 70	900m avant D98	3	100	TISSU OUVER	21338.16
	D559:290	D659	Fin aggio la Croix-Valmer	Lleu-dit Gourbenet	3	100	TISSU OUVEIT	21338.16
	D559:292	D659	Fin zone 70	900m avant D98	3	100	Tissu ouvert	21338.16
	D559:293	Des9	Fin zone 70	900m avant D98	3	100	Tissu ouvert	21338.16
	D559.294	D659	Fin zone 70	900m avant D98	3	100	TISSU OUVER	21338.16
	D559:295	D659	Fin zone 70	900m avant D98	3	100	TISSU OUVER	21338.16
	0859296	DE59	Fin zone 70	900m avant D98	3	100	TISSU OUVERT	21338.16

rapport de classement des routes départementales

D559.297 D559.299	D659	Fin zone 70	900m avant D98	3	100	Tissu ouvert	21338.16
D559:299	2000	400m second fall		,	2007		
		THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH	100m sorbs fau	,	-	Tool output	21338 16
DESCRIPTION OF THE PROPERTY OF	0650	100m ander fau	SOOM avant DOR	0 -	900	There cannot	21338 16
DEED-300	5000	For zone 20	Office again DOS	9 "	3 5	Tiesu ouveil	21738 16
D559:303	5590	100m zords (bu)	100m avant D98	2 ~	8 6	Tices outest	21338 16
D550-304	0550	100m ande fair	100m super Dos		8	The same	24338 46
2000000	5000	400m server Dog	Dog San Dog	2	8	IIBAN ORABI	24338 46
0650-307	0650	Bo zone 20	OOD Start DOB	2 .	000	Tiest ouveil	24338 46
D550-308	0640	Fin zone 70	OUT WANT DOS	9 1	90	The survey	21338 16
00110	500	BOORA	Dobut wood 20	,	8	The same of the same	7674 48
DE:10	8 8	NUSON BD08A	Debut care 70	2 (	DI.	lissu ouver	7574 48
11:100	3 3	NOSON BOOK	Debut zure 70	2	OD.	IISSU OUVEIL	707 1.10
001.12	-	NOSON I	Debut zare /u	2	100	IISSU OUVEIL	707 1.10
UBIS	190	RUSSA	RUE1 SUD	2	250	TISSU OUVEIT	200/3:33
Detre	Del	RD98A	Deout zone 70	m	100	TISSU OUVEIT	20073.33
D61:7	D61	RD98A	Debut zone 70	3	100	Tissu ouvert	26075.55
D61:8	D61	RD98A	Debut zone 70	2	250	Tissu ouvert	26075.55
D613	D61	RD98A	Debut zone 70	3	100	TISSU OUVER	7671.18
960	D98	D98	D659	3	100	TISSU OUVER	34227.2
D96:10		RD61	600m après RD61	2	250	TISSU OUVEIT	34227.2
D98:11		RD61	600m après RD61	2	250	TISSU OUVEIT	34227.2
D98:12		Debut zone 70	600m avant deb.aggio St-Tropez	2	250	TISSU OUVER	34227.2
D98:120	D98	RD559	RD96A	3	100	TISSU OUVEIT	34227.2
D98:13	D98	Fin zone 70	Debut aggio Saint-Tropez	ъ	100	TISSU OUVER	34227.2
D98:6	D98	Debut zone 70	100m avant feu	3	100	TISSU OUVER	26075.55
	D98	Debut zone 70	100m avant feu		100	Tissu ouvert	26075.55
	198	100m avant fau	100m sords fall	2	250	Tissioned	26075.55
	1008	100m andic fall	RD61		100	Tissiman	26075.55
	DES	Chemin Puts de Feraud	193		9	Tissinged	5780.46
	707	Fin agolo Dignano	Dahut amin Campulac		100	Teermonet	9438 68
	200	En sonio Dionane	Dahri sono Camorine		200	Them washed	SATE AS
	200	Dobret conto Character	When ages canonical		200	Trendend	0738.58
	200	200m ande déh amin Contamn	100m scart R0333		2	Ticonomical	0427.48
	003	200m spreaded the soule Conference	400m store (0000)		3 8	There cannot	0477.40
007-162	200	200m ande déh amin Contama	100m supply B0.033		200	Bis on I	0497.48
201.102	200	Court aprea ucu: aggio contaion	COLUMN STATE OF THE STATE OF TH	9 5	80		040740
097.163	190	COURT Apres used. aggio contraint	IDDITI GREAT PLACES	9 1	3	Nue en o	3427.40
101.104	190	court après ueu, aggio containi	TOUR BY SILL PLACES	2 .	8	Needl o	2427.40
09/.165	180	Zuum apres ueci. aggio Gomianon	TOUTH ANGEL PLUSSS	2 1	201	Meerin	3427.40
097.166	09/	Zuom apres deo. aggio Gorrianon	Tourn avant RD233	0	01	TISSU OUVEIT	9427.48
D97:167	<i>180</i>	200m apres deb. aggio Gonfaron	100m avant RD233	ro	100	Rue en U	9427.48
D97:168	D97	Fin zone 40	Fin aggio Gonfaron	2	10	TISSU OUVEIT	9427.48
D97:170	D97	Fin zone 40	Fin aggio Gonfaron	4	30	Tissu ouvert	9427.48
D97:172	D97	Fin zone 40	Fin aggio Contaron	4	30	Tissu ouvert	9427.48
D97:174	D97	Fin agglo Gorfaron	Umite zone Draguignan	3	100	TISSU OUVEIT	9427.48
D97:176	D97	Fin agglo Gonfaron	Umite zone Draguignan	3	100	TISSU OUVEIT	9427.48
D558:37	D658	200m avant RD48	1100m avant deb. aggio Grimaud	m	100	TISSU OUVEIT	7361.25
D558:38	D658	1100m avant deb. agglo Grimaud	Debut agglo Grimaud	m	100	TISSU OUVEIT	736125
D558:39	Dess	1100m avant deb. agglo Grimaud	Debut agglo Grimand	2	100	TISSU OUVEIT	7361.25
U558.40	1000	Truum avant oeb. aggo Grimalid	Deour aggio Grimand	9	90	TIESU OUVEIT	(301.25)
D556741	Design	Debut agglo Grimand	/uum apres deb. agglo Grimaud	4	8 :	TISSU OUVEIL	7.301.25
USSS742	USS	Debut agglo Grimand	/uum apres oeo. aggo Grimaud	4	8	IISSU OUVEIT	(301.25
U550.43	1228	Detail zone 30	Zuum apries debut zone 30	0	10	IISSU OUVEIL	(301.20
DSSS:44	Design	Debut zone 30	Zuum apres gebut zone 30	n	10	TISSU OUVEIL	7.301.25
USSG-45	1538	rin zone 30	rin aggio Grimand	,	01	IISSU OUVEIT	(301.25)
DSSSI46	Dese	Fin zone 30	Fin adgle Grimand	n	10	TISSU OUVEIL	7301.25
U556.4/	0538	rinzone 30	rin aggio Grimand		OL .	IISSU OUVEIT	(301.25
D558:48	Design	Fin zone 30	Fin agglo Grimaud	4	88	TISSU OUVEIT	7361.25
D558:49	Desi	Fin agglo Grimaud	Debut agglo Cogolin	2	100	TISSU OUVEIT	14312.99
D558:50	D658		Debut agglo Cogolin	m	901	Tissu ouvert	14312.99
USSESSI	Door		Debut apple Cogolin	n 1	80	IISSU OUVEIL	14312.99
U000.32	9000		Debut applicagellin	0 "	80	Therrowal	14312.39
D559-286	9000	250m ands RD98A	RD14	2 6	250	Tissu ower	37167.22
D559287	D659	250m après RD98A	BD14		250	Tissi ower	37167.22
	7	TOOLS IN THE PROPERTY OF THE P		,		TOTAL PROPERTY.	
		D51     D52     D53     D54     D55     D55	DEST         NOSAA           DEST         NOSA           DEST         DEST         DEST	(A) EASIA         NUMANA           (A) EASIA         NUMANA           (B) EASIA         NUMANA	6 6 11         NUSAA           6 6 12         NUSAA           6 6 1         NUSAA           6 6 1         NUSAA           6 6 1         NUSAA           6 6 1         NUSAA           1 6 1         NUSAA           1 6 2         NUSAA           1 6 3         NUSAA           1 6 4         NUSAA           1 6 5         NUSAA           1 6 6 6 7         NUSAA           1 7 7         NUSAA           1 8 7 8 7         NUSAA           1 8 8 9 9 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	6 6 11         NUSAA           6 6 12         NUSAA           6 6 1         NUSAA           6 6 1         NUSAA           6 6 1         NUSAA           6 6 1         NUSAA           1 6 1         NUSAA           1 6 2         NUSAA           1 6 3         NUSAA           1 6 4         NUSAA           1 6 5         NUSAA           1 6 6 6 7         NUSAA           1 7 7         NUSAA           1 8 7 8 7         NUSAA           1 8 8 9 9 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	(A) III.         (A) III.

rapport de classement des routes départementales

nmune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
GRIMAUD	D559289		250m après RD98A	RD14	2	250	TISSU OUVER	37167.22
	D559:291	_	250m après RD98A	RD14	2	250	Tissu ouvert	37167.22
	D559:296		250m après RD98A	RD14	2	250	Tissu ouvert	37167.22
	D559:309		RD14	RD244	2	250	TISSU OUVEIT	39117.69
	D559:310	D659	RD244	1300m après RD244	3	100	TISSU OUVER	27209.49
	D559:311		RD244	1300m après RD244	3	100	TISSU OUVEIT	27209.49
	D559:312		RD244	1300m après RD244	3	100	Tissu ouvert	27209.49
	D559:313		1300m après RD244	2300m après RD244	3	100	TISSU OUVEIT	27209.49
	D559:314	D659	1300m après RD244	2300m après RD244	2	100	Tissu ouvert	27209.49
	D559:315	D659	1300m après RD244	2300m après RD244	3	100	Tissu ouvert	27209.49
	D559:316	0559	2300m apres RD244	Debut agglo Salnte-Madme	3	100	Tissu ouvert	27209.49
	D559:317	6699	2300m apres RD244	Debut agglo samte-Maxime	2	100	TISSU OUVEIT	27209.49
	D559:318	D659	2300m après RD244	Debut agglo Sainte-Maxime	2	100	Tissu ouvert	27209.49
	0559.319	1559	2300m apres RD244	Debut agglo Samle-Maxime	m	100	Tissu ouvert	27209.49
	D559:320	_	2300m apres RD244	Debut agglo Sante-Madme	٣	100	Tissu ouvert	27209.49
	D61:1		RD14	098	2	100	Tissu ouvert	11639.34
	D61:2		RD14	D98	3	100	TISSU OUVEIT	11639.34
	D613		RD14	D98	3	100	TISSU OUVEIT	11639.34
	D61:4		RD14	D98	3	100	TISSU OUVEIT	11639.34
	D61A:1		D98	D98	4	30	TISSU OUVEIT	5837.72
	PROJET DEVATION STE MAXIME: 1		Umite commune Ste Maxime	D14	2	250	Tissu Ouvert	21782.53
	RD14:19	_	RD558	300m après RD558	2	250	TISSU OUVER	18340.89
	RD14:20		300m après RD558	100m avant RD61	3	100	Tissu ouvert	18340.89
	RD14:21		100m avant RD61	200m aprets RD61	2	100	Tissu ouvert	18340.89
	RD14:22			200m aprese RD61	3	100	TISSU OUVER	18340.89
	RD14:23			200m après RD61	3	100	TISSU DUVERT	18340.89
	RD14:24			400m avant D98	2	250	Tissu ouvert	18340.89
	RD14:25	D14	200m après RD61	400m ayant D98	2	250	Tissu ouvert	18340.89
	RD14:26	D)4	200m après RD61	400m avant D98		100	TISSLOUMEN	69617
	RD14:27	D14	200m après RD61	400m avant D98	6	100	Tissu ouvert	6961.7
	RD14-28		200m après RD61	400m avant D98	m	100	Tissuomen	6961.7
	PD14-30	Dia	Annua avant nos	800	-	100	Treatment	60617
	Datada	243	PO412	8000	, ,	8 6	Trenomen	0748.64
	042-14	043	BD412	RNO		9	Tices owners	0748.61
	043-43	250	BD442	8000		9	Them outling	0748.64
	045-43	250	BO412	RNO		9	Ticel owner	0748.61
	D12-14	1013	RD412	RINZO		100	Teermont	0748.61
	D12-15	Diff	RD412	Rhos		100	Tissionad	9748.61
	012-15		BO412	RNO	, ~	9	Ticel Margin	0748.61
	042-47	D43	BD412	Bhoo	2 "	9 6	Trees owners	0748.61
	012.17		NO412	Cla Individua 70km/h	9 0	200	The current	440350
	012.10		NO23	450m avant ROSSO	2 "	9	There was an	14036.0
	04220	543	8008	150m avant ROSso		8 6	Tical owner	11035.0
	045-24		5000	450m supplied BOSS0	, ,	3	Trees consent	44036.0
	049-22		150m avant R009	BDSSQ		8 6	Tissu outed	11036.9
	049-93		POSSO	360m ande Rh660		100	Total March	7244.25
	D12:24		RD559	350m après R0559	6	100	Tissu ouvert	7244.25
	D1225	D12	350m après RD559	Debut addio Les Salins	2	100	Tissu ouvert	7244.25
	D12:26		350m aprês RD559	Debut agglo Les Salins	2	100	TISSU OUVEIT	7244.25
	D12.27		Debut agglo Les Salins	RD42	4	30	Tissu ouvert	7244.25
	D12:28		Debut agglo Les Salins	RD42	4	30	TISSU OUVER	7244.25
	D128	D12	RD412	RD29	3	100	TISSU DUVERT	9748.61
	D197:1		RD559	100m aprets feu	3	100	Tissu ouvert	20563.95
	D197:10		100m avant agglo La Capte	Entrée agglo La Capte	9	100	Tissu ouvert	21359.32
	D197:11	D197	Entree aggio La Capte	Sortie agglo La Capte	3	100	TISSU OUVER	21359.32
	D197:12		Entrée aggio La Capte	Sortie aggio La Capte	3	100	Tissu ouvert	21359.32
	D197:13		Entrée aggio La Capte	Sortle agglo La Capte	3	100	Tissu ouvert	21359.32
	D197:14	D197	Entrée agglo La Capte	Sortie aggio La Capte	3	100	Tissu ouvert	21359.32
	D197:15	_	Entrée aggio La Caple	Sortle agglo La Capte	3	100	TISSU OUVEIT	21359.32
	D197:16	D197	Sortle agglo La Capte	550m aprés agglo La Capte	3	100	TISSU OUVER	21359.32
	D197:17		550m après aggio La Caple	Fin zone 70	2	100	Tissu ouvert	21359.32
	D197:18	D197	550m après aggio La Caple	Fin zone 70	2	100	TISSU OUVEIT	21359.32
	0197:19	_	Fin zone 70	1000m avant aggo Tour Fondue	4	30	Tissu ouvert	5420.74

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du trongon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la affecté par le bruit en voie mètres	Nature du tissu	TMJA estimation 2030
HYERES	D197-2	1910	100m après feu	900m aprets RD559		100	Tissu ouvert	20563.95
HYFRES	D197:20	0197	Fin zone 70	1000m avant applo Tour Fondue	4	N.	Tissiminat	5420.74
HVERES	D19721	192	Fin zone 20	1000m avant ando Tour Fondus		8 8	There are not a	5420.74
O COLORES	5407-00	2000	(All Construction of the Foundation	Enimo nonio I Trans Enameno	, .	8 5	10000000	E47074
HIENES	200000	100	and a second and a second		,	8 :	Heen novell	1,000,14
HIENES	22.200	0137	north availt aggle Tour Lande	Chiefe agglo La Four Whole	4	8	IBAN COVEIL	C-100 T-1
HYERCES	DISCAR	7510	DOUTH availt addle Tour Fordue	Charles author La Tour Fundue	4	30	IISSU OUVEIT	24c0./4
HYERES	0197.23	1610	Incom avail aggio rour condus	Charles auglo La Tour rombe	4	200	IISSU OUVEIT	34-CU:/4
HYERES	03/30	YALO	Entree aggo I our rondue	La lour-ondue	4	8	TISSU DUVEIT	5420.74
HYERES	D197:3	D197	900m après RDS59	1100m après RD559	3	100	Tissu ouvert	20563.95
HYERES	D197:4	2610	1100m après RD559	1200m après RD659	3	100	Tissu ouvert	20563.95
HYERES	D197:5	D197	1100m après RD559	RD42	r	100	Tissu ouvert	20563.95
HYERE	D197-6	2510	ROAD	100m avant applo La Capie		100	Teamment T	20563.95
OT CHARGO	D1927.7	D197	BOAD	100m such applied a Carda		300	There are not	24 3550 32
		100		The same and the same	2	3	Heart control	2000000
HYERES	0.097.8	1810	- LUAZ	non avail aggo La Caple	7	100	TISSU OUVEIL	21309.32
HYERES	D197:9	D197	RD42	100m avant agglo La Capte	3	100	Tissu ouver	21359.32
HYERES	0276:10	9220	Sortle agglo La Moutonne	Entrée agglo Hyènes	3	100	TISSU OUVER	13114.33
HYERES	0276:11	0276	Sortie agglo La Moutonne	Entrée aqqio Hyères	-	100	Tissu ouver	13114.33
HVERES	D276-12	2076	Softe ando La Moutonne	Fritibe acrito Hybras		uu;	Degravanar	13114.33
HVEBES	D276-13	200	Sodie ando la Mortome	Entitle acrilo Hybras		100	Themound	13414.33
HENES	0.020.10	0000	Code age I a Modern	Contract again the sec	2	3	IISSU COVEIL	42444.22
HICKES	0270.14	0/20	Some aggio La Modicilire	Chinese applications	0	201	ISSU CUVEIL	00.81151
HYERES	02/6:15	0276	Some aggio La Moutonne	Entree agglo rijeres	4	38	TISSU OUVEIT	10993.33
HYERES	0276:16	0276	Entrée aggio Hyères	200m apres entrée agglo Hyères	4	30	TISSU OUVEIT	10993.33
HYERES	D276:17	0276	200m après entrée aggio Hyères	400m après entrée agglo Hyères	4	30	Tissu ouvert	10993.33
HYERES	0276:18	0276	400m après entrée aggio Hyères	400m avant gare SNCF	4	R	Tissu ouver	10993.33
HYFRES	D276:19	0276	400m avant gare SNCF	200m avant gare SNCF		Œ	Tissioned	10993.33
	000000	Store Store	1010	- C		8 5	1	20000
TIENES	027620	0750	Zuumavan gare swor	NUCO9	4	8 1	lissu ouver	0000000
HICKES	UZIBZI	9/20	commanding gale swor	MUSS9	ď	30	IISSU OUVEIL	10955.55
HYERES	02765	0276	Sorbe agglo La Moutonne	Entree agglo Hyeres	2	100	TISSU OUVEIT	13114.33
HYERES	0276:7	0276	Sortie agglo La Moutonne	Entrée agglo Hyères	8	100	TISSU OUVEIT	13114.33
HYERES	D276:8	0276	Sortie aggio La Moutonne	Entitée agglo Hyères	3	100	Tissu ouver	13114.33
HYERES	0276:9	0276	Sortle agglo La Moutonne	Entrée aggio Hyènes	2	100	Tissu ouvert	13114.33
HYERES	029:44	820	350m avant applo Les Martins	entrée audo Les Martins		100	Tissu ouvert	921.76
HYERES	029:45	020	RD12	350m avant applo Les Martins	3	100	Tissu ouver	6651.76
HYERES	D42:25	DA2	RDS59	Sortie aodio l'Almaname	4	R	TISSU OUVER	10714.51
HYERES	D42:26	CPU.	RDS50	South acido l'Almanama	4	8	Tissumen	10714.51
HVERES	D40-27	8 8	Sortio portio l'Almanamo	ASIm agent BD07		ŝ	Ticon month	10714.51
HVERES	D49-98	200	ASIm avant RING?	PN07	. ~	100	Degravitari	10744 53
III CACCO	0.5.20	36	COLUMN TOO	Major Contract	3 /	8	I I I I I I I I I I I I I I I I I I I	IN INC.
HTERES	042.29	747	PUS/	200m apres PUS/	2	ODL .	IISSU OUVEIL	14501.40
HYERES	D42:30	242	200m après RD97	100m avant agglo l'Ayguade	6	100	Tissu ouvert	14961.48
HYERES	D42:31	D42	200m après RD97	100m avant agglo l'Ayguade	6	100	TISSU OUVER	14961.48
HYERES	D42:32	290	200m après RD97	100m avant agglo l'Ayguade	9	100	Tissu ouvert	14961.48
HYERES	D42:33	262	200m après RD97	100m avant applo l'Avguade	8	100	Tissu ouvert	14961.48
HYFRES	NE.CPU	CPC	200m après RD97	100m avant applo l'Avouade	3	100	TISSUOUVEIT	14961 48
HVEREG	0.0936	8 8	100m supris socio Phonosio	Ferrida sonio Plannisda		500	Then wash	44064.48
SHAPPE	D40-36	25	Entrito porilo l'Asserbato	100m acont for		8	The succession	14061.48
333377	540-37	250	Enther applications	100m and for		200	There are not	44064.40
STATE	040-38	242	total adjust Anglade	100m avail led	0 0	201	There are not	44064 40
menes	00750	750	TOUR AND THE PER	Tourn doines lead		001	The survey	1000140
HENES	042.09	787	norm awart teu	nom apres leu	0	B	IBRII OUVEIL	14501.40
HYERES	042.40	787	Some agglo rAyguade	Entree agglo Les sains	2	100	ISSU OUVEIL	14501.46
HYERES	D42:41	D42	Sortie agglo l'Ayguade	Entree agglo Les Salins	3	100	TISSU OUVEIT	14961.48
HYERES	D42:42	D42	Sortle agglo l'Ayguade	Entree agglo Les Salins	3	100	Tissu ouvert	14961.48
HYERES	D42:43	D42	Entrée aggio Les Salins	RD12	3	100	TISSU OUVER	14961.48
HYERES	D42:44	D42	Entrée aggio Les Salins	RD12	8	100	TISSU OUVER	14961.48
HYERES	D46:1	970	960	D654	3	100	Tissu ouvert	17671.23
HYERES	D554:101	D654	Debut agglo La Bayorre	Fin agglo La Bayorre	4	30	Tissu ouvert	9432.46
HYERES	0554:102	7500	Debut addo Hveres	300m après début applo Hyères		100	Tissu ouvert	15656.04
HYFRES	0554103	75%	Fin anglo I a Rayorre	Debut and Hybris		100	Tissument	15656 04
HYERES	D554:104	7590	300m après entrée accio Hwères	600m après entrée apple Hvères	6	100	Tissu ouvert	15656.04
HYERES	D554:105	0554	600m après début applo Hyères	Soom avant D98		100	Tissu ouvert	15656.04
HYFRES	0554-106	7550	600m ands debut addin Hveres	SOOm avant 1988		1001	Tissioned	15656 04
HYFRES	0664-107	75%	600m antes début addio Hybros	SOOM avant 1988	. ~	100	Tissioned	15696 DA
HVERES	0554-108	190	Fillim andie office and hydrac	SOUTH SAINT DOS		100	Treatment	15656 DM
PACE CONTRACTOR OF THE	000000	7390	Sillen marke debut major injures	SOOm word Dog		90	There are not	HERRIC DA
HENES	DOM: Ive	***************************************	OUTILI GUIDE VICTOR AND LITTERS	SOUTH diversion to So	,	3	Hoor cures	HODOGOTO

rapport de classement des routes départementales

mmune concernée	Infrastructure concemée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
HYERES	D554:110	D554	900m après début aggio Hyères	500m avant D98	3	100	Tissu ouvert	15656.04
	D554:111	AV. ALEXIS GODILLOT	AVENUE DES ILES D'OR	VOIE OLBIA	20	100	Tissu ouvert	15656.04
	DS54:99	D654	RD76	Ептее agglo La Bayone	3	100	Tissu ouvert	15656.04
	D559:160	D659	Fin commune Carquelranne	200m apres debut zone 50	3	100	TISSU OUVEIT	18996.85
	D559:161	D659	Fin zone 50	Debut agglo l'Armanarre	3	100	Tissu ouvert	18996.85
	D559:162	D559	Fin zone 50	Debut agglo l'Almaname	6	100	Tissu ouvert	18996.85
	D559:163	0659	Debut agglo L'Almaname	100m après aggio L'Amaname	23	100	Tissu ouvert	18996.85
	D559:164	D659	Debut agglo L'Almaname	100m aprės aggio L'Almaname	3	100	TISSU OUVER	18996.85
	D559:165	D559	Debut agglo L'Almaname	100m aprės aggio L'Almaname	4	30	Tissu ouvert	9498.43
	D559:166	D659	Debut agglo L'Almaname	100m après aggio L'Aimaname	4	30	Tissu ouvert	9498.43
	D559:167	0669	200m avant RD97	Debut aggio Hyères	3	100	Tissu ouvert	37208.29
	D559:168	D659	300m avant D98	D98	3	100	TISSU OUVER	37208.29
	D559:169	D659	Début agglo Hyères	300m avant D98	3	100	Tissu ouvert	37208.29
	D559-170	0559	300m avant D98	D98	-	100	Tissioned	3720829
	D550-171	0990	Debut and I 'Almanama	100m aprile applic l'Almaname	,	5	Deciman	57 85F6
	DEED-173	0000	Dobré sondo Balance	200m score Dog	,	8 8	1000 000	27208.70
	2000	6000	200m served DO07	Cooling and Library	,	201	Hood DUVELL	37700 70
	D008:173	COSE	Abum avant RU9/	Depart aggio riyeles	20	100	TISSU OUVEIL	37.200.23
	D559:174	USSB	Debut agglo Hyeres	300m avant D98	3	100	TISSU OUVER	37.208.29
	D559:175	D659	Debut aggio L'Almaname	100m après aggio L'Almaname	4	30	Tissu ouvert	12284.1
	D559:176	D659	100m après aggio L'Aimanarre	200m avant RD97	3	100	TISSU OUVER	12284.1
	D559-177	1559	emeneral A. Loidos séras moot	200m avant RD97	~	100	Technology	12284.1
	0650-178	0880	Successify, Johns Judge	100m series solving Ministran	,	200	There are not	1228/11
	0000	6000	COOperated BOOK	Date and thomas	,	8 6	IIBBU UUVEIL	10001
	0003:173	2003	COULI STORY IN TO SE	COM aggio i genes	2	m	IBRI COVEIL	1.000
	U559:18U	PDDB	100m apres agglo L'Armanaire	ZUUM avant PU9/	2	100	TISSU OUVEIT	12204.1
	D559:181	Dog	Toom apres aggio L'Almanaire	ZOOM avant HD9/	2	100	TISSU OUVER	12284.1
	D558:182	D559	100m après aggio L'Almaname	200m avant RD97	3	100	Tissu ouvert	12284.1
	D559A:1	D559A	Route de Nice	D98	4	30	TISSU OUVER	9271.89
	D559A:10	D559A	Fin Limitation 70 kmh	Umitation 60 km/h	8	100	Tissu ouvert	9271.89
	D559A:11	D559A	Umitation 60 km/h	PONT D98		100	Tissu ouvert	9271.89
	DS59A-12	DESGA	Limitation 60 lawh	PONT D98	3	100	TISSLOUVER	9271.89
	DEED&-3	DESOA	Cordio sortio Hudros	Limitation 20 km/h	. ~	400	Decironad	007180
	Decox-3	Desoa	I instruction 70 bm/h	Ele I Indiados 20 Imm		800	Tren output	0071 80
	Dogue	Venon	THE PART OF THE PA	THE CHINADOL TO MINI	,	8	HOOD DOWN	201 170
	Doorer	Viscon	LIMIGROUP / U MITAN	FIN LIMITABION / U MITAN	2	001	ISSU COVER	92/1/09
	DOSACO	Viscon	Umidator / U Mith	THI UMINION /U MITMI	2	001	IBBN OUVEIL	92/1.09
	DSSSA76	DSSSA	Umitation 70 km/h	Fin Limitation 70 km/n	20	001	TISSU OUVEIT	92/1.89
	DSSBAC7	DSSRA	Umitation 70 km/h	Fin Limitation 70 km/n	2	100	TISSU OUVEIT	92/1/26
	D559A:8	D559A	Fin Limitation 70 km/h	Umitation 60 km/h	3	100	TISSU OUVER	9271.89
	D559A:9	D559A	Fin Umitation 70 kmh	Umitation 60 km/h	3	100	Tissu ouvert	9271.89
	D98:33	96Q	200m après pont SNCF	Echangeur D46-A570-N98	3	100	Tissu ouvert	13861.16
	D98:34	960	200m après pont SNCF	Edhangeur D46-A570-N98	ъ	100	Tissu ouvert	13861.16
	D98:35	960	200m après pont SNCF	Echangeur D46-A570-N98	e	100	TISSU OUVER	13861.16
	D98:36	960	D46	Entree acoto Hyères	3	100	Tissu ouvert	13861.16
	D98:37	960	Entrée audio Hvéres	Sortie andio Hyères	2	250	Tissu ouvert	56119.26
	D48:38	960	Entrée acrici Habres	Sortie ando Hvéres	2	250	Tissioned	37280 48
	DG8:34	860	South and in Hydrac	350m année sortie annin Hyères	2	358	Tissioned	37290 48
	DOS:40	200	South and o Hydroc	350m ands codio ando Hubros	,	381	Tical navart	37780.48
	DOSA1	200	350m ande codia andio Hudrac	fin mose 242 union		380	Technology	37780 48
	D08:47	200	350m ands codio andio Hydros	fin znos 2/2 unios		56	Teer owner	37280.48
	000:43	000	350m water and a soul blaker	An arren 200 union		200	There contains	27 2700.5
	00000	200	salati office anne sante moc	EDITOR Second conduct to Manager	4 0	007	There are not	CT. TOOCE
	030.44	030	III cone cac vues	connevent agglo La venere	7 (	nez-	Tissu cuveit	27.70000
	09043	030	III Zone 222 votes	countries agglo La venene	7 0	007	Ilean cover	33007.73
	D96:46	036	In zone 2x2 voies	coom avant aggio La Venene	2	230	TISSU OUVEIT	33007.73
	D98:47	960	In zone 2x2 voies	600m avant agglo La Verrene	2	250	TISSU OUVEIT	33807.73
	D98:48	D98	In zone 2x2 voies	600m avant aggio La Verrene	2	250	Tissu ouvert	32005.38
	N98:1	N98	D46	Entrée agglo Hyères	1	300	TISSU OUVER	71775.3
	N98:2	N98	D46	Entrée agglo Hyères	1	300	TISSU DUVERT	71775.3
	RD554:18	RD554	RD76	Entrêe agglo La Bayone	23	100	Tissu ouvert	9432.46
	RDS54B	RD554B	RD554	D98	4	30	Tissu ouvert	6223.58
	D559:24	D659	Fin agglo St-Cyr-sur-Mer	400m avant debut aggio Bandol	6	100	Tissu ouvert	12819.33
	DS59B:10	D659B	Deudit Le Logis	Debut applo Plan du Castelliet	3	100	Tissu ouvert	12491.97
LA CADIERE-D'AZUR	D5598:7	D559B	Deu-dit Le Logis	Debut agglo Plan du Castelliet	8	100	Tissu ouvert	12491.97
	D559B:8	D659B	Deu-dit Le Logis	Debut agglo Plan du Castelliet	3	100	Tissu ouvert	12491.97
	DS59B:9	96590	Deut-dit Le Logis	Debut agglo Plan du Castelliet	3	100	Tissu ouvert	12491.97

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du troncon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la affecté par le bruit en voie	Nature du tissu	estimation
14 CANFRE-PAZIR	Design	25	South anniol re Samats	RN67		metres	Ĕ	2030
	D66:17	56	Sorte aodo Les Samais	RD87	o m	3 5	Them mayer	6909.42
LA CADIERE-D'AZUR	D66:18	990	Sorte agglo Les Samats	RD67		1001	Tissuouver	6909.42
	D82:1	D82	Fin RD 66	Carrefour RD 626	m	100	Tissu ouvert	5230.3
	D43:6	DAS	RD554	RD212	m	100	Tissu ouvert	15932.36
	RD5.4.2	RDS	RD95	Entrée agglo	3	100	Tissu ouvert	5682.13
	D0654B	D0554B	D0554	D0029	9	100	Tissu ouver	13691.87
	DZ76:1	97579	RD76	100m apres reu		100	Tissu ouvert	13114.33
	U2/62	7579	nau saude won	Some aggio La Moutonne	4	30	Tissu ouvert	13114.33
LACRAU	02763	0276	100m apres feu	Sortie aggo La Moutorme	4	30	Tissu ouvert	13114.33
	UZ/6/4	0720	Tourn apres reu	Some agglo La Moutonne	m 1	90	TISSU OUVEIT	13114.33
	00000	9/20	Solve aggord moduline	Clines aggio mystes	,	100	IISSI OUVEIL	101 14.00
	020-23	500	Sodio aonio i a Crau	80008	2 "	90	There cover	10077.22
	D26-24	200	Softe application	300m annies annin I a Crau	, ~	904	There is a section	10077 22
	020-25	500	Finns en U	South and a Cau	0 4	30	There is a said	10077.22
	90.50	8	Bingenu	Sortie and o La Crau	* *	8 8	Tiego ouver	10077.22
	1090-27	8	Buneaul	South and of a Chair	, .	8 8	Tices ower	10077 22
	02428	8	Finner	Sortie ando La Crau		8 18	Tical niver	10077 22
	02829	820	Finue en U	Sortie aodio La Crau	7	8 8	Tissuouver	10077.22
	028/30	80	BinneanU	Sortie andro La Crau		8 8	Tical payor	10077 22
	02031	8	Debut ne en U	FinueenU		28.	Ellin and	10077.22
	D29:32	8	Debut rue em U	Findeenu		280	Rippenii	10077.22
	029:33	500	Debut rue en U	FindeenU		250	Elmonia.	8942.04
	029:34	88	100m avant fleu	Debut rue en U	4	E	Tissioned	8942.04
	020:35	82	100m areant ferr	Debut no an II	. 4	100	Tissingan	8942 D4
	020-36	2 2	entrée acrio la Crau	100m avant feu	7	8 8	Tissioned	8942 De
	029:37	822	entree applo La Crau	1000m avant feu	7	8 18	TISSU DUVIN	8942.04
	029:38	620	entrée aoolo La Crau	100m avant feu	4	R	TISSU OUVER	8942.04
	029:39	820	entrée applo La Crau	100m avant teu	4	8	Tissu ouvert	8942.04
	D29:40	620	sortie aggio Les Martins	entrée agglo La Crau	ю	100	Tissu ouvert	8942.04
	029:41	820	sortie aodio Les Martins	entrée aodo La Crau	m	100	Tissu cuvert	8942.04
	D29:42	023	entrée aqqio Les Martins	sortie aggio Les Martins	m	100	Tissu ouvert	8942.04
	029:43	620	entree aggio Les Martins	sortie agglo Les Martins	4	30	TISSU DUVERT	6651.76
	D554:84	792	Debut applo La Crau	500m après début applo La Crau	m	100	Tissu ouvert	19564.44
	D554.85	1997	Debut agglo La Crau	500m apres debut applo La Crau	m	100	Tissu ouvert	19564.44
	D554386	1254	S00m après début agglo La Crau	Finappio La Crau	m	100	Tissu ouvert	19554.44
	D554:87	0654	S00m après début agglo La Crau	Fin agglo La Crau	6	100	Tissu ouvert	19564.44
	D554:88	7990	500m après début agglo La Grau	Fin applo La Crau	2	280	Rue en U	19664.44
	D554:89	7520	S00m apres debut agglo La Crau	Fin addo La Crau	24	250	Rue en U	15656.04
	0554:30	1000	S00m après debut agglo La Crau	Fin apple La Crau	0	100	Tissu ouvert	15656.04
	D554:91	1997	500m après debut aggio La Crau	Fin agglo La Crau	3	100	Tissu ouvert	15656.04
	D554:92	D554	Fin agglo La Crau	RD76	2	100	Tissu ouvert	15656.04
	0554:93	1990	Fin agglo La Crau	RD76	٤	100	payno nssp	15656.04
	D554:94	D854	Fin agglo La Crau	RD76	3	100	Tissu ouvert	15656.04
	D554:95	D554	RD76	Entrée aggio La Bayorre	6	100	Tissu ouvert	15656.04
	D654:96	D854	RD76	Епітее аддіо La Вауопе	m	100	Tissu ouvert	15656.04
	D554:97	D854	Fin agglo La Crau	RD76	2	100	TISSU DUVERT	15656.04
	00000	1006	NU/0	conce agglo La bayone	2	001	Tissu ouver	130500.04
	00000	200	960	Enforce agglo La Moudoni le		90	Throughout T	14463.6
	035:12	236	BOSCA	Dos Modernie	2 4	3 F	Theel outside	6555 00
	076-13	38	RDSS4		+ m	301	Tissu ouver	6555 00
	0363	360	Sortio portio I a Montromo	BOSSO	, ~	200	Trenomon	42050.00
	035.4	920	Sodie ando la Mortonne	RD659	o m	8 6	Tissumet	12050.09
	0365	920	Socie addio a Mortonne	BUSSE		1001	Tissioner	12050.09
	076:6	076	Sorbe addio La Moutonne	RD569	4	30	Tissu ouvert	12050.09
	D76:7	076	RD276	Sortie aggio La Moutonne	7	30	Tissu ouvert	12050.09
	076:8	076	RD276	Sortle agglo La Moutonne	4	88	Tissu ouvert	12050.09
	076:9	076	Entrée aggio La Moutonne	R0276	4	30	Tissu ouvert	12050.09
	D98:23	D38	Umitation a 70 km/h	Fin Imitation a 70 km/h	3	100	Tissu ouver	13861.16
	D98:24	980	In zone 70	50m après port autoroute A570	m	100	Tissu ouvert	13861.16
	D98:25	D38	fln zone 70	50m après pont autoroute A570	9	100	Tissu ouvert	13861.16

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la affecté par le bruit en voie mêtres	Nature du tissu	estimation 2030
LACRAU	D98:26	960	1n zone 70	50m après pont autoroute A570	3	100	Tissu ouvert	13861.16
LA CRAU	D98:27	860	50m après pont autoroute AS70	200m après pont SNCF	ь	100	Tissu ouvert	13861.16
LACRAU	D96:28	D98	50m après pont autoroule A570	200m après pont SNCF	3	100	Tissu ouvert	13861.16
LA CRAU	D98:29	D98	50m aprês pont autoroute A570	200m après pont SNCF	3	100	TISSU OUVER	13861.16
LA CRAU	D58:30	D98	200m après pont SNCF	Echangeur D46-A570-N98	3	100	TISSU OUVER	13861.16
LACRAU	D98:31	960	200m après pont SNCF	Echangeur D46-A570-N98	ъ	100	Tissu ouvert	13861.16
LACRAU	D98:32		Zuum apres pont sinci-	Echangeur D46-A5/0-N98	m	100	Tissu ouvert	13861.16
LA CROIX-VALMER	0559270		rin aggo cavarane-sur-wer	Zoum apres in comm. Cavaraire	23	100	TISSU OUVER	21338.16
LA CACIA-VALMER	Desputa	ROOM	Colored specific	County agrees in Comm. Cavadaire	,	ODL CO	IISSU OUVEIL	21330.10
LA CROIX-VALMER	D009272		Debut zone /u	Debut apple La Crote-Valmer	9	B	TISSU OUVEIL	21330.10
LA CACOLA VALMEN	D655273	0003	Doby zone 70	Dobré poolo la Crok Maine	2 .	001	There ouver	21333.10
LA CACIA-VALMEN	P125000	5000	Debut some 30	Date apply to Crok Value	2	001	IISSU CUVEIL	24330 40
IA CROIX-VALMER	0559-275	0009	Debut zone 70	Debut apply of Crox-Valiner	2 6	90	Ticsionet	21338.16
I A CRONSVALMEN	D559-277	0880		Debut and I a Crob-Valmer	2 "	200	There are an area	21338 16
I A CROIX VALUE IN	D550-278	0650	l	En ando la Croix-Valmer		8	Tical owner	21338 16
I A CROIX-VAI MFR	D559281	0659	Debut aodo la Croix-Valmer	Fin addo la Croix-Valmer	o m	9	Tissioned	21338.16
I A CROIX-VAI MER	DS59:282	0889		Lieu-dit Gourbenet		100	Tissioned	21338.16
LA CROIX-VALMER	D559.283			Fin aggio la Crotx-Valmer	n m	100	Tissuouvert	21338.16
LA CROIX-VALMER	D559.284		Fin agglo la Croix-Valmer	Lieu-dit Gourbenet	3	100	TISSU DUVERT	21338.16
LA CROIX-VALMER	D559:285			Fin agglo la Croix-Valmer	m	100	Tissu ouvert	21338.16
LA FARLEDE	D554.73			Port AS7	m	100	Tissu ouvert	13571.14
LA FARLEDE	D554:74	D654		RD67	3	100	Tissu ouvert	13571.14
LA FARLEDE	D554:75	D654	Pont AS7	RD67	м	100	Tissu ouvert	19564.44
LA FARLEDE	DS54.76	D654	Port AS7	RD67	ъ	100	Tissu ouvert	19564.44
LA FARLEDE	D554:77	D554	Port AS7	RD67	е	100	TISSU OUVER	19564.44
LA FARLEDE	D554:78	D554	Port AS7	RD67	2	100	Tissu ouvert	19564.44
LA FARLEDE	D554:79	D554	RD67	Deu-dit la Gaméjade	23	100	Tissu ouvert	19564.44
LA FARLEDE	D554:80	D654	Lleu-dit la Gaméjade	Debut agglo La Crau	23	100	Tissu ouvert	19564.44
LA FARLEDE	D554:81	D654	RD67	Leu-dit la Garréjade	3	100	Tissu ouvert	19564.44
LA FARLEDE	D554:82	D654	Lieu-dit la Gaméjade	Début agglo La Crau	3	100	Tissu ouvert	19564.44
LA FARLEDE	D554:83	D654	Lieu-dit la Gaméjade	Début agglo La Grau	3	100	Tissu ouvert	19564.44
LA FARLEDE	DE7:10	D67	RD554	Sortie aggio La Fariède	9	100	TISSU OUVER	15616.21
LA FARLEDE	D67:11	D67	RD554	Sortle agglo La Farlède	3	100	TISSU OUVER	15616.21
LA FARLEDE	D97:55	260	500m après échangeur la bigue	700m avant aggio la Fariède	ю	100	Tissu ouvert	9402.58
LA FARLEDE	D97:56	D97	500m après échangeur la bigue	700m avant aggio la Farlède	23	100	Tissu ouvert	9402.58
LA FARLEDE	D97:S9	D97	700m avant agglo La Farlede	550m avant aggio La Farlède	3	100	TISSU OUVER	9402.58
LA FARLEDE	D97:50	D97	SS0m avant aggio La Fanècie	Debut rue en U	3	100	Tissu ouvert	9402.58
LA FARLEDE	D97:62	D97	550m avant agolo La Farlède	Debut rue en U	4	30	Tissu ouvert	9402.58
LA FARLEDE	D97.63	087	SSOm avant aggio La Fariede	Debut rue en U	4	8	TISSU OUVER	11217.38
LAFAREDE	D97:54	097	Debut rue en U	Fin rue en U	4	8	TISSU OUVER	11217.38
LA FARLEDE	D97.85	097	Debut rue en U	Fin rue en U	4	30	TISSU OUVER	11217.38
LA FARIEDE	097.00	03/	South dyden aggle La Fallece	Debut need to		8 8	There ouvell	11217.30
I A FARI FOF	007.58	200	Debut nis an II	Financia	, ,	8 00	Ris on II	11217.38
I A FARI FDF	D97:69	280	Debut ne en U	En me en U	· m	100	Rippenii	11217.38
LA FARLEDE	D97:70	D97	Debut rue en U	FinneenU	200	100	Rue en U	11217.38
LA FARLEDE	D97:71	D97	Debut rue en U	Fin rue en U	3	100	Rue en U	11217.38
LA FARLEDE	D97:73	D97	Fin rue en U	Fin aggio La Fariède	4	30	Tissu ouvert	11217.38
LA FARLEDE	D97:77	D97	Fin agglo La Farlède	500m après aggio La Farlède	4	30	Tissu ouvert	11217.38
LA GARDE		620	1100m après RD86	200m avant fin aggio La Garde	4	88	Tissu ouvert	12347.58
LAGARDE		023	RD86	1100m apres RD66	0	100	Tissu ouvert	12572.87
LAGARDE		AVENUE DE LA PAIX	RUE MARC DELAGE	AVENUE SADI CARNOT	2	100	TISSU OUVEIT	13559.93
LA CABOE	02513	AVENUE DE LA PAIX	MONTEE DU THOUAR	RUE MARC DELAGE	20	B	TISSU OUVEIL	13559.93
IA GARDE	023.14	VICTOR PAIX	SOOM SACRET BOOK	RUE MANY UCLANSE	2 "	90	The survey	1300230
I A CARDE	020-16		SDDm avant RD86	ROSE		900	Ticalound	17062.41
IA CARDE	D20-17		000maran 10000	Show avant RD86	o m	8 6	Tissioned	17982.41
IA GARDE	020-18		960	SOOM avant RD86	o m	9	Tissioned	1796241
LA GARDE	D29:19	023		S00m avant RD86	3	100	TISSU OUVER	17962.41
LA GARDE	D29:20	029	RD29	D98	3	100	Tissu ouvert	10077.22
LA GARDE	D29:21	620		D98	3	100	Tissu ouvert	10077.22
LA GARDE	D29:5	020	200m avant fin aggio La Garde	RD659	m	100	Tissu ouvert	12347.58

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	debutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
	D29:6	029	200m avant fin aggio La Garde	RD659	3	100	Tissu ouvert	12347.58
	D29:7	029	1100m après RD86	200m avant fin aggio La Garde	4	30	Tissu ouvert	12347.58
	D29:8	029	1100m après RD86	200m avant fin agglo La Garde	4	30	Tissu ouvert	12347.58
	029:9	023	1100m après RD86	200m avant fin aggio La Garde	4	30	Tissu ouvert	12347.58
	D42:15	D42	Sortie agglo Toulon	100m après feu	4	30	Tissu ouvert	10637.74
	D42:16	D42	100m après feu	500m apres fin agglo Toulon	4	30	Tissu ouvert	10837.74
	D42:17	DA2		S00m apres fin aggio Toulon	4	30	Tissu ouvert	10837.74
	D42:18	D42		700m après fin aggio Toulon	4	30	Tissu ouvert	10637.74
LA GARDE	D42:19	D42		700m après fin aggio Toulon	4	30	Tissu ouvert	10837.74
	D42:20	D42		1000m avant RDSS9	4	30	Tissu ouvert	10837.74
	D42:21	DAZ	1000m avant RD559	100m après feu	4	30	Tissu ouvert	10837.74
	D42:22	D42	1000m avant RD559	100m après feu	4	30	Tissu ouvert	10837.74
	D559:127	DS59	Fin aggio Toulon	RD242	3	100	Tissu ouvert	14583.09
	D559:128	520	Fin addio Toulon	RD242		100	Tissimment	14583.09
	D650-120	0880	RDOAD	Debut annin i e Dranist		190	Treatment	19513.41
	UEF-035G	999	5000	Dalvet coming to Decidar	•	007	Tipon none	15040 30
	D1:500	067	Entitle south   a Farthria	South again to Father	0 0	300	There connect	2040A R7
	1.00	100	Colore aggs to a secon	Coule agglo Lat a role		3	I DON COVER	700000
	7.000		Crinee aggo La railede	Solite agglo La ra lette	2	ODL.	ISSU OUVEIT	32124.07
	D6/3		Entree aggo La Faneoe	Some agglo La Fanede	2	100	TISSU OUVEIT	32124.87
	D67:4		Entrée agglo La Farlède	Sortle agglo La Fariède	3	100	TISSU OUVER	15616.21
	S:290		Entrée agglo La Farlède	Sortie aggio La Fariède	2	100	TISSU OUVEIT	15616.21
	9:29Q		Entrée aggio La Farlède	Sortie agglo La Farlède	3	100	Tissu ouvert	15616.21
	<i>L:29</i> 0	290	Entrée aggio La Farlède	Sortie aggio La Fariède	3	100	TISSU OUVER	15616.21
	D67:8	290	Entrée aggio La Farlêde	Sortie agglo La Fariède	2	100	Tissu ouvert	15616.21
	6.29Q	290	RD554	Sortie aodio La Fariede		100	Tissioned	15616.21
	DB6-10	RITE CHARLES SANDRO	AVENI E DE LA DAIX	AVENI IF III ES FERRY	~	400	Tican navart	1875.413
	11:000	DIECUADI ES CANDOS	AVENUE DE LA DAIX	AMENIC III CO CCODY	2	200	There execute	40764 43
	11:000	NOC CHANGES SANDING	AVENUE DE LA PAIA	AVENUE JULIO TETAT		200	HOOD DAYELL	Drow, IO
	7100.12	AV. R. SALENGRO	AVENUE JULES FERRY	AVENUE JEAN JAURES	2	m.	IISSU OUVEIT	13303.50
	D86:13	AV. R. SALENGRO	AVENUE JULES PERRY	AVENUE JEAN JAURES	2	100	TISSU OUVEIT	13308.30
	D86:14	AV. R. SALENGRO	AVENUE JULES FERRY	AVENUE JEAN JAURES	2	100	TISSU OUVEIT	13568.56
	U86:15	AV. R. SALENGRO	AVENUE JULES PERRY	AVENUE JEAN JAURES	2	720	n me en n	13568.56
	D86:16	AV. R. SALENGRO	AVENUE JULES FERRY	AVENUE JEAN JAURES	2	100	Tissu ouvert	13588.56
	D86:17	990	RD29	Fin agglo La Garde	2	230	Rue en U	12724.73
	096:18	990	R029	Fin agglo La Garde	3	100	TISSU OUVEIT	12724.73
	D86:19	990	RD29	Fin agglo La Garde	6	100	Tissu ouvert	12724.73
	08620	980	RD29	Fin agglo La Garde	2	100	Tissu ouvert	12724.73
	D86:20	D86	RD29	Fin agglo La Garde	9	100	Tissu ouvert	12724.73
	086:22	980	Fin aggio La Garde	Debut agglo Le Pradet	9	100	Tissu ouvert	12724.73
	D86:9	MONTEE DU THOUAR	AV. DE MONTESARCHIO	AVENUE DE LA PAIX	e	100	Tissu ouvert	18754.13
	D98:12	D98	Sortie aggio La Valette	Fin 2"2 voles	2	100	Tissu ouvert	23447.96
	D98:13	D98	Sortie aggio La Valette	Fin 2"2 voles	3	100	TISSU OUVER	23447.96
	D98:14	D98	Sortie aggio La Valette	Fin 2"2 voies	3	100	Tissu ouvert	23447.96
	D98:15	D98	Sortie aggio La Vaiette	Fin 2"2 voles	3	100	Tissu ouvert	23447.96
	D98:16	D98	Sortie agglo La Valette	Fin 2*2 voies	33	100	Tissu ouvert	23447.96
LA GARDE	21:960	D98	Sortie aggio La Valette	Fin 2"2 voles	3	100	Tissu ouvert	23447.96
	D98:18	D98	Sortie aggio La Valette	Fin 2"2 voles	3	100	Tissu ouvert	23447.96
LA GARDE	D36:19	D98	Fin 2"2 voies	Fin limitation à 70 km/h	3	100	Tissu ouvert	23447.96
	D98:20	D98	Fln 2"2 voies	Fin Imitation à 70 km/h	3	100	Tissu ouvert	23447.96
	12960	D98	Limitation à 70 km/h	Fin Imitation a 70 km/h	3	100	Tissu ouvert	13861.16
	D98:22	D98	Umitation à 70 lavin	Fin Imitation a 70 km/h	2	100	Tissu ouvert	13861.16
LA GARDE-FREINET	D558:15	D658	RWere l'Alle	Entrée aggio La Garde Freinet	2	100	Tissu ouvert	5888.75
	D558:16	D558	RWere I'Alle	Entrée aggio La Garde Freinet	3	100	TISSU OUVER	5449.37
LA GARDE-FREINET	D558:17	D658	Rivière l'Alle	Entree agglo La Garde Freinet	3	100	Tissu ouvert	5449.37
	D558:18	D658	Rivière l'Alle	Entrée agglo La Garde Freinet	3	100	TISSU OUVER	5449.37
	D558:19	D558	Rivière l'Alle	Entrée agglo La Garde Freinet	9	100	Tissu ouvert	5449.37
	D558:20	D658	Entrée aggio La Garde Freinet	Debut rue en U	4	30	Tissu ouvert	6659.23
	D558.21	D658	Entrée aggio La Garde Freinet	Debut rue en U	3	100	Rue en U	6659.23
	D558:22	0558	Debut rue en U	FinueenU	2	100	RueenU	6659.23
	D558:23	D558	Finne en U	RD75	2	100	Rueen U	6659.23
	D558:24	0658	Finneen U	R075	4	30	Tissu ouvert	6659.23
LA GARDE-FREINET	D558.25	0658	Finue en U	RD75	4	30	Tissu ouvert	6659.23
	D55826	D658	RD75	Fin addio la Garde-Freinet	7	30	Tissu ouvert	7361.25
	D558:27		Fin agglo La Garde-Freinet	200m avant RD48	4	30	Tissu ouvert	7361.25

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concemée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
	D558:28		Fin aggio La Garde-Freinet	200m avant RD48	4	30	Tissu ouvert	7361.25
	D558:29		Fin agglo La Garde-Freinet	200m avant RD48	3	100	Tissu ouvert	7361.25
LA GARDE-FREINET	D558:30		Fin agglo La Garde-Freinet	200m avant RD48	3	100	Tissu ouvert	7361.25
	D558:31		Fin aggio La Garde-Freinet	200m avant RD48	3	100	TISSU OUVER	7361.25
	D558:32		Fin aggio La Garde-Freinet	200m avant RD48	3	100	TISSU OUVER	7361.25
	D558:33		Fin aggio La Garde-Freinet	200m avant RD48	3	100	TISSU OUVEIT	7361.25
LA GARDE-FREINET	D558:34	0558	Fin agglo La Garde-Freinet	200m avant RD48	3	100	Tissu ouvert	7361.25
	D558:35		Fin agglo La Garde-Freinet	200m avant RD48	3	100	TISSU OUVER	7361.25
	D558:36	D558	200m avant RD48	1100m avant deb. aggio Grimaud	8	100	Tissu ouvert	7361.25
LA GARDE-FREINET	PROJET DEVIATION LA GARDE	Deviation La Garde Freinet	Cimetière	Intersection RD658/RD75	4	30	TISSU OUVER	5835.23
	PREINET 3	8						01 0000
	0420.10	95	III ZOTE 30	Poli Midital	4	8 :	IISSU OUVEIT	000730
	DAZEG	100 P	KUSS9	Deout zone 30	4	30	TISSU OUVEIT	8882.38
	D426.7	D420	Debut zune 30	III ZONE 30	4	8	TISSU OUVEIT	900730
	D42B:8	D428	In zone 30	Port Mramar	4	30	Tissu ouvert	8862.38
	D42B:9	DAZB	fin zone 30	Port Miramar	4	30	Tissu ouvert	8862.38
LA LONDE-LES-MAURES	D559A:13	D559A	Umitation 60 km/h	PONT D98	3	100	Tissu ouvert	8573.6
	D559A:14	D559A	Umitation 60 km/h	PONT D98	3	100	TISSU OUVEIT	8573.6
	D559A:15	D559A	Umitation 60 km/h	PONT D98	3	100	Tissu ouvert	8573.6
	D559A:16	D659A	PONT D98	Umitation 70 km/h	3	100	Tissu ouvert	8573.6
	DSS9A:17	DSS9A	PONT D98	Umitation 70 km/h	e	100	TISSU OUVER	8573.6
	D559A:18	DSS9A	Umitation 70 km/h	Entree aggio La Londe	4	30	TISSU OUVER	8573.6
	D559A:19	D559A	Umitation 70 km/h	Entrêe agglo La Londe	4	30	Tissu ouvert	8573.6
	D559A:20	DSSBA	Entrée aggio La Londe	Sortiee agglo La Londe	4	30	Tissu ouvert	8573.6
LA LONDE-LES-MAURES	D559A:21	DSS9A	Entrée agglo La Londe	Sortiee aggio La Londe	4	30	Tissuouvert	8573.6
	D559A:22	D659A	Entrée agglo La Londe	Sortlee aggio La Londe	2	250	Rueenu	8573.6
	D559A-23	D659A	Entrée aggio La Londe	Sorflee addio La Londe	2	250	Rue en U	9632.86
	D559A:24	D659A	Entrée addo La Londe	Sorflee agglo La Londe	4	30	TISSU OUVER	9632.86
LA LONDE-LES-MAURES	D559A-25	DSS8A	Entrée aodo La Londe	Sortiee acidio La Londe	4	30	TISSU OUVER	9632.86
	D559A26	DESGA	Entree application de	Sordiee addio La Londe	4	30	Tissuouver	9632.86
	D559A-27	D659A	Sortiee addio La Londe	Umitation 60 km/h	4	30	Tissuouvert	9632.86
	D559A-28	D659A	Sortiee applo La Londe	Umitation 60 km/h		100	Tissu ouver	9632.86
	D559A-29	YESSA.	Limitation 60 km/h	D98		100	Tissuouver	9632.86
LA LONDEL ES-MALIRES	D559A:30	DESGA	Umitation 60 km/h	D98	6	100	Tissuouvert	9632.86
	DSSQA:31	DESGA	D981a1mde	Оде 1.а Умприр	m	100	Tissuomen	9632.86
	D559A:32		D98 La Londe	D98 La Verrede		100	Tissuouver	9632.86
LA LONDE-LES-MALIRES	D559A:33	DESGA	D98 La Londe	D98 La Verrerie		100	Tissuouver	9632.86
	DSSQA-34		D981a1 mda	DQR La Verrede	-	100	Tissioned	9632 86
	DSS94:35		D981alonde	D98 La Vernede		100	Tissioned	9632.86
	DSSQ4:36	Despa	DG8 La Londe	DOS La Vertada		101	Treatment	9632.86
	D5504-37	D6504	DOR La Londo	DOS 13 Vertado	, ~	100	Tical Alvaria	0632.86
I A LONDEL BEAM ISBE	DOE-40	COS	fin arms 3rd union	600m stand portion a Marrada	2 6	250	The street	30000
	000-00	200	fin some Sections	COOM according to Marrieda		700	Tren output	20005.30
	2000	900	dis money (Inc.) and on	COOR was a seed a seed of a Married of	7	200	There county	20005.30
LA LONDE-LES-IMPLINES	120001	200	III ZOTE ZZZ VOJES	coolin avait agglo La venere	7	007	I ISSU DUVEIL	30000.30
	096.32	030	In done and votes	countries aggle to Venere	7	007	Tissu duvel.	32003.30
	00000	020	III ZUIE ZZZ VUES	ACOM Served species in Males	7	007	There cannot	27,000,7
	200-80	200	ASOm superiorated to MAte.	100m scoriften	,	200	There output	742073
I A MOUTE	2006-63	900	100m served for:	Date and a take	,	200	There cannot	40300 43
	096.03	960	toom awant reu	Debut aggio La Mole	2	101	Tissu ouver	10092.13
	10000	900	Dobret and a 1440	ADDR. SOURCE OF SOURCE IN MAKE	,	200	The same	4030043
	00000	090	Decut aggs La Mae	non apres III aggo La Moe	,	8 8	lippo noncil	10000.10
LAMOLE	D36386	038	Debut agglo La Mole	100m apres in aggo La Mole	4	30	TISSU OUVEIT	10352.13
	D96:87	960	Debut agglo La Môle	100m après fin aggio La Mole	4	80	Tissu ouvert	10392.13
	D96:88	D98	100m après fin aggio La Môle	250m après fin aggio La Môle	4	30	Tissu ouvert	10392.13
	D96:89	D98	250m après fin aggio La Môle	1100m après RD27	3	100	TISSU OUVEIT	10392.13
	D98:90	D98	250m après fin aggio La Môle	1100m après RD27	3	100	TISSU OUVER	10392.13
	D96:91	960	250m après in agglo La Mole	1100m apres RD27	3	100	TISSU OUVERT	10392.13
LAMOLE	D98:92	960	1100m après RD27	200m après début zone 70	2	100	Tissu ouvert	10392.13
	D96:53	960	Debut zone 50	400m après début zone 50	3	100	TISSU OUVER	10392.13
	D98:34	960	Fin zone 50	200m après fin zone 50	3	100	Tissu ouvert	10392.13
LAMOLE	D98:95	960	Fin zone 50	200m après fin zone 50	3	100	Tissu ouvert	10392.13
	D38:36	D98	Fin zone 70	900m avant fin commune La Môle	3	100	Tissu ouvert	10392.13
	098:97	960	Fin zone 70	900m avant fin commune La Môle	3	100	TISSU OUVER	10392.13

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concemée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la affecté par le bruit en voie mêtres	Nature du tissu	estimation 2030
LAMOLE	D96:38	D98	Début zone 70	150m après début zone 70	3	100	Tissu ouvert	10392.13
LAMOLE	PROJET DEWATION LA MOLE:1	Deviation La Môle	Lotissement St Julien	ZA St Exupéry	m	100	Tissu ouvert	10526.56
	D1555:39	D1555	600m après fin aggio Trans	700m avant RDS4	2		Tissu ouvert	25683.47
	D54:21	DS4	RD47	PNSSS	3	100	TISSU ouvert	5657.23
	D54:4	D64	Debut 3 voies	Fin 3 voies	3	100	Tissu ouvert	5581.31
	D54:5	D54	Debut 3 voies	Fin 3 voies	m	100	Tissu ouvert	5581.31
	D54:6	25	FIn 3 voies	Debut 3 voles		100	Tissu ouvert	5581.31
	D547	25	FIn 3 voies	Debut 3 voies	4	30	TISSU OUVEIT	5581.31
	RD543	ADS	Entree aggio Roquebrussane	RD64	2	100	TISSU OUVER	5682.13
LA ROCCUEBRUSSANNE	ND043	200	Entres agglo roqueorussane	NOS.	4	30	TISSU OUVER	2007.13
LA ROGUEBRUSSANNE	NUOS.3	500	Entres agglo roqueorusane	NUO4	,	001	IISSU OUVEIT	3002.13
LA ROQUEBRUSSANNE	RUDA:3	RUS	Entree aggo noqueorussane	RUSA	ю,	100	TISSU OUVEIT	5002.13
LA ROCCUEBRUSSANNE	NUS.3	32	NU04	riii aggo roqueoraeariie	4	8 :	IISSU OUVEIT	0199.10
LA ROQUEBRUSSANNE	RUSS	ACDS POS	NUSE Sycs	rin aggo roqueorussame	4 ,	8 5	TISSU OUVEIT	5199.18
LA ROCCUEBRUSSANNE	NO.5	200	NOS.	Fill aggo ruqueorussame	4	8 8	TISSU OUVEIL	5199.10
LA ROCCUEBRUSSANNE	NLO.3	500	NU04	riii ayo roquantasame	4	8	IISSU OUVEIL	0199.10
LA BOOLIERRI RESANNE	RDSS	RDS	En agol Rogushussans	RDSS4	0 "	mt mt	Tical owner	5199.18
A BOOLIFIED INCANNE	BDS-6	RDS	Fin andio Roquebuscanne	RDSS4		mt.	Teeronat	5199 18
LA BOOLIFERE ISSANIE	RDSS	RDS	Fin andio Roquebusscanne	RDSSA	. ~	101	Teeronet	5199.18
LA SEYNE-SUR-MER	D16:28	016	100m après leu	500m apres th applo La Sevne	· ~	1001	Tissuower	16053.1
LA SENNE-SUR-MER	D16:29	D16	100m après leu	S00m après fin aggio La Seyne	m	100	Tissu ouvert	16053.1
LA SEYNE-SUR-MER	D16:30	D16	100m après leu	500m après fin aqqio La Seyne	m	100	Tissu ouvert	16053.1
LA SEYNE-SUR-MER	D16.31	D16	100m après leu	500m après fin aggio La Seyne	3	100	TISSU ouvert	16053.1
LA SEYNE-SUR-MER	D16:32	D16	100m avant feu	100m après feu	2	100	Tissu ouvert	16053.1
LA SEYNE-SUR-MER	D16:33	D16	RD18	100m avant feu	2	100	Tissu ouvert	16053.1
LA SEYNE-SUR-MER	D1634	D16	RD18	100m avant teu	3	100	Tissu ouvert	16053.1
LA SEYNE-SUR-MER	D16:35	D16	RD18	100m avant feu	3	100	TISSU OUVER	16053.1
LA SEYNE-SUR-MER	D18:1	D18	RD559	BD Maréchal Juln	4	30	Tissu ouvert	10789.2
LA SEYNE-SUR-MER	D18:10	D18	400m après RD559	Quartier Fontainebieau	9	100	RueenU	15117.07
LA SEYNE-SUR-MER	D18:11	D18	400m après RD559	Quartier Fontainebieau	3	100	TISSU ouvert	15117.07
LA SEYNE-SUR-MER	D18:12	D18	400m après RD559	Quartier Fontainebieau	3	100	TISSU OUVER	15117.07
LA SEYNE-SUR-MER	D18:13	D18	400m après RDS59	Quartier Fontainebieau	2	250	Rue en U	15117.07
LA SEYNE-SUR-MER	D18:14	D18	400m après RD559	Quartier Fontainebieau	9	100	Tissu ouvert	15117.07
LA SEYNE-SUR-MER	D18:15	D18	400m après RD559	Quartier Fontainebleau	3	100	TISSU OUVER	15117.07
LA SEYNE-SUR-MER	D18:16	D18	400m après RDS59	Quartler Fontainebleau	2	100	Tissu ouvert	15117.07
LA SEYNE-SUR-MER	D18:17	D18	Quartler Fontalnebieau	450m avant RD16	m	100	Tissu ouvert	30232.9
LA SEYNE-SUR-MER	D18:18	D18	Quartier Fontainebleau	450m avant RD16	m	100	Tissu ouvert	30232.9
LA SEYNE-SUR-MER	D18:19	D18	Quartler Fontainebleau	450m avant RD 16	3	100	Tissu ouvert	30232.9
LA SEYNE-SUR-MER	D18:2	D18	RD559	BO Marechal Juln	4	30	Tissu ouvert	10789.2
LA SEYNE-SUR-MER	D18:20	D18	Quartler Fontalnebieau	450m avant RD16	2	100	Tissu ouvert	30232.9
LA SEYNE-SUR-MER	D1821	D18	450m avant RD16	RO16	2	100	Tissu ouvert	30232.9
LA SEYNE-SUR-MER	D1822	018	45Um avant PLUIS	PUID On seeds 1 s Source con May	m 1	100	TISSU OUVEIL	30232.9
LA SCHALL SURFACE	2010		900	Electric active and the Electric and the	,	200	IISSU DUVEIL	33007.00
I A SEYNE-SUR-MER	D18:25	018	RD16	Fin addo La Sevne-sur-Mer	9 10	8 01	Tissioned	33927.22
LA SEYNE-SUR-MER	D18:26	D18	RD16	Fin agglo La Seyne-sur-Mer	1 4	30	Tissu ouvert	9757.33
LA SEYNE-SUR-MER	D18:27	D18	RD16	Fin agglo La Seyne-sur-Mer	4	30	Tissu ouvert	9757.33
LA SEYNE-SUR-MER	D18:28	D18	RD16	Fin aggio La Seyne-sur-Mer	4	30	Tissu ouvert	9757.33
LA SEYNE-SUR-MER	D18:3	D18	RD559	400m après RD559	3	100	Tissu ouvert	30232.9
LA SEYNE-SUR-MER	D18:4	D18	400m après RD559	Quartier Fontainebieau	3	100	Tissu ouvert	30232.9
LA SEYNE-SUR-MER	D18:5	D18	SEPARATION DES VOIES	QUAI HOCHE	e	100	Tissu ouvert	18815.12
LA SEYNE-SUR-MER	D18:6	D18	400m après RD559	Quartier Fontainebleau	e	100	TISSU OUVEIT	18815.12
LA SEYNE-SUR-MER	D18:7	D18	400m après RD559	Quartier Fontainebleau	3	100	Tissu ouvert	30232.9
LA SENNE-SUR-MER	D1838	D18	400m apres RDS59	Quartier Fortainebleau		100	Tissu ouvert	302329
LA SETNE-SUR-MER	5000	2000	ADDITION OF THE PROPERTY OF TH	deding runamental	2	m,	IISSU OUVEIT	707117.07
LA SETNE-SUR-MEK	DAUGE. I	Delice	NU60	NUA	2	ODL COL	IISSU OUVEIL	90.66277
LA SETNE-SUR-MEK	026:11	800	200	Chiefe aggo La Seyne	2	750	Tissu ouver	4U000.30
LA SEYNE-SUR-MER	D26:12	AVENUE DE LONDRES	RD659	Dilete agglo La Septie RD63	, 6	250	Tissu ouver	30943.64
LA SEYNE-SUR-MER	D26:13	AVENUE DE LONDRES	RD559	RD63	2	250	Tissuouver	30943.64
LA SEYNE-SUR-MER	D26:6	526	Entrée agglo La Seyne	ASO	m	100	Tissu ouvert	20428.28

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concemée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
LA SEYNE-SUR-MER	D26.7	026	Entrée aggio La Seyne	ASO	2	250	TISSU OUVERT	40856.55
LA SEYNE-SUR-MER	D26:8	920	RD63	Entrée agglo La Seyne	2	250	Tissu ouvert	40656.55
LA SEYNE-SUR-MER	59ZQ	026	RD63	Entrèe aggio La Seyne	2	250	Tissu ouvert	40656.55
LA SEYNE-SUR-MER	D559:100	D659	200m avant fin agglo La Seyne	Fin agglo La Seyne	٣	100	TISSU OUVER	36571,00
LA SEYNE-SUR-MER	D559:101	D659	200m avant fin aggio La Seyne	Fin agglo La Seyne	3	100	TISSU OUVER	36571,00
LA SEYNE-SUR-MER	DS59:102	D659	Fin agglo La Seyne	500m après fin aggio La Seyne	2	250	Tissu ouvert	36571,00
LA SEYNE-SUR-MER	D559:103	D559	500m après fin aggio La Seyne	400m avant debut aggio Toulon	2	250	Tissu ouvert	36571,00
LA SEYNE-SUR-MER	D559:88	D659	600m avant fin aggio Stx-Fours	Fin agglo Six-Fours-les-Plages	3	100	TISSU OUVER	39344.22
LA SEYNE-SUR-MER	DS59:89	D559	Fin aggio Stx-Fours-les-Plages	Debut agglo La Seyne-sur-Mer	2	250	Tissu ouvert	39344.22
LA SEYNE-SUR-MER	DSS8:30	D659	Fin agglo Six-Fours-les-Plages	Debut agglo La Seyne-sur-Mer	2	250	Tissu ouvert	39344.22
LA SEYNE-SUR-MER	D559:91	D659	Debut agglo La Seyne-sur-Mer	100m après RD18	ю	100	Tissu ouvert	39344.22
LA SEYNE-SUR-MER	D559:92	D659	Debut agglo La Seyne-sur-Mer	100m apres RD18	3	100	TISSU OUVER	39344.22
LA SEYNE-SUR-MER	D559:93	690	Debut addo La Sevne-sur-Mer	100m après RD18	m	100	Tissuouver	39344.22
I A SPYNE-SLIR-MFR	D559-94	569	Debut ando La Sevne-sur-Mer	100m après RD18	m	100	Tissioned	39344 22
I A SEVALE SI ID MED	0659-95	19880	Debut ando La Savna-cur-Mer	100m annik RD18		8	The street	20 AM-20
IA SCHIEGOLIVANICA	90-0550	5003	Dahut ando La Sama and Mar	100m aprile RD18	2 0	M 100	The county	30344.22
LA SELVICIONAMEN	065000	0000	Dated applying a Save curillar	100m synde RO48	0 0	8	The succession	30344.99
LASCINCSON-MCA	255000	6000	Dated and a Color and the	Storing and a storing a storing and a storing a storing a storing a storing and a storing a		3	Hoon covers	20244.00
LA SETNE-SUN-MER	000330	0000	Cook ago to seylic our will	TOOL SPICE FOLIO	2	8	IBBN OUVER	22044.00
LA SETNE-SUR-MER	50000	5000	indinaples runio	Countries and the age of the	2	001	ISSU OUVEIL	7794000
LA SEYNE-SUR-MER	D63:12	200	FIN aggio Six+outs-res+lages	Deout aggio La Seyne-sul-Mer	2	100	IISSU OUVEIT	19098.92
LA SEYNE-SUR-MER	Descris	22	FIN agglo six+ours-res+rages	Deout agglo La Seyne-sur-Mer	e	100	Tissu ouvert	19098.92
LA SEYNE-SUR-MER	D63:14	DES	Fin agglo Six-Fours-les-Plages	Debut agglo La Seyne-sur-Mer	23	100	Tissu ouvert	19098.92
LA SEYNE-SUR-MER	D63:15	963	Debut agglo La Seyne-sur-Mer	800m avant fin aggio La Seyne	3	100	TISSU OUVER	11567.14
LA SEYNE-SUR-MER	D63:16	D63	Debut agglo La Seyne-sur-Mer	800m avant fin aggio La Seyne	3	100	Tissu ouvert	11567.14
LA SEYNE-SUR-MER	D63:17	D63	800m avant fin aggio La Seyne	100m avant fin aggio La Seyne	4	30	Tissu ouvert	11567.14
LA SEYNE-SUR-MER	D63:18	963	800m avant fin agglo La Seyne	100m avant fin aggio La Seyne	4	30	TISSU OUVER	11567.14
LA SEYNE-SUR-MER	D63:19	190	100m avant fin aggio La Seyne	Fin agglo La Seyne-sur-Mer	4	30	TISSU OUVER	11567.14
LA VALETTE-DU-VAR	D246:8	0246	Entrée aggio	D98	4	30	Tissu ouvert	8574.85
LA VALETTE-DU-VAR	D46	AVENUE DE LA LIBERATION	AVENUE DUCHATEL	SORTIE AGGLO	m	100	Tissu ouvert	15976.26
LA VALETTE-DU-VAR	D46	AVENUE DE LA LIBERATION	AVENUE DUCHATEL	SORTIE AGGLO	2	100	Tissu ouvert	15976.26
LA VALETTE-DU-VAR	D46:31	D46	RD446	600m avant agglo La Valette	8	100	TISSU OUVER	17819.35
LAVALETTE-DU-VAR	D46:34	046	600m avant applo La Valette	Entrée acolo La Valette-du-Var	8	100	Tissu ouvert	17819.35
LAVALETTE-DUVAR	D46:35	AVENUE DE LA LIBERATION	ENTREE AGGLO	AVENUE FRANCOIS DUCHATEL	23	100	Tissu ouvert	17819.35
LA VALETTE-DU-VAR	D46:36	AVENUE DE LA LIBERATION	ENTREE AGGLO	AVENUE FRANCOIS DUCHATEL		100	TISSU OUVER	17819.35
I A VALETTE-DILVAR	D46:37	AVENUE DE LA LIBERATION	ENTREE AGGLO	AVENUE FRANCOIS DUCHATEL	m	100	Tissioned	17819.35
LA VALETTE-DUVAR	DBST	AVENUE DU DOCTEUR FUGENE BLANC	AVENUE DU 11 NOVEMBRE	200m avant teu	m	100	Tissuouver	16593.31
LA VALETTE-DU-VAR	D86:2	AVENUE DU DOCTEUR EUGENE BLANC	100m avant feu	200m avant feu (bont sur A57)	23	100	Tissu ouvert	16593.31
LA VALETTE-DILVAR	D86:3	980	200m avant feu (bont sur AS7)	Sortie and o La Valette-di-Var		100	Tissuouver	16593.31
I A VAI FITTE-DILIVAR	D864	990	100m avant fleu	Sorthe and in Walette-CheVar		100	Tissioner	16593.31
I A VAI ETTE-DILVAR	D86-5	960	100m avant fless	South and on Valetta-du Var		8 6	Tical naver	18754 13
A VALETTE DILVAD	5000	300	100m sound feet	Contra aggle La Valetta de Var	, ~	100	The contract	107CA 42
A VALE DI MAD	2000	300	400m served feet	Coults aggle La Valente de Van	2 0	8	The second	40764 43
A VALE DE CONTRA	7,000	900	Code seek   1 Methods do No.	20the aggle La Valencia Valencia	2 5	B. 6	The control	10754.13
A VALED CONTRACT	0000	200	Colors aggio La Valcul-Tur-Val	COOL STATE SAME LANGE COLOR	2	8	The second	201710
A VALETTE DILVAR	5F-200	200	Cotatiges de la Digue	COOR sends debusered	2 *	20.00	The succession	40369 55
I A VALETTE DILVAR	D07-45	200	Exhangest de la Digue	Sillin profe debanoar	, ~	8 4	Tren output	72447 06
I A VALETTE DILVAR	002:47	200	Exhanges de la Digital	Sillin sorbs dehannar	, ,	8 5	Tices output	DAITO SR
LA VALETTE-DU-VAR	D97:48	260	Echangeur de la Bloue	S00m après échangeur	m	100	Tissu ouvert	9402.58
LA VALETTE-DIL-VAR	5F.25U	260	S00m après Achangeur la bique	700m avant applo la Farlède		100	Tissioner	9402 58
LA VALETTE-DU-VAR	05:260	260	S00m après échangeur la bique	700m avant applo la Farlède	3	100	Tissu ouvert	9402 58
I A VAI ETTE-DI EVAR	D97:51	260	S00m après échangeur la bique	700m avant accio la Fariècie		100	Tissioner	85 CUP6
I A VAI FTTE-DIEVAR	D98:1	960	V87	entree andio La Valette	2	250	Tissioned	23447 96
I A VAI ETTE-DILVAR	D08-10	300	Ciratrino 2"2 unioc	Sortio portio   a Valetto	. ~	100	Tical navar	22447 06
I A VAI FITTE-DILIVAR	D98:11	862	Gratnine 2*2 unies	Sortio and a Valette		101	Tissioned	23447 96
LA VALETTE-DILIVAR	D983	900	N97	entrão acido La Valetta	2	250	Tissioner	23447.96
LA VALETTE-DILIVAR	0983	960	79N	entrée aodo La Valette	2	250	Tissiower	23447 96
LA VALETTE-DU-VAR	7:96C	960	entrée acroio La Valette	Grafoire 2"2 voies	6	100	Tissu ouvert	23447.96
LA VALETTE-DU-VAR	D98:5	860	entrée acroio La Valette	Gratoire 2"2 voles	m	100	Tissioner	23447 96
I A VAI FTTE-DI EVAR	098:6	960	entrée acroin la Valette	Grafolin 2"2 voles		100	Tissioned	23447 96
LA VALETTE-DU-VAR	£360	960	entree actio La Valette	Grafoire 2"2 voles	3	100	Tissu ouvert	23447.96
LA VALETTE-DU-VAR	D96:8	D38	entrée aggio La Valette	Giratolie 2"2 voles	m	100	Tissu ouvert	23447.96
LA VALETTE-DU-VAR	6:36G	960	entrée aggio La Valette	Grafoire 2"2 voles	ъ	100	Tissu ouvert	23447.96
LE BEAUSSET	D559B:21	D659B	Entrée agglo Le Beausset	100 m avant feu	2	100	Tissu ouvert	17763.34

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la	affecté par le bruit en	Nature du	estimation
1000		96509	Britto sorio la Basuccat	400 m susant flau	1	metres	-	2030
LE DEAUSSEI	DOSDES.	Despe	Entres aggs de president	100 mayort far	2	100	Trendent	17763.24
I BEALISSET	D559B-24	DESGR	100 m avant feu	100 m across feet	0 1	ng:	Technology	17763.34
LE BEAUSSET	D559B25	06898	100 m aprês feu	RNS	9 10	100	Tissuouver	17763.34
LE BEAUSSET	D559B:26	D659B	100 m après feu	FINS	3	100	TISSU OUVER	17763.34
LE BEAUSSET	DN8:10	DNB	Debut agglo Le Beausset	RD559B	3	100	Tissu ouvert	8119.28
LE BEAUSSET	DN8:11	DN8	Debut agglo Le Beausset	RD559B	4	30	Tissu ouvert	8119.28
LE BEAUSSET	DN8:12		Début agglo Le Beausset	RD659B	4	30	Tissu ouvert	8119.28
LE BEAUSSET	DN8:13		Début agglo Le Beausset	RD559B	S	10	Tissu ouvert	8119.28
LE BEAUSSET	DN6:14		Debut agglo Le Beausset	RD559B	4	30	Tissu ouvert	8119.28
LE BEAUSSET	DN8:15		Debut agglo Le Beausset	RD5598	4	30	Tissu ouvert	8119.28
LE BEAUSSET	DN8:16	DNB	RD5596	Fin agglo Le Beausset	4	30	Tissu ouvert	13750.38
LE BEAUSSET	DN8:17	DNB	RD5598	Fin agglo Le Beausset	4	30	Tissu ouvert	13750.38
LE BEAUSSET	DN8:18	DNB	Fin aggio Le Beausset	Debut agglo St Arme d'Evenos	3	100	Tissu ouvert	13750.38
LE BEAUSSET	DN8:19	DNB	Fin aggio Le Beausset	Debut agglo St Arme d'Evenos	4	30	Tissu ouvert	13750.38
LE BEAUSSET	DN8:20	DNB	Fin aggio Le Beausset	Debut agglo St Arme d'Evenos	3	100	Tissu ouvert	13750.38
LE BEAUSSET	DN8:21	DNB	Fin aggio Le Beausset	Debut agglo St Anne d'Evenos	2	100	Tissu ouvert	13750.38
LE BEAUSSET	DN8222	DNB	Fin aggo Le Beausset	Debut agglo St Arme d'Evenos	6	100	Tissu ouvert	13750.38
LE BEAUSSET	DN8:23	DNB	Fin aggo Le Beausset	Debut agglo St Arme d'Evenos	3	100	Tissu ouvert	13750.38
LE BEAUSSET	DN6:24	DNB	Fin agglo Le Beausset	Debut agglo St Arme d'Evenos	3	100	Tissu ouvert	13750.38
LE BEAUSSET	DN8:25	DNB	Fin aggio Le Beausset	Debut agglo St Anne d'Evenos	6	100	Tissu ouvert	13750.38
LE BEAUSSET	DN8:26	DN8	Fin agglo Le Beausset	Debut agglo St Anne d'Evenos	3	100	Tissu ouvert	13750.38
LE BEAUSSET	DNB:3	DNB	600 après D402	300m avant pont sur rivière	3	100	Tissu ouvert	8119.28
LE BEAUSSET	DNB:4	DNB	600 apres D402	300m avant pont sur rivière	3	100	Tissu ouvert	8119.28
LE BEAUSSET	DNB:5	DNB	300m avant pont sur rivière	200m après pont sur rivière	4	30	Tissu ouvert	8119.28
LE BEAUSSET	DN8:6	DNB	300m avant pont sur nivière	200m après pont sur nivière	4	30	TISSU OUVER	8119.28
LE BEAUSSET	DN8:7	DNB	300m avant pont sur rivière	200m aprês pont sur rivière	4	30	Tissu ouvert	8119.28
LE BEAUSSET	DNS:8	DNB	200m après pont sur n'vière	500m avant aggio Le Beausset	3	100	Tissu ouvert	8119.28
LE BEAUSSET	DN8:9	DNB	500m avant aggio Le Beausset	Debut agglo Le Beausset	3	100	Tissu ouvert	8119.28
LE CANNET-DES-MAURES	D17:10	D17	RD N7	Fin limite 70	3	100	Tissu ouvert	5993.31
LE CANNET-DES-MAURES	D17:11	D17	Fin limite 70	Fin limite 70	3	100	Tissu ouvert	5993.31
LE CANNET-DES-MAURES	D17:12	D17	RD N7	Fin limite 70	4	30	Tissu ouvert	5993.31
LE CANNET-DES-MAURES	D17:6	D17	RD N7	Fin limite 70	3	100	TISSU OUVER	5993.31
LE CANNET-DES-MAURES	D17:7	D17	RD N7	Fin limite 70	3	100	Tissu ouvert	5993.31
LE CANNET-DES-MAURES	D17:8	D17	RD N7	Fin limite 70	3	100	Tissu ouvert	5993.31
LE CANNET-DES-MAURES	D17:9	D17	RD N7	Fin limite 70	3	100	Tissu ouvert	5993.31
LE CANNET-DES-MAURES	D558:1	D558	Giratoire A57/A8	Rivière l'Allie	3	100	TISSU OUVER	5263.82
LE CANNET-DES-MAURES	D558:10	0558	Gratoire A57/A8	Rivière l'Alle	3	100	TISSU OUVER	5283.82
LE CANNET-DES-MAURES	D558:11	9888	Rwere ralle	Entree agglo La Garde Freinet	e .	100	Tissu ouvert	5263.82
LE CANNET-DES-MAURES	D558:12	0658	Rwere Falle	Entree agglo La Garde Freinet	2	100	TISSU OUVER	5263.82
LE CANNET-DES-MAURES	USS8:13	1200	rwere raile	Entree agglo La Garde Freiner	2	001	TISSU OUVER	5263.62
LE CANNET-DES-MAURES	D558:14	0558	Rwere Falle	Entree aggio La Garde Freinet	2	100	TISSU OUVEIT	5888.75
LE CANNET DES-MAURES	USSGZ	1000	Gratine Abilino	TWEETAILE	2	OL S	IISSU OUVEIL	2003.00
LE CANNET-DES-MADINES	USSES	1200	Gratione Ab//Ab	HWERETAILE	20	001	IISSU OUVEIL	5263.62
LE CANNET DES-MAURES	USSEA	1000	Gradine Ab//Ab	TWEETAILE	2	ODL CO.	IISSU OUVEIL	5263.62
LE CANNET DES MALIBES	DO0.3	8607	Challene AST/AS	Budger Pallice	2 -	n sp	Thereader	2003.02
I F CANNET DESMAI IRES	D000.0	9000	Circle A57/48	Rivides Falls		5 0	Theat owner	5283.80
LE CANNET-DES-MALIRES	D558-8	9590	Gratnine A57/A8	Rivière l'Alle	3	100	Tissioner	5283.82
LE CANNET-DES-MAURES	D558-9	0658	RWere FAlle	Entree acolo La Garde Freinet	6	100	Tissu ouvert	5283.82
LE CANNET-DES-MAURES	DN7:115	DN7	Debut addo Le Luc	Fin addo Le Cannet	m	100	Tissu ouvert	28911.02
LE CANNET-DES-MAURES	DN7:116	DN7	Debut agglo Le Luc	Fin agglo Le Cannet	3	100	TISSU OUVER	28911.02
LE CANNET-DES-MAURES	DN7:117	DN7	Debut agglo Le Luc	Fin agglo Le Cannet	3	100	Tissu ouvert	28911.02
LE CANNET-DES-MAURES	DN7:118	DN7		Fin agglo Le Cannet	3	100	Tissu ouvert	28911.02
LE CANNET-DES-MAURES	DN7:119	DN7		Fin agglo Le Cannet	3	100	Tissu ouvert	28911.02
LE CANNET-DES-MAURES	DN7:120	DN7		Fin agglo Le Cannet	3	100	TISSU OUVER!	28911.02
LE CANNET-DES-MAURES	DN7:121	DN7		rond point echangeur A8	2	250	Tissu ouvert	28911.02
LE CANNET-DES-MAURES	DN7:122	DN7		rond point echangeur A8	2	250	Tissu ouvert	28911.02
LE CANNET-DES-MAURES	DN7:123	DN7	Rond point echangeur A8	550m avant aggio Vidauban	0	100	Tissu ouvert	17489.5
LE CANNET-DES-MAURES	DN7:124	DN7	Rond point echangeur A8 Rond point debandeur A8	Soom avant aggio Vidauban Soom avant aggio Vidauban	2 "	80,5	Tissu ouver	17489.5
LE CANNET-DES-MALIRES	DN7-126	DN7	Rond point Achangeur AS	550m avant apple Violation	o m	001	Tissu ouver	17489.5
IF CASTRILET	D559B-11	DESGR	Debut ando Plan du Castellet	Fin ando I a Dlan du Castellet	4	- E	Tissioner	12491 97
		2000	CONTRACTOR OF THE PROPERTY.					

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la Largeur du secteur voie affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
LE CASTELLET	D559B:12	D659B	Debut agglo Plan du Castellet	Fin agglo Le Plan du Castellet	4	30	Tissu ouvert	12491.97
LE CASTELLET	D559B:13	D659B	Debut aggio Plan du Castellet	Fin aggio Le Plan du Castellet	4	30	Tissu ouvert	7714.75
LE CASTELLET	D559B:14	D659B	Debut agglo Plan du Castellet	Fin aggio Le Plan du Castellet	3	100	TISSU OUVER	7714.75
LECASTELLET	D559B:15	D659B	Fin agglo Le Plan du Castellet	1000m avant RD66	3	100	Tissu ouvert	7714.75
LE CASTELLET	D559B:16	D659B	Fin aggio Le Plan du Castellet	1000m avant RD66	23	100	Tissu ouvert	7714.75
LE CASTELLET	D559B:17	D559B	1000 avant RD66	RD66	3	100	TISSU OUVER	7714.75
LECASTELLET	D559B:18	D559B	1000 avant RD66	RD66	3	100	Tissu ouvert	7714.75
LE CASTELLET	D559B:19	D559B	1000 avant RD66	RD66	3	100	Tissu ouvert	7714.75
LECASTELLET	D5598:20	D559B	RD66	Entrée agglo Le Beausset	3	100	Tissu ouvert	17763.34
LE CASTELLET	D66:19	D66	Echangeur du Castellet	RD559B	3	100	Tissu ouvert	10865.12
LECASTELLET	D66:20	990 900	Echangeur du Castellet	RD559B	3	100	Tissu ouvert	10865.12
LECASTELLET	D66:21	D66	Echangeur du Castellet	RD559B	2	100	Tissu ouvert	10865.12
LECASTELLET	D66:22	D66	Echangeur du Castellet	RD559B	3	100	Tissu ouvert	10865.12
LE CASTELLET	D82-2	D82	Carrefour RD 626	Echangeur du Castellet	3	100	Tissu ouvert	6985.35
LE CASTELLET	D82:3	D82	Echangeur du Castellet	Umitation 50	3	100	TISSU ouvert	5587.53
LE CASTELLET	D82:4	D82	Umitation 50	chemin des Fanges	4	30	Tissu ouvert	5587.53
LE CASTELLET	D82:5	D82	chemin des Fanges	Umitation 30	4	30	Tissu ouvert	5587.53
LECASTELLET	D82:6	D82	Ilmitation 30	RD559B	2	10	TISSU OUVER	5587.53
LECASTELLET	DN8:1	DNB	Fin agglo Le Camp	600m après D402	3	100	Tissu ouvert	8119.28
LE CASTELLET	DN82	DNB	600 apriès D402	300m avant pont sur rivière	3	100	Tissu ouvert	8119.28
LE LAVANDOU	D198:122	D198	Sortie aggio Bormes les Mimosa	RD298	4	30	Tissu ouvert	5048.57
LE LAVANDOU	D196:128	D198	Embarcadère	100m après fin aggio Lavandou	4	30	Tissu ouvert	5048.57
LE LAVANDOU	D198:129	D198	Embarcadère	100m après fin agglo Lavandou	4	30	Tissu ouvert	5048.57
LE LAVANDOU	D196:130	D198	Embarcadère	100m après fin agglo Lavandou	4	30	Tissu ouvert	5048.57
LE LAVANDOU	D198:131	D198	Embarcadère	100m apres fin agglo Lavandou	4	30	Tissu ouvert	5048.57
LELAVANDOU	D198:132	9610	Embarcadêre	100m après fin aggio Lavandou	4	90	Tissuouver	5048.57
LE LAVANDOU	D2962	0238	RD559	200m apriès RD96	4	30	Tissu ouvert	10348.57
LE LAVANDOU	D559:201	0559	Debut addo Le Lavandou	100m aprels feux	e	100	Tissu ouvert	12712.28
LELAVANDOU	D559:202	6550	Debut addo Le Lavandou	100m aprês feux		100	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:203	DS59	Debut aggio Le Lavandou	100m apres feux	3	100	TISSU OUVER	12712.28
LE LAVANDOU	D559:204	D659	100m après feux	300m après fin agglo Lavandou	3	100	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:205	D659	100m après leux	300m après fin aggio Lavandou	4	30	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:206	DS59	100m après feux	300m après fin agglo Lavandou	3	100	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:207	D659	100m après leux	300m après fin agglo Lavandou	3	100	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:208	D659	300m après iln aggio Lavandou	Four des Maures:début de pente	4	30	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:209	D559	300m après fin aggio Lavandou	Four des Maures:début de pente	4	30	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:210	D659	100m après leux	300m après fin aggio Lavandou	3	100	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:211	D659	100m après leux	300m après fin aggio Lavandou	3	100	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:212	D659	300m après Iln agglo Lavandou	Four des Maures:début de pente	4	30	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:213	D559	300m après fin aggio Lavandou	Four des Maures: début de pente	4	30	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:214	D559	300m après fin aggio Lavandou	Four des Maures:début de pente	4	30	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:215	D659	Four des Maures:début de pente	200m après début de pente	4	30	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:216	D659	200m après début de pente	La Fossette: fin de pente	3	100	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:217	D559	200m après début de pente	La Fossette: fin de pente	3	100	Tissu ouvert	12712.28
LE LAVANDOU	D559:218	D559	La Fossette: fin de pente	Le Rossignot: début de pente	3	100	TISSU OUVER	12712.28
LE LAVANDOU	D559:219	D659	La Fossette: In de pente	Le Rossignoi: début de pente	2	100	Tissu ouvert	15083.47
LE LAVANDOU	D559:220	D659	La Fossette: In de pente	Le Rossignot: debut de pente	e	100	Tissu ouvert	15083.47
LE LAVANDOU	D559727	D559	Le Rossignoi: début de pente	800m avant aggio Cavallere	2	100	TISSU OUVEIT	15083.47
LELAWANDO	D295222	PSSS SSS	outmayart applo Cavalere	Debut applicavaliere	2 (	00.00	lissu ouver	15063.47
E AVANDOL	D009263	600	Danado Caraldes	200m serie fin serie Caralden	2 "	8	Trendende	15003.47
FLAVANDOLI	DESCON	9660	200m sorte in sooto Caraldea	COOM specks fin specie Cavalides	2 "	3 5	There outside	15000.47
DOWNDO!	D009.423	0000	200m series III aggo cavaries	SOUTH SPINES IIII SOUTH CANADISE	9 "	M 4	Three current	15003.47
LE LAVANDOU	0209.200	ROOR	Zuumapies im aggio Cavanae	Soundates III agglo Cavalide	,	30	Ilean onveil	12003.47
IE AVANDOL	D009.221	0000	Soon agrees in aggle cavaries	Stom sout son Designati	0 5	9	There cannot	15000.47
E AVANDOL	D009.220	9660	Soon agree III aggo cavarac	Limite area Descripeson	2 "	3 5	There outsit	15000.47
INCAMPOOL	D009.229	6000	COOM STAND CORE DISQUISITION	Limite zone Chaguigian	2 -	300	There county	15003.47
LE LAVANICO	002-160	500	Justo sono Brimolos	Title zone Uraguignan	0 6	8	Trenomen	15003.47
2011	027:103	2003	Limite zone Drienolog	Titles word differed resident of the	2 -	2 5	There are not	0477.40
2013	D97-173	750	Unite Zone Digitions	Total avail usou agglo us co.	9 10	3 6	Tical owner	0427.40
FILE	D07-176	790	Imite zone Brimolec	750m avant debut action to the		100	Tical other	9427.48
IF IUC	D97:177	280	Umite zone Brignoles	750m avant debut aggio Le Luc	9	100	Tissu ouvert	9427.48
Emc	D97:178	D97	Umite zone Brignoies	750m avant debut agglo Le Luc	, m	100	Tissu ouvert	9427.48

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du trongon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	TMJA estimation 2030
LEUC	D97:179	262	Limite zone Brignoles	750m avant début aggio Le Luc	3	100	Tissu ouvert	9427.48
LELUC	D97:180	260	750m avant debut agglo Le Luc	Debut agglo Le Luc	4	30	Tissu ouvert	9427.48
LEUNC	D97:181	D97	750m avant debut aggio Le Luc	Debut aggio Le Luc	4	30	Tissu ouvert	9427.48
IE INC	D97:182	D97	Debut agglo Le Luc	RD N7	4	30	TISSU OUVER	9427.48
LELUC	D97:183	260	Debut agglo Le Luc	RD N7	3	100	TISSU OUVER	21293.35
IE INC	D97:184	D97	Debut agglo Le Luc	RD N7	3	100	TISSU OUVER	21293.35
LELUC	D97:185	D97	Debut agglo Le Luc	RD N7	23	100	Tissu ouvert	21293.35
LELUC	D97:186	260	Debut agglo Le Luc	RD N7	3	100	TISSU ouvert	21239.83
IE INC	DN7:102	DN7	700m avant zone Draguignan	Umite zone Draguignan	3	100	Tissu ouvert	10237.79
IE INC	DN7:103	DN7	zone Brignoles	Debut agglo Le Luc	23	100	Tissu ouvert	10237.79
LEUUC	DN7:104	DN7	zone Brignoles	Debut aggio Le Luc	6	100	Tissu ouvert	10237.79
LE LUC	DN7:105	DN7	zone Brignoles	Debut agglo Le Luc	3	100	TISSU OUVER	10237.79
LELING	DN7:106	DN7	zone Brignoles	Debut aggio Le Luc	3	100	TISSU OUVER	10237.79
LELUC	DN7:107	DN7	zone Brignoles	Debut agglo Le Luc	3	100	Tissu ouvert	10237.79
IE INC	DN7:108	DN7	Début agglo Le Luc	Fin agglo Le Cannet	3	100	Tissu ouvert	10237.79
IE INC	DN7:109	DN7	Debut agglo Le Luc	Fin agglo Le Cannet	3	100	Tissu ouvert	10237.79
LEUNC	DN7:110	DN7	Debut agglo Le Luc	Fin agglo Le Cannet	4	30	Tissu ouvert	9685.13
LE LUC	DN7:111	DN7	Debut agglo Le Luc	Fin agglo Le Cannet	4	30	Tissu ouvert	10237.79
LEUUC	DN7:112	DN7	Début agglo Le Luc	Fin agglo Le Cannet	6	100	Tissu ouvert	21239.83
SILIC	DN7:113	DN7	Debut addo Le Luc	Fin agglo Le Cannet	8	100	Tissu ouver	21239.83
SILE	DN7-114	LNC LNC	Debut and other tree	Fin audo Le Cannet		100	Tical minart	21239.83
FMP	D125:1	0125	RNSSS	Debut port sur Americ		800	Tissioner	13962.4
FMIN	D125.2	D125	RNSSS	Début nont sur Ameris		800	Ticalounat	13962.4
IFMIY	D125:3	0125	RNSSS	Debut pont sur Argens	· m	1001	Tissioned	13862.4
IFMIY	D125:4	D125	Debut port sur Aroens	300m agres pont sur Arbens		100	Tssioned	13962.4
I E MLY	D125:5	DitS	300m après pont sur Argens	RDOS		100	Tissuouver	13962.4
FMP	D195-6	200	300m ands north sur Amens	ROSS		001	Tissioner	13962.4
IFMIY	D1555:45	01565	400m avant RDS4	NON7	2	250	Tissionweit	25683.47
LEMIY	D1555'46	01555	400m avant RDS4	RD N7	2	250	Tissuouver	25683.47
LEMUY	D1555:47	D1555	400m ayant RDS4	NON7	2	250	Tissu ouvert	25683.47
LEMUY	D1555:48	D1555	RD N7	RD125	2	250	Tissu ouvert	25683.47
LEMUY	D1555:49	D1555	NON7	RD125	2	250	Tissu ouvert	25683.47
LEMUY	D1555:50	D1555	NO.	RD125	2	250	Tissu ouvert	25683.47
LEMUY	025:1	025	RD125	1000m après RD125	6	100	TISSU OUVER	14350.33
LEMUY	D25:2	025	RD125	1000m aprés RD125	3	100	TISSU OUVER	14350.33
LEMIN	D25:3	105	RD125	1000m après RD125	8	100	Tissuouvert	14350.33
LEMUY	D25:4	025	Debut route a 3 voles	400m après deb. route à 3voies	3	100	Tissu ouver	14350.33
LEMUY	D25:5	0025	Debut route a 3 voles	400m après deb, route à 3voies	3	100	Tissu ouvert	14350,33
LEMUY	D25:6	005	Fin route a 3 voies	800m après fin route à 3 voles	6	100	Tissuouvert	14350.33
LEMIN	D25.7	500	Finds parts	1000m après fin de pente	m	100	Tissuouver	14350.33
LEMUY	D25:8	0025	Debut de pente	S00m après début de pente	8	100	Tissuouvert	14350.33
LEMUY	D825:1	0828	RD N7	100 m après RD25	9	100	Tissu ouvert	27146.01
LEMIN	DR25.2	0825	NO NZ	100 m après RD25	6	100	Tissu ouvert	27145.01
LEMUY	D825:3	0825	NO.	100 m aprés RD25		100	Tissu ouvert	27146.01
LEMUY	D825:4	D825	RD N7	100 m apres RD25	3	100	Tissu ouvert	27146.01
LEMUY	D825:5	DB25	RD N7	100 m après RD25	3	100	TISSU ouvert	27146.01
LEMUY	D825:6	D825	RD N7	100 m après RD25	3	100	Tissu ouvert	27145.01
LEMUY	D825:7	D825	100 m aprês RD25	RD N7	3	100	TISSU OUVER	27146.01
LEMUY	DN7:163	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RNSSS	2	250	TISSU OUVER	20617.47
LEMUY	DN7:164	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RNSSS	2	250	Tissu ouvert	20617.47
LEMUY	DN7:165	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RNSSS	2	250	Tissu ouvert	20617.47
LE MUY	DN7:166	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RNSSS	2	250	TISSU OUVER	20617.47
LEMUY	DN7:167	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RN565	2	250	TISSU OUVEIT	20617.47
LEMUY	DN7:168	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RNSSS	2	250	Tissu ouvert	27146.01
LEMUY	DN7:169	DN7	900m aprės aggio Vidauban	300m après RNSSS	2	250	Tissu ouvert	27146.01
LEMUY	DN7:170	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RNSS5	2	250	TISSU OUVEIT	27146.01
LEMUY	DN7:171	DN7	300m après RNSSS	Debut agglo Le MUY	33	100	Tissu ouvert	27146.01
LEMUY	DN7:172	DN7	Debut agglo Le Muy	Debut rue en U	6	100	Tissu ouvert	27146.01
LEMUY	DN7:173	DN7	Debut aggio Le Muy	Debut rue en U	3	100	Tissu ouvert	27146.01
LEMUY	DN7:174	DN7	Debut agglo Le Muy	Debut ne en U	2	250	Rue en U	12198.22
LEMUY	DN7:175	DN7	Debut rue en U	300m après début rue en U	2	250	RueenU	12198.22
LEMOY	DN7:176	DN7	Debut rue en U	300m apres debut rue en U	2	280	Rue en U	12198.22
LEMUY	DN7:177	DN7	300m après debut rue en U	Fin rue en U	2	100	Rue en U	12198.22

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la Largeur du secteur voie affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
IF INC	D97:179	260	Umite zone Brignoles	750m avant debut aggio Le Luc	3	100	Tissu ouver	9427.48
LF LUC	D97:180	260	750m avant debut applo Le Luc	Debut applo Le Luc	4	30	Tissu ouvert	9427.48
LE LUC	D97:181	D97	750m avant debut aggio Le Luc	Debut aggio Le Luc	4	30	Tissu ouvert	9427.48
	D97:182	D97	Debut agglo Le Luc	RD N7	4	30	TISSU OUVER	9427.48
	D97:183	260	Debut agglo Le Luc	RD N7	3	100	TISSU OUVER	21293.35
	D97:184	26Q	Debut agglo Le Luc	RD N7	3	100	Tissu ouvert	21293.35
LELUC	D97:185	D97	Debut agglo Le Luc	RD N7	e	100	TISSU OUVER	21293.35
LE LUC	D97:186	D97	Debut agglo Le Luc	RD N7	3	100	TISSU OUVER	21239.83
LELUC	DN7:102	DN7	700m avant zone Draguignan	Umite zone Draguignan	2	100	Tissu ouvert	10237.79
LE LUC	DN7:103	DN7		Debut aggio Le Luc	m	100	Tissu ouvert	10237.79
LE LUC	DN/TIG	UN/		Description in the contract of	m /	100	TISSU OUVEIT	10237.79
LELUC	DIVITION		Zone Drignoies	Debut agglo Le Luc	2	001	TISSU OUVEIT	97.762UI
LE LUC	DIV.108			Debut agglo Le Luc	2	DI CO	IISSII OUVEIL	97.75201
LELUC	DIV.10/	UNI	zone brignores	Description of the control	,	OD .	TISSU OUVEIT	10237.79
LE LUC	UN/.108	ON.	Detail aggorie Luc	rm aggore camer	2	DI SE	IISSII OUVEIL	10237.79
TE COC	DN2-140	280	Debut application	Fin apply the Carrier	,	30	There ouvel	0685 13
2002	2000	DA7	Dobut sociol al Inc	En anno La Cannot	,	8 8	There cannot	1037 70
31131	DN7-112		Debut auto le luc	Fin and in Cannet	* "	8 64	The contact	21239.R3
FILE	DN7:13		Debut and o Le Luc	Fin ando Le Cannet	2 10	9 00	Tissi niver	21239.83
IFILIC	DN7:114		Debut addo Le Luc	Fin addo Le Cannet	m	100	Tissioned	21239.83
LEMUY	D125:1	D125	RNSSS	Debut pont sur Argens		100	Tissu ouvert	13862.4
LEMUY	D1252	D125	RNSSS	Debut pont sur Argens	3	100	Tissu ouvert	13862.4
LEMUY	D125:3	D125	RNSSS	Debut pont sur Argens	т	100	Tissu ouvert	13862.4
LEMUY	D125.4	D125	Debut port sur Argens	300m apres pont sur Argens	٣	100	Tissu ouvert	13862.4
LEMUY	D125:5	D125	300m après pont sur Argens	RD25	3	100	TISSU OUVER	13962.4
LEMUY	D125:6	D125	300m après pont sur Argens	RD25	3	100	Tissu ouvert	13862.4
LEMUY	D1555:45	D1555	400m avant RD54	RD N7	2	250	Tissu ouvert	25683.47
LEMUY	D1555:46	D1555	400m avant RD54	RD N7	2	250	Tissu ouvert	25683.47
	D1555:47	D1555	400m avant RD54	RD N7	2	250	Tissu ouvert	25683.47
	D1555.48	D1555	RD N7	RD125	2	580	TISSU OUVER	25683.47
	U1000.49	Ulaba	NDN/	RUIS	7 0	700	IISSU OUVEIL	25663.47
I MOT	D1553.30	Disco	NO.N.	1000m south BD495	7	007	The county	44300347
FMIN	D26:3	500	RD125	1000m ande RD125		9	Tical output	14750.33
FMP	0553	105	R0125	1000m ands RD125	o m	8 5	Tissioner	14350.33
LEMUY	D25:4	1000	Debut route à 3 voies	400m après deb, route à 3voies		100	Tissu ouvert	14350.33
LEMUY	D25:5	025	Debut route a 3 voies	400m après deb. route à 3voies	8	100	Tissu ouvert	14350.33
LEMUY	025:6	025	Fin route à 3 voies	800m après fin route à 3 voies	٣	100	Tissu ouvert	14350.33
LEMUY	D25:7	D25	Fin de pente	1000m après fin de pente	3	100	Tissu ouvert	14350.33
LEMUY	D25:8	025	Debut de pente	500m aprês début de pente	3	100	Tissu ouvert	14350.33
LEMUY	D825:1	D825	RD N7	100 m après RD25	3	100	TISSU OUVER!	27146.01
LEMUY	D825.2	D825	RD N7	100 m après RD25	m	100	Tissu ouvert	27146.01
LEMUY	D825:3	D625	RD N7	100 m après RD25	m	100	Tissu ouvert	27146.01
LEMOY	DR254	0825	RDN/	100 m apres RD25	e (	100	TISSU OUVEIT	27145.01
LE MOT	Decade	2000		100 m space Bross	2	8	There cannot	27145.01
IEMIN	08057	1885	ands BD25	BD N7	- m	8 5	Tissioner	27145.01
LEMUY	DN7:163	DN7	900m aprês applo Vidauban	300m après PNSSS	2	250	Tissu ouvert	20617.47
	DN7:164	DN7	900m après agglo Vidauban	300m après RNSSS	2	250	Tissu ouvert	20617.47
	DN7:165	DN7	900m après aggio Vidauban	300m aprites RNSSS	2	250	Tissu ouvert	20617.47
	DN7:166	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RNSSS	2	250	TISSU OUVER	20617.47
	DN7:167	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RNSSS	2	250	Tissu ouvert	20617.47
	DN7:168	DN7	900m après agglo Vidauban	300m après RNSSS	2	250	Tissu ouvert	27146.01
	DN7:169	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RNSSS	2	250	TISSU OUVERT	27146.01
	DN7:170	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RNSSS	2	250	Tissu ouvert	27146.01
LEMUY	DN7:171	DN7	300m après RNSSS	Debut agglo Le MUY	2	100	Tissu ouvert	27146.01
LEMUY	DN7:172	DN7		Debut rue en U	m ,	9	Tissu ouvert	27146.01
LE MOT	DN/1/3	DN/	Debut apple Le Muy	Debut the en u	2 0	100	Hissu ouver	12/145.01
LE MUY	DN7175	DN2		300m après début rue en U	2	250	Rueenu	12198.22
LEMUY	DN7:176	DN7	Debut rue en U	300m après début rue en U	2	250	Rue en U	12198.22
LEMUY	DN7:177	DN7	300m après début rue en U	Fin rue en U	2	100	Rue en U	12198.22

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la Largeur du secteur voie affecté par le bruit en	Nature du tissu	FMJA estimation
LEMUY	DN7:178	DN7	RD 825	Fin agglo Le Muy	3	100	Tissu ouver	27145.01
FMIY	DN7:179	DN7	Burueen U	10 825	7	30	Tissioned	12198.22
FMP	DN7:180	DN7	RD 825	Fin addo Le Muy		in the	Tissioned	27146.01
IFMIN	DN7-181	DN7	RD 825	Fin acroin is May	. "	101	Tical privat	27145.01
FMIY	DN7:182	DN7	RD 825	Fin addio Le Muv		100	Tissioned	27146.01
FMIN	DN7-183		Fin addio Le Muy	RD7		240	Tical minart	27145.01
EMIN	DN7-184		Fin and in P May	807		350	Degranat	27145.01
FMI	DN7:185		Financia Le May	RD7	•	250	Theat output	27145.01
I F MI IVISAINTE-MAXIME	D25:11	500	Finds pents	RDM		100	Tissioned	14350.33
I F MI PYRAINTEANNINE	D25:9	105	Fin de pente	RDM		mt.	Treatment	14350.33
I F DI ANDEJ ATONIO	D74:1	1774	RDM	Fin andio Diam-della-Tour	, ,	9	The contract	9517.1
IF DI ANDEL A-TONIR	D74-2	17.74	RD	Fin andio Plan-dis-Tour	, ,	2 5	The survey	9517.1
I E DI ANDELIA TONIO	D74:3	57.4	Fin and Diandela-Tour	Dahut zona 70	. ~	em em	The contract	9517.1
IE PLANTOE A TO ID	D74-4	024	An and o Dian do by Tour	Dahut zona 20	2 "	100	Trendent	0517.1
LE PLAN-DE-LA-TOUR	0245	***	De sego Dise de la Teur	Dollar wood 20	,	100	lissu ouveil	2017.1
LE PLAN-DE-LA-TOUR	074.5		Shared Director Tear	Debut Zone 70	,	m.	IISSU OUVEIL	3017.1
LE PLAN-DE-LA-TOUR	0,4,0	Dra	TIII AGGO PIATOPHA-100I	Debut date /u	2	WI :	IISBII OUVEIL	17105
LE PRADET	020002/		KUSSA	Sum delete rubosa	4	98	TISSU OUVEIT	10123.70
LE PRADET	0.2086.28	LZUBB	RUSSI CONTRACTOR	300m apres PUSS9	4	30	TISSU OUVEIT	10123.76
LE PRADET	0.000.29	DZDDD	Julia dules ruccos	Zuum avant zune su	4	30	TISSU OUVEIL	10123.70
LE PRADET	D2086:30	02086	300m apres RD559	200m avant zone 30	4	30	TISSU OUVEIT	10125.76
LE PRADET	D2086:31	02086	200m avant zone 30	Debut zone 30	4	30	Tissu ouvert	10125.76
LE PRADET	D2086:32	02086	200m avant zone 30	Debut zone 30	4	30	Tissu ouvert	10125.75
LE PRADET	D2086:33	02086	200m avant zone 30	Debut zone 30	4	30	Tissu ouvert	10125.76
LE PRADET	D2086:34	02086	200m avant zone 30	Debut zone 30	2	10	Tissu ouvert	10125.76
LE PRADET	D2086:35	D2086	200m avant zone 30	Debut zone 30	4	30	Tissu ouvert	10125.76
LE PRADET	D42:23	D42	100m après feu	RDSS9 (entrée aggio La Garde)	4	30	Tissu ouvert	10837.74
LE PRADET	D42:24	D42	100m après feu	RD559 (entrée aggio La Garde)	4	30	TISSU OUVER	10837.74
LE PRADET	D559:131	D659	Debut agglo Le Pradet	800m avant fin aggio Le Pradet	3	100	Tissu ouvert	19513.41
LE PRADET	D559:132	D559	Debut aggio Le Pradet	800m avant fin aggio Le Pradet	3	100	Tissu ouvert	19513.41
LE PRADET	D559:133	D659	Debut agglo Le Pradet	800m avant fin aggio Le Pradet	3	100	TISSU OUVER	19513.41
LE PRADET	D559:134	D659	Debut agglo Le Pradet	800m avant fin aggio Le Pradet	3	100	Tissu ouvert	19513.41
LE PRADET	D559:135	D659	Debut aggio Le Pradet	800m avant fin aggio Le Pradet	3	100	Tissu ouvert	19513.41
LE PRADET	D559:136	D659	Debut agglo Le Pradet	800m avant fin aggio Le Pradet	3	100	Tissu ouvert	19513.41
LE PRADET	D559:137	DS59	Debut aggio Le Pradet	800m avant fin aggio Le Pradet	3	100	TISSU OUVER	19513.41
LE PRADET	D559:138	DS59	Debut agglo Le Pradet	800m avant fin aggio Le Pradet	3	100	Tissu ouvert	19513.41
LE PRADET	D559:139	D559	800m avant fin aggio Le Pradet	Fin agglo Le Pradet	2	100	Tissu ouvert	19513.41
LE PRADET	D559:140	D559	800m avant fin applo Le Pradet	Fin agglo Le Pradet	9	100	Tissu ouvert	19513.41
LE PRADET	D559:141	D559	800m avant fin agglo Le Pradet	Fin agglo Le Pradet	3	100	Tissu ouvert	22752.16
LE PRADET	D559:142	D659	800m avant fin agglo Le Pradet	Fin agglo Le Pradet	2	250	Tissu ouvert	22752.16
LE PRADET	D559:143	D559	Fin agglo Le Pradet	Debut agglo La Carquelrarne	2	250	Tissu ouvert	22752.16
LE PRADET	D559:144	D659	Fin agglo Le Pradet	Debut agglo La Carquelranne	2	250	TISSU OUVER	22752.16
LE PRADET	D86:23	990	Fin aggio La Garde	Debut agglo Le Pradet	4	30	TISSU ouvert	12724.73
LE PRADET	D86:24	086	Debut agglo Le Pradet	RD559	3	100	Tissu ouvert	12724.73
LE PRADET	D86:25	D86	Debut agglo Le Pradet	RD659	3	100	Tissu ouvert	12724.73
LE PRADET	D86:26	D86	Debut agglo Le Pradet	RD659	3	100	Tissu ouvert	12724.73
LE REVEST-LES-EAUX	D46:23	DMS	500m avant pont sur rivière	100m avant RD846	4	30	Tissu ouvert	12564.16
LETHORONET	D17:1	D17	300m avant le chemin de la ponche	RD79	4	30	Tissu ouvert	5993.31
LETHORONET	D17:2	D17	300m avant le chemin de la ponche	RD79		100	Tissu ouvert	5993.31
LE THORONET	DIV3	017	300m avant le chemin de la ponche	K079	9	100	TISSU OUVEIT	5993.31
LE THORONET	DITA	017	300m avant le chemin de la ponche	KD79	2	100	TISSU OUVEIT	5993.31
LE INDRONE!	DIVS	01/	Sum avail le chemin de la ponche	NO/9	,	m ·	IBANONAL	3993.31
LE THORONET	DS6Z-10	1562	SSOM awart RD31	HWere LA BIYESQUE	9	100	IISSU OUVEIT	6969.16
LE IHORONE	09629	7997	ZSUM avant RUST	Umite zone Uragugnan	2	001	IISSU OUVEIT	6969.16
LE W.	0221	222	RD662	Umite commune Corrers	m 11	901	TISSU OUVEIL	5528.75
LE VAL	U004.11	1004	MUSEZ Doceso	Soum avant in agglo Le Val	,	DI CO	IISSU OUVEIL	15159.39
I AVE	D004.12	9000	FUXOR	Storm availt in aggio Le Val	2	000	The county	10109.39
IEWE	D004:13	***************************************	SOOM areast IIII agglo Le Val	En series 1937	0 5	100	The current	10103.09
יביאו	0004.14	9000	Summaran in aggio Le Val	Part aggo Le Val	2	000	Tech outer	10109.39
TV 31	D004.15		rinaggo Le Val	Debut agglo prignoles	7 0	027	There ouver	15159.39
IF VAI	D563-1		RD554	200m avant fin andro i e Val	4 100	100	Tissu ouver	7475.76
EWE	D5622	D562	RD554	200m avant fin aodio Le Val		100	Tissu ouvert	7475.76
LEVAL	D5623	10562	200m avant fin aodio Le Val	En addo Le Val		100	Tissu ouver	7475.76

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	FMJA estimation 2030
LE WIL	D562.4	DS62	200m avant fin aggio Le Vai	Fin agglo Le Val	3	100	Tissu ouvert	7475.76
LEVAL	D562:5	D562	Fin agglo Le Val	R022	ю	100	Tissu ouvert	7475.76
LEVAL	D562:6	D562	Fin agglo Le Vai	RD22	ъ	100	Tissu ouvert	7475.76
LEVAL	D562.7	D662	Fin aggio Le Vai	RD22	3	100	TISSU OUVER	7475.76
LEVAL	D562:8	D662	Fin aggio Le Vai	RD22	3	100	Tissu ouvert	7475.76
LES ADRETS-DE-L'ESTEREL	D37:10	250	300m après début zone 70	RD637	3	100	Tissu ouvert	14772.29
LES ADRETS-DE-L'ESTEREL	D37:10	D837	RD37	A8	3	100	Tissu ouvert	14772.29
LES ADRETS-DE-L'ESTEREL	D37:9	D37	Debut zone 70	300m après début zone 70	3	100	TISSU OUVER	14772.29
LES ARCS	D10:23	D10	Chemin du rocher	RD N7	3	100	Tissu ouvert	7779.47
LES ARCS	D10:24	D10	Chemin du rocher	RD N7	3	100	Tissu ouvert	7779.47
LES ARCS	D1555:29	D655	Fin aggio Trans-en-Provence	Lieu-dit Ste-Cédie	6	100	Tissu ouvert	14945.3
LES ARCS	D1555:30	9990	Debut zone 70	400m apres zone 70	3	100	TISSU OUVEIT	14945.3
LES ARCS	D1555:31	D555	Debut zone 70	400m après zone 70	3	100	TISSU OUVER	16966.72
LES ARCS	D1555:32	D555	Fin zone 70	200m avant RD91	3	100	Tissu ouvert	16966.72
LES ARCS	D1555:33	D655	200m avant RD91	200m après RD91	3	100	TISSU OUVER	16966.72
LES ARCS	D1555:34	D655	200m après RD91	RD N7	3	100	Tissu ouvert	16966.72
LES ARCS	D1555:36	D655	200m après RD91	RD N7	3	100	Tissu ouvert	16966.72
LES ARCS	D1555:40	D1555	600m après iln agglo Trans	700m avant RD54	2	250	Tissu ouvert	25683.47
LES ARCS	D1555:41	D1565	700m avant RD54	400m avant RD54	2	250	Tissu ouvert	25683.47
LES ARCS	D1555:42	D1555	700m awant RDS4	400m avant RD54	3	100	TISSU OUVER	25683.47
LES ARCS	D1555:43	D1555	400m avant RDS4	RD N7	2	250	Tissu ouvert	25683.47
LES ARCS	D1555:44	D1555	400m avant RD54	RD N7	2	250	Tissu ouvert	25683.47
LES ARCS	DS4:22	750	RD47	RNSSS	3	100	Tissuouver	5657.23
I FR ARCS	Detri	ě	Sortie andio Les Arcs	RD N7		100	Tisanomar	6223.58
I FS ARCS	D912	190	Sortie andio Les Arcs	RD N7		E U	Tissioned	6223.58
2007	0043		Springer	Ondio nortini pe Ame		2	Themound	6203 68
- Fe ABCe	00013		Bancanii	Continuación las Arre		8 6	Then outer	6223 58
LES ABCS	DN7-146	200	Fin aodio Vidauban	900m après fin appio Vidauban	r	100	Tissionweit	17489.5
FS ARCS	DN7-147	242	Fin and Marihan	900m ands fin amin Vidaithan		100	Tissioned	17489.5
LES ARCS	DN7-148	280	900m apoles apolio Vidauthan	300m aprile RNSSS		100	Tissioned	17489.5
I FS ARCS	DN7-151	242	900m anote applie Vidautian	300m anake RNSSS		100	Tical ottot	17489.5
I ES ARCS	DN7-150	200	900m apple apple Vidautian	300m apriles RNSSS	2	250	Tissioned	20517.47
LESARCS	DN7-153	200	900m apolés apolio Vidautian	300m aprile RNSSS	2	250	Tissuouver	20517.47
LES ARCS	DN7-154	DN7	900m après appio Vidauban	300m aprile RNSSS	2	250	Tissuouvert	20517.47
LES ARCS	DN7-155	200	900m aprés acroio Vidautian	300m apriles RN555	2	250	Tissuouver	20517.47
I ES ARCS	DN7-156	242	900m ands amin Vidantian	300m annike RNSSS	,	250	Tissioned	20517.47
LESARCS	DN7:157	DN7	900m apres apple Vidauban	300m apriles PNSSS	2	250	Tissu ouver	20617.47
LES ARCS	DN7158	ZNO	900m apres actio Vidauban	300m apriles RNSSS	2	250	Tissuower	20517.47
I ES ARCS	DN7-159	280	900m année annin Vidantian	300m aprile RN565	2	250	Tissioned	20617.47
LESARCS	DN7:160	DN7	900m aprés appio Vidautian	300m aprile RNSSS	2	250	Tissuouver	20517.47
LES ARCS	DN7-161	NO.	900m apoles apolio Vidantian	300m aprile RNSSS		250	Tissioner	20617.47
LESARCS	DN7:162	DN7	900m après aggio Vidauban	300m après RNSSS	2	250	Tissu ouvert	20617.47
LORGUES	D10:1	010	RDS62	Fin addio Lorgues	4	30	Tissu ouvert	8548.71
IORGIJES	D102	010	RD562	Fin addo Lorenses	4	30	Tissuower	8548 71
LORGUES	D10:3	010	RDS62	Fin acido Lorcues	. 6	100	Tissuouver	8548.71
LORGUES	D10:4	010	Fin aodio Lorgues	600m avant deb. aodo Taradeau	6	100	Tissuouvert	8548.71
LORGUES	D10:5	010	Fin addio Lorques	600m avant deb. applo Taradeau	2	100	Tissu ouvert	8548.71
LORGUES	D10:6	Dio	Fin agglo Lorgues	600m avant déb. agglo Taradeau	6	100	TISSU OUVER	8548.71
LORGUES	D562:12	D562	Limitecommune	Debut agglo Lorgues	3	100	TISSU OUVER	6969.16
LORGUES	D562:13	D562	Limite zone Brignoles	Debut agglo Lorques	3	100	Tissu ouvert	6969.16
LORGUES	D562:14	D662	Umite zone Brignoles	Debut agglo Lorgues	r	100	Tissu ouvert	6969.16
LORGUES	DS62:15	D562	Limite zone Brignoles	Debut addio Lorques	3	100	Tissu ouvert	6969.16
LORGUES	DS62:16	DS62	Umfe zone Brignoles	Début agglo Lorgues	3	100	Tissu ouvert	6969.16
LORGUES	D562:17	D562	Limite zone Brianoles	Debut addlo Lorgues	3	100	Tissu ouvert	6969.16
LORGUES	DS62-18	0,982	Umite zone Brianoles	Début agglo Lorgues	4	30	Tissu ouvert	6969.16
LORGUES	D562:19	D562	Umite zone Brianoles	Debut addio Lorques	4	30	Tissu ouvert	6969.16
LORGUES	DS62:20	D662	Debut addo Lorques	RD10	4	30	Tissu ouvert	6969.16
LORGUES	D56221	D562	Debut agglo Lorques	RD10	4	30	Tissu ouvert	6969.16
LORGUES	D562-22	1982	Debut apple Lorques	RD10	4	30	Tissu ouvert	6969.16
LORGUES	DS62-23	2950	Debut and Lorenses	RD10	3	100	TISSUOUVER	91 6969
LORGUES	D562.24	D562	Début agglo Lorques	RD10	4	30	Tissu ouvert	6969.16
LORGUES	D56225	D862	RD10	Fin addio Lorques	3	100	Tissu ouvert	7256.69
LORGUES	056226	0562	RD10	Fin addio Lorques	8	100	Tissuouvert	7256.69

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
LORGUES	D562.27	D562	Fin aggio Lorgues	RD657	3	100	TISSU OUVER	7256.69
LORGUES	D56228	1982	Fin agglo Lorgues	RD657	23	100	Tissu ouvert	7256.69
LORGUES	D562.29	D562	Fin agglo Lorques	RD557	2	100	Tissu ouvert	7256.69
	D562.30		Fin agglo Lorques	RD657		100	Tissu ouvert	7256.69
	D562:31		Fin addio Lorques	RD557	~	100	Tissu ouver	7256.69
MEDLINES-LES-MONTRIELIX	D55428		130 m avant la RDS	RDS	e	100	Tissioner	5313.69
	D55429		RDS	1000m après RDS		100	Tissioner	866198
	D554:30	7590	RDS	1000m aprés RDS		100	Tissioner	8661.98
	0554:31	590	RDS	1000m après RDS	m	100	Tisanonad	866198
	D554:39	Deca	1000m ande RDS	Dahur zona 70	, ,	2 5	Trenomen	8661 98
	DEEASS	2000	MOON Spires DOC	Dobus zone 70		3	IBBN COVER	9001.30
	DOM: OF THE PARTY	*****	noom apres noo	Debut Zone 70	2	8	Issu cover	0001.30
	D004:04	1004	Depart zone 70	Debut agglo medures	3	100	TISSU OUVEIT	0671000
MEOUNES-LES-MONTRIEUX	D554:35	DSS4	Debut zone 70	Debut aggio Meounes	e	100	Tissu ouvert	8661.98
	D554:36	D654	Debut zone 70	Debut aggio Méounes	3	100	Tissu ouvert	8661.98
	D554:37		Debut zone 70	Début agglo Méounes	3	100	TISSU OUVER	8661.98
	D554:38		Debut aggio Méounes	Debut rue en U	2	10	Tissu ouvert	8661.98
	D554:39	D654	Debut agglo Meounes	Debut rue en U	4	98	Tissu ouvert	10033.65
	DSS4:40		Debut rue en U	Finasenu	4	30	Tissionad	10033.65
	DS54-41		Debut na en II	Finnson		5 50	Die on II	10033.65
MCOUNTED TO MONTH OF THE PARTY	DS54-47	Desi	Dobut no on II	Finns on II	,	30	There executed	10013.65
	20000	5000	Danie de la	Cla seed Mileses	,	8 9	Hood DOVELL	40033 55
MECUNES-LES-WONI RIEUX	DECEM	**************************************	Di sada Managa	1000m sured limits man Toulen	4 ,	8	IISSU OUVEIL	10000.00
	D004.44	1004	rin aggio mecunes	DOOM AVAIL IIMIR ZONE TOUGH	2	001	TISSU OUVEIT	10003.00
	D554.45	DBS4	FIN aggio Meounes	TODOM avant limite zone Toulon	3	100	TISSU OUVEIT	10033.65
	D554:46	D554	Fin aggio Méounes	1000m avant limite zone Toulon	e	100	Tissu ouvert	10033.65
×	D554:47	DSS4	1000m avant limite zone Toulon	Umite zone Toulon	6	100	Tissu ouvert	10033.65
MONFORT-SUR-ARGENS	D22:4	022	Limite aggio Correns	FD222	3	100	TISSU OUVER	5928.75
MONTAUROUX	D37:1	D37	RD38	RD562	3	100	TISSU OUVER	15597.53
MONTAUROUX	D37:2	037	RD38	RD562	2	100	Tissu ouvert	15597.53
MONTAUROUX	D37:3	D37	RD38	RD562	m	100	Tissu ouvert	15597.53
MONTAUROUX	D562:54	DS62	Debut route 3 voies	200m après début route 3 voies	2	250	Tissu ouvert	29769.87
MONTAUROUX	D562:55	D862	Fin route 3 voies	RD37	2	250	Tissu ouvert	29769.87
MONTAUROUX	DS62:56	D662	Fin route 3 voies	RD37	2	250	Tissu ouvert	29769.87
MONTALIROLIX	DS62-57	1560	Fin route 3 votes	RD37	2	250	Tissu ouver	29769.87
MONTALIROLIX	D562-58	2950	Fin route 3 voles	RD37	2	250	Tissuower	29769.87
	D562-50	1980	Fin mude 3 votes	BD37	6	250	Teamound	29759.87
	0562-60	1569	RD37	Debut zma 60		100	Tissioner	8037 13
	D562-61	1000	RNS	Dahut zona 60		100	Tical other	8037 13
	Decoco	DEED	0033	Column and a colum	, ,	8 6	There control	0037.43
	0005.02	2000	DANA SOON OF	COOR SAME OU	2	8 5	The succession	0007.13
	000000	Control	Detuit core of	COUNT AVAIL PLOSE	,	3 8	IISSU CUVEIL	000/000
	D562.54	7997	Umite zone brignores	Deour aggio Lorgues	2	BL	TIESTI OUVEIL	803/.13
	D562765	1562	600m avant RD94	100m avant Alpes-Mantimes	~	100	Tissu ouvert	8037.13
	D562:66	D562	600m avant RD94	100m avant Alpec-Mantimes	3	100	Tissu ouvert	8037.13
	D562:67	D562	600m avant RD94	100m avant Alpes-Maritimes	2	100	Tissu ouvert	8037.13
	D560:17	D560	Limite Bouches-du-Rhône	RD N7	3	100	TISSU OUVER	12331.4
NANS-LES-PINS	DS60:18	D960	Umite Bouches-du-Rhône	RD N7	3	100	TISSU OUVER	12331.4
	D560:19	D990	900m avant RD280	RD1	3	100	Tissu ouvert	12331.4
NANS-LES-PINS	DS60:20	0990	900m avant RD280	RD1	3	100	Tissu ouvert	12331.4
	D560:21	0990	900m avant RD280	RD1	3	100	Tissu ouvert	12331.4
NANS-LES-PINS	D560:22	D560	900m avant RD280	RD1	3	100	TISSU OUVER	12331.4
NANS-LES-PINS	D560:23	D860	900m avant RD280	RD1	3	100	Tissu ouvert	12331.4
	D560:24		900m avant RD280	RD1	3	100	Tissu ouvert	12331.4
	DS60:25		900m avant RD280	R01	23	100	TISSU OUVER	12331.4
	D560:26	0990	900m avant RD280	RD1	3	100	Tissu ouvert	12331.4
	D560:27		RD1	Leu-dit Vallongue	2	100	Tissu ouvert	7881.54
NANS-LES-PINS	D560:28	0990	PD1	Leu-dit Vallongue	3	100	Tissu ouvert	7881.54
NANS-LES-PINS	DS6029	0990	RD1	Lieu-dit Vallongue	3	100	TISSU OUVER	7881.54
	DS60:30	0990	RD1	Lieu-dit Vallongue	3	100	Tissu ouvert	7881.54
	D560:31	0990	Lieu-dit Vallongue	Fin zone 60	4	30	Tissu ouvert	7881.54
NEOULES	D554:27	DSS4	250m après le camerour avec la RD68	130 m avant RD5	23	100	Tissu ouvert	5313.69
NEOULES	RDS:6	RDS	Fin agglo Roquebrussanne	RD554	3	100	Tissu ouvert	5199.18
NEOULES	RD5:6	RDS	Fin agglo Roquebrussanne	RD554	9	100	Tissu ouvert	5199.18
OLLIERES	D3:18	23	Umite de commune	Umitation 50	23	100	Tissu ouvert	5438.16
OLLIERES	D3:19	80	Umite de commune	Umitation 50	3	100	Tissu ouvert	5438.16

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du fissu	TMJA estimation
OUTERES	03.20	8	Unite de commune	Umitation 50	m	100	Tissuouved	5438.16
OLUERES	D3:21	8	Limite de commune	Umitation 50	· m	100	Tissu ouver	5438.16
QUIERES	03:22	8	Limite de commune	Umitation 50	m	901	Tissu ouvert	5438.16
OLLIERES	D3:23	83	Umite de commune	Umitation 50	m	100	Tissu ouver	5438.16
OLLIERES	03:25	8	Umitation 50 km/h	Entrée aggio Olléres	4	R	Tissu ouver	5438.16
QUIOULES	011:10	Dii	026	200m avant pont sur PA50	2	380	Tissu ouver	31275.98
OLLIOULES	D11:11	D11	026	200m avant pont sur PA50	2	250	Tissu ouver	31275.98
OLLIOULES	D11:12	D11	026	200m avant pont sur l'A50	2	250	Tissu ouvert	31275.98
OLLIOULES	D11:13	D11	D26	200m avant pont sur l'A50	2	250	Tissu ouvert	31275.98
CUIOULES	011:14	D11	D26	200m avant pont sur PA50	2	250	Tissu ouvert	31275.98
OLLIOULES	D11:15	D11	100m après RD20	RD26	4	30	Tissu ouvert	9335.37
OLLIOULES	D11:16	D11	Rue Mozart	100m apres D20	4	30	Tissu ouvert	9335.37
CLUOULES	D11:17	911	Rue du Gênéral Lecienc de Haufectoque	Rue Mozart	4	30	Tissu ouvert	9335.37
OLLIOULES	D11:20	D11	Rue Fontaine du Rentier	Avenue Général de Gaulle	2	250	Rue en U	9335.37
CLIOULES	D11:21	DH1	RN8	Rue Fortaine du Rentier	4	30	Tissu ouvert	9335.37
OLUGUES	011:22	Dii	RNB	Rue Fortaine du Rentier	4	30	Tissu ouvert	9335.37
CUIOULES	D11:8	DH	250m après pont sur A50	Panneau 50kmh	2	250	Tissu ouvert	31275.98
CUIOUES	011:9	DII	200m avant pont sur A50	250m apres pont sur l'A50	m	100	Tissu ouvert	31275.98
CLUOULES	0206:1	Av. Jean Monnet	Carrefour Robert Schuman	Rond-Point de la Cagnarde	m	100	Tissu ouvert	14239.55
CLUOULES	02062	Av. Jean Monnet	Carrefour Robert Schuman	Rond-Point de la Cagnarde	m	100	Tissu ouvert	14239.55
OLUOULES	02063	Av. Jean Monnet	Carrefour Robert Schuman	Rond-Point de la Cagnarde	m	100	Tissu ouvert	14239.55
OLLIOULES	020624	Av. Jean Monnet	Carrerour Robert Schuman	Rond-Point de la Cagnarde	m	100	Tissu ouvert	14239.55
QUIOUES	UZUES	Av. Jean Monnet	Carerour moder sonuman	Mond-Holm de la Cagnarde	m	100	TISSU OUVEIT	14239.55
QUIOULES	UZUBO	Avenue Frederic Mistral	LIMICATION BOILDING	MNB	ю.	100	TISSU DUVERT	14239.50
alloures	UZBCI	726	FUX	ROH	2	250	Tissu ouvert	40/10:92
QUIOUES	0262	920	Limitation 70 km/h	X	64	220	Tissu ouvert	40710.92
auloures	0263	026	Umitation 70 km/h	DX	2	200	TISSU OUVEIT	40710.92
ornonnes	026.4	920	ASO	Umitation 70 km/h	2	55	Tissu ouvert	40710.92
GUIOULES	02655	920	Entree agglo La Seyne	ASO	2	250	TISSU OUVEIT	40710.92
ornonnes	D559:104	D859	400m avant debut agglo Toulon	300m apres debut agglo Toulon	2	250	Tissu ouvert	67215.9
CLIOUES	0669:106	5890	400m avant debut aggio Toulon	300m apres debut aggio Toulon	2	280	TISSU DUVEIT	67215.9
auloures	D92:1	Houle de l'aveyrolles	Limite commune Olloules	Chemin de Faveyrolles	4	8	TISSU OUVEIT	13202.7
anome	01280	780	Turum apres inn aggio Toulon	Soum apres the agglo Toulon	4	8	IISSU OUVEIT	0.44.VP
autoures	0962	noule de l'aveytoles	Umite commune Calculas	Chemin de raveyidies	9	901	ISSU DUVEIT	13202.7
autoures	D92.4	282	600m avant RNS	HAIS	20	901	TISSU OUVEIT	6779.97
auloutes	5555	082	edom avant Povis	FNB	4	8 8	TISSU OUVEIT	5944.75
CUIDOUES	0956	250	Suumapires im addio Toulon	boum avant mvb	4	8 1	IISSU DUVEIL	20sta./0
GUIOULES	0927	787	Suum apres im aggio Toulon	BOURN AVAILE HANS	4	8	TISSU OUVEIT	5944.7b
auloures	D92:8	080	100m après iln aggio Toulon	900m après fin aggio Toulon	4	8	TISSU DUVEIT	5944.76
QUIOUES	D92:9	082	100m apres in agglo Toulon	900m apres filn aggio Toulon	4	8	TISSU DUVERT	5944.76
auloues	DIVECTOR	CAR	Deour aggio Olloues	SOUTH SASIT POSS	9	001	TISSU OUVEIL	13/30.36
auloures	UNSCR	CNB	Av.barmeiemy Dognan	Chemin de St-Laze	2	201	IISSU OUVEIT	1.3202.7
GUIDUES	UNDAU	CNS	Avadamenty Logisar	Cremm de St-Lace	2	00.0	IISSU OUVEIL	1366.7
CUIDUES	UNDAL	CNG	Avoditivemy bogish	Chemin de St-Lake	,	3 8	Ilabu ouveit	13002.1
STOOMS OF THE PARTY OF THE PART	Chieras	930	continuently boginal	Original de double	,	3 5	The same of	120001
CALICATES	Distortal	CAIG	Suum apries leu	The special Collector		9	There ouvel	13000.1
OLIOTES	DNB-45		An and Ollorine	100m avant zone à feu		9 5	Thesi miner	120007
CHIDILES	DN8:46	NO.	Financia Ollogies	100m avant zone à feu		100	Tissuouvet	130027
QUIOUES	DN8:47	DN8	Fin application Collouries	100m avant zone à feu	m	100	Tissuouvert	13202.7
amones	DN8:48	ONB	Fin applic Ollouies	100m avant zone a feu	m	100	Tissu ouvert	13202.7
autoures	DN8:49	DNB	100m avant zone à feux	500m après début applo Toulon	ю	100	Tissu ouvert	13202.7
PIERREFEU-DU-VAR	D124	D12	Avenue du 8 mai 1945	Zone 30	4	33	Tissu ouver	9644.06
PIERREFELLDU-VAR	012:5	D12	Zone 30	Fin zone 30	0	100	TISSU OUVER	9644.06
PIERREFELLDU-VAR	D12:6	D12	Fin zone 30	RD412	4	8	Tissu ouvert	9644.06
PIERREFEU-DU-VAR	D12:7	D12	Fin zone 30	RD412	4	30	Tissu ouvert	9644.06
PIERREFELLDU-VAR	012:9	D12	RD412	RD29	3	100	Tissu ouvert	9748.61
PIERREFEU-DU-VAR	D14:10	D14	Fin Limitation 70 km/h	Entrée aggio Plemeteu	3	100	Tissu ouvert	9900.47
PIERREFEU-DU-VAR	D14:11	D14	Fin Limitation 70 km/h	Entrée aggio Pierrefeu	m	100	Tissu ouvert	9900.47
PIERREFELHDU-VAR	014:12	014	Fin Limitation 70 km/h	Entree agglo Plemereu	m	901	Tissuouver	9900.47
PERREPEUDUVAR	D14:13	Di4	Fin Limitation 70 km/h	Entree agglo Plemereu	,,	9 5	Tissu ouvert	9900.47
PIERREFELDU-VAR	01434	54	Entrée agglo Plemeteu	RD12	4	8 8	Tissu ouvert	10577.6
HENGELEU-VAK	DIATIS	D14	сличе жудо метелей	HU12	4	8	ilssu ouver	d.//dl

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la	Catégorie de la affecté par le bruit en	Nature du	FMJA
DEPOCE DE L'AND	91-710	ž	British south Domellan	c c	,	metres	F	2030
DIERBEEFILMINAR	014-17	514	Entries agglo manages	RD12	4	3 2	Treatment	16776
DIFREFFILMINAR	D14:18	D14	Entree aodio Pierrefeu	RD12	, 6	280	Risearil	10577.6
PIERREFELDU-VAR	D143	D14	Fin Limitation 70 kmh	Entrée applo Pierrefeu		100	Tissuouver	9900.47
PIERREFEU-DU-VAR	D412:1	D412	RD14	RD12	7	30	Tissu ouvert	5521.56
PIERREFEU-DU-VAR		D12	D14	D14	4	30	Tissu ouvert	9644.06
PIERREFELHDU-VAR		PROJET CONTOURNEMENT NORD	D14	D12	3	100	Tissu ouvert	5284,00
PIGNANS	D97:147	D97	Debut agglo Pignans	Fin agglo Pignans	2	100	Tissu ouvert	11024.45
PIGNANS	D97:148	/AD	Debut agglo Pignans	rin aggio Highans	2	100	Tissu ouvert	11024.45
PIGNANS	D97.149	/60	Debut apportions	En sede Digeste	,	8	IISSU OUVEIT	11024.45
PIGNAMO	DS7-151	250	Debut agglo rigidis	Fin agglo Pignans	2 6	80	There ouver	11004.45
DICHANG	D97-159	260	Econo agglo rigitate Fin acido Diomans	Sign of a control	0 "	8	Treatment	9478 68
DICHANS	D97:153		Fin addio Pignans	Debut addio Camoules	o m	9 6	Tissuouveit	9438.68
PIGNANS	D97:154		Fin addio Pignans	Debut acros Camoules		100	Tissuower	9438.68
PIGNANS	D97:155	260	Fin agglo Pignans	Debut aggio Camoules		100	Tissu ouvert	9438.68
POURCIEUX	DN7:17		Fin zone 70	400m apriès RD423	8	100	Tissu ouvert	11840.98
POURCIEUX	DN7:18	DN7	400m après RD423	Debut agglo St-Maximin	3	100	Tissu ouvert	11840.98
POURGEUX	DN7:19	DN7	400m après RD423	Debut agglo St-Maximin	9	100	Tissu ouvert	11840.98
POURCIEUX	DN7:20	DN7	400m après RD423	Debut agglo St-Maximin	3	100	TISSU OUVER	11840.98
POURCIEUX	DN7-21	DN7	400m après RD423	Debut aggio St-Madmin	3	100	Tissu ouvert	11840.98
POURCIEUX	DN7-22	DN7	400m après RD423	Debut agglo St-Maximin	3	100	TISSU OUVER	11840.98
POURCIEUX	DN7:23	DN7	400m après RD423	Debut agglo St-Madmin	3	100	TISSU OUVEIT	11840.98
POURCIEUX	DN7-24	DN7	400m après RD423	Debut agglo St-Maximin	3	100	Tissu ouvert	11840.98
POURCIEUX	DN7:25	DN7	400m après RD423	Debut agglo St-Waximin	3	100	Tissu ouvert	11840.98
POURRIERES	D23:1	023	RD N7	Umite déparlement	3	100	TISSU OUVEIT	6582.06
POURRIERES	D23:2	D23	Fin aggio Pountères	RD N7	4	30	TISSU OUVER	6582.06
POURRIERES	D23:3	023	Fin aggio Poumères	N ON 7	4	30	Tissu ouvert	6582.06
POURRIERES	D2354	023	Fin agglo Poumères	RD N7	4	30	Tissu ouvert	6582.06
POURRIERES	D23:5	D23	Fin agglo Poumères	RD N7	4	30	TISSU OUVEIT	6582.06
POURRIERES	D23:6	023	RD623	Fin aggio Poumères	4	30	Tissu ouvert	6582.06
POURRIERES	DEBICI	DeBi	Limite Bouches-du-Rhône	RD N7	2	100	Tissu ouvert	7941.29
POURRIERES	D68lt2	DeBi	Limite Bouches-du-Rhône	RD N7	6	100	Tissu ouvert	7941.29
POURMERES	Deblis	Deel	Limite Bouches-du-knone	NON/	2	100	TISSU OUVEIT	78129
POURMERES	Debita	Degl	Umte Boudles-du-knone	MON/	,	100	TISSU OUVEIL	754123
POUNTCACO	DN/.I	CALT	Annue bounder-du-ruiche	SOUTH ANATH PLUES	2 .	90	There ouvel	11040.50
POURVEIN	UN.TO	UN/	400m apres PUZ3	Deput zone /u	2	DI S	lissu ouver	11040.50
HOUNDERES	TUND	UN/	400m apres RUZ3	Deout zone /u	5	OU.	IISSU OUVEIT	11040.96
POURMENES	DNC12	DN/	Debut zone 70	Fin zone /u	,	001	TISSU OUVEIL	11840.98
HOUNDERES	DNCTS	UN/	Deduction /U	FIT ZONE /U	2	B	IISSU OUVEIL	11840.98
POUNTERES DOI INDIENDES	DNC-14	24/2	FILIZORE /U	ADDITION SOURCE BOARDS	2 "	90	Therrowal	11840.30
DOUBLEBES	DN7-16	DN7	Fin zone 30	400m aprile RD423		9 6	Tissu ouver	11840 98
POURRIERES	DN72	DN7	Umite Bouches-du-Rhône	300m avant RD23		100	Tissuouver	11840.98
POURRIERES	DN7:3	DN7	Umite Bouches-du-Rhône	300m avant RD23	3	100	Tissu ouvert	11840.98
POURRIERES	DN7;4	DN7	300m avant RD23	400m avant RD23	3	100	Tissu ouvert	11840.98
POURRIERES	DN7:5	DN7	300m avant RD23	400m avant RD23	3	100	Tissu ouvert	11840.98
POURRIERES	DN7:5	DN7	300m avant RD23	400m avant RD23	3	100	Tissu ouvert	11840.98
POURRIERES	DN7:7	DN7	400m après RD23	Debut zone 70	3	100	Tissu ouvert	11840.98
POURRIERES	DN7:8	DN7	400m après RD23	Debut zone 70	2	100	Tissu ouvert	11840.98
POUNTENES	DN/3	NO.	ADDITION TO LESS AND ADDITION OF THE PARTY A	Debut Zone /u	2	000	There or any	11040.30
DI IOSTI SULLA APOSNO	3	3 2	NO PLINE LA CARREAGNE	LIMITE COMMUNICE	0 "	90	Therrowal	10010.07
DI IOPET-GI IR. ARCSENO	DN7-194	247	1000m sucest delaut sools Breat	Dahut soulo Director Americ	, ,	250	Tical payor	27145.01
PLIGET-SUR-ARGENS	DN7186	DN2	1000m avant début aodo Punet	Debut acric Proeteur-Arrens		250	Tissu ower	27145.01
PLIGET-SLIR-ARGENS	DN7-196	DNZ	1000m avant debut acido Pixoet	Debut acrio Pupet-sur-Argens	2	250	Tissioner	27145.01
PUGET-SUR-ARGENS	DN7:197	DN7	1000m avant debut agglo Puget	Debut agglo Puget-sur-Argens	2	250	Tissu ouvert	27146.01
PUGET-SUR-ARGENS	DN7:198	DN7	Debut aggio Puget-sur-Argens	100m avant feu	2	250	Tissu ouvert	27145.01
PUGET-SUR-ARGENS	DN7:199	DN7	Debut agglo Puget-sur-Argens	100m avant feu	2	250	Tissu ouvert	27145.01
PUGET-SUR-ARGENS	DN7-200	DN7	Debut agglo Puget-sur-Argens	100m avant feu	3	100	Tissu ouvert	27146.01
PUGET-SUR-ARGENS	DN7201	DN7	100m avant feu	100m apres feu	e .	100	Tissu ouvert	27146.01
PUGET-SUR-ARGENS	DN7-202	DN7	Debut agglo Puget-sur-Argens	Toom avant feu	2	8 5	Tissu ouvert	27146.01
PUGEL-SUIT-MACINS	DN/ZDS	LN/	100m apres reu	Edwiger A6	2	MI	IISSU OUVEIL	Zr 140.01

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernee et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
PUGET-SUR-ARGENS	DN7:204	DN7	Echangeur A8	100m après feu	2	250	Tissu ouvert	47909.11
PUGET-SUR-ARGENS	DN7-205	DN7	Echangeur A8	100m après feu	2	250	Tissu ouvert	47909.11
PUGET-SUR-ARGENS	DN7:206	DN7	100m après leu	Debut aggio Frejus	3	100	Tissu ouvert	47909.11
PUGET-SUR-ARGENS	DN7:207	DN7	100m après feu	Debut agglo Frejus	3	100	TISSU OUVEIT	47909.11
PUGET-SUR-ARGENS	DN7:208	DN7	100m apres leu	Debut agglo Frejus	2	250	TISSU OUVER	47909.11
PUGET-SUR-ARGENS	DN7:209	DN7	100m après feu	Debut agglo Frejus	2	250	Tissu ouvert	47909.11
PUGET-SUR-ARGENS	DN7-210	DN7	100m apres leu	Debut agglo Frejus	2	250	Tissu ouvert	47909.11
PUGET-VILLE	D97:113	280	1000m apres fin aggio Cuers	Debut aggio Camoules	3	100	TISSU OUVEIT	14631.63
PUGET-MILE	D97:114	D97	1000m après fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules	3	100	Tissu ouvert	14631.63
PUGET-MILE	D97:115	D97	1000m après fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules	2	100	Tissu ouvert	14631.63
PUGET-MILE	D97:116	260	1000m après fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules	2	100	Tissu ouvert	14631.63
PUGET-WILE	D97:117	280	1000m apres fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules	3	100	TISSU OUVEIT	14631.63
PUGET-MILE	D97:118	260	1000m après fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules	3	100	TISSU OUVER	14631.63
PUGET-WILLE	D97:119	D97	1000m après fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules	3	100	Tissu ouvert	14631.63
PUGET-VILLE	D97:120	260	1000m après fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules	3	100	TISSU OUVER	14631.63
PUGET-WILLE	D97:121	260	1000m après fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules	3	100	Tissu ouvert	14631.63
PUGET-WILLE	D97:122	260	1000m après fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules	2	100	Tissu ouvert	14631.63
PUGET-WILLE	D97:123	260	1000m apres fin aggio Cuers	Debut aggio Camoules	6	100	Tissu ouvert	14631.63
PUGET-WILLE	D97:124	282	1000m après fin aggio Cuers	Début agglo Camoules	6	100	TISSU OUVER	14631.63
PUGET-VILLE	D97:125	260	1000m après fin aggio Cuers	Debut aggio Camoules	3	100	TISSU OUVER	14631.63
PUGET-WILE	D97:126	260	1000m après fin aggio Cuers	Debut agglo Camoules	3	100	Tissu ouvert	14631.63
RAMATUELLE	D61:13	190	RD98A	Debut zone 70		100	Tissu ouvert	7671.18
RAMATUBLLE		190	RD98A	Debut zone 70	3	100	TISSU OUVER	7671.18
RAMATUFILE		190	Debut zone 70	300m après début zone 70		100	Tissioned	7671.18
RAMATUELLE	D61:16	190	Debut zone 50	S00m avant applo Ramabuelle	4	30	Tissuouvert	7671.18
		190	Dahut zona Sil	Shim avant annin Ramahalla	V	30	Treatment	7571 1R
		190	En zone Sil	Debut and Ramahalla		8 8	Tissioner	7671 18
		190	Fin zone 50	Debut aonio Ramahalia	7	30	Tissioned	7671 18
		196	Debut acrific Ramahielle	Debut zone 30	4	30	Tissionart	7671 18
		3	Debut and Remains a	Dahut zona 30		200	Teeronat	5510 36
		196	Debut zone 30	Fin zone 30	·	10	Tical oraci	5510.36
		190	Debut zone 30	Fln zone 30	4	30	Tissioned	5510.36
		36	En zone 30	Rhai	V	30	Tical navar	5510.36
		190	Fin zone 30	RD93		100	Tissioner	7671.18
	D61-26	190	Fin zone 30	Rhat		100	Ticaronor	7571 1R
	D6127	190	En zone 30	BD03		100	Tissioned	7671 18
	D93-11	093	200m avant th comm. St-Tropez	Andenne cambre Pampelonne		100	Tissioned	9039 13
	D93-12	D83	200m avant fin comm. St-Tracez	Anderne carrière Parmeionne		100	Tissioned	9039 13
	D93-13	193	200m avant fin comm St-Tmosv	Anderne carrière Parmeionne		9	Tissioned	9039 13
	D03-14	1003	200m avant tin comm St.Tmnoz	Ancienne cambre Dannelonne		8 5	Tissioned	9039 13
	D03-15	203	200m avant fin comm St.Tmosz	Anderna carrière Dannaionna	, "	9	Teel owner	9030.13
	003-16	003	200m avant th comm St.Tmnoz	Ancienna carrière Damnalonna		9	Tissioner	9030 13
	D93-17	193	200m avant tin comm. St-Tropez	Andenne cambre Dampelonne		100	Tissioned	9039 13
	DQ3-18	093	200m avant fin comm. St-Tmosz	Anderne carrière Parmeionne		100	Tissioned	9039 13
	D93:19	083	200m awart in comm. St-Troops	Anderne carrière Parmeionne	9 60	100	Tissuower	9039.13
	D93:20	D93	Debut de pente	Lieu-dities Sellettes	8	100	Tissu ouvert	9039.13
RAMATUELLE	D93:21	D83	Debut de pente	Lieu-dit les Sellettes	6	100	Tissu ouvert	9039.13
	D93:22	583	Fin de pente	Leu-dit Mistral	6	100	Tissu ouvert	9039.13
	D93:23	D83	Fin de pente	Lieu-dit Mistral	3	100	TISSU OUVER	9039.13
	D93:24	D93	Fin de pente	Lieu-dit Mistral	3	100	Tissu ouvert	9039.13
	D93:25	D83	Fin de pente	Lieu-dit Mistral	e	100	Tissu ouvert	9039.13
	D93:26	D83	Fin de pente	Lieu-dit Mistral	3	100	TISSU OUVER	9039.13
	D93:27	D93	Debut zone 70	250m après début zone 70	3	100	TISSU OUVEIT	9039.13
	D93:28	D83	Debut zone 70	250m après début zone 70	3	100	Tissu ouvert	9039.13
	D93:29	D83	Fin zone 70	RD61	3	100	TISSU OUVER	9039.13
	D83:30	D83	Fin zone 70	RD61	3	100	TISSU OUVER	9039.13
	D559:231	D659	Limite zone Toulon	Début agglo le Canadel	3	100	Tissu ouvert	15083.47
	D559:232	D659	Umite zone Toulon	Début agglo le Canadel	3	100	Tissu ouvert	15083.47
RAYOL-CANADEL-SUR-MER	D559:233	D659	Debut aggio le Canadel	Fin aggio le Canadel	3	100	Tissu ouvert	15083.47
	D559:234	D659	Debut agglo le Canadel	Fin agglo le Canadel	2	100	Tissu ouvert	15083.47
	0559235	0559	rin aggo le canadel	Toom avant dec. addo le Rayol	,	001	TISSU OUVEIT	15083.47
	D559236	0689	Debut agglo le Canadel	Fin agglo le Canadel	m (	9	TISSU OUVEIT	15083.47
RAYOL-CANADEL-SUR-MER	DSS923r	1009	Debut aggio le Canabel	rn aggole Canadel	2	MI	TISSU OUVEIT	15083.47

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la affecté par le bruit en voie mêtres	Nature du tissu	estimation 2030
RAYOL-CANADEL-SUR-MER	D559238	D659	Debut aggio le Canadel	Fin aggio le Canadel	3	100	Tissu ouvert	15083.47
RAYOL-CANADEL-SUR-MER	D559-239	D559	Debut zone 30	800m après dèb. aggio le Rayol	23	100	Tissu ouvert	15083.47
RAYOL-CANADEL-SUR-MER	D559:240	D559	Debut zone 30	800m après deb. aggio le Rayol	4	30	Tissu ouvert	15083.47
RAYOL-CANADEL-SUR-MER	D559:241	D559	Fin zone 30	Fin aggio le Rayoi	4	30	TISSU OUVER	15083.47
RAYOL-CANADEL-SUR-MER	D559:242	D559	Fin zone 30	Fin aggio le Rayol	4	30	TISSU OUVER	15083.47
RAYOL-CANADEL-SUR-MER	D559:243	D559	Fin zone 30	Fin aggio le Rayol	3	100	Tissu ouvert	15083.47
RAYOL-CANADEL-SUR-MER	D559:244		Fin zone 30	Fin aggio le Rayol	3	100	Tissu ouvert	15083.47
RAYOL-CANADEL-SUR-MER	D559:245	99	Fin aggio le Rayol	1000m avant aggio Cavalaire	3	100	TISSU OUVER	15083.47
RIANS	D3:1		300m avant RD23	RD23	3	100	Tissu ouvert	7474.52
RIANS	D3:10	D3	Debut aggio Rians	Fin agglo Rians	4	30	Tissu ouvert	7474.52
RIANS	D3:11	03	400m avant debut aggio Rians	Début aggio Rians	3	100	Tissu ouvert	7474.52
RIANS	D3:12	8	RD23	400m avant debut aggio Rans	3	100	TISSU OUVER	7474.52
RIANS	D3:2	83	300m avant RD23	RD23	9	100	Tissu ouvert	7474.52
RIANS	D3:3	83	Fin agglo Rans	300m avant RD23	٣	100	Tissu ouvert	7474.52
RIANS	D3:4	83	Debut agglo Rlans	Fin agglo Rlans	4	30	Tissu ouvert	7474.52
RIANS	D3:5	83	Debut aggio Rians	Fin aggio Rians	4	30	Tissu ouvert	7474.52
RIANS	D3:6	8		Fin agglo Rlans	4	30	Tissu ouvert	7474.52
RIANS	D3:7			Fin agglo Rlans	4	30	Tissu ouver	7474.52
RIANS	D3:8			Fin aggio Rlans	4	30	Tissuouvert	7474.52
RIANS	D3:9		Debut aggio Rians	Fin aggio Rlans	4	30	TISSU DUMPIT	7474.52
ROCRABON	D43:24			R068	m	100	Tissioned	18408.1
ROCRARON	D43:25	Des	RD81	RD68		9	Tissioner	18408.1
BOCHABON	D43.26	570	3D81	RD68		100	Tissioned	18408.1
ROCBARON	D43:27	56	RDB1	808	· ~	100	Tissioned	18408.1
ROCBARON	D43:28	DAG	RD81	RD66	2	250	Tissuotwert	18408.1
ROCHARON	D43:29	DAS	RDS	400m apriles RD68		250	Tissioned	20678 46
ROCHARON	D43:30	23	Annum aprilie RD68	I imite zone Toulon		250	Tissioner	20678.46
ROCRAROM	DRI-IN		RO12	RD43	V	30	Teamount	7557 04
BOCBARON	DRIA	190	RDG	I imite 20	m	tu.	Tissioner	5629.85
BOCBABOM	580	3 5	SO43	Limite 20		204	There outlook	5620 85
ROCHARON	D815	88	BD43	Limite 20	. ~	100	Tical place	5620.85
MOGABOOG	2000		8043	2000		50,00	Trees county	7667.04
BOCBABON	084:9	3 5	NO 2	BD43		200	There outside	7057.04
BOCBABOM	2000	3 8	BO42	500	, ~	200	There outlood	7057.04
ROOI FERNINE SI IR ARCENS	DSS0348	100	Debut audo las iscamboss	En annio loc locambino		9	Ticalound	26.350 RA
POOLIFIER INF. SI IS ARCENS	D450-346	0990	En acric Sainte Mavimo	Dahut annin i oc locambros		W.	Technology	25350 BA
POOL ERRO INF. OF A POSTUC	D650-347	5000	Date it position for lecombrase	Ele novio les les mentres	. ~	100	There are an area	26.360 B.4
POOLIERRI INE SI IRABORNO	D650-348	0550	Dobut porio les lecambras	Fin apply the locaminates		200	Ticel owner	25.350 BA
ROOLFER INF-SUR-ARGENS	D659-349	DE59	Début ando les Issambres	Fin and les iscambres	2	30	Tissioned	25359.84
ROOI FERNINE SI IR ARCENS	0550350	0880	Debut acrifo les lecambres	Fin ando les lecambres	7	8 6	Tissioner	25,350 RA
ROOLERRINE-SLIR-ARGENS	D559351	1989	Debut ando les issambres	En ando les issambres	m	100	Tissioner	25359.84
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D559:352	0659	Debut addo les issambres	Fin addo les issambres		100	TISSU DUVERT	25359.84
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D559:353	0559	Debut aggio les Issambres	Fin aggio les Issambres	2	100	Tissu ouvert	25359.84
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D559:354	0559	Début aggio les Issambres	Fin agglo les issambres	m	100	Tissu ouvert	25359.84
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D559:355	D559	Debut agglo les issambres	Fin agglo les issambres	3	100	Tissu ouvert	25359.84
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D559:357	D559	Debut agglo les Issambres	Fin aggio les Issambres	3	100	Tissu ouvert	25359.84
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D559:358	D659	Debut agglo les issambres	Fin aggio les issambres	e	100	Tissu ouvert	25359.84
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D559:359	D659	Debut agglo les issambres	Fin agglo les lissambres	2	100	Tissu ouvert	25359.84
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D559:361	D559	Debut agglo les issambres	Fin aggio les issambres	3	100	TISSU ouvert	25359.84
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D559:362	D559	Debut aggio les issambres	Fin agglo les issambres	2	100	Tissu ouvert	25359.84
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D558:364	0559	Debut agglo les Issambres	Fin agglo les lissambres	m	100	TISSU OUVEIT	25359.84
MOGUCERUNE-SUR-ARGENS	0208.360	FROM	Detail aggories issampres	rin aggo les issampres	2	m.	nesu onver	2009.84
MOQUEDRUNE-SUR-MUSENS	07.1	10	NUN/	Cedar aggio requesture	7 (	700	Ilean onweit	1/404.52
DOOLERBINE OF DADONS	02:10	100	Debut agglo requestrate	En apple ruquedune	4 0	000	Dispersion I	17404.32
ROOI FERINGS IR-ARCENS	07:19	200	Debut acrio Rocuebrane	En acrio Broughting	4 100	100	Tissioned	17484 52
ROOLERRINE-SLIR-ARGENS	07:13		Debut acrio Rocuebrane	Fin acrio Broughtune		9	Tissioned	17484.52
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D7:14	70	Debut agglo Roguebrune	Fin agglo Roguebrune	4	30	Tissu ouvert	11071.75
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D7:15	20	Debut agglo Roquebrune	Fin aggio Roquebrune	4	30	Tissu ouvert	11071.75
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D7:16	70	Debut agglo Roquebrune	Fin aggio Roquebrune	4	30	Tissu ouvert	11071.75
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	07:17	D7	Fin agglo Roquebrune	100m avant RD8	3	100	Tissu ouvert	11071.75
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D7:18	07	Fin agglo Roquebrune	100m avant RD8	m	100	Tissu ouvert	11071.75
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D7:19	07	Fin aggio Roquebrune	100m avant HD6	2	ODL	TISSU OUVEIT	110/1/25

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concemée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D7:2	D7	RD N7	Début agglo Roquebrune	2	250	Tissu ouvert	17484.52
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	07:20	D7	Fin agglo Roquebrune	100m avant RD8	3	100	Tissu ouvert	11071.75
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D7:21	D7	Fin aggio Roquebrune	100m avant RD8	3	100	Tissu ouvert	7789.43
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	07:22	D7	Fin agglo Roquebrune	100m avant RD8	3	100	TISSU OUVEIT	7789.43
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	07:23	D7	Fin aggio Roquebrune	100m avant RD8	3	100	TISSU OUVEIT	7789.43
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D7:24	D7	100m avant RD8	Debut agglo St-Ayguif	e	100	Tissu ouvert	7789.43
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	07:25	D/	100m avant RD8	Deout agglo St-Ayguit	m	100	TISSU OUVEIT	7789.43
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	07:26	<i>D1</i>	100m avant RD8	Debut agglo St-Ayguif	4	30	TISSU OUVEIT	7789.43
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	07:27	D/	100m avant RD8	Debut agglo St-Ayguit	m	100	Tissu ouvert	7789.43
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	Dr.s	JG.	KD N/	Deour aggio Roqueorine	2	250	Tissu ouvert	1/484.52
HOGUEBRUNE-SUR-ARGENS	97.0	70	NO.N.	Debut agglo requestion	2	052	IISSU OUVEIT	17404.32
HOWUNE-SUR-AMBENS	570	/0	NOW NOW	Debut aggio roquesture	2	81	IISSU OUVEIT	17409.32
HOGUEBRUNE-SUR-ANGENS	07.0	'n	NO N/	Debut agglo requestime	2	81	TISSU OUVEIL	17404.32
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	Dr.r	/0	KU N/	Deout agglo roqueorune	m	100	TISSU OUVEIT	1/404.32
HOQUEBRUNE-SUR-ANGENS	Drie	/0	Debut aggio rioqueorure	rın aggio roqueorune	9	001	TISSU OUVEIT	1/404.52
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	Dry	)/I	Deout aggio roqueorune	rin aggio roqueorune	т.	100	TISSU OUVEIT	1/484.52
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	D8:2	90	Chemin de la nviere	Umite aggiomeration	4	250	TISSU OUVEIT	6/0/.77
HOGUEBRUNE-SUR-ARGENS	06.5	8 8	Chemin de la liviere	2	2	00.	IISSU OUVEIT	2707.77
HOGUEBRUNE-SUR-ARGENS	D0.4	8 8	Chemin de la minere	70/	2	001	TISSU OUVEIT	6/0/.//
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	DBS	8 8	Chemin de la niviere	KD/	9	100	TISSU OUVEIT	6/0/.//
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	Date	8 8	Chemin de la invere	NU/	2	001	TISSU OUVEIT	0/0/.//
HOGUEBRUNE-SUR-ANGENS	D6:7	8 8	Tourn apres port sur raugens	70/	20	81	TISSU OUVEIT	1047.33
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	UN/136	DN/	rin aggio Le Muy	ND/	2	250	TISSU OUVEIT	27145.01
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	DN/18/	DN/	FIN aggio Le Muy	NO/	2	250	TISSU OUVEIT	2/145.01
	DN/-188	DN/	KD/	Tubom avant debut aggio Huget	2	250	TISSU OUVEIT	2/145.01
	DN7:189	DN7	RD7	TUDOM avant deout agglo Puget	2	250	Tissu ouvert	27145.01
	DN7:190	DN7	KD7	TUDOM AVAIR DEDUI AGGO PUGE	2	250	TISSU OUVEIT	27146.01
	DN7:191	DN7	RD7	TODOM avant debut agglo Puget	2	250	Tissu ouvert	27145.01
HOGUEBRUNE-SUR-ARGENS	Z61.7NG	DN/	KD/	TODOM awant debut aggio Puget	2	530	TISSU OUVEIT	2/145.01
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	DN7:193	DN7	RD7	1000m avant debut aggio Puget	2	250	TISSU OUVEIT	27146.01
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS	PROJET DEVIATION ROQUEBRUNE: 1	Deviation Roquebrune-sur-Argens	Chapele St Roch	20	М	100	Tissu ouvert	12447.16
SAINT-ANTONIN-DU-VAR	D562:12	D562	Chemin les PLANTADES	Umite commune	3	100	TISSU OUVEIT	6969.16
SAINT-CYR-SUR-MER	D1559:1	D1559	Rond Point Marro	Umitation 50	4	30	Tissu ouvert	12696.1
SAINT-CYR-SUR-MER	D1559:2	D1559	Umitation 50	Rond point RD 87	3	100	Tissu ouvert	12696.1
SAINT-CYR-SUR-MER	D559:1	6990	Umite Bouches-du-Rhône	Debut agglo Les Lecgues	23	100	TISSU OUVER	19110.12
SAINT-CYR-SUR-MER	D559:10	D659	100m avant feu	100m aprites feu	23	100	Tissu ouvert	19110.12
SAINT-CYR-SUR-MER	D559:11	D659	PhreenU	Fin agglo St-Cyr-sur-Mer	ю	100	TISSU OUVEIT	19110.12
SAINT-CYR-SUR-MER	D559:12	D659	Fin agglo St-Cyr-eur-Mer	400m avant debut agglo Bandol	2	250	TISSU OUVER	19110.12
SAINT-CYR-SUR-MER	D559:13	D659	100m aprês leu	Debut rue en U	23	100	Tissu ouvert	19110.12
SAINT-CYR-SUR-MER	D559:14	D659	Debut rue en U	Finue en U	2	250	Rue en U	19110.12
	D559:15	D659	Fin rue en U	Fin agglo St-Cyr-sur-Mer	4	30	TISSU OUVEIT	19110.12
SAINT-CYR-SUR-MER	DS59:16	D659	Fin rue en U	Fin agglo St-Cyr-sur-Mer	4	30	TISSU ouvert	19110.12
SAINT-CYR-SUR-MER	D559:17	D659	Fin agglo St-Cyr-sur-Mer	400m avant début aggio Bandol	2	250	Tissu ouvert	19110.12
	DS59:18	659D	Fin agglo St-Cyr-sur-Mer	400m avant debut agglo Bandol	2	250	Tissu ouvert	19110.12
	D559:19	D659	Fin agglo St-Cyr-sur-Mer	400m avant début agglo Bandol	3	100	TISSU OUVERT	12819.33
SAINT-CYR-SUR-MER	D559.2	D659	Limite Bouches-du-Rhône	Debut agglo Les Lecques	23	100	Tissu ouvert	19110.12
SAINT-CYR-SUR-MER	0559:20	D659	Fin agglo St-Cyr-eur-Mer	400m avant debut aggio Bandol	m	100	Tissu ouvert	12819.33
SAINT-CYR-SUR-MER	D559:21	DSS9	Fin aggio St-Cyr-sur-Mer	400m avant debut agglo Bandol	9	100	TISSU OUVEIT	12819.33
SAINI-CTR-SUR-MER	D56972	LSS9	rinaggio st-cyr-eur-wer	400m avant beout addio Bandol	20	80.	IISSU OUVEIT	12619.33
	020923	RCC1	Image Stroyt-bull-well	Solved seed to be seed adopt to a solved	2 .	90	There ouver	12019.33
	DSSSS	1009	Umite bouches-du-trione	Deort agglo Les Lecques	2	90	Tissu ouver	21,01161
SAINI-CTR-SUR-WER	D555.4	1009	Tour avair reu	noum apres reu	2	001	IISSU OUWEIT	21.01161
SANT-CYR-SUR-MER	DSSSSS	0009	Toom avant neu	100m apres reu	2	8 8	TISSU OUVEIL	19110.12
SAINI-CTR-SUR-MER	USSER	600	Tourn avant reu	noum apres reu	2	81	IISSU OUVEIT	21.01161
SAINI-CTR-SUR-MER	USSS:/	5007	noum apress reu	/uum apres rc.000	2	BI S	IISSU OUVEIT	19110.12
SAINI-CTR-SUR-MER	DSSEAS	ngan	Tourn apres neu	/uum apres Pubeo	2	30	IISSU OUVEIT	21.01161
SAINT-CYR-SUR-MER	DSSSS	1229	700m apres RD66	100m avant reu	2	901	TISSU OUVEIT	19110.12
SAINT-CIT-SUR-WER	Decido	900	South seeds St. Cyt.	Some augho of Cyr	0 7	2 5	Tiesu ouver	5000.42
SANT-CYR-SUR-MER	D66:11	990	Entrée aodio Les Samats	Sortle apply Les Samats	4	8 8	Tissu ouvert	6909.42
SAINT-CYR-SUR-MER	D66:12	990	Entree aggio Les Samats	Sortie aggio Les Samats	3	1001	TISSU OUVER	6909.42
SAINT-CYR-SUR-MER	D66:13	990	Sortie aggio Les Samats	RD67	2	100	Tissu ouvert	6909.42

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
SAINT-CYR-SUR-MER	D66:14	990	Sorte aggio Les Samats	RD87	3	100	TISSU OUVEIT	6909.42
SAINT-CYR-SUR-MER	D66:15	990	Sortie aggio Les Samats	RD67	33	100	Tissu ouvert	6909.42
SAINT-CYR-SUR-MER	D66:2	Dee	Entrée aggio St Cyr	Sorlie agglo St Cyr	2	10	Tissu ouvert	7533.02
SAINT-CYR-SUR-MER	D66:3	990	Entrée agglo St Cyr	Sortle agglo St Cyr	2	10	TISSU OUVERT	7533.02
SAINT-CYR-SUR-MER	D66:4	990	Entree agglo St Cyr	Sortle agglo St Cyr	S	10	TISSU OUVER	7533.02
SAINT-CYR-SUR-MER	D66:5	De6	Entree agglo St Cyr	Sortie agglo St Cyr	4	30	TISSU OUVEIT	7533.02
	D66:6	D66	Entrée aggio St Cyr	Sortie agglo St Cyr	4	30	TISSU OUVER	6909.42
	D96:7	D66	Entree agglo St Cyr	Sortle agglo St Cyr	S	10	TISSU OUVER	6909.42
SAINT-CYR-SUR-MER	D66:8	D66	Entrêe agglo St Cyr	Sortie agglo St Cyr	4	30	Tissu ouvert	6909.42
SAINT-CYR-SUR-MER	Dec.9	De6	Entree agglo St Cyr	Sortie aggio St Cyr	4	30	TISSU OUVER	6909.42
SAINT-CYR-SUR-MER	D87:1	29Q	D659	BD DE LA PLAGE	4	30	TISSU OUVERT	6223.58
SAINT-MANDRIER-SUR-MER	D18:29	D18	RD16	Fin agglo La Seyne-sur-Mer	4	30	TISSU OUVER	9757.33
SAINT-MANDRIER-SUR-MER	D18:30	D18	Fin agglo La Seyne-sur-Mer	Debut agglo St-Mandrier	4	æ	Tissu ouvert	9757.33
SAINT-MANDRIER-SUR-MER	D18:31	D18	Fin agglo La Seyne-sur-Mer	Debut agglo St-Mandrier	4	8	Tissu ouvert	9757.33
SAINT-MANDRIFE, SUBJAFF	D18:32	D18	En accio La Sevne-sur-Mer	Debut acrolo St-Mandrier	4	30	Ticas outside	9757.33
CAINT MANDERS OF DAME	D48-33	Dida	En applie   a Source and Mar	Dahuf sonin St. Mandrian		3 5	There county	0757.33
SOUNT-WOOD CONTROL	2000	200	Dated specie Cit Househood	Affirm words receip 64 Manufalor	,	8 9	III III III III III III III III III II	0757 23
SAINI-MANDINER-SUR-NEIK	010.04	Dia	Detail aggio or Martines	20011 dutes agglo of Mahanel	0	10	IISSI OUVEIL	3707.00
	D18:35		Zoum apres aggio St Mandner	Some agglo St Mandner	w	10	TISSU OUVEIT	25.7678
	D18:36	D18	250m apres aggio St Mandrier	Sortle agglo St Mandrier	S	10	Tissu ouvert	9757.33
SAINT-MANDRIER-SUR-MER	D18:37		250m après aggio St Mandrier	Sortie agglo St Mandrier	2	10	TISSU OUVER	9757.33
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	2.1	2	100m avant RD3	100m après feu	3	100	TISSU OUVER	10616.24
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	2:10		100m après leux	Fin agglo Saint-Madmin	4	30	TISSU OUVER	11840.98
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	22	DN7	100m après leu	100m après RD560	4	93	Tissu ouvert	11840.98
SAINT-MAXIMINH A SAINTF-BALIME	23	DN7	100m aprês leu	100m après RD560	4	30	TISSLOUVER	11840.98
CAINT MAYMIN A CAINTE BAIME	2.4	DN7	100m ands feu	100m aprile RDS60		25	Teen outset	11840 98
CAINT MANAGEMENT A CAINTE DAILINE		240	400m mode for:	400m service DOCCO	, ,	8 8	There cannot	44040.00
SAINI-WANININ-CHONINI E-DAUNE	67	UN/	norm apries reu	TOUR APINE PLOSO	7 (	8	IIBAN ON AIR	1090.30
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	520	DN/	100m apres reu	Tuum apres Puoseu	2	220	Nue en u	11840.96
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	27	DN7	100m apres reu	100m apres RDS60	2	250	Rue en U	11840.98
	228	DN7	200m apres RD560	100m apres feux	2	250	Rueenu	11840.98
	23	DN7	200m après RD560	100m apres feux	6	100	TISSU OUVEIT	11840.96
	D3:24	20	RD560	Umitation 50 km/h	3	100	TISSU OUVEIT	5438.16
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	D3:26	B	RD560	Umitation 50 km/h	2	100	TISSU OUVEIT	5438.16
	03:27	ස	RD560	Umitation 50 km/h	2	100	Tissu ouvert	5438.16
	03:28	8	RD560	Umitation 50 km/h	٣	100	TISSU OUVEIT	5438.16
	03:29	83	RD560	Umitation 50 km/h	23	100	Tissu ouvert	5438.16
	D560:32	D990	Lleu-dit Vallongue	Fin zone 60	4	30	Tissu ouvert	7881.54
	D560:33	DS60	Lieu-dit Vallongue	Fin zone 60	4	30	TISSU OUVER	7881.54
	D560:34	D560	Lleu-dit Vallongue	Fin zone 60	3	100	TISSU OUVER	7881.54
П	D560:35	0990	Lieu-dit Vallongue	Fln zone 60	3	100	Tissu ouvert	7881.54
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	DS60:36	D990	Fin zone 60	900m avant agglo St-Madmin	3	100	TISSU OUVERT	7881.54
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	DS60:37	D990	Fin zone 60	900m avant aggio St-Madmin	2	100	Tissu ouvert	7881.54
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	D560:38	D990	RD N7	Route de Barjois	6	100	Tissu ouvert	9637.01
	DS60:39	D990	Fin zone 60	900m avant aggio St-Madmin	9	100	TISSU OUVER	7881.54
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	D560:40	D990	900m avant agglo St-Maximin	Debut applo St-Maximin	2	100	Tissu ouvert	7881.54
Г	D560:41	D990	900m avant agglo St-Maximin	Debut agglo St-Madmin	4	30	Tissu ouvert	7881.54
Г	DS60:42	D990	900m avant agglo St-Maximin	Debut agglo St-Maximin	2	100	Tissu ouvert	7881.54
Г	DS60:43	0990	900m avant agglo St-Maximin	Debut agglo St-Maximin	4	30	TISSU OUVER	7881.54
Г	DS60:44	0990	900m avant agglo St-Maximin	Debut agglo St-Maximin	4	30	Tissu ouvert	7881.54
Г	DS60:45	0990	900m avant agglo St-Maximin	Debut agglo St-Maximin	4	30	TISSU OUVER	7881.54
	DS60:46	0990	Debut agglo St-Maximin	RD N7	4	30	TISSU OUVERT	7881.54
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUNE	DS60:47	D990	Debut agglo St-Maximin	RD N7	4	30	TISSU OUVER	7881.54
	DS60:48	D990	Debut agglo St-Maximin	RD N7	4	30	TISSU OUVER	7881.54
	DS60:49	D990	Fin zone 70	Debut agglo St-Maximin	2	100	Tissu ouvert	9637.01
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	DS60:50	D990	Début agglo St-Maximin	RD N7	٣	100	Tissu ouvert	9637.01
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	D560:51	D990	Fin zone 70	Debut apple St-Madmin	2	100	Tissu ouvert	9637.01
	D560:52	0990	Fin zone 70	Debut apple St-Maximin	2	100	Tissu ouvert	9537.01
Γ	DS60:53	0990	Debut zone 70	Fln zone 70	3	100	TISSU OUVER	9637.01
Γ	D560:54	D990	Debut zone 70	Fin zone 70	М	100	Tissu ouvert	9637.01
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	DS60:55	0990	RD270	Debut zone 70	23	100	TISSU OUVER	9637.01
	DS60:56	0990	RD270	Debut zone 70	3	100	TISSU OUVER	9637.01
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	DS60A:1	DS60A	RD560	RD64	2	100	Tissu ouvert	14076.49
	DS60A:2	DS60A	RD64	Echangeur RD N7	3	100	TISSU OUVER	14076.49
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BALIME	DS60A:3	DS60A	Echangeur RD N7	RD28	3	100	TISSU OUVEIT	14075.49

rapport de classement des routes départementales

Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en	Nature du tissu	estimation
D560A:4	DSSDA	Echangeur RD N7	RD28	3	100	Tissu ouvert	14075.49
DEVIATION SAINT MAXIMIN: 1	DS60A	RD560	RD28	3	100	Tissu ouvert	14075.49
DN7:26	DN7	400m après RD423	Début agglo St-Maximin	m	100	Tissu ouvert	11840.98
DN7:27	DN7	400m après RD423	Debut agglo St-Maximin	2	100	Tissu ouvert	11840.96
DN/28	DN7	400m apres RD423	Debut agglo St-Madmin	m r	8 5	Tissu ouver	11840.98
DN7:30	DN7	Debut ando Saint-Madmin	100m avant RD3	ייי ני	8 6	Tissuouver	11840 98
DN7.31	DN7	100m awant RD3	100m après feu	m	100	Tissu ouvert	11840.98
DN7:32	DN7	100m après feux	Fin agglo Saint-Madmin	4	30	TISSU DUVERT	11840.98
DN733	DN7	100m aprês feux	Fin agglo Saint-Madmin	4	88	Tissu ouvert	11840.96
DN/34	DN/	FIN apple Same-Maximin	Suum apres aggio Saint-Madmin	m r	200	Tissu ouver	11840.98
DN736	DN7	Fill agglo saffrewaymin	Storm apres agglo Saint-Madmin	m m	901	Theorement	11840 98
DN7:37	DN7	Fin andio Saint-Maximin	SOOm agrees applie Saint-Maximin		8 5	Theatouner	11840.98
DN7.38	DN7	Fin agglo Saint-Maximin	S00m après appio Saint-Maximin	2 0	250	Tissuowert	17902.75
DN7:39	DN7	500m après agglo Saint-Maximin	RD1	8	100	Tissu ouvert	17902.75
DN7:40	DN7	500m aprês agglo Saint-Maximin	RD1	2	250	Tissu ouvert	17902.75
DN7.41	DN7	500m aprês aggio Saint-Mardmin	RD1	2	250	Tissu ouvert	17902.75
D100:10	BD DU CERCERON	BD JACQUES BAUDINO	BO PIERRE DELLI-ZOTTI	4	30	Tissu ouvert	6481.24
D100:11	BD DU CERCERON	BO JACQUES BAUDINO	BO PIERRE DELLI-ZOTTI	4	30	TISSU covvert	6481.24
D100:12	BD DU CERCERON	BO JACQUES BAUDINO	BO PIERRE DELLI-ZOTTI	4	æ	Tissu ouvert	6481.24
DIOUS	DIO	1000m apres HD N/	noum apres inn aggio ringus	2	100	TISSU OUVEIT	1/445.94
Ditto	Manual of The Control	Tourn apres in aggio rieus	RU3/	м.	90 1	Tissu ouvert	1/443.94
Diuda	AVENUE INECCORE MVIERE	ENINEE AGGLO	PUS/ ED IACOUST DAI DIAO	4	8 8	TISSU OUVEIL	5227.31
DIME	AVENUE DES MINDOAS	MUSA COMMUNE	BOARD BADDING	4	8 8	TISSU OUVEIL	6007.34
D37:27	AVENUE DES MIMOSAS	LIMITE COMMUNE	RD100	* 4	8 8	Tissu ouver	6227.31
D37:28	AVENUE DE VALESCURE	CARREFOUR DES ANGLAIS	BO JACQUES BAUDINO	4	30	Tissu ouver	6227.31
D37:29	AVENUE DE VALESCURE	CARREFOUR DES ANGLAIS	BD JACQUES BAUDINO	4	30	Tissu ouvert	6227.31
D37:30	AVENUE DE VALESCURE	CARREFOUR DES ANGLAIS	BD JACQUES BALIDINO	2	10	Tissu ouvert	6227.31
D37:31	AVENUE DE VALESCURE	CARREFOUR DES ANGLAIS	BD JACQUES BAUDINO	4	30	Tissu ouvert	6227.31
	AVENUE DE VALESCURE	BD JACQUES BAUDINO	AVENUE AURELIENNE	4	30	Tissu ouvert	6227.31
	AVENUE DE VALESCURE	AVENUE AURELIENNE	ROND POINT DU SOUVENIR FRANCAIS	4	30	Tissu ouvert	13783.98
D37:34	AVENUE DE LA VICTOIRE	CARREPOUR CHARCOT	PLACE CHATEAUDUN	6	100	Tissu ouvert	16253.5
	AVENUE VALLESCURE	DOLLARDON PIENTOGOC	CODMICHE BOY LAND CARBOO	2	220	nue eu n	10000.0
D555-134	CORNICHE BOLL AND CARROS	COLIN AL REPT DREWIER	BOLL BARRIER IN MARTIN	2 .	3 5	Tiesu ouveit	2157175
D559-136	BOUT EVARD DE LA LIBERATION	BOLL EVARD FFI IX MARTIN	BD DU GENERAL DE GALLI F	0 ~	80	These owners	2167175
D559:136	BOULEVARD DE LA LIBERATION	BOULEVARD FELIX MARTIN	BO DU GENERAL DE GAULLE	m	9 5	Tissuower	21671.75
D559:137	BD DU GENERAL DE GAULLE	BOULEVARD DE LA LIBERATION	RUE PAULINE CARTON	m	901	Tissu ouvert	21671.75
D559:138	BD DU GENERAL DE GAULLE	RUE PAULINE CARTON	BD RAYMOND POINCARE	4	30	TISSU ouvert	10380.93
D559:139	BD RAYMOND POINCARE	ROND POINT RIERA	ROUTE DE LA CORNICHE	4	30	Tissu ouvert	10380.93
D559:140	BD RAYMOND POINCARE	ROND POINT RIEFA	ROUTE DE LA CORNICHE	4	30	Tissu ouvert	10380.93
D203.141	BOUNTEDELA CODALCUE	AVENUE DEL A MED	MODE DE LA CONTRICHE	4	8 2	IISSU OUVEIT	10c00.c4
DSSS-142	ROUTE DE LA CORNICHE	AVENUE DE LA MER	AVENUE VALROSE	4 4	8 8	Tics ower	10250 24
D559:144	ROUTE DE LA CORNICHE	AVENUE DE LA MER	AVENUE VALROSE	4	38	Tissu ouvert	10250.24
D559:145	ROUTE DE LA CORNICHE	AVENUE VALROSE	SORTIE AGGLO	4	30	Tissu ouvert	10250.24
D559:385	D659	Debut agglo Saint Raphael	SOOm aprês déo, ag. St-Raphaël	ъ	100	Tissu ouvert	30417.12
D559.387	Desa	Debut agglo le Dramont	Fin agglo le Dramont	4	8	Tissu ouvert	10250 24
000000	550	Debut apply to Diamont	Fin applied frament	4 1	8 60	Thereaden	10250124
D559390	D659	Debut addo le Dramont	Fin addo le Dramont	9	3 8	Tissucurent	10250.24
D559:391	D659	In agglo le Dramont	Fin aggio Anthèor	4	30	TISSU OUVER	10250.24
D559:392	D639	In aggio le Dramont	Fin agglo Aritheor	4	30	Tissu ouvert	10250.24
D559:393	D659	In agglo le Dramont	Fin agglo Arithèor	4	30	Tissu ouvert	10250.24
D009.394	Deta	In agglo le Dramont	FIN agglo Artheor	4 ,	8 1	TISSU OUVEIT	1025024
D559-396	6590 6590	In agglo is crement	Fin addo Arthéor	4 4	3 8	Tissu ouver	10250.24
D559.397	D659	In agglo le Dramont	Fin aggio Arithèor	4	88	Tissu ouvert	10250.24
DSS9:396	D659	In aggio le Dramont	Fin agglo Arthéor	4	30	Tissu ouvert	10250.24
D559:399	D659	fin aggio le Dramont	Fin agglo Arthèor	4	8	Tissu ouvert	10250.24
	<b>t</b>	Note   Decided	Non de la rue	Nom de la rue   Nom de la rue   Gébutant (origine)	The short women is a contract of the branch of the short of the shor	Marche of March Manager   Manage be now   Educated (or March Manager of	Color   Colo

rapport de classement des routes départementales

Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en	Nature du tissu	FMJA estimation
D559:400	D659	In accio le Dramont	Fin acidio Arithèor	e	100	Tissioned	10250.24
D559:401	D659	In agglo le Dramont	Fin aggio Anthéor	m	100	Tissuouvert	10250.24
D559:402	D659	In agglo le Dramont	Fin aggio Anthéor		100	Tissu ouvert	10250.24
D559:403	D659	In agglo Arithèor	Debut agglo le Trayas	8	100	TISSU ouvert	10250.24
D559:404	D659		Début agglo le Trayas	3	100	TISSU OUVER	10250.24
D559:405			Début agglo le Trayas	3	100	Tissu ouvert	10250.24
D559:406			Debut agglo le Trayas	3	100	Tissu ouvert	10250.24
D559:407			Debut agglo le Trayas	3	100	Tissu ouvert	10250.24
D559:408	D659	Debut agglo le Trayas	Fin agglo le Trayas	2	100	Tissu ouvert	10250.24
D559:4D9	D659	Debut aggio le Trayas	Fin aggio le Trayas	4	30	Tissu ouvert	10250.24
D93:1	D83	RD98A	200m avant fin comm. St-Tropez	4	30	Tissu ouvert	9039.13
DESCIO	083	ZOOM avant nn comm. St-Tropez	Anderne camere Hampelorne	2	100	TISSU OUVEIT	9039.13
D93:2	D83	RD98A	200m avant tin comm. St-Tropez	4	8	Tissu ouvert	9039.13
D93:3	D83	RD98A	200m avant tin comm. St-Tropez	4	30	Tissu ouvert	9039.13
D93:4	D93	RD96A	200m avant fin comm. St-Tropez	4	30	Tissu ouvert	9039.13
D93:5	D83	RD98A	200m avant fin comm. St-Tropez	4	30	Tissu ouvert	9039.13
D93:6	D83	RD98A	200m avant fin comm. St-Tropez	4	30	TISSU OUVEIT	9039.13
D93:7	D93	RD98A	200m avant fin comm. St-Tropez	4	90	Tissu ouvert	9039.13
DSG:8	D83	RD98A	200m avant tin comm. St-Tropez	4	30	Tissu ouvert	9039.13
D93:9	D83	RD98A	200m avant fin comm. St-Tropez	4	30	TISSU OUVEIT	9039.13
D98:14	860	Debut agglo Saint-Tropez	100m avant feu	2	100	Tissu ouvert	34227.2
D96:15	D98	Debut agglo Sant-Tropez	100m avant feu	m	100	Tissu ouvert	34227.2
D98:16	988	100m avant feu	Musee Saint-Tropez	e	100	Tissu ouvert	34227.2
D96:17	950	100m avant feu	Musee Saint-Tropez	3	100	TISSU OUVEIT	34227.2
D96:18	D98	100m avant reu	Musee Saint-Tropez	m	100	Tissu ouvert	34227.2
0560:1	D990	Limite Bouches-du-Rhône	RD N7	m	100	Tissu ouvert	12331.4
0560:10	0990	Limite Bouches-du-Rhône	RD N7	4	R	TISSU OUVEIT	12331.4
0560:11	0990	Umite Bouches-du-Rhône	RD N7	4	90	Tissu ouvert	12331.4
D560:12	0990	Limite Bouches-du-Rhone	RD N7	4	R	Tissu ouvert	12331.4
DS60:13	0990	Umite Bouches-du-Rhone	KD N7	4	8	TISSU OUVEIT	12331.4
DS60:14	0290	Umite Bouches-du-knone	KD N7	7	8	TISSU OUVEIT	12331.4
DSGUTS	1260	Limite Bouches-du-ratione	RD N/	2	901	IISSU OUVEIT	12331.4
USGUTE	7997	Umte bouches-du-trione	NDN/	2	80	lissu ouver	12331.4
Date	7007	Limite boudies-du-friorie	ND N/	,	3 5	Ilisau ouveit	12331.4
DSSD-4	0000	Limite Bouches du Bhons	N N N	•	8 8	There cannot	10231.4
0560-5	0990	Limite Bouches-dt-Rhône	80 N7	4	8 8	Tissuowert	12331.4
056016	0990	alo sadole	2006 30		250	Rippent	12331.4
6:0950	0990	RD480	Rue Raspall	2	250	Rueenu	12331.4
PROJET DEVIATION SAINT	Deviation St Zacharle	NS60	N560				11202 44
ZACHARIE:1	17 G			m	100	Tissu ouvert	
D15.2	Dis	D43	Route les Negadisses	2	100	TISSU OUVEIT	8261.18
DISS	DIS	Noure les Negadisses	300m apres route les Negadisses	4	8	Tissu ouvert	8261.18
D15.4	UIS	Journ apres route les Negadisses	Hue de Provence	2	100	Tissu ouvert	8201.18
Diss	DIS	Nue de Hovelide	500	٠,	001	IISSU OUVEIT	0001.10
025-1	Sed	Caratrine	Boulevard du Loftssement Ley	2 6	8	Then owner	29625.88
025:1	500	Route du Plan de la Tour	D559	4 10	100	Tissioner	18670.74
D25:10	D25	Fin de pente	RD44	~	100	Tissu ouvert	14350.33
D25:12	D25	Fin de pente	RD44	2	100	Tissu ouvert	14350.33
025:13	D25	Fin de pente	RD44	m	100	TISSU OUVEIT	14350.33
D25:14	D25	RD44	Début zone 70	3	100	TISSU OUVER	15517.87
D25:15	520	RD44	Debut zone 70	3	100	TISSU OUVEIT	15517.87
D25:16	D25	RD44	Debut zone 70	3	100	Tissu ouvert	15517.87
D25:17	D25	Debut zone 70	RD74	3	100	TISSU OUVER	15517.87
025:18	DZS	Debut zone 70	RD74	m	100	Tissu ouvert	15517.87
025:19	DØS	Debut zone 70	RD74	3	100	Tissu ouvert	15517.87
025:20	920	Entrée aglomeration	Gratoire	2	220	TISSU OUVEIT	29625.88
025:21	SZC	Entree agromeration	Gratoire	2	250	Tissu ouvert	29625.88
025.23		Entree agomeration	Giablie	2	250	Tissu ower	29625.88
D25:24		Entrée adomeration	Grabine	2	380	Tissinanet	29625.88
D559:321		2300m après RD244	Debut applo Sainte-Maxime	m	100	Tissuouvert	27209.49
			66				
	Infrastructure concerniée et infrastructure concerniée et infrastructure concerniée et concerniée et concerniée et concerniée et concerniée de	Nom de la rue   Nom de la ru	Hom de la rue         débutant (origine)           D659         hi aggo le Damont           D659         hi aggo le Tayes           D650         Debu aggo le Tayes           D650         Debu aggo le Tayes           D650         D650           D650         D650	Hom de la rue         débutant (originé)         Fin agglo Miner         Fin agglo	1965   Note of b to be   1965   Note of b to	Nom de la rue   Réchard (origine)	44 (1)         Month of Lines         Apply of Apply of Apply (Apply of Apply of Apply (Apply of Apply of Apply of Apply of Apply of Apply of Apply (Apply of Apply of Ap

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Nature du tissu	estimation 2030
SAINTE-MAXIME	D559:322	D659	Debut agglo Sainle-Maxime	Fin agglo Sainte-Maxime	3	100	Tissu ouvert	27209.49
SAINTE-MAXIME	D559:323	D659	Debut agglo Sainte-Maxime	Fin agglo Sainte-Maxime	۳	100	Tissu ouvert	27209.49
SAINTE-MAXIME	D559:324	D659	Debut agglo Sainle-Maxime	Fin agglo Sainte-Maxime	3	100	Tissu ouvert	27209.49
SAINTE-MAXIME	D559:325	D659	Debut agglo Sainte-Maxime	Fin agglo Sainte-Maxime	3	100	TISSU OUVEIT	27209.49
SAINTE-MAXIME	D559:326	D659	Debut agglo Sainte-Maxime	Fin agglo Sainte-Maxime	3	100	TISSU OUVER	27209.49
SAINTE-MAXIME	D559:327	D659		Fin agglo Sainte-Maxime	2	100	TISSU OUVEIT	27209.49
SAINTE-MAXIME	D559:328	D659	au .	Fin agglo Samle-Maxime	m	100	Tissu ouvert	27209.49
SAINTE-MAXIME	0550-330	660	Debut aggli Same-Maxime	THI AUGU CATHE-MAXITIE	20 1	8	TISSU OUVEIL	27,209,49
SAINIE-WANKE	0000000	6000		Ele seedo Ostedo Madema	,	3	Ilean navel	27,203,43
SAINTE-WANNE	DSSESSION DESCRIPTION OF THE PROPERTY OF THE P	650	Doby porto Santa Maying	Fill agglo darre-matrine En porto Sainto Mavimo	2 0	90	Tissu ouver	27209.49
SAINTE-MANINE	D003:00K	6000	Fin apply Salite Wading	Dahut amin I ac lecambrae	2 6	90.00	Thereader	27209.49
CAINTEANANNE	Desperate	550	Fin andio Sainta-Mardino	Dahuf andin i ac iccambrac	2 "	3 5	There cannot	25,350,84
SAINTE-WANNE	D650-335	5000	En annio Salnta Marino	Dahut amin i ac locambrac	2 0	8	The survey	25350.84
SHINE-WANKE	0000000	690	Do service Delete Meximo	Date and in the leasestern	,	m e	Ilean onwell	-0000000
SAINTE-WANKE	0000000	0000	En sodo Santa Madro	Debut agglo Les lasarintes	9 1	90	IISSU OUVEIL	2000300
SAINTE-WANKE	D650-338	5000	En ando Salnis Madmo	Dahut anglo Lee lee ambree	2 .	90	Tissu ower	2636584
SAINTE MANINE	0650300	5000	En annio Sainta-Maximo	Dahut andri i ac locambrac	2 "	8 6	There execut	26.360.8A
SAINTEMANNE	DSS0-340	D650	En andio Salnta Marino	Dahut ando i ac locambrac	2 "	8 5	The same	25350.84
SAINTE-MAXIME	D559:341	5550	Fin acido Salnie-Maxime	Début acolo Les Issambres		8 5	Tical outsit	25359.84
SAINTE-MAXIME	D559:342	6590	Fin addio Sainte-Maxime	Début acció Les issambres	· "	100	Tical ower	25359.84
SAINTE-MAXIME	D559:343	6590	Fin addio Sainte-Maxime	Début addio Les Issambres	·	100	Tissioned	25359.84
SAINTE-MAXIME	D559:344	D659	Fin aggio Sainte-Maxime	Début aggio Les Issambres	23	100	Tissu ouvert	25359.84
SAINTE-MAXIME	D74:10	D74	Fin zone 70	RDSS	2	100	TISSU OUVER	9517.1
	D74:11		Fin zone 70	RD25	2	100	Tissu ouvert	9517.1
	D74:12		Fin zone 70	RD25	М	100	Tissu ouvert	9517.1
SAINTE-MAXIME	D74:7		Debut zone 70	Fin zone 70	٣	100	TISSU OUVERT	9517.1
	D74:8	D74	Fin zone 70	RD25	3	100	Tissu ouvert	9517.1
	D74:9		Fin zone 70	RD25	6	100	Tissu ouvert	9517.1
	D8:1		D96	Chemin de la nvière	4	R	TISSU OUVEIT	6707.77
UME	PROJET DEVIATION STE MAXIME: 2	Devador Same-Maxime	Mersedon D/4/D/2	Umite commune Grimand	2	022	Tissu ouver	27/02/23
	U300.71		KUSI	Till augu Salemes	0	2 \$	Tissu ower	0750.07
SALERNES	U500.72	_	RUSI	rii aggo saemes		2 5	Ilssu ouver	0.550.07
	DS60:73		NUSI POSI	rin aggo Saemes	4	8 8	Tissu ouver	8/59.0/
SALCINES	0550-75	0000		En south Chambe	,	8 8	The survey	0/33.0/
SALERNES	D200.73	0000	NUSI BOSS	Till aggo calentes	,	8 8	There ourself	00/7/00
CALENDES	0550-77	5000		Eli acrili Calamac		8 8	There cannot	5877.06
SALETANES SALERANES	D560:78	990	Fin andio Salamac	Fin aggle Saletines	,	8 8	Tical Mart	6877.06
SALERNES	056079	0990	Financia Salemes	Fin zone 70	, 7	8 8	Tissuower	6877.06
SALERNES	080980	1990	En andio Salemes	Eli zone 70	m	900	Tissioner	6877.06
SANARY-SUR-MER	D11:1	D11	Panneau 50km/h	RD559	2	100	TISSU OUVEIT	31275.98
	0112	D11	Panneau 50km/h	RD559	2	100	Tissu ouvert	31275.98
	D11:3	D11	Panneau SOkmih	RD559	3	100	Tissu ouvert	31275.98
SANARY-SUR-MER	D1134	D11	Panneau SOkmih	RD559	3	100	TISSU OUVEIT	31275.98
	011:5	Dit	250m après pont sur A50	Panneau 50km/h	2	250	Tissu ouvert	31275.98
	D11:6	Dii	250m après pont sur A50	Parmeau 50kmth	2	250	Tissu ouvert	31275.98
SANARY-SUR-MER	DHE	Dil	250m apres port sur A50	Parneau sokmin	2,	230	TISSU OUVEIT	312/5.98
	0241.1	10211	South aprels NUTT	PLC009	9 6	80	Tical ouver	25041.12
	02113	1001	SSOm après RD11	RDSS4	o 100	8 6	Tissuower	25941 12
SANARY-SUR-MER	02113	10211		RDSS9	o 100	901	Tissuower	25941 12
SANARY-SUR-MER	0211:5		SSOm agrics RD11	RD559	m	100	Tissuouvert	25941.12
SANARY-SUR-MER	D211:6			SS0m après RD11	2	100	Tissu ouvert	25941.12
	D559:48			900m après sortie agglo Bandol	3	100	Tissu ouvert	23465.38
	D559:49	D659	900m après fin aggio Bandoi	1300m après fin aggio Bandoi	3	100	Tissu ouvert	23465.38
SANARY-SUR-MER	D559:50	D659	1300m après 1n aggio Bandol	1300m avant début agglo Sanary	3	100	Tissu ouvert	23465.38
	D559:51	D559	1300m après fin aggio Bandoi	1300m avant début agglo Sanary	3	100	TISSU OUVEIT	23465.38
SANARY-SUR-MER	D559:52	D659	1300m avant debut agglo Sanary	500m avant debut aggio Sanary	2	100	TISSU OUVEIT	23465.38
	D559333	1998	1300m avant debut agglo sanary	Soum avant deout agglo Sanary	2	100	Tissu ouvert	23465.38
	Despies	6000	500m avant debut anglo canary	Dahut and Cananaga Adar	2 -	8 5	There cannot	22465.30
SANARY-SUR-MER	D559:56	0659	Soom awart debut apple Sahary Soom awart debut apple Sanary	Début apple Sanany-sur-Mer	2 M	90	Tissu ouver	23465.38
CHANGE COLUMN					>	201	Hone correct.	

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Largeur du secteur affecté par le bruit en	Nature du tissu	estimation
SANARY-SI IR-MFR	D559:57	6590	500m avant début applo Sanany	Début applo Sanary-sur-Mer	r	100	Tissioned	23465.38
SANARY-SUR-MER	D559:58	Desp	S00m awant debut apple Sanary	Debut agglo Sanary-sur-Mer	· m	100	Tissu ouvert	23465.38
SANARY-SUR-MER	DS59:59	D659	Debut agglo Sanary-sur-Mer	RD211	М	100	Tissu ouvert	23465.38
SANARY-SUR-MER	D559:60	D659	Debut agglo Sanary-sur-Mer	RD211	3	100	TISSU OUVEIT	23465.38
SANARY-SUR-MER	D559:61	D659	RD211	700m après RD211	3	100	TISSU OUVERT	23465.38
SANARY-SUR-MER	D559:62	D659	RD211	700m apres RD211	m	100	Tissu ouvert	23465.38
SANARY-SUR-MER	D559763	DSS9	RD211	700m apres PD211	m	100	TISSU OUVEIT	23455.35
SANARY-SUR-MER	USSESSA	Dogs	/UUM apres NUZ11	Fin aggo Sanary-sur-Mer	e 0	90	Tissu ouvert	23465.38
SANARY-SUR-MER	0203.02	ESO1	Your apres Post I	Till dyju Salid y-sur-we	7	087	uneeun	23403.30
SANAKT-SUR-MER	D559:86	Desa	700m apriles PD211	Fill digo cand year with	2 0	90	Tissu ouver	22465.30
SANARY SI IR MER	DSSG-68	6530	700m après RD211	Fin andio Sanansair-Mer	2 ~	8 5	Tices owner	23465.38
CAMADO O NED	DESCRETE	DESO	Debut and Shr.Fours	700m ande RD616	2 "	3 5	Then owned	30,744.22
SOUTH ONE SOUTHOUT TABLETO	0560-57	DEST	ROOM SECURITIONS	Dollar zona 70	2 6	8	There cannot	0537.04
SELLONS-SOURCE-L'ARGENS	Decireo	0000	NDZ/U	Debut agree 70	20 1	001	IISBI OUVEIL	3557.01
SCILLONS-SOURCE-L'ARGENS	000000	noon	ND2/U	Debut dure 70	9	30.0	IISSU OUVEIL	10.000
SELLONS-SOURCE-L'ARGENS	0200.39	ncon	ND2/U	Deut die 70	2	001	TISSU OUVEIL	10.700
SELLONS-SOURCE-DARGENS	Decired	nean near	ND2/U	Debut care /u	9 1	8 8	TISSU OUVEIL	903/.01
SCILLONS-SCURCE-UARGENS	0.0000	046	SUCH sords fin sords SIV. Fruits	Britis	2	200	Tissu ower	80K3 34
SIATOURS-LES-T-MCCS	016-10	910	Shiften ands the annie Sty France	BOST		8 8	There ouvell	8063.34
SIATORISE LES PLACES	01611	900	100m parte in aggle day tong	SOOM people the pools Div Fours	,	8 8	Ilasa coveri	80C3 34
SIATOURS-LEG-PLAGES	016:12	010	100m ands in ands SV-Fours	BOTH apriles III aggle Six ours	•	200	The consent	8053.34
SIXTON SELECTIONS	016-13	Dife	100m après in apple del 100m après il anche Six-Fours	800m année fin annin Six-Fours		8 5	Trees consent	8053.34
SIXTOURS LEST MASS	D16-14	Diff	100m avant the ancie Six-Fours	100m ands the annin Six-Fours	,	8 8	There owner	8063.34
SIATOURS LES DI ACES	016:15	910	100m avant in agolo Sixt one	100m ande fin agelo Six oue	,	8 8	There cannot	8053.34
SA-TOURS-LES-PLAGES	010:13	010	DOCEST III aggle SIXT One	TOTAL SAME BILL SAGE CITY OF SAME		8 8	libbu duvert	00000
SIATURIS-LEGHINGS	016.16	Die	POCES.	COURT AVAILABLE AUGUS SIXT-TOURS		8 8	Tiesu ouveil	0000.01
SIXTOURS LES DI AGES	016.17	Did	POSS POSS POSS POSS POSS POSS POSS POSS	100m sound for sound for sound for sound	, ,	8 8	Three council	9063.34
SA-COURS-LES-PLACES	016.19	Ole	MUSSES	DOMESTIC IIII AND SIR-TOUS		8 8	Tiesu ouveil	0000.31
ON TOTAL DE DI ACCE	2010	AVENIE DAVAMID	AVENUE ALTROPOT	SOODIE ACCIO	,	8 8	There are not a south	100000
SIXT CONSTRUCTION DOCUMENTS	0.10453	AVENUE - BANALID	AVENUE ALIQUEST	SOMIE ACCIO	2 6	3 5	There cannot	16063 4
SIXT OUNTED THE DIANGE	D16237	AVENIE I RAVALID	AVEN IF A INPERT	SOMIL MOSEO	2 6	3 5	Tical paramet	16053 1
SYLVIN IREL FEDI ACE	0162	AVENUE DES DAI MIERS	AVEN IF DITRETISE	SORTIL ACCION FIRMING		2 5	Tical owner	8053.34
SIX-FOI IREL FEDI ACSE	Differ	Diff	Shirm ands the annin Sty-Fruits	RINGE		8 8	Tical paget	8053.34
SYLON RELECTIONS	036.6	Diff	800m ande in apple da lanc	BD616		8 8	Teen owner	8053.34
SIX-FOLIPS-LES-PLAGES	Diffe	Die	800m ands fin addio Sty-Fours	RD616	4	8 8	Tissioner	8053.34
SIX-FOURSHES-PLAGES	D167	D16	800m après fin acido Six-Fours	RD616	4	E	Tissuower	8D53.31
SIX-FOLIRSH ES-PLAGES	016.8	Dife	800m après iln aodo Six-Fours	RD616	4	8 8	Tissioner	8053.31
SIX-FOI IRSU FS-DI AGES	016.9	Die	800m anticolin ages on their	RD616	7	8 8	Tissioner	8053.34
SIX-FOLIPS-LES-PLAGES	055970	550	Debut and OSM-Fours	700m année BD616	r m	8 6	Tissioner	39344.22
SIX-FOI IRSU FS.DI ACER	055071	DESI	Debut ando Sh-Fours	700m ands RD616	o m	900	Tical payor	30344.22
SIX-FOLIRSH FS-DI AGES	D559.72	DESG	Debut andio Sty-Fours	700m aprile RD616		9	Tissiment	30,744.22
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D55973	0659	Debut apple Sty-Fours	700m après RD616	100	100	Tissu ouvert	39344.22
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D55974	D659	Debut audio Sty-Fours	700m après RD616	m	100	Tissuowert	39344 22
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D559.75	D659	700m après RD616	100m avant RD 16	m	100	Tissu ouvert	39344 22
SIX-FOURS-LES-PLAGES	DS59:76	DES9	700m apres RD616	100m avant RD16	m	100	Tissu ouvert	39344.22
SIX-FOURS-LES-PLAGES	DS59:77	D659	700m après RD616	100m avant RD16	3	100	TISSU OUVER	39344.22
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D559:78	D659	700m après RD616	100m avant RD16	3	100	Tissu ouvert	39344.22
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D559:79	D659	100m avant RD16	600m avant fin aggio Stx-Fours	3	100	Tissu ouvert	39344.22
SIX-FOURS-LES-PLAGES	DS59:80	D659	100m avant RD16	600m avant fin agglo Stx-Fours	3	100	TISSU OUVEIT	39344.22
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D559:81	DS59	100m avant RD 16	600m avant fin aggio Six-Fours	m	100	Tissu ouvert	38344.22
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D559:82	Desa	100m avant RD16	600m avant fin agglo Six+rours	2	100	Tissu ouvert	39344.22
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D559783	DSS9	100m avant RD16	coum avant tin aggio Six+rours	m ,	100	TISSU OUVEIT	39344.22
SIA-FOURS-LES-FUNGES	D209384	6697	100m availt RU16	South availt ill addio six-rous	9 1	90	There cannot	39344.22
SIXTOURS LEST MACE	000000	6000	SOOm supply for south Sty Fours	Could avail, IIII aggle curt outs	2 6	8 5	There owned	20244.02
SIATOURSTESTINGS	0660-87	900	600m avant fin applicate rous	Fill digit offer the first by Disnoc	2 "	8 5	The survey	35344.22
SIX-FOLIPS, ES-DI AGES	D616-1	D616	100m ands fau	RD16	o ur	01	Tissioner	9030.41
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D616:10	D616	100m avant fin agglo SIX-Fours	100m après feu	4	98	TISSU OUVER	9030.41
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D616:11	D616	100m après feu	100m avant fin aggio Stx-Fours	4	30	TISSU DUVERT	9030.41
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D616:12	D616	RD559	100m après feu	4	30	Tissu ouvert	9030.41
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D6162	D616	800m avant RD16	100m après feu	4	30	TISSU OUVERT	9030.41
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D616:3	D616	100m après feu	800m avant RD16	4	30	TISSU OUVEIT	9030.41

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et	eta el el moN	débutant (origine)	finiscant (fin)	de la	Largeur du secteur affecté nar le bruit en	Nature du	TMJA
	nom du tronçon				Voie	mètres	nssn	2030
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D616:4	D616	100m après feu	800m avant RD16	4	30	Tissu ouvert	9030.41
SIX-FOURS-LES-PLAGES	Deles	0016	100m apres reu	BOOM WANT PUTS	4	8 8	Tissu ouvert	9030.41
	DEIEZ	Defe	100m apriles for	SOOM SACRET ROLLS	*	8 8	Tiesu cover	2000.41
SIXTOURS-LES-T-MGCS	DEIGH	990	100m apriles leu	SOUTH SWORT TO TO	4 4	8 8	There cannot	0030.41
	DEIEG	Defe	100m avant the apple Sty-Fours	100m année fau	,	8 18	There execut	9030.41
	DESH	500	RD559	300m apriles RD-559	* "	8 00	Tices owner	19098 92
	D63-10	90	Fin andio Sty-Fourscios-Dianos	Début annin la Seunacia: Mer		8 6	Then output	10008 02
SIXTON DELEGINOS	DE3-11	200	En ando Sh-Fours-les-Dlanes	Debut apply to Same sir-Mer	9 6	8 6	Tical owner	19098 92
	D63:2	8 8	RD559	300m après RD559	o e	8 5	Tissu ower	19098.92
	0633	8	300m aprés RD559	600m avant fin addio Stx-Fours	· "	801	Tissuower	19098.92
	D63:4	200	300m aprês RD559	600m avant fin agglo Stx-Fours	m	100	Tissuouvert	19098.92
SIX-FOURS-LES-PLAGES	D63:5	Des	300m apres RDS59	600m avant fin agglo Stx-Fours	n	100	Tissu ouvert	19098.92
	D63:6	Des	300m après RD559	600m avant fin agglo Stx-Fours	2	100	Tissu ouvert	19098.92
	D63:7	D63	600m awant fin aggio Stx-Fours	Fin agglo Six-Foursõles-Plages	r	100	Tissu ouvert	19098.92
	D63:8	D63	600m avant fin aggio Six-Fours	Fin agglo Six-Foursõles-Plages	2	100	Tissu ouvert	19098.92
	D63:9	58	Fin agglo Stx-Fours-les-Plages	Debut agglo La Seyne-sur-Mer	2	100	Tissu ouvert	19098.92
SOLLIES-PONT	D554.70	D654	Debut agglo Sollies_Pont	RN97	3	100	TISSU DOVINEIT	13577.36
	D554.71	DES4	Debut agglo Sollies Pont	RN97	6	100	Tissu ouvert	13577.36
	D554.72	D654	Debut aggio Solliès Pont	RN97	9	100	TISSU OUVER	13577.36
	D58:1	890	RN97	Sortle aggio Solilès-Port	4	30	Tissu ouvert	7189.48
	D58:2	890	RN97	Sortie agglo Sollies-Port	4	30	Tissu ouvert	7189.48
SOLLIES-PONT	D58:3	D68	RN97	Sortie agglo Sollies-Port	4	30	Tissu ouvert	7189.48
	D58:4	D68	RN97	Sortie aggio Sollies-Port	4	30	TISSU OUVER	7189.48
	DS8:5	890	RN97	Sortie agglo Sollies-Port	4	30	Tissu ouvert	7189.48
	D58:6	D68	Sortle agglo Solliès-Pont	Umitation 60 km/h	ю	100	Tissu ouvert	7189.48
SOLLIES-PONT	DS8:7	Des	Sortie aggio Solliès-Port	Umitation 60 km/h	2	100	Tissu ouvert	7189.48
	D58:8	DSS	Sortle aggio Solliès-Port	Umitation 60 km/h	3	100	Tissu ouvert	7189.48
	D58:9	D68	Sortle aggio Solliès-Port	Umitation 60 km/h	3	100	Tissu ouvert	7189.48
SOLLIES-PONT	D97:4	D97	Fin rue en U	RD559	5	10	TISSU DOVINEIT	6720.22
	D97:52	D97	500m aprês agglo La Farlède	Entrée agglo Sollés Pont	4	30	Tissu ouvert	6720.22
	D97:53	D97	500m après aggio La Farlède	Entrée agglo Sollés Pont	3	100	Rue en U	6720.22
SOLLIES-PONT	D97:57	D97	RD559	Fin agglo Soliles-Pont	2	10	TISSU OUVEIT	6720.22
	D97:58	D97	500m après aggio La Fariède	Entrée agglo Sollés Pont	4	30	Tissu ouvert	6720.22
	D97:58	260	500m après aggio La Fariède	Entrée agglo Sollés Pont	4	30	Tissu ouvert	11217.38
	D97:51	260	RD559	Fin agglo Sollies-Pont	4	8	Tissu ouvert	12352.56
	D97:72	250	RD559	Fin agglo Soilles-Pont	4	30	TISSU OUVEIT	12352.56
SOLLIES-PONT	D97:74	260	RD559	Fin aggio Soilles-Pont	4	30	Tissu ouvert	12352.56
	D97:75	260	RD559	Fin agglo Sollies-Pont	4	8	Tissu ouvert	12352.56
	D97:78	097	RD559	Fin agglo Soilles-Pont	4	30	TISSU OUVEIT	12352.56
	D97:79	260	RD559	Fin agglo Soilles-Pont	4	8	Tissu ouvert	12352.56
	087.80	097	RD559	Fin aggio Solles-Port	4	8 1	TISSU OUVEIT	12352.56
	D97:81	097	RDS59	Fin agglo Soilles-Pont	4	30	TISSU OWER	12352.56
SOLIES-TOUGAS	U504.39	1004	coum avant russeau de renegon	Sum avant russeau de nenegon	۰,	001	IISSU OUVEIT	135/7.36
	0004:00	5500	Some street automore de Dentagen	Dobut augio collect Tourse	9 1	90	The contest	4357736
SOLLES-TOLICAS	D554:62	190	50m avant nisseau de Rénéron	Debut and Solide-Tourse	9 10	8 01	Tissu ower	13577.36
	D554.63	7590	Debut and o Sollies-Toucas	Fin acidio Solilés-Toucas	n	100	Tissuouvert	13577.36
	D554:64	D654	Début aggio Soillés-Toucas	Fin apple Solilés-Toucas	n	100	Tissu ouvert	13577.36
SOLLIES-TOUCAS	DS54:65	DSS4	Debut aggio Sollies-Toucas	Fin aggio Soliles-Toucas	3	100	TISSU OUVERT	13577.36
	D554:66	D654	Debut aggio Sollés-Toucas	Fin aggio Sollès-Toucas	3	100	Tissu ouvert	13577.36
SOLLIES-TOUCAS	D554:67	D654	Début agglo Soillés-Toucas	Fin agglo Solilés-Toucas	ъ	100	TISSU OUVEIT	13577.36
	D554:68	D654	Debut agglo Soillés-Toucas	Fin agglo Solilés-Toucas	3	100	Tissu ouvert	13577.36
AS	D554:69	D654	Fin agglo Sollies-Toucas	Debut agglo Sollies-Pont	m	100	Tissu ouvert	13577.36
LE	D97:76	D97	Fin agglo La Fariède	500m après agglo La Fariède	4	30	Tissu ouvert	11217.38
	D37:4	D37	RD38	RD562	3	100	TISSU OUVEIT	15597.53
	D37:5	D37	RD38	RD562	ю	100	Tissu ouvert	15597.53
	D37:6	D37	Fin zone 70	RD38	m	100	Tissu ouvert	14772.29
	037.7	DS/	Fin zone 30	Soum apres in zone so	2	86	TISSU OUVEIL	14772.29
TARADEALI	01010	240	Debut and Daradeau	Stuff aprecia decua dane su Fin de nente	0 7	30	Tissu ouver	8548 71
	D10:11	D10	Debut aggio Taradeau	Fin de pertie	4	8	Tissu ouvert	8548.71
TARADEAU	D10:12	D10	Debut aggo Taradeau	Fin de pente	4	98	TISSU OUVEIT	8548.71

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la Largeur du secteur voie mêtres mêtres	Nature du tissu	TMJA estimation 2030
	D10:13	DIO	Fin de pente	RD73	4	30	TISSU OUVER	8548.71
	D10:14	D10	RD73	Sortle agglo Taradeau	4	30	Tissu ouvert	7779.47
	D10:15	D10	RD73	Sortie aggio Taradeau	4	30	Tissu ouvert	7779.47
	D10:16	D10	Sorthe agglo Taradeau	Chemin du rocher	6	100	TISSU OUVEIT	7779.47
	D10:17	D10	Chemin du rocher	RD N7	3	100	TISSU OUVER	7779.47
	D10:18	D10	Chemin du rocher	RD N7	٤	100	Tissu ouvert	7779.47
	D10:19	D10	Chemin du rocher	RD N7	3	100	TISSU OUVEIT	7779.47
	07020	DIO	Chemin du rocher	WDN/	2	100	TISSU OUVEIT	11/9.4/
	DIOZI	DIO	Cheminalizate	TO N	2	901	TISSU OUVEIT	11/3/4/
	01022	DIO	Chemin du logner	FD N/	n 1	8 8	TISSU OUVEIL	11/3.4/
	010.7	Olo Colo	Fill aggle Lingues	600m avail 060, agglo Talabeda	ی د	90	TISSU OUVEIL	9549.71
TABABEAU	010.8	DIG S	Fill agglo Luigues 600m avant deb ponto Taradeau	Dobré poolo Taradosu	2	80	Tissu ouver	95.48.74
	DN7-145	DN7	En andio Vidaitian	900m aprile fin applic Vidantian	9 ~	8 6	These owner	17489.5
	DN7-149	DN7	900m aprile applo Vidauban	300m aprile RD555		8 5	Tical other	17489.5
	DN-150	DN7	900m aorês aodio Vidanban	300m aprile RD555		800	Tical private	17489.5
	D29:4	053	200m avant fin agglo La Garde	RD659	2 10	100	Tissuouvert	12347.58
	D42:1	AVENUE DE LA RESISTANCE	CORNICHE DU GENERAL DE GAULLE	AV.DU 3" REGIMENT TIRAILLEURS	3	100	TISSU OUVER	12988.61
	D42:10	AVENUE DE LA RESISTANCE	CORNICHE DU GENERAL DE GAULLE	AV.DU 3" REGIMENT TIRAILLEURS	4	33	TISSU OUVEIT	12988.61
	D42:11	AVENUE DE LA RESISTANCE	CORNICHE DU GENERAL DE GAULLE	AV.DU 3" REGIMENT TIRAILLEURS	3	100	TISSU OUVEIT	12988.61
	D42:12	D42	RD642	100m après RD642	3	100	Tissu ouvert	25280.18
	D42:13	D42	Sorbe aggio Toulon	100m après feu	4	30	Tissu ouvert	10837.74
	D42:14	DM2	100m après RD642	Sortle agglo Toulon	3	100	Tissu ouvert	25280.18
	D42:2	AVENUE DE LA RESISTANCE	CORNICHE DU GENERAL DE GAULLE	AV.DU 3" REGIMENT TIRAILLEURS	3	100	TISSU OUVEIT	12968.61
	D42:3	AVENUE DE LA RESISTANCE	CORNICHE DU GENERAL DE GAULLE	AV.DU 3* REGIMENT TIRAILLEURS	m	100	TISSU OUVEIT	12968.61
	D42.4	AVENUE DE LA RESISTANCE	CORNICHE DU GENERAL DE GAULLE	AV.DU 3* REGIMENT TIRAILLEURS	~	100	TISSU OUVEIT	12988.61
	D425	AVENUE DE LA RESISTANCE	CORNICHE DU GENERAL DE GAULLE	AV.DU 3" REGIMENT TIRAILLEURS	m 1	100	TISSU OUVEIT	12968.61
	0426	AVENUE DE LA RESISTANCE	CORNICHE DU GENERAL DE GAULLE	AV.DU 3" REGIMENT TIRAILLEURS	m 1	100	TISSU OUVEIT	12968.61
	042.0	AVENUE DE LA RESISTANCE	COMMICTE DO GENERAL DE GADILLE	AV.DU 3. REGIMENT TIONILLEURS	2	90	The content	12900.01
	0420	AVENUE DE LA REGISTANCE	CORNICHE DO SENERAL DE CALLE	AV N. 3" BECMENT TIBALL FLIBS	2 "	3 5	Tical panet	12088.61
	DAKH	DA6	RNS	Debut na en II		8 6	Tissiment	21203.35
	D46:10	Date	Britiser	SOOM avant bort sur midera		300	Ris en U	21293.35
	D46:11	Die	FinueenU	S00m avant pont sur riviere	-	300	Rue en U	21293.35
	D46:12	D46	FinueenU	S00m avant pont sur rivière	-	300	Rue en U	21293.35
	D46:13	AVENUE DES MOULINS	AVENUE LE CHATELIER	CHEMIN JONQUET	4	88	Tissu ouvert	13286.1
	D46:14	AVENUE DES MOULINS	AVENUE LE CHATELIER	CHEMIN JONQUET	4	30	TISSU OUVEIT	13286.1
	D46:15	AVENUE DES MOULINS	AVENUE LE CHATELIER	CHEMIN JONQUET	4	30	Tissu ouvert	13286.1
	D46:16	AVENUE DES MOULINS	CHEMIN JONQUET	RD846	4	30	Tissu ouvert	13286.1
	D46:17	AVENUE DES MOULINS	CHEMIN JONQUET	RD646	4	30	TISSU OUVEIT	13286.1
	D46:18	AVENUE DES MOULINS	CHEMIN JONQUET	RD846	4	30	Tissu ouvert	13286.1
	D46:19	AVENUE DES MOULINS	CHEMIN JONGUET	RD646	4	30	Tissu ouvert	13286.1
	D462	DAG	RNB	Debut rue en U	۳,	100	TISSU OUVEIT	21293.35
	046.20	DAR	Stoom avant port sur riviere	100m avant RD846	2	100 PE	Trestouver	13200.1
	D46-22	Date	Soom avant port sur rivière	100m avant RD845	* 4	3 8	Tissioner	12564 16
	D46:24	D46	500m avant pont sur riviere	100m avant RD846	2	100	Tissu ouvert	12564.16
	D46:25	D46	500m avant pont sur rivière	100m avant RD846	3	100	Tissu ouvert	12564.16
	D46:26	D46	100m avant RD646	RD446	3	100	Tissu ouvert	12564.16
	D46:27	D46		RD446	m	100	TISSU OUVEIT	16653.05
	D46:28	D46		RD446	m 1	100	TISSU OUVEIL	16653.05
	D4623	Des	ND646	ND446	20	90	IISSU OUVEIT	16653.05
	046:30	040		SOUTH AVAILED ON SUI INVENE	2 .	00.00	The county	46663 06
	D4630	Date	RDAME	600m avant amin ia Valette	o m	8 6	Tical ower	17819.35
	DAK-33	Diff	BOAMS	600m avant apple to various	2 ~	8 5	Ticel Aller	17819 35
	Dd6:4	Dree	Britisen	SOOm avant bort sur myfere	o 100	901	Tissuoment	21293.35
	D46:5	D46	FinneenU	500m avant pont sur rivière	m	100	Tissu ouvert	21293.35
	D46:6	D46	Pin rue en U	SOOm avant pont sur nivière	-	300	Rue en U	21293.35
	D46.7	D46	Fin rue en U	500m avant pont sur nivere	3	100	TISSU OUVEIT	21293.35
TOULON	D46:8	D46	Fin rue en U	500m avant pont sur nivière	-	300	Rue en U	21293.35
	D46:9	D46	Fin rue en U	S00m avant pont sur rivière	-	300	TISSU OUVEIT	21293.35
	0559:106	D659	400m avant debut aggio Toulon	300m apres debut aggio Toulon	z	092	TISSU OUVEIT	67215.9

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la voie	Catégorie de la affecté par le bruit en voie	Nature du tissu	TMJA estimation
	D559:107	D659	400m avant début aggio Toulon	300m après début agglo Toulon	2	250	Tissuowert	67215.9
	DS59:108	D659	300m après fin aqqio Toulon	300m avant échangeur La Seyne	2	250	Tissuouvert	67215.9
	DS59:109	D659	300m après in aggio Toulon	300m avant echangeur La Seyne	2	250	Tissu ouvert	67215.9
	D559:110	D659	300m après In agglo Toulon	300m avant échangeur La Seyne	2	250	Tissu ouvert	67215.9
	D559:111	D659	300 m avant échangeur La Seyne	A50	2	250	TISSU DUVERT	67215.9
	D559:112	D659	300 m avant echangeur La Seyne	A50	2	250	Tissu ouvert	67215.9
	D559:113	D659	300 m avant échangeur La Seyne	A50	2	250	Tissu ouvert	67215.9
	D559:114	D659	A50	FNS	2	250	TISSU DUVERT	51741.59
	D559:115	D659	A50	RNS	2	250	Tissu ouvert	51741.59
	D559:116	D659	ASD	RNS	2	250	Tissu ouvert	51741.59
	DS59:117	0559	RN97	Fin acido Toulon		100	Tissionart	15942.32
	D559-118	D659	RN97	Fin acido Touton		80,	Tices owner	15042 30
	DEED-140	5000	DNG7	Single Colors of the Colors of	9 0	8	There are not	15047 32
	0009.119	6690	NAS/	En sodo Texton	2	B	HISBU OUVER	10345.02
	Dana Lau	FCCT	NAS/	Lindy touch	2	001	IISSU OUVEIT	13542.32
	DSSS-121	FCCO	PANS/	rin aggio i outon	20	100	TISSU OUVEIT	13942.32
	771.522	LSSB	KN9/	rin aggio i outon	2	100	TISSU OUVEIT	15942.32
	D559:123	D659	RN97	Fin agglo Toulon	3	100	TISSU OUVER	15942.32
	D559:124	D659	RN97	Fin agglo Toulon	6	100	TISSU OUVEIT	15942.32
	D559:125	D659	RN97	Fin agglo Toulon	3	100	TISSU OUVEIT	14583.09
	D559:126	D659	Fin agglo Toulon	RD242	ю	æ	TISSU OUVER	14583.09
	D559BIS:1	Desgens	A50	Chemin de Tombouctou	4	R	Tissu ouvert	12447.16
	D559BIS:2	Desgelis	Chemin de Tombouctou	D559	4	30	Tissionwet	12447.16
	D62:1	D62	700m aprês RD92	RD262		UQ.	Tissioned	16091.69
	DE2-10	AVENIJE I F CHATELIFR	AVENIE HIGHES	CVIALE CREVIER	,	200	Bis on I	10109.58
	06241	AVENI IF I E CHATELIER	O IAI E CREMIER	SNI IION SEU EI NEW	,	8 8	Trensmen	14640 35
	005.11	AVENUE LE CIPILEDEN	GOV C. GYENEY	AVENUE DES MODERS	4	8:	IIPAN O NEIL	2000
	D6272	AVENUE LE CHALEUER	WUNIE. GRENIER	AVENUE DES MOUUNS	4	30	IISBU OUVEIT	14640.35
	D62:13	AVENUE LE CHATELIER	QUALE GRENIER	AVENUE DES MOULINS	4	网	TISSU OUVEIT	14640.35
	D62:14	AVENUE LE CHATELIER	QUALE, GRENIER	AVENUE DES MOULINS	4	90	Tissu ouvert	14640.35
	D622	D62	700m après RD92	RD262	m	100	TISSU COVNEIT	16091.69
	D62:3	D62	700m aprês RD92	RD262	3	100	TISSU OUVER	16091.69
	D62:4	D62	700m après RD92	RD262	e	100	TISSU OUVEIT	16091.69
	D62:5	D62	700m aprês RD92	RD262	2	100	Tissu ouvert	16091.69
	D62:6	D62	RD46	700m apress RD92	3	100	TISSU OUVER	16091.69
	D62:7	D62	RD46	700m après RD92	3	100	TISSU OUVER	16091.69
	D62:8	D62	RD46	700m aprets RD92	3	100	Tissu ouvert	16091.69
	D62:9	AVENUE LE CHATELIER	AVENUE HUGUES	QUALE. GRENIER	4	30	Tissu ouvert	10109.58
	D642:1	D642	50m après rond point	pujod puga saude woog	3	100	TISSU OUVER	22592.84
	D6422	D642	50m après rond point	pujod pugu sajude wigos	3	100	TISSU OUVER	22592.84
	D642:3	D642	50m après rond point	e00m après rond point	m	100	Tissu ouvert	22592.84
	D642.4	D642	50m après rond point	gogun abuse roud point	3	100	TISSU OUVER	22592.84
	D642:5	D642	600m après rond point	400m avant RD42	33	100	Tissu ouvert	22592.84
	D642:6	D642	600m aprês rond point	400m avant RD42	3	100	Tissu ouvert	22592.84
	D642.7	D642	400m avant RD42	RD42	3	100	TISSU OUVER	22592.84
	D642.8	D642	400m avant RD42	RD42	3	100	Tissu ouvert	22592.84
	D92:11	D92	100m après în agglo Toulon	900m apres fin aggio Toulon	4	30	TISSU OUVERT	5944.76
	D92:12	RUE DAVID	LIMITE COMMUNE	RUEBONFANTE	4	30	Tissu ouvert	5944.76
	D92:13	AVENUE CHABRIEL	RUE BONFANTE	AVENUE CHEMIN GANTELME	4	30	TISSU DUVERT	5944.76
	D92:14	AVENUE CHABRIEL	RUE BONFANTE	AVENUE CHEMIN GANTELME	4	30	Tissu ouvert	5944.76
	D92:15	AVENUE CHABRIEL	AVENUE CHEMIN GANTELME	ENTREE AGGLO	4	30	TISSU OUVER	5944.76
	D92:16	AVENUE CHABRIEL	ENTREE AGGLO	RD62	4	30	TISSU OUVER	5944.76
	D92:17	AVENUE CHABRIEL	ENTREE AGGLO	RD62	4	30	Tissu ouvert	5944.76
	D97:27	D97	Bd Robespierre - Début rue en U	Rue abbé de l'épée - fin rue en U	2	250	Rue en U	12352.56
	D97:28	D97	Bd Robespierre - Debut rue en U	Rue abbé de l'épée - fin rue en U	2	250	Rue en U	12352.56
	D97:29	D97	Bd Robespierre - Début rue en U	Rue Abbé de l'épe- Fin rue en U	2	250	Rue en U	12352.56
	D97:30	D97	Bd Robespierre - Début ru en U	Rue Abbé de l'épée - Fin rue en U	2	250	Rue en U	12352.56
	D97:31	D97	Bd Robespierre - Debut rue en U	Rue abbé de l'épée - fin rue en U	2	250	Rue en U	12352.56
	D97:32	D97	Bd Robespierre - Début rue en U	rue abbé de l'épée - Fin rue en U	2	250	Rue en U	12352.56
	D97:33	D97	500m après RD559	700m avant RD246	4	30	Tissu ouvert	12352.56
	D97:34	D97	500m après RD559	700m avant RD246	4	30	TISSU OUVER	12352.56
	D97:35	D97	500m aprês RD559	700m avant RD246	4	30	Tissu ouvert	12352.56
	D97:36	260	500m après RD559	700m avant RD246	4	30	Tissu ouvert	12352.56
TOULON	D97:37	D97	700m avant RD246	S00m avant RD246	4	30	TISSU OUVEIT	12352.56
	D97:38	D97	500m avant RD246	100m après fin aggio Toulon	4	30	TISSU OUVEIT	12352.56

rapport de classement des routes départementales

	nom du tronçon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Categorie de la voie	Catégorie de la affecté par le bruit en voie mètres	Nature du tissu	estimation 2030
TOULON	D97:39	D97	500m avant RD245	100m apres fin aggio Toulon	4	30	Tissu ouvert	12352.56
TOULON	D97:40	260	S00m avant RD246	100m après fin aggio Toulon	4	30	Tissu ouvert	12352.56
TOULON	D97:41	D97	S00m avant RD246	100m apres In agglo Toulon	4	30	TISSU OUVER	12352.56
TOULON	D97:42	260	500m avant RD245	100m après fin aggio Toulon	4	30	Tissuouvert	12352.56
TOULON	D97:43	260	500m avant RD246	100m apres In agglo Toulon	4	30	TISSU OUVER	12352.56
TOULON	DN8:50	DNB	100m avant zone à feux	SOOm après début agglo Toulon	3	100	TISSU OUVEIT	13202.7
TOULON	DN8:51	DNB	100m avant zone à feux	SOOm aprês début agglo Toulon	3	100	TISSU OUVER	20306.29
TOULON	DN8:52	DNB	100m avant zone à feux	200m après début aggio Toulon	3	100	TISSU OUVER	20306.29
TOULON	DN8:53	DNB	100m avant zone å feux	500m après début aggio Toulon	3	100	Tissu ouvert	20306.29
TOULON	DN8:54	DNB	AVENUE DESCARTES	QUAI RIVIERE NEUVE	3	100	TISSU OUVERT	13490.23
TOULON	DN8:55	DNB	AVENUE DESCARTES	CHAI RIVIERE NEUVE	3	100	TISSU OUVER	13490.23
TOULON	DN8:56	DNB	AVENUE DESCARTES	QUAI RIVIERE NEUVE	3	100	Tissu ouvert	13490.23
TOULON	DN8:57	DNB	AVENUE DESCARTES	QUAI RIVIERE NEUVE	٣	100	Tissu ouvert	13490.23
TOUCH	DN8:58	DNB	QUAI RIVIERE NEUVE	AVENUE A BRIAND	~	100	Tissu ouvert	16253.5
TOTION	9X8:59	90	QUAI RIVIERE NEUVE	AVENUE A BRIAND		100	Tissioned	16253.5
TOUGH	DN8:60	DNB	AVENUE E. D'ORSVES	CHEMIN DU PONT DE BOIS	m	100	Rupenu	14700.09
TONION	DN8:61	SNO.	CHEMIN DU PONT DE BOIS	RUE BUGEAUD		250	Rippen	16969.21
TOLICE	DN8:62	DNB	RUEBUGEAUD	AVENUE DU MARECHAL FOCH		250	Ripponii	20262.73
TOLICA	Rip Descarbes	DOUG	Avenue F HERRIOT	1559		30	Teer water	7094.88
TOURRETTES	D19:5	D19	RD562	Debut applo Favence		8 01	Tical outest	12384 92
TO IDOCTIES	D10-6	Dida	BD563	Debut sonin Favorno		8	The state of the state of	1238/102
TOURITES	0407	500	BDG69	Dalvé avoir Estanca	9 "	8	There execut	4938A 00
TO IDDETTED	040-8	Did	EDG69	Debut apple Estance	2 5	8 6	The same	10384 00
TO IDOCTIES	0400	500	EDGE.	Debut apply Enemon	2 0	8 8	Tiesa variati	19384 00
TOURIETTES	000000	513	NOOE BOSES	Donat aggin i ajene	2	8	IISSU OUVEIL	0704.30
IOUMETES	000000	0000	NOON	503	2 (	30	IIPPR DANGE	3/01.02
IOUNTELLES	USOZJA	7997	KU363	EU3	2	001	IISSU OUVEIT	9/01.52
IOURKEITES	US6Z4U	7997	KUSES	ROIS	2	001	IISSU OUVEIT	9/01.32
TOURRETTES	DS62.41	D862	RD563	RD19	2	100	TISSU DUVERT	9701.32
TOURNETTES	D36242	7997	KU263	ROIS	2	001	TISSU OUVEIT	9/01.52
TOURRETTES	D562:43	DS62	RDS63	PD19	9	100	TISSU OUVEIT	9701.32
TOURNETTES	D56244	Deez	KD19	100m avant RDS6	2	230	TISSU OUVEIT	23/69/8/
IOURETTES	U56Z45	7997	KDIS	TOUR AVAIT PLUSS	2	720	TISSU OUVEIL	78/69/87
TOURRETTES	DS62:46	D862	RD19	100m avant RDS6	2	250	TISSU OUVEIT	29769.87
TOURRETTES	D562.47	Deez	RD19	100m avant RDS6	2	100	TISSU OUVEIT	29769.87
TOURVES	DN7:42	DN7	500m après agglo Saint-Maximin	RD1	2	250	Tissu ouvert	17502.75
TOURVES	DN7:43	DN7	500m après agglo Saint-Maximin	RD1	2	250	Tissu ouvert	17902.75
TOURVES	DN7:44	DN7	500m après aggio Saint-Maximin	RD1	2	250	Tissu ouvert	17902.75
TOURVES	DN7:45	DN7	500m après aggio Saint-Maximin	RD1	2	250	Tissu ouvert	17902.75
TOURVES	DN7:46	DN7	500m après agglo Saint-Maximin	RD1	2	250	Tissu ouvert	17902.75
TOURVES	DN7:47	DN7	500m après aggio Saint-Madmin	RD1	2	250	TISSU OUVEIT	17902.75
TOURVES	DN7:48	DN7	RD1	1000m après RD1	ъ	100	Tissu ouvert	15531.56
TOURVES	DN7:49	DN7	RD1	1000m après RD1	23	100	Tissu ouvert	15531.56
TOURVES	DN7:50	DN7	RD1	1000m après RD1	3	100	TISSU OUVEIT	15531.56
TOURVES	DN7:51	DN7	1000m après RD1	500m avant RD205	3	100	Tissu ouvert	15531.56
TOURVES	DN7:52	DN7	500m avant RD205	RD205	m	100	Tissu ouvert	15531.56
TOURVES	DN/53	DN7	S00m avant RD205	RDZDS	2	100	TISSU OUVEIT	15531.56
TOURVES	DN/34	DN/	SUUM avant ruzus	RUZUS	2	DI CO	IISSU OUVEIL	15551.56
TOURS	DIVISION	35	NOZOS	ADDITION AND AND DISTINGS	9 .	3	The survey	14544.00
TOURNES	DN/30	DAY.	NUMB BOOME	sanifilia office aleve moor	2 .	3 5	There execut	14944.00
TO IRVES	DN7-58	DA7	Rhone	Annual and amin Britaniac	. "	9	Tical parent	14044.06
TRANSFAUDEOVENOR	04556-16	04565	Root-Doint St.J door	Fin andio Destifonan		8 6	Tical outset	25454.4
TRANS-EN-DROVENCE	D1555-16	MSSS	Root-Doint St. Aper	En acrico Disculsonan		100	Tissioned	25454.4
TRANS-EN-PROVENCE	D1555-17	01555	Ph andio Disquipman	Debut ando Trans-on-Provence		901	Tissioned	25454.4
TRANS-EN-PROVENCE	D1555:18	D1555	Fin aggio Draguignan	Debut addlo Trans-en-Provence	n	100	Tissu ouvert	25464.4
TRANS-EN-PROVENCE	D1555:19	D1555	Fin agglo Dragulgnan	Debut agglo Trans-en-Provence	3	100	Tissuouvert	25464.4
TRANS-EN-PROVENCE	D1555:20	D1555	Debut agglo Trans-en-Provence	RD555	3	100	Tissu ouvert	25454.4
TRANS-EN-PROVENCE	D1555:21	D1555	Debut agglo Trans-en-Provence	FD555	3	100	Tissu ouvert	25454.4
TRANS-EN-PROVENCE	D1555:22	D655	RNSSS	Fin agglo Trans-en-Provence	3	100	TISSU OUVEIT	14945.3
TRANS-EN-PROVENCE	D1555:23	D655	RNSSS	Fin agglo Trans-en-Provence	2	100	Tissu ouvert	14945.3
TRANS-EN-HIGOVENCE	01555.24	2000	Moss	FIN agglo Trans-en-Provence	2	80	TISSU OUVEIL	14945.3
TOANS EN DOORONG	01555.25	8890	Sp. sould Tree on Descend	appoint in the second	9 6	90	There ouvell	14940.3
IMMEDIATIONALING	Disoscer	2000	Tillaggo marecernorane	URUAN SICTORIAL	,	MI.	I Bou vurcis	MONON

rapport de classement des routes départementales

Commune concernée	Infrastructure concernée et nom du troncon	Nom de la rue	débutant (origine)	finissant (fin)	Catégorie de la	affecté par le bruit en	Nature du fissu	estimation
TOAND ON DOWNSHIPE	D4555-77	100	En sordio Trans on Dimonero	Heryth Cha Challe	,	metres	There are not a	2030
TRANSENDROVENCE	D1555-28	D655	Fin addio Trans-en-Provence	Lieudi Ste-Cédie	0 10	8 6	Tical payed	14945.3
TRANS-EN-DROVENCE	01555.36	DISSS	RDSSS	Fin addo Trans-en-Provence	o #1	8 5	Tissinger	25683.47
TRANS-EN-PROVENCE	01555.37	Disse	Fin addio Trans-en-Provence	600m après iln applo	o m	8 6	Tissioner	25683.47
TRANS-EN-PROVENCE	D1555:38	D1555	Fin aggio Trans-en-Provence	600m apres fin aggio	3	100	TISSU DUVERT	25683.47
TRANS-EN-PROVENCE	D54:13	D54	Debut 3 voies	Fln 3 voies	6	100	Tissu ouvert	5667.23
TRANS-EN-PROVENCE	D54:14	D54	Fln 3 voies	RD47	3	100	TISSU OUVER	5657.23
TRANS-EN-PROVENCE	DS4:15	D54	Fin 3 voies	RD47	3	100	TISSU OUVEIT	5657.23
TRANS-EN-PROVENCE	DS4:16	35	Fin 3 voies	RD47	2	100	Tissu ouvert	5657.23
TRANS-EN-PROVENCE	DS4:17	DS4	KD47	RNSSS	2	100	Tissu ouvert	5657.23
TRANS-EN-PROVENCE	D54:18	D54	RD47	RNSSS	2	100	Tissu ouvert	5657.23
	5550	5	ND4/	TOROGO	20	001	TISSU OUVEIT	200/20
PROVENCE	D54:20	DS4	RD47	RNSSS	ю	100	Tissu ouvert	5657.23
	DEVIATION:1	DEVIATION	DN7	DN7	3	100	Tissu ouvert	15775.53
VIDAUBAN	DN7:127	DN7	Rond point echangeur A8	SS0m avant agglo Vidauban	23	100	Tissu ouvert	17489.5
VIDAUBAN	DN7:128	DN7	Rond point échangeur A8	SSOm avant aggio Vidauban	3	100	Tissu ouvert	17489.5
VIDAUBAN	DN7:129	DN7	Rond point échangeur A8	550m avant aggio Vidauban	3	100	TISSU ouvert	17489.5
VIDAUBAN	DN7:130	DN7	Rond point échangeur A8	550m avant aggio Vidauban	3	100	TISSU OUVER	17489.5
VIDAUBAN	DN7:131	DN7	Rond point echangeur A8	550m avant aggio Vidauban	3	100	Tissu ouvert	17489.5
VIDAUBAN	DN7:132	DN7	550m avant deb. aggio Vidauban	Début agglo Vidauban	ъ	100	TISSU OUVEIT	17489.5
VIDAUBAN	DN7:133	DN7	Debut agglo Vidauban	Debut rue en U	3	100	TISSU OUVER	17489.5
VIDAUBAN	DN7:134	DN7	Debut aggio Vidauban	Debut rue en U	20	100	Tissu ouvert	17489.5
VIDAUBAN	DN7:135	DN7	Debut aggio Vidauban	Debut rue en U	4	30	Tissu ouvert	10526.56
VIDAUBAN	DN7:136	DN7	Debut agglo Vidauban	Debut rue en U	23	100	TISSU OUVER	17489.5
VIDAUBAN	DN7:137	DN7	Debut agglo Vidauban	Debut rue en U	4	30	TISSU OUVER	10526.56
VIDAUBAN	DN7:138	DN7	Debut rue en U	FinneenU	2	250	Rue en U	10526.56
VIDAUBAN	DN7:139	DN7	Debut rue en U	Fin rue en U	2	100	Rue en U	6101.6
VIDAUBAN	DN7:140	DN7	Debut rue en U	FinueenU	3	100	Rue en U	6101.6
VIDAUBAN	DN7:141	DN7	Debut rue en U	FinneenU	2	250	Rue en U	12203.19
VIDAUBAN	DN7:142	DN7	Debut rue en U	Finrueen U	3	100	TISSU OUVER	12203.19
VIDAUBAN	DN7:143	DN7	Debut rue en U	FinnseanU	m	100	Tissu ouvert	12203.19
VIDAUBAN	DN7:144	DN7	FinneenU	Fin addio Vidauban	23	100	Tissu ouvert	17489.5
VILLEGROZE	D557-84	D657	Fin zone 70	Depart chemin de terre	3	100	Tissu ouvert	6877.06
VII FCROZE	0560-81	Deen	Fin zone 70	RDS57	~	100	Tissioned	6877.06
VILEGROZE	D560:82	D990	Fin zone 70	RD557	o 100	100	Tissu ouvert	6877.06
VILLEGROZE	D560:83	0990	Fin zone 70	RD557	m	100	Tissu ouvert	9077.06
VINON-SUR-VERDON	D554	D654	D952	Panneau Commune	4	99	TISSU DUVERT	5780.46
VINON-SUR-VERDON	D554	D654	Panneau Commune	Chemin Pults de Feraud	23	100	Tissu ouvert	5780.46
VINON-SUR-VERDON	D554:1	D654	Alpes de Hautes-Provence (RD4)	1000m après RD4	33	100	Tissu ouvert	8960.62
VINON-SUR-VERDON	D5542	D654	1000m après RD4	Debut agglo Vinon-sur-Verdon	4	30	TISSU OUVER	8960.62
VINON-SUR-VERDON	D554:3	D654	1000m après RD4	Debut agglo Vinon-sur-Verdon	4	30	Tissu ouvert	8960.62
VINON-SUR-VERDON	D554:4	D654	1000m après RD4	Debut agglo Vinon-sur-Verdon	4	30	Tissu ouvert	8980.62
VINON-SUR-VERDON	D554:5	D654	1000m après RD4	Debut agglo Vinon-sur-Verdon	4	30	TISSU OUVEIT	8960.62
VINON-SUR-VERDON	D554:6	D654	1000m après RD4	Debut agglo Vinon-sur-Verdon	4	30	Tissu ouvert	8980.62
VINON-SUR-VERDON	D554:7	D654	1000m après RD4	Debut agglo Vinon-sur-Verdon	4	30	Tissu ouvert	8960.62
VINON-SUR-VEHDON	D55478	Desa	Debut agglo Vinon-sur-verdon	KD952	4	8	TISSU OUVEIT	8960.62
VINON-SUR-VEHDON	DSS43	Dese	Debut agglo vinon-sur-verbon	KD562	4	8	TISSU OUVEIL	8580.62
VINCH-SUR-VERDON	D362.1	7825	FILI AUGU VITOREAL-VEIDOR	DITTLE DOUGLES-OU-VIEWES	,	20 50	Tiesu ouveil	1013.37
MONES IN THE PROPERTY OF THE P	D062-12	2000	limita Cadeura	DDCC4	, ,	8 8	There are not seen	5460.3
VINONES IR VERDON	D050-12	2000	Limite Ordenia	BDSS	, ,	8 5	Tices owner	51603
VINON-SUR-VERDON	D962:14	D952	Umite Gréoux	RD554	4	200	Tissu ouvert	5169.3
VINON-SUR-VERDON	D962:15	D852	Umite Greoux	RD554	23	100	Tissu ouvert	5169.3
VINON-SUR-VERDON	D9622	D862	Fin agglo Vinon-sur-Verdon	Limite Bouches-du-Rhônes	м	100	Tissu ouvert	7815.57
VINON-SUR-VERDON	D952:3	D952	RD554	Fin agglo Vinon-sur-Verdon	3	100	Tissu ouvert	7815.57
VINON-SUR-VERDON	D952:4	D852	RD554	Fin agglo Vinon-sur-Verdon	4	30	TISSU OUVER	7815.57
VINON-SUR-VERDON	D962:5	D852	RD554	Fin aggio Vinon-sur-Verdon	4	30	Tissu ouvert	7815.57
VINON-SUR-VERDON	096276	D952	R0554	Fin agglo Vinon-sur-Verdon	4 .	8 8	Tissu ouvert	7815.57
VINON-SUR-VERDON	0962/	DSSZ	ND554	Fin aggio vinon-sur-verdon Fin aggio vinon-sur-Verdon	4 4	30	Tissu ouver	7815.57
VINCALSI IBAFEDON	0302.0	2002	PO64	Fin aggle vinor-serial arriver		8 6	Tical parent	51603
ALL COLORS OF THE COLORS OF TH	CONCO	No.	toon!	III digo traccom versen	,	3	Illine vervi	20000

rapport de classement des routes départementales

## Cartographie

## Choix de lisibilité pour les représentations cartographiques

Le report cartographique est fait sur un fond topo noir et blanc afin que les secteurs affectés par le bruit apparaissent lisiblement en couleurs

Le **code couleur** est défini dans la norme NFS31-130 de décembre 2008 pour la représentation du classement des voies.

L'échelle de la carte est uniquement indiquée graphiquement ; il a été privilégié la visualisation de la commune, sauf exception due à l'éloignement des axes et des tronçons. L'éloignement des tronçons peut nécessité la production de plusieurs cartes pour une seule commune. Dans ce cas, il est indiqué le numéro de la carte sur un total (par exemple pour trois cartes pour la même commune est indiqué 1/3, 1/3, 1/3).

Pour des raisons de lisibilité, il peut être nécessaire de produire plusieurs cartes à des échelles suffisantes, ou de faire des grossissements sur certaines zones où les tronçons sont très courts. Toutefois, il ne s'agit pas de réaliser des cartes à l'échelle des documents d'urbanisme, mais d'illustrer graphiquement le contenu de l'arrêté de classement sonore.

La légende est graphique avec la mention des définitions clé des intitulés de colonne.

L'orientation des cartes est positionnée Nord.

## Raccordement et report des secteurs affectés par le bruit

La largeur des secteurs affectés par le bruit est définie de part et d'autres de l'infrastructure classée. Contrairement à d'autres démarches, cette largeur n'est pas comptée à partir de l'axe de l'infrastructure mais à partir du bord de la chaussé de la voie la plus proche dans le cas des routes, à partir du rail extérieur de la voie la plus proche dans le cas des voies de chemin de fer.

Les secteurs sont ici considérés comme intrinsèquement liés au tronçon de voie classée, et donc délimités, en extrémité de tronçon, de façon perpendiculaire à l'axe de l'infrastructure. Cette règle permet de définir si les bâtiments proches de l'extrémité d'un tronçon font partie de son secteur affecté par le bruit ou non.

Les secteurs affectés par le bruit sont représentés en pointillé grisé, de façon à pouvoir identifier clairement l'intérieur et l'extérieur des secteurs.

page **57** 

apport de classement des routes départementales autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : représentant de l'État pilotage pour l'élaboration du classement : DDTM du Var

## Cartographie classée par ordre alphabétique des communes

une commune peut contenir plusieurs types de voies et plusieurs classements de voies.

Communes concernées	N° voie
ARTIGUES	EG
BANDOL	D559, D559B
BARJOLS	D560
BELGENTIER	D554, projet de déviation
BESSE-SUR-ISSOLE	D13, D15
BORMES-LES-MIMOSAS	D98, D241, D298, D298C, D559, D559A
BRIGNOLES (NORD)	DN7, D43, D554
BRIGNOLES (SUD)	DN7, D43, D554
BRUE-AURIAC	D560
CALLIAN	D56, D562
CAMPS-LA-SOURCE	D43
CARNOULES	D97
CARQUEIRANNE	D76, D442, D559
CAVALAIRE-SUR-MER	D559
CHATEAUDOUBLE	D54
COGOLIN	D48, D61, D98, D558, D559
CORRENS	D22
cuers	D14, D43, D97
DRAGUIGNAN	D54, D59, D557, D562, D955, D1555
ENTRECASTEAUX	D562
EVENOS	DN8
FAYENCE	D19, D562, D563
FIGANIERES	D54
FLASSANS-SUR-ISSOLE	DN7, D13
FLAYOSC	D557
FORCALQUEIRET	D15, D43, D554
FREJUS (NORD)	D4, D7, D8, DN7, D37, D98B, D100, D100A, D559, D637
FREJUS (SUD)	D4, D7, D8, DN7, D37, D98B, D100, D100A, D559, D637
GAREOULT	D81, D554
GASSIN	D61, D98, D559
GINASSERVIS	D554
GONFARON	D97
GRIMAUD	D14, D61, D61A, D558, D559, projet de déviation
HYERES-LES-PALMIERS (NORD)	D12, D29, D42, D98, D197, D276, D554, D554B, D559, D559A
HYERES-LES-PALMIERS (SUD)	D12, D29, D42, D98, D197, D276, D554, D554B, D559, D559A
LA CADIERE D'AZUR	D66, D82, D559, D559B
LA CELLE	D5, D43
LACRAU	D29, D76, D98, D276, D554, D554B

LA CROIX-VALMER	D559
LA FARLEDE	D67, D97, D554
LA GARDE	D29, D42, D67, D86, D97, D98, D242, D559
LA GARDE-FREINET	D558, déviation
LA LONDE-LES-MAURES	D42B, D98, D559A
LAMOLE	D98, déviation
LAMOTTE	D54, D1555
LA ROQUEBRUSSANNE	D5, D554
LA SEYNE-SUR-MER	D16, D18, D26, D63, D559
LA VALETTE-DU-VAR	D46, D86, D97, D98, D246
LE BEAUSSET	DN8, D559B
LE CANNET-DES-MAURES	DN7, D17, D558
LE CASTELLET	DN8, D66, D82, D559B
LE LAVANDOU	D198, D298, D559
LE LUC-EN-PROVENCE	760, 7NO
LE MUY	DN7, D25, D125, D1555, D825
LE PRADET	D86, D559, D2086
LE RAYOL-CANADEL-SUR-MER	D559
LE REVEST-LES-EAUX	D46
LES ADRETS-DE-L'ESTEREL	D37, D837
LES ARCS-SUR-ARGENS	DN7, D10, D91, D555, D1555
LE THORONET	017, 0562
LE VAL	D22, D554, D562
LORGUES	D10, D562
MEOUNES-LES-MONTRIEUX	D5, D554
MONTAUROUX	D37, D562
MONTFORT-SUR-ARGENS	D22
NANS-LES-PINS	D260
NEOULES	D5, D554
OLLIERES	D3
OLLIOULES	DN8, D11, D26, D92, D206, D559
PIERREFEU-DU-VAR	D12, D14, D412, projet de contournement nord
PIGNANS	D97
PLAN-DE-LA-TOUR	D74
POURCIEUX	DN7
POURRIERES	D6B, DN7, D23
PUGET-SUR-ARGENS	D4, DN7
PUGET-VILLE	D97
RAMATUELLE	D61, D93
RIANS	D3
ROCBARON	D43, D81
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS (NORD)	DN7, D7, D8, D559, projet de déviation

Communes concernées	N° voie
SALERNES	095G
SANARY-SUR-MER	D11, D211, D559
SEILLONS-SOURCE-D'ARGENS	D260
SIX-FOURS	D16, D63, D416, D559, D616
SOLLIES-PONT	D58, D97, D554
SOLLIES-TOUCAS	D554
SOLLIES-VILLE	D97
SAINT-ANTONIN-DU-VAR	D562
SAINT-CYR-SUR-MER	D66, D87, D559, D1559
SAINTE-ANASTASIE-SUR-ISSOLE	015
SAINTE-MAXIME (NORD)	D8, D25, D74, D559, déviation
SAINTE-MAXIME (SUD)	D8, D25, D74, D559, déviation
SAINT-MANDRIER-SUR-MER	D18
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	D3, DN7, D560, D560A
SAINT-RAPHAEL (EST)	D37, D100, D559
SAINT-RAPHAEL (OUEST)	D37, D100, D559
SAINT-TROPEZ	D93, D98
SAINT-ZACHARIE	D560, déviation
TANNERON	D37
TARADEAU	DN7, D10
TOULON (EST)	DN8, D29, D42, D46, D62, D92, D97, D246, D559, D559bis, D642, D2008
TOULON (OUEST)	DN8, D29, D42, D46, D62, D92, D97, D246, D559, D559bis, D642, D2008
TOURRETTES	D19, D56, D562
TOURVES	DN7
TRANS-EN-PROVENCE	D54, D555, D1555
VIDAUBAN	DN7, déviation
VILLECROZE	D557, D560
VINON-SUR-VERDON	D554, D952

autorité compétente établissant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres : représentant de l'État
pilotage pour l'élaboration du classement : DDTM du Var
assistance à maîtrise d'ouvrage : CETE Méditerranée
bureau d'études mandaté : BUREAU VERITAS

- 4. Annexes sanitaires
- 4.1 Eau Potable
- 4.1.1 Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP)

**COMMUNE DE BESSE SUR ISSOLE** 

# SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

SYNTHESE DES DONNEES GENERALES DIAGNOSTIC DU RESEAU ET DES OUVRAGES PROGRAMME DES TRAVAUX Rapport définitif







Juillet 2007 Dossier n° AE 06 05 22



Les Hauts de la Duranne - 370, rue René Descartes - CS 90340 13799 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3 - Tél. : 04 42 99 27 27 - Fax : 04 42 99 28 01 Commune de Besse-sur-Issole

2

### Sommaire

Données générales	
I. Présentation de la commune	8
II. Données Démographiques	10
II.1. Evolution inter-annuelle	10
II.2. Evolution saisonnière	10
II.2.1. Parc de logements	10
II.2.2. Population secondaire	10
II.2.3. Population touristique	
II.2.4. Synthèse de population	11
III. La ressource en eau	12
III.1. Localisation et caractéristiques	12
III.2. Qualité	12
III.3. Protection	13
Le système d'Alimentation en Eau Potable	1
I. Fonctionnement général	15
II. Les ouvrages	19
II.1. Les ouvrages de production.	
II.2. Les ouvrages de stockage	20
II.3. Les unités de traitement	2
III. Les canalisations	2.
III. 1. Nature des matériaux	
III.2. Diamètres des canalisations	
IV. Dispositifs de comptage	
IV.1. Compteurs généraux	
IV.2. Compteurs particuliers	
V. Autres organes présents sur le réseau	20
Les besoins en eau	2
I. Les différentes données disponibles pour l'évaluation des besoins - Définitions	
préliminaires	
I.1. Estimation sur les données de production	
I.2. Estimation sur les données de distribution	
I.3. Estimation sur les données de consommation	
I.4. Estimation sur les données de facturation	
II. Les besoins annuels	
II.1. Production annuelle	
II.2. Consommation	
II.2.1. Consommation comptabilisée et facturée	3

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

II.2.2. Consommation non comptabilisée	
III. Les besoins journaliers	
III.1. Production	
III.1.2. Production minimum	
III.1.3. Production de pointe	
III.2. Consommation journalière	
III.2.1. Ratios de consommation annuels moyens	
III.2.2. Ratios de consommation été/hiver	35
IV. Les indicateurs de fonctionnement	30
IV.1. Rendements de réseaux	
IV.1.1. Rendement primaire	
IV.1.2. Rendement net	
IV.2. Indices linéaires	
IV.2.1.1. Indice Linéaire de Consommation (I.L.C.)	
· · · · ·	
V. Détermination du bilan besoins-ressources	39
Campagnes de mesures	47
VI. Mesures de débits	41
VI.1. Méthodologie et objectifs des mesures de débits	
VI.2. Campagne de mesures hivernale	
VI.3. Campagne de mesures estivale	
VII. Mesures de pression – analyse de la défense incendie	4
II.1. Confort des usagers	
II.2. Réglementation	46
VIII. Principe des mesures	4
III.3. Résultats des mesures	
Recherches de fuites	5'
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
I. Objectifs	53
II. Méthodologie	
II.1. Phase de prélocalisation par sectorisation nocturne	
II.2. Phase de localisation par corrélation acoustique	54
III. Résultats	54
III.1. Phase 1 : Sectorisation nocturne	54
III.2. Phase 2 : Corrélation acoustique	56
Programme des travaux	58
I. Travaux sur les organes	
I.1. Compteurs généraux et télésurveillance	33 50
I.2. Programme de renouvellement des compteurs particuliers	60
I.3. Travaux sur les vannes	
I.4. Eradication des branchements en plomb	
I.5. Lutte contre les vols d'eau / installation d'une borne d'accès à carte	
II. Travaux sur les ouvrages	67

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022

# Page **183** sur **347**

II.1. Génie civil / équipements	63
II.2. Défense incendie	
III. Réhabilitation de réseaux	65
IV. Amélioration de la défense incendie	60
V. Sécurisation de la desserte	
V.1. Analyse des besoins futurs	67
V.2. Capacité d'alimentation résiduelle	68
V.3. Diversification et renforcement de la ressource	69
VI. Synthèse des travaux proposés & hiérarchisation par ordre de priorité	71
VII. Planification des travaux / programme pluriannuel	75
4-11	7

Commune de Besse-sur-Issole

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022

# Liste des planches

Planche 1	Situation géographique – Limites communale	9
Planche 2	Schéma synoptique des réseaux	16
Planche 3	Plan du réseau par secteur d'alimentation	17
Planche 4	Plan des réseaux – natures et diamètres des canalisations	18
Planche 5	Localisation des mesures sur poteaux incendie	51
Planche 6	Sectorisation nocturne	55
Planche 7	Synoptique récapitulatif des travaux proposés	76
ANNEXE 1 PÉ	RIMÈTRES DE PROTECTION	78
ANNEXE 2 ETU	JDE STATISTIQUE DE LA CONSOMMATION	79
ANNEXE 3 FIC	HES D'OUVRAGES	80
ANNEXE 4 RÉS	SULTATS DE LA CAMPAGNE DE MESURES ESTIVALE	81
ANNEXE 5 RÉS	SULTATS DE LA CAMPAGNE DE MESURES HIVERNALE	82

Commune de Besse-sur-Issole 6

Page **184** sur **347** 

# Préambule

La commune de Besse-sur-Issole a affermé son réseau de distribution à la Société Varoise d'Aménagement et de Gestion (SVAG).

Depuis plusieurs années, la commune est confrontée à de sérieux problèmes de distribution d'eau potable :

- -Fuites dues à des canalisations anciennes.
- -Problèmes de pression.

Avant de se lancer dans une opération de réhabilitation des réseaux, la commune a donc souhaité disposer d'une analyse exacte de la situation actuelle, afin de pouvoir définir les orientations concernant les aménagements nécessaires pour assurer l'alimentation en eau de la population d'aujourd'hui et de demain.

La présente étude a pour but d'établir un bilan général des réseaux d'Alimentation en Eau Potable existants, de mettre ses faiblesses en évidence et de définir le programme des travaux nécessaires pour y remédier.

Le présent document rassemble les résultats des reconnaissances de terrain, leur interprétation et les conclusions auxquelles SIEE a abouti.

Λ

Données générales

Commune de Besse-sur-Issole 8

Page **185** sur **347** 

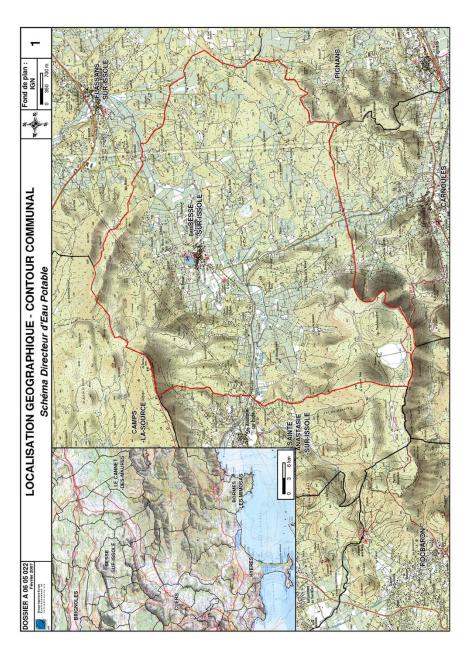
# I. Présentation de la commune

La commune de Besse-Sur-Issole est située dans le var entre Brignoles (15 km) et Le Luc (15 km).

Elle possède un lac naturel de 4 hectares avec des abords aménagés. Sa superficie est de 34 km²

L'altitude moyenne est de 260 m. Une ceinture de collines boisées de chênes, pins, genêts et thym s'étend sur près de 20 ha. Elle entoure la plaine viticole (800 hectares de vignes).

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022



# II. Données Démographiques

### II.1. Evolution inter-annuelle

Les données INSEE, extraites du Recensement Général 1999 font apparaître une croissance démographique en progression régulière ces dernières années.

	1968	1975	1982	1990	1999	2006
Population sans doubles comptes	821	756	1040	1342	1779	2640
Taux d'évolution global	-0.16%	-1.18%	4.64%	3.24%	3.18%	6.91 %

# II.2. Evolution saisonnière

### II.2.1. Parc de logements

En 1999, le nombre total de logements était de 706, répartis comme suit :

résidences principales 511
résidences secondaires 130
logements vacants 65

Le nombre moyen d'occupants par logement permanent était en 1999 de 2,5.

# II.2.2. Population secondaire

La **« population secondaire »** est définie par les personnes occupant les résidences secondaires et déclarées vacantes, ainsi que la population de passage accueillie en résidence principale durant une partie de l'année.

Les **résidences secondaires** constituent un mode d'accueil touristique représentant une augmentation importante de population. Pour un taux d'occupation de 2,5 personnes, celles-ci peuvent accueillir jusqu'à **488 personnes**.

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022

### II.2.3. Population touristique

La « population touristique » est définie par les personnes hébergées dans les structures d'accueil touristique telles que les hôtels, les chambres d'hôtes, les meublés de tourisme ou les campings.

Sur la commune sont recensés deux campings (87 emplacements) et 7 chambres d'hôtes (28 chambres), représentant une capacité d'accueil d'environ **342 personnes**.

### II.2.4. Synthèse de population

Hiver 2006	Population sédentaire	2640 pers
	Population sédentaire	2640
Eté 2006	Population secondaire maximale	488
	Population touristique maximale	342
	Population estivale totale (estimée)	3 470 pers

Cette synthèse est issue de nombreuses hypothèses telles qu'un taux d'occupation des résidences de secondaires équivalent à celui observé en période creuse dans les résidences principales.

Les hypothèses sont ainsi discutables et ce tableau ne constitue en ce sens qu'une approche qu'il est intéressant de mener ici pour apprécier l'existence d'une affluence estivale qui, combinée à une augmentation des ratios de consommations individuels, induit un fonctionnement de réseau très différent.

Les données de populations réelles sont très probablement sensiblement supérieures à ces estimations. En effet, les données concernant le parc immobilier datent de 1999, tandis que le recensement de la population a été effectué en 2006 par l'INSEE.

Dossier S.I.E.E. n° AE 06 05 022

Page **187** sur **347** 

Commune de Besse-sur-Issole 12

# III. La ressource en eau

### III.1. Localisation et caractéristiques

La commune est alimentée par deux ressources, la source des Angles et les forages de Pey Gros.

La source des Angles n'est en fait que la surverse de l'aquifère karstique exploité par les forages de Pey Gros

L'eau est acheminée aux réservoirs à partir :

- des deux forages de Pey Gros jusqu'au réservoir de Pey Gros de 1000 m³. Ce bassin alimente un bassin du réservoir des collines de 120 m³ et assure la distribution vers le lotissement du Haut Lac.
- de la source des Angles jusqu'au second bassin du réservoir des Collines qui assure la distribution vers le Village et le quartier « La Rouge ».

Ces installations d'adduction et de distribution sont gérées par la Société Varoise d'aménagement et de Gestion (S.V.A.G.).

### III.2. Qualité

Les eaux destinées à la consommation humaine doivent répondre à des critères de qualité très stricts définis par le décret 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine. En application du Code de la Santé Publique, notamment des articles L.19 à L.25 et L.49, les Services Santé-Environnement des DDASS sont chargés du contrôle sanitaire des eaux d'alimentation. Ce contrôle a pour objet de vérifier que les exigences réglementaires sont respectées à tous les stades, du point de puisage (ressources superficielles ou souterraines) jusqu'au robinet du consommateur.

Les prélèvements réalisés par la DDASS indiquent une eau de qualité très satisfaisante, les dernières analyses étant conformes aux normes en vigueur, tant du point de vue physico-chimique que bactériologique. Le taux de conformité était de 10% sur les 106 analyses réalisées en 2005, tant que le plan microbiologique que physico-chimique.

A noter que 70 branchements en plomb subsistaient en 2006 sur la commune. Ceux-ci devront être remplacés au plus vite par le délégataire.

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

Commune de Besse-sur-Issole 13 Commune de Besse-sur-Issole

# III.3. Protection

Les périmètres de protection d'un captage sont définis après une étude hydrogéologique et prescrits par une déclaration d'utilité publique.

Les périmètres de protection des forages de Pey Gros ou des angles ont été déclarés d'utilité publique le 06 juillet 1989.

Les périmètres de protection des sources des Angles ont été déclarés d'utilité publique le 16 mai 2005.

B

Page **188** sur **347** 

14

Le système d'Alimentation en Eau Potable

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

# l. Fonctionnement général

Le fonctionnement général du réseau, compte-tenu de l'organisation géographique et altimétrique des installations, est présenté sur le schéma synoptique page suivante.

Les données collectées auprès de la commune ont été rassemblées dans une base de données géographique utilisable par un SIG (Système d'Information Géographique). Un plan A0 annexé au présent rapport regroupe les différentes canalisations (adduction et distribution), les organes de régulation (vannes de sectionnement délimitant les sousbassins, poteaux incendie, purges, soupapes de décharges, réducteur de pression, etc...) ainsi que les ouvrages de production et de stockage.

Des fiches descriptives d'ouvrages annexées au présent rapport regroupent les caractéristiques (Capacité totale, côté NGF, réserve incendie...) ainsi que le fonctionnement des réservoirs (adduction, distribution ou refoulement).

Un système d'adduction permet d'acheminer les eaux pompées depuis les forages de Pey Gros jusqu'au réservoir du même nom. Ces eaux sont ensuite acheminées vers le bassin n°1 du réservoir des Collines.

Un second système d'adduction permet d'acheminer les eaux depuis la source des Angles vers le bassin  $n^{\circ}2$  du réservoir des Collines, via la station de pompage des Anges.

Le réseau de distribution peut alors être décomposé en deux étages de pression.

■ Etage « réservoir des Collines » :

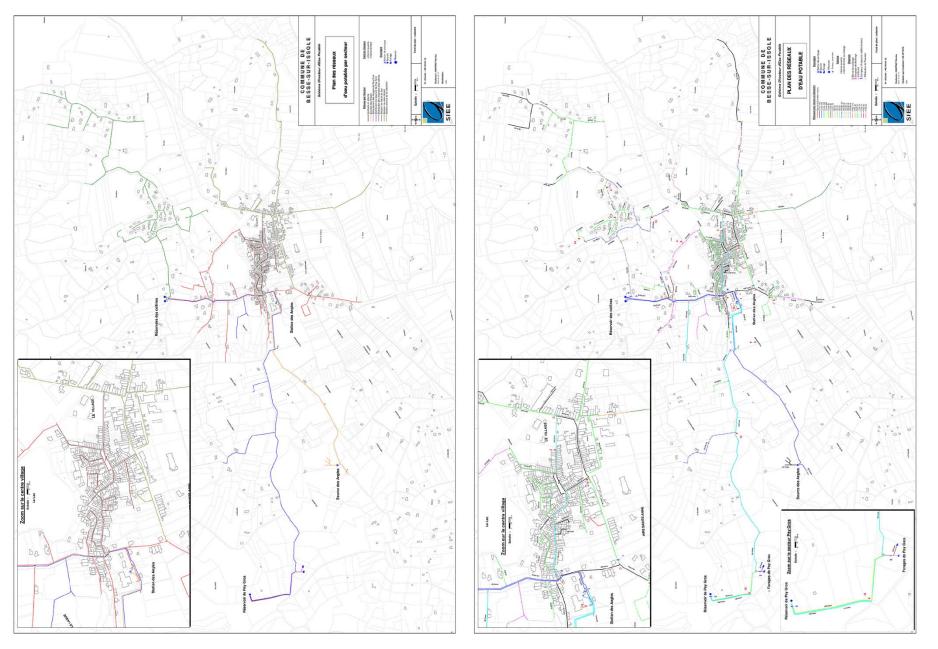
Le réservoir des collines dessert gravitairement le centre du village et le quartier « La Rouge ».

• Etage « réservoir Pey Gros » :

Le réservoir de 1000 m³ dessert gravitairement le lotissement les Hauts du Lac  $\it{via}$  un réducteur de pression.

Synoptique altimétrique des réseaux d'eau potable de Besse sur Issole Lot. Les Hauts du Lac Centre village Lot. Les

Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales



Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

### II. Les ouvrages

### II.1. Les ouvrages de production

Schémas de fonctionnement des ouvrages : se référer aux fiches d'ouvrages présentées en annexe 3. Le synoptique du réseau présenté précédemment planche 3 situe les différents ouvrages et organes sur le réseau.

### Source des Angles

Les eaux collectées dans deux ouvrages maçonnés alimentent gravitairement la bâche de reprise des Angles (remplissage de la bâche commandé par un robinet hydro-altimétrique), où des pompes refoulent les eaux captées vers les réservoirs des Collines.

Un projet de réaménagement de cette source est en cours afin d'améliorer sa protection (la couverture de l'impluvium est relativement faible à proximité de l'exutoire, ce qui augmente les risques de contamination par des débris organiques. Par ailleurs, les abords de la source se transforment en marécage en période hivernale ce qui augmente également les risques sanitaires du fait de la stagnation des eaux).

Ces travaux permettront par la même occasion d'augmenter le champ captant, et donc le débit potentiel de la source.

### Station de reprise des Angles

La station des Angles permet d'alimenter le réservoir des Collines. La station est équipée de deux pompes fournissant chacune 30 m³/h. Les pompes sont asservies sur le niveau du réservoir des Collines, (démarrage à 1m60, arrêt à 1m80).

### Forages de Pey Gros

Les forages de Pey Gros, mis en service en 1976, sont équipés de 2 pompes de 21 m³/h pour le premier et de 27 m³/h pour le second forage. Ils assurent l'alimentation du réservoir de Pey Gros. Ils fonctionnent en parallèle en temps normal.

En revanche, ils ne peuvent fonctionner simultanément en période estivale (le forage n°2 arrive en effet très rapidement en niveau bas). Ils sont en mauvais état et leurs crépines sont colmatées. Ils ont été sujets à des problèmes de turbidité ce qui a conduit à réduire les débits équipés.

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022

Commune de Besse-sur-Issole 20

Page 191 sur 347

### II.2. Les ouvrages de stockage

Le tableau suivant regroupe les informations essentielles qui caractérisent les réservoirs d'alimentation en eau potable présents sur la commune :

Nom	Туре	Capacité Totale (m³)	Dont réserve incendie (m³)	Cote NGF du radier (m)	fonction
Réservoir de Pey Gros	Réservoir	1000	120	355	Réservoir principal
Réservoirs des Collines	semi- enterré	240	Néant.	276	Réservoir principal
Bâche des Angles	Bâche de reprise	70	-	245	Réservoir intermédiaire

Les échelles d'accès aux cuves des réservoirs des Collines sont à remplacer. On notera également la présence d'arbres dont les racines peuvent détériorer le bâti. Par ailleurs, la SVAG signale une mauvaise étanchéité de la chambre des vannes et préconise un remplacement de capot, la pose d'une clôture et d'un dispositif anti-intrusion.

Concernant la station des Angles, la SVAG considère urgente la reprise de l'étanchéité du local chlore. Les capots devront être changés et la mise en place d'une télésurveillance ainsi que d'un analyseur de chlore sont à envisager.

Tous les autres ouvrages de stockage demeurent dans un état très satisfaisant, tant au niveau du génie civil qu'en ce qui concerne les installations mécaniques et électromécaniques.

L'accès aux réservoirs se fait sans difficulté particulière. On peut se rendre à proximité de ces derniers à l'aide d'un véhicule ordinaire.

La **réglementation concernant la défense contre l'incendie** requiert, entre autre, la mise à disposition d'un débit de 60 m³/h durant deux heures. Une <u>réserve incendie</u> de 120m³ doit donc être observée théoriquement sur les deux sites de stockage.

Le réservoir de Pey Gros comporte une réserve incendie dans les normes. La mise en place d'un tel dispositif devra être envisagée au niveau des réservoirs des Collines, qui en est aujourd'hui dépourvu.

L'organisation générale des organes de régulation et des conduites présents à l'intérieur des chambres des vannes de ces réservoirs, ainsi que les caractéristiques physiques et le fonctionnement des réservoirs, sont décrits dans les annexes 3.

La capacité de stockage de la commune est de **1240 m³**, pour un volume utile de 1120 m³ (déduction faite des réserves incendie).

Les besoins estimés sur les relevés de production sont de **327** m³/j en période creuse (production moyenne sur le mois de janvier 2005) et **571** m³/j en période estivale (production moyenne sur le mois d'août 2005).

La capacité totale de stockage d'eau de la commune représente donc 82 heures soit 3 jours et 10 heures d'alimentation en période creuse et 47 heures d'alimentation en période de pointe soit 1 jour et 23 heures. Cette capacité est très satisfaisante compte tenu d'une capacité nécessaire de réserve estimée généralement à 1 jour.

### II.3. Les unités de traitement

Afin de satisfaire aux normes en vigueur, l'eau nécessite qu'on lui fasse subir un traitement plus ou moins poussé selon la qualité des eaux brutes prélevées.

Il existe pour cela plusieurs types de procédés :

- Procédés physiques : Dégrillage, tamisage, décantation, filtration, flottation...
- · Procédés physico-chimiques : Coagulation-floculation
- Procédés chimiques : Oxydation, échanges d'ions, neutralisation...
- Procédés biologiques

Ces différents procédés peuvent être employés selon plusieurs étapes

- La Clarification consiste à éliminer les matières en suspension
- L'affinage a pour effet l'oxydation et la biodégradation des matières organiques et l'élimination ou l'absorption de certains micro-polluants.
- La désinfection a pour but de neutraliser tous les virus et bactéries pathogènes.
- Le traitement final vise à prévenir l'apparition de micro-organismes dans les canalisations.
- Des traitements spécifiques sont mis en place en présence de certaines substances tels que les métaux lourds, l'ammoniaque, les nitrates, les pesticides ou les micro-polluants organiques.

L'eau distribuée à Besse, de qualité très satisfaisante, ne nécessite qu'une chloration préventive : l'eau prélevée est **désinfectée** au **chlore gazeux** directement au niveau de la bâche de reprise pour la station des Angles, et à l'exhaure des forages de Pey Gros. L'injection de chlore assure également la présence d'un **taux de chlore résiduel** suffisant dans les canalisations.

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

Page **192** sur **347** 

Commune de Besse-sur-Issole 22

# III. Les canalisations

La nature et le diamètre des canalisations présentes sur le réseau sont reportés sur les plans fournis.

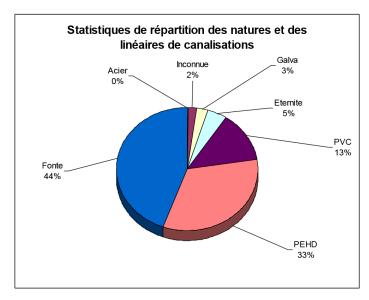
La **longueur totale des réseaux présents sur le territoire communal**, hors branchements particuliers, est de **17.7 km** environ.

### III.1. Nature des matériaux

Les tableaux ci-dessous, élaborés à partir des visites de terrain et des informations collectées auprès des agents de la commune, précisent les caractéristiques du réseau de distribution en ce qui concerne la nature des canalisations et les linéaires correspondants :

Nature de la conduite	Linéaire correspondant (m)					
Acier	50					
Inconnue	331					
Galva	444					
Eternite	817					
PVC	2342					
PEHD	5854					
Fonte	7837					
TOTAL	17674					

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022



Les types de conduite les plus présents sont la **fonte** avec un linéaire de **7837 m** soit **44**% du réseau et le **PEHD** représentant **33**% du réseau.

L'unique tronçon en Eternite (amiante-ciment) de diamètre 150 mm situé entre les forages de Pey Gros et le quartier Saint-Pierre (820 ml environ) devra dans tous les cas être remplacé à terme, compte-tenu de son ancienneté et des risques de fuites importants inhérents à ce type de matériau.

Les autres tronçons à renouveler seront identifiés lors de la campagne de recherche de fuites.

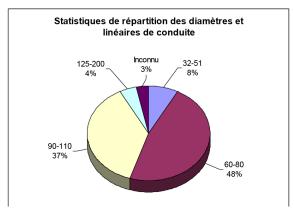
Commune de Besse-sur-Issole 24

Page **193** sur **347** 

### III.2. Diamètres des canalisations

La répartition des canalisations selon les diamètres rencontrés se fait de la manière suivante :

Diamètre de la conduite (mm)	Linéaire correspondant (m)
Inconnu	359
32-51	823
60-80	5091
90-110	4011
125-200	7389
TOTAL	17674



L'ensemble des caractéristiques des canalisations (diamètre nature et longueur) ont été associées à une base de données lors de la numérisation des réseaux. Toutes les informations relatives à un tronçon donné de canalisation sont consultables directement sur SIG.

# IV. Dispositifs de comptage

# IV.1. Compteurs généraux

On rencontre généralement 5 types de compteurs :

- Compteurs de production : unité de production (source, forage, captage...) ou groupe d'unités.
- Compteurs d'adduction de réservoir : remplissage du réservoir,
- Compteurs de distribution de réservoir : sortie du réservoir pour la desserte des abonnés et/ou l'alimentation d'un autre réservoir.
- Compteurs d'adduction-distribution de réservoir : remplissage du réservoir et desserte des abonnées par la même conduite,
- Compteurs de sectionnement : compteur de distribution intermédiaire disposé sur le réseau (permet de détailler la part d'un sous-bassin).

Lors du démarrage de l'étude il n'existait que quatre compteurs généraux sur le réseau de la commune :

- Compteur d'adduction-distribution de la station des Angles,
- Compteur d'adduction du bassin de Pey Gros,
- Compteur d'adduction-distribution du réservoir de Pey Gros,
- Compteur de distribution du réservoir des Collines.

Un programme d'équipement de compteurs généraux a donc été établi et fourni à la commune afin qu'elle puisse disposer d'outils pour mener à bien cette étude mais également pour connaître le devenir des volumes qu'elle mobilise et ainsi améliorer l'exploitation du réseau.

3 compteurs généraux complémentaires ont ainsi été mis en place :

- Compteur de distribution vers les Hauts du Lac,
- Compteur de sectionnement Rue Jean Aicard,
- Compteur de sectionnement Avenue de la Libération.

Le village est donc désormais découpé en 5 secteurs, dont la localisation est donnée planche 5.

Commune de Besse-sur-Issole 26

Page 194 sur 347

### IV.2. Compteurs particuliers

Les compteurs particuliers correspondent à ceux disposés sur les branchements privés. Ils permettent le comptage des volumes utilisés en vue d'établir la facturation, et marquent la limite en aval de laquelle l'entretien et la maintenance des réseaux ne sont plus de la responsabilité de l'exploitant.

En vieillissant les compteurs d'eau ont tendance à fournir des mesures de consommation d'eau de plus en plus imprécises. Pour la quasi-totalité des compteurs cette baisse de précision se traduit par une sous-estimation des volumes consommés.

A titre indicatif, le modèle de règlement de service (circulaire du 14/04/1988) prévoit le contrôle voir le remplacement à 15 ans d'âge et un renouvellement systématique à 20 ans.

Les plus vieux compteurs recensés sur la commune de Besse-sur-Issole étant datés de 1992, le renouvellement des compteurs âgés de 15 ans devra commencer en 2007.

Tous les abonnés sont équipés de dispositifs de comptage individuels, ce qui permet une facturation précise des volumes consommés. La SVAG recensait au total 837 compteurs sur la commune en 2006.

L'intégralité des équipements communaux est équipée de dispositifs de comptage, y compris la mairie et l'école.

70 branchements en plomb environ subsistent sur la commune. Leur remplacement pourra se faire au cas par cas ou à l'occasion des remplacements de conduites planifiés dans le programme des travaux en fin de rapport.

# V. Autres organes présents sur le réseau

Les principaux organes de régulation et d'intervention (vannes de secteur, réducteurs de pression, poteaux incendie...) sont répertoriés sur les plans des réseaux.

С

# Les besoins en eau

Commune de Besse-sur-Issole 28

Page **195** sur **347** 

# Les différentes données disponibles pour l'évaluation des besoins – Définitions préliminaires

L'estimation des besoins en eau de la commune peut se faire de différentes manières selon les données à disposition et surtout la définition que l'on donne au mot « besoins ».

# I.1. Estimation sur les données de production

On appellera « production utile », les volumes d'eau correspondant aux besoins totaux de la commune nécessaires pour satisfaire :

- La consommation des usagers comptabilisée (facturée) ou non (fontaine, toilettes publiques, lavoirs, volume de services, secours incendie...non équipés de compteurs),
- Les pertes : surverse des ouvrages, chasses d'eau du réseau...,
- Les fuites,
- Les vols d'eau (branchements pirates, existence de doublons, compteur inversé),

La production utile est définie à partir des volumes prélevés par la commune elle-même, en tenant compte des volumes importés (achetés) et exportés (vendus et utilisés à l'extérieur du territoire communal). Dans le cas de la commune **de Besse sur Issole**, il n'existe pas d'achat ni de vente, on a donc :

Production utile = Production commune

### 1.2. Estimation sur les données de distribution

La distribution représente les volumes introduits dans le réseau. Celle-ci est généralement comptabilisée au départ des réservoirs :

Distribution = volume facturé + volume utilisé mais non comptabilisé + fuites + une partie des pertes

Notons que cette distribution peut aussi intégrer le volume de remplissage des réservoirs intermédiaires situés sur le secteur desservi.

Lorsque des compteurs de distribution sont en place, ils permettent de sectoriser les besoins par bassin (unité desservie par un même réservoir).

### I.3. Estimation sur les données de consommation

La consommation représente les besoins réels de la commune, sans prendre en compte les fuites et les pertes sur le réseau.

Consommation = volume facturé + volume utilisé mais non comptabilisé

Les volumes non comptabilisés étant difficilement quantifiables avec exactitude, cette donnée peut uniquement être estimée.

#### I.4. Estimation sur les données de facturation

Ces données sont faciles à obtenir puisque les volumes enregistrés au niveau des compteurs particuliers sont systématiquement répertoriés pour facturer aux abonnés les volumes qu'ils ont réellement consommés.

En revanche, parmi toutes les méthodes évoquées ci-dessus, l'estimation sur la seule facturation conduit aux résultats les plus éloignés des quantités réelles qu'il faut mobiliser pour les besoins globaux de la commune.

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022

# Page **196** sur **347**

Commune de Besse-sur-Issole 30

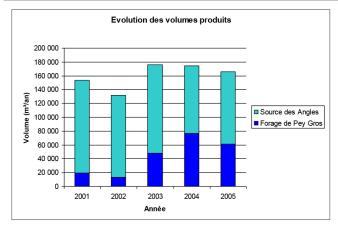
### II. Les besoins annuels

L'estimation des besoins annuels permet par la suite d'apprécier leur adéquation avec les ressources et la capacité de stockage et de définir le rendement du réseau (en comparant les volumes qui ont été mobilisés pour satisfaire ces besoins).

### II.1. Production annuelle

La production d'eau par la commune pour l'année 2005 a été de 165 823 m³. Ce volume est plus faible que ceux enregistrés les deux années précédentes, ce qui traduit une amélioration significative du rendement du réseau.

	2001	2002	2003	2004	2005
Forage de Pey Gros	19 451	12 876	47 859	76 913	60 951
Source des Angles	134 267	118 746	127 749	97 706	104 872
Volume produit total (m³)	153 718	131 622	175 608	174 619	165 823

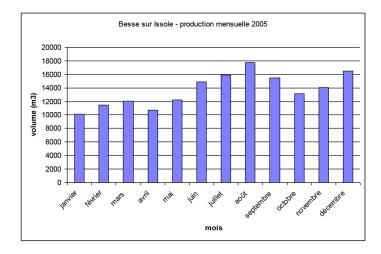


### Evolution de la production mensuelle pour l'année 2005 :

Mois	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Volume	10137	11484	12028	10710	12214	14880	15872	17701	15450	13144	14070	16492
Mensuel	10137	11404	12020	10710	122 14	14000	13072	17701	15450	15144	14070	10432

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales



### II.2. Consommation

### II.2.1. Consommation comptabilisée et facturée

La consommation globale sur la commune comptabilisée en 2005 a été de  $93~862~m^3$  (2).

Le rôle de l'eau 2005 mis à disposition permet de se rendre compte de la répartition de la consommation :

- Les consommations pour l'usage domestique (785 abonnés totalisant 86 486 m<sup>3</sup> soit plus de 91% de la consommation totale),
- Les consommations pour l'usage public (totalisant 7 746 m³ soit plus de 8% de la consommation totale).

Une étude statistique de la consommation pour l'année 2005 est présentée en annexe 2.

Remarque : il n'est pas tenu compte ici du sous-comptage (ou défaut de comptage) éventuel occasionné par les compteurs particuliers les plus âgés.

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

Page 197 sur 347

Commune de Besse-sur-Issole 32

### II.2.2. Consommation non comptabilisée

Ce sont les établissements ou points d'eau qui ne sont pas équipés de compteurs :

- Vidange réservoirs pour nettoyage : ½ du volume de chaque réservoir soit 655 m³,
- Borne de lavage,
- Besoins de service (service incendie, exploitant de réseaux....): volume estimé à 4900 m³ par le délégataire,
- Points d'eau communaux (fontaines, lavoirs et WC) : tous sont comptabilisés,
- Les vols d'eau (camion toupie, branchement pirate...) : volume non quantifiable.

Il peut s'agir également de compteurs bloqués qui n'ont pu comptabiliser les débits consommés.

Il nous est donc possible d'estimer un volume non-comptabilisé de **5 555 m³** (3). Cependant, ce volume est fortement sous-estimé puisqu'il n'intègre pas tous les volumes de nettoyage de la voirie, ni les vols.

NB: Les vols d'eau sur les bornes incendie représentent des volumes significatifs sur Besse; ils sont le fait, pour leur grande majorité, des camions hydrocureurs qui viennent remplir leur cuve en se branchant sur les bornes.

Ce phénomène est problématique puisque, outre le manque à gagner que ces vols représentent pour la collectivité, il conduit à une sous-estimation des volumes effectivement consommés (les bornes n'étant pas munies de compteurs).

Des mesures préventives devront être mises en place comme la pose d'autocollants dissuasifs sur les bornes incendie, une campagne de responsabilisation des habitants, ou encore la mise en place de bornes d'accès payantes (système de cartes à unités vendues par les commerçants du village par exemple).

### 11.2.3. Consommation totale sur la commune

Les volumes consommés et utilisés sur la commune sont de 99 417 m $^3$ /an au total (facturés + non facturés) (4) = (2) + (3)

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

### III. Les besoins iournaliers

### III.1. Production

### III.1.1. Production movenne

La production annuelle nous permet de déterminer une production journalière moyenne sur l'année 2005 :

Volume mesuré	Production
Période de relève disponible	2005
Nombre de jours (n)	365 j
Volume total relevé (V)	165 823 m³
Production journalière moyenne (V/n)	454 m³/j

### III.1.2. Production minimum

Ces volumes n'étant que des moyennes journalières calculées à l'aide de volumes mensuels ou hebdomadaires, il ne s'agit que d'estimations, l'une majorée pour la production en période creuse et l'autre minorée pour la production de pointe.

La production minimale observée au mois de janvier 2005 conduit à une moyenne journalière de  $327 \, m^3 J_i$ . Le coefficient de période creuse par rapport à la moyenne annuelle est donc de 0,72.

### III.1.3. Production de pointe

La production mensuelle maximale a été enregistrée en août pour l'année 2005 : 571 m³/j.

La production maximale est donc 1,75 fois plus importante que la production minimale et 1,3 fois plus importante que la moyenne annuelle.

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

Page **198** sur **347** 

Commune de Besse-sur-Issole 34

### III.2. Consommation journalière

La facturation étant réalisée de manière annuelle, il est difficile d'estimer la consommation à l'échelle d'une journée :

- les ratios de consommation par personne évoluent fortement au cours de l'année,
- certaines personnes ne sont pas présentes toute l'année (résidences secondaires, touristes...),
- certaines activités ne fonctionnent qu'une partie de l'année.

L'estimation des ratios de consommation, par la moyenne des relevés annuels, conduit aux résultats qui suivent.

### III.2.1. Ratios de consommation annuels moyens

Afin de calculer la consommation moyenne journalière par habitant, on estime une population moyenne sur l'année, en se basant sur la présence de la population sédentaire sur 9 mois et de la population estivale maximale sur 3 mois.

Période	Année 2005
Consommation totale sur la période	99 417 m³
Consommation domestiques estimée	86 486 m³
Nombre de jours durant la période	365 j (environ)
Consommation moyenne journalière sur la période	237 m³/j
Nombre d'abonnés domestique	782 ab.
Nombre d'habitants moyen (N)	2 848 pers.
Consommation moyenne journalière/abonné	303 l/j/ab.
Consommation moyenne journalière/habitant	83 l/j/pers.

La consommation moyenne par jour et par résident est estimée à **83 l/j/pers**, sur la base des données annuelles. Ce très faible ratio s'explique par le fait qu'une grande partie de la population se situe en zones NB, non raccordées au réseau et est donc alimentée par des forages privés.

### III.2.2. Ratios de consommation été/hiver

Si on considère que la consommation évolue de la même manière que la production, on peut estimer les consommations de pointe et de période creuse. Pour cela, on affecte à la consommation domestique moyenne journalière de 237 m³/j, les coefficients de période creuse (0,72) et de pointe (1,3) calculés sur la production :

	Ratio de consommation – période creuse	Ratio de consommation – période estivale
Période	Janvier	Août
Production relevée	327 m³/j	571 m³/j
Consommation domestique estimée sur la période	171 m³/j	308 m³/j
Nombre de personnes présentes sur la commune (2005)	2 400	3 196
Volume moyen journalier/résident	72 l/j	96 l/j

Ces ratios sont très inférieurs aux moyennes généralement observées dans le département du Var (de l'ordre de 250 L/habitant/jour en période estivale): ceci s'explique aisément par le fait qu'une proportion importante de la population (non quantifiable sans recensement systématique) est alimentée par des forages privés.

Outre l'affluence touristique qui occasionne des consommations globales plus importantes, on observe une augmentation des ratios de l'hiver à l'été qui correspond aux besoins humains (fréquence des rafraîchissements, douches...) et à l'arrosage.

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

Page **199** sur **347** 

Commune de Besse-sur-Issole 36

### IV. Les indicateurs de fonctionnement

### IV.1. Rendements de réseaux

### IV.1.1. Rendement primaire

Exprimé en pourcentage, le rendement primaire ou rendement brut permet de comparer les volumes facturés aux abonnés et les volumes mobilisés et constitue en ce sens un indicateur de la **rentabilité du réseau**.

$$R_{primaire} = 100 \times \frac{\textit{Volumes facturés}}{\textit{Volume de productionutile}}$$

$$R_{primaire/2005} = 100 \times \frac{86486}{165823} =$$
**52,2 %**

### IV.1.2. Rendement net

Le rendement net tient compte des consommations qui sont facturées mais également des volumes utilisés et non facturés. En les comparant aux volumes de production utile il permet d'apprécier l'état du réseau, la différence étant imputée aux pertes et fuites existantes.

$$R_{\text{\tiny net}}{=}\,100 \times \frac{Volumes \ facturés + Volumes \ non \ comptabilités \ estimés}{Volume \ de \ production \ utile}$$

$$R_{net/2005} = \frac{100 \times (99417)}{165823} =$$
**59,9 %**

### IV.2. Indices linéaires

Les indices linéaires permettent de caractériser l'état ou le fonctionnement d'un réseau. Ce sont en outre des indicateurs intéressants car ils permettent de comparer les réseaux de collectivités dont l'étendue et le degré d'urbanisation sont très distincts en les rapportant à des valeurs de référence.

# IV.2.1.1. Indice Linéaire de Consommation (I.L.C.)

$$I.L.C. = \frac{Volumes\ consomm\'{es}\ (factur\'{es}\ uniquement)}{Longueur\ des\ conduites\ de\ transport\ et\ de\ distribution} m^3/j/km$$

$$I.L.C._{2005} = \frac{86486/365}{17.7} =$$
13,39 m³/jour/km

### IV.2.1.2. Indice Linéaire de Perte (I.L.P.)

La détermination de l'indice linéaire de perte est ici réalisée à partir d'une perte moyenne horaire calculée sur une estimation annuelle. Il sera donc redéfini de manière précise à l'issue des campagnes de mesures. Il est ici donné à titre d'information :

$$I.L.P. = \frac{Volume \ de \ Perte}{Longueur \ des \ conduites \ de \ transport \ et \ de \ distribution} \ m^3 \ / \ h \ / \ km$$

$$I.L.P. = \frac{Volume \ \text{Produit} - \left(Volume \ factur\'e + non \ comptabilis\'e\right)}{Longueur \ des \ conduites \ de \ transport \ et \ de \ distribution} m^3 \ / \ h / \ km$$

$$I.L.P._{2005} = \frac{\left[165823 - \left(99417\right)\right]/365 \times 24}{17.7} = 0,43 \text{ m}^3/\text{h/km}$$

Dossier S.I.E.E. n° AE 06 05 022

# Page **200** sur **347**

Commune de Besse-sur-Issole 38

On peut le rapporter à des valeurs de référence proposées à titre indicatif par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (toujours en  $m^3/h/km$ ) :

Catégorie de réseau	Rural	Semi-rural	Urbain
Bon	< 0,06	< 0,13	< 0,3
Acceptable	< 0,1	< 0,2	< 0,4
Médiocre	0,1 < I.L.P. < 0,16	0,2 < I.L.P. < 0,336	0,4 < I.L.P. < 0,63
Mauvais	> 0,16	> 0,336	> 0,63

Valeurs recommandées par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Un rendement net actuel (2005) de **59,9** %, traduit un <u>fonctionnement de réseau très</u> <u>médiocre</u> (valeur guide de l'Agence de l'Eau : 70 %).

En outre, compte tenu des valeurs recommandées par l'agence de l'eau, l'indice linéaire de perte calculé en première approche témoigne, pour ces réseaux à caractère rural, d'une mauvaise étanchéité du réseau.

Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

### V. Détermination du bilan besoins-ressources

Le bilan besoins-ressources permet d'apprécier l'adaptation des ressources mobilisables par rapport aux besoins identifiés.

On définit la production théorique comme celle autorisée par la capacité des pompes ou par les autorisations obtenues lors de la déclaration de prélèvement.

La production réelle est celle que permettent physiquement la ressource, au gré des étiages, ou les ouvrages de captage.

Le tableau suivant regroupe les volumes distribués, mobilisables et propose un calcul du taux d'utilisation actuel de la ressource, afin d'apprécier l'adaptation de la ressource aux exigences de la commune :

	Période	creuse	Période estivale		
Ressource	Forages de Pey Gros (1) Source des Angles (2)		Forages de Pey Gros (1)	Source des Angles (2)	
Besoins journaliers	327	m³/j	571 m³/j		
Volume mobilisable	420 m³/j <b>(3)</b> 480 m³/j		420 m³/j <b>(3)</b>	480 m³/j	
Facteur limitant	Ouvrage (colmaté)	Ouvrage de captation et conduite de transfert	Ouvrage (colmaté)	Ouvrage de captation et conduite de transfert	
Taux d'utilisation actuel de la ressource	36	%	63 %		

(1) : Les forages, datant de 1976, sont en mauvais état et leurs crépines sont colmatées. Ils ne peuvent fonctionner simultanément en été : le forage n°2 (cf. fiches d'ouvrages) arrive fréquemment en niveau bas en période estivale, et la capacité de production se réduit alors à 21 m³/h environ contre 48 m³/h en période hivernale.

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

Page **201** sur **347** 

40

(2) : Le débit indiqué correspond à la capacité des ouvrages de captage et de la conduite d'acheminement vers la station de reprise, et non au débit réel de la source qui est supérieur à cette valeur mais n'a pu être jaugé. Le débit d'entrée dans la bâche a été mesuré sur compteur en février 2007 et août 2006, et se situait aux alentours de 20 m³/h pour les deux périodes. Le trop-plein de la source fonctionnait à ces deux périodes. L'arrêté de D.U.P. de 1989 autorise la dérivation

Commune de Besse-sur-Issole

(3) : Hypothèse la plus défavorable de fonctionnement à un seul forage, pendant un maximum de 20 heures par jour.

d'un maximum de 30 m³/h (720 m³/j au maximum.).

Ainsi la commune utilise aujourd'hui près de la moitié du volume à disposition en période creuse et les trois quarts de ce dernier durant les périodes de forte consommation.

Notons cependant que ce bilan a été établi dans l'hypothèse pessimiste de fonctionnement à un seul forage (21 m³/h).

Il est important de noter qu'en cas de problème sur la source des Angles, les forages ne suffisent pas à alimenter seuls l'ensemble de la commune.

Il est donc nécessaire de procéder au décolmatage des forages afin qu'ils retrouvent leur capacité de production nominale. Si cette opération devait échouer, il faudra sécuriser l'alimentation par le recours à une autre ressource qui sera définie à l'issue d'une prospection hydrogéologique (synthèse bibliographique + essais de pompage).

En parallèle, il faudra veiller **au renforcement de la source des Angles** par l'amélioration de sa protection et l'augmentation de sa capacité par des travaux d'extension du champ captant.

Ces solutions sont développées, étudiées et chiffrées dans le programme des travaux.



# Campagnes de mesures

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

Page **202** sur **347** 

Commune de Besse-sur-Issole 42

# VI. Mesures de débits

### VI.1. Méthodologie et obiectifs des mesures de débits

Les compteurs de distribution au départ des réservoirs de Pey Gros (1000 m³) et des Collines (2x120 m³), ainsi que les compteurs de production de la station des Angles et des forages de Pey Gros ont été équipés d'un tête émetrice reliée à un système d'acquisition de données, permettant ainsi d'avoir un enregistrement en continu du débit transitant dans les canalisations.

Les enregistrements sur une semaine à l'occasion de deux campagnes de mesure (campagne hivernale/période creuse et campagne estivale/période de pointe) ont permis d'avoir une évaluation des débits de perte sur les réseaux de distribution.

Ces volumes de pertes ont été validés par des investigations nocturnes réalisées en période creuse (février 2007).

- période creuse (de faible tirage) : du 06/02/07 au 13/02/07

-période de pointe ou estivale (de forte consommation) : du 25/07/06 au 01/08/06

Les mesures estivales ont été effectuées à partir des 4 compteurs généraux initialement présents sur le réseau. Les mesures hivernales ont bénéficié de 3 nouveaux compteurs permettant une meilleure sectorisation du réseau.

Les résultats détaillés des mesures sont présentés en annexes 4 et 5. La localisation précise des compteurs de sectorisation figure sur les plans et le synoptique du réseau.

# VI.2. Campagne de mesures hivernale

Les mesures de la campagne hivernale ont été effectuées du 6 au 13 février 2007.

Les volumes mesurés ici comprennent :

- La consommation des abonnés raccordés à la partie du réseau desservie par le réservoir,
- · Les fuites présentes sur cette même partie,

Dossier S.I.E.E.  $n^{\circ}$  AE 06 05 022

 Les consommations de services non comptabilisées (utilisation des bouches de lavage, poteaux incendie, fontaines et arrosage communal...)

Le volume total distribué sur la commune était de **412 m³**/j en moyenne en période hivernale. Ce volume est supérieur aux besoins minimum de 327 m³/jour enregistrés en janvier 2005, ce qui peut s'expliquer à la fois par une augmentation du volume de pertes d'une année sur l'autre, d'une augmentation du nombre d'abonnés et par des consommations plus élevées en février qu'en janvier.

Ces mesures ont néanmoins permis d'avoir une première approximation des pertes sur le réseau : la consommation nocturne étant d'ordinaire très faible en hiver, on considère que les volumes enregistrés durant cette période sont représentatifs des fuites

Secteur	n° compteur	Volume distribué (m³/jour)	Débit minimum observé sur la période (m³/h)	Rendement estimé <i>hiver</i>
J. Aicard	6	14	0	100 %
Libération	7	185	4	48 %
Adduction Pey Gros - Collines	3	144	6	0 %
Hauts du Lac	5	69	1,5	48 %
Total	-	412	11,5	33 %

**Remarque** : il est fort probable que la consommation d'eau nocturne ne soit pas nulle et que les débits de fuites soient inférieurs au débit minimum enregistré.

Par ailleurs, les investigations nocturnes effectuées en période creuse, une semaine après la fin de cette campagne de mesures, ont permis de déterminer un débit de nocturne de 10.9 m³/h.

Dossier S.I.E.E. n° AE 06 05 022

# Page **203** sur **347**

### Commune de Besse-sur-Issole

### VI.3. Campagne de mesures estivale

Les mesures de la campagne estivale ont quant à elles été effectuées du 25 juillet au 1er août 2006.

Notons qu'à cette époque, les compteurs de sectorisation J. Aicard, Libération et Hauts du Lacs n'étaient pas encore posés. Les volumes mesurés ont donc simplement permis de connaître les besoins de pointe à l'échelle de la commune.

Le débit distribué par les deux réservoirs était de **744 m³/j** en moyenne en période estivale, pour un débit nocturne minimum estimé à 12 m³/h soit un rendement se situant aux alentours des **61** %.

Ce volume est nettement plus élevé que le volume enregistré en 2005 : 571 m³/jour (moyenne mensuelle sur le mois d'août), ce qui suppose que le rendement du réseau s'est sérieusement détérioré en l'espace d'une année.

Compte-tenu des débits mobilisables actuellement limités en période estivale (cf. bilan besoins-ressources dressé précédemment), il est primordial de maintenir un rendement de réseau satisfaisant (i.e. supérieur à 70 %) afin de conserver une bonne adéquation entre la demande et ce que la ressource est capable de fournir.

Le suivi régulier des compteurs de sectorisation posés dans le cadre de cette étude permettra d'intervenir de manière ciblée, le plus rapidement possible, en cas de fuite sur le réseau.

Commune de Besse-sur-Issole 45 Commune de Besse-sur-Issole 46

# VII. Mesures de pression – analyse de la défense incendie

Parallèlement aux mesures de débits, une campagne de mesures de pressions a été effectuée en différents points du réseau, afin d'identifier les éventuelles zones à problèmes.

Un débitmètre muni d'un manomètre a été positionné sur les poteaux incendie présents sur le réseau afin de :

- s'assurer que les pressions rencontrées sur le réseau satisfont au confort des usagers et qu'elles ne sont pas favorables au dysfonctionnement des appareils domestiques et à l'usure prématurée des réseaux,
- étudier les possibilités des installations face au risque incendie, c'està-dire vérifier le respect de la réglementation et des prescriptions techniques en matière de défense incendie,



Photo : test d'un poteau incendie sur la conduite fonte Ø150 alimentée depuis le réservoir de Pey gros, à proximité de la station des Angles.

# II.1. Confort des usagers

Le confort des utilisateurs repose sur les observations suivantes :

- En dessous de 0,5 bar, certains appareils tel que les chauffe-eau ne s'enclenchent pas,
- A l'inverse, les fortes pressions sont génératrices de fuites, augmentant le volume des pertes et détériorant les installations présentes sur le réseau,
- Les pressions de confort pour l'utilisation domestique se situent entre 2 et 6 bars.

### II.2. Réglementation

De façon générale, en application de l'article 33 du décret n°89-3 du 3/01/1989, une pression minimale de 0,3 bars doit être garantie en tout point de distribution d'eau potable pour les installations de distribution mises en service depuis avril 1995

Concernant les obligations en matière de défense incendie, le texte réglementaire en vigueur est relativement ancien. Il s'agit de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

Ce texte compile quelques directives d'ensemble sur les débits à prévoir pour l'alimentation du matériel d'incendie et sur les mesures à prendre pour constituer des réserves d'eau suffisantes.

Les deux principes de base de cette circulaire sont :

- ✓ le débit nominal d'un engin de lutte contre l'incendie est de 60 m³/h,
- √ la durée approximative d'extinction d'un sinistre moyen peut être évaluée à deux heures.

Il en résulte que les services incendie doivent pouvoir disposer sur place et en tout temps de  $120\ m^3$ .

Ces besoins en eau pour la lutte contre l'incendie peuvent être satisfaits indifféremment à partir du réseau de distribution ou par de points d'eau naturels ou artificiels.

Toutefois, l'utilisation du réseau d'eau potable par l'intermédiaire de prises d'incendie (poteaux ou bouches) doit satisfaire aux conditions suivantes :

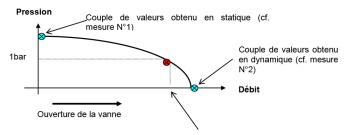
- √ réserve d'eau disponible : 120 m³,
- √ débit disponible : 60 m³/h (17 l/s) à une pression de 1 bar.

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

Page 204 sur 347

Notons que les points naturels ou artificiels ne peuvent satisfaire aux besoins des services incendie que si leur capacité minimum est de 120 m³ et leur accessibilité garantie en tous temps : l'eau ne doit pas geler, croupir, etc....

# VIII. Principe des mesures



Débit obtenu pour une pression de 1 bar(cf. mesure N°3)



Mesure de pression statique : la vanne d'arrêt du poteau incendie est ouverte, les capuchons de raccord pompier sont laissés en place (prise obturée). On mesure alors la pression maximale que l'on peut obtenir au poteau (ou légèrement inférieure si la mesure est effectuée aux heures de forte consommation domestique).



Mesure de pression dynamique : la vanne d'arrêt du poteau incendie est ouverte, le capuchon de raccord pompier est retiré permettant à l'eau de s'écouler. On mesure alors le débit maximum que peut fournir le poteau, et la pression résiduelle correspondante à ce débit. On peut également obturer partiellement la prise à l'aide d'une vanne, afin de mesurer le débit obtenu pour une pression de 1 bar (contrôle de la réglementation incendie).

Commune de Besse-sur-Issole 48

Page **205** sur **347** 

### III.3. Résultats des mesures

Les essais ont été effectués sur 15 poteaux incendie (soit la totalité du parc), le 2 octobre 2006. Les résultats sont les suivants :

	mesure	statique		mesure d	lynamique	
n° SDIS	Pression statique	débit correspondant	Pression dynamique n°1	débit	Pression dynamique n°2	débit max.
1	PI	nors eau – vann	e de pied pro	bableme	nt fermée	
2	5,2	0	1	49	0,4	56
3	3,4	0	1	26	0,4	36
4	3,9	0	1	50	0,4	56
5	3,4	0	1	42	0,4	50
6	4	0	1	75	0,4	79
7	3,8	0	2,6	60	1	95
8	3,4	0	1	65	0,6	71
9	PI dégra	ıdé (collège), me	esure non réa	alisable. F	Réparé depui	S.
10	2,6	0	1	70	0,4	72
11	2	0	1	76	0,4	83
12	9,9	0	1	18	0,4	20
13	6,5	0	1	55	0,4	60
14	3,5	0	1	45	0,4	51
15	3,5	0	1	62	0,4	67

Les poteaux ont été affectés d'une couleur en fonction de leur résultat vis à vis des exigences liées à la réglementation incendie :

- Poteau incendie conforme à la législation (débit supérieur à 60m³/h à une pression de 1 bar)
- Poteau incendie utilisable mais non conforme à la législation (débit compris entre 45 et 60m³/h à une pression de 1 bar)
- Poteau incendie difficilement utilisable, non conforme à la législation (débit inférieur à 40m³/h à une pression de 1 bar)

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022

Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

### Confort des usagers

Les valeurs de pressions statiques (mesure n°1 à débit nul), représentative du confort des usagers, sont globalement satisfaisantes puisqu'elles oscillent entre 2 et 9,9 bars sur l'ensemble du parc. La zone de fortes pressions correspond aux abonnés branchés sur la conduite d'adduction des réservoirs des Collines par Pey Gros

Des mesures de pression complémentaires ont été effectuées au robinet de l'usager sur les zones non couvertes par la défense incendie :

P1	3,2	Le Jardin de Gaspard
P2	3,4	Mr. Benicourt - Détendeur particulier
P3	2,8	Mr. Gomez - Lot. Tilleuls
P4	5,5	Mr. Bora - Secteur sans défense incendie (L'Enclos) Pression importante
P5	2,8	Mr. Mamino - Au nord de la coopérative vinicole

### Réglementation incendie

Au sens de la circulaire interministérielle n° 465 :

- 6 des 15 poteaux examinés sont conformes à la réglementation (cases vertes);
- 5 poteaux ne sont pas conformes au sens strict mais restent utilisables (cases oranges);
- 4 poteaux <u>ne sont pas conformes et sont difficilement utilisables</u> par les secours incendie (cases rouges). Ils concernent en particulier :
- le collège (ce poteau a été réparé depuis );
- la rue Montenard ;
- hameau de la Baume;
- les Hauts du Lac:

Remarque : les réservoirs des Collines ne disposent pas de réserve incendie. Une réserve de 120 m³ au minimum devra être percée sur les 240 m³ que totalisent les deux cuves.

Commune de Besse-sur-Issole 50

Page 206 sur 347

#### Interprétation des mesures :

Remarque: les essais réalisés sur les poteaux incendie permettent de connaître leur conformité en débit et en pression instantanée mais ne sont pas représentatifs du volume mobilisable sur les deux heures réglementaires.

L'état des vannes de coupure (ouverture totale) des poteau n°3 (rue Montenard) et 12 (ham. de la Baume) devra être vérifié, ainsi que les vannes de secteur situées en amont : ce sont les seuls facteurs qui puissent expliquer leur non-conformité (diamètres des canalisation et pressions amplement suffisants). Si celles-ci s'avèrent ouvertes et en bon état, les poteaux devront être démontés, vérifiés et remplacés le cas échéant.

Le poteau n°9 (en face du collège) est hors service : un raccord de 65 mm était sectionné au moment des mesures la mesure n'a donc pas pu être réalisée par nos soins. Il a depuis été remplacé.

Les poteaux n°4 (camping) et 14 (lot. Les hauts du Lac, à côté du transformateur EDF) ne peuvent fournir le débit réglementaire car ils sont respectivement branchés sur des conduites PVC Ø90 et PEHD Ø63. Remplacer ces tronçon (resp. 10 et 100 ml environ) par une conduite Ø110 permettrait de résoudre le problème.

Les poteaux n°2, 5, et 13, bien que proches de la norme, ne peuvent fournir un débit suffisant. Si l'ouverture des vannes de pied des poteaux ainsi que celles des vannes de secteur est complète, et étant donné le diamètre suffisant des conduites (supérieur ou égale à 100 mm), on peut conclure à un encrassement de celles-ci limitant les débits mobilisables.

Le poteau n°1 est hors eau, la vanne de pied est probablement fermée. La mesure n'a donc pas pu être réalisée. Cette vanne devra être vérifiée.

La circulaire du Ministère de l'Agriculture du 9 août 1967 (ER/4037) souligne les difficultés du respect des exigences définies :

« Suite à certains excès concernant la mise en place de la défense incendie dans les communes rurales (développement systématique de réseaux surdimensionnés et coûteux), le Ministère a jugé nécessaire de préciser la philosophie qu'il convenait d'appliquer sur ce sujet.

Ainsi, concernant l'utilisation des réseaux d'alimentation en eau potable, la circulaire indique en particulier que " les réseaux d'alimentation en eau potable doivent être conçus pour leur objet propre : l'alimentation en eau potable. La défense contre l'incendie n'est qu'un objectif complémentaire qui ne doit ni nuire au fonctionnement du réseau en régime normal, ni conduire à des dépenses hors de proportion avec le but à atteindre. "

Compte tenu de cette remarque, l'attention devra être portée sur les insuffisances les plus marquées.

Des aménagements visant a améliorer la réponse des hydrants non conformes devront être envisagés lors de tous travaux réalisés sur ces réseaux (ex : en cas de canalisations vétustes, des diamètres plus importants devront être adoptés lors de leur remplacement)





Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022

# Objectifs

L'origine des fuites peut être multiple : joints ou raccords défectueux, piqûre sur branchement, fuite sur presse étoupe, fuite sur branchement, fente ou trou sur canalisation....

On peut donc retrouver des fuites sur tous les réseaux d'eau, même les plus récents. Leur proportion varie cependant avec l'état dans lequel il se trouve, son âge, les matériaux qui le composent, etc...., et également l'entretien qui y est réalisé.

On admet ainsi qu'un réseau puisse présenter des fuites résiduelles, d'autant plus lorsqu'elles restent faibles compte tenu des ressources disponibles, et que leur recherche et/ou réparation engendre des coûts démesurés et très largement supérieurs à la perte d'eau elle-même (plus les fuites sont minimes plus elles sont difficiles à mettre en évidence).

#### II. Méthodologie

La recherche de fuite sur un réseau peut généralement être décomposée en deux

# II.1. Phase de prélocalisation par sectorisation

Compte tenu du linéaire important de canalisation sur une commune, une analyse fine « mètre par mètre » est difficilement envisageable sur la totalité de la zone d'étude. Il existe une hétérogénéité des réseaux (âge, matériau, diamètre, profondeur...) en fonction de leur localisation (quartier, rue, antenne...) qui les rend plus ou moins vulnérables aux contraintes auxquelles ils sont soumis (pression, vitesses, mobilité des sols, fréquentation de la voirie...).

On comprend bien que les éventuelles fuites ne sont pas réparties de manière homogène sur le réseau.

L'objectif de cette première phase est d'identifier rapidement, en les isolant, les secteurs qui ne participent pas de manière significative aux volumes de pertes estimés (l'appréciation étant réalisée à partir de la valeur de l' « ILP », ratio usuel, de chacune des zones isolées) afin de nous concentrer sur les autres quartiers pour effectuer des recherches plus précises.

Commune de Besse-sur-Issole 54

Page 208 sur 347

### II.2. Phase de localisation par corrélation acoustique

Une recherche est alors engagée sur les zones où les investigations ont été jugées nécessaires au regard des conclusions de la première phase.

On recherche alors les fuites présentes, tronçon par tronçon, en analysant les bruits transmis par les conduites dont les caractéristiques (intensité, fréquence, continuité) sont spécifiques de leur origine (fuite ou consommation). Ce travail peut ainsi être réalisé en pleine journée.

#### III. Résultats

### III.1. Phase 1: Sectorisation nocturne

La campagne a été réalisée durant la nuit du 20 au 21 février 2007.

La sectorisation a permis de définir les secteurs nécessitant une recherche approfondie afin de valider l'existence de fuites (et de les localiser). Sur les 17 km de réseau sectorisé, 5,8 km présentent des indices linéaires de perte importants (>0,33 m³/h/km), soit environ 34 % du linéaire dont la localisation est donnée sur la planche suivante (planche n°7).

5 secteurs fuyards ont pu ainsi être distingués, totalisant un débit de perte de 11 m³/h soit une perte de 260 m³/jour environ :

Numéro du secteur	Secteur	Conduite (nature & diam.)	Qp (m³/h)	Longueur (km)	ILP (m³/h/km)
1	fonte Ø150 : Adduction Collines par Pey Gros	Fonte Ø 150	3,6	2,7	1,33
2	Les Hauts du Lac	diamètres multiples	1,4	2,2	0,64
3	Lotissement les Vignes du Lac	PEHD Ø 125	0,2	0,4	0,50
4	Rue Frédéric Mistral	Fonte Ø 60	1,0	0,15	6,67
5	Avenue de la Libération	Fonte Ø 60	4,7	0,3	15,66
	Total	10,9	5,75	1,90	

Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022 Dossier S.I.E.E. nº AE 06 05 022

Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

### III.2. Phase 2 : Corrélation acoustique

Cette méthode est basée sur l'analyse des bruits générés par les vibrations des canalisations. En présence d'une fuite, ces vibrations adoptent des caractéristiques (fréquence et amplitude) particulières que l'appareil est capable d'interpréter. La corrélation des enregistrements réalisés par deux mouchards disposés de part et d'autre de la fuite permet alors de la localiser.

Une écoute à l'oreille humaine au droit de la canalisation, à l'aide d'un micro de sol, peut permettre de valider celle-ci.

Compte-tenu des valeurs I.L.P. (Indice Linéaire de Perte) ainsi que de la nature des conduites déterminés lors de la sectorisation nocturne (cf. planche précédente), il a été décidé d'inspecter uniquement les secteurs n° 1, 4 et 5 soit un linéaire total de 3,15 km. Les

Suite à la pré-localisation nocturne, plusieurs fuites ont été localisées et réparées, pour un débit total de perte supposé de 9,3 m³/h (\*). La SVAG a immédiatement effectué les réparations.

 $(\mbox{\sc *})$  : La réparation d'une fuite induit fréquemment l'apparition de nouvelles fuites sur les points faibles du réseau. Il est donc impossible d'affirmer que ces 9,3 m³/h de pertes ont totalement disparu.

La localisation des fuites trouvées et réparées et le débit correspondant sont récapitulés dans le tableau suivant :

Numéro du secteur	Localisation précise	Conduite (nature & diam.)	Qp (m³/h)	Longueur (km)	ILP (m³/h/km)
1	Ventouse fuyarde sur le transfert entre Pey Gros et le bassin des Collines	Fonte Ø 150	3,6	2,7	1,33
4	27, Rue Frédéric Mistral	Fonte Ø 60	1,0	0,15	6,67
5	6, Avenue de la Libération	Fonte Ø 60	4,7	0,3	15,66
	Total		9,3	3,15	2,95

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022

58

Commune de Besse-sur-Issole 57 Commune de Besse-sur-Issole

### Bilan:

L'inspection a permis de localiser 2 fuites dans le village (secteur **4** et **5**), représentant un débit de 5,7 m³/h soit 137 m³/jour.

Sur le secteur n°1, c'est une ventouse fuyarde, située sous-regard qui a été repérée par les agents de la SVAG après une pré-localisation effectuée par nos services. La ventouse se situe sur le transfert en fonte Ø 150 mm entre le réservoir de Pey Gros et le bassin des Collines.

Enfin, une seconde fuite sur le secteur n°1 a été détectée. Elle est beaucoup moins importante que la précédente. Elle se situe sur la vanne du branchement particulier de Mr Ruggeri André.

Remarque: Un tronçon sensible aux fuites a pu être identifié à l'issue de toutes nos visites de terrain. Il s'agit d'une conduite en PEHD Ø 63 située au hameau des Perratier. Ceci étant, le réseau, de par sa vétusté et par la pression de distribution (aux environs des 6 bars), est très vulnérable.

Pour mémoire, il a été constaté 5 fuites sur cette conduite entre le mois de Juillet 2006 et le mois de Mai 2007.

Dans l'immédiat, un suivi constant des installations mises en place ainsi que l'exploitation de leurs données (compteurs généraux et télésurveillance) permettra de suivre l'évolution du rendement et de déclencher des campagnes de localisation.

Enfin, l'existence de consommation résiduelle nocturne durant notre campagne de sectorisation est à envisager.



Fuite secteur 5 située 6 Avenue de la libération.



Fuite secteur 4 située 27 Rue Frédéric Mistral.



# Programme des travaux

Dossier S.I.E.E. n° AE 06 05 022

Commune de Besse-sur-Issole 59 Commune de Besse-sur-Issole 60

### Travaux sur les organes

L'apparition d'une fuite, souvent imprévisible, doit pouvoir être décelée le plus rapidement possible. En outre, une fois recensée, des moyens simples à disposition des employés doivent permettre la localisation de cette fuite et son éventuel isolement. Des réparations faites au fur et à mesure garantiront le maintien d'un rendement de réseau satisfaisant.

Les outils disponibles pour améliorer cette surveillance sont :

- La mise en place ou le remplacement des compteurs généraux ;
- Le suivi et l'exploitation régulière des données collectées ;
- Le renouvellement des vannes hors services.

### I.1. Compteurs généraux et télésurveillance

Des aménagements réalisés au démarrage de cette étude ont permis à la commune de compléter son parc de compteurs généraux, lui permettant ainsi de mieux maîtriser les principaux volumes transférés sur le réseau.

Ces compteurs sont aujourd'hui tous télésurveillés (à l'exception d'un seul), les données étant rapatriées automatiquement vers les terminaux de la SVAG. Les avantages de cette télésurveillance sont les suivants:

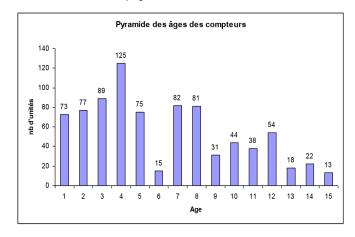
- suivi régulier, permanent et automatique du réseau. Les agents peuvent ainsi être mobilisés sur d'autres postes.
- Détection immédiate de fuite ou de casse par la mise en place d'alarme en cas de dépassement de seuil de débit.
- Réactivité du personnel en cas de dysfonctionnement sur le réseau (réservoir vide, trop plein en fonctionnement, pompe hors service.....)

Tous les compteurs sont aujourd'hui opérationnels. Leur entretien et le suivi régulier des données rapatriées garantiront le maintien d'un rendement de réseau satisfaisant.

# I.2. Programme de renouvellement des compteurs particuliers

20 % du parc de compteurs particuliers se situent entre 11 et 15 ans. Au delà de la dizaine d'années, la fiabilité du comptage n'est plus garantie et conduit invariablement au sous-comptage des volumes consommés.

Page 211 sur 347



Outre le manque-à-gagner financier que cela représente en terme de facturation des volumes consommés, ce sous-comptage fausse le calcul du rendement du réseau en le sous-estimant.

L'agence de l'eau préconise le renouvellement systématique des compteurs à quinze ans.

Nous préconisons donc un rythme de renouvellement de 60 compteurs /an de manière à maintenir l'ensemble du parc à un âge inférieur à 15 ans.

Le renouvellement des compteurs est prévu par le contrat d'affermage liant la commune à son délégataire, la S.V.A.G.

Commune de Besse-sur-Issole 61 Commune de Besse-sur-Issole 62

### I.3. Travaux sur les vannes

Les débits observés au compteur de distribution peuvent augmenter considérablement à l'apparition d'une fuite. Une vanne placée en amont de celle-ci permet d'apprécier le retour à des débits normaux lors de sa fermeture.

Les vannes de sectionnement permettent donc de localiser les fuites mais également de les isoler pour les réparer, sans couper l'alimentation générale de la commune. Leur nombre et leur répartition conditionnent la précision obtenue et la gêne occasionnée lors des coupures.

### On dénombre au total 3 vannes de secteur hors-service ou indisponibles :

- vanne Ø125 au départ de l'antenne vers Camp Fenouillet (noyée sous enrobé);
- Vanne Ø63 hors-service au lotissement les Hauts du Lac;
- Vanne hors-service de coupure du secteur St Quinis.

Coût estimé : 1000 € /vanne soit 3 000 € H.T.

### Pose de nouvelles vannes

A l'issue de nos investigations sur le terrain, il nous paraît intéressant de poser 2 nouvelles vannes de secteur afin de faciliter la gestion du réseau au quotidien :

- -1 vanne de coupure Ø63 (en aval de la ventouse) aux Hauts du Lac
- -1 vanne de coupure Ø150 sur la conduite d'adduction Pey Gros-Collines.

Coût estimé : 1000 € /vanne soit 2 000 € H.T.

La localisation des vannes à remplacer et à poser est donnée sur la planche synoptique récapitulative des travaux (planche 6).

# I.4. Eradication des branchements en plomb

70 branchements en plomb environ subsistent sur la commune. Leur remplacement pourra se faire au cas par cas ou à l'occasion du programme de remplacement des conduites présenté en §III (sur lesquelles sont concentrés la majorité des branchements en plomb).

#### Coût indicatif:

Réalisation d'un branchement en PEHD PN16, y compris collier et robinet de prise en charge, bouche à clé complète, raccords et toutes sujétions :

- ▶ 1200 € H.T./u si réalisé au cas par cas,
- ► 500 € H.T./u dans le cadre d'un renouvellement de conduites (réalisation du branchement sur conduite dégagée)

Coût estimé : 84 000 € H.T. répartis sur 3 ans (hypothèse pessimiste où tous les branchements seraient remplacés au cas par cas).

# 1.5. Lutte contre les vols d'eau / installation d'une borne d'accès à carte

Pour lutter contre les vols d'eau (en majeure partie par les hydrocureurs), il serait intéressant d'appliquer des autocollants dissuasifs sur les bornes incendie et d'installer en parallèle une borne d'accès payante (badges à unités rechargeables disponibles en mairie et dans les commerces du village).

Ces vols d'eau posent trois problèmes majeurs :

- 1) Manque à gagner financier pour la commune ;
- Risque de coup de bélier lors de la fermeture, souvent brutale, de la vanne du poteau incendie;
- 3) Risque sanitaire important pour la population : que le vol d'eau soit perpétré par un particulier, un agriculteur ou un hydrocureur, un retour d'eau et donc une contamination vers le réseau d'eau potable est toujours possible

Ce dernier point est de loin le plus important : on imagine aisément les conséquences d'un retour d'eau d'un camion vidangeur de fosse septique, en particulier sur les enfants en bas âge et les personnes âgées.

Page **212** sur **347** 

Accompagnée d'une campagne d'information et de sensibilisation efficace, la pose d'une borne d'accès permettrait de réduire le risque sanitaire (ce type de bornes étant en effet munies de disconnecteurs, à la différence des poteaux incendie qui, eux, en sont dépourvus).

Par ailleurs, le diamètre de sortie de ce type de dispositif est de 80 mm, ce qui est largement suffisant pour répondre aux besoins des hydrocureurs.

Coût estimé : 15 000 € H.T. (terrassement préalable, fourniture et pose)

### II. Travaux sur les ouvrages

### II.1. Génie civil / équipements

L'ensemble des travaux à prévoir est ici cité pour mémoire, ils ont en effet déjà été prévus au budget 2007 de la commune et ont fait l'objet de demandes de subventions auprès du Conseil Général.

#### ▶ Réservoir des Collines :

- Remplacement des échelles d'accès aux cuves et des capots regard
- Reprise de l'étanchéité de la chambre des vannes (toiture)
- Création d'une canalisation de surverse
- Pose d'une clôture
- Mise en place d'un dispositif anti-intrusion

### ► Station de pompage des Angles :

- · Reprise de l'étanchéité du local chlore
- Remplacement du capot regard de la bâch
- Mise en place d'un analyseur de chlore
- · Mise en place d'un dispositif anti-intrusion

# ► Forages et réservoir de Pey Gros :

· Mise en place de dispositifs anti-intrusion

**Pour mémoire :** les abords des ouvrages doivent être entretenus régulièrement (la végétation à proximité pouvant représenter une menace pour le génie civil).

Dossier S.I.E.E. n° AE 06 05 022

Page **213** sur **347** 

# Commune de Besse-sur-Issole 64

### II.2. Défense incendie

Les réservoirs doivent disposer de réserve incendie dès lors que leur capacité le permet. La réglementation incendie prévoit un volume incendie dédié de 120 m³ pour toute construction de nouveau réservoir. Cette réserve doit être dédiée à la défense incendie et être disponible à tout moment, donc diminue la capacité « utile » des réservoirs.

Les réservoirs des Collines (2 cuves jumelles de 120 m³ chacune) ne bénéficient actuellement d'aucune réserve.

Nous préconisons donc la création d'une réserve commune aux deux réservoirs. Ceux-ci verront alors leur capacité utile passer de 240 à 120 m³, ce qui renforcera la nécessité de créer un nouvel ouvrage de stockage pour desservir le secteur village (besoins mesurés à l'été 2006 : 260 m³/jour). Ce point est abordé au chapitre « sécurisation de l'alimentation ».

Coût estimé (création d'une réserve et fontainerie associée) : p.m.

Dossier S.I.E.E. n° AE 06 05 022

Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

# III. Réhabilitation de réseaux

Certaines conduites du village, en fonte grise vieille de plus de 50 ans, sont aujourd'hui en fin de vie comme en témoignent les fuites récurrentes observées sur certains tronçons. Nous préconisons donc à terme le remplacement des plus anciens, associé au renouvellement systématique des branchements en plomb qui subsistent sur la commune. Priorité devra être donnée au remplacement des tronçons avérés fuyards (av. de la Libération et quartier Perratier notamment).

Après concertation avec les agents de réseau de la SVAG, les tronçons retenus pour les renouvellements de conduites et les coûts associés sont les suivants :

N°	Localisation	DN (mm) actuel→préconisé	Linéaire (ml)	Nb de BP à reprendre	Coût estimé € H.T.
1	Rue Ste Croix (3ème tranche)	Fonte grise Ø63 → fonte 100	100	-	27 000
2	Quartier Perratier	PEHD Ø63 → PEHD Ø125	130	2	26 000
3	Av. de la Libération	Fonte grise Ø60 → fonte Ø200	240	20	60 000
4	Av. de la République	Fonte Ø100 → fonte Ø200	160	40 (estimation)	50 000
5	Rue Paul Bert + maillage avec la rue de la République	Fonte grise Ø60 → fonte Ø100	190	10	42 000
6	Rue Victor Hugo	Fonte grise Ø60 → fonte Ø125	240	10	50 000

Leur localisation est reprise sur la planche synoptique du programme des travaux (planche 6).

Dossier S.I.E.E. n° AE 06 05 022

Commune de Besse-sur-Issole 66

Page 214 sur 347

# IV. Amélioration de la défense incendie

Remarque : Les aménagements à prévoir ont déjà été développés au chapitre « mesures de pression – analyse de la défense incendie ».

### Amélioration de la défense incendie au quartier Perratier

Le remplacement de la canalisation en PEHD Ø63 au quartier Perratier permettra de mettre la borne incendie n°14 en conformité vis-à-vis de la réglementation incendie.

### Amélioration de la défense incendie à l'avenue de la Libération

Le remplacement de conduite en vieille fonte grise Ø60 fuyarde au profit d'un diamètre plus important (cf. chapitre « réhabilitation de réseaux ») permettra d'améliorer la réponse de la borne incendie n°5.

# V. Sécurisation de la desserte

## V.1. Analyse des besoins futurs

### Situation actuelle

Données INSEE 2006: 2630 hab. permanents

488 hab. en résidences secondaires

Capacité d'accueil touristique : 342 pers. environ (campings et chambres d'hôtes)

→ Capacité d'accueil maximale en pointe : 3460 pers.

Besoins actuels (mesures réalisées en août 2006): ~750 m³/jour (pour un rendement de 60 %)

#### Situation future (horizon 2015)

Capacité d'accueil théorique du P.L.U. : 5244 hab. (population principale et secondaire confondues), hors population présente en zones NE (pavillonnaire diffus, alimentée sur forages individuels)

Capacité d'accueil touristique : 342 pers. (pas de projets de développement touristique connus)

→ Capacité d'accueil maximale en pointe : 5600 pers. environ

Besoins futurs (horizon 15 ans):

Population maximale raccordée au réseau en pointe : 5600 pers.

Ratio de consommation observé en pointe : ~100 L/j/hab. (ratio faible pouvant s'expliquer par le fait qu'une proportion importante des abonnés est alimentée sur forages individuels).

→ Consommation prévisible à terme : 560 m³/jour

Besoins réels (dans l'hypothèse pessimiste d'un rendement de réseau maintenu aux alentours de 60 %) : 930 m³/jour

Capacité actuelle des réservoirs : 1240 m³

Capacité utile (déduction faite de la réserve incendie de Pey Gros) : 1120 m³

Commune de Besse-sur-Issole 68

Page **215** sur **347** 

→ La capacité actuelle des réservoirs suffira à assurer une réserve d'alimentation de 24 heures, à condition que le rendement du réseau reste maintenu aux alentours des 60 %.

A plus long terme, l'augmentation de la capacité de stockage par la création d'un nouveau réservoir (comprenant une réserve incendie de 120 m³) pourra être envisagée. Ce nouveau réservoir serait, dans l'idéal, créé sur le site des réservoirs des Collines si l'espace est suffisant. Il permettrait ainsi de disposer d'une réserve incendie pour le secteur village, qui en est actuellement dépourvu.

### V.2. Capacité d'alimentation résiduelle

Dans l'état actuel des forages de Pey Gros et de la source des Angles, le débit maximal disponible en période estivale s'élève à 900 m³/jour environ.

D'après les estimations réalisées au paragraphe précédent, la ressource ne sera pas capable, *dans son état actuel*, de répondre aux besoins projetés à l'horizon 2015

Les besoins mesurés en période de pointe en 2006 s'élevaient à 750 m³/jour environ, pour une population de 3460 personnes et un rendement estimé à 60 %.

Dans l'hypothèse pessimiste que le rendement reste maintenu à cette valeur et que les travaux de renforcement des ressources (décrits ci-dessous) ne soient pas réalisés, la capacité d'alimentation résiduelle s'élève actuellement à 150 m³/jour environ, soit un potentiel d'alimentation 240 foyers supplémentaires environ.

Le P.L.U., dans son état actuel, prévoit la création de 620 logements (soit 1470 personnes) pour les seules zones AUa et AUb s'ouvrant à l'urbanisation, sans compter la densification de la population à venir sur les zones déjà urbanisées.

Cette perspective est donc difficilement envisageable si rien n'est fait pour réhabiliter, renforcer et diversifier les ressources existantes. Ce point est développé dans le chapitre qui suit.

Commune de Besse-sur-Issole 70

Page 216 sur 347

# V.3. Diversification et renforcement de la ressource

La commune dispose actuellement de deux points de production : la source des Angles et les forages de Pey Gros.

Les forages, mis en service en 1976, sont aujourd'hui colmatés et ne peuvent plus fonctionner qu'en alternance en période estivale : ils sont désormais incapables de subvenir aux besoins de pointe de la commune en cas de problème sur la source des Angles.

Un décolmatage des forages par acidification et remise en suspension des particules par air lift, éventuellement accompagnés d'une injection de floculants (polyphosphates) devra donc être réalisé afin que ceux-ci retrouvent leur capacité nominale de production.

Dans l'idéal, le décolmatage d'un forage devrait être réalisé tous les 15 ans. Il doit être considéré comme une opération normale d'entretien, en prévention du surcolmatage des crépines et de l'aquifère au droit des forages.

Cette opération devra obligatoirement être précédée des travaux de réaménagement de la source des Angles (décrits ci-dessous) et de la création d'un refoulement depuis la source vers le réservoir de Pey Gros.

### Réaménagement de la Source des Angles

Dans un premier temps, une étude hydrogéologique devra être lancée par la commune afin de statuer sur la faisabilité d'étendre et de protéger la zone des périmètres de protection pour la Source et dans le but d'accroître sa capacité

Une station de refoulement en direction du réservoir de Pey Gros pourra ensuite être créée. Une partie du linéaire de la conduite de refoulement est d'ores et déjà posée.

Les travaux de réhabilitation des forages pourront ensuite être lancés.

En cas d'impossibilité ou de résultats non concluants, la création et l'équipement de nouveaux forages seraient alors nécessaires. Une étude hydrogéologique devra alors être lancée au préalable afin de définir les sites candidats potentiels.

### Coûts estimatifs :

Renforcement de la source des Angles
Réalisation d'une étude hydrogéologique pour l'extension de la capacité de la source des Angles
Réalisation des travaux de réhabilitation et d'extension de la source des Angles après étude
Création d'un refoulement entre la source et le réservoir de Pey Gros :
Création du local de refoulement : génie civil, fourniture et pose de 2 pompes de 50 m³/h / HMT 120 m, équipements électriques
Pose de la conduite de refoulement : 900 ml (*) de conduite fonte Ø150 <b>140 000 € H.T.</b>
(*) : linéaire indicatif correspondant à l'hypothèse du tracé le plus court.
Réhabilitation des forages de Pey Gros (acidification + air lift avec injection éventuelle de polyphosphates)~50 000 € H.T.
Prospection d'une nouvelle ressource (si nécessaire)
Réalisation d'une étude hydrogéologique sommaire
Réalisation d'une étude hydrogéologique avancée comprenant des essais de pompage~100 000 € H.T.

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022

Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

Commune de Besse-sur-Issole 71 Commune de Besse-sur-Issole 72

## VI. Synthèse des travaux proposés & hiérarchisation par ordre de priorité

N°	Nature des travaux	Détail de la prestation	P .U. € H.T.	Qté	Total € H.T.	Priorité
		Travaux sur les organes				
1	Renouvellement des compteurs particuliers (~60 unités /an)	Fourniture, dépose et pose d'un compteur de classe B	p.m. (pris en charge par le délégataire)			1
2	Remplacement/mise à la cote des vannes de secteur H.S. (3 unités)	Découpe et réfection enrobé     Dépose de la vanne     défectueuse     Fourniture et pose d'une     vanne + bouche à clé	1 000	3	3 000	1
3	Pose de 2 nouvelles vannes de secteur	Découpe et réfection enrobé     Fourniture et pose d'une     vanne + bouche à clé	1 000	2	2 000	1
4	Eradication des branchements en plomb (70 unités sur 3 ans)	Réalisation d'un branchement PEHD PN16 sur conduite dégagée y compris collier et robinet de prise en charge, bouche à clé complète, raccords et toutes sujétions	1200 € /u	70	84 000	2
5	Installation d'une borne d'accès à carte	Terrassement, fourniture, pose et raccordement au réseau d'une borne de puisage sortie DN80	15 000	1	15 000	3

N°	Nature des travaux	Détail de la prestation	P .U. € H.T.	Qté	Total € H.T.	Priorité	
		Travaux sur les ouvrages					
		Réservoirs des Collines					
6	Remplacement des échelles d'accès aux cuves et des capots regard	Fourniture et pose d'échelles en résine + crinoline     Fourniture et pose de capots regard verrouillables					
7	Reprise de l'étanchéité de la chambre des vannes (toiture)	Travaux divers d'étanchéité					
8	Création d'une canalisation de surverse	Création d'un trop-plein, fourniture et pose de conduite PEHD pour rejet vers thalweig	p.m. (tra lancés e l'étude de si	1			
9	Mise en place d'un périmètre de protection	Fourniture et pose d'une clôture (200 ml environ)     Fourniture et pose d'un portail d'accès					
10	Mise en place d'un dispositif anti-intrusion	Fourniture du système     Raccordement à la télésurveillance existante					
	St	ation de refoulement des Ang	gles				
11	Reprise de l'étanchéité du local chlore	Travaux divers     d'étanchéité					
12	Remplacement du capot regard de la bâche	Dépose de l'existant, fourniture et pose d'un capot regard	p.m. (tra	ıvaux e	en cours		
13	Mise en place d'un analyseur de chlore	Fourniture et pose du système et raccordement à la télésurveillance existante	p.m. (travaux en cours, lancés en parallèle de l'étude et en instance de subventions)		allèle de nstance	1	
14	Mise en place d'un dispositif anti-intrusion	Fourniture du système     Raccordement à la télésurveillance existante					
	F	orages et réservoir de Pey G	ros				
15	Mise en place de dispositifs anti-intrusion (forages + réservoir)	Fourniture du système     Raccordement à la télésurveillance existante	lancés e	en para	en cours, allèle de nstance ions)	1	

Page **217** sur **347** 

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022

Commune de Besse-sur-Issole 73 Commune de Besse-sur-Issole 74

N°	Nature des travaux	Détail de la prestation	P .U. € H.T.	Qté	Total € H.T.	Priorité				
	Réhabilitation de réseaux									
16	Rue Ste Croix		-	-	27 000	3				
17	Quartier Perratier	Fourniture conduite et accessoires de raccord	-	-	26 000	1				
18	Av. de la Libération	Découpage/réfection enrobé	-	-	60 000	2				
19	Av. de la République	Tranchée -     déblai / remblai	-	-	50 000	2				
20	Rue Paul Bert	Pose     Report des branchements	-	-	42 000	3				
21	Rue Victor Hugo		-	-	50 000	2				

	Amé	lioration de la défense inc	endie	
22	Création d'une réserve incendie de 120 m³ sur les réservoirs des Collines	Terrassement, travaux de maçonnerie divers, création d'une réserve incendie et fontainerie associée		-
23	Amélioration de la défense incendie au quartier Perratier	<ul> <li>résolu par l'opération n°17:         Amélioration de la réponse des hydrants par augmentation du diamètre de la conduite d'amenée     </li> </ul>	Pour mémoire (travaux à réaliser dans le cadre de la défense contre	-
24	Amélioration de la défense incendie av.de la Libération	<ul> <li>résolu par l'opération n°18: Amélioration de la réponse des hydrants par augmentation du diamètre de la conduite d'amenée</li> </ul>	l'incendie)	-

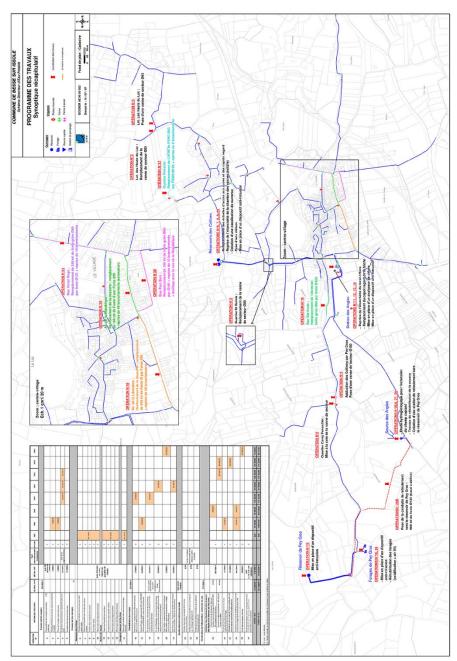
N°	Nature des travaux	Détail de la prestation	P .U. € H.T.	Q	Total € H.T.	Priorité						
	Sécurisati	on de l'alimentation / reche	rche en	ea	ıu							
	Création d'un refoulement entre la source des Angles et le réservoir de Pey Gros											
25	Création de la station de refoulement	<ul> <li>génie civil, fourniture et pose de 2 pompes de 50 m³/h / HMT 120 m, équipements électriques</li> </ul>	40 000	-	40 000	1						
	Pose de la conduite de refoulement	Fourniture et pose de 900 ml     (1) de conduite fonte Ø150	140 000	-	140 000	·						
26	Etude hydrogéologique pour l'extension du champ captant de la Source des Angles	amp rédaction du rapport de 15 000 - 15 000		15 000	1							
27	Réhabilitation des forages de Pey Gros	<ul> <li>décolmatage des crépines et de l'aquifère immédiat par acidification + air lift avec injection éventuelle de polyphosphates</li> </ul>	50 000	-	50 000	1						
28	Réalisation des travaux de réhabilitation et d'extension de la source des Angles	Travaux de terrassement et de maçonnerie divers sur la base des conclusions de l'étude (op. n°26)	100 000	-	100 000	1						
29	Etude hydrogéologique sommaire	<ul> <li>Synthèse bibliographique, recensement des sites de forage potentiels</li> </ul>	30 000	-	30 000 €	2						
30	Etude hydrogéologique avancée + pompages d'essai	Forages de reconnaissance et pompage d'essai	100 000	-	p.m. (coût indicatif : 100 000€)	2						

Page **218** sur **347** 

<sup>(1) :</sup> linéaire indicatif, le tracé de la conduite de refoulement reste à définir et valider.

#### Commune de Besse sur Issole - Schéma directeur d'alimentation en eau potable Programme des travaux / Echéancier

OPÉRATION N°	NATURE DES TRAVAUX	GLOBAL € HT	DÉTAIL CHT	Part subventionnable	Priorité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Travaux sur les organes	104 000 €											
1	Renouvellement des compteurs particulers (~60 unités /an)		p.m. (1) (prévu au contrat		1								
2	Remplacement/mise à la cote des vannes de secteur		d'affermage) 3 000 €		1		3 000 €						
	H.S. (3 unités)	-		-					-		-		
3	Pose de 2 nouvelles vannes de secteur Eradication des branchements en plomo (70 unités sur		2 000 €	30 à 40 %	-1		2 000 €						
-	3 ans)		84 000 €	(Agence de l'eau)	2				28 000 €	29 000 €	28 000 €		
5	Installation d'une borne d'accès à carte		15 000 €		3								
	Travaux sur les ouvrages	- €											
	des Cellines Remalacement des échelles d'accès aux cuves et des				1								
6	capots regard  Reprise de l'éranchéité de la chambre ées vannes				-1				-				-
7	(toiture)				1	on cours			-				
	Création d'une canalisation de surverse	-			1	on cours							
9	Mise en place d'un périmètre de protection		p.m. (travaux		1								
10 Station des	Mise on place d'un dispositif arti-intrusion		en cours,		1							-	
	Reprise de l'éranchéité du local chlore		lancés en parallèle de		.1								
12	Remplacement du capot regard de la bâche		l'étude)		1								:
13	Mise on place d'un analyseur de chlore				1	en cours							
	Mise en place d'un dispositif arti-intrusion				. 1								
	réservoir de Pey Gros				1								
15	Mise en place de dispositifs anti-intrusion (forages + réservoir)				1	en cours							
	Réhabilitation de réseaux	255 000 €											
16	Rue Ste Creix : remplacement de 100 ml de forte grise 263 par fonte Ø100 (3ème tranche)		27 000 €		3				27 000 €				
17	Quarter Perratier : remplacement de 110 mil de PEHD Ø63 vétuste par PEHD Ø125 + reprise de 2 branchoments		26 000 €		1		26 000 €						
18	Av. de la Libération : renforcement de la desserie par rempiecement de 240 ml de Forte Ø60 par Forte 200 + reprise de 20 branchements	travaux couplés avec la réfection de la voirie	60 000 €		2				60 000 €				
19	Av. de la République : renforcement de la desserte par rempiacement de 160 ml de Forte Ø100 par Forte 200 • reprise de 40 branchements (estimation)	(réhabilitation du réseau d'assairissement)	50 000 €		2					50 000 €			
20	Rue Paul Bert : remplacement de 190 mi de forte grise 660 par 6100 + reprise de 10 tranchements + mailisge avec la rue de la République Rue Victor Hugo : remplacement de 240 mi de lonte		42 000 €		3								42 000,0
21	grise 260 par fonte Ø125 + reprise do 10 branchements	p.m. (hors	50 000 €		2					50 000 €			
An	nélioration de la défense incendie	budget)											
22	Création d'une réserve incendie de 120 m³ sur les réservoirs des Collines		p.m.	travaux à réaliser									
23	Amélioration de la défense incendie auquartier Perratier : résolu par l'opération n°17		p.m.	dans le cadre de la défense contre l'incendie									
24	Améloration de la défense incendie av de la Libération : résdu par l'opération n°18		p.m.	Timoffcia	-								
Sécurisat	tion de l'alimentation / recherche en eau	375 000 €											
	Création d'un refoulement entre la source des Angles et le réservoir de Pey Gros :	375 000 €											
25	Création du local de refoulement : génie civil, fourniture et pose de 2 pempes de 50 m <sup>3</sup> h / HMT 120 m, équipements électriques	40 000 €	180 000 €		1			40 000 €					
	Pose de la conduite de refoulement : 900 ml (2) de conduite fonte Ø150	140 000 €									80 000 €	60 000,00	
26	Etude hydrogéologique pour l'extension du champ captant de la Source des Angles		15 000 €		-1		15 000 €						
	Réhabilitation des forages de Pey Gros (acidification + air Itt avec injection éventuelle de polyphosphates)		50 000 €		1							50 000,00	
28	Réalisation des travaux de réhabilitation et d'extension de la source des Angles après étude (opération n°26)		100 000 €		1		50 000 €	50 000 €					
	Etude hydrogeologique sommaire	- 1	30 000 €		2								30 000.0
30	Etude hydrogiologique avancée » pompages d'essai (si la réhabilitation des forages de Pey Gres s'auère impossible ou non concluante)		p.m. (coût indicatif : 100 000 €)		2								
	COUTS € H.T	734 000,00 €	734 000 €			0,00	96 000,00	90,000,00	115 000,00	128 000,00	108 000,00	110 000,00	72 000,00
	COUTS € T.T.C	877 864,00 €	877 864,00 €		10000	0,00	114 816,00	107 640,00	137 540,00	153 088,00	129 168,00	131 560,00	86 112,00



Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

Commune de Besse-sur-Issole 77 Commune de Besse-sur-Issole 78

G

Annexes

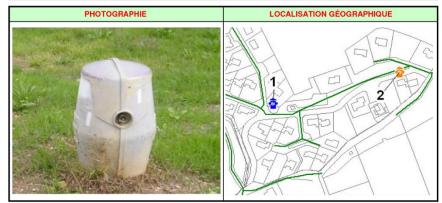
ANNEXE 1
PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

Dossier S.I.E.E. n° AE 06 05 022



P.I. N°1

Localisation	Les Hauts du Lac	Date des essais	02 oct	2006
	CARACT	TERISTIQUES		
Type poteau incendie		Diamètre de prise	1 X 100 mm	2 x 65 mm
Numéro Pompier	1	Diamètre-nature conduite	110 PVC	



RESULTATS						
Type de mesure	Pression (Bars)	Débit (m³/h)				
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)						
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	La mesure es	st impossible				
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)						

	CONC	LUSIONS
c	onfort des usagers	Réglementation incendie (Circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951)
		NON-CONFORME

Г	OBSERVATIONS EQUIPEMENTS						
			ODSERVATIONS ENGINEERING				
	RAS	-	chon de 65				
	RAS	Ŧ	hon de 100				
	RAS	÷	cle béton				
	RAS	-	t manœuvre				
	RAS	Ŧ	re de porte				
Г	RAS	-	'idange				

OBSERVATIONS DIVERSES	
La vanne de pied du poteau incendie est probablement fermée: PI hors eau.	



## Commune de Besse sur Issole Schéma directeur d'adduction et de distribution d'eau potable Vérifications des hydrants

P.I. N°2

Locumoution	Loo Haato da Lao	Date des essais	02 00	2000
	CARAC	TERISTIQUES		
ype poteau incendie		Diamètre de prise	1 X 100 mm	2 x 65 mm
Numéro Pompier	2	Diamètre-nature conduite	110	PVC
РНОТО	RAPHIE	LOCALISATION	GÉOGRAPHIQU	JE
		1	2	

RESULTATS					
Type de mesure Pression (Bars) Débit (m³/h)					
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	5,2	0			
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	49			
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,4	56			

CONCLUSIONS			
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministérielle n 465 du 10 décembre 1951)			
Pression satisfaisante	NON-CONFORME		

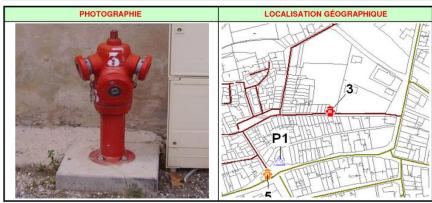
	OBSERVATIONS EQUIPEMENTS			
Absent	n de 65			
RAS	de 100			
RAS	<b>→</b> béton			
RAS	anœuvre			
RAS	ie porte			
RAS	inge			

OBSERVATIONS DIVERSES
Il manque deux bouchons Ø 65mm à remplacer.



P.I. N°3

Localisation	24, Rue Jean Jaurès	Date des essais	02 oct 2006		
CARACTERISTIQUES					
Type poteau incendie Diamètre de prise 1 X 100 mm 2 x 65 mm					
Numéro Pompier	3	Diamètre-nature conduite	150 Fonte		



RESULTATS					
Type de mesure Pression (Bars) Débit (m³/h)					
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	3,4	0			
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	26			
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,4	36			

CONCLUSIONS			
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministérielle n 465 du 10 décembre 1951)			
Pression satisfaisante	NON-CONFORME		

OBSERVATIONS EQUIPEMENTS			
RAS	*	n de 65	
RAS	-	ı de 100	
RAS	-	béton	
RAS	-	anœuvre	
RAS	7	ie porte	
RAS	-	nge	

#### OBSERVATIONS DIVERSES

La mesure nº2 ne respecte pas la réglementation. Une vanne de secteur est probablement mal ouverte. Enfin, l'ouverture du poteau incendie est rendue difficile à cause d'un obstacle à proximité (mur et coffret EDF)



Localisation

## Commune de Besse sur Issole Schéma directeur d'adduction et de distribution d'eau potable Vérifications des hydrants

Date des essais

Avenue du 8 Mai

P.I. N°4

02 oct 2006

CARACTERISTIQUES					
/pe poteau incendie Diamètre de prise 1 X 100 mm 2 x 65 r					
Numéro Pompier	4	Diamètre-nature conduite	90 PVC		
РНОТО	GRAPHIE	LOCALISATION	GÉOGRAPHIQI	JE	
			Company D		

RESULTATS					
Type de mesure Pression (Bars) Débit (m³/h)					
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	3,9	0			
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	50			
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,4	56			

CONCLUSIONS			
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministérielle n 465 du 10 décembre 1951)			
Pression satisfaisante NON-CONFORME			

OBSERVATIONS EQUIPEMENTS			
RAS	n de 65		
RAS	i de 100		
RAS	<b>b</b> éton		
RAS	anœuvre		
RAS	je porte		
RAS	nge		

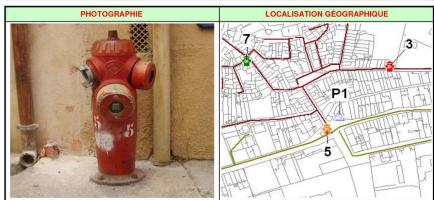
OBSERVATIONS DIVERSES

Le poteau incendie est situé en face du camping du lac.



P.I. N°5

Localisation	Centre ville	Date des essais	02 oct 2006		
CARACTERISTIQUES					
Type poteau incendie Diamètre de prise 1 X 100 mm 2 x 65 mm					
Numéro Pompier	5	Diamètre-nature conduite	100 Fonte		



RESULTATS					
Type de mesure Pression (Bars) Débit (m³/h)					
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	3,8	0			
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	42			
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,4	50			

CONCLUSIONS			
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministérielle 465 du 10 décembre 1951)			
Pression satisfaisante	NON-CONFORME		

OBSERVATIONS EQUIPEMENTS			
Absent	n de 65		
RAS	de 100		
RAS	béton		
RAS	anœuvre		
RAS	Je porte		
RAS	inge		

#### OBSERVATIONS DIVERSES

Il manque un bouchon Ø65mm à remplacer.

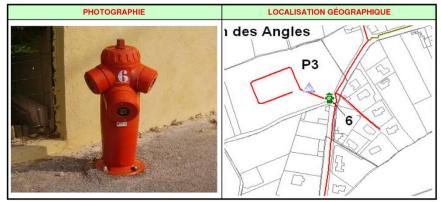
De plus, l'ouverture du poteau incendie est rendue difficile à cause du mur situé à proximité. Le poteau incendie est situé à l'angle de la rue Frederic Montrenard et de la rue de la République.



## Commune de Besse sur Issole Schéma directeur d'adduction et de distribution d'eau potable Vérifications des hydrants

P.I. N°6

Localisation	Entrée du Lot. Les Tilleuls	Date des essais	02 oct 2006			
CARACTERISTIQUES						
Type poteau incendie		Diamètre de prise	1 X 100 mm	2 x 65 mm		
Numéro Pompier	6	Diamètre-nature conduite	100 Fonte			



RESULTATS					
Type de mesure Pression (Bars) Débit (m³/h)					
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	4	0			
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	75			
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,4	79			

CONCLUSIONS			
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministérielle 465 du 10 décembre 1951)			
Pression excessive	CONFORME		

	OBSERVATIONS EQUIPEMENTS			
RAS	*	5		
RAS	<b>~</b>	)00		
RAS	-			
RAS	-	vre		
RAS	-	te		
RAS	-			

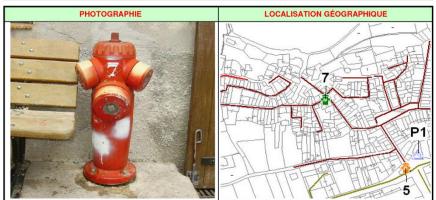
OBSERVATIONS DIVERSES

L'ouverture du poteau incendie est rendue difficile à cause du mur situé à proximité.



P.I. N°7

Localisation	Centre ville	ntre ville Date des essais 02 oct 2006				
CARACTERISTIQUES						
Type poteau incendie Diamètre de prise 1 X 100 mm 2 x 65 mm						
Numéro Pompier	7	Diamètre-nature conduite	150 Fonte			



RESULTATS					
Type de mesure Pression (Bars) Débit (m³/h)					
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	3,8	0			
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	2,6	60			
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	1	95			

CONCLUSIONS			
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministérielle i 465 du 10 décembre 1951)			
Pression satisfaisante	CONFORME		

	OBSERVATIONS EQUIPEMENTS				
RAS	<b>₹</b> 5				
RAS	<b>-</b> 10				
RAS	•				
RAS	→ /re				
RAS	.e				
RAS	-				

# OBSERVATIONS DIVERSES L'ouverture du poteau incendie est rendue difficile à cause du mur situé à proximité. Le poteau incendie est situé à l'angle de la rue jean Aicard et de la rue Paul Barreme



Localisation

## Commune de Besse sur Issole Schéma directeur d'adduction et de distribution d'eau potable Vérifications des hydrants

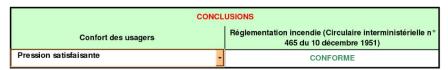
Entrée rue Jean Aicard Date des essais

P.I. N°8

02 oct 2006

CARACTERISTIQUES						
Type poteau incendie		Diamètre de prise	Diamètre de prise 1 X 100 mm 2 x 65 mi			
Numéro Pompier	8	Diamètre-nature conduite	150 Fonte			
РНОТО	PHOTOGRAPHIE LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE					
		15 2	8			

RESULTATS				
Type de mesure Pression (Bars) Débit (m³/h)				
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	3,4	0		
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	65		
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,7	71		



OBSERVATIONS EQUIPEMENTS		
RAS	5	
RAS	<b>1</b> 0	
RAS		
RAS	▼ /re	
RAS	e	
RAS	•	

#### OBSERVATIONS DIVERSES

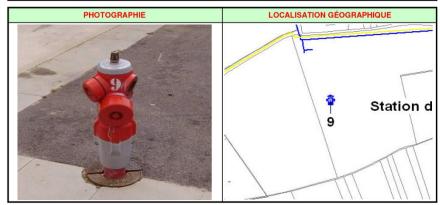
La situation de la vanne de pied du poteau est non réglementaire. En effet, elle est à la fois située trop près de l'hydrant ainsi que positionnée dans un mauvais angle vis à vis des différentes prises. La vanne est donc difficilement manoeuvrable si le poteau incendie est ouvert.



## Commune de Besse sur Issole

Schéma directeur d'adduction et de distribution d'eau potable Vérifications des hydrants P.I. N°9

Localisation	Collège Frederic Montenard	Date des essais	02 oct	2006		
CARACTERISTIQUES						
Type poteau incendie Diamètre de prise 1 X 100 mm 2 x 65 mm						
Numéro Pompier	9	Diamètre-nature conduite	150 F	onte		



RESULTATS					
Type de mesure Pression (Bars) Débit (m³/h)					
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)					
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (à pression de 1bar)	La mesure es	st impossible			
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)					

CONCLUSIONS		
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministérie 465 du 10 décembre 1951)		
	•	

OBSERVATIONS EQUIPEMENTS			
RAS	-	5	
RAS	- 1	00	
RAS	-		
RAS	+	vre	
RAS	¥	е	
RAS	v		

#### OBSERVATIONS DIVERSES

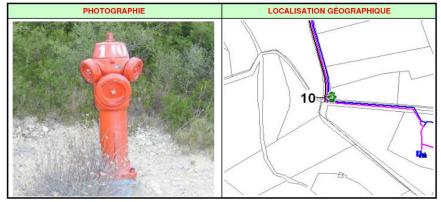
Le raccord Ø 65mm est défectueux. La réparation de l'hydrant devra être rapidement effectuée. L'installation de l'appareil de mesure est impossible.



## Commune de Besse sur Issole Schéma directeur d'adduction et de distribution d'eau potable Vérifications des hydrants

P.I. N°10

Localisation	Réservoir de Pey Gros	Date des essais	02 oct 2006		
CARACTERISTIQUES					
Type poteau incendie Diamètre de prise 1 X 100 mm 2 x 65 mm					
Numéro Pompier	10	Diamètre-nature conduite	150 Fonte		



RESULTATS					
Type de mesure Pression (Bars) Débit (m³/h)					
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	2,6	0			
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	70			
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,4	72			

CONCLUSIONS		
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministérie 465 du 10 décembre 1951)		
Pression satisfaisante	CONFORME	

	OBSERVATIONS EQUIPEMENTS			
RAS	<b>-</b> 5			
RAS	<b>-</b> 100			
RAS	<b>*</b>			
RAS	<b>√</b> /re			
RAS	e			
RAS	<u> </u>			

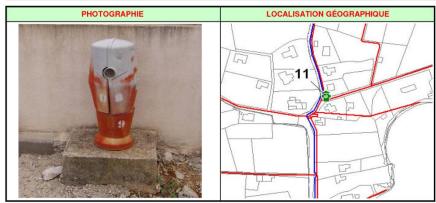
#### **OBSERVATIONS DIVERSES**

Le SDIS suppose une fuite au pied du poteau incendie. Lors des contrôles effectués par les pompiers le 03/07/06, une chute de débit importante a été constaté lors de l'ouverture maximum du poteau. En effet, le débit a brusquement chuté de 176m³/h à 53m³/h après un bruit sec.



P.I. Nº11

Localisation	Montée du Lac	Date des essais	02 oct 2006		
CARACTERISTIQUES					
Type poteau incendie Diamètre de prise 1 X 100 mm 2 x 65 mm					
Numéro Pompier	11	Diamètre-nature conduite	100 Fonte		



RESULTATS					
Type de mesure Pression (Bars) Débit (m³/h)					
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	2	0			
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	76			
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,4	83			

CONCLUSIONS		
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministérie 465 du 10 décembre 1951)		
CONFORME		

OBSERVATIONS EQUIPEMENTS			
RAS	*	5	
RAS	*	10	
RAS	+		
RAS		rre	
Détériorée		е	
RAS	•		

OBSERVATIONS DIVERSES	
La serrure de porte est à remplacer.	



## Commune de Besse sur Issole Schéma directeur d'adduction et de distribution d'eau potable Vérifications des hydrants

P.I. N°12

Localisation	Hameau de la Baume	Date des essais	02 OCI 2006		
	CARACT	ERISTIQUES			
Type poteau incendie		Diamètre de prise 1 X 100 mm 2 x 65			
Numéro Pompier	12	Diamètre-nature conduite	e 150 Fonte		
PHOTO	GRAPHIE	LOCALISATION	GÉOGRAPHIOI	IE	
		ECCALISATION GEOGRAPHICOE			
			1	1	
	A my	1		1	
			1		
			<b>M</b>		
	<b>一种的人</b> 社会		1		
10000000000000000000000000000000000000			and and	Co.	

RESULTATS				
Type de mesure	Pression (Bars)	Débit (m³/h)		
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	9,9	0		
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	18		
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,4	20		

CONCLUSIONS			
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministérielle 465 du 10 décembre 1951)			
Pression excessive	NON-CONFORME		

OBSERVATIONS EQUIPEMENTS		
RAS	5	
RAS	0	
RAS		
RAS	/re	
RAS	е	
RAS		

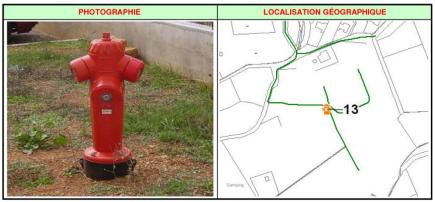
OBSERVATIONS DIVERSES

La vanne de pied du poteau incendie est supposée partiellement ouverte.



P.I. N°13

Localisation	Lot. Les Vignes du Lac	Date des essais	02 oct 2006				
CARACTERISTIQUES							
Type poteau incendie Diamètre de prise 1 X 100 mm 2 x 65 mm							
Numéro Pompier	13 - A VALIDER	Diamètre-nature conduite	125 PEHD				



RESULTATS				
Type de mesure Pression (Bars) Débit				
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	6,5	0		
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	55		
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,4	60		

CONCLUSIONS			
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministériel 465 du 10 décembre 1951)			
Pression excessive	NON-CONFORME		

OBSERVATIONS EQUIPEMENTS			
RAS	▼ 5		
RAS	- 00	0	
RAS	-		
RAS	- n	re	
RAS	- X	Ð	
RAS	v		

OBSERVATIONS DIVERSES	
RAS	



## Commune de Besse sur Issole Schéma directeur d'adduction et de distribution d'eau potable Vérifications des hydrants

P.I. N°14

	Date des essais	02 oct 2006		
CARACTERISTIQUES				
	Diamètre de prise	1 X 100 mm	2 x 65 mm	
14 - A VALIDER	Diamètre-nature conduite	63 PEHD		
14- A VALIDEII	Diametre-nature conduite	001	LIID	
		CARACTERISTIQUES Diamètre de prise	CARACTERISTIQUES  Diamètre de prise 1 X 100 mm	



RESULTATS			
Type de mesure	Débit (m³/h)		
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	3,5	0	
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	45	
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,4	51	

CONCLUSIONS				
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministé 465 du 10 décembre 1951)				
Pression satisfaisante	NON-CONFORME			

OBSERVATIONS EQUIPEMENTS			
RAS	5		
RAS	0		
RAS			
RAS	/re		
RAS	е		
RAS			

OBSERVATIONS DIVERSES

Le poteau incendie est situé à côté d'un transformateur EDF haute tension.

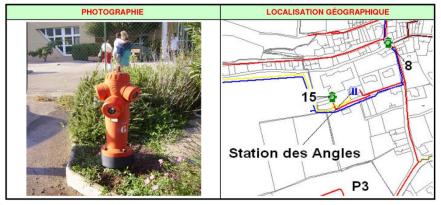


## Commune de Besse sur Issole

## Schéma directeur d'adduction et de distribution d'eau potable Vérifications des hydrants

P.I. N<sup>™</sup>5

Localisation	Maison de retraite	Date des essais	09 oct	09 oct 2006		
	CARAC	TERISTIQUES				
Type poteau incendie Diamètre de prise 1 X 100 mm 2 x 65 mm						
Numéro Pompier 15 Diamètre-nature conduit		Diamètre-nature conduite	125 P	EHD		



RESULTATS			
Type de mesure Pression (Bars) Débit (m³/h)			
Mesure 1 : pression statique (à débit nul)	3,5	0	
Mesure 2 : pression Dynamique résiduelle (pression de 1 bar)	1	62	
Mesure 3 : pression Dynamique résiduelle (au débit maximum)	0,4	67	

CONCLUSIONS				
Confort des usagers  Réglementation incendie (Circulaire interministérielle 465 du 10 décembre 1951)				
Pression satisfaisante	CONFORME			

	OBSERVATIONS EQUIPEMENTS			
Г	RAS	thon de 65		
Г	RAS	hon de 100		
Г	Inexistant	cle béton		
	RAS	t manœuvre		
	RAS	ire de porte		
Г	RAS	'idange		

OBSERVATIONS DIVERSES
RAS

Page **228** sur **347** 

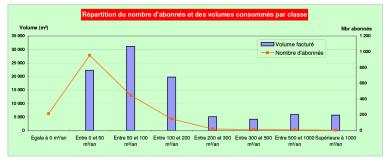
Commune de Besse-sur-Issole 79

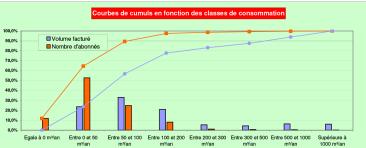
## ANNEXE 2 ETUDE STATISTIQUE DE LA CONSOMMATION

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022



Classe de consommation	Nombre d'abonnés par classe	% du total	Volume comptabilisé par classe (m³/an)	% du volume total
Egale à 0 m³/an	214	11,8%	0	0,0%
Entre 0 et 50 m³/an	955	52,8%	22 320	23,7%
Entre 50 et 100 m³/an	449	24,8%	31 182	33,1%
Entre 100 et 200 m³/an	147	8,1%	19 782	21,0%
Entre 200 et 300 m³/an	20	1,1%	5 119	5,4%
Entre 300 et 500 m³/an	12	0,7%	4 154	4,4%
Entre 500 et 1000 m³/an	9	0,5%	5 976	6,3%
Supérieure à 1000 m³/an	3	0,2%	5 699	6,0%
Total	1 809	100%	94 232	100%





Inventaire des gros consommateurs (>1 000 m³/an)				
Numéro d'abonné	LOCALISATION	NOM	Consommation (m³/an)	
1	CHE DE FLANQUECIAIRE	VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT	3027	
10	AV DE LA GARE	LECLOUX ELISABETH	1452	
0	CHE DE FLANQUECIAIRE	GCC	1220	
1	PL ALEXANDRE SOULEYET	MAIRIE DE BESSE SUR ISSOLE	824	
10	CHE DU LAC	CAMPING DU LAC	728	
64	RUE NOTRE DAME	MAIRIE DE BESSE SUR ISSOLE	712	
20	CHE DE FLANQUECIAIRE	BESSE ACCUEIL	701	
20	CHE DE FLANQUECIAIRE	BESSE ACCUEIL	700	
1	RUE DE LA REPUBLIQUE	COLLIN ERIC	692	
1	RUE DE LA REPUBLIQUE	COLLINERIC	590	

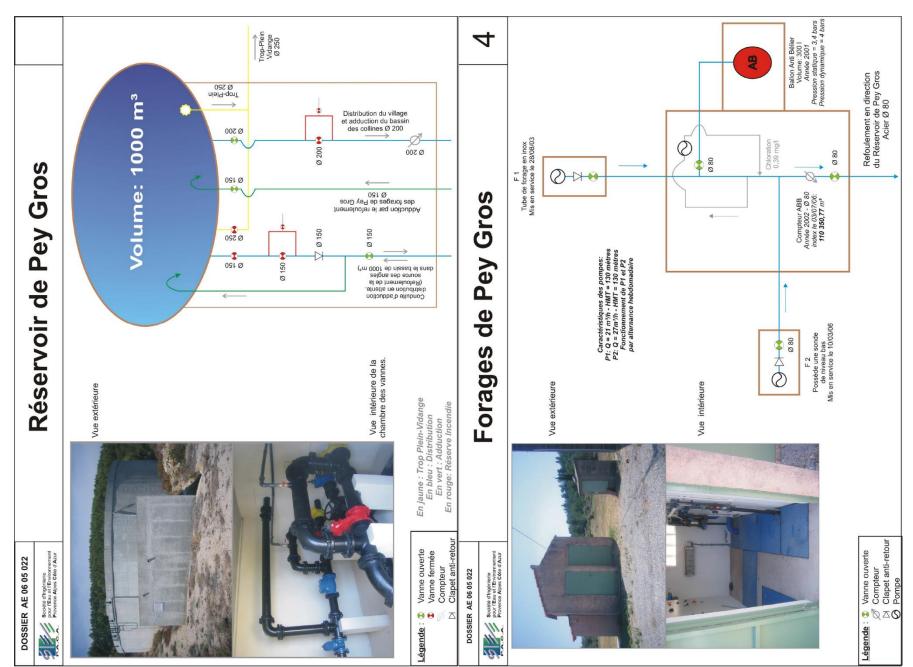
Page **229** sur **347** 

80

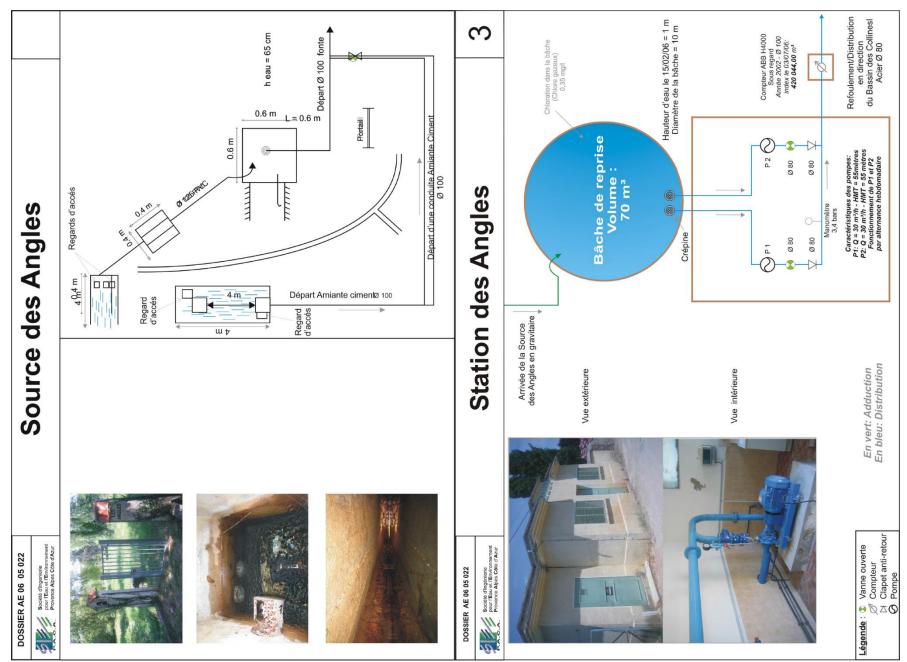
ANNEXE 3
FICHES D'OUVRAGES

Commune de Besse-sur-Issole

Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022



Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

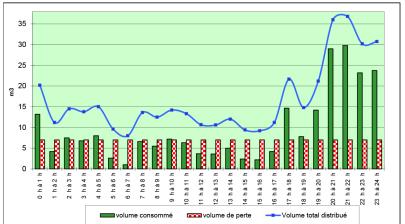


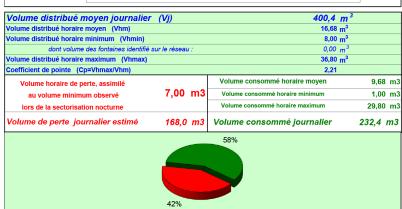
Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

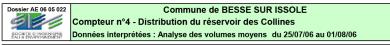
## ANNEXE 4 RÉSULTATS DE LA CAMPAGNE DE MESURES ESTIVALE

Dossier AE 06 05 022		Commune	de BESSE SUR	RISSOLE	
9	Compteur n°3 - Distribution du réservoir de Pey Gros (1000 m³)  Données interprétées : Analyse des volumes moyens du 25/07/06 au 01/08/06				
SOCIETE D'INGENIERIE EAU & ENVIRONNEMENT					
1ère p	1ère période 2ème période 3ème période				
Tranche horaire	Volume mesuré	Tranche horaire	Volume mesuré	Tranche horaire	Volume mesuré

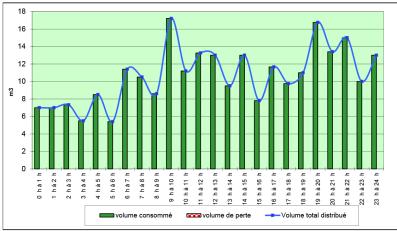
1ère p	ériode	2ème p	période	3èm	e période
Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m <sup>3</sup>
0 hà1 h	20,2	8 hà 9 h	12,5	16 hà 17 h	11,2
1 hà 2 h	11,2	9 hà 10 h	14,2	17 hà 18 h	21,7
2 hà3 h	14,5	10 hà 11 h	13,3	18 hà 19 h	14,8
3 hà4 h	13,8	11 hà 12 h	10,7	19 hà 20 h	21,2
4 hà5 h	15,0	12 hà 13 h	10,6	20 hà 21 h	36,0
5 hà6 h	9,6	13 hà 14 h	12,0	21 hà 22 h	36,8
6 hà 7 h	8,0	14 hà 15 h	9,4	22 hà 23 h	30,2
7 hà 8 h	13,6	15 hà 16 h	9,2	23 hà 24 h	30,8
Volume sur 8h	105,9	Volume sur 8h	91,9	Volume sur 8h	202,6







1ère p	ériode	2ème p	période	3ème période	
Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m <sup>3</sup>
0 hà1 h	7,0	8 hà 9 h	8,6	16 hà 17 h	11,7
1 hà2 h	7,0	9 hà 10 h	17,2	17 hà 18 h	9,8
2 hà 3 h	7,3	10 hà 11 h	11,2	18 hà 19 h	11,0
3 hà4 h	5,5	11 hà 12 h	13,3	19 hà 20 h	16,8
4 hà 5 h	8,5	12 hà 13 h	13,0	20 hà 21 h	13,4
5 hà 6 h	5,4	13 hà 14 h	9,5	21 hà 22 h	15,0
6 hà7 h	11,4	14 hà 15 h	13,0	22 hà 23 h	10,0
7 hà8 h	10,5	15 hà 16 h	7,8	23 hà 24 h	13,0
Volume sur 8h	62,6	Volume sur 8h	93,6	Volume sur 8h	100,6





Fichier F\_D\_E\_distribution\_pt4\_Colline.xls - Données interprétées

Page **233** sur **347** 

Commune de Besse-sur-Issole 82

## ANNEXE 5 RÉSULTATS DE LA CAMPAGNE DE MESURES HIVERNALE

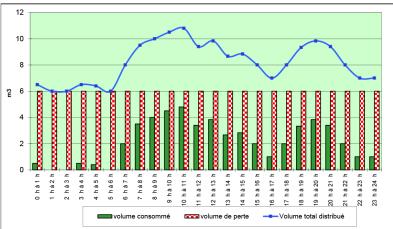
Dossier *S.I.E.E.* n° AE 06 05 022

# Dossier AE 06 05 022

#### Commune de BESSE SUR ISSOLE Compteur n°3 - Distribution du réservoir de Pey Gros (1000 m³)

Données interprétées : Analyse des volumes moyens du 06/02/07 au 13/02/07

1ère p	ériode	2ème période		3ème période	
Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m <sup>3</sup>
0 hà1 h	6,5	8 hà 9 h	10,0	16 hà 17 h	7,0
1 hà 2 h	6,0	9 hà 10 h	10,5	17 hà 18 h	8,0
2 hà3 h	6,0	10 hà 11 h	10,8	18 hà 19 h	9,3
3 hà4 h	6,5	11 hà 12 h	9,4	19 hà 20 h	9,8
4 hà 5 h	6,4	12 hà 13 h	9,8	20 hà 21 h	9,4
5 hà 6 h	6,0	13 hà 14 h	8,7	21 hà 22 h	8,0
6 hà 7 h	8,0	14 hà 15 h	8,8	22 hà 23 h	7,0
7 hà8 h	9,5	15 hà 16 h	8,0	23 hà 24 h	7,0
Volume sur 8h	54,9	Volume sur 8h	76,0	Volume sur 8h	65,6



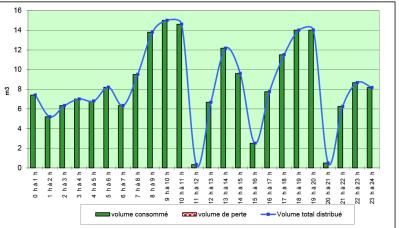
Volume distribué moyen journalier	(Vj)	196,5 m <sup>3</sup>			
Volume distribué horaire moyen (Vhm)		8,19 m <sup>3</sup>			
Volume distribué horaire minimum (Vhmin)		6,00 m <sup>3</sup>			
dont volume des fontaines identifié su	ır le réseau :	0,00 m <sup>3</sup>			
Volume distribué horaire maximum (Vhmax)		10,80 m <sup>3</sup>			
Coefficient de pointe (Cp=Vhmax/Vhm)		1,32			
Volume horaire de perte, assimilé		Volume consommé horaire moyen	2,19 m <sup>3</sup>		
au volume minimum observé	6,00 m3	Volume consommé horaire minimum	0,00 m3		
lors de la sectorisation nocturne		Volume consommé horaire maximum	4,80 m <sup>3</sup>		
Volume de perte journalier estimé	144,0 m3	Volume consommé journalier	52,5 m3		
27%					

Dossier AE 06 05 022
6
SOCIETE D'INGENIERIE EAU & ENVIRONNEMENT

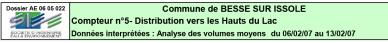
## Commune de BESSE SUR ISSOLE Compteur n°4 - Distribution du réservoir des Collines

Données interprétées : Analyse des volumes moyens du 06/02/07 au 13/02/07

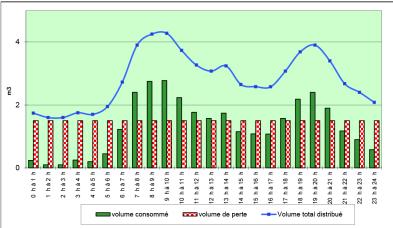
1ère p	1ère période		période	3ème période	
Tranche horaire	Volume mesuré m <sup>3</sup>	Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m <sup>3</sup>
0 hà1 h	7,4	8 hà9 h	13,8	16 hà 17 h	7,8
1 hà 2 h	5,2	9 hà 10 h	15,0	17 hà 18 h	11,5
2 hà 3 h	6,3	10 hà 11 h	14,6	18 hà 19 h	14,0
3 hà4 h	7,0	11 hà 12 h	0,3	19 hà 20 h	14,0
4 hà 5 h	6,8	12 hà 13 h	6,7	20 hà 21 h	0,5
5 hà 6 h	8,2	13 hà 14 h	12,2	21 hà 22 h	6,3
6 hà 7 h	6,3	14 hà 15 h	9,6	22 hà 23 h	8,7
7 hà8 h	9,5	15 hà 16 h	2,5	23 hà 24 h	8,2
Volume sur 8h	56,8	Volume sur 8h	74,7	Volume sur 8h	70,8



Volume distribué moyen journalier	(Vj)		202,3 m <sup>3</sup>		
Volume distribué horaire moyen (Vhm)			8,43 m <sup>3</sup>		
Volume distribué horaire minimum (Vhmin)			0,33 m <sup>3</sup>		
dont volume des fontaines identifié s	ur le réseau	ı:	0,00 m <sup>3</sup>		
Volume distribué horaire maximum (Vhmax)			15,00 m <sup>3</sup>		
Coefficient de pointe (Cp=Vhmax/Vhm)			1,78		
Volume horaire de perte, assimilé			Volume consommé horaire moyen	8,43	3 m3
au volume minimum observé	0,00	m3	Volume consommé horaire minimum	0,33	m
lors de la sectorisation nocturne			Volume consommé horaire maximum	15,00	) m3
Volume de perte journalier estimé	0,0	т3	Volume consommé journalier	202,3	т3
0%	6		100%		



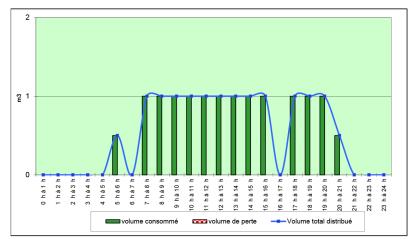
1ère p	ériode	2ème p	période	3ème période	
Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m <sup>3</sup>
0 hà1 h	1,7	8 hà 9 h	4,3	16 hà 17 h	2,6
1 hà2 h	1,6	9 hà 10 h	4,3	17 hà 18 h	3,1
2 hà3 h	1,6	10 hà 11 h	3,7	18 hà 19 h	3,7
3 hà4 h	1,8	11 hà 12 h	3,3	19 hà 20 h	3,9
4 hà 5 h	1,7	12 hà 13 h	3,1	20 hà 21 h	3,4
5 hà 6 h	2,0	13 hà 14 h	3,2	21 hà 22 h	2,7
6 hà7 h	2,7	14 hà 15 h	2,7	22 hà 23 h	2,4
7 hà8 h	3,9	15 hà 16 h	2,6	23 hà 24 h	2,1
Volume sur 8h	17,0	Volume sur 8h	27,1	Volume sur 8h	23,8



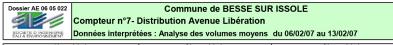
Volume distribué moyen journalier (Vj)	)		67,8 m <sup>3</sup>		
Volume distribué horaire moyen (Vhm)			2,83 m <sup>3</sup>		
Volume distribué horaire minimum (Vhmin)			1,60 m <sup>3</sup>		
dont volume des fontaines identifié sur le r	réseau :		0,00 m <sup>3</sup>		
Volume distribué horaire maximum (Vhmax)			4,28 m <sup>3</sup>		
Coefficient de pointe (Cp=Vhmax/Vhm)			1,51		
Volume horaire de perte, assimilé			Volume consommé horaire moyen	1,3	3 m3
au volume minimum observé	,50 n	13	Volume consommé horaire minimum	0,1	0 m3
lors de la sectorisation nocturne			Volume consommé horaire maximum	2,7	8 m3
Volume de perte journalier estimé	36,0 n	n3	Volume consommé journalier	31,8	т3
47%					

Dossier AE 06 05 022	Commune de BESSE SUR ISSOLE
9	Compteur n°6- Distribution Jean Aicard
SOCIETE D'INGENIERIE EAU & ENVIRONNEMENT	Données interprétées : Analyse des volumes moyens du 06/02/07 au 13/02/07

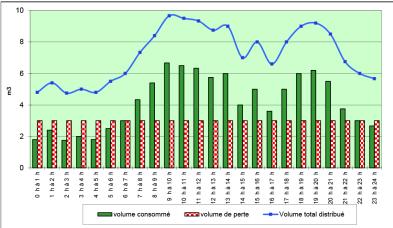
1ère p	ériode	2ème p	période	3èm	e période
Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m <sup>3</sup>
0 hà1 h	0,0	8 hà 9 h	1,0	16 hà 17 h	0,0
1 hà 2 h	0,0	9 hà 10 h	1,0	17 hà 18 h	1,0
2 hà3 h	0,0	10 hà 11 h	1,0	18 hà 19 h	1,0
3 hà4 h	0,0	11 hà 12 h	1,0	19 hà 20 h	1,0
4 hà 5 h	0,0	12 hà 13 h	1,0	20 hà 21 h	0,5
5 hà 6 h	0,5	13 hà 14 h	1,0	21 hà 22 h	0,0
6 hà 7 h	0,0	14 hà 15 h	1,0	22 hà 23 h	0,0
7 hà 8 h	1,0	15 hà 16 h	1,0	23 hà 24 h	0,0
Volume sur 8h	1,5	Volume sur 8h	8,0	Volume sur 8h	3,5



Volume distribué moyen journalier	(Vj)	13,0 m <sup>3</sup>	
Volume distribué horaire moyen (Vhm)		0,54 m <sup>3</sup>	
Volume distribué horaire minimum (Vhmin)		0,00 m <sup>3</sup>	
dont volume des fontaines identifié s	ur le réseau :	0,00 m <sup>3</sup>	
Volume distribué horaire maximum (Vhmax)		1,00 m <sup>3</sup>	
Coefficient de pointe (Cp=Vhmax/Vhm)		1,85	
Volume horaire de perte, assimilé		Volume consommé horaire moyen	0,54 m3
au volume minimum observé	0,00 m3	Volume consommé horaire minimum	0,00 m3
lors de la sectorisation nocturne		Volume consommé horaire maximum	1,00 m3
Volume de perte journalier estimé	0,0 m3	Volume consommé journalier	13,0 m3
0%	6	100%	



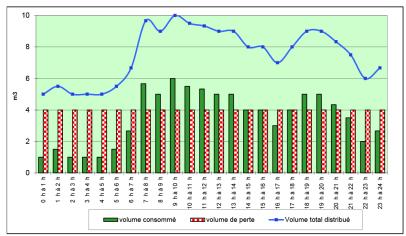
1ère p	ériode	2ème p	2ème période 3ème période		e période
Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m <sup>3</sup>
0 hà1 h	4,8	8 hà 9 h	8,4	16 hà 17 h	6,6
1 hà2 h	5,4	9 hà 10 h	9,7	17 hà 18 h	8,0
2 hà3 h	4,8	10 hà 11 h	9,5	18 hà 19 h	9,0
3 hà4 h	5,0	11 hà 12 h	9,3	19 hà 20 h	9,2
4 hà 5 h	4,8	12 hà 13 h	8,8	20 hà 21 h	8,5
5 hà6 h	5,5	13 hà 14 h	9,0	21 hà 22 h	6,8
6 hà 7 h	6,0	14 hà 15 h	7,0	22 hà 23 h	6,0
7 hà8 h	7,3	15 hà 16 h	8,0	23 hà 24 h	5,7
Volume sur 8h	43,6	Volume sur 8h	69,7	Volume sur 8h	59,7



			58%		
Volume de perte journalier estimé	72,0	т3	Volume consommé journalier	101,0	т3
lors de la sectorisation nocturne			Volume consommé horaire maximum	6,67	m3
au volume minimum observé	3,00	m3	Volume consommé horaire minimum	1,75	m3
Volume horaire de perte, assimilé			Volume consommé horaire moyen	4,21	m3
Coefficient de pointe (Cp=Vhmax/Vhm)			1,34		
Volume distribué horaire maximum (Vhm	ax)		9,67 m <sup>3</sup>		
dont volume des fontaines ider	ntifié sur le réseau	:	0,00 m <sup>3</sup>		
Volume distribué horaire minimum (Vhm	in)		4,75 m <sup>3</sup>		
Volume distribué horaire moyen (Vhm)			7,21 m <sup>3</sup>		
Volume distribué moyen journa	lier (Vi)		$173.0  m^3$		

Dossier AE 06 05 022	Commune de BESSE SUR ISSOLE						
9	Compteur n°7- I	Compteur n°7- Distribution Avenue Libération					
SOCIETE D'INGENIERIE EAU & ENVIRONNEMENT	Données interprétées : Analyse des volumes moyens du 06/02/07 au 13/02/07						
1ère p	1ère période 2ème période 3ème période						

1ère p	ériode	2ème p	oériode	3ème période	
Tranche horaire	Volume mesuré m <sup>3</sup>	Tranche horaire	Volume mesuré m³	Tranche horaire	Volume mesuré m³
0 hà1 h	5,0	8 hà 9 h	9,0	16 hà 17 h	7,0
1 hà 2 h	5,5	9 hà 10 h	10,0	17 hà 18 h	8,0
2 hà3 h	5,0	10 hà 11 h	9,5	18 hà 19 h	9,0
3 hà4 h	5,0	11 hà 12 h	9,3	19 hà 20 h	9,0
4 hà 5 h	5,0	12 hà 13 h	9,0	20 hà 21 h	8,3
5 hà6 h	5,5	13 hà 14 h	9,0	21 hà 22 h	7,5
6 hà 7 h	6,7	14 hà 15 h	8,0	22 hà 23 h	6,0
7 hà8 h	9,7	15 hà 16 h	8,0	23 hà 24 h	6,7
Volume sur 8h	47,3	Volume sur 8h	71,8	Volume sur 8h	61,5



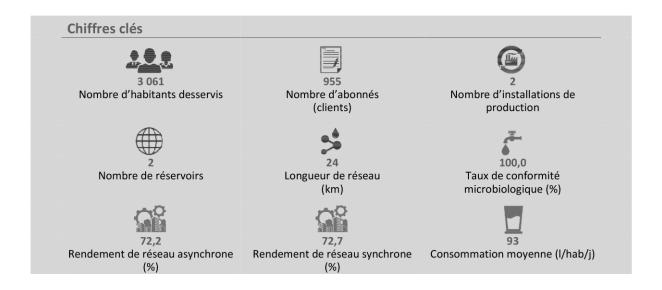
Volume distribué moyen journalier	(Vj)		180,7 m <sup>3</sup>		
Volume distribué horaire moyen (Vhm)			7,53 m <sup>3</sup>		
Volume distribué horaire minimum (Vhmin)			5,00 m <sup>3</sup>		
dont volume des fontaines identifié s	ur le réseau	:	0,00 m <sup>3</sup>		
Volume distribué horaire maximum (Vhmax)			10,00 m <sup>3</sup>		
Coefficient de pointe (Cp=Vhmax/Vhm)			1,33		
Volume horaire de perte, assimilé			Volume consommé horaire moyen	3,5	3 m3
au volume minimum observé	4,00	m3	Volume consommé horaire minimum	1,00	) m3
lors de la sectorisation nocturne			Volume consommé horaire maximum	6,00	) m3
Volume de perte journalier estimé	96,0	т3	Volume consommé journalier	84,7	т3
		4	7%		
		53%			

## 4.1.2 Extraits du rapport annuel du Délégataire du Service Public de l'Eau Potable



## 1.1. Présentation du Contrat

Besse sur Issole : Service de l'eau potable



## Données clés

• Délégataire Société Varoise d'Aménagement et

de Gestion

♦ Périmètre du service BESSE SUR ISSOLE

♦ Numéro du contrat ZP700

**♦ Nature du contrat** Affermage

Prestations du contrat
 Compteurs eau froide, Distribution,

Elévation, Extranet collectivités, Gestion clientèle, Production,

Branchements

**▶ Date de début du contrat** 30/10/2015

**▶ Date de fin du contrat** 31/10/2027

## 1.2. L'essentiel de l'année 2015

## PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

## Réseaux 2015

♦ Renouvellement de 73 branchements en plomb par la collectivité

## PROPOSITIONS D'AMELIORATION

- ♦ Amélioration du captage de la source des Angles
- ♦ Etablissement d'un plan de renouvellement pluriannuel
- ♦ Réalisation du programme de travaux défini par le schéma directeur d'eau potable

# 1.3. Les indicateurs réglementaires 2015

VALEUR 2015	PRODUCTEUR	EURS DESCRIPTIFS DES SERVICES	INDICAT
3 061	Collectivité (2)	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	[D101.0]
1,75 €uro/m3	Délégataire	Prix du service de l'eau au m3 TTC	[D102.0]
<b>1</b> j	Délégataire	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	[D151.0]
VALEUR 2015	PRODUCTEUR	EURS DE PERFORMANCE	INDICAT
100,0 %	ARS (1)	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	[P101.1]
100,0 %	ARS (1)	Taux de conformité des prélèvements physico- chimiques	[P102.1]
80	Collectivité et Délégataire (2)	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	[P103.2]
72,2 %	Délégataire	Rendement du réseau de distribution	[P104.3]
72,7 %	Délégataire	Rendement de réseau sur période synchrone	
7,40 m3/jour/km	Délégataire	Indice linéaire des volumes non comptés	[P105.3]
7,20 m3/jour/km	Délégataire	Indice linéaire des volumes non comptés synchrone	
6,99 m3/jour/km	Délégataire	Indice linéaire de pertes en réseau	[P106.3]
6,79 m3/jour/km	Délégataire	Indice linéaire de pertes en réseau synchrone	
0,00 %	Collectivité (2)	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	[P107.2]
80 %	Collectivité (1)	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	[P108.3]
-	Collectivité (2)	Nombre d'abandons de créance à caractère social et versements à un fonds de solidarité	[P109.0]
0	Collectivité (2)	Montant des abandons de créances à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité	[P109.0]
1 654	Délégataire	Montant total des abandons de créances	
8,38 u/1000 abonnés	Délégataire	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	[P151.1]
100,00 %	Délégataire	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	[P152.1]
A la charge de la collectivité	Collectivité	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	[P153.2]
0,09 %	Délégataire	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	[P154.0]
2,09 u/1000 abonnés	Délégataire	Taux de réclamations	[P155.1]
		a indiación act calla de acetàma d'information de dálásataira	(4) 1 1 /

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

<sup>(1)</sup> La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire (2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

## 1.4. Autres chiffres clés de l'année 2015

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Volume prélevé	Délégataire	154 152 m <sup>3</sup>
Volume produit (C)	Délégataire	154 152 m <sup>3</sup>
Volume mis en distribution (m³)	Délégataire	154 152 m <sup>3</sup>
Volume de service du réseau	Délégataire	2 139 m <sup>3</sup>
Volume consommé autorisé 365 jours (A)	Délégataire	111 249 m³
Nombre de fuites réparées	Délégataire	19
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Nombre d'installations de production	Délégataire	2
Capacité totale de production	Délégataire	1 400 m <sup>3</sup> /j
Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	2
Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	1 240 m <sup>3</sup>
Longueur de réseau	Délégataire	24 km
Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	17 km
Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	0 ml
Nombre de branchements	Délégataire	873
Nombre de branchements en plomb	Délégataire	53
Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	0
Nombre de branchements neufs	Délégataire	3
Nombre de compteurs	Délégataire	948
Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	77
LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION D'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Nombre de communes	Délégataire	1
Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	955
- Abonnés domestiques	Délégataire	955
Volume vendu	Délégataire	109 110 m <sup>3</sup>
- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	109 110 m <sup>3</sup>
Consommation moyenne	Délégataire	93 l/hab/j
Consommation individuelle unitaire	Délégataire	109 m³/abo/an

<sup>(1)</sup> La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire (2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CLIENTS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	87 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Non
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement	Délégataire	Non
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Energie relevée consommée	Délégataire	64 491 kWh

## 4.2 Assainissement

## 4.2.1 Schéma Directeur d'Assainissement (2002)





Copie

Réalisé par
G2C environnement
Parc d'Activités Point Rencontre
13770 VENELLES



# DEPARTEMENT DU VAR COMMUNE DE BESSE SUR ISSOLE

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DETERMINATION DES ZONES D'ASSAINISSEMENT

Avril 2002

Etabli par	Validé par		
CC	115		



Conseil et assistance technique pour la gestion durable de l'environnement et du patrimoine

#### Commune de Besse sur Issole (APS 01193) Zonsone d'assaintesement - Dossier d'annuéle publique

#### Sommaire

. PRESE	NTATION DE LA COMMUNE	
. NOTICE	E JUSTIFIANT LE ZONAGE	
.1. Anal	lyse synthétique des données élémentaires influant sur le choix du mode d'assainisse	ment
3.1.1.	Etat des systèmes d'assainissement collectif et individuel	
3.1.2.	Réglementation du POS	
3.1.3.	Structure générale de l'habitat	
3.1.4.	Perspective d'évolution de la commune	
3.1.5.	Pédologie et aptitude des sols à l'assainissement non collectif	
3.1.6.	Milieu récepteur et usage de l'eau	
3.1.7.	Conclusion	l
2. Prés	entation des solutions d'assainissement	1
3.2.1.	Secteurs desservis à terme par l'assainissement collectif	
3.2.1.1.	Collège et extension maison de retraite	1
3.2.1.2.	Zone d'activité Plan Rodon	
3.2.1.3.	Les lotissements	
3.2.1.4.	Quartier du Lac	
3.2.1.5.	Le Laqué, les Gabrielles et Saint Pierre	
3.2.1.6.	La rouge et Gabrielle	
3.2.1.7.	Synthèse	
3.2.1.8	Incidence du raccordement	
3.2.1.9.	Secteurs maintenus en assainissement non collectif	
	clusion	
	OLE TECHNIQUE DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT N	
	ositions concernant le contrôle technique des installations d'assainissement non colle	
4.1.1.	Définition du contrôle technique	
4.1.2.	Le droit d'accès aux propriétés privées	
4.1.3.1.	Obligations des propriétaires	
4.1.3.1.	Cas de la demande de permis de construire	
4.1.3.2.	Conditions d'entretien des filières d'assainissement non collectif	



Commune de Besse sur Issole (APS 01193)
Zonage d'assainissement - Dossier d'enquête publique

## 1. Présentation et contenu du dossier

La présente enquête publique a pour objet la délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif.

Ce dossier soumis à l'enquête publique comprend, comme stipulé dans l'article 4 du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, les pièces suivantes :

- \* Une notice justifiant le zonage
- \* Un projet de carte des zones d'assainissement

L'enquête est régie par les textes suivants :

- \* Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R123.11
- \* La Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau (article 35) modifiée par la Loi n° 92-1336 du 2 février 1995 et par la Loi n° 95-101 du 16 décembre 1992
- Le Décret n° 94-460 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées (articles 2 à 4)

Cette notion de zonage est introduite par l'article 35 de la Loi sur l'Eau, et reprise par l'article L-2224-10 du Code des Collectivités Territoriales.

#### « Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet des effluents;
- \* Les zones d'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien. »

Ce zonage, dont la responsabilité est confiée aux collectivités, consiste donc à réaliser une **réflexion prospective** sur le devenir du mode d'assainissement de la commune en fonction de considérations technico-économiques et environnementales.

Il est à noter que le classement d'une zone en assainissement collectif n'engage pas la commune en terme de délais de réalisation des travaux. Aussi, tout pétitionnaire sera tenu de procéder à l'installation d'une filière d'assainissement conforme à la réglementation si la date de livraison de la construction est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement.



Page **245** sur **347** 

Commune de Besse sur Issole (APS 01193) Zonage d'assainissement - Dossier d'enquête publique

## 2. Présentation de la commune

La commune de Besse sur Issole est située dans le département du Var au Sud Est de Brignoles. Elle est desservie par la D13 reliant Forcalqueiret à Flassans sur Issole.

Cette commune comptait 1779 habitants en 1999. Sa population a tendance à fortement augmenter depuis les dix dernières années (+25 %).

La commune compte quelques chambres d'hôte et deux campings : La population peut donc augmenter légèrement en période estivale.

Il n'existe aucune activité industrielle a proprement parler. On recense sur la commune 7 caves particulières et une cave coopérative. Il est important de noter que seul le domaine de Buganay est situé en centre ville et ne dispose pas de système de traitement autonome de ces effluents vinicoles. Ceux ci se rejettent dans le réseau communal.



Commune de Besse sur Issole (APS 01193)
Zonage d'assainissement - Dossier d'anquêle publique

## 3. Notice justifiant le zonage

L'étude de zonage débute par une étude de l'assainissement existant, et en particulier des zones d'assainissement non collectif et collectif .

#### La définition du zonage se fait selon trois critères :

- Le premier critère est la densité et la typologie de l'habitat (l'assainissement non collectif n'est envisageable qu'en fonction d'une superficie minimale de 1500 m2)
- L'aptitude du sol à l'assainissement non collectif (pédologie, hydrogéologie, topographie, hydrographie)
- 3. La proximité d'un réseau d'assainissement collectif existant

Les solutions à retenir dans les différentes zones sont alors affinées par une étude technicoéconomique intégrant toutes les contraintes (nappes, exutoire, prévision d'urbanisme, accès, entretien...) et les implications financières des choix effectués (coûts de maintenance et d'investissement, coût de contrôle).

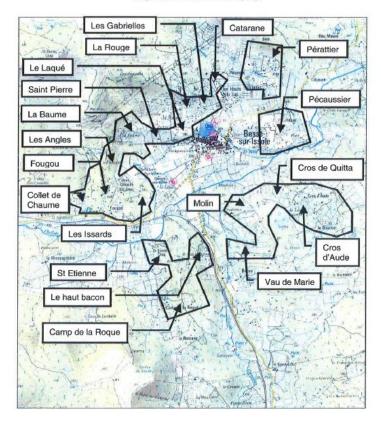
Le zonage d'assainissement a concerné l'ensemble des zones urbanisées et actuellement en assainissement non collectif de la commune. Les secteurs (hors bourg) sont les suivants :

- . Le Cros de Quitta, Le Molin, et Le Vau de Marie : IINB
- Le Haut Bacon, Saint Etienne et Le Camp de la Roque : IINB
- · Le Pécaussier et Plan Rodon : INB
- Le Perrattier : INBLa Catarane : INB
- · Les Gabrielles : INA et UD
- · La Rouge: INAt
- Le Laqué et Saint Pierre : UD
- · La Beaume : INBa, INBb et INBab
- · Les Angles : INB
- · Le Collet de Chaume : INBb
- · Le Fougou et Les Issards : INB



## Page **246** sur **347**

#### Commune de Besse sur Issole (APS 01193) Conage d'assainissement - Dossier d'enquête publique





### Commune de Besse sur Issole (APS 01193)

## 3.1. Analyse synthétique des données élémentaires influant sur le choix du mode d'assainissement

#### 3.1.1. Etat des systèmes d'assainissement collectif et individuel

#### ■ Le réseau collectif

La commune de Besse sur Issole est équipée d'un réseau d'assainissement de type séparatif, constitué majoritairement de collecteur de diamètre 150 mm. Ce réseau récupère les effluents du bourg soit 530 abonnés environ.

Le réseau a fait l'objet d'un diagnostic de fonctionnement courant 2002 : il en ressort qu'il est globalement en bon état et ne présente pas de dysfonctionnement particulier. Le débit mesuré total en période de temps sec est d'environ 121 m³/j. Le volume d'eaux parasites d'infiltration reçu à la station d'épuration est faible (16%) et aucune entrée d'eau n'a été localisé. La réponse du réseau à un épisode pluvieux correspond à une surface active de 1,5 m³/mm (environ 1500m²). L'origine de ces apports d'eaux parasites de captage a été recherchée lors de la campagne de tests à la fumée. Quelques mauvais branchements ont été identifiés. Un programme de travaux a été établis pour déconnecter ces mauvais branchements.

#### ■ La station d'épuration

Le réseau transporte les effluents vers un poste de refoulement situé à l'aire de lavage de la commune. Ce poste alimente la station d'épuration communale de type boue activée faible charge dimensionnée pour une capacité de 2 500 équivalents habitants. La station a fait l'objet d'un diagnostic de fonctionnement courant 2002. Il en ressort qu'elle fonctionne correctement. Elle reçoit 1000 EqH et est en sous charge. Le rejet est de bonne qualité.

#### ■ Les dispositifs d'assainissement non collectif

Les habitations non raccordées au réseau et situées sur les zones d'étude sont au nombre de 257. Un questionnaire a été envoyé à l'ensemble de ces habitations. D'après les retours d'enquêtes (40%), le type d'installation que l'on retrouve sur l'ensemble des zones d'études est majoritairement composé d'une fosse septique, d'un bac à graisse et de tranchées d'infiltration. Il apparaît que l'entretien des fosses septiques et des bacs de dégraissages est réalisé régulièrement.

Les filières de dispersion des effluents utilisés sont globalement adaptées aux sols rencontrés, en revanche le prétraitement (fosse septique) n'est plus adapté. Il est nécessaire de prévoir la mise en place d'une fosse toutes eaux Pour la moitié des habitats, le réseau de drains est relié à un puits d'infiltration. Ce dispositif n'est pas conforme à la réglementation actuelle.

Le questionnaire reflète une satisfaction globale des habitants de leur système d'assainissement (72%). Seuls 7 % se plaignent d'odeurs nauséabondes et 6% de débordement par temps de pluie (résultant d'un problème de conception). Il n'a pas été recensé de problème sanitaire sur la commune.



Page **247** sur **347** 

#### Commune de Besse sur Issole (APS 01193) Zonage d'assain/ssement - Dossier d'anquête publique

### 3.1.2. Réglementation du POS

Pour les zones UA, UB, UC, UE et INA : « Toute installation ou construction nouvelle doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau public d'assainissement, en respectant ses caractéristiques. »

Pour les zones UD : « Toute installation ou construction nouvelle doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau public d'assainissement, en respectant ses caractéristiques. A défaut de réseau, un dispositif d'assainissement individuel est admis, à titre provisoire, sauf dans les lotissements. »

Pour les zones NB: « Toute installation ou construction nouvelle doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau public d'assainissement, en respectant ses caractéristiques. A défaut de réseau, un dispositif d'assainissement individuel est admis dans le cadre de la réglementation en vigueur et la construction doit être édifiée de façon à pouvoir se raccorder au réseau public lorsque celui ci sera réalisé »

	Raccordement à l'assainissement	Raccordement à l'eau potable	Superficie terrain
UA	X	X	Sans objet
UB	X	X	Sans objet
UC	X	X	Sans objet
UD	Règlement alternatif	X	1200 m <sup>2</sup>
UE	×	X	1000 m <sup>2</sup>
INA	X	X	Terrain d'assiette supérieur à 1 ha
INB	Règlement alternatif	Règlement alternatif	2000 m <sup>2</sup> si AEP sinon 4000 m <sup>2</sup> 4000 m <sup>2</sup> pour INBab et INBb

Par conséquent, et afin de respecter la réglementation du POS, les secteurs UA, UB, UC, UE, UD et INA, s'ils comportent des projets d'urbanisation, seront proposés au raccordement. Dans le cas contraire, il sera nécessaire d'adapter le règlement du POS et de prévoir un règlement alternatif en terme d'assainissement.

#### 3.1.3. Structure générale de l'habitat

La structure de l'habitat se décompose ainsi :

- Le village, constitué d'un habitat dense, et par conséquent très favorable à la mise en place d'un réseau collectif d'assainissement,
- 2. La périphérie immédiate de la commune, constituée d'un habitat plus ou moins dense. Les zones POS sont les zones UC, UD, UE et NA. Seules les zones UD ont un règlement alternatif en matière d'assainissement. Les autres zones doivent être raccordées au réseau d'assainissement pour être constructibles. Par conséquent, compte tenu de la structure générale de l'habitat sur l'ensemble de ces zones et du règlement du POS, l'assainissement collectif sera proposé. Cependant, en aménageant le règlement du POS, il sera possible de proposer des secteurs d'assainissement non collectif.
- 3. La périphérie éloignée de la commune, constituée d'un habitat dispersé. Les zones POS sont les zones NB. Ainsi, compte tenu de la superficie des parcelles et de l'éloignement du réseau d'assainissement, l'assainissement non collectif sera préféré.



Commune de Besse sur Issole (APS 01193) Zonage d'assainissement - Dossier d'enquête publique

### 3.1.4. Perspective d'évolution de la commune

La commune comptait en 1999, 1780 habitants. Le taux de croissance de la commune est d'environ 25 % en 10 ans, soit une population d'environ 2 225 habitants d'ici 2010 si le rythme d'évolution persiste.

Les projets sont les suivants :

Projet	Zone POS	Quantification du projet	Horizon
Projet d'un collège	INA	Collège de 600 élèves	Court terme
Extension de la maison de retraite	INA	10 et 20 lits supplémentaires	Court et moyen terme
Zone d'activité Plan Rodon	UEa	8/9 lots	Court terme
Lotissement les tilleuls	UC	16 lots	Court terme
Lotissement des Restanques du Lac	UC	18 lots	Court terme
Lotissement des Vignes	UB	23 lots	Court terme
Lotissement du Mas d'Entremont	UB	5 lots	Court terme
Le Laqué	UD	Densification de la zone	Moyen terme
Les Gabrielles	UD	Densification de la zone	Moyen terme
St Pierre	UD	Densification de la zone	Long terme
Les Gabrielles	INA	10 lots	Long terme
La Rouge	INAt	Développement de la zone	Long terme

Ces projets sont dans la périphérie immédiate de la commune. La densification de certains projets sur les parcelles considérées (collège, lotissement) rend nécessaire le raccordement au réseau d'assainissement.

## 3.1.5. Pédologie et aptitude des sols à l'assainissement non collectif

La nature pédologique des sols de la zone d'étude a été déterminée à partir de sondages à la tarière sur une profondeur maximum de 1,20 mètres et de fosses pédologiques sur une profondeur de 3 m. Ces investigations ont été complétées par des tests de perméabilité pour mesurer la capacité des sols à disperser les effluents.

Nous avons ainsi défini certaines unités de sols et déterminé leur capacité à épurer les eaux usées.

Unité pédologique	Description	Coupe schématique		Aptitude du sol à l'assainissement non collectif et filière proposée	
U1 Sol argileux sur dolomie calcaire	Cette unité de sol se rencontre sur la majoure partie des zones d'études. L'épaisseur de ce sol peut varier de 40 cm à plus de 1.5 m Perméabilité : peu perméable à imperméable.	Toxture argileuse avec présence de nombreux débris dolomitiques et calcaires centimétriques à pluricentimétriques, de couleur rouge-marron à marron clair. Les débris doimitiques et calcaires sont de plus en plus nombreux en profondeur Substratum: Dolomies calcaires		Aptitude favorable mais sol hétérogène. L'assainisement autonome est réalisable sous sa forme la plus simple. Les sols sont capables d'assurer l'épuration et la dispersion des effluents. Cependant, une étude à la parcelle est recommandée compte tenu de l'hétérogénéité du sol.  Fillère retenue : tranchées d'infiltration superficielles de 3°20 mil	



Page **248** sur **347** 

## Commune de Besse sur Issole (APS 01193) Zonage d'assainissement - Dossier d'enquête publique

Unité pédologique	Description	Coupe schématique		Aptitude du sol à l'assainissement non collectif et fillère proposée	
U2 Sol argileux sur calcaire	Cette unité de sol se rencontre sur les secteurs de La Beaume, Saint Pierre et les Angles. Son épaisseur peut atteindre 2.50 m. Perméabilité : moyenne	- Texture argiteuse de couleur marron foncé avec présence de débris calcaires centimétriques 60 cm : Texture argileuse de couleur marron clair avec localement des nuances grisàtres et ou verditre, avec de nombreux débris calcaires centimétriques à décimétriques.		Aptitude favorable L'assainissement autonome est réalisable sous sa forme la plus simple. Les sols sont capables d'assurer l'épuration et la dispersion des effluents. Filière retenue : tranchées d'infiltration superficielles de 3*20 ml	
U3 Alluvions Ilmoneuses	Cette unité ne se retrouve qu'au niveau de la zone d'étude Les Pécaussiers. Son épaisseur est de l'ordre de 2.00 m. Bonne perméabilité	- 0 cm : Texture limoneuse de couleur marron foncé  - 40 cm : Texture limoneuse de couleur marron foncé marron claire  - 2 m : Texture argileuse de couleur marron foncé avec des passées verdâtres avec présence de débris calcaires centimétriques à pluricentimétriques a légères traces d'hydromorphie	0 0 0 0	Aptitude favorable L'assainissement autonome est réalisable sous sa forme la plus simple. Les sols sont capables d'assurer l'épuration et la dispersion des effluents. Filière retenue : tranchées d'infiltration superficielles de 3*20 ml	
U4 Sols Argileux	Cette unité ne se retrouve qu'au niveau de la zone d'étude Le Camp de la Roque. Son épaisseur est de l'ordre de 1.00 m. Perméabilité : moyenne	O cm : Texture argileuse de couleur marron claire avec présence de débris marro-calcaires centimétriques à décimétriques à décimétriques andécimétriques en plus nombreux en profondeur  2, 4 m : Substratum : Marries calcaires et marries grises		Aptitude défavorable  La filière à mettre en place comporterait un filtre à sable drainé avez rejet des eaux traitées. Or la préfecture interdit tout rejet dans les cours d'eau non pérenne. C'est pourquoi il est proposé des filières non drainées surdimensionnées ou des ilts filtrant compléter par un puits d'infiltration (une autorisation préfectorale est nécessaire). Il m'est pas conseilé de développer l'urbanisation sur ces secteurs ou de prévoir le raccordement. Filière retenue : ilt filtrant vertical surdimensionnée non drainé de 50 m²	

<sup>⇒</sup> Voir carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif

La majorité de la zone d'étude présente une aptitude des sols **favorable** à la mise en place d'un assainissement non collectif : les sols présentent une bonne épuration naturelle et une bonne infiltration. Des systèmes d'assainissement non collectif de type tranchées d'infiltration peuvent être mis en place sur ces secteurs.



## Commune de Besse sur Issole (APS 01193) Zonage d'assainissement - Dossier d'enquête publique

Seule la zone de Camp de la Roque (5 habitations) présente une aptitude des sols défavorable à la mise en place d'un assainissement non collectif : les sols présentent une mauvaise épuration naturelle et de faibles capacités d'infiliration. Sur cette zone un raccordement au réseau serait intéressant mais celui ci est très éloigné et les travaux ne sont, économiquement, pas envisageables. De plus ce secteur n'est pas amené à se développer. C'est pourquoi il peut rester en assainissement non collectif. La filière à mettre en place sera un lit filtrant vertical non drainé surdimensionné. Il est recommandé de prévoir des grandes superficies de parcelle afin de s'affranchir de problème sanitaire (4 000 m2).

#### 3.1.6. Milieu récepteur et usage de l'eau

La commune est située sur le bassin versant de la rivière de l'Issole. Cette rivière, lors de la dernière campagne d'analyse sur le point de Cabasse (1998 – 4 analyses) était passable. Cependant, la campagne 2000 met en évidence une amélioration sur la qualité du cours d'eau : en effet ce dernier est de bonne qualité cependant seulement 2 campagnes d'analyse sont disponibles. En raison de l'irrégularité de son régime hydraulique ainsi que de l'existence de tronçons à sec en période de forte sécheresse, l'Issole offre peu de possibilités pour les activités nautiques. L'Issole est classée en première catégorie piscicole sur tout son parcours.

Le milleu récepteur est également constitué par le lac de Besse. Ce lac est le résultat d'un effondrement géologique alimenté en partie par les eaux de nappe et en partie par une prise sur l'Issole. Il existe une zone de baignade sur le lac. La qualité y est correcte.

Il existe plusieurs sources et forages sur le territoire communal :

- · Source des Angles et Mère Fontaines
- Forage des Angles
- Forage de Beaumont

Aucune zone d'étude n'est concernée par les périmètres de protection rapprochée. En revanche, la zone INBb des Angles et la zone INBb du Collet de chaume sont concernées par les périmètres éloignés des sources des Angles et du Forage des Angles. Cependant, aucune contradiction concernant l'assainissement non collectif n'est spécifié dans ces zones.

#### 3.1.7. Conclusion

La commune prévoit une forte augmentation de sa population dans les années à venir. Les projets sont de trois types :

- Etablissements publiques et artisanales: collège, maison de retraite, zone d'activité impliquant une forte densité de personne sur une superficie réduite rendant difficile voire impossible l'assainissement non collectif. Le zonage collectif sera retenu.
- Lotissement impliquant une faible superficie de parcelle (<1 500 m2) rendant difficile voire impossible l'assainissement non collectif. Le zonage collectif sera retenu.
- Densification des zones UD et NA dont les projets précis restent à définir : cas de la zone du Laqué, de Saint Pierre, des Gabrielles..... Sur ces zones, et conformément au POS pour la zone UD, une hypothèse d'une superficie de 1 200 m² a été faite. Cette superficie de parcelle rend difficile voire impossible l'assainissement non collectif. Le zonage collectif sera retenu.

Sur toutes les autres zones, compte tenu des différents facteurs pris en compte, un zonage non collectif sera retenu.



Page **249** sur **347** 

Commune de Besse sur Issole (APS 01193)
Zonace d'assalnissement - Dossier d'enquête publique

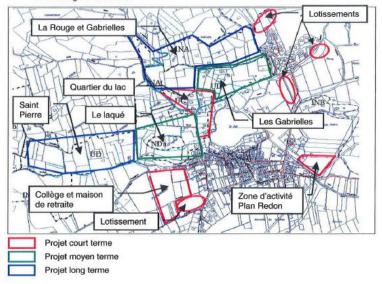
#### 3.2. Présentation des solutions d'assainissement

La configuration des zones étudiées dans la commune de Besse sur Issole conduit à proposer des solutions d'assainissement collectif et des solutions d'assainissement non collectif. Ces solutions ont été définies après prise en compte des choix de développement de la commune, étude technico économique et validées par la municipalité et le groupe de travail.

### 3.2.1. Secteurs desservis à terme par l'assainissement collectif

Compte tenu des perspectives d'évolution de ces zones et de la densité d'habitat prévu, le raccordement est envisagé sur les secteurs suivants :

- 1. Collège et extension maison de retraite,
- 2. Zone d'activité plan Redon,
- 3. Lotissement
- 4. Quartier du Lac,
- 5. Le laqué, Saint Pierre et les Gabrielles,
- 6. La Rouge et Gabrielles





### Commune de Besse sur Issole (APS 01193) Zongne d'assainissement - Onssier d'anguéte publics

#### 3.2.1.1. Collège et extension maison de retraite

#### ■ Le collège

La zone POS est INA. Le projet d'étude du collège est en cours. Il devrait accueillir 600 élèves, comprendre un gymnase et quelques logements de fonctions (5). Compte tenu de la densité du projet, ce bâtiment sera raccordé au réseau d'assainissement. Le raccordement pourra se faire au niveau de l'avenue de la Gare.

Ces travaux d'assainissement seront compris dans le projet global du collège et ne seront donc pas à la charge de la mairie.

#### ■ La maison de retraite

La zone POS est INA. Il existe un projet d'extension de la maison de retraite. Ce projet est prévu en 2 phases :

- + 10 lits à court terme
- + 20 lits à moyen terme

Cette extension va se traduire par la construction d'un nouveau bâtiment à proximité de celui déjà existant. Compte tenu de la situation de cette future construction (proche centre ville), celle ci sera raccordée au réseau d'assainissement par extension du collecteur rue docteur Roux. Ces travaux d'assainissement seront compris dans le projet global et ne seront donc pas à charge de la mairie.

#### 3.2.1.2. Zone d'activité Plan Rodon

Il existe un projet de création de zone d'activité situé au lieu dit « plan Rodon », zone POS UE. Ce projet comprend 8 à 9 lots. Les activités d'ores et déjà susceptibles de s'installer sont un transporteur, un pépiniériste, un plombier, un maçon. Ces activités n'apportent pas des effluents autre que domestiques. Compte tenu de la localisation de la zone (proximité du réseau), de la superficie des parcelles (< 1000m²) et du règlement du POS, il est proposé de raccorder celle ci au réseau d'assainissement communal au niveau du poste de refoulement principal.

Le montant des travaux peut être estimé à 170 000 F HT ou 25 920 Euros HT

Remarque : Sur l'ensemble de la zone UE, seul le bas de la zone comprend un projet de zone d'activité. Par conséquent, seule cette zone sera mise en assainissement collectif dans le zonage ; il sera nécessaire de prévoir un règlement alternatif en terme d'assainissement si l'on veut pouvoir construire sur le reste de la zone dans l'attente e la mise en place du réseau.

#### 3.2.1.3. Les lotissements

Quatre projets de lotissement sont en cours :

Lotissement des Restanques su Lac: 18 lots
Lotissement des Tilleuls: 16 lots
Lotissement des Vignes: 23 lots
Lotissement du mas d'Entremont: 5 lots

Compte tenu des projets (parcelles < 1000 m2), des zones POS UC ou UB et de la proximité du réseau collectif, les lotissements seront raccordés au réseau d'assainissement. Celui ci passe devant chacun des projets. Les travaux à engager seront à la charge du lotisseur.



Page **250** sur **347** 

## Commune de Besse sur Issole (APS 01193) Zonage d'assainissement - Dossier d'enquête publique

#### 3.2.1.4. Quartier du Lac

Cette zone est classée en zone UC du POS. Il existe déjà environ 15 habitations. Compte tenu de la proximité du lac, de la réglementation du POS, le zonage collectif est retenu. Le raccordement est prévu et inscrit au programme d'assainissement. Il s'agit de poser un réseau dans le chemin du lac en surprofondeur afin de se piquer rue Docteur Roux et de s'affranchir d'un pose de refoulement.

Le montant des travaux peut être estimé à 555 000 F HT ou 84 610 Euros HT

#### 3.2.1.5. Le Laqué, les Gabrielles et Saint Pierre

Ces zones sont classées en zone POS UD. Selon le règlement du POS, les habitations doivent se raccorder au réseau à partir du moment où la zone est desservie par celui ci. En attendant, un système autonome peut être mis en place, mais un superficie de 1 200 m2 est demandée. L'aptitude des sols est favorable à la mise en place de dispositif autonome. Cependant, une superficie minimale de parcelle de 1 500 m2 serait préférable. Or, à moyen terme, ces zones sont amenées à se développer. C'est pourquoi il est prévue d'entendre le réseau sur ce secteur.

#### ■ Le Laqué

Dans l'hypothèse de superficie de parcelle de 1 200 m2, la zone (6,5 ha) peut accueillir près de 50 logements.

Le montant des travaux peut être estimé à 760 000 FHT ou 115 860 Euros HT.

#### ■ Les Gabrielles

Dans l'hypothèse de superficie de parcelle de 1 200 m2, la zone (5,5 ha) peut accueillir prés de 40 logements. L'assainissement de cette zone permet de collecter au passage les habitations situées en bordure du lac dans la zone ND à proximité du camping. Le montant des travaux peut être estimé à 1 070 000 F HT ou 163 120 Euros HT

#### ■ Saint Pierre

Dans l'hypothèse de superficie de parcelle de 1 200 m2, la zone (10 ha) peut accueillir prés de 70 logements.

Le montant des travaux peut être estimé à 1 310 000 FHT ou 199 710 Euros HT

#### 3.2.1.6. La rouge et Gabrielle

Ces zones sont classées en zone POS INA et INAt. L'urbanisation est envisagée à long terme. Les projets ne sont pas encore définis L'aptitude des sols à l'assainissement autonome est favorable mais une superficie minimale de parcelles de 1 500 m² serai souhaitable. Dans le cas contraire, la pose d'un réseau d'assainissement sera nécessaire. Dans l'hypothèse de superficie de parcelle de 1 200 m², les zones (16 ha) peut accueillir prés de 130 logements.

Le montant des travaux peut être estimé à 1 786 000 F HT ou 272 270 Euros HT



### Commune de Besse sur Issole (APS 01193)

#### 3.2.1.7. Synthèse

Projet	Quantification du projet	Descriptif des travaux	Nombre d'équivalents habitants	Coût de la tranche en F HT	Coût de la tranche en Euros HT
Priorité 1 : pr	ojet à court terme				
Collège	600 élèves et 25 lits pour maisons de retraite	10 boites de branchements + 500 ml réseau gravitaire	400	Charge du projet	68 600 (*)
Maison de retraite	10 et 20 lits supplémentaires	1 boite de branchement et 100 ml de réseau gravitaire	30 et 60	Charge du projet	12 960
ZA du Plan Rodon	8 à 9 lots	10 boites de branchement et 150 ml de réseau gravitaire	15	170 000	25 920
Lotissements	Les Restanques du Lac Les Vignes Les Tilleuls Mas d'Entremont	Lotissement sur le trajet du réseau Aménagement intérieur à la charge du lotisseur	185	Charge lotisseur	
Quartier du Lac	Assainissement de la zone	15 boites de branchement et 600 ml de réseau gravitaire	45	555 000	84 610
TOTAL P1		675	725 000	110 530	
Priorité 2 : pr	ojet à moyen terme				
Le Laqué	Remplissage de la zone	50 boites de branchement et 400 ml de réseau gravitaire 2 poste de relèvement et 100 m de réseau de refoulement	150	760 000	115 860
Les Gabrielles	Remplissage de la zone	40 boites de branchement, 900 ml de réseau gravitaire et un poste	120	1 070 000	163 120
TOTAL P2		330	1 830 000	278 980	
Priorité 3 : pr	ojet à long terme				
Saint Pierre	Remplissage de la zone	70 boites de branchement et 1200 ml de réseau gravitaire	210	1 310 000	199 710
La Rouge et les Gabrielles	Développement de la zone	130 boites de branchement et 14200 ml de réseau gravitaire	390	1 786 000	272 270
TOTAL P3			600	3 096 000	471 980
TOTAL P1 +	P2		1 005	2 555 000	389 510
TOTAL P1 +	P2 + P3	1 605	5 651 000	861 490	

3.2.1.8.



Page **251** sur **347** 

### Commune de Besse sur Issole (APS 01193) Zonage d'assainissement - Dossier d'enquête cubilque

#### 3.2.1.9. Incidence du raccordement

Le réseau de la commune est principalement constitué de collecteur de diamètre 150. L'augmentation progressive des effluents à traiter va occasionner une saturation des réseaux. C'est pourquoi, il est prévu de détourner les effluents en provenance des lotissements par la zone d'activité du Plan Rodon afin de délester l'axe principal. La totalité des effluents arrivera au poste de refoulement de l'aire de lavage.

Le montant des travaux peut être estimé à 200 000 F HT ou 30 500 Euros HT

La station reçoit aujourd'hui 1000 eqH. A court terme, elle devrait en recevoir 675 de plus et à moyen terme 330 soit 2005 eqH. Elle est capable de traiter 2500 EqH. Par conséquent à moyen terme (environ 10 ans), la station sera toujours capable de traiter les effluents.

Les projets à long terme (environ 15/20 ans), s'ils sont réalisés selon les hypothèses prises, devraient surcharger la station puisque celle ci recevra alors 2600 EqH. Il sera alors nécessaite de prévoir l'extension de l'unité de traitement. Des études devront être engagée au préalable : il faut compter environ 4 ans entre les premières études et la mise en service de l'extension. C'est pourquoi, il sera souhaitable à horizon 10 ans de faire le point sur la situation : quels sont les projets qui ont été réalisés, ceux à venir et ceux qui ont été abandonnés. Les hypothèses sont elles toujours d'actualité....

#### 3.2.2. Secteurs maintenus en assainissement non collectif

Sur les autres secteurs, les superficies de terrain sont suffisantes et l'aptitude des sols est globalement favorable à la mise en place de l'assainissement non collectif. Cela signifie que les sols présentent une bonne épuration naturelle et une bonne infiltration. Par conséquent, il n'existe donc aucune contrainte pour justifier la mise en place d'un réseau d'assainissement. C'est pourquoi ces zones seront maintenues en assainissement autonome.

## Il s'agit de :

- Pécaussier
- La Catarane
   La Beaume
- 4. Les Issards et le Fougou
- 5. Saint Etienne, Le Haut Bacon, Le camp de la Roque
- 6. Cros d'Aude, Cros de Quitta, Molin, Vau de Marie
- 7. Les Angles
- 8. La Beaume
- Pécaussier
- 10.Camp de la Roque

Pour ces zones, la fillière conseillée pour une maison de type F4 est la suivante : fosse toutes eaux + tranchée d'infiltration de 4\*15 ml. Cependant, compte tenu de l'hétérogénéité des sols, il est conseillé de procédé à une étude à la parcelle pour les secteurs 1 à 6.

Pour le secteur du Camp de la Roque (secteur 10), l'aptitude des sols est défavorable à la mise en place de l'assainissement non collectif, mais le réseau d'assainissement est très loin (plus de 2 km) et seul 5 habitations sont concernées. C'est pourquoi le zonage non collectif est tout de même retenu. La filière préconisée sera une fosse toutes eaux + un lit filtrant vertical non drainé surdimensionné (50 m²) et il est recommandé de prévoir des grandes superficies de parcelle afin de s'affranchir de problème sanitaire (4 000 m²).



Commune de Besse sur Issole (APS 01193)

Zonage d'assainissement - Dossier d'enquête publique

#### 3.3. Conclusion

Cette étude d'assainissement relative à la commune de Besse sur Issole a permis de délimiter les zones relevant de l'assainissement collectif et celles où l'assainissement non collectif sera possible.

La commune a choisi d'étendre le réseau communal à la périphérie immédiate du bourg comprenant les zones UB, UC, UD, INA et une partie de la zone UE du POS. Compte tenu du nombre de raccordement envisager, il sera nécessaire à long terme de prévoir une extension de la station d'épuration.

Dans l'attente de la pose du réseau sur ces secteurs il est impératif de mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif conforme et adapté à la nature du sol.

#### Voir carte de zonage

Sur les secteurs assainis en mode non collectif, la commune sera chargée du contrôle et du bon fonctionnement des installations (filières existantes et constructions nouvelles) à partir du 31 décembre 2005. Elle pourra si elle le désire prendre en charge l'entretien des dites installations. Cette nouvelle obligation passe par la mise en place d'un service chargé de l'assainissement non collectif disposant indépendant au niveau budgétaire du service d'assainissement collectif : cela se traduira par l'instauration d'une taxe ou redevance payée par les usagers concernés pour financer les coûts de fonctionnement de ce service.



Page **252** sur **347** 

Commune de Besse sur Issole (APS 01193)

# 4. Contrôle technique des installations d'assainissement non collectif

# 4.1. Dispositions concernant le contrôle technique des installations d'assainissement non collectif

#### 4.1.1. Définition du contrôle technique

Le contrôle des fillères d'assainissement non collectif a pour but de détecter les mauvais fonctionnements de la fillère afin de permettre la préservation de la qualité des eaux souterraines et superficielles, et d'une manière générale, la salubrité publique.

Il doit être mis en place avant le 31 décembre 2005 ; étant à la charge des communes ou de leur groupement, il comprend :

■ Un contrôle technique de la conception , de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Concrètement, la filière d'assainissement doit être accessible et fonctionner correctement (bonne ventilation, écoulement correct des effluents, accumulation normale des boues dans la fosse).

Pour les installations existantes, des visites seront l'instrument adéquat de diagnostic de leur fonctionnement et pourront conduire à la nécessité d'engager une réhabilitation.

Il se traduira également par un contrôle des installations nouvelles ou réhabilitées. Ce contrôle pourra comporter l'examen de la filière et donner lieu à une visite de chantier,

avant recouvrement des ouvrages neufs, pour évaluer la qualité de leur réalisation.

■ Des contrôles périodiques de leur bon fonctionnement, c'est à dire la vérification d'une vidange régulière de la fosse toutes eaux ou de la fosse septique, et l'absence de colmatages de la filière d'épuration.

La périodicité de contrôle conseillée aux collectivités est de quatre ans (périodicité équivalente aux vidanges).

Ce contrôle devra être adapté aux enjeux du territoire de la commune, en prenant en considération les zones dans lesquelles les contraintes existent quant à la nature des filières et sur lesquelles la commune a édicté des règles particulières.



Commune de Besse sur Issole (APS 01193)

#### 4.1.2. Le droit d'accès aux propriétés privées

L'article L.35-10 du code de la santé, introduit par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, confère aux agents de service d'assainissement un droit d'accès aux propriétés privées pour le contrôle et l'entretien des installations d'assainissement non collectif. De façon à garantir le respect des droits et des libertés des individus, le conseil constitutionnel dans sa décision n°90-286 du 28 décembre 1990 prévoit l'envoi d'un avis préalable d'intervention dans un délai raisonnable, et la rédaction d'un compte rendu notifié au propriétaire des lieux.

Les agents de contrôle en assainissement n'ont pas le pouvoir de pénétrer de force dans les propriétés. Ils devront donc relever l'impossibilité d'effectuer le contrôle, à charge pour le maire de constater ou de faire constater l'infraction.

En cas d'urgence motivée (article L.2212-4 de code général des collectivités territoriales) ou du refus du propriétaire de laisser pénétrer les agents du service d'assainissement non collectif dans sa propriété, le maire peut recourir à la force publique pour pénétrer dans les propriétés privées et faire cesser les atteintes à la salubrité publique.

#### 4.1.3. Obligations des propriétaires

Les filières d'assainissement non collectif, lorsqu'elles existent, peuvent :

- \* ne plus être aux normes actuelles à cause de leur ancienneté
- être conformes à la législation actuelle parce que ce sont des habitations récentes (ou en cours de construction) ou parce qu'elles ont subi une réhabilitation complète
- être incomplètes (seul le prétraitement existe et le traitement est inadapté, c'est à dire fosse septique et puisard)

#### 4.1.3.1. Cas de la demande de permis de construire

Le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant l'implantation des constructions. La commune peut instaurer une procédure de contrôle technique de l'assainissement qui soit coordonnée et simultanée avec l'instruction des demandes de permis de construire.

#### 4.1.3.2. Cas des installations existantes

Les particuliers ont obligation de disposer, lorsqu'ils ne sont pas raccordés au système d'assainissement existant, d'installations d'assainissement « maintenues en bon état de fonctionnement » (circulaire du 22 mai 1997). Ainsi, ils sont tenus :

- de justifier, dans tous les cas, d'une part de l'existence d'un dispositif d'assainissement, d'autre part de son bon fonctionnement
- pour les installations existantes lors de la parution de l'arrêté du 6 mai 1996 de justifier du respect des règles de conception et d'implantation telles qu'elles figuraient dans la réglementation précédente.

La mairie ne peut obliger les particuliers à réaliser la réhabilitation de leur filière d'assainissement, excepté dans le cas d'atteintes à la salubrité publique ou à la préservation des eaux superficielles ou souterraines.

# 4.1.4. Conditions d'entretien des filières d'assainissement non collectif

L'entretien des systèmes d'assainissement pourra être réalisé par la commune si elle décide d'en prendre la charge. Elle repose sur la vérification et le nettoyage des installations aussi souvent que nécessaire. D'une manière générale, la vidange de la fosse septique ou de la fosse toutes eaux est préconisée tous les quatre ans.



Page **253** sur **347** 

Commune de Besse sur Issole (APS 01193)
Zonage d'assainissement - Dossier d'enquête publique

# 4.2. Descriptif technique des filières d'assainissement non collectif conformément à la législation actuelle

Celles-ci doivent être réalisées conformément au DTU 64.1 (norme expérimentale P16-603 de l'Association Française de Normalisation).

Selon la législation en vigueur, une filière d'assainlssement non collectif doit se composer :

- d'un pré-traitement anaéroble composé au minimum d'une fosse septique toutes eaux pouvant être complétée d'un séparateur à graisse et d'un préfiltre indicateur de colmatage
- d'un système d'épuration dispersion au sein d'un épandage souterrain si le sol s'avère apte ou d'un système de filtration en sol reconstitué dans le cas contraire

#### Le prétraitement

Le rôle du prétraitement est de préparer les eaux usées en piégeant les graisses et les matières en suspension qui entraîneraient une obstruction des canalisations et un colmatage du dispositif d'épuration dispersion.

Le prétraitement se compose de :

#### Une fosse toutes eaux :

L'ensemble des eaux usées domestiques (eaux ménagères + eaux vannes) est dirigé vers la fosse toutes eaux.

Deux phénomènes interviennent dans le fonctionnement d'une fosse septique toutes

- \* Un phénomène physique de séparation
  - flottaison des graisses en surface (chapeau)
  - sédimentation des particules les plus lourdes (boues).

Il reste un liquide « prêt à être épuré ».

#### Un phénomène biologique de fermentation

Les bactéries très abondantes dans les eaux usées dégradent les boues et le chapeau par fermentation.

Il en résulte une diminution du volume des boues résiduelles et une liquéfaction partielle des graisses.

Le volume minimal recommandé pour une fosse toutes eaux est de 3000 litres pour une habitation de type F4 (arrêté du 06/05/1998).

NOMBRE DE PIECES PRINCIPALES	VOLUME UTILE RECOMMANDE en m3
Jusqu'à 4	3
Jusqu'à 5	3,5 - 4
Jusqu'à 6	4
Jusqu'à 7	5

#### ■ Un séparateur à graisse (facultatif) :

Il peut être utile dans les cas particuliers où les longueurs de canalisations sont importantes entre la sortie des eaux de cuisine et la fosse toutes eaux.



Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

#### Commune de Besse sur Issole (APS 01193) Zonage d'assainissement - Dossier d'anquête publique

#### ■ Un préfiltre dit « indicateur de colmatage » (facultatif) :

Son rôle est de protéger le système de traitement contre les entraînements accidentels de boues qui le colmateraient.

Le colmatage du préfiltre indique qu'il est nécessaire de vidanger la fosse toutes eaux. Le préfiltre peut être intégré dans la fosse toutes eaux.

#### L'épuration dispersion

L'effluent en sortie de fosse toutes eaux n'est pas épuré, il reste chargé aussi bien en pollution organique qu'en germes pathogènes.

L'utilisation du sol (naturel ou reconstitué) permet d'assurer :

- \* l'épuration des eaux usées grâce aux micro-organismes qui s'y développent
- \* l'évacuation des eaux usées par infiltration quand le terrain le permet

Cette épuration pourra être réalisée par diverses filières, le choix étant réalisé en fonction du sol en place et des diverses contraintes environnementales. Ainsi, le DTU préconise la mise en place des filières suivantes :

#### ■ Tranchées d'infiltration à faible profondeur

C'est la fillière prioritaire de l'assainissement non collectif. Elle utilise le sol naturel comme système épurateur et comme moyen dispersant des eaux usées.

#### Filtre à sable vertical non drainé

Le sol en place, trop peu perméable, ne permet pas une bonne épuration des eaux. Il est donc remplacé par un sol reconstitué composé de sable lavé. Le sol naturel est utilisé comme milieu dispersant.

#### ■ Tertre d'infiltration non drainé

Recevant les effluents prétraités d'une habitation surélevée ou d'une pompe de relevage, il est constitué d'un matériau d'apport granulaire comme système épurateur et utilise le sol pour la dispersion des eaux. Il est plus particulièrement utilisé comme palliatif en zones inondables.



Page **254** sur **347** 

Commune de Besse sur Issole (APS 01193)
Zonage d'assain/ssement - Dossier d'enquête publique

# 5. Annexes : filières d'assainissement non collectif



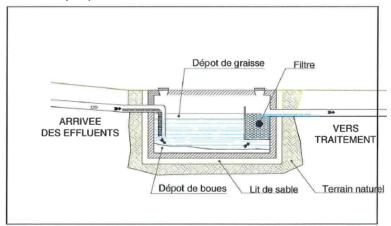
#### La fosse toutes eaux

#### LE PRETRAITEMENT

#### ✓ Description

Une fosse toutes eaux est une cuve parfaitement étanche destiné à la collecte et à la liquéfaction de l'ensemble des eaux usées domestiques d'une habitation, eaux vannes et eaux ménagères. En sont exclues les eaux pluviales, sources et drainages éventuels.

#### ✓ Schéma de principe



Dans cet ouvrage de prétraitement, deux types de phénomènes interviennent :

- Un phénomène physique de séparation permettant aux graisses plus légères de flotter en surface pour former « le chapeau » et aux particules lourdes de sédimenter et de s'accumuler pour former les boues.
- 2. Un phénomène biologique de fermentation grâce à l'action des bactéries très abondantes dans les eaux usées. Il en résulte une diminution du volume des boues résiduelles et une liquéfaction partielle des graisses.



#### REGLES ET CONDITIONS DE MISE EN PLACE

#### ✓ Dimensionnement

Une fosse toutes eaux se dimensionne en fonction du nombre de pièces principales du logement :

Nombre de pièces principales	Volume de la fosse
jusqu'à 5	3 m <sup>3</sup>
6	4 m <sup>3</sup>
7	5 m <sup>3</sup>

- Nombre de pièces principales = nombre de chambre(s) + 2
- Au-delà, on ajoute 0,5 m<sup>9</sup> par pièce principale.

#### ✓ Règles et précautions de mise en place

- La fosse toutes eaux doit être dans la mesure du possible positionnée au plus près de l'habitation, dans un endroit facile d'accès et en dehors du passage des véhicules.
- La pente de la conduite d'amenée des eaux usées doit être comprise entre 2 et 4 %.
- Les raccords amont et aval de la fosse doivent être souples, de type élastomère ou caoutchouc.
- La fosse doit être posée sur un lit de 0,10 m de sable compacté parfaitement horizontal.

- La mise en eau doit s'effectuer simultanément avec le remblaiement naturel.
- Tous les tampons et regards resteront accessibles et apparents.
- La fosse doit être munie d'une ventilation haute en sortie permettant l'évacuation des gaz issus de la fermentation. Cette ventilation devra être surmontée d'un extracteur de type éolien.

#### ✓ Conseils d'utilisation

De façon à optimiser le fonctionnement de la fosse, il faut éviter de rejeter fréquemment :

- Des solvants organiques (acétone, white spirit, essence, fuel...) qui produiraient un arrêt de la fermentation.
- Les huiles de vidange ou bains de friture qui risqueraient à terme de colmater les tuyaux à l'entrée du système.
- Des médicaments (antibiotiques) et eau de Javel qui risqueraient de limiter la production de bactéries au sein de la fosse toutes eaux.

#### ✓ Entretien

La loi stipule qu'une fosse toutes eaux doit être vidangée tous les quatre ans, afin :

- d'éviter tous débordements
- assurer la pérennité du dispositif en évitant ainsi le colmatage du traitement.

La fosse toutes eaux doit systématiquement être remise en eau suite à une vidange.



# Le bac à graisses

#### LE PRETRAITEMENT

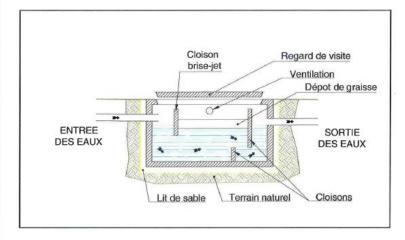
#### ✓ Description

Ce dispositif totalement étanche est destiné à la rétention des matières solides, graisses et huiles contenues dans les eaux ménagères.

Le bac à graisses est utile :

- si la sortie des eaux ménagères est située à plus de 15 m de la fosse toutes eaux
- dans le cas de rejet important d'effluents graisseux (restaurant, cuisine de salle de réception).

#### ✓ Schéma de principe



Page 25/3

#### REGLES ET CONDITIONS DE MISE EN PLACE

#### √ Dimensionnement

Type d'effluent	Volume en litres
Eaux de cuisine seules	200 I
Ensemble des eaux ménagères	500 I

#### √ Précautions de mise en place

- Le bac à graisses doit être mis en place :
  - au plus près de l'habitation, en amont de la fosse toutes eaux,
  - dans un endroit facile d'accès et en dehors d'un lieu de passage de véhicules.
- Le fond de fouille parfaitement horizontal sera composé de 0,10 cm de sable compacté.
- Le remplissage en eau du bac à graisses doit s'effectuer simultanément avec le remblaiement latéral.
- Le couvercle arrivera au niveau du sol et restera facilement accessible pour permettre un bon entretien.

#### ✓ Conseils d'utilisation

De façon à optimiser le fonctionnement du bac à graisses, il faut éviter de rejeter fréquemment :

- Des solvants organiques (acétone, white spirit, essence, fuel...) qui produiraientt un arrêt de la fermentation.
- Les huiles de vidange ou bains de friture qui risqueraient à terme de colmater les tuyaux à l'entrée du système.
- Des médicaments (antibiotiques) et eau de Javel qui risqueraient de limiter la production de bactéries au sein de la fosse toutes eaux.

#### ✓ Entretien

La fréquence de vidange du bac à graisses doit être fonction des conditions d'utilisation. En règle générale, la vidange s'effectue tous les 6 mois.



# Le préfiltre

(décolloïdeur ou filtre à pouzzolane)

LE PRETRAITEMENT

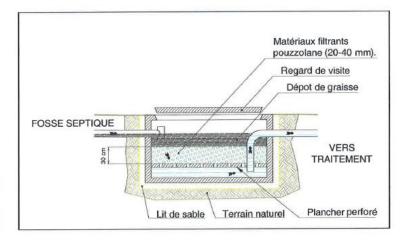
#### ✓ Description

Appareil totalement étanche destiné à piéger les particules de boues fines provenant d'un appareil liquéfacteur comme la fosse septique ou la fosse toutes eaux.

Il a un rôle de « fusible » en cas de mauvais fonctionnement ou d'absence d'entretien des systèmes situés en amont.

Ce type d'appareil permet d'éviter le colmatage des installations de traitement.

#### ✓ Schéma de principe





#### REGLES ET CONDITIONS DE MISE EN PLACE

#### ✓ Dimensionnement

Le préfiltre aura un volume de 200 à 300 litres.

#### ✓ Précautions de mise en place

Ce type d'appareil est dans la majorité des cas directement incorporé à la fosse toutes eaux, mais il est également possible de le rencontrer entre la fosse toutes eaux et le traitement.

Les précautions de mise en place du décolloïdeur sont les mêmes que pour la fosse toutes eaux et les bacs à graisse.

#### ✓ Conseils d'utilisation

Il est conseillé de vérifier périodiquement qu'il n'apparaît pas de dépôts importants sur les matériaux filtrants.

Dès l'apparition d'un trouble dans l'effluent entrant, un vidange de la fosse doit être

Si cette vidange n'est pas réalisée, les matières en suspension risquent de colmater le lit de gravier, empêchant tout départ de l'effluent vers l'aval et protégeant ainsi le dispositif de traitement. Lorsque l'appareil débordera, la réalisation d'une vidange sera impérative.

# Les tranchées d'épandage à faible profondeur

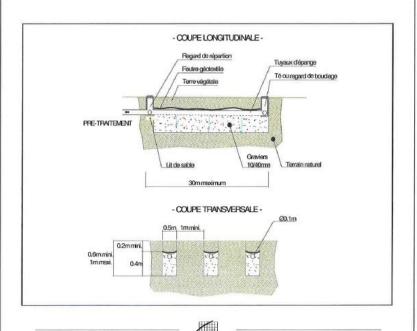
LE TRAITEMENT

#### ✓ Description

Ce système est constitué de canalisations de dispersion placées dans des tranchées qui permettent l'infiltration lente des effluents prétraités sur une importante surface et leur épuration par les bactéries du sol.

Ainsi, le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

#### √ Schéma de principe



#### REGLES ET CONDITIONS DE MISE EN PLACE

#### ✓ Critères de réalisation

Pour la mise en place d'une telle filière de traitement, les conditions suivantes doivent être remplies :

- Perméabilité du sol comprise entre 15 et 500 mm/h.
- Profondeur de la nappe phréatique supérieure à 1,20 m.
- Absence de traces d'hydromorphie sur une profondeur d'au moins 70 cm à 1 m.
- Pente de terrain inférieure à 2 % (si comprise entre 2 et 10 %, les tranchées pourront être disposées perpendiculairement à la pente).
- Surface disponible pour l'assainissement supérieure à 200 m².

#### √ Dimensionnement

La longueur des tranchées d'épandage est fonction de la taille de l'habitation et de la perméabilité du sol en place.

Perméabilité	15	5 mm/h	3	0 mm/h	5	500 mm/h
Longueur de tranchée par pièce principale	-	2	) à 30 m		15 m	-

La longueur des tranchées sera inférieure à 30 m. Il est préférable d'augmenter le nombre de tranchées (jusqu'à cinq en assainissement gravitaire) plutôt que de les allonger. Epaisseur de graviers à mettre en place selon la largeur des tranchées :

Largeur des tranchées (m)	Epaisseur de gravier (m)
0,50	0,30
0,70	0,20

#### √ Rèales et précautions de mise en place

- Les regards doivent être posés parfaitement horizontalement et sur un lit de sable compacté de 10 cm d'épaisseur.
- Les raccords du regard de répartition doivent être souples. En sortie, il est conseillé de mettre en place des tuyaux pleins appelés « tuyaux de distribution ».
- Selon le niveau d'arrivée des effluents, la tranchée doit avoir une profondeur comprise entre 60 cm et 1 m avec une largeur constante de 60 cm minimum. L'espacement à respecter entre deux tranchées consécutives sera de 1,5 m (d'ava à ava)
- La pose des tuyaux non perforés (tuyaux de distribution et de bouclage) se fera également sur un lit de 10 cm de sable.
- Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 mm, être rigides et résistants. Ils seront munis de petits orifices dont

l'ouverture sera au minimum égale à 5 mm. La fouille accueillant ces tuyaux d'épandage sera parfaitement plate et horizontale et devra être remplie de graviers (Ø 20 - 40 lavés) jusqu'au fil d'eau. La pose des tuyaux d'épandage sera ensuite réalisée à même le gravier (au centre de la tranchée) avec une pente régulière de 5 %0. Les tuyaux seront calés par une couche de 10 cm de graviers étalés de part et d'autre.

- Avant d'apposer la couche de terre végétale, il est nécessaire de recouvrir toute la surface des tranchées d'infiltration avec un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air (grammage 100 g/m² minimum).
- La terre végétale, débarrassée de tout élément caillouteux de gros diamètre, est répartie par couches successives directement sur le géotextile.

#### ✓ Entretien

Le système, sous peine d'être à refaire totalement, nécessite un entretien rigoureux et régulier des organes de prétraitement. Parfois un curage des tuyaux d'épandage et de distribution peut être nécessaire.



# Le lit filtrant non drainé à flux vertical

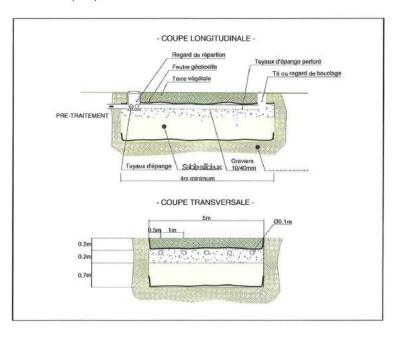
LE TRAITEMENT

#### ✓ Description

Ce système est constitué d'un lit de matériaux sableux recevant les effluents prétraités (sable lavé présentant une meilleure aptitude au traitement des effluents que le sol en place).

Le système épurateur est le sable, l'évacuation étant assurée par le sol en place.

#### √ Schéma de principe



#### REGLES ET CONDITIONS DE MISE EN PLACE

#### ✓ Critères de réalisation

Pour la mise en place d'une telle filière de traitement, les conditions suivantes doivent être remplies :

- Roche trop perméable à faible profondeur (sous sol calcaire fissuré).
- Surface disponible d'environ 40 m².
- Perméabilité du sol supérieure à 500 mm/h.
- Absence de nappe phréatique et de trace d'hydromorphie à faible profondeur.

#### ✓ Dimensionnement

Le dimensionnement d'un lit filtrant non drainé à flux vertical est fonction du type de logement.

Nombre de pièces principales	Surface
4	25 m²

5 m<sup>2</sup>/Nombre de pièces principale supplémentaire.

#### avec comme contraintes :

- une largeur minimale de 5 m
- une longueur minimale de 4 m

#### ✓ Règles et précautions de mise en place

- L'ensemble des regards doit être posé horizontalement avec une bonne stabilité sur un lit de pose de 10 cm de sable, ceci afin de permettre l'équi-répartition des eaux prétraitées.
- Les raccords du regard de répartition doivent être souples. En sortie, il est conseillé de mettre en place des tuyaux pleins, appelés tuyaux de distribution.
- Le lit filtrant vertical se pose dans une excavation à fond plat et horizontal. La profondeur de la fouille est de 1,10 à 1,60 m. Les éléments caillouteux grossiers doivent être éliminés des parois et du fond de la fouille.
- Une couche de sable lavé de 70 cm minimum jouant le rôle épurateur est déposée sur le fond de la fouille.
- L'épandage est réalisé à l'aide de drains rigides à flexibles mais en aucun cas souples (trois drains au minimum).

- Leur diamètre doit être de 100 mm minimum avec des fentes ayant une section minimale de 5 mm.
- Les canalisations d'épandage doivent être noyées dans une couche de graviers de 0,10 m. Ces derniers viennent se placer entre et sous les tuyaux de façon à assurer leur assise. Les tuyaux sont espacés d'un mètre (d'axe à axe) et ont une pente minimale de 5 %0 avec leurs orifices vers le bas.
- Un feutre imputrescible recouvrira les tuyaux d'épandage et les graviers. Sur ce feutre, on déposera au moins 0,20 m de terre végétale (débarrassée de tout élément caillouteux de gros diamètre). Il est également conseillé de mettre un feutre sur le pourtour et au fond du filtre.
- Il est important qu'après remblaiement, l'ensemble des regards reste accessible et apparent pour permettre un contrôle régulier et un bon entretien.

#### ✓ Entretien

Le système, sous peine d'être à refaire totalement, nécessite un entretien rigoureux et régulier des organes de prétraitement. Parfois un curage des tuyaux d'épandage et de distribution peut être nécessaire.



## Le lit filtrant non drainé à flux vertical surdimensionné

LE TRAITEMENT

#### ✓ Description

Ce système est constitué selon les mêmes principes que la filière précédente.

#### √ Schéma de principe

Le principe est le même que celui décrit précédemment, seul le dimensionnement change.

#### REGLES ET CONDITIONS DE MISE EN PLACE

#### ✓ Critères de réalisation

Pour la mise en place d'une telle filière de traitement, les conditions suivantes doivent être remplies :

- Surface disponible d'environ 80 m².
- Absence de nappe phréatique et de trace d'hydromorphie à faible profondeur.

#### ✓ Dimensionnement

Le dimensionnement d'un lit filtrant non drainé à flux vertical est fonction du type de logement.

Nombre de pièces principales	Surface
4	50 m <sup>2</sup>

10 m²/Nombre de pièces principale supplémentaire.

#### avec comme contraintes:

- une largeur minimale de 5 m
- une longueur minimale de 4 m

#### √ Règles et précautions de mise en place

Les règles de mise en œuvre sont identiques à celles du Le lit filtrant non drainé à flux vertical simple décrit dans la fiche 4a.

#### ✓ Entretien

Le système, sous peine d'être à refaire totalement, nécessite un entretien rigoureux et régulier des organes de prétraitement. Parfois un curage des tuyaux d'épandage et de distribution peut être nécessaire.



# Le tertre d'infiltration non drainé

LE TRAITEMENT

#### ✓ Description

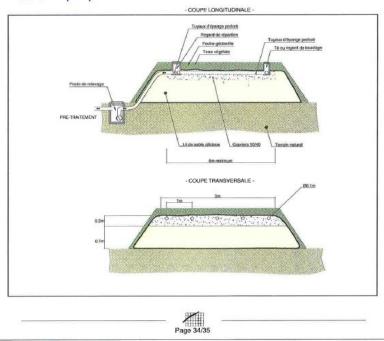
Le tertre d'infiltration est inspiré du lit filtrant à flux vertical. Il se réalise sous forme d'un massif sableux hors sol. Les phénomènes sont les mêmes qu'à travers un épandage souterrain, l'épuration se faisant ici à travers un sol reconstitué: tertre de sable en surélévation par rapport au terrain naturel.

Le tertre d'infiltration utilise donc un système granulaire comme système épurateur et le sol en place comme moyen dispersant.

La diffusion de l'effluent se fera en aval de la fosse septique à l'aide d'une pompe de relèvement (dans certain cas le système peut être gravitaire).

Il peut s'appuyer sur une pente, être en partie enterrée ou être totalement hors sol.

#### √ Schéma de principe



#### REGLES ET CONDITIONS DE MISE EN PLACE

#### ✓ Critères de réalisation

Ce dispositif exceptionnel est à mettre en place lorsque le sol récepteur possède une bonne perméabilité et que la nappe phréatique se trouve à faible profondeur (< 0,80 m) ou qu'il n'existe pas d'exutoire pouvant recevoir les eaux traitées.

Il est à noter qu'en cas d'absence d'exutoire, le tertre n'est pas adapté lorsque le sol en place est argileux dès la surface.

#### ✓ Dimensionnement

Le dimensionnement d'un tertre d'infiltration est fonction du type de logements

Nombre de pièces principales	Surface minimale au sommet du tertre	Surface min à la base du	
		15 < K < 30	30 < K < 50
4	20 m²	60 m²	40 m²
5	25 m²	90 m²	60 m²
+ 1 pièce principale	+ 5 m²	+ 30 m²	+ 20 m²

- Hauteur du tertre : environ de 1m.
- Largeur du tertre d'infiltration : 5 m au sommet.
- Longueur minimale : 4 m au sommet.

#### √ Règles et précautions de mise en place

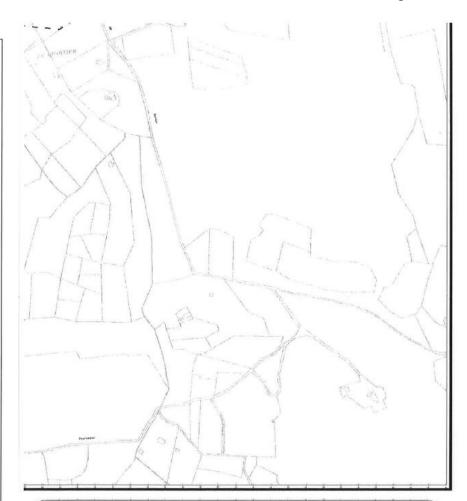
- Les drains d'infiltration constituant le tertre doivent être rigides à flexibles sans être souples, d'un diamètre minimal de 100 mn. Les orifices de ces drains ne doivent pas être inférieurs à 5 mm.
- En sortie du regard de répartition, il sera de distribution).
- L'ensemble reposera sur le gravier (Ø 10-40 lavé) puis sera enrobé.
- L'écartement entre chaque drain d'infiltration doit être de 1 à 1,5 m en respectant une distance de 50 cm avec le coté du tertre.
- Le sable utilisé comme système épurateur doit avoir une épaisseur de 0,7 m, être siliceux et débarrassé de toutes fines (granulométrie entre 0.25 et 0.60 mm).
- Le fond de répartition doit se trouver au minimum à 80 cm sous le fil d'eau en sortie du regard de répartition.

- L'ensemble du tertre est ensuite recouvert d'un géotextile perméable à l'eau et à l'air sur lequel une couche de 20 cm de terre végétale sera apposée. Dans la plupart des cas, le tertre sera ancré au sol et renforcé par une couche d'argile sur l'ensemble de ses parois.
- conseillé de mettre des tuyaux pleins (tuyaux 

  Dans le cas où un poste de refoulement est nécessaire, plusieurs points sont à respecter :
  - Une bâche d'un volume de 1/8 de l'apport journalier d'eau doit être
  - La bâche du poste de refoulement doit être ventilée.
  - La canalisation de refoulement doit être munie d'une vanne et d'un clapet anti-

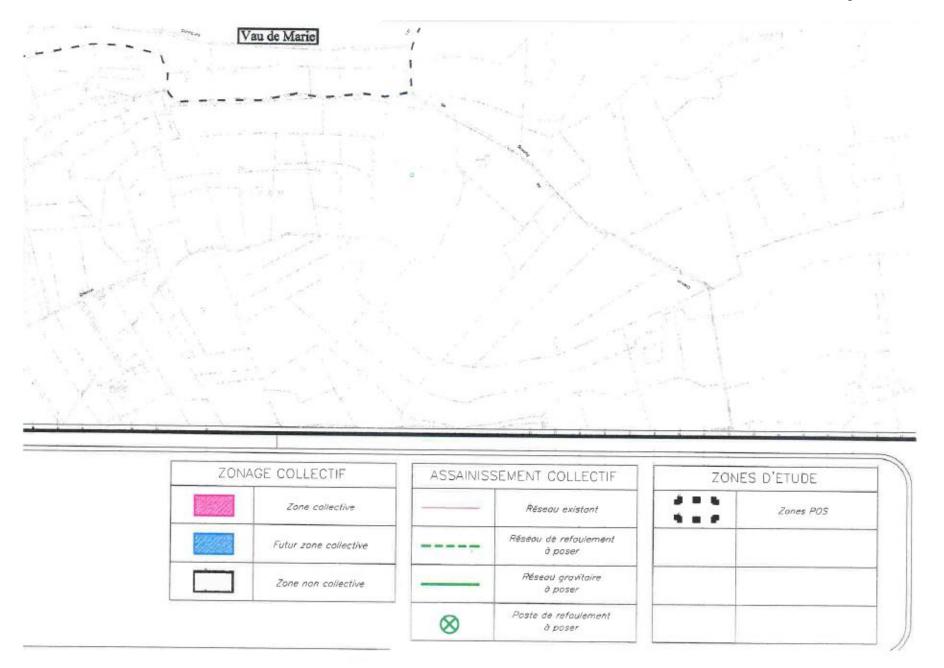
Le système, sous peine d'être à refaire totalement, nécessite un entretien rigoureux et régulier des organes de prétraitement. Parfois un curage des tuyaux d'épandage peut

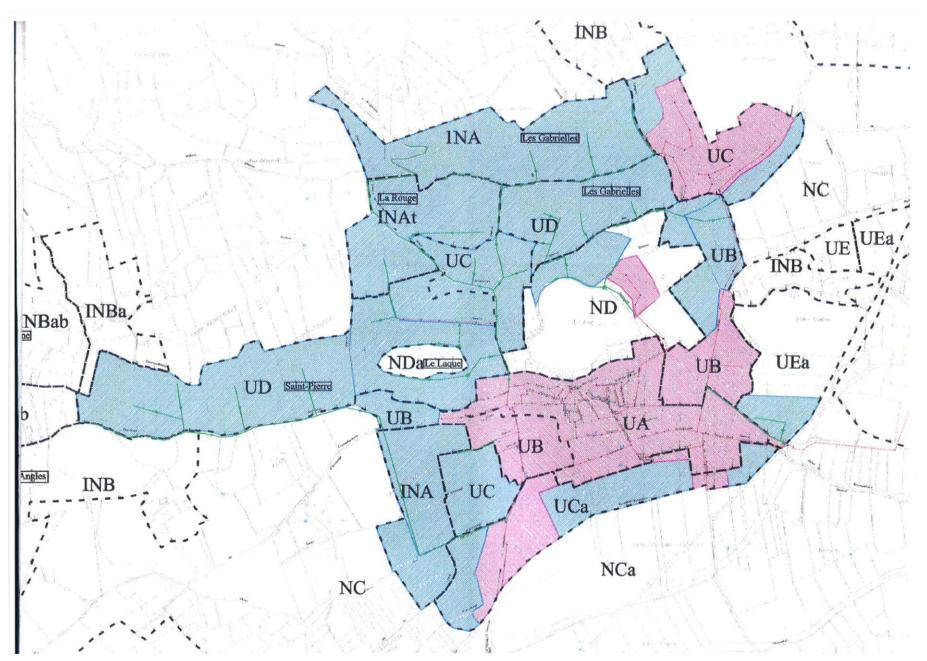






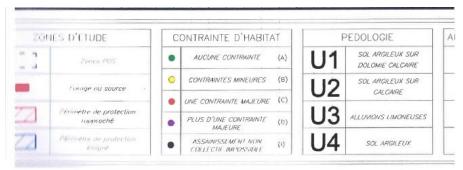
Fichier: D:\Autocad\APS\_01193\_Besse-Sur-Issole\aptitude.dwg



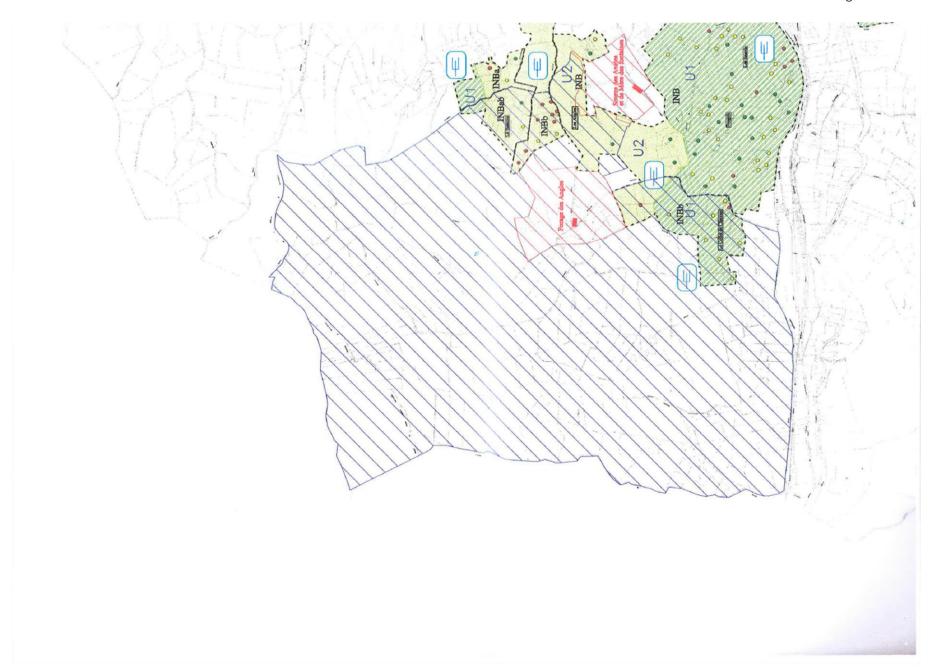


Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

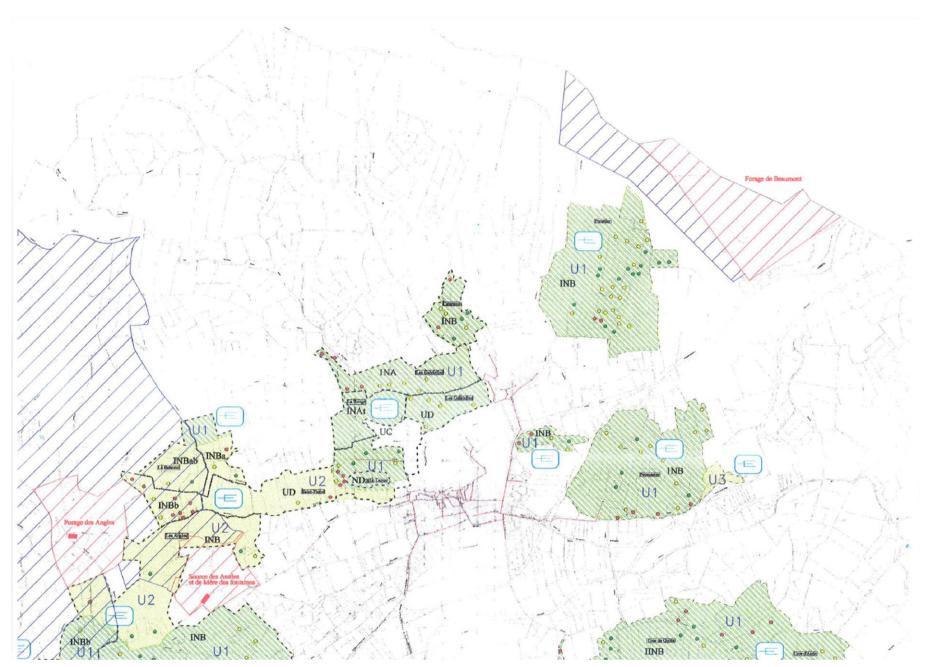




APTITUDE N	IATURELLE DES SOLS	F	ILIERES POSSIBLES A	PARTIR [	DE L'APTITUDE
	TRES FAVORABLE (U2 - U3))	<b>=</b>	TRANCHEE D'INFILTRATION SUPERFICIELLE		LIT FILTRANT A FLÜX VERTICAL DRAINE
	TRES FAVORABLE MAIS SOL HETEROGENE (U1)			<b>m</b> <sup>+</sup>	LIT FILTRANT A FLUX VERTIC NON DRAINE SURDIM
	DEFAVORABLE (U4)				
	IMPOSSIBLE		1		



Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales



Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales



Plan Local d'Urbanisme de Besse-sur-Issole - Annexes générales

#### COMMUNE DE BESSE SUR ISSOLE

DEPARTEMENT DU VAR (83)

#### SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

#### COMPLEMENTS D'ETUDE

#### TABLE DES MATIERES

#### SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

COMPLEMENTS D'ETUDE : DETERMINATION DES SURFACES PARCELLAIRES





# 1. AVANT-PROPOS 2 2. PRESENTATION DE LA COMMUNE 3 2.1. Localisation 3 2.2. Présentation générale 3 2.3. Contexte géologique et hydrogéologique 3 2.4. Contexte pédologique 4 3. INVESTIGATIONS DE TERRAIN 5 3.1. Méthodologie 5 3.2. Résultats 6 4. DETERMINATION DES SURFACES PARCELLAIRES 8 4.1. Description des dispositifs ANC 8 4.1.1. Généralités 8 4.1.2. Application à la commune 8 4.1.3. Prescriptions réglementaires 9 4.2. Surfaces parcellaires 9



#### 1. AVANT-PROPOS

Sud Aménagement Agronomie (SAA) a été chargé par la commune de Besse sur Issole de réaliser des compléments d'étude pour le Schéma Directeur d'Assainissement communal.

Ces compléments visent à déterminer les **surfaces parcellaires minimales** nécessaires à la mise en place de dispositifs d'assainissement non collectif (ANC).

Le Schéma Directeur d'Assainissement initial a été établi par la société G2C Environnement en 2002. Il comprend, entre autres, un zonage pédologique assorti de prescriptions techniques en matière d'assainissement autonome.

En ce qui concerne la méthodologie de l'étude, le présent document s'appuie à la fois sur les conclusions techniques du rapport G2C et sur des investigations complémentaires réalisées par SAA.

<u>Nota</u>: on remarquera que le présent document n'a pas pour objet de définir un nouveau zonage d'assainissement ou de remettre en question les conclusions du rapport G2C; il s'agit simplement d'un complément d'étude.

#### 2. PRESENTATION DE LA COMMUNE

#### 2.1. LOCALISATION

La commune de Besse sur Issole est localisée dans le département du Var, à une dizaine de kilomètres au Sud-Est de Brignoles (*planche 1*).

#### 2.2. Presentation generale

La commune de Besse sur Issole compte environ 2 000 habitants permanents. Le territoire communal présente une urbanisation diffuse, en dehors du centre du village (*planche 2*). En 2002, la commune possédait 530 foyers raccordés au réseau d'assainissement collectif.

#### 2.3. CONTEXTE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE

Les cartes géologiques n° XXXIV-45 « Collobrières », éditées par le BRGM renseignent sur les formations géologiques rencontrées à Besse sur Issole (planche 3).

La commune de Besse-sur-Issole appartient d'un point de vue géologique à la « Provence calcaire ». Elle peut être divisée en 2 zones distinctes :

- une zone orientale située sur des formations triasiques constituées de matériaux présentant une mauvaise cohésion tels que des dolomies cargneulisées, des marnes, avec des horizons de matériaux solubles tels que le gypse ou l'anhydrite;
- une zone occidentale située sur les formations jurassiques constituées essentiellement de matériaux cohérents tels que des dolomies et des calcaires.

D'un point de vue hydrogéologique, on recense l'existence de circulations karstiques au sein des massifs calcaires (*planche 4*).

On remarquera enfin que la commune de Besse sur Issole est alimentée en eau potable via **deux forages.** L'un est localisé au Nord-Est de la commune, il s'agit du forage de Beaumont; l'autre est situé à l'Ouest de la commune, il s'agit du forage des Angles. Des périmètres de protection (immédiat, rapproché et éloigné) existent; ils figurent sur la **planche 5**.

#### 2.4. CONTEXTE PEDOLOGIQUE

Le Schéma Directeur d'Assainissement mentionne la présence de **sols globalement peu épais** et de **texture argilo-limoneuse** ; leur **perméabilité est modeste**, comprise entre 5 et 70 mm/h.

Les investigations SAA du 15 janvier 2007 confirment au moins partiellement ces constatations (voir  $\S$  3).

#### 3. INVESTIGATIONS DE TERRAIN

#### 3.1. METHODOLOGIE

SAA a réalisé 8 sondages sur le site à l'aide d'une tarière manuelle Ø 100 mm ; leur localisation est précisée sur la **planche 5**.

L'ensemble des sondages a été réalisé jusqu'au refus de la tarière (sur roche massive calcaire ou marnes). Dans tous les cas, l'épaisseur des sols rencontrés est inférieure à 1,00 m

Dans chacune des 8 cavités cylindriques ont été réalisées des tests de percolation selon la méthode de Porchet. Cette méthode constitue une application de la Loi de Darcy concernant la conductivité hydraulique d'un sol saturé.

Le principe de la loi de Darcy est rappelé ci-après :

 $Q = K \times A \times i$ 

<u>Avec</u> Q : Débit d'écoulant à travers un massif filtrant  $(m^3/s)$ 

K : Coefficient de perméabilité (m/s)
A : Section du massif filtrant (m²)
i : Gradient hydraulique (m/m)

Le test de Porchet permet une évaluation simple et rapide de la perméabilité d'un sol, c'est-à-dire son aptitude à la percolation d'effluents liquides.

Sa mise en œuvre nécessite toutefois une saturation hydraulique préalable du milieu.

Nous avons utilisé la méthode de Porchet à niveau variable qui consiste à mesurer l'infiltration d'une quantité d'eau donnée dans le sol.

Pour une trou de forme cylindrique de diamètre R et pour une variation de niveau de  $h_1$  à  $h_2$  pendant un temps variant de  $t_1$  à  $t_2$ , la valeur du coefficient de perméabilité K est donnée par l'expression suivante :

Etude 91.83.137 -Mars 2007

 $K = \frac{R}{2(t_2 - t_1)} \ln \frac{h_1 + \frac{R}{2}}{h_2 + \frac{R}{2}}$ 

Après foration et relevé des différents horizons pédologiques rencontrés, les cavités ont été maintenues en eau durant une période suffisante pour assurer une bonne saturation du milieu.

Un dispositif d'enregistrement automatique de niveau a alors été installé dans les cavités afin d'enregistrer la vitesse d'infiltration de l'eau dans le sol. Il s'agit d'un capteur de pression hydrostatique associé à une centrale d'acquisition.

Le coefficient de perméabilité apparente K est enfin déduit de l'enregistrement à l'aide de la formule donnée ci-avant.

Dans chacune des 8 cavités les mesures ont été répétées quatre fois pour une bonne représentativité des résultats. Seule la moyenne par cavité est donnée dans le présent document.

#### 3.2. RESULTATS

Nº ESSAI	1	2	3
PROFONDEUR (M)	0,00 - 0,70	0,00 - 0,30	0,00 - 0,30
DESCRIPTION	Argile plastique brune	Argile plastique brune	Argile avec cailloutis calcaire
K EN MM/H	61	75	235

N° ESSAI	4	5	6
Profondeur (M)	0,00 - 0,50	0,00 - 0,30	0,00 - 0,80
DESCRIPTION	Argile plastique brune	Argile plastique brune	Horizon limoneux beige
K EN MM/H	40	28	70

Nº ESSAI	7	8
Profondeur (M)	0,00 - 0,40	0,00 - 0,50
DESCRIPTION	Argile plastique brune	Argile plastique brune
K EN MM/H	70	60

Les valeurs de perméabilité sont homogènes et moyennement élevées (excepté pour S3). Les perméabilités mesurées ici correspondent à la couche de sol inférieure, sous les argiles. La perméabilité des argiles est en effet beaucoup plus faible.

# 4. DETERMINATION DES SURFACES PARCELLAIRES

#### 4.1. DESCRIPTION DES DISPOSITIFS ANC

#### 4.1.1. Généralités

Les caractéristiques techniques des dispositifs d'assainissement autonome doivent être adaptées à la nature des terrains afin d'en assurer un fonctionnement optimal et pérenne.

La norme française D.T.U. 64.1 de décembre 1992, relative aux règles de mise en œuvre des ouvrages d'assainissement autonome, constitue la référence technique en matière d'assainissement non collectif. Les dispositions de la norme s'appliquent aux ouvrages de traitement des eaux usées domestiques des maisons d'habitation de 1 à 10 pièces.

Un système d'assainissement autonome est constitué par un dispositif de prétraitement des effluents bruts suivi d'un dispositif d'épandage des effluents prétraités. Ces deux éléments sont strictement complémentaires et permettent un assainissement satisfaisant des effluents domestiques. Une fois assainis, ces effluents peuvent être rejetés directement dans le milieu naturel via le sous-sol.

#### 4.1.2. Application à la commune

Eu égard aux caractéristiques pédologiques de la commune (faible épaisseur des sols, perméabilité modeste), le Schéma Directeur d'Assainissement préconise la mise en place de tranchées d'infiltration et de milieux d'épandage reconstitués (filtres à sable).

Dans le cas présent eu égard à la faible épaisseur des sols et à leur caractère argileux, nous préconisons préférentiellement l'adoption de filières type « filtre à sables » avec réalisation d'études pédologiques à la parcelle préalables. Ces études permettront d'ajuster au mieux les cotes des dispositifs avec le contexte pédologique local.

En ce qui concerne le dimensionnement des dispositifs d'épandage, le D.T.U. 64.1 de décembre 1992 prévoit, pour une maison d'habitation de 5 pièces (dont 3 chambres), des surfaces filtrantes comprises entre 20 et 30 m².

#### 4.1.3. Prescriptions réglementaires

Aucun revêtement imperméable ne doit recouvrir, même partiellement, le dispositif d'épandage.

Toute plantation d'arbres ou de végétaux développant un important système racinaire est proscrite dans une distance minimale de 3,00 m de la zone d'épandage.

Le passage d'engins motorisés, même légers, sur le dispositif d'épandage est totalement proscrit en raison des risques de compactage du sous-sol.

Le dispositif d'épandage doit être maintenu à une distance minimale de 5,00 m de toute clôture ou habitation, ainsi qu'à une distance minimale de 35,00 m de tout forage d'eau.

#### 4.2. SURFACES PARCELLAIRES

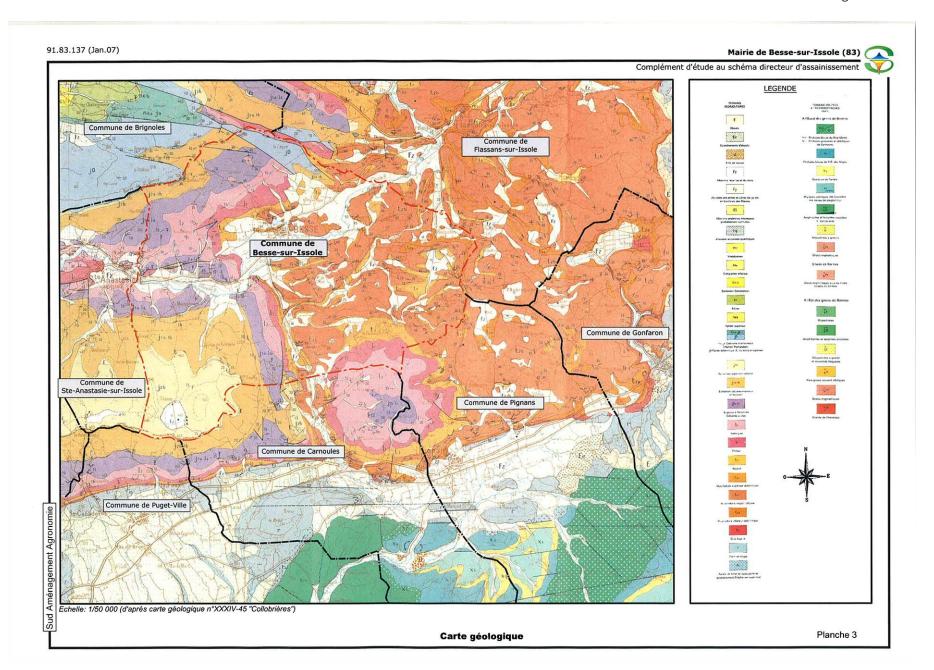
Compte tenu des contraintes énumérées aux § 4.1.2 et 4.1.3, nous préconisons, pour les secteurs non desservis par le réseau d'assainissement collectif, les **surfaces parcellaires minimales suivantes** :

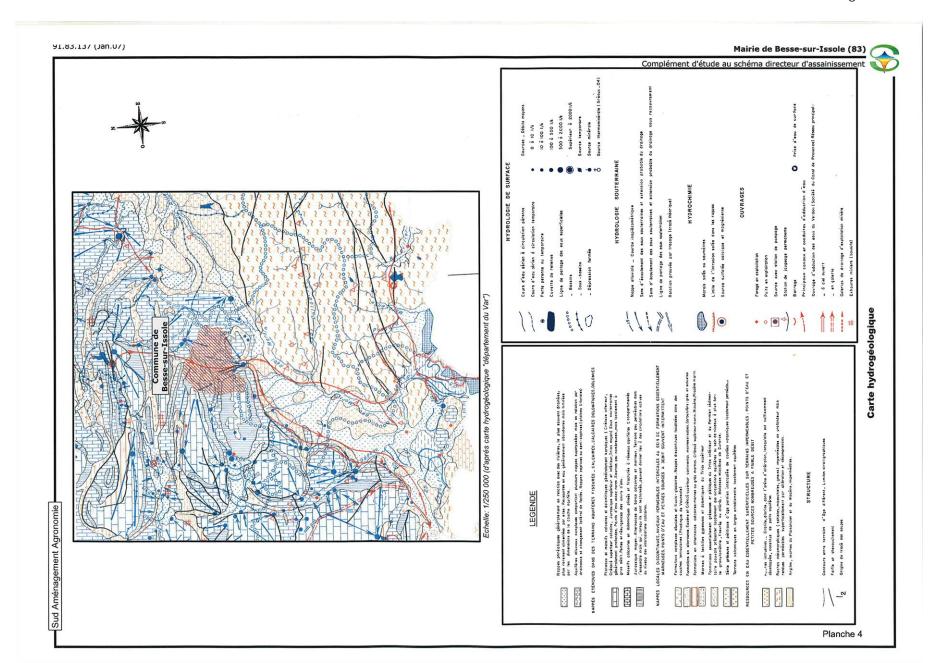
- parcelles nécessitant un dispositi ANC in secteurs desservis par le rés potable (pas de forages privés): 500 m²;
- parcelles nécessitant un dispositif NC et secteurs non desservis par le rés potable (forages privés indispensables). 4 000 m².

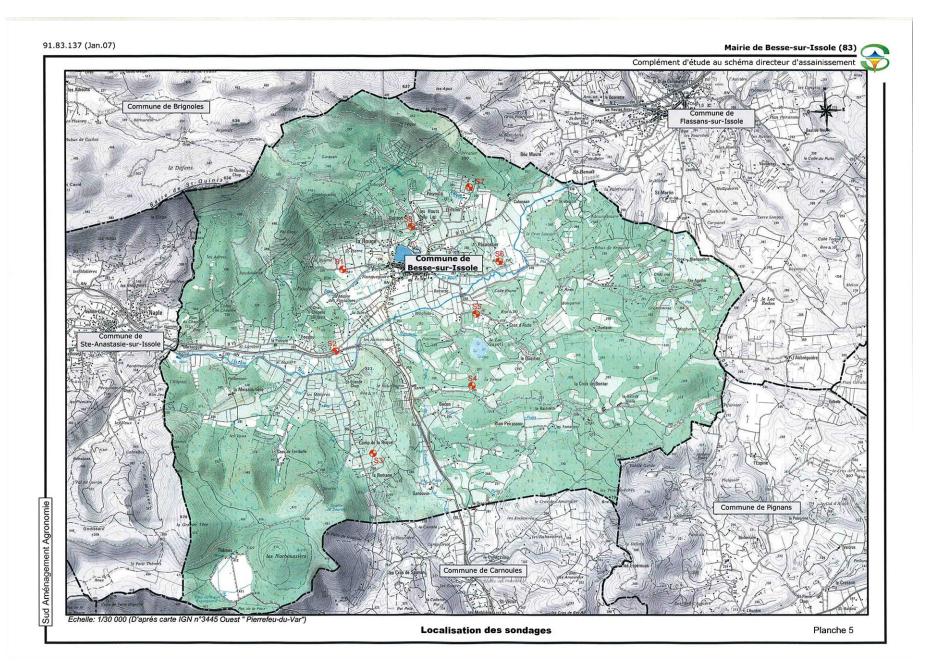
Sans objet : disposition de superficie minimale abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

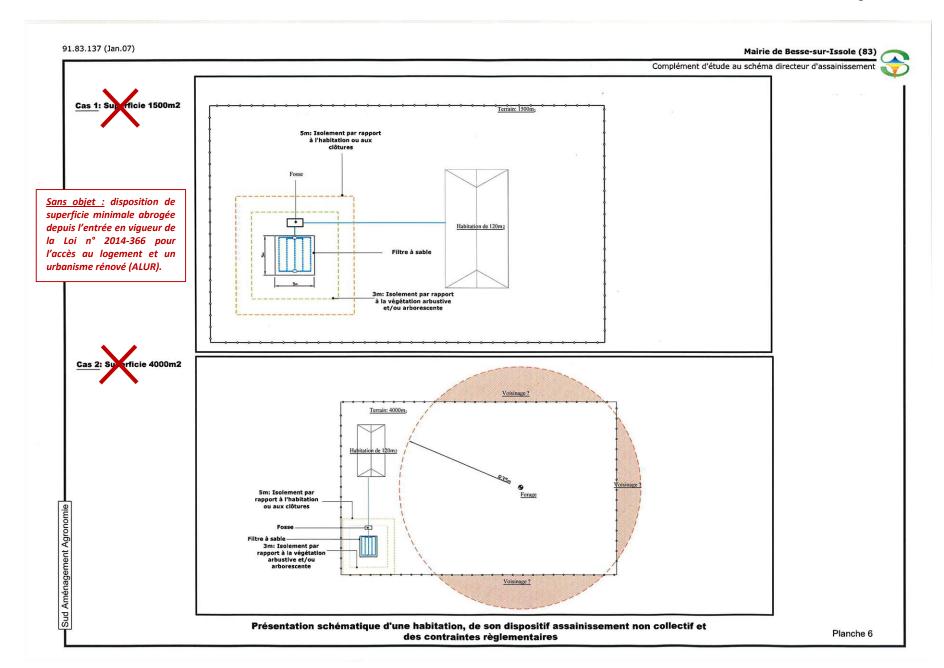
Les secteurs non desservis par le réseau d'eau potable présentent des contraintes plus importantes en raison du périmètre de protection imposé autour du forage (rayon de 35 m).

L'ensemble des contraintes inhérentes au dimensionnement des surfaces parcellaires est présenté sur la **planche 6**. Les exemples proposés tiennent compte à la fois des exigences réglementaires et de l'organisation logique d'une propriété privée (espaces nécessaires à la circulation des véhicules, à la végétation, au bâti...).







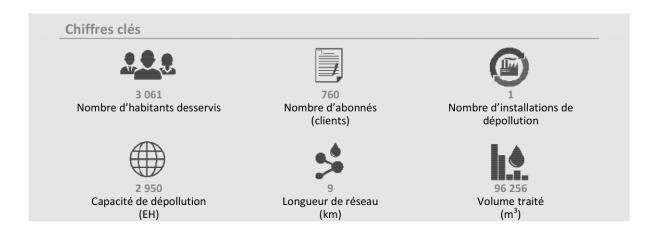


### 4.2.3 Extraits du rapport annuel du Délégataire du Service Public d'Assainissement



# 1.1. Présentation du Contrat

Besse sur Issole : Service de l'Assainissement



#### Données clés

Délégataire
 Société Varoise d'Aménagement et

de Gestion

▶ Périmètre du service BESSE SUR ISSOLE

♦ Numéro du contrat ZP701

Nature du contrat Affermage

Prestations du contrat
 Dépollution, Extranet collectivités,

Gestion clientèle, Refoulement, relèvement, Collecte des eaux usées

**▶ Date de début du contrat** 01/11/2015

**▶ Date de fin du contrat** 31/10/2027

## L'essentiel de l'année 2015

#### PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

Suite à l'appel d'offre lancé par la Commune de Besse sur Issole le contrat de DSP a été reconduit avec la Société varoise d'Aménagement et de Gestion pour une durée de 12 ans.

Curage de 1005 ml du réseau de collecte

#### PROPOSITIONS D'AMELIORATION

Résumé des travaux à prévoir à court et moyen terme Lancement d'un programme de suppression des intrusions d'eaux parasites dans les réseaux de collecte.

# EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES : NOUVEAUX CRITERES D'EVALUATION DE LA PERFORMANCE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

Le système d'assainissement de chaque collectivité est tenu de fonctionner conformément à la Directive Européenne sur les Eaux Résiduaires Urbaines. Deux textes réglementaires publiés durant l'année 2015 viennent renforcer l'évaluation de la performance du système d'assainissement, à savoir :

- l'arrêté du 21 juillet 2015 (remplaçant l'arrêté du 22 juin 2007) qui fixe les prescriptions s'appliquant aux collectivités pour la conception, l'exploitation, la surveillance et l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement et positionne le maître d'ouvrage au centre du dispositif d'atteinte et de mesure de la performance du système d'assainissement.
- la note technique du 7 septembre 2015 qui précise les prescriptions pour la surveillance des systèmes de collecte et les performances à atteindre en matière de collecte des eaux usées, notamment par temps de pluie ainsi que les modalités d'actions en cas de manquement. En particulier, les rejets au milieu naturel par temps de pluie ne devront pas dépasser 5% en volume ou en charge, ou 20 déversements par an pour chacun des déversoirs d'orage, selon une option à retenir par la collectivité.

La très grande majorité des dispositions introduites par ces deux textes entre en application au 1er janvier

Veolia se tient à votre disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes importants et évaluer leurs conséquences pour votre service.

# 1.2. Les indicateurs réglementaires 2015

VALEUR 2015	PRODUCTEUR	EURS DESCRIPTIFS DES SERVICES	INDICATE
3 061	Collectivité (2)	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	[D201.0]
0	Collectivité (2)	Nombre d'autorisations de déversement	[D202.0]
27,9 t MS	Délégataire	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	[D203.0]
1,72 €uro/m³	Délégataire	Prix du service de l'assainissement seul au m <sup>3</sup> TTC	[D204.0]
VALEUR 2015	PRODUCTEUR	EURS DE PERFORMANCE	INDICATE
- %	Collectivité (2)	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	[P201.1]
45	Collectivité et Délégataire (2)	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	[P202.2]
A la charge de la Police de l'eau	Police de l'eau	Conformité de la collecte des effluents (*)	[P203.3]
A la charge de la Police de l'eau	Police de l'eau	Conformité des équipements d'épuration	[P204.3]
A la charge de la Police de l'eau	Police de l'eau (2)	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	[P205.3]
100 %	Délégataire	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	[P206.3]
0	Collectivité (2)	Nombre d'abandons de créance à caractère social et versements à un fonds de solidarité	[P207.0]
0	Collectivité (2)	Montant des abandons de créances à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité	[P207.0]
679	Délégataire	Montant total des abandons de créances	
0,00 u/1000	Délégataire	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	[P251.1]
31,75 u/100 km	Délégataire	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	[P252.2]
0,00	Collectivité (2)	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	[P253.2]
100 %	Délégataire	Conformité des performances des équipements d'épuration	[P254.3]
20	Collectivité (1)	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	[P255.3]
A la charge de la collectivité	Collectivité	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	[P256.2]
0,09 %	Délégataire	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	[P257.0]
2,63 u/1000 abonnés	Délégataire	Taux de réclamations	[P258.1]
			4414 4414

<sup>(1)</sup> Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 22 juin 2007 (2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport (\*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

# 1.3. Autres chiffres clés de l'année 2015

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délégataire	100,0 %
Conformité réglementaire des rejets (directive européenne)	Délégataire	100,0 %
LA GESTION DU PATRIMOINE	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	636
Nombre de branchements eaux pluviales	Délégataire	0
Nombre de branchements neufs	Délégataire	1
Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	9 445 ml
Nombre de postes de relèvement	Délégataire	5
Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	1
Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	2 950 EH
COLLECTE DES EAUX USEES	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	15
Longueur de canalisation curée	Délégataire	1 005 ml
LA DEPOLLUTION	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Volume arrivant (collecté)	Délégataire	96 256 m <sup>3</sup>
Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	47 kg/j
Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	791 EH
Volume traité	Délégataire	96 256 m <sup>3</sup>
L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	0,7 t
Masse de sables évacués	Délégataire	2,6 t
Volume de graisses évacuées	Délégataire	<b>3,6 m</b> <sup>3</sup>
LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Nombre de communes desservies	Délégataire	1
Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	760
- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	760
Assiette totale de la redevance	Délégataire	<b>71</b> 688 m <sup>3</sup>
- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	<b>71 688 m</b> <sup>3</sup>

<sup>(1)</sup> Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 22 juin 2007 (2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

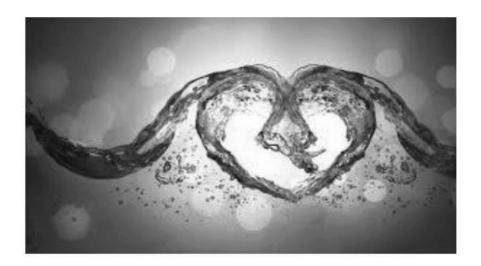
LA SATISFACTION DES USAGERS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	Mesure statistique sur le périmètre du
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	87 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Non
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement	Délégataire	Non
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2015
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui

#### 4.2.4 Service Public d'assainissement Non Collectif (SPANC)

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) est une compétence de la communauté de commune qui réalise les contrôles des installations neuves et anciennes des secteurs non raccordés à l'assainissement collectif. Le règlement actuellement en vigueur est annexé ci-après.



# REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



#### REGLEMENT DU

#### SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

(VERSION ACTUALISEE AU 1 JANVIER 2017)

#### Chapitre I<sup>er</sup> Dispositions générales

- **Art. 1<sup>er</sup> :** Objet du règlement
- Art. 2 : Champ d'application territorial
- Art. 3 : Définitions
  - 3.1 : Installation d' « Assainissement Non Collectif » (ANC)
    - 3.2.: Eaux usées domestiques ou assimilées
    - 3.3 : Eaux usées non domestiques
    - 3.4 : Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)
- 3.5 : Usager du SPANC Art. 4 : Éléments constitutifs d'une installation d'ANC (déjà existante ou à
  - 4.1 : Cas général (Systèmes couramment rencontrés / Installations dites "classiques" ≤ 20EH)
     4.2 : Cas particulier des toilettes sèches
     4.3 : Installations de "grand dimensionnement" > 20EH

  - : Installations de traitement des eaux usées non domestiques : Installations assurant le traitement commun d'eaux usées 4.5 domestiques ET non domestiques
- Art. 5 : Responsabilités et obligations des propriétaires et des usagers
  - 5.1 : Relations avec le SPANC
  - 5.2 : Conception d'une nouvelle installation ou réhabilitation d'un ancien système
    - 5.2.1 Éléments à prendre en compte pour toute nouvelle implantation
    - 5.2.2- Particularités des installations de « grand
  - dimensionnement » > 20EH
    5.3: Obligation de maintien en bon état de fonctionnement et de réalisation ponctuelle de l'entretien 5.3.1 - Maintien en bon état de fonctionnement

    - 5.3.2 Entretien des ouvrages 5.3.3 Informations sur les obligations des entreprises de vidange
    - 5.3.4 Guide d'utilisation (dispositifs neufs ou réhabilités) 5.3.5 Mise en œuvre d'une auto surveillance des installations
    - dites de "grand dimensionnement"  $\geq$  20 EH

#### Chapitre II Nature des prestations réalisées par le SPANC

- Art. 6: Missions du SPANC
  - 6.1 : Contrôle des installations d'assainissement non collectif
  - 6.2 : Assistance pour la réhabilitation
  - 6.3 : Engagements du service
  - 6.4: Rapport d'activité
- Art. 7: Droit d'accès des agents du SPANC aux propriétés
  Art. 8: INSTALLATIONS NEUVES Modalités du contrôle administratif et technique réalisé par le SPANC

  - 8.1 : Examen préalable de la conception
    8.2 : Dépôt d'un dossier de "Demande d'installation" similaire à une première demande déjà validée
    8.3 : Étude de définition, de dimensionnement et d'implantation de
  - filière
    - 8.3.1 Cas particulier : Implantation de toilettes sèches
    - 8.3.2 Modalités d'évacuation des effluents traités
    - 8.3.3 Détail des éléments de l'étude
    - 8.3.4 Dossiers particuliers : « Co-instructions »
    - 8.3.5 Modalités particulières d'implantation nécessitant la fourniture de documents additionnels au SPANC
  - 8.4 : Communication de l'avis du SPANC portant sur le projet 8.5 : Avis du SPANC dans le cas d'une demande de Permis de
  - Construire ou d'Aménager
  - 8.6 : Mise hors de service des anciennes installations

- 8.7 : Vérification de l'exécution des travaux sur site
- 8.7.1- Cas particulier des installations de grandes capacités 8.8 : Information des usagers après contrôle des installations sur le
- terrain 8.9 : Contestation de l'avis du SPANC
- Art. 9: INSTALLATIONS EXISTANTES Modalités de réalisation des contrôles du SPANC
  - 0.1 : État des lieux initial du parc ANC existant sur le territoire
  - 9.2 : Diagnostic périodique de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages
  - 9.3 : Modalités de réalisation des contrôles

  - 9.4 : Information des usagers après contrôle 9.5 : Installations pouvant être à l'origine de demandes
  - complémentaires
    9.6 : Éventualité de dommages imputables aux agents du SPANC

  - 9.6 : Éventualité de dommages m<sub>r</sub>..... 9.7 : Fréquence des contrôles 9.8 : Contrôle annuel administratif complémentaire des installations de "ovand dimensionnement" ≥ 20 EH
- Art. 10 : INSTALLATIONS EXISTANTES Rôle du SPANC en cas de vente

  - 10.1 : Durée de validité du rapport10.2 : Installation n'ayant jamais été contrôlée, ou dont le contrôle est daté de plus de 3 ans ou sur laquelle le propriétaire souhaite une réactualisation du contrôle.
  - 10.3 : Prise en compte de l'avis du SPANC présenté dans le rapport
- Art. 11 : Assistance développée par le SPANC auprès des propriétaires pour la réhabilitation des dispositifs vétustes.

#### Chapitre III Dispositions financière

- Art. 12: Redevances d'assainissement non collectif
  - 12.1 : Types de redevances 12.2. : Redevables

  - 12.3 : Recouvrement de la redevance
- Art. 13: Majoration de la redevance pour retard de paiement

#### $Chapitre\ IV$ Dispositions d'application

- Art. 14: Sanctions administratives
  - 14.1 : Pénalités financières
    - 14.1.1 : Pénalité en cas d'obstacle à l'accomplissement des missions du SPANC
    - 14.1.2: Pénalité en cas d'absence d'installation, de mauvais état de fonctionnement, ou de non-réalisation des prescriptions du SPANC 14.1.3: Pénalité en cas de réalisation d'une vidange par une
  - entreprise non agréée 14.2 : Travaux d'office
- Art. 15 : Constat d'infraction pénale
- Art. 16 : Sanctions pénales Art. 17 : Voies de recours des usagers
- Art. 18 : Droit des usagers vis-à-vis de leurs données personnelles
- Art. 19 : Publicité du règlement
- Art. 20 : Modification du règlement
- Art. 21 : Date d'entrée en vigueur du règlement Art. 22 : Clauses d'exécution

ANNEXE: PRINCIPAUX TEXTES APPLICABLES AUX SERVICES
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

#### PREAMBULE

La réalisation des contrôles administratifs et de terrain de l'ensemble des dispositifs d'assainissement non collectif présent sur le territoire est une **obligation** pour toutes les communes, dont la mise en application se répercute nécessairement sur les usagers et utilisateurs de ces systèmes.

Cette exigence découle de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, confirmée sur ce point par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, et par la Loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 (dite Grenelle 2).

Les contrôles visent à vérifier que les installations d'assainissement non collectif ne portent pas atteinte à la salubrité publique et/ou à la sécurité des personnes, et permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

# CHAPITRE I<sup>ER</sup> DISPOSITIONS GENERALES

#### Article 1<sup>er</sup> : Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de déterminer les relations entre les usagers du service public de l'assainissement non collectif (SPANC - voir définition article 3-4) et ce dernier, en rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment :

- les dispositions réglementaires gouvernant la conception et la réalisation de tout nouveau système,
- ✓ le maintien en bon état de fonctionnement des dispositifs existants,
- ✓ les conditions d'accès aux ouvrages,
- ✓ les modalités des différents types de contrôles réalisés par le service et notamment leur périodicité.

Les modalités de recouvrement des redevances des différents types de contrôles et les dispositions d'application du règlement sont également détaillées.

# Article 2 : Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur le territoire de la Communauté de Communes Cœur du Var.

#### Article 3 : Définitions et précisions techniques

#### 3.1 - Installation d' « Assainissement Non Collectif » (ANC)

Dans le cadre général, une "installation d'assainissement non collectif" désigne tout système d'assainissement assurant la collecte, le transport (incluant les ouvrages de transfert, les postes de

relèvement, etc.), le traitement et l'évacuation des eaux usées produites par tout immeuble ou établissement (ou parties d'immeuble ou d'établissement) non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

Le cas échéant, une installation d'assainissement non collectif pourra recevoir les eaux usées de plusieurs immeubles. Il sera alors question d'installations d'assainissement non collectif « regroupé », mises en place, par exemple, lorsque la trop faible surface de plusieurs parcelles individuelles voisines ne permet pas d'assurer l'implantation et le bon fonctionnement d'une installation propre à chaque habitation.

<u>Cas particulier des toilettes sèches :</u> Les toilettes dites sèches (c'est à dire sans apport d'eau de dilution ou de transport) peuvent être implantées par dérogation aux règles habituelles, pour assurer le traitement des fèces et éventuellement des urines.

<u>A noter:</u> Les vocables "assainissement non collectif", "assainissement individuel" et "assainissement autonome" sont équivalents.

#### 3.2 - Eaux usées domestiques ou assimilées

Classiquement, sont qualifiées de domestiques les eaux usées constituées des eaux-vannes (provenant des WC et des toilettes à chasse d'eau) et des eaux ménagères (provenant des cuisines, buanderies, salles d'eau, etc.).

En application du Code de l'Environnement (art.R.214-5), constituent un usage domestique de l'eau, "les prélèvements et les rejets destinés exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques propriétaires ou locataires des installations et de ceux des personnes résidant habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eau nécessaires à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène, au lavage et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes".

Il est estimé que des activités telles que la restauration, l'hôtellerie,

Il est estimé que des activités telles que la restauration, l'hôtellerie, les campings, etc. impliquent des utilisations de l'eau assimilable aux utilisations à des fins domestiques (cf. Arrêté interministériel du 21 décembre 2007 "relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte").

#### 3.3 - Eaux usées non domestiques

Tous les types d'eaux usées issues d'un immeuble ou d'un établissement et n'entrant pas dans les catégories "eaux usées domestiques ou assimilées". Sont concernées les eaux issues de dispositifs agricoles, artisanaux, industriels, etc.

#### 3.4 - Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est chargé, au sein des services techniques de la collectivité de mettre en œuvre les obligations incombant aux communes en matières de contrôle des installations d'assainissement non collectif (détaillées "Chapitre II" du présent règlement).

#### 3.5 - Usager du SPANC

L'usager de ce service est soit le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif, soit celui qui occupe cet immeuble, à quelque titre que ce soit.

#### Article 4 : Éléments constitutifs d'une installation d'ANC (déjà existante ou à créer)

4.1 - Cas général (systèmes couramment rencontrés) /
Installations dites "classiques"
≤ 20EH

Sont concernées les installations desservant un ou quelques immeubles et/ou maisons d'habitation, dont les rejets sont constitués d'eaux usées domestiques ou assimilées. Hors cas particulier des "toilettes sèches", ces installations sont généralement composées d'un prétraitement et d'un traitement :

~	Un ou plusieurs dispositifs de pretraitement
	<ul> <li>bac dégraisseur,</li> </ul>
	☐ fosse septique, (ancien système)
	☐ fosse toutes eaux,
	certains types de micro-stations (auparavant
	considérées comme « simple prétraitement »)
	☐ fosse chimique,
	etc.
✓	Un ou plusieurs dispositifs de traitement proprement dit,
	assurant :
	- soit, à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol :
	<ul><li>lit d'épandage,</li></ul>
	tranchées d'épandage
	lit filtrant non drainé
	« pattes d'oies » (ancienne dénomination),
	tertre d'infiltration,
	□ etc.
	- soit, quand la nature des sols n'est pas apte à l'infiltration
	directe, l'épuration des effluents avant reprise pour
	évacuation via le sol juxtaposé ou par rejet au milieu
	hydraulique :
	filtre à sable vertical drainé,
	lit filtrant drainé à flux horizontal,
	lit filtrant drainé à massif de zéolite
	<ul> <li>filtre bactérien percolateur (ancien système),</li> </ul>
	épurateur à cheminement lent (ancien système),
	plateau absorbant (ancien système),
	□ etc.

A NOTER: L'utilisation d'un dispositif de prétraitement <u>seul</u> n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées en sortie de fosses toutes eaux, de fosses septiques, de bac à graisse (ou de certaines "micro-station" non agréées - voir ci-après) est proscrit.

En complément, en application de **l'arrêté du 7 septembre 2009** modifié (voir art. 5.2 du présent règlement), la possibilité d'installer dans le cadre d'une création ou d'une réhabilitation de filière - de nouveaux systèmes dits "agréés" (par les Ministères en charge de l'Ecologie et de la Santé) est dorénavant envisageable.

Les modalités d'évacuation des eaux usées traitées dépendront du type de dispositif. Quatre grandes «familles» de dispositifs cohabitent aujourd'hui avec les filières dites traditionnelles :

n aajoara	nor avec les inieres ares macricim
	les filtres compacts,
	les filtres plantés,
	les micro stations à culture libre,
	les micro stations à culture fixées,

La liste de ces dispositifs, et les fiches techniques correspondantes, publiées au Journal Officiel, sont disponibles sur le site Internet interministériel de l'assainissement de l'assainissement non collectif

(http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/).

#### 4.2 – Cas particulier des toilettes sèches

Les toilettes sèches ne traitent que les fèces et éventuellement les urines. Elles sont obligatoirement mises en œuvre en parallèle d'une installation réglementaire destinée à recevoir et traiter l'ensemble des eaux ménagères issues de l'immeuble.

Dans le cas d'un traitement commun des urines et des fèces, les résidus seront mélangés à un matériau organique pour produire un compost. Dans le cas d'une filière ne concernant que les fèces, le traitement se fera par séchage (les urines rejoindront le dispositif d'assainissement prévu pour les eaux ménagères).

# 4.3 - Installations de "grand dimensionnement" >20EH

Sont concernés certains dispositifs spécifiques dits « regroupés » (desservant un hameau, par exemple) ou dimensionnés pour assainir des secteurs particuliers (campings, gîtes, aires d'autoroute, etc.), en référence à la réglementation actuelle - d'un dimensionnement supérieur à 20 EH (Equivalent-Habitants, soit la pollution émise par 20 personnes).

La mise en place de tout type d'installation d'assainissement non collectif demeure envisageable, dès lors que le dimensionnement et les règles d'exploitation tiennent compte notamment des débits de référence, de la charge brute globale de pollution organique à traiter et du milieu de rejet.

A noter qu'à compter d'un certain seuil (200 EH, dans le cas général), ces installations relèvent également des Services de l'État (DDTM), au titre du Code de l'Environnement - cf. art 8.3.4 du présent règlement). Il y aura donc co-instruction.

# 4.4- Installations de traitement des eaux usées non domestiques

En application de l'article L.1331-15 du Code de la Santé Publique, les immeubles et installations existants destinés à un usage autre que l'habitat doivent être dotés d'un dispositif de traitement des effluent autres que domestiques, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection satisfaisante du milieu naturel.

A noter qu'à compter d'un certain seuil (variable selon l'activité concernée), ces installations pourront relever également des Services de l'État (DREAL ou DDPP / Services vétérinaires), au titre du Code de l'Environnement - cf. art 8.3.4 du présent règlement). Selon les cas, l'instruction des demandes sera alors assurée conjointement, soit uniquement confiée à un des intervenants.

#### 4.5- Installations assurant le traitement commun d'eaux usées domestiques ET non domestiques

Exceptionnellement, la mise en place d'une unité globale de traitement, assurant à la fois l'épuration des eaux usées domestiques et non domestiques pourra être envisagée (cas d'une maison d'habitation au sein de laquelle se déroule également une activité particulière, par exemple).

Le traitement envisagé devra alors être en mesure d'assurer une épuration complète de la totalité des effluents produits, et sera dimensionné en fonction des paramètres les plus contraignants.

Des analyses réalisées à la charge du propriétaire ou de l'occupant pourront être demandées afin de vérifier le bon fonctionnement du système.

#### Article 5 : Responsabilités et obligations des propriétaires et des usagers

Le traitement des eaux usées issues de chaque habitation est une obligation légale. S'agissant des immeubles non raccordés à un réseau public de collecte (égout), cette obligation est définie article L. 1331-1-1 du Code de la Santé Publique.

Ainsi, tout immeuble, existant ou à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu d'être équipé d'une installation d'assainissement non collectif destinée à collecter et à traiter les eaux usées rejetées ou, dans le cas des toilettes sèches, à assurer le traitement des fèces et éventuellement des urines.

L'entretien et le maintien en bon état de fonctionnement des dispositifs sur le long terme contribuent à limiter l'impact sur le milieu.

#### 5.1 - Relations avec le SPANC

Tout propriétaire souhaitant créer une nouvelle installation d'assainissement non collectif ou réhabiliter un dispositif défectueux est tenu de le déclarer au SPANC.

Tout propriétaire ou usager d'une installation d'assainissement non collectif déjà existante est tenu d'autoriser le SPANC à en effectuer le contrôle sur site.

Les différents types de contrôles engagés sur le territoire par le SPANC et leurs modalités de déroulement, ainsi que les règles régissant les rapports entre propriétaires, usagers et collectivités sont détaillés au "Chapitre II – Nature des Prestations réalisées par le SPANC".

#### 5.2 - Conception d'une nouvelle installation ou réhabilitation d'un ancien système

La conception et l'implantation d'une installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants, sont de la **responsabilité du propriétaire**.

Sauf convention particulière, les frais d'établissement, de modification ou réhabilitation d'un assainissement non collectif sont à la charge du propriétaire de l'immeuble ou de la construction dont les eaux usées sont issues.

Le projet d'ANC doit être obligatoirement réalisé par un bureau d'étude hydrogéologique compétent et doit comporter à minima les éléments cités ci-dessous.

Afin d'éviter les dysfonctionnements, il ne doit pas être engagé de modification de l'agencement ou des caractéristiques des ouvrages, ni d'aménagement du terrain d'implantation sans avoir informé préalablement le SPANC. Il en est de même si le propriétaire modifie de manière durable et significative (par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble) les quantités d'eaux usées domestiques collectées et traitées par une installation existante.

Il est souhaitable que le spanc soit consulté sur tout aménagement du terrain (terrasse, piscine ...) afin d'en évaluer les impacts sur la filière d'ANC.

La conception et l'implantation de toute installation destinée à traiter des eaux usées <u>domestiques ou assimilées</u>, nouvelle ou réhabilitée, doivent être conformes aux prescriptions techniques définies par, selon la taille de l'installation :

soit l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié (concerne tous les systèmes recevant des eaux usées domestiques et dimensionnés pour traiter une pollution organique à celle émise jusqu'à 20 EH).

soit l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 (concerne les systèmes recevant des eaux usées domestiques et dimensionnés pour traiter la pollution produite par plus de 20 EH).

A noter que le présent règlement fixe complémentairement plusieurs orientations dont le respect est imposé (voir articles suivants).

Dans le cas d'une installation destinée à traiter des eaux usées <u>non</u> <u>domestiques</u>, les prescriptions techniques applicables seront définies dans le respect générique des prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental et du présent règlement de services, complétées, le cas échéant, par celles des Services de l'État compétents (DREAL ou DDPP).

De plus, devront être également pris en compte :

- ✓ les articles des règlements des PLU des communes adhérentes en relation avec la thématique,
- les prescriptions relatives à l'assainissement indiquées dans les arrêtés préfectoraux instituant les PPRI et PPRM sur le territoire (Plan de Prévention des Risques Inondation / Mouvement)
- les prescriptions relatives à l'assainissement indiquées dans les arrêtés préfectoraux de protection des captages d'eau potable situés sur le territoire.

Les caractéristiques techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble (ou des immeubles) à desservir (telles que le nombre de pièces principales), aux caractéristiques de la parcelle où elles sont implantées (particulièrement l'aptitude du sol à l'infiltration des eaux) et à la sensibilité du milieu récepteur.

Dans le cas des toilettes sèches, le propriétaire sera tenu de prendre en compte l'environnement direct de sa parcelle, de sorte que la filière prise dans son intégralité (et plus précisément la valorisation des sous-produits sur la parcelle) ne génère ni pollution, ni nuisance pour le voisinage. Le cas particulier du dimensionnement d'un dispositif mis en parallèle de toilettes sèches est abordé article 8.3.1 du présent règlement.

Ces différentes prescriptions sont, avant tout, destinées à assurer la compatibilité des installations avec les exigences générale de la santé publique et de protection de l'environnement, les installations ne devant pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes.

A NOTER: Le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie est à l'origine d'un « Guide d'information sur les installations — outil d'aide aux choix » dont la finalité est d'informer les usagers sur les différents types de filières existantes aujourd'hui et de les aider à comparer les installations entre-elles.

Le guide est disponible en format « PDF » sur le lien http://www.assainissement-non-collectif.developpementdurable.gouv.fr/

(Onglet à rechercher en bas à droite de la page d'accueil)

Comme indiqué article 5.1, le respect de ces prescriptions donne lieu à un contrôle administratif, obligatoire pour les propriétaires, qui est assuré par le SPANC à l'occasion de la conception des installations et de la réalisation des travaux. Les modalités de la réalisation de ce contrôle sont détaillées articles 6 et 8 du présent règlement.

## 5.2.1 - Éléments à prendre en compte pour toute nouvelle implantation :

Dans le cadre général, l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine.

Exceptionnellement, une réduction de cette distance de sécurité pourra être autorisée par le Maire de la commune concernée, y compris dans le cas de l'installation de toilettes sèches, sous réserve de la production d'éléments étayés justifiants la proposition et préalablement validés par le SPANC (=> voir art. 8.3.4).

En cas d'impossibilité technique et uniquement lorsque l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, l'utilisation de l'eau eau brute issue du captage pourra être interdite à la consommation humaine.

- ✓ Une distance de 3 mètres minimum devra être réservée entre l'installation d'assainissement non collectif et chaque limite de la propriété d'implantation (sauf si la limite est constituée par un cours d'eau – voir ci-après).
  - En cas d'impossibilité de respect de cette distance, une dérogation valablement argumentée par le propriétaire pourra éventuellement être accordée par le SPANC.
  - Lorsque la filière pressentie prévoit la création d'un dispositif d'évacuation des eaux usées traitées dans le sol juxtaposé (soit par infiltration, soit par irrigation enterrée de végétaux) le non-respect de la distance de 3 mètres entre la partie "infiltration" et les limites de propriété devra également être justifié par le bureau d'étude et soumis à l'avis du SPANC.
- De même, dans le cas général, une distance de 3 mètres devra être prévue et maintenue entre toute plantation ou <u>d'arbre</u>et les éléments de l'installation d'assainissement, sauf en cas de justifications du propriétaire acceptées par le SPANC (exemple: mise en place d'un film anti racinaire...).
  - A noter: En cas de choix d'implantation d'une filière d'évacuation des eaux traitées par « irrigation enterrée », la justification n'est, bien entendue, pas nécessaire pour cette partie de l'installation.
- Dans le cas de l'implantation d'une installation destinées à traiter jusqu'à 20 EH (installations les plus couramment rencontrées) ou relative au traitement d'eaux usées non domestiques, une distance minimale de 5 mètres devra être prévue entre tout dispositif de traitement et/ou d'infiltration des eaux et les <u>fondations de l'immeuble</u>. Toute adaptation des distances devra être justifiée par le bureau d'étude et sera soumise à l'aval du SPANC, notamment en cas d'impossibilité technique.

De façon générale, une distance minimale de 5 mètres devra être réservée entre le traitement et tout autre élément enterré ou ayant des fondations (dépendances, piscine, cuve de réception des eaux de pluies, certaines conduites réservées à la géothermie, etc.).

A noter que dans le cas d'une installation dite "de grand dimensionnement" >20EH (cf. art.4), la distance séparant une installation d'assainissement non collectif et tout bâtiment d'habitation ou recevant du public est réglementairement portée à 100 mètres pour les constructions neuves. Cette distance ne s'applique pas aux l'habitation du propriétaire sauf si elle reçoit du public. Le maître d'ouvrage a la possibilité de solliciter une dérogation auprès de la DDTM afin de réduire cette distance. Si le projet est situé en zone sensible, la consultation de l'ARS est obligatoire pour toutes les installations de plus de 20EH.

La dérogation à la « règle des 100m » pourra être acceptée par le Préfet sans expertise et sans consultation de l'ARS, dès lors que l'installation d'ANC, d'une taille comprise entre 21 et 199EH vérifie l'ensemble des conditions suivantes :

- Le projet a obtenu un avis favorable du SPANC à la demande de dérogation;
- L'installation est enterrée ou assimilée enterrée;
- L'installation ne dispose pas d'équipements mécaniques ou électromécaniques générant des nuisances sonores;
- Les cuves ou bassins de traitement sont ventilés de manière satisfaisante pour évacuer les gaz produits par le traitement.

La demande devra justifier de l'absolue nécessité de déroger.

- Une distance de 5 mètres minimum devra être réservée entre toutes les parties de l'installation d'assainissement non collectif et les limites d'un cours d'eau présents sur ou en bord de parcelle (Sont concernés les cours d'eau - même intermittents - reportés sur une carte IGN ou s'il existe une mention de leur dénomination sur le cadastre).
  - En cas d'impossibilité de respect de cette distance, valablement argumentée par le propriétaire et/ou son bureau d'études, une dérogation pourra être accordée par le SPANC.
- L'implantation d'une installation en zone inondable ou en zone humide n'est à envisager que s'il est démontré l'impossibilité technique de la placer ailleurs ou si des coûts excessifs contrarient le déplacement. L'implantation devra être envisagée en cohérence avec les dispositions d'un éventuel plan de prévention des risques inondation. A noter, s'agissant d'une installation de grande capacité, que la dérogation ne pourra être envisagée que sous réserve du respect des prescriptions suivantes:
  - 1. la station devra être maintenue hors d'eau au minimum pour une crue de période de retour quinquennale;
  - les installations électriques devront être envisagées hors d'eau au minimum pour une crue de période de retour centennale.
  - Les systèmes devront être adaptés à ce type de contrainte (ancrage des cuves : micro station, fosse
  - La dérogation est à demander auprès du Maire après justification de l'impossibilité d'implanter l'installation d'ANC en dehors de la zone inondable.
- Dans le cas général, les rejets des effluents traités en direction du <u>milieu hydraulique superficiel</u> (ruisseau, cours d'eau, fossé, etc.) sont soumis à l'aval du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, après démonstration, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire,

qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable (=> voir art. 8.3.3 et 8.3.5).

La notion de "milieu hydraulique superficiel" sous-entend la présence d'eau de façon pérenne.

A noter que dans le cas de l'implantation d'une installation de "grand dimensionnement", le rejet en direction du milieu hydraulique superficiel constitue une des solutions à privilégier (au même titre que la réutilisation).

Une autorisation du SPANC est néanmoins nécessaire pour valider ce rejet ainsi que l'autorisation du propriétaire du milieu hydraulique.

L'évacuation des effluents traités par le biais d'un "puits d'infiltration" en sortie d'une filière d'assainissement complète est soumise à autorisation du Président. (=> voir art. 8.3.3 et 8.3.5).

<u>Pour rappel</u>: le "puits d'infiltration" est un ouvrage permettant d'effectuer le transit des effluents traités à travers une couche imperméable afin de rejoindre une couche sous-jacente perméable, sans risques sanitaires.

Sont interdits les rejets d'effluents, même traités, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle autre que "puits d'infiltration" cité ci-dessus.

## 5.2.2 - Particularités des installations de « grand dimensionnement » > 20EH

Afin de respecter l'article 14 de l'arrêté du 21 juillet 2015, le type de procédé à mettre en place doit être détaillé dans l'étude, un modèle précis sera conseillé.

L'étude devra comprend également à minima :

- Une description générale du site où sont localisés la station et le dispositif d'évacuation.
- Les caractéristiques géologiques et pédologiques des sols.
- Les informations pertinentes relatives aux masses d'eau
- L'inventaire exhaustif des points d'eau déclarés et des zones à usage sensible.

A noter: Dans le cas de l'implantation d'une filière agréée (en application de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié), il sera nécessaire de se reporter aux conditions de mise en œuvre précisées dans le guide d'utilisation de l'installation, qui peut imposer certaines distances spécifiques dont le respect prévaut sur les considérations ci-avant.

De même, en cas d'implantation d'une filière particulière (traitant des eaux usées non domestiques, par exemple), les prescriptions des guides ou normes et concernant l'implantation des installations devront être prises en compte prioritairement.

Le propriétaire d'un immeuble tenu d'être équipé d'une installation d'assainissement non collectif qui ne respecte pas les obligations réglementaires applicables à ces installations, est passible, le cas échéant, des mesures administratives et des sanctions pénales mentionnées au chapitre IV.

#### 5.3 - Obligations de maintien en bon état de fonctionnement et de réalisation ponctuelle de l'entretien

L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, dont la finalité est de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique.

Dans le cas d'une location ou d'une occupation par une personne autre que le propriétaire, il revient à ce dernier de bien insister auprès des occupants de leur nécessaire adhésion à la bonne maintenance du système d'épuration telle que détaillée au présent article. Le contrat de location peut définir la personne chargée d'entretenir le dispositif. Le cas échéant, il peut être établi, dans le cadre d'un bail locatif, que les modalités d'entretien des ouvrages sont de la responsabilité de l'occupant des lieux. Lors de la signature du bail, le propriétaire ou son mandataire a l'obligation de remettre à son locataire, le règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif afin que celui-ci connaisse l'étendue de ses obligations

Comme indiqué article 5.1, le respect de ces obligations donne lieu à un contrôle obligatoire, assuré par le SPANC. Les modalités de sa réalisation sont détaillées articles 6 et 9 du présent règlement.

#### 5.3.1 - Maintien en bon état de fonctionnement :

Seules les eaux usées définies à l'article 3.2 sont admises dans les installations d'assainissement non collectif (hors cas des toilettes sèches). Il est interdit d'y déverser tout corps solide ou non, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement de l'installation.

Cette interdiction concerne en particulier : les eaux pluviales, les ordures ménagères même après broyage, les huiles usagées, les hydrocarbures, les liquides corrosifs, les acides, les médicaments, les peintures, les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Le bon fonctionnement des ouvrages et leur pérennité impose également à l'usager :

- de maintenir ces ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule ou de stockage de charges lourdes (bois de chauffage, piscine hors-sol, etc.), sauf précautions particulières,
- √ de maintenir ces ouvrages hors des zones de cultures,
- de maintenir à une certaine distance (idéalement, 3 mètres minimum sauf dérogation accordée par le SPANC), tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement (les racines de certains végétaux étant susceptibles de s'introduire dans les drains, les obstruer ou les casser),
- de maintenir également une distance de 5 mètres entre les parties assurant le traitement et/ou l'infiltration des eaux et toute nouvelle implantation d'un ouvrage fondé dont la création serait postérieure à celle de l'assainissement (selon les cas, 100 mètres dans le cas d'une installation "de grand dimensionnement" >20 EH).
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche permanent au-dessus des ouvrages),
- de maintenir impérativement accessibles en permanence les différents ouvrages ou leurs regards d'accès, ainsi que les boîtes de branchement et d'inspection, pour que l'entretien et la vérification ponctuelle puissent être réalisés.

L'occupant est également responsable de tout dommage causé par négligence, maladresse ou malveillance de sa part ou de celle d'un

tiers. Il lui appartient, notamment, de signaler au SPANC, au plus tôt, toute anomalie de fonctionnement des installations d'assainissement.

#### 5.3.2 - Entretien des ouvrages :

De façon à contribuer à leur bon fonctionnement, les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues dans leur ensemble régulièrement. Afin d'autoriser la réalisation aisée de l'entretien et la vérification ponctuelle des différents organes, les ouvrages ou leurs regards d'accès seront impérativement maintenus en permanence accessibles, ainsi que les boîtes de branchement et d'inspection.

L'article 16 de l'arrêté du 21 juillet 2015 précise que les ouvrages de plus de 20EH doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte par les véhicules d'entretien.

D'une manière générale, l'ensemble des ouvrages, sans condition de taille, doivent être accessibles de façon permanente pour permettre un entretien régulier.

Les différents organes doivent ponctuellement être vidangés de manières adaptées par des personnes agréées par le préfet (voir encart ci-après) de manière à assurer :

- leur maintien en bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage,
- le bon écoulement et la bonne distribution des effluents depuis l'immeuble vers le (ou les) système(s), ainsi que, le cas échéant, entre les différents éléments constitutifs de la filière.
- ✓ l'accumulation normale des boues et des flottants et leur 

  évacuation.
- Le bon fonctionnement des systèmes électriques (pompe, système d'aération).

L'élimination des matières de vidange prise en charge par une entreprise agréée sera effectuée selon les dispositions réglementaires.

Les cycles de vidange et d'entretien des systèmes varient d'un système à l'autre et fonction de leur dimensionnement et de leur utilisation (nombre d'occupants...).

## Cas d'une fosse septique ou d'une fosse toutes eaux :

La périodicité de vidange de la fosse doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues ; une vidange doit être engagée dès que cette hauteur atteint 50 % du volume utile de la fosse.

La collectivité met à votre disposition un simulateur de vidange sur son site internet (<a href="www.coeurduvar.com">www.coeurduvar.com</a>).

Cas d'un dispositif autre (sont concernés: les bacs dégraisseurs, les fosses d'accumulation, les fosses chimiques, les mini-stations considérées comme prétraitement, les dispositifs dits « agréés » et toute autre installation particulière autorisée).

Les conditions d'entretien doivent être adaptées à l'usage qui est fait de chaque système, en conformité avec les prescriptions du fabricant (si elles existent). Pour les installations les plus récentes, ces informations sont mentionnées dans le guide d'utilisation (voir ci-après: Point 5.3.4)

A titre d'information, les recommandations générales en termes de fréquence de vidange de boues, de graisses et de matières flottantes de ces installations sont les suivantes :

- au moins tous les six mois dans le cas des installations d'épuration biologique à boues activées (micro-station)
- au moins tous les ans dans les cas d'une installation d'épuration biologique à culture fixée.
- au moins deux à trois fois par an pour les bacs à graisse.
- au moins tous les ans pour les indicateurs de colmatage ou préfiltre (opération à réaliser en dehors de la cuve).

## ✓ Dans le cas des toilettes sèches :

L'usager veillera à ce que la filière (y compris la phase de valorisation des sous-produits) ne génère aucune nuisance pour le voisinage ni rejet liquide en dehors de la parcelle, ni pollution des eaux superficielles ou souterraines.

<u>IMPORTANT</u>: il sera opportun de profiter des opérations de vidange pour effectuer en complément une vérification et, le cas échéant, un entretien spécifique des différents organes annexes, tels que les pompes de relevage ou d'évacuation sous pression.

Le non-respect des obligations relatives à l'entretien des ouvrages expose, le cas échéant, le propriétaire aux mesures administratives et aux sanctions pénales mentionnées au chapitre IV.

#### 5.3.3 – Informations sur les obligations des entreprises de vidange :

Dans le respect des indications imposées par l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié « définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif » (voir encart ci-après), l'entreprise de vidange agréée est tenue de vous fournir un bordereau de suivi des matières de vidange.

Le bordereau de vidange doit comporter, à minima, les informations suivantes :

- ✓ un numéro de bordereau ;
- ✓ la désignation (nom, adresse...) de l'entreprise agréée ;
- √ le numéro départemental d'agrément ;
- ✓ la date de fin de validité d'agrément ;
- ✓ l'identification du véhicule assurant la vidange (numéro d'immatriculation);
- ✓ le nom et prénom de la personne physique réalisant la vidange;
- ✓ les coordonnées du propriétaire de l'installation vidangée ;
- ✓ les coordonnées de l'installation vidangée ;
- ✓ la date de réalisation de la vidange;
- ✓ la désignation des sous-produits vidangés ;
- √ la quantité de matières vidangées ;
- ✓ le lieu d'élimination des matières de vidange.

Ce bordereau constitue le justificatif qui vous sera demandé par le SPANC lors de la vérification de l'entretien (voir article 9.3).

### Modalités d'agrément Des entreprises de vidange

La <u>Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006</u> a introduit l'obligation pour toute entreprise réalisant les vidanges sur un territoire de disposer d'un agrément délivré par le Préfet.

Un <u>Arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié</u>

Un <u>Arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié</u> est venu définir les modalités d'attribution de cet agrément - valable 10 ans, renouvelable - en précisant les obligations des entreprises, notamment vis-à-vis de l'information des propriétaires

Les noms et les adresses des entreprises agréées seront disponibles - et régulièrement réactualisées - sur les sites Internet des préfectures de domiciliation des entreprises. L'information sera complétée par le numéro départemental d'agrément donné à l'entreprise, ainsi que la date de fin de validité de l'agrément.

Le Préfet dispose du pouvoir de retirer ou modifier l'agrément délivré à une entreprise en cas de non-respect de ses obligations réglementaires.

Le SPANC de la Collectivité est à votre disposition pour vous fournir la liste des entreprises agréées et susceptibles de travailler sur le territoire.

Vous avez également la possibilité de trouver l'information sur le site de la Préfecture du Var :

http://www.var.gouv.fr/agrement-des-vidangeurs-r572.html

### 5.3.4 - Guide d'utilisation (dispositifs neufs ou réhabilités)

Lors de la création ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif "classique" (cf. article 4.1), un « **guide d'utilisation** » doit être remis au propriétaire par le vendeur ou le terrassier réalisant l'installation.

Ce guide se présente sous forme de fiches techniques. Il décrit le type d'installation, précise les conditions de mise en œuvre, de fonctionnement et d'entretien, et expose les garanties. Il comporte au moins les indications suivantes :

- √ la description de tout ou partie de l'installation, son principe et les modalités de son fonctionnement;
- les paramètres de dimensionnement, pour atteindre les performances attendues;
- ✓ les instructions de pose et de raccordement ;
- ✓ la production de boues ;
- les prescriptions d'entretien, de vidange et de maintenance, notamment la fréquence;
- ✓ les performances garanties et leurs conditions de pérennité ;
- ✓ la disponibilité ou non de pièces détachées ;
- √ la consommation électrique et le niveau de bruit, le cas échéant;
- la possibilité de recyclage des éléments de l'installation en fin de vie;
- une partie réservée à l'entretien et à la vidange permettant d'inscrire la date, la nature des prestations ainsi que le nom de la personne agréée.

## 5.3.5 - Mise en œuvre d'une autosurveillance des installations dites de "grand dimensionnement" > 20EH

En application de l'arrêté du 21 juillet 2015, tout propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif de capacité supérieure à 20 EH (Équivalent-Habitant) est tenu de mettre en place une "autosurveillance" du système de collecte et de sa station de traitement, en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité.

Cela se traduit par la mise en place d'un **programme de surveillance** intégrant notamment la tenue à jour d'un **cahier de vie du dispositif d'assainissement**, comprenant à *minima* les éléments suivants :

- ✓ Un plan et une description du système d'assainissement,
- ✓ Un programme d'exploitation sur dix ans de l'installation d'assainissement non collectif;
- ✓ Une information sur les modalités de transmission des données d'autosurveillance;
- Les méthodes utilisées pour le suivi ponctuel régulier ;
- ✓ L'ensemble des actes datés effectués sur de l'installation d'assainissement non collectif:
- La liste des événements majeurs survenus sur l'installation d'assainissement non collectif (panne, situation exceptionnelle...);
- ✓ Les documents justifiant de la destination des boues.

Le cahier de vie et ses éventuelles mises à jour sont transmis annuellement pour information à l'agence de l'eau et au SPANC.

Le programme de surveillance, pour sa part, consiste à programmer le passage d'un **agent compétent** (c'est à dire en mesure de réaliser les bilans demandés ci-après et maîtrisant l'installation; cela peut être le propriétaire lui-même), dont le rôle sera, en fonction de la taille et du procédé retenu, de :

- Produire une estimation des volumes rejetés en direction du milieu si la station est pourvue d'un déversoir d'orage en tête, ou d'un by-pass;
- Réaliser une mesure ponctuelle du débit en entrée et/ou en sortie de la station (une "simple" estimation est possible pour les stations dimensionnées pour traiter moins de 500 EH):
- ✓ Si l'installation reçoit des apports extérieurs (boues, matières de vidanges, etc.), préciser la quantité et l'origine;
- ✓ Informations sur la nature et la quantité des déchets (refus de dégrillages, matières de dessablage, huiles, graisses, etc.) évacués depuis la station et leur(s) destination(s);
- S'agissant des boues produites, mesurer la siccité et déterminer la quantité de matières sèches);
- S'agissant des boues évacuées, indiquer la quantité brute, la quantité de matière sèches, la mesure de la qualité et la ou les destinations);
- ✓ Relever les consommations d'énergie ;
- Relever la quantité de réactifs consommés sur la filière eau et sur la filière boue.
- ✓ Et enfin, estimer les volumes d'eaux traitées réutilisées et leur destination, le cas échéant.

Il peut également réaliser des tests simplifiés en vue d'estimer le fonctionnement de l'installation.

## CHAPITRE II NATURE DES PRESTATIONS REALISEES PAR LE SPANC

#### Article 6 : Missions du SPANC

## 6.1 - Contrôle des installations d'assainissement non collectif

Le service est tenu de procéder à la vérification de l'intégralité des dispositifs d'assainissement non collectif présents sur le territoire de la collectivité, ainsi que de contrôler tous les projets d'implantations futures.

Les différents types de contrôles, dont les modalités découlent des prescriptions ciblées dans le Code Général des Collectivités Territoriales, le Code de Santé Publique, dans les Arrêtés Interministériels du 27 avril 2012 et du 21 juillet 2015, se déclinent ainsi:

- Lors de la création d'un nouveau dispositif ou de la réhabilitation d'un ancien système, le service réalise une vérification en deux temps (précisions développées art. 8):
  - Examen préalable de conception du projet d'implantation sur la base d'un dossier administratif et technique fourni par le pétitionnaire et réalisé par un hydrogéologue.
  - Contrôle de réalisation sur site effectué pendant les travaux (avant remblaiement) pour vérifier leur honne exécution.
- Concernant les systèmes déjà existants, n'ayant jamais été vérifiés par le SPANC, le service effectue un contrôle de l'existant le plus complet possible. (précisions art. 9). Celui-ci sera réalisé à la fois sur la base d'une vérification des documents à disposition des propriétaires (factures, photos, plan...) et sur l'état des lieux des éléments du dispositif accessible sur la parcelle.
- Par la suite, le contrôle technique sera renouvelé, de façon périodique dans le but de considérer le bon fonctionnement des systèmes sur le long terme et de suivre leur évolution, afin, notamment, de prévenir les dysfonctionnements liés au vieillissement. Dans le cadre général, le cycle prévu pour la reconduction de ce contrôle périodique est d'une visite une fois toutes les 6 amées. En cas de défaillance de l'installation, le cycle de contrôle pourra être réduit (précisions art. 9).

En complément, s'agissant des installations de grandes tailles > 20EH, le SPANC est tenu de vérifier ponctuellement la bonne mise en œuvre des procédures d'auto surveillance par le biais d'une vérification administrative annuelle.

- Des vérifications occasionnelles peuvent, en outre, être effectuées à la demande d'un usager, ou en cas de nuisances constatées dans le voisinage.
- En cas de ventes d'immeuble, le SPANC est à la disposition du propriétaire vendeur ou de son représentant

(agence immobilière...) pour réaliser un contrôle spécifique (précisions art. 10).

### 6.2 – Assistance pour la réhabilitation

Dans le but de faciliter la réhabilitation des dispositifs les plus problématiques, la collectivité s'est engagée dans une mission d'assistance à la réhabilitation, en vue de faire bénéficier les usagers d'aides financières snécifiques (détail article 11).

## 6.3 – Engagements du service

Dans le cadre de ses différentes missions, le SPANC s'engage à mettre en œuvre un service de qualité. Les prestations suivantes sont ainsi garanties :

- L'apport, lors des contrôles de terrain, d'une information technique aussi précise que possible,
- Une réponse écrite spécifique aux courriers dans les 30 jours ouvrés suivants leur réception et sous réserves de non consultation d'un cabinet d'assistance juridique.

## 6.4 - Rapport d'activité

Chaque année, au plus tard pour le 30 septembre, le Président de la collectivité présente à son conseil le « Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif » concernant l'exercice précédent. Un exemplaire du rapport est adressé au Préfet pour information.

Dans un second temps, chaque Maire est tenu de présenter ce document au conseil municipal, au plus tard avant la fin de l'année suivant l'exercice concerné.

Dans les quinze jours qui suivent son adoption par le conseil municipal, le rapport est mis à la disposition du public en mairie (et dans les locaux de la collectivité).

### Article 7 : Droit d'accès des agents du SPANC aux propriétés

L'accès des agents du SPANC aux propriétés privées pour assurer leurs contrôles est prévu par l'article L. 1331-11 du Code de la Santé Publique.

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié aux propriétaires des ouvrages dans un délai raisonnable (la réglementation fixe un délai minimal de 7 jours ouvrés).

A noter que ce délai peut être réduit selon le type de requête, notamment lors d'une demande d'intervention émise par un usager.

L'usager doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du SPANC et être présent ou représenté lors de toute intervention du service (les différents regards de contrôle devront être rendus accessibles et facilement ouvrables). Le propriétaire ou son représentant devra présenter lors du contrôle tout justificatif permettant d'attester le dernier entretien réalisé (facture de vidange...).

La réalisation des contrôles de terrain de l'ensemble des dispositifs présent sur le territoire est une **obligation** pour la collectivité, dont la mise en application se répercute sur les usagers.

De façon à faciliter le bon fonctionnement du service (dont la portée concerne à la fois l'équité entre usagers et le montant de la redevance

perçue), la législation autorise dorénavant les collectivités à décider de mettre en œuvre une pénalité financière envers les personnes refusant le passage du SPANC. Le détail de cette pénalité, strictement cadrée par la loi, est précisé article 14.1.1 du présent règlement. Ainsi, au cas où l'usager ou le propriétaire ou le locataire s'opposerait à l'accès du service pour une opération de contrôle technique, les agents sont tenus de relever le refus .

Si l'usager se trouve dans l'impossibilité d'être présent ou représenté à la date et l'heure d'un rendez-vous donné par la collectivité, il en informera dans un délai raisonnable le service chargé du contrôle et conviendra avec lui d'une nouvelle date de visite.

### Article 8 : - INSTALLATIONS NEUVES -Modalités du contrôle administratif et technique réalisé par le SPANC

## 8.1 - Examen préalable de la conception

Tout propriétaire tenu de mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif neuf ou désireux d'engager la réhabilitation d'un système ancien est tenu de remplir et de retourner dans les locaux de la collectivité, un dossier de "demande d'autorisation d'installation d'un dispositif d'assainissement non collectif", constitué des éléments suivants :

- un formulaire-type appelé « déclaration de mise en place d'une installation d'assainissement non collectif », à remplir destiné à préciser notamment l'identité du propriétaire et du réalisateur du projet, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser.
  - Le modèle de dossier vierge est disponible auprès du SPANC et des différentes mairies et est téléchargeable à l'adresse suivante : <a href="https://www.coeurduvar.com">www.coeurduvar.com</a>.
  - A NOTER: L'avis du SPANC constitue une pièce obligatoire à communiquer au service instructeur concerné dans le cadre d'une demande de permis de construire ou d'aménager (=> voir art. 8.5)
- ✓ une étude de définition, de dimensionnement et d'implantation de filière, réalisée idéalement par un bureau d'études spécialisé, et présentant les éléments détaillés article 8.3
- un formulaire d'attestation d'absence de forage.
- ✓ Un règlement par chèque du montant du contrôle

L'instruction du dossier consiste pour le SPANC à recueillir la description de l'installation, à vérifier le respect de la réglementation (dont le présent règlement), l'adaptation du choix de filière vis-à-vis de la configuration de la parcelle, du terrain et du type de l'immeuble.

- Le SPANC reste à la disposition du propriétaire ou de son mandataire pour répondre à toute question technique relevant du projet d'implantation de l'installation d'assainissement non collectif, Notamment, en préalable au dépôt d'une demande, il sera opportun pour le pétitionnaire de :
  - S'assurer que le terrain n'est pas soumis à une obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées, résultant soit du zonage d'assainissement communal s'il existe, soit des règles d'urbanisme d'application locale

- (plan d'occupation des sols, plan local d'urbanisme ou autre document d'urbanisme).
- S'informer des projets d'extension du réseau public d'assainissement des eaux usées,
- S'informer des réglementations locales ou contraintes particulières susceptibles :
  - de faire obstacle au projet (zone inondable, espaces boisés classés, etc.),
  - d'imposer le respect de distances d'éloignement supérieures à celles fixées par la réglementation nationale et départementale (périmètre de protection de captage d'eau public, etc.).

Par ailleurs, dans le cas d'une réhabilitation, si la visite de « diagnostic des installations équipant des immeubles existants » n'a pas encore eu lieu, et s'il l'estime nécessaire pour l'instruction de la demande, le SPANC effectue une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 7.

#### 8.2 - Dépôt d'un dossier de "Demande d'installation" similaire à une première demande déià validée

Lorsqu'un dossier déposé fait suite à une demande antérieure avec une filière <u>identique</u> techniquement déjà traitée et validée par le SPANC, à condition que cette première instruction soit datée de <u>moins</u> de 12 <u>mois</u> (et sous réserve d'absence de modification de la réglementation dans l'intervalle), l'instruction du nouveau projet ne fera pas l'objet d'une nouvelle redevance (les deux projets étant réputés similaires, le contrôle à la conception est considéré comme déjà effectué).

#### 8.3 - Étude de définition, de dimensionnement et d'implantation de filière

La conception et l'implantation de toute installation, nouvelle ou réhabilitée, doivent être conformes aux prescriptions techniques définies par les textes mentionnés article 5.2 du présent règlement.

Il revient au propriétaire de réaliser ou de faire réaliser par toute société spécialisée une étude de définition, de dimensionnement et d'implantation de filière, afin que soient assurés la compatibilité du dispositif d'assainissement non collectif choisi (y compris les modalités d'évacuation des eaux) et le dimensionnement des installations avec la nature et les contraintes du terrain (qualité du sol, pentes, présence de roches ou d'obstacles divers, difficultés d'accès, etc.)

L'étude visera notamment à déterminer une **perméabilité des sols sur la parcelle** (spécifiquement à l'endroit pressenti pour l'implantation), critère prépondérant pour <u>le choix de la filière de traitement</u>\* et pour la détermination du <u>mode d'évacuation des eaux traitées.</u>

\* (hors cas de certaines installations dites "agréées" ou lorsqu'il est question d'installations dimensionnées pour traiter la pollution émise par plus de 20 EH, non tributaires de la qualité des sols - voir Article 4 du présent règlement).

## 8.3.1 - Cas particulier : Implantation de toilettes sèches

Dans le cas de mise en œuvre d'une filière de type « toilettes sèches », la justification apportée par le pétitionnaire dans

son dossier portera sur la production d'éléments permettant à la collectivité de bien vérifier l'existence d'une cuve étanche recevant les fèces et/ou les urines, ainsi qu'une information sur les modalités prévues pour le compostage (Présence d'une aire étanche conçue de façon à éviter tout écoulement et à l'abri des intempéries, etc.).

En parallèle, le dossier devra également déterminer quelle filière de traitement est retenue pour les eaux ménagères issues de l'immeuble concerné, ainsi que, le cas échéant, pour les urines (selon le type de toilettes sèches retenu).

L'étude apportera une justification de la définition, du dimensionnement et de la zone d'implantation de l'installation prévue pour assurer le traitement de cette portion de la pollution à traiter. Le dimensionnement de cette installation pourra, au choix du

- soit être adapté au seul flux estimé des eaux ménagères,
- soit calculé en fonction de la taille de l'habitation (en cas d'abandon ou de non-utilisation de la filière « toilettes sèches », le système d'assainissement non collectif retenu pourra être ainsi en mesure d'assurer le traitement de la totalité des eaux usées domestiques issues de l'immeuble.)

## 8.3.2 - Modalités d'évacuation des effluents traités

<u>Systèmes les plus couramment rencontrés</u> (cf. art. 4.1) S'agissant des dispositifs dimensionnés pour assainir l'équivalent de la pollution émise jusqu'à 20 EH et recevant des eaux usées qualifiées de domestiques ou assimilées, l'infiltration des effluents traités sera prioritaire. Celle-ci se fera soit directement grâce au dispositif de traitement (sol sousjacent), soit, dans le cas d'un système drainé, juxtaposé à proximité de celui-ci, par le biais d'un dispositif d'infiltration ou de canalisations d'irrigation souterraine des végétaux.

En cas d'évacuation des effluents traités par le sol juxtaposé au système de traitement (filières drainées ou agréées), l'étude déterminera le plus finement possible le type de procédé retenu pour l'infiltration des effluents traités, son dimensionnement et son implantation.

En cas d'impossibilité d'infiltration ou d'implantation d'un dispositif d'irrigation, le choix d'évacuer les eaux traitées en direction du milieu hydraulique superficiel pourra être retenu, à condition d'être justifié dans l'étude. L'autorisation du propriétaire et/ou du gestionnaire du milieu de rejet devra être jointe à la demande (voir art. 8.3.4)

En dernier recours, l'évacuation par le biais d'un "puits d'infiltration" tel que défini dans les annexes de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié (voir art. 5.1.1) pourra être proposée, sur la base d'un complément d'étude caractéristique, justifiée et détaillée. Il sera alors nécessaire d'obtenir l'autorisation du Président de la Collectivité (voir art. 8.3.5).

La superficie au sol réservée devra être suffisante pour permettre le bon fonctionnement sur le long terme de l'installation d'assainissement non collectif.

## Installations de « grand » dimensionnement >20EH (cf.

S'agissant des dispositifs recevant des eaux usées domestiques ou assimilées et dimensionnés pour traiter l'équivalent de pollution émise par plus de 20 personnes, **l'évacuation des** effluents traités en direction du milieu hydraulique superficiel est prioritaire.

A noter que la réutilisation des eaux issues du traitement en vue d'irriguer des cultures ou des espaces verts est soumise à l'avis des services du Préfet (Arrêté interministériel du 2 août 2010),

qui devront être sollicités directement par le pétitionnaire. Le SPANC ne finalisera l'instruction de la demande qu'après avoir pris connaissance de la rédaction de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation (cf. art. 8.3.5)

Dans le cas où une impossibilité technique ou des coûts excessifs ou disproportionnés ne permettent pas le rejet des eaux usées traitées dans les eaux superficielles, ou leur réutilisation, ou encore que la pratique présente un intérêt environnemental avéré, ces dernières peuvent être évacuées par infiltration dans le sol, uniquement après étude pédologique, hydrogéologique et environnementale, montrant la possibilité et l'acceptabilité de l'infiltration. (Voir ci-après / fin de l'art. 8.3.3).

#### Installations des installations traitant des eaux usées non <u>domestiques.</u>

Les modalités d'évacuation seront définies au cas par cas, selon le procédé le plus pertinent possible et dans le respect des prescriptions techniques générales.

#### 8.3.3 - Détail des éléments de l'étude

Le dossier présenté au SPANC pour instruction comportera à minima

#### I - Éléments généraux concernant l'analyse du projet

- ☐ Localisation du projet :
  - Plan de situation et extrait cadastral.
  - Information concernant les contraintes liées au tissu urbain (plan général de situation de la parcelle et de son environnement proche).
- Description du projet :
  - Plan de masse et, si possible, plan de l'habitation.

  - Surface disponible pour la filière : Superficie de la parcelle et superficie dédiée à l'assainissement non collectif (estimation).
- ☐ Caractéristiques de l'immeuble (ou des immeubles) à assainir :
  - Cas général: Nombre de pièces principales (telles que définies les articles. R\*111-1-1 et R\*111-10 du Code de la Construction et de l'Habitation, complété par l'art. 40.3 du Règlement Sanitaire Départemental),
  - Par défaut : capacité d'accueil / volume d'eaux usées domestiques rejetées, etc.
- ☐ Type de résidence (principale / secondaire) en relation avec les modalités de fonctionnement de l'assainissement non collectif (fonctionnement en quasi-continu ou par intermittence).

## II - Analyse environnementale de la parcelle

- ☐ Bâti (y compris annexes)
  - Emprise au sol,
  - Type d'habitat(s) (nature, densité, etc.),
  - Modes d'alimentation en eau potable (matérialisation des captages et des rayons des 35 m, prélèvements, réseau public, etc.).
- Description du couvert végétal (nature, densité, etc.) existant ou éventuellement, déjà programmé par le propriétaire, à proximité de l'installation.
- Périmètres de protection des points de captage publics d'eau destinée à la consommation humaine.
- Usage, sensibilité du milieu (selon les exigences locales).

#### III - Analyses physiques du site et contraintes liées

Il s'agira notamment de déterminer la nature du sol au niveau de la zone retenue pour le dimensionnement et l'implantation du système de traitement - s'il s'agit d'un traitement assurant également l'infiltration par le sol - ou, le cas échéant, du dispositif d'infiltration des eaux usées traitées dans le sol juxtaposé :

- ☐ Informations concernant la géologie et la géomorphologie
  - Situation, description des formations géologiques, hydrogéologiques et principales caractéristiques,
  - Topographie.
- ☐ Informations concernant la pédologie
  - Caractéristiques du ou des sols,
  - Hydromorphie,
  - Profil pédologique
- ☐ Hydrogéologie et hydraulique
  - Une information sur la présence éventuelle du toit de la nappe, y compris pendant les périodes de battement, sera obligatoirement donnée.
  - Présence de captage / puits / sources sur la parcelle ou à proximité - y compris sur les parcelles voisines - et leurs usages (indications quant à la destination de l'eau captée)
    - => Une attention toute particulière sera apportée en cas de puits « non déclaré » à proximité de la zone d'étude (voir ci-après, art. 8.3.4)
  - Identification des risques d'inondation et report sur carte des zones inondables connues.
  - Présence d'un réseau hydraulique superficiel ou autres exutoires (fossé, ruisseau, étang, réseau d'eaux pluviales ou d'irrigation, etc.).
- ☐ Détermination de la capacité d'infiltration par le sol.
  - Évaluation de la perméabilité du sol (conductivité hydraulique, coefficient de perméabilité K).
    - > Les moyens d'investigation sont du libre choix du bureau d'études. Il pourra, par exemple, être réalisé un ou plusieurs sondages de reconnaissance - notamment en cas d'implantation de dispositifs de grand dimensionnement (tarière, fosse pédologique si nécessaire).
    - S'agissant des tests de perméabilité, le nombre de points de mesure dépendra de l'homogénéité présumée du terrain. Cependant, comme recommandé par les annexes du DTU 64-1 (Document Technique Unifié norme AFNOR), et sauf conditions particulières qui seront justifiées par le bureau d'études, il est demandé la réalisation de trois essais de perméabilité
    - Les essais devront être localisés sur le plan et les résultats de chaque test devront être indiqués dans le dossier. La valeur retenue de perméabilité devra être mentionnée et justifiée.

## IV- Justification de la filière retenue

En fonction de la synthèse des éléments précédents et des critères de choix du propriétaire, le recensement de la ou des filières adaptées à la parcelle. Le dossier présentera en conclusion :

- Une présentation récapitulative des éléments principaux du dossier, utilisé pour justifier des bases de conception, d'implantation et de dimensionnement des ouvrages d'assainissement proposés.
- La filière retenue en détaillant les caractéristiques techniques de chacun des différents organes la constituant :
  - En cas de choix d'implantation d'une filière dite « agréée » ou de grand dimensionnement (voir art. 4), la

- correspondance entre nombre d'EH (Équivalent Habitants) et le nombre de pièces principales serà détaillée,
- S'agissant des dispositifs de prétraitement :
  - => Nombre de dispositifs prévus / qualification (FTE, bac dégraisseur, etc.) / volume / éventuellement type de matériaux (le cas échéant, afin de s'assurer de la compatibilité du projet avec les contraintes physiques et réglementaires),
- => Information quant à la nécessité de mettre en place une dalle d'amarrage en fond de fouille, etc. S'agissant des dispositifs de traitement "classiques"
- (assurant ou non l'infiltration):
  - > Information quant à la nécessaire mise en œuvre d'un fonctionnement par bâchée / volume de la bâche.
  - > Inventaire des matériaux nécessaires / superficie au sol / estimation des volumes de matériaux (à but informatif pour le propriétaire).
  - => Si la filière est drainée ou étanche : estimation du niveau de sortie des effluents par rapport au niveau du sol / nécessité ou non de mise en œuvre d'une pompe de relevage des eaux traitées.
- S'agissant des dispositifs de traitement "agréés" :
  - => Une proposition de modèle et la mention de la marque pourra être modifiée dans le respect des éléments techniques.
  - => Numéro d'agrément et copie de l'avis publié au
  - Composition et agencement du dispositif, en précisant notamment : le nombre de cuve(s) / nombre de compartiment(s) / volume(s) / positionnement (en série ou en parallèle) / éventuellement type de matériaux (le cas échéant, afin de s'assurer de la compatibilité du projet avec les contraintes physiques et réglementaires) / nécessité d'avoir une partie de l'installation dans un local annexe / etc.
  - Informations générales sur les caractéristiques techniques du dispositif et le processus retenu : boues activées, cultures fixées, fibre de coco, septodiffuseur,
  - => Indiquer si l'écoulement dans le système est gravitaire ou nécessite des « pompes de reprise » en cours de traitement.
  - => Si la filière assure un traitement sans infiltration : estimation du niveau de sortie des effluents par rapport au niveau du sol / nécessité ou non de mise en œuvre
- d'une pompe de relevage des eaux traitées. S'agissant des dispositifs d'infiltration ou d'irrigation enterrée des eaux traitées (installés après une filière drainée ou étanche ou après une filière agrée) :
  - > Information quant à la nécessaire mise en œuvre d'un fonctionnement par bâchée / volume de la bâche.
  - => Inventaire des matériaux nécessaires / superficie au sol / estimation des volumes de matériaux (à but informatif pour le propriétaire)
  - => Dans le cas d'un projet d'irrigation de cultures ou d'espaces verts faisant l'objet d'une demande d'autorisation auprès des services de l'État, copie du dossier présenté au Préfet (cf. arrêté du 2 août 2010).
- ☐ La motivation du choix du mode d'évacuation et, le cas échéant, du lieu de rejet.
  - RAPPEL (cf. art. 8.3.2): Le cas échéant, si le projet prévoit la mise en œuvre d'un rejet des eaux traitées en direction du milieu hydraulique superficiel, l'aval du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur sont nécessaires. En cas d'implantation d'un puits d'infiltration, l'autorisation du Président est à solliciter.

Les éléments mentionnés article 8.3.5 du présent règlement seront également fournis.

- Une information concernant les conditions de réalisation de l'installation d'assainissement non collectif.
- ☐ <u>Le plus précisément possible</u>, reportées sur un plan de masse ou un schéma de description coté et à l'échelle :
  - La ou les zones retenues pour l'implantation des différents éléments du système (selon les cas: fosse, micro station, tranchées, filtre, dispositif d'infiltration ou d'irrigation enterrée juxtaposé, puits d'infiltration, etc.)
  - Les distances par rapport au bâti et constructions diverses (piscine comprise) et aux limites du terrain, accompagnées des éventuelles justifications liées à la demande de réduction de distance (voir art. 5.2.1)
  - Les distances par rapport aux forages devront être matérialisées par un rayon des 35 mètres.
    - A NOTER: si le projet prévoit une réduction de distance entre la zone d'implantation de l'installation d'assainissement non collectif et un forage existant, les éléments mentionnés article 8.3.5 du présent règlement seront également fournis.
- Un chapitre abordera également de façon sommaire les modalités d'entretien du ou des dispositifs sur le long terme et le cycle préconisé pour les vidanges.
- Enfin, tout autre élément que le bureau d'études ou le propriétaire jugeront utile.

En complément, une information sur les modalités de valorisation ou d'élimination des boues d'épuration produites sera également fournie pour information.

#### --- IMPORTANT ---

Le dossier présenté au SPANC pour instruction ne devra présenter qu'UNE seule conclusion étayée, validée par le propriétaire, sur proposition de son bureau d'études.

<u>A noter</u>: Fréquemment, plusieurs types d'installations d'ANC peuvent répondre aux contraintes d'une même parcelle.

Il est donc essentiel qu'un dialogue s'engage entre un propriétaire et la société qu'il aura chargé de réaliser l'étude de définition du dimensionnement et d'implantation, en vue de considérer de manière exhaustive les avantages et les inconvénients des différentes filières susceptibles d'être installées.

Pour exemples, les aspects de comparaison entre filières peuvent porter sur :

- La superficie de terrain réservée pour l'implantation du système (notamment au regard des projets du propriétaire : piscine, géothermie, etc.)
- Les coûts initiaux d'installation,
- L'estimation des coûts cumulés à moyen et long terme (énergie nécessaire / coût & périodicité de l'entretien...)
- Etc.

Tout dossier proposé au SPANC par un propriétaire ou son bureau d'études et présentant des possibilités de variantes ou des « propositions ouvertes » sera déclaré INCOMPLET.

Le plus grand soin devra, en outre, être apporté à la justification de chacun des aménagements ou dispositifs présentés.

#### Compléments :

Dans le cas d'une installation d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 (ce qui correspond à des dispositifs dimensionnés pour traiter l'équivalent des eaux usées émises par plus de 20 personnes), il est demandé au pétitionnaire de compléter les éléments mentionnés dans le cadre général par la fourniture de justificatifs supplémentaires respectant les contraintes ciblées l'Arrêté du 21 juillet 2015, dont notamment :

- une information sur les extensions prévisibles du système.
- une présentation détaillée du dispositif permettant les mesures de débit équipant le système d'assainissement.
- ✓ une présentation des divers aménagements permettant le prélèvement d'échantillons représentatifs.
- ✓ une information concernant les clôtures de protection (ou dispositif similaire) mises en œuvre autour du système.
- en cas de rejet en rivière, une information concernant les dispositions prévues pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, pour assurer le curage des dépôts et limiter leur formation et impact sur le milieu naturel.

Si la filière envisagée prévoit une évacuation des eaux traitées par infiltration, une étude pédologique, hydrogéologique et environnementale, montrant la possibilité et l'acceptabilité de cette filière devra être nécessairement produite. Pour toutes les tailles de station, cette étude comprend à minima:

- Une description générale du site où sont localisés la station et le dispositif d'évacuation: topographie, géomorphologie, hydrologie, géologie (nature du réservoir sollicité, écrans imperméables), hydrogéologie (nappes aquifères présentes, superficielles et captives);
- ✓ Une information sur les caractéristiques pédologiques et géologiques des sols et des sous-sols, notamment l'évaluation de leur perméabilité;
- Des informations pertinentes relatives à la ou les masses d'eau souterraines et aux entités hydrogéologiques réceptrices des eaux usées traitées infiltrées: caractéristiques physiques du ou des réservoirs (porosité, perméabilité), hydrodynamiques de la ou des nappes (flux, vitesses de circulation, aire d'impact) et physico- chimiques de l'eau. Ces données se rapporteront au site considéré et sur la zone d'impact située en aval. Il sera demandé de préciser les références, les fluctuations et les incertitudes;
- La détermination du niveau de la ou des nappes souterraines et du sens d'écoulement à partir des documents existants ou par des relevés de terrain si nécessaire, en précisant les références, les fluctuations et les incertitudes;
- L'inventaire exhaustif des points d'eau déclarés (banques de données, enquête, contrôle de terrain) et des zones à usages sensibles, sur le secteur concerné, et le cas échéant, les mesures visant à limiter les risques sanitaires;
- Le dimensionnement et les caractéristiques du dispositif d'infiltration à mettre en place au regard des caractéristiques et des performances du dispositif de traitement et les moyens mis en œuvre pour éviter tout contact accidentel du public avec les eaux usées traitées.

L'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique sera, en outre, sollicité dès lors que la nappe d'eau souterraine réceptrice des eaux usées traitées infiltrées constitue une zone à usages sensibles, à l'aval hydraulique du point d'infiltration.

#### 8.3.4 - Dossiers particuliers - « Co-instructions »

RAPPEL: Le SPANC assure l'instruction de tous les dossiers de demande d'installation quelles que soient les tailles des dispositifs concernés. Mais selon le type de dossier, plusieurs intervenants pourront être concernés, introduisant ainsi une nécessité de "coinstruction". Le propriétaire se mettra en relation avec le SPANC qui pourra l'orienter vers les organismes concernés. Pour exemples:

#### □ IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités) soumises aux procédures de Déclaration ou d'Autorisation

En de rares occasions, dès lors que les caractéristiques du dossier rendent son analyse par les Services de l'État obligatoire au titre des procédures prévues par le Code de l'Environnement (Déclaration ou Autorisation) une "co-instruction" sera engagée, à la fois par le SPANC et par les Services de la Police de l'Eau départementale. Concernant la procédure de "Déclaration" (engagée dès que le système est dimensionné pour recevoir une quantité de pollution équivalente à celle de 200 personnes), les éléments à fournir dans l'étude sont ciblés articles R.214-32 et suivants du Code de l'Environnement. S'agissant de la procédure d' "Autorisation" (à partir de 10.000 Équivalents-Habitants), il convient de se référer aux articles R.214-6 et suivants du même Code.

IMPORTANT : Afin de ne pas alourdir les démarches pour les pétitionnaires concernés, et par dérogation à l'article 8.3.3, plutôt que d'imposer la constitution de deux dossiers de demande d'implantation différents, il est demandé au pétitionnaire de fournir au SPANC un double du dossier déposé auprès des Services de la DDTM pour instruction parallèle.

#### □ Natura 2000

Lorsque, compte-tenu de l'emplacement prévu de l'installation, il sera nécessaire au pétitionnaire de constituer un dossier d'évaluation des incidences Natura 2000, une copie des éléments fournis aux services compétents de l'État (données ciblées article R.414-23 du Code de l'Environnement) sera jointe au dossier du SPANC.

Les installations d'assainissement non collectif situées en zone Natura 2000 sont concernées à compter d'un dimensionnement de 100 Équivalents-Habitants.

## □ ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement)

Un dispositif d'assainissement recevant des eaux usées d'origine domestique, mélangées à des eaux usées d'origine agricole ou artisanale, pourra être concerné par la réglementation spécifique aux installations classées. Les services de l'État concernés (services vétérinaires, DREAL, etc.) sont référents au-dessus de certains seuils de pollution (définis réglementairement et par type d'activité). En application du Règlement Sanitaire Départemental, en deçà de ces seuils, une instruction de la demande par le SPANC sera opérée.

Dans le cadre de l'instruction d'une demande d'installation réalisée par le SPANC, les prescriptions spécifiques éventuelles émises par les services de l'État concernés ou le Maire seront vérifiées.

### 8.3.5 - Modalités particulières d'implantation nécessitant la fourniture de documents additionnels au SPANC

## Servitudes privées et publiques

Dans le cas d'une habitation ancienne ne disposant pas du suffisant à l'établissement d'une

d'assainissement non collectif, celle-ci pourra faire l'obiet d'un accord privé amiable entre voisins pour le passage d'une canalisation ou toute autre installation dans le cadre d'une servitude de droit privé, sous réserve que les règles de salubrité soient respectées et que les ouvrages réalisés répondent aux prescriptions du présent règlement.

Le passage d'une canalisation privée d'eaux usées traversant le domaine public est subordonné à l'accord du Maire, après avis, le cas échéant, des services du Conseil départemental, compétents sur les routes départementales.

Une copie de l'acte ou du courrier d'accord sera fournie au SPANC en tant que document complémentaire.

#### ☐ Impossibilité d'implantation d'une installation à moins de 35 m d'un puits ou d'un captage

Dans le cadre général, comme indiqué article 5.1, l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif est interdite à moins de 35 mètres d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine.

## 1) Possibilité d'accorder une réduction de la distance

Exceptionnellement, lorsque la configuration des lieux interdit le respect de cette distance de sécurité, la possibilité de réduire celle-ci pourra être envisagée, à condition que puisse être démontrée la compatibilité du projet avec la préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Il revient, dans ce cas, au bureau d'études chargé de déterminer le dimensionnement et l'implantation de l'installation, de justifier sa proposition, en détaillant les aménagements supplémentaires envisagés (fourreau de protection, film étanche, système complémentaire de traitement de l'eau etc.). En complément, le propriétaire sollicitera, par courrier rédigé à l'attention du Maire de la commune, l'autorisation de déroger à la règle générale de 35 mètres de distance entre l'installation d'assainissement et le

## 2) Mesure d'interdiction d'utilisation de l'eau brute du captage pour la consommation humaine

Lorsque, pour des raisons de dysfonctionnements, la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif est impérative, et qu'il a été démontré par l'étude qu'il n'existe absolument aucune possibilité technique satisfaisante permettant de réduire de la distance entre l'installation et le forage à moins de 35 mètres sans risque pour la salubrité, il pourra être étudié la possibilité d'interdire l'utilisation de l'eau brute du captage à la consommation humaine.

Cette possibilité est uniquement envisageable lorsque l'immeuble desservi par le captage concerné est déjà raccordé ou raccordable au réseau public de distribution d'eau potable. Seul le Maire de la commune dispose de la possibilité d'interdire l'eau brute du captage à la consommation humaine, sur la base d'un dossier étayé soumis à l'avis du

### □ Présence d'un puits, forage « non déclaré » à proximité du projet d'emplacement d'une nouvelle filière

En cas de présence d'un puits ou d'un captage non déclaré comme étant utilisé pour la consommation humaine dans un périmètre de 35 mètres autour du projet de création ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, et situé sur une parcelle voisine à celle du pétitionnaire, le pétitionnaire (ou son mandataire) devra s'assurer auprès de la mairie que le propriétaire du puits a bien été informé de la réglementation relative aux puits et forage (articles L. 2224-9 et R. 2224-22 à R. 2224-22-6 du CGCT), en vue de recevoir une

invitation à régulariser sa situation par un courrier écrit. En cas d'engagement dans une procédure « officielle » de déclaration du puits par le propriétaire, le projet d'implantation du dispositif d'assainissement devra être modifié. L'instruction du SPANC intégrera les éléments relatifs à cette procédure

complémentaire

## □ Rejet en direction du milieu hydraulique superficiel

L'évacuation des eaux usées traitées le milieu hydraulique superficiel n'est possible qu'après <u>autorisation par le propriétaire ou le gestionnaire</u> du milieu récepteur, lorsqu'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable. Une copie de l'acte ou du courrier d'accord sera fournie au SPANC en tant que document complémentaire.

## ☐ Évacuation des eaux par le biais d'un « puits d'infiltration »

Lorsque aucune autre possibilité n'existe (infiltration de surface, irrigation, rejet au milieu hydraulique), l'évacuation des eaux traitées par le biais d'un puits d'infiltration peut être envisagée. Il est alors nécessaire de solliciter l'autorisation du **Président** par courrier joint au dossier déposé auprès du SPANC.

## ☐ Réutilisation des eaux traitées pour l'irrigation de culture ou d'espaces verts (voir art. 8.3.2 - point 2)

Tout projet de réutilisation des eaux traitées issues d'une installation de « grand dimensionnement » > 20EH, destiné à assurer l'irrigation de cultures ou d'espaces verts est soumis à l'accord du Préfet (par Arrêté). Copie de l'Arrêté sera jointe à la demande déposée auprès du SPANC.

## 8.4 – Communication de l'avis du SPANC portant sur le projet

A la suite de l'analyse des éléments fournis par le propriétaire dans la "demande d'autorisation d'installation d'un dispositif d'assainissement non collectif" (ou, le cas échéant, dans la copie du dossier transmis au Service de l'État pour instruction au titre du Code de l'Environnement), le SPANC évaluera la conformité du projet du propriétaire au regard des prescriptions techniques et réglementaires générales.

Sur la base des <u>conclusions</u> de <u>l'étude</u> présentant l'unique filière retenue par le pétitionnaire, le SPANC formulera son avis qui pourra être :

- 1) « favorable »,
- 2) « défavorable »

L'avis « défavorable » est expressément motivé ; le propriétaire ne peut réaliser les travaux projetés qu'après avoir présenté un **nouveau projet** et obtenu un avis favorable du SPANC sur celui-ci. Le non-respect des instructions détaillées article 8.3.3 du présent règlement sera à l'origine d'une demande de complément.

L'avis du SPANC sera accompagné d'un rapport d'examen de conception, comportant :

- √ la liste des points contrôlés ;
- la liste des éventuels manques et anomalies du projet engendrant une non-conformité au regard des prescriptions réglementaires;
- le cas échéant, l'attestation de conformité du projet, à mettre au service instructeur du Permis de Construire ou d'aménager (voir art. 8.5)

Le SPANC adresse l'avis favorable et son rapport joint au pétitionnaire par courrier simple, sous un délai de trente jours ouvrés après réception d'un dossier complet ou, le cas échéant, des éléments complémentaires demandés. Le pétitionnaire est tenu de respecter les conclusions du SPANC pour la réalisation de son projet. Le SPANC adresse l'avis défavorable et son rapport joint au pétitionnaire par courrier recommandé, sous un délai de trente jours

La mairie est destinataire d'une une copie de chaque rapport défavorable émis par le service.

Le délai d'instruction est de 6 mois pour les installations de plus de 20EH.

### 8.5 - Avis du SPANC dans le cas d'une demande de Permis de Construire ou d'Aménager

En application des articles R.431-16 et R.441-6 du Code de l'Urbanisme, la consultation du SPANC, antérieurement à toute demande de Permis de Construire et d'Aménager est <u>impérative</u>, le dossier déposé auprès des services instructeurs concernés devant être accompagné d'un document mentionnant l'aval du SPANC émis suite à l'examen préalable de la conception (selon la procédure détaillée art. 8.1)

Le cas échéant, le SPANC fourni ainsi au propriétaire une «Attestation de conformité du projet d'assainissement non collectif au regard des prescriptions réglementaires», constituant le document en question.

#### 8.6 - Mise hors de service des anciennes installations

Dans le cas d'une réhabilitation, le ou les anciens dispositifs de prétraitement ou de stockage (fosse d'accumulation, fosse septique, bac dégraisseur, etc.) doivent être impérativement mis hors service, vidangés et curés.

Ils seront ensuite soit démolis, soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

Lorsque, au cours de travaux de réhabilitation, il n'est pas prévu de supprimer la ou les parties enterrées composant ou annexées à l'ancien dispositif (telle qu'un filtre à sable, un ancien «puits perdu», etc.), et qu'une réutilisation postérieure des cuves est envisagée (récupération des eaux de pluies, par ex.), il sera impératif de veiller à ce que les différentes canalisations reliant les différents organes soient déconnectées

Le SPANC pourra demander, le cas échéant, que lui soit présentés les justificatifs liés aux travaux effectués (bordereau de vidange, notamment).

### 8.7 – Vérification de l'exécution des travaux sur site

Les travaux sur site ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis "favorable" de la part du SPANC au "contrôle du projet d'installation" visé ci-avant.

S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, le propriétaire choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter. Il doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblaiement, par visite sur place effectuée dans les conditions prévues par l'article 7. Le propriétaire doit contacter le SPANC au minimum sept jours avant la date de contrôle souhaité. Le propriétaire ne peut faire remblayer l'installation d'assainissement tant que le contrôle n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse du service.

La vérification de l'exécution consiste, pour le SPANC à s'assurer que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est **conforme**, à la fois, au projet du pétitionnaire préalablement validé et aux prescriptions techniques et réglementaires en vigueur. Il porte notamment sur :

- √ l'identification du dispositif installé,
- ✓ son implantation,
- ✓ son accessibilité (vérification et ouverture des différents tampons de visite),
- ✓ ses dimensions.
- ✓ la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de prétraitement (si existant), de traitement, de ventilation et, le cas échéant, d'évacuation des eaux traitées.

La bonne exécution générale des travaux est également appréciée.

A noter: Le contrôle de réalisation ne se substitue pas à une mission de maîtrise d'œuvre ou d'ouvrage. Le propriétaire reste responsable des travaux et de leur bonne exécution. Par ailleurs, l'avis favorable du SPANC ne vaut pas autorisation au titre de l'urbanisme.

#### 8.7.1 - « Cas particulier des installations de grande capacité »

L'article 10 de l'arrêté du 21 juillet 2015 introduit une procédure de réception des travaux pour les installations de plus de 20EH. Des essais visent à assurer la bonne exécution des travaux. Le procèsverbal de cette réception et les résultats des essais sont retenus à disposition du SPANC pour que service puisse délivrer « l'avis de bonne exécution ». Les points de contrôles devront se rapprocher du Titre I « RESEAU » du fascicule 70 du Cahier des clauses Techniques Générales.

Pour toutes les installations de 100Eh ou plus, les essais de réception seront effectués par une entreprise différente et indépendante de celle avant réalisé les travaux.

#### 8.8 - Information des usagers après contrôle des installations sur le terrain

Les observations réalisées au cours de la visite de contrôle sur le terrain sont consignées sur un **rapport de vérification de l'exécution**, adressé au propriétaire de l'immeuble. Le SPANC formule son avis **par courrier simple**, qui pourra être :

- 1) « favorable »,
- 2) « favorable avec réserves » (celles-ci étant nécessairement minimes)
- 3) « défavorable »,

et mentionnera un commentaire sur la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires.

En cas d'émission d'un « avis favorable sous réserve » ou d'un « avis défavorable » sanctionnant le constat d'une « non-conformité », le compte-rendu du SPANC précisera les aménagements ou modifications de l'installation nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable et le délai laissé pour la réalisation de ces modifications.

Les conclusions de l'avis seront portées à la connaissance du propriétaire dans les meilleurs délais (éventuellement le jour du contrôle, à l'oral) et le rapport sera édité rapidement.

Lorsque l'avis du SPANC est « défavorable » (cas 3), une contrevisite sera programmée, soit sur l'initiative du SPANC, soit à la

demande du propriétaire, afin de vérifier que les prescriptions complémentaires émises par le SPANC ont bien été intégrées. Un nouveau rapport de visite incluant ces conclusions modifiées sera alors édité.

En cas d'avis « favorable avec réserve » (cas 2), une contre-visite <u>pourra être</u> réalisée selon l'importance des éléments à modifier et si le SPANC la juge nécessaire.

Le service s'engage à effectuer l'envoi du compte-rendu final au propriétaire au plus tard 90 jours après réalisation du contrôle.

Le SPANC adresse l'avis défavorable et son rapport joint au pétitionnaire par courrier recommandé, sous un délai de trente jours

La mairie est destinataire d'une une copie de chaque rapport défavorable émis par le service.

## 8.9 - Contestation de l'avis du SPANC

Toute remarque et/ou contestation sur le contenu du compte-rendu du SPANC demeure recevable pendant un délai de 1 mois à compter de la date de réception du document par l'usager (cachet de la poste faisant foi).

Le propriétaire dispose de la possibilité de contacter le SPANC par courrier ou par mail (adresse : spanc@coeurduvar.com) en détaillant la nature des éléments contestés, tout en rappelant les références du compte-rendu concerné.

Le SPANC formulera une réponse écrite et motivée dans un délai de 2 mois. Le cas échéant, selon les conséquences engendrées par les commentaires, une nouvelle visite de vérification pourra être engagée.

#### IMPORTANT:

- En cas d'engagement dans un nouveau contrôle, lorsqu'il aura été démontré que l'avis initial du SPANC comporte des erreurs et doit être réactualisé, le 2<sup>nd</sup> passage sera à la charge du service.
  A l'inverse, en cas de confirmation des éléments établis dans le
- A l'inverse, en cas de confirmation des éléments établis dans le compte-rendu contesté lors du nouveau passage, le 2<sup>nd</sup> contrôle sera soumis à nouvelle redevance (montant identique au premier).
- De même, lorsque de nouveaux éléments (documents complémentaires, regards de contrôle nouvellement mis à jour, etc.) non constatés ou accessibles lors du 1<sup>es</sup> passage viennent enrichir les données de terrain à l'origine du compte-rendu contesté, le 2<sup>nd</sup> contrôle sera soumis à nouvelle redevance (montant identique au premier).

### Article 9 : - INSTALLATIONS EXISTANTES -Modalités de réalisation des contrôles du SPANC

#### 9.1 - État des lieux initial du parc ANC existant sur le territoire

Le premier contrôle réalisé par le service sur les installations existantes constitue le « diagnostic initial de l'existant». Ce contrôle est exercé sur place par les agents du SPANC dans les conditions prévues par l'article 7, selon les modalités détaillées ci-après (art. 9.3).

9.2 - Diagnostic périodique de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages

Le contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations ayant déjà connu un contrôle du SPANC, soit dans le cadre du contrôle des installations neuves, soit dans le cadre de l'état des lieux initial du parc existant. Ce contrôle est exercé sur place par les agents du

SPANC dans les conditions prévues par l'article 7, selon les modalités définies ci-après.

## 9.3 – Modalités de réalisation des contrôles

Le service effectue un contrôle des ouvrages, par une visite sur place, dans les conditions prévues par l'article 7. L'objectif est d'obtenir un état des lieux complet de la filière (ou éventuellement, de constater l'absence de filière) et d'indiquer, le cas échéant, les modifications qu'il conviendrait d'engager. Le contrôle visera notamment à :

- Par le biais d'une enquête auprès des propriétaires et/ou des usagers: déterminer l'implantation, obtenir si possible une première description, et éventuellement appréhender les dysfonctionnements du système d'assainissement non collectif,
- ✓ Dans le cas des installations de "grand dimensionnement", vérifier l'effectivité de la mise en œuvre du programme de surveillance et de la bonne tenue du cahier de vie (cf. art. 5.3.5);
- ✓ Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation existante,
- Le cas échéant (uniquement dans le cas d'un contrôle « périodique »), vérifier les éventuelles modifications intervenues depuis le précédent contrôle,
- √ Vérifier le bon fonctionnement de l'installation,
- ✓ Repérer les éventuels défauts d'accessibilité, d'entretien et d'usure (fissures, corrosion, déformation),
- Vérifier l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse ou le décanteur (si existant), le cas échéant, la vérification des dispositifs de dégraissage sera également réalisée.
- Vérifier la réalisation de la vidange par une personne agréée, la fréquence d'évacuation des matières de vidange et la destination de ces demières avec présentation de justificatifs (voir article 5.3):
- Évaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement;
- ✓ Évaluer une éventuelle non-conformité de l'installation.

## En outre

S'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel et que la qualité du rejet porte à interrogation, un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé. Les frais d'analyses seront à la charge du propriétaire de l'installation.

Important: Afin de permettre la réalisation par l'agent du SPANC du contrôle sur site dans les meilleures conditions possibles, il est demandé à l'utilisateur de rendre les regards de l'installation accessibles et facilement ouvrables et de préparer en amont tout document permettant d'obtenir le maximum d'information sur la filière (études, photos, etc.).

### 9.4 - Information des usagers après contrôle

L'occupant de l'immeuble (propriétaire, locataire, etc.) est responsable du bon fonctionnement des ouvrages et de leur entretien, dans les conditions prévues à l'article 5.2.

Les observations réalisées au cours de la visite de contrôle sur le terrain sont consignées sur un rapport de visite adressé au propriétaire de l'immeuble, et le cas échéant, à l'occupant des lieux par courrier ou par mail, s'il est différent. Ce rapport évalue les dangers éventuels pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement présentés par les installations existantes.

La mairie est destinataire d'une copie de chaque rapport **non conforme** émis par le service.

## <u>Prise en compte des conclusions portées sur le compte- rendu du SPANC</u>

Note : Les différents éléments détaillés dans le présent article sont repris de façon synthétique dans le tableau récapitulatif ci-après.

En fonction des éléments recensés sur le terrain, le SPANC formule son avis qui pourra être :

- () « favorable ».
- 2) « favorable avec réserves »,
- 3) « non conforme sans obligation de travaux »,
- 4) « non conforme avec obligation de travaux ».

Une installation donnant satisfaction et sur lesquelles le service n'a pas ou peu de remarques spécifiques à émettre obtiendra un avis « favorable ». Quelques petits conseils peuvent accompagner l'avis. Si cet avis comporte des « réserves » ou s'il est « non conforme sans obligation de travaux », le SPANC invite le propriétaire à réaliser les améliorations nécessaires pour rendre les ouvrages les plus aptes à leurs utilisations. Celles-ci peuvent concerner l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications. Dans le cas général, la vérification de l'effective prise en compte de ces recommandations émises par le service sera opérée lors du prochain contrôle périodique du SPANC, dont le détail est présenté à

Lorsqu'il le jugera utile, le service dispose néanmoins de la possibilité d'anticiper ce contrôle et de provoquer une visite de vérification, dans les conditions prévues à l'article 7.

Par ailleurs, entre deux visites, le SPANC pourra demander à être destinataire des documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et de vidange, notamment lorsqu'il aura été constaté que l'installation contrôlée nécessite une intervention rapide.

L'ensemble des travaux recommandés deviendront obligatoires dans le cadre de la vente de l'habitation.

Quand l'avis est « non conforme avec obligation de travaux » (point 4), le propriétaire est dans l'obligation d'engager ceux-ci selon les délais qui seront précisés dans le compte-rendu. Ce dernier cas se présentera dans les conditions suivantes :

## ✓ Absence d'installation

En cas d'absence d'installation constatée par le SPANC lors du contrôle (ou impossibilité d'affirmer l'existence de celle-ci par la présentation d'éléments « probants » – photos ou factures d'installation, par exemple), le propriétaire est mis dans l'obligation de s'engager dans la création d'une nouvelle filière dans les meilleurs délais.

#### ✓ Existence d'une installation présentant une « nonconformité »,

Les « non-conformités » sont déterminées en application de critères stricts détaillés dans l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités du contrôle des installations.

L'agent du SPANC va notamment s'attacher à déterminer si l'installation peut être à l'origine d'un danger pour la santé des personnes (défaut de sécurité sanitaire, défaut de structure, etc.) ou d'un risque environnemental avéré (dysfonctionnement constaté, installation incomplète, etc.).

Sont également être pris en considération les éléments du contexte la parcelle, et notamment si celle-ci est située dans une zone qualifiée « à enjeu sanitaire » (périmètre de protection d'un captage public,

zone à proximité d'un secteur de baignade, etc.) ou « à enjeu environnemental » (identifiée par un SDAGE ou un SAGE).

Le SPANC est à votre disposition pour vous apporter un complément d'information sur la qualification de ces zones et savoir si votre parcelle est concernée.

En fonction des éléments recensés sur le terrain, les conclusions du compte-rendu du SPANC pourront varier :

<u>CAS 1</u>: Installation jugée « non-conforme » présentant un risque environnemental avéré ou un danger pour la santé des personnes. La réalisation de travaux de réhabilitation sera imposée :

soit dans les 4 ans qui suivent le contrôle, soit en cas de vente, au plus tard dans un délai

<u>d'un an</u> après la signature de l'acte de vente (=> voir art. 10).

<u>CAS 2:</u> Installation jugée « non-conforme », mais non estimée à l'origine d'un risque environnemental direct ou d'un danger pour la santé des personnes.

La réalisation de travaux de réhabilitation est fortement recommandée, mais ne sera imposée qu'en cas de vente, au plus tard dans un délai d'un an après la signature de l'acte de vente (=> voir art. 10).

A noter : <u>Dans tous les cas</u>, le Maire dispose de la faculté d'imposer des travaux et de fixer ou raccourcir ces délais selon le degré d'importance du risque, en application des articles L.2212-2 et L.2212-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## Tableau récapitulatif :

Types d'avis exposé sur le compte-rendu du SPANC	Prise en compte par le propriétaire	
Avis Favorable Avis Favorable avec réserve	Le compte-rendu du SPANC peut-être assorti de diverses recommandations que l'usager est invité à prendre en considération et qui deviennent obligatoires dans l'éventualité d'une vente de la propriété  Si absence de mention d'un risque environnemental avéré ou d'un danger pour la santé des personnes :  > Réalisation de travaux fortement recommandée par le SPANC  > Si vente du bien : Travaux rendus obligatoires au plus tard sous 1 an	
Avis Non conforme sans obligation de travaux		
Avis Non Conforme avec obligation de travaux	Dispositif estimé « non-conforme »  Si présence d'un risque environnemental avéré ou d'un danger pour la santé des personnes précisé dans le compte-rendu :  >> Obligation de travaux sous 4 ans maximum. Possibilité pour le Maire de réduire le délai.  >> Si vente du bien : Délai réduit à 1 an.	

Le non-respect des obligations pesant sur les propriétaires les expose, le cas échéant, aux mesures administratives et aux sanctions pénales mentionnées au chapitre IV.

## - Modalités d'envoi du compte-rendu

Lorsque l'avis sera « non conforme avec obligation de travaux » <u>dans les 4 ans qui suivent le contrôle</u>, le compte-rendu sera ici **envoyé en recommandé avec accusé de réception**, à destination du

propriétaire. L'envoi à l'occupant, s'il est différent, se fera par courrier simple.

Dans tous les autres cas, l'envoi du compte-rendu se fera par courrier simple, à destination du propriétaire, et le cas échéant, de l'occupant s'il est différent.

Le service s'engage à effectuer l'envoi du compte-rendu au plus tard 90 jours après réalisation du contrôle.

#### 9.5 – Installations pouvant être à l'origine de demandes complémentaires

Lorsque l'installation comporte des équipements électromécaniques nécessitant un suivi particulier, le SPANC dispose de la possibilité, entre deux visites sur site, de solliciter l'usager pour que lui soit communiquée copie des documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et de vidange.

### 9.6- Éventualité de dommages imputables aux agents du SPANC

L'usager devra signaler dans les vingt-quatre-heures tout dommage visible éventuellement causé par les agents du service durant le contrôle. Pour des dommages révélés hors de ce délai et/ou apparaissant ultérieurement, un expert sera désigné afin de rechercher l'origine exacte des dommages et de déterminer la responsabilité.

## 9.7 - Fréquence des contrôles

Comme indiqué article 6, le cycle habituel prévu pour la reconduction des contrôles périodiques a été fixé par le Conseil Communautaire à une visite toutes les 6 années.

Cependant, lorsqu'une installation contrôlée par le SPANC aura été jugé « non-conforme » et présentant un risque environnemental avéré ou un danger pour la santé des personnes », une nouvelle visite sera programmée au bout de 4 ans (à moins que le propriétaire ne se soit manifesté entre-temps dans le but de proposer au SPANC un nouveau projet).

Des vérifications occasionnelles peuvent, en outre, être effectuées par le service à la demande d'un tiers ou en cas de nuisances constatées dans le voisinage ou de dysfonctionnements confirmés par le SPANC, à la condition d'apporter à l'usager concerné une justification de la raison de cette vérification anticipée. Les visites sont réalisées dans les conditions prévues à l'article 7.

Enfin, en cas de vente ou de cession de l'immeuble, si le contrôle est daté de plus de trois ans à la date de la vente, une nouvelle vérification de l'installation par le SPANC est imposée, à la charge du vendeur. (Précisions développées article 10).

## 9.8 - Contrôle annuel administratif complémentaire des installations de "grand dimensionnement"

Pour répondre aux prescriptions de l'article 22 de l'Arrêté du 21 juillet 2015, le SPANC est également tenu de réaliser un contrôle complémentaire sur tous les systèmes d'assainissement dits "de grand dimensionnement" présent sur son périmètre d'intervention.

Ce contrôle consiste en une vérification annuelle, réalisée durant le premier semestre, de tous les éléments mis à disposition du SPANC par le propriétaire qui sera sollicité par courrier sur ce thème. (Copie des éléments relatifs à l'autosurveillance : données du "cahier de vie", résultats d'éventuels tests complémentaires simplifiés).

Sauf cas particuliers, ce contrôle ne demandera pas une visite sur place.

Le SPANC communiquera par la suite les éléments compilés à l'Agence de l'Eau avant le 1er juin de chaque année.

#### Article 10 : - INSTALLATIONS EXISTANTES -Rôle du SPANC en cas de vente d'immeuble

En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le rapport doit être intégré au dossier de diagnostic technique, prévu aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation, fourni par un vendeur et annexé à une promesse de vente ou à un acte authentique de vente

En prévision d'une vente, le SPANC est en mesure de fournir la copie de tout ancien compte-rendu de visite de terrain dès lors que la demande expresse en est formulée par courrier mentionnant l'adresse et le numéro de la ou les parcelles considérées et que le contrôle à moins de 3 ans.

### 10.1 – Durée de validité du rapport

En application de l'article L.1331-11-1 du Code de la Santé Publique, la copie du compte-rendu d'un contrôle daté de plus de trois ans à la date de la vente est irrecevable. La réalisation d'un nouveau contrôle est alors obligatoire, à la charge du vendeur (voir ci-dessous).

10.2 - Installation n'ayant jamais été contrôlée, dont le contrôle est daté de plus de 3 ans ou sur laquelle le propriétaire souhaite une réactualisation du contrôle

Lorsque l'installation d'assainissement n'a jamais été contrôlée ou que le contrôle est déjà ancien (plus de 3 ans), un contrôle du SPANC sera obligatoirement engagé sur site, suite à la demande du propriétaire vendeur ou d'un tiers mandaté pour cette demande. Le SPANC est également à même de répondre à toute sollicitation d'un propriétaire-vendeur qui souhaiterait que soit réactualisé un contrôle réalisé récemment, notamment si des aménagements ont été réalisés sur ou à proximité de la filière d'assainissement.

Le contrôle engagé sera diligenté selon les modalités de l'article 9.

Important: Afin de permettre la réalisation par l'agent du SPANC du contrôle sur site dans les meilleures conditions possibles, il est demandé à l'utilisateur de rendre les regards de l'installation accessible et de préparer en amont tout document permettant d'obtenir le maximum d'information sur la filière (études, photos, factures, etc.).

L'intervention du SPANC sera engagée sur le terrain sous un délai minimum de 15 jours et maximum de 30 jours ouvrés sous réserves de la disponibilité des agents à compter de la réception de la demande, en fonction des disponibilités du propriétaire ou de son mandataire. Le contrôle est à la charge du demandeur. Le règlement de la redevance doit se faire le jour du contrôle. Le rapport ne sera pas délivré tant que la redevance n'aura pas été acquittée.

<u>A noter</u>: Dans le cadre d'un contrôle du SPANC lié spécifiquement à une vente, si le propriétaire est dans l'impossibilité de se rendre disponible, celui-ci devra être fournir <u>un mandat indiquant la personne</u> qui assistera au diagnostic et habilitée à signer tout

document à sa place. Ce document devra être cosigné du mandant et du mandataire.

## 10.3 - Prise en compte de l'avis du SPANC présenté sur le rapport

Par dérogation à la règle générale, et conformément aux prescriptions du Code de la Construction et de l'Habitation, en cas de présence d'une installation qualifiée de « non-conforme » par le SPANC, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente.

Le non-respect des obligations pesant sur les nouveaux propriétaires les expose, le cas échéant, aux mesures administratives et aux sanctions pénales mentionnées au chapitre IV.

## Article 11:

Assistance développée par le SPANC auprès des propriétaires pour la réhabilitation des dispositifs vétustes

En complément de ses missions obligatoires de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, le Conseil Communautaire a souhaité que le SPANC développe une compétence "facultative" d'assistance à la réhabilitation, en vue de faire bénéficier les usagers d'aides financières spécifiques.

Tout propriétaire d'un immeuble desservi par un dispositif d'assainissement non collectif référencé comme susceptible d'engendrer des risques environnementaux, sanitaires ou de nuisances, est concerné par cette mission.

Les modalités techniques de cette assistance sont fixées par convention signée entre la Communauté de Communes et l'usager. Ne peuvent être associées à cette démarche uniquement les habitations construites avant1996, qui sont situées en zone d'assainissement collectif (se référer au zonage d'assainissement) et qui présentent un risque avéré de pollution ou de santé publique.

# CHAPITRE III DISPOSITIONS FINANCIERES

## Article 12 : Redevances d'assainissement non collectif

Les prestations de contrôle assurées par le service public d'assainissement non collectif donnent lieu au paiement par les usagers concernés de redevances dans les conditions prévues par ce chapitre.

## 12.1 - Types de redevances

Par délibération, le conseil communautaire a fixé un certain nombre de redevances dont la distinction est basée sur la nature du contrôle et le dimensionnement de (ou des) l'installation(s) considérée(s). Ces différentes redevances sont destinées à financer les charges du service, conformément aux prescriptions des articles R.2224-19 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (voir détail des références codifiées en annexes).

Les redevances portant sur des <u>contrôles d'installations neuves ou</u> <u>réhabilitées</u> sont de 4 types :

20/25

Redevance d'examen préalable de conception (FO1 dossier administratif) :

Recouvrement lors du dépôt du dossier de demande d'implantation ou de réhabilitation d'une installation, et l'émission du rapport (cf. art. 8.4).

Redevance de vérification de l'exécution des travaux sur site (FO2 contrôle de réalisation) :

Mise en recouvrement après contrôle de terrain sur site et transmission du compte-rendu d'exécution. (cf. art. 8.7).

Redevance de contre-visite:

Tout propriétaire dispose de la possibilité de contester l'avis émis par le SPANC sur un compte-rendu récent de visite et de solliciter un nouveau contrôle. Cette redevance dite de visite « non justifiée » n'est mise en recouverment que lorsqu'il aura été démontré que l'avis initial du SPANC est confirmé par le second contrôle. Lorsqu'il aura été établi que l'avis initial du SPANC comporte des erreurs et doit être réactualisé, le second contrôle sera à la charge de la collectivité.

Les redevances portant sur <u>des contrôles d'installations existantes</u>, dans le cadre des contrôles diagnostics, sont de 2 types :

Redevance de contrôle des ouvrages existants (FO3 contrôle de l'existant) et de bon fonctionnement (FO4 contrôle périodique):

Mise en recouvrement après contrôle de terrain sur site et transmission du compte-rendu. (cf. art. 9.4).

Redevance de diagnostic effectuée lors de la vente d'immeuble (FO5 contrôle diagnostic vente) :

Recouvrement lors du contrôle de terrain puis après paiement transmission d'un compte-rendu.

#### 12.2 - Redevables

L'ensemble des redevances d'assainissement non collectif, qui portent sur le contrôle des installations existantes, le contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des **ouvrages neufs ou réhabilités** sont facturées au propriétaire de l'immeuble.

Dans le cas d'une installation commune à plusieurs logements, les foyers concernés se répartissent à part égale le montant de la redevance forfaitaire applicable à une installation.

Les contrôles de conception sont facturés le jour du contrôle par chèque au dépôt du dossier.

Les contrôles de réalisation sont facturés 1 mois après le contrôle indépendamment de l'avis formulé par le service.

Les contrôles de l'existant et de bon fonctionnement sont facturés l'année n+1 du contrôle indépendamment de l'avis formulé par le service.

Les contrôles dans le cadre des ventes sont facturés le jour du contrôle indépendamment de l'avis formulé par le service.

Si le propriétaire réhabilite son installation dans les 12 mois suivant le contrôle de l'existant ou de bon fonctionnement de son installation, le contrôle de bonne exécution des travaux ne lui sera pas facturé, à la condition que le propriétaire soit identique lors des trois contrôles, hors cadre de vente de l'habitation.

## 12.3 – Recouvrement de la redevance

Le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif est assuré par la **régie du service d'assainissement non collectif** Sont précisés sur la facture :

- le montant de la redevance par prestation ponctuelle de contrôle;
- toute modification du montant de la redevance ainsi que la date de son entrée en vigueur;

la date limite de paiement de la redevance ainsi que les conditions de son règlement (notamment possibilité de paiement fractionné);

Les opérations ponctuelles de contrôle peuvent ne pas figurer sur la facture d'eau et donner lieu à une facturation séparée.

### Article 13 : Majoration de la redevance pour retard de paiement

Le défaut de paiement de la redevance, dans les 3 mois qui suit la présentation de la facture, fait l'objet d'une relance par courrier. Le défaut de paiement de la redevance dans les 15 jours qui suivent la

présentation de la lettre de relance fait l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette redevance n'est pas payée dans les 15 jours suivant cette mise en demeure, elle est majorée de 25 % en application de l'article R.2224-19-9 du Code général des collectivités territoriales.

# CHAPITRE IV DISPOSITIONS D'APPLICATION

#### Article 14 : Sanctions administratives

## 14.1 – Pénalités financières

Les différentes pénalités financières ont été fixées par délibération du conseil.

Les délibérations sont disponibles sur demande écrite.

Le montant de chacune des pénalités détaillées ci-après peut varier selon le dimensionnement du système concerné (ou, le cas échéant, qui « aurait dû » être installé).

## 14.1.1 - Pénalité en cas d'obstacle à l'accomplissement des missions du SPANC

En application de l'article L. 1331-11 du Code de la Santé Publique, l'entrave faite à l'accomplissement des missions des agents du SPANC expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du même code.

## 14.1.2 - Pénalité en cas d'absence d'installation, de mauvais état de fonctionnement, ou de non-réalisation des prescriptions du SPANC

L'absence d'installation d'assainissement non collectif réglementaire sur un immeuble qui doit en être équipé, son mauvais état de fonctionnement et/ou la non-prise en compte des conclusions du précédent rapport du SPANC imposant des travaux expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du Code de la santé publique.

## 14.1.3 - Pénalité en cas de réalisation d'une vidange par l'usager ou par une entreprise non agréée

Les entreprises spécialisées dans les opérations de vidange sont tenues d'obtenir un agrément délivré par le Préfet (voir encart art. 5.3.3). Toute opération de vidange doit ainsi être effectuée par une entreprise agréée, à défaut de quoi le propriétaire s'expose au paiement de la pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du Code de la santé publique.

#### 14.2 - Travaux d'office

Lorsque le contrôle du SPANC abouti à préconiser des travaux, en cas de risque environnemental avéré ou de danger pour la santé des personnes, le propriétaire est tenu de réaliser ceux-ci dans un délai maximal de quatre ans. Ce délai est réduit à 1 an en cas de vente (voir articles 9.4).

Le Maire dispose de la faculté de raccourcir ces délais selon le degré d'importance du risque, et prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de son pouvoir de police générale détaillé article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent), sans préjudice des mesures pouvant être prises par le Préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

Pour exemple, faute par le propriétaire de respecter ses obligations dans les délais imposés, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

#### Article 15 : Constat d'infraction pénale

Les infractions pénales aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées, soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale, soit, selon la nature des infractions, par les agents de l'État, des établissements publics de l'État ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par le Code de la santé publique, le Code de l'environnement, le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme (Voir les références de ces textes en annexe).

A la suite d'un constat d'infraction aux prescriptions prises en application de ces deux derniers codes, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet).

#### Article 16 : Sanctions pénales

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires prises en application du Code de la santé publique, du Code de la construction et de l'habitation ou du Code de l'urbanisme, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales et aux mesures complémentaires prévues par ces codes, sans préjudice des sanctions pénales applicables prévues par le Code de l'environnement en cas de pollution de l'eau. (Voir les références de ces textes en annexe).

### Article 17 : Voies de recours des usagers

Les litiges individuels entre les usagers du service public d'assainissement non collectif et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires. Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, règlement du service, etc.) relève de la compétence exclusive du juge administratif. Préalablement à la saisine des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux à l'auteur de la décision contestée.

S'agissant des remarques relatives aux conclusions émises sur un compte-rendu du SPANC, l'usager dispose de 1 mois pour faire connaître son désaccord. (Précisions art. 8.8 ou 9.5).

### Article 18 : Droit des usagers vis-à-vis de leurs données personnelles

Le SPANC assure la gestion des informations à caractère nominatif des usagers dans les conditions de confidentialité et de protection des données définies par la réglementation en vigueur.

Tout usager justifiant de son identité, a le droit de consulter gratuitement dans les locaux du SPANC l'ensemble des informations à caractère nominatif le concernant personnellement. Il peut également obtenir, sur simple demande, la communication d'un exemplaire de ces documents le concernant à un coût n'excédant pas celui des photocopies nécessaires.

Par ailleurs, le SPANC est tenu de procéder à la rectification des erreurs portant sur des informations à caractère nominatif qui lui sont signalées par les personnes concernées. La production de justificatifs par l'usager ou le propriétaire peut être exigée par le SPANC.

## Article 19 : Publicité du règlement

Le présent règlement approuvé, sera remis à chaque usager et/ou fera l'objet d'un envoi par courrier postal ou électronique à l'occupant des lieux et au propriétaire de l'immeuble équipé - ou à équiper - d'une installation d'assainissement non collectif. Conformément aux dispositions de l'article L.2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le paiement de la première facture suivant la diffusion du règlement de service vaut « accusé de réception ».

Ce règlement sera par ailleurs tenu en permanence à la disposition du public en mairie et dans les locaux de la Communauté de Communes Cœur du Var.

#### Article 20 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption. Ces modifications, qui donneront lieu à la même publicité que le règlement actuel, doivent être portées à la connaissance des usagers du service préalablement à leur mise en application.

## Article 21 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur après mise en œuvre des mesures de publication prévues par l'article 20.

Le règlement du service d'assainissement non collectif en date du 18 Mars 2013 est abrogé.

### Article 22 : Clauses d'exécution

Le président de la Communauté de Communes Cœur du Var, les agents du service public d'assainissement non collectif et le receveur de l'établissement public de Cœur du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

22/25

ANNEXE: PRINCIPAUX TEXTES APPLICABLES AU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF, AUX DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ET AUX REDEVANCES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

- Arrêté interministériel du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.
- Arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non
- Arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (concerne tous les systèmes dimensionnés pour traiter jusqu'à 20 personnes)
- Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.
- Délibération approuvant le règlement de service ;
- ${f D}$ élibération .fixant les tarifs de la redevance d'assainissement non collectif.

#### Le cas échéant :

- Délibération précisant le montant de la pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du Code de la santé publique en cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions du SPANC.
- Délibération précisant le montant de la pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du Code de la santé publique auprès des propriétaires d'installations ANC n'assurant pas leurs obligations.
- Articles du règlement du/des POS ou du PLU applicables à ces dispositifs:
- Arrêté(s) de protection des captages d'eau potable situés dans la zone d'application du règlement.

## Code de la Santé Publique

## Article L.1311-2

fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière d'assainissement non collectif.

## Article L.1312-1 :

constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L.1311-2.

## Article L.1312-2:

délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales

## Article L.1321-2:

servitudes applicables dans les périmètres de protection des captages d'eau potable.

## Article L.1322-3 :

servitudes applicables dans les périmètres de protection d'une source d'eau minérale naturelle déclarée d'utilité publique.

## Article L.1324-3:

sanctions pénales applicables au non-respect des dispositions concernant les périmètres de protection des

captages d'eau potable et ou des sources d'eau minérale naturelle déclarées d'utilité publique.

## Article L.1331-1-1:

immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif et délai de réalisation des travaux prescrits par le SPANC.

Article L.1331-6: possibilité pour la commune d'engager des travaux d'office, aux frais du propriétaire, après mise en demeure

#### Article L.1331-8:

pénalités financières applicables soit :

- aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation d'assainissement autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public de
- aux propriétaires dont l'installation n'est pas en bon état de fonctionnement ou n'ayant pas pris en compte les conclusions de l'ancien rapport du SPANC,
- aux propriétaires faisant réaliser leur vidange par une entreprise non agréée.
- aux usagers refusant le passage du SPANC.

## \* Article L.1331-11 :

possibilité donnée aux agents du SPANC de pénétrer dans les propriétés privées pour les opérations de contrôle.

#### Article L.1331-11-1

le diagnostic technique établi lors de la vente d'un immeuble à usage d'habitation doit intégrer le compterendu du SPANC

#### Article L.1331-15:

les dispositifs recevant des eaux usées non domestiques doivent être adapté à l'importance et à la nature de l'activité concernée.

#### Code Général des Collectivités Territoriales

#### Article L.2212-2:

pouvoir de police générale du maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique.

## Article L.2212-4 :

pouvoir de police générale du maire en cas d'urgence.

## Article L.2215-1:

pouvoir de police générale du préfet.

## Articles L.2224-1 à L.2224-6 et L. 2224-11 :

règles générales applicables aux services publics industriels et commerciaux tels que le SPANC.

## Articles L. 2224-7 et L.2224-8:

définition et obligations du service public d'assainissement non collectif. Articles L. 2224-9:

déclaration d'un prélèvement, puits ou forage, réalisé à des fins d'usage domestique de l'eau

## Articles L. 2224-10:

règles applicables aux zonages d'assainissement. Articles L. 2224-12:

#### règlement de service et publicité. Articles L. 2224-12-2 :

règles relatives aux redevances.

## Articles D.2224-1 à D.2224-5 :

rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau et d'assainissement, rapport annuel du délégataire du

## Articles R.2224-7 à R. 2224-9:

règles relatives à l'enquête publique propre au zonage d'assainissement.

\* Article R.2224-11 et R.2224-17:

23/25

prescriptions techniques différentes entre dispositifs recevant une charge brute de plus de  $20~{\rm EH}$  et ceux recevant moins de  $20~{\rm EH}$ .

#### \* Article R.2224-16:

rejets de boues d'épuration (incluant les matières de vidanges) interdits dans le milieu aquatique.

## \* Articles R.2224-19 à R.2224-19-11

institution, montant, recouvrement et affectation de la redevance d'assainissement non collectif

ANNEXE 6 - 2e Partie (retranscrite dans le Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007) caractéristiques et indicateurs techniques et financiers figurant dans les rapports annuels sur le prix et la qualité du SPAC4 (en application des articles D. 2224-1, D. 2224-2 et D. 2224 (et application des articles D. 2224-1).

## Code de la Construction et de l'Habitation

#### Article L. 111-4

Règles générales de construction applicables aux bâtiments d'habitation

#### \* Article L.152-1 :

constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations ANC des bâtiments d'habitation.

#### ❖ Articles L.152-2 à L.152-10 :

sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'ANC d'un bâtiment d'habitation lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009.

## \* Articles L.271-4 et L.271-5 :

obligation de prise en compte de l'avis du SPANC lors de ventes ou sessions sanctions d'immeuble non raccordé au réseau collectif

## ❖ Articles R\*111-1-1 et R\*111-10

Définition des pièces principales et des pièces de services d'une habitation.

## **❖** Articles R\*111-3:

Obligation pour un logement de disposer d'une installation d'évacuation des eaux usées et règles techniques applicables.

## > Code de l'Urbanisme

## \* Article L.111-1:

Règles générales en matière d'utilisation du sol sur les communes (quelles soient couvertes ou non par un POS ou un PLU).

## \* Articles L.160-4 :

constats d'infraction pénale aux dispositions prises en application du code de l'urbanisme, qui concernent les installations d'assainissement non collectif.

## \* Articles L.160-1, L.480-1 à L.480-9 :

constats d'infraction, sanctions pénales et mesures complémentaires applicables notamment en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou de travaux concernant ces installations, réalisés en méconnaissance des règles de ce code.

## Article L.421-6 :

possibilité de refuser un permis de construire si les travaux d'assainissement sont non-conformes aux dispositions législatives et réglementaires

#### \* Articles L.480-1 à L.480-16 :

Constat d'infraction, notamment aux prescriptions du L.421-6, et sanctions applicables.

## \* Article R.431-16 et R.441-6 :

Obligation de fourniture d'un document attestant de la validation du SPANC sur tout projet de création d'installation d'assainissement non collectif dans le cas d'une demande de **Permis de Construire et d'Aménager** 

#### ➤ Code de l'Environnement

#### Article L.211-1:

la protection des eaux et la lutte contre toute forme de pollution (déversements, écoulements, rejets, etc.) susceptible de provoquer ou accroître la dégradation des eaux doit être assurée.

#### Article L.214-1 à L.214-3 :

Détails des procédures relavant des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à procédure de Déclaration ou d'Autorisation au titre de la Loi sur l'Eau

## Article L.218-73 :

sanctions pénales applicables en cas de pollution en mer ou dans les eaux salées, portant atteinte à la faune ou à la flore.

### **Article L.218-77:**

constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.218-73.

#### Article L.414-4:

Dans le cadre des sites reconnus d'intérêt « Natura 2000 », compétence du Préfet du Département et de fixer par Arrêté les seuils et restrictions applicables notamment aux projets d'ANC, sur la base d'une liste nationale de référence établie par Décret (cf. art. R.414-27).

## Article L.432-2 :

sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte a la faune piscicole.

## Article L.437-1 :

constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.432-2.

## Article L.216-6 :

sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau n'entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents

## **Article L.216-3:**

constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.216-6.

## Article R.211-25 à R.211-45 :

dispositions relatives aux boues et matières de vidange

## **Article R.214-1:**

Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement

## Article R.214-5 :

définition de l'usage domestique de l'eau.

## Article R.414-23 :

Détail des éléments devant être mentionnés dans une étude présentant une évaluation des incidences Natura 2000

## **Article R.414-27:**

Liste nationale de référence des documents, programmes ou projets sur laquelle le Préfet établie les seuils et restrictions applicables notamment aux ANC dans les secteurs « Natura 2000 »

## > Code Civil

## Article 674 :

Installation d'une fosse d'aisance en limite de mitoyenneté.

Article 1641 et suivants :

Dans le cadre d'une vente de propriété, obligation de garantie d'un vendeur et possibilité d'action d'un acheteur vis-à-vis de défauts et vices cachés.

#### Code du Travail

- Article R.4228-1 :
- obligation d'équipements sanitaires pour les employés.
- Article R.4228-15: les effluents des cabinets d'aisance sont évacués conformément aux règlements sanitaires.
- > Code Rural (ne concerne que les chemins ruraux)
  - **Article D.161-14:**

interdiction de laisser s'écouler des eaux insalubres sur un chemin rural.

- Article R.162-28 :
  - infractions constatées et poursuivies en application du Code de Procédure Pénale.
- Article L.161-5:

l'autorité municipale est chargée de la police et de la conservation des chemins ruraux.

- Code de la Voirie Routière (concerne toutes les voies exceptés les chemins ruraux)
  - Article R.116-2 :

quiconque aura laissé s'écouler, se répandre ou jeté sur les voies publiques des substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publiques ou d'incommoder le public est directement passible d'une amende de 5° classe.

Article L.116-2: catégories d'agents (dont les gardes champêtres et les agents de police municipale) ayant possibilité de constater les infractions ciblées article R.116-2.

## Règlement Sanitaire Départemental du Var

- Article 40 :
  - Règles générales d'habitabilité
  - 40.1 : Ouvertures et ventilations.
  - 40.3 : Surface minimale des pièces d'un logement.
- Article 41 :

Obligation d'installation de regards dans les cours et courettes d'immeubles collectifs.

- Article 42 :
  - Règles générales relatives aux installations d'évacuation des eaux pluviales et usées.
- Article 83 :
  - Interdiction d'utiliser de broyeur d'ordure en tête d'un dispositif d'ANC.
- Article 121 :

Prescriptions techniques particulières relatives à l'ANC à prendre en compte dans les zones de luttes contre les moustiques.

- Articles 1653à 159 :
  - Prescriptions applicables aux activités d'élevage et autres activités agricoles
- Articles 164 à 167 :

Dérogations possibles, pénalités, constatation des infractions et exécution du Règlement Sanitaire Départemental,

- Décret n°2015-1459 du 10 novembre 2015 (précise la liste des procédures administratives exclues de la règle du « silence de l'administration vaut acceptation » pour des raisons tenant au respect des engagements internationaux et européens de la France, à la protection de la sécurité nationale, à la protection des libertés et des principes à valeur constitutionnelle et à la sauvegarde de l'ordre public.)
- Décret n°2015-1461 du 10 novembre 2015 (précise les procédures dans lesquelles le silence de l'administration vaut rejet pour des motifs tenant à l'objet de la décision ou de bonne administration)
- Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L.2224-5 et modifiant les annexes V et VI du code général des collectivités territoriales, Arrêté interministériel du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement
- Arrêté interministériel du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte
- Arrêté interministériel du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts.
- Arrêté ministériel du 9 février 2010 portant révision des zones sensibles dans le bassin Rhône-Méditerranée.
- Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.
- Arrêté ministériel du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines

25/25

## 5. Aléa sismique



Direction départementale des territoires et de la mer du Var

Service aménagement durable

Pôle risques

Affaire suivie par : Louis Ros Téléphone 04 94 46 83 05 Fax 04 94 46 80 08 mailto:louis.ros@var.gouv.fr Toulon, Le 28 JUL 2011

M. le préfet du Var

à

Mesdames et Messieurs les Maires des communes du département du VAR

Liste jointe

**OBJET**: Porter à connaissance de l'aléa sismique

**REFER** : Circulaire du 2/03/2011 de mise en œuvre des décrets n°2010-1254 et 2010 -1255 du 22/10/2010 relatifs à la prévention du risque sismique et aux zones de sismicité.

Un nouveau zonage sismique des communes françaises est en vigueur depuis le 1<sup>et</sup> mai 2011. L'approche probabiliste sur laquelle il se fonde, en prenant en compte des périodes de retour, définit désormais 5 zones de sismicité, allant de 1 (sismicité très faible) à 5 (sismicité forte).

Toutes les communes du Var, sont concernées par ce nouveau zonage sismique.

Le découpage dans le département est le suivant :

- > au sud et au centre, 107 communes classées en zone 2 (sismicité faible),
- > au nord, 38 communes classées en zone 3 (sismicité modérée),
- à l'extrême nord, 8 communes classées en zone 4 (sismicité moyenne).

Vous trouverez ci-joint un « Porter à connaissance » établi par la direction départementale des territoires et de la mer.

Il rappelle la nature et les caractéristiques de l'aléa sismique puis fournit une actualisation des mesures à mettre en œuvre et présente la réglementation en vigueur relative à cet aléa.

> Direction départementale des territoires et de la mer du Var 244, avenue de l'Infanterie de Marine BP 501 - 83041 TOULON CEDEX 9 Téléphone 04 94 46 83 83 - fax 04 94 46 32 50 - courriel ddtm@var.gouv.fr www.var.equipement.gouv.fr

Je vous invite à mettre à jour le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de votre commune sur la base de ces éléments et à procéder à l'information du public par les moyens que vous jugerez les plus adaptés (plaquette, affiche, réunions d'information,...).

L'annexe jointe à ce PAC pourra utilement être diffusée aux professionnels de votre commune ainsi qu'aux personnes qui projettent de réaliser une construction. Le permis de construire (PC) constitue à cet égard, un moment privilégié pour attirer leur attention. A cet égard, j'ajoute que s'agissant de droit des sols, les consignes ont été diffusées aux instructeurs de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. Elles sont transposables aux communes qui assurent directement l'instruction de leur permis de construire et accessibles via le réseau des instructeurs.

Le préfet,

Paul MOURIER

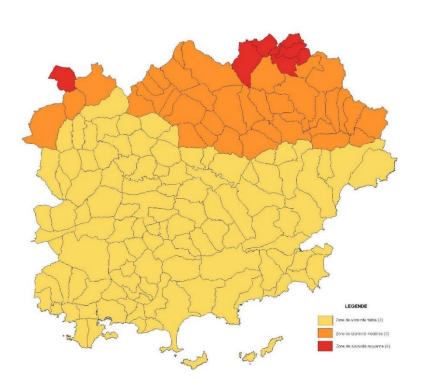
## Liste des Communes du Var

Code	Commune	Zone de sismicité		
INSEE		2 -Faible	3- Modérée	4-Moyeni
83001	Les Adrets-de-l'Estérel		A STATE OF THE STATE OF	
83002	Aiguines			
83003	Ampus			
83004	Les Arcs			
83005	Artignosc-sur-Verdon			
83006	Artigues			
83007	Aups			
83008	Bagnols-en-Forêt			
83009	Bandol			
83010	Bargème			
83011	Bargemon		A GOLDEN AND A LOND	
83012	Barjols			
83013	La Bastide			TO STATE
83014	Baudinard-sur-Verdon			
83015	Bauduen		DESCRIPTION OF THE PERSON NAMED IN	
83016	Le Beausset			
83017	Belgentier			
83018	Besse-sur-Issole			
83019	Bormes-les-Mimosas			
83020	Le Bourguet			SPERMINE.
83021	Bras			-
83022	Brenon			
83023	Brignoles			
83025	Brue-Auriac			
83026	Cabasse			
83027	La Cadière-d'Azur			
83028	Callas			
83029	Callian			
83030	Camps-la-Source			
83031	Le Cannet-des-Maures			
83032	Carcès			
83033	Carnoules			
83034	Carqueiranne	THE RESERVE OF THE		
83035	Le Castellet			
83036	Cavalaire-sur-Mer			
83037	La Celle			
83038	Châteaudouble			
83039	Châteauvert	Same Same		
83040	Châteauvieux			
83041	Claviers			
83042	Cogolin			
83043	Collobrières			
83044	Comps-sur-Artuby			
83045	Correns	Talking to refer		
83046	Cotignac			
83047	La Crau			



# Porter à connaissance (PAC)

# Aléa Sismique dans le département du Var



Direction départementale des territoires et de la mer du Var 244, avenue de l'Infanterie de Marine BP 501 - 83041 TOULON CEDEX 9 Téléphone 04 94 46 83 83 - fax 04 94 46 32 50 - courriel ddtm@var.gouv.fr www.var.equipement.gouv.fr

1

## **Sommaire**

1.Introduction	3
2.Description du phénomène séisme.	4
3.La nouvelle réglementation.	9
4.Contexte départemental	10
5 Présentation de la carte d'aléa	11
6.Nouvelle réglementation applicable dans le Var	12
7.Contrôle de la nouvelle réglementation	13
8.En savoir plus	14

Annexe : Plaquette du MEDDTL « La nouvelle réglementation Parasismique applicable au bâtiment »

## 1. Introduction

Le risque sismique est présent partout à la surface du globe, son intensité variant d'une région à une autre. Un séisme arrive sans aucun signe avant coureur et il est donc impossible de prévoir sa survenue. La France n'échappe pas à la règle, puisque l'activité peut être négligeable ou faible dans certaines régions de métropole, et forte dans les Antilles. La politique française de gestion de ce risque est basée sur la prévention (information du citoyen, normes de construction) et la préparation des secours.

Chaque année dans le monde, une importante agglomération est touchée par un séisme. La France a été épargnée ces dernières années, mais elle est belle et bien concernée. Le dernier séisme (le plus grave séisme connu en métropole) date de 1909, il s'agit de celui de Lambesc, dans les Bouches du Rhône.

Un Porter à Connaissance (PAC) spécifique « Aléa sismique » : une démarche d'information préventive

Il s'agit d'une démarche préventive visant à mieux informer les maires, les maîtres d'ouvrage et les constructeurs, de façon à renforcer l'exigence à l'égard du comportement des constructions futures face au phénomène séisme.

Cette information préventive est devenue un droit du citoyen par la loi du 27 juillet 1987. Elle consiste à le renseigner sur la prévention des risques majeurs et sur l'organisation de la sécurité civile.

Ce concept a été codifié dans l'article L125-2 du Code de l'Environnement :

« Les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent. Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles.(...) »

#### Portée de la démarche d'information

L'État et les communes ont un devoir d'information de la population sur la nature et les conséquences possibles du phénomène. Ce document de « porter à la connaissance » est un support d'information et de communication de l'État vers les communes. Celles-ci sont chargées de transmettre à leur population les informations présentées ci-après.

## Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs(D.D.R.M)

Le DDRM est un document dans lequel le préfet (conformément à l'article R125-11 du Code de l'Environnement) consigne toutes les informations essentielles sur les risques naturels et technologiques majeurs au niveau de son département, ainsi que sur les mesures de prévention et de sauvegarde prévues pour limiter leurs effets. Une mise à jour du DDRM est en cours afin d'intégrer la nouvelle réglementation sismique. Cette mise à jour sera disponible sur le site internet des services de l'Etat : <a href="http://www.var.pref.gouv.fr/ddrm/">http://www.var.pref.gouv.fr/ddrm/</a>

## Le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs » (DICRIM)

Compte tenu du nouveau zonage, toutes les communes du Var sont dans l'obligation d'élaborer un DICRIM. Les informations et préconisations contenues dans ce document ont vocation à étayer le DICRIM et à être diffusées largement à la population; cette diffusion pourra s'appuyer sur tout type de support disponible (DICRIM, bulletins communaux, site internet, affichage etc...). Les communes disposant déjà d'un DICRIM devront le mettre à jour. Le DICRIM doit être accompagné d'une communication au moins tous les deux ans en cas de plan de prévention prescrit ou approuvé sur la commune.

3

### Information des Acquéreurs ou locataires (I.A.L.)

La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit, dans son article 77, l'Information des Acquéreurs ou Locataires (I.A.L.) de bien immobilier. Lorsque ces biens sont situés dans une zone couverte par un PPR Technologique ou un PPR Naturel ou dans une zone de sismicité au minimum faible, le vendeur ou le bailleur a une obligation d'information sur l'existence de risques. Il doit également fournir une information sur les éventuelles indemnités perçues au titre des catastrophes naturelles à l'occasion d'un sinistre sur son bien. L'arrêté préfectoral qui liste les communes du Var soumises à l'I.A.L a été modifié le 20 avril 2011 pour prendre en compte le risque sismique. Il est recommandé pour la délivrance d'autorisation d'urbanisme de remette un exemplaire de ce document au moment du retrait des imprimés relatifs aux permis de construire ou déclarations préalables pour les bâtiments pouvant être concernés.

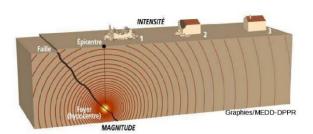
Références : Articles R125- 10 à 26 et Articles L125-2 et 5 et L563-6 du Code de l'Environnement

## 2. Description du phénomène séisme

## Qu'est ce qu'un séisme ?

Les séismes sont, avec le volcanisme, l'une des manifestations de la tectonique des plaques. L'activité sismique est concentrée le long de failles, en général à proximité des frontières entre ces plaques.

Lorsque les frottements au niveau d'une de ces failles sont importants, le mouvement entre les deux plaques est bloqué. De l'énergie est alors stockée le long de la faille. La libération brutale de cette énergie permet de rattraper le retard du mouvement des plaques. Le déplacement instantané qui en résulte est la cause des séismes. Après la secousse principale, il y a des répliques, qui correspondent à des petits réajustements des blocs au voisinage de la faille. L'importance d'un séisme se caractérise par deux paramètres : sa magnitude et son intensité.



La magnitude traduit l'énergie libérée par le séisme. Elle est généralement mesurée sur l'échelle ouverte de Richter. Augmenter la magnitude d'un degré revient à multiplier l'énergie libérée par 30.

L'intensité mesure les effets et dommages du séisme en un lieu donné. Ce n'est pas une mesure objective, mais une appréciation de la manière dont le séisme se traduit en surface et dont il est perçu. On utilise habituellement l'échelle MSK, qui comporte douze degrés. Le premier degré correspond à un séisme non perceptible, le douzième à un changement total du paysage. L'intensité n'est donc pas, contrairement à la magnitude, fonction uniquement du séisme, mais également du lieu où la mesure est prise. En effet, les conditions topographiques ou géologiques locales

4

(particulièrement des terrains sédimentaires reposant sur des roches plus dures) peuvent créer des effets de site qui amplifient l'intensité d'un séisme. Sans effet de site, l'intensité d'un séisme est maximale à l'épicentre et décroît avec la distance.

Un séisme peut se traduire à la surface terrestre par la dégradation ou la ruine des bâtiments, des décalages de la surface du sol de part et d'autre des failles, mais peut également provoquer des phénomènes annexes tels que des glissements de terrain, des chutes de blocs, des avalanches ou des raz-de-marée.

Le foyer (ou hypocentre) d'un séisme est la région de la faille où se produit la rupture et d'où partent les ondes sismiques. Il est généralement situé dans les cent premiers kilomètres de la lithosphère.

L'épicentre est le point situé à la surface terrestre à la verticale du foyer, où l'intensité du séisme est la plus importante.

Les ondes sismiques émises lors d'un séisme se propagent à travers les roches du sol jusqu'à atteindre la surface terrestre.

### Le risque sismique dans le monde et en France

Chaque année, il y a plus de cent cinquante séismes de magnitude supérieure ou égale à 6 sur l'échelle de Richter (c'est-à-dire de séismes potentiellement destructeurs) à la surface du globe. En France, c'est à la Guadeloupe et à la Martinique que le risque sismique est le plus élevé. En effet, ces deux îles sont situées à la frontière de deux plaques litho-sphériques.

La France métropolitaine est considérée comme ayant une sismicité moyenne en comparaison de celle d'autres pays du pourtour méditerranéen. Ainsi, le seul séisme d'une magnitude supérieure à 6 enregistré au XX ème siècle est celui dit de Lambesc, au sud du Lubéron, le 11 juin 1909, qui fit une quarantaine de victimes.

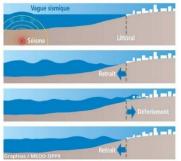
Les Alpes, la Provence et, dans une moindre mesure, les Pyrénées, sont considérées comme les régions où le risque est le plus fort. Dans ces régions montagneuses, outre les effets mêmes d'un séisme, les très nombreux glissements de terrain potentiels répertoriés peuvent avoir des conséquences catastrophiques. Les autres régions où la sismicité n'est pas négligeable sont d'anciens massifs (Massif armoricain, ouest du Massif central, Vosges) et des rifts (Limagne et fossé du Rhin où eut lieu, en 1356, le séisme de Bâle qui fit plusieurs centaines de morts).

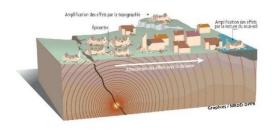
Date	Localisation	Magnitude (Richter)	Dégâts et victimes	
17 août 1999	Turquie (Izmit)	6,7	17 000 victimes, dues essentiellemnt au non-respect des normes de construction parasismique	
26 janvier 2001	Inde (Gujarat)	7,9	Plusieurs dizaines de milliers de victimes	
31 octobre 2002	Italie (Molise)	5,4	Une école s'effondre, tuant de nombreux enfants	
26 décembre 2003	Bam (Iran)	6,3	26 000 morts; ville détruites	
6 avril 2009	Italie (Aquila)	6,3	308 morts 11 disparus et 1179 blessés	
12 janvier2010	Haïti (Port au Prince)	7,2	230 000 morts	
27 février 2010	Chili (Concepcion)	8,8	497 morts	
11 mars 2011	Japon	9	Séisme avec survenu d'un Tsunam	

## Les enjeux

Les séismes peuvent avoir des conséquences sur la vie humaine, l'économie et l'environnement.

Les enjeux humains: le séisme est le risque naturel majeur le plus meurtrier, tant par ses effets directs (chutes d'objets, effondrements de bâtiments) que par les phénomènes qu'il peut engendrer (mouvements de terrain, raz-de-marée, etc.). De plus, outre les victimes possibles, un très grand nombre de personnes peuvent se retrouver blessées, déplacées ou sans abri.





Les enjeux économiques : si les impacts sociaux, psychologiques et politiques d'une possible catastrophe sismique en France sont difficiles à mesurer, les enjeux économiques, locaux et nationaux peuvent, en revanche, être appréhendés. Un séisme et ses phénomènes annexes peuvent engendrer la destruction ou la détérioration des habitations, des usines, des ouvrages (ponts, routes, voies ferrées, etc.), ainsi que la rupture des conduites de gaz qui peut provoquer des incendies ou des explosions. Ce phénomène est la plus grave des conséquences indirectes d'un séisme.

Les enjeux environnementaux : un séisme peut se traduire en surface par des modifications du paysage, généralement modérées mais qui peuvent dans les cas extrêmes occasionner un changement total de paysage.

## La gestion du risque

Le risque sismique est l'un des risques majeurs pour lequel on ne peut agir sur l'aléa ni son intensité ni sur la probabilité qu'un événement se produise. Ainsi, la seule manière de diminuer le risque est d'essayer de prévoir les séismes (prévision) et d'en diminuer les effets (prévention).

## La prévision

C'est la recherche d'un ensemble de méthodes permettant de prévoir la date, le lieu et la magnitude d'un séisme à venir.

La prévision à long terme : l'analyse de la sismicité historique (récurrence des séismes), de la sismicité instrumentale et l'identification des failles actives, permettent de définir l'aléa sismique d'une région, c'est-à-dire la probabilité qu'un séisme survienne. C'est le seul outil de prévision existant.

La prévision à court terme : il n'existe malheureusement à l'heure actuelle aucun moyen fiable de prévoir où, quand et avec quelle puissance se produira un séisme. En effet, les signes précurseurs d'un séisme ne sont pas toujours identifiables. Des recherches mondiales sont cependant entreprises afin de mieux comprendre les séismes et de les prévoir.

### La prévention du risque sismique :

La prévention du risque passe par l'information des populations et par des mesures préventives telles que les constructions parasismiques ou des exercices de préventions rappelant les consignes de comportement en cas de tremblement de terre. Les nouvelles règles de construction parasismique ainsi que le nouveau zonage sismique (qui modifient les articles 563-1 à 8 du Code de l'Environnement) sont entrées en vigueur depuis le 1er mai 2011.

## Les grands principes de construction parasismique :

Il s'agit de fondations reliées entre elles, liaisons fondations-bâtiments-charpente, chaînages verticaux et horizontaux avec liaison continue, encadrement des ouvertures (portes, fenêtres), murs de refend, panneaux rigides, fixation de la charpente aux chaînages, triangulation de la charpente, chaînage sur les rampants, toiture rigide. Le respect des règles de construction parasismique ou le renforcement de sa maison permettent d'assurer au mieux la protection des personnes et des biens contre les effets des secousses sismiques.





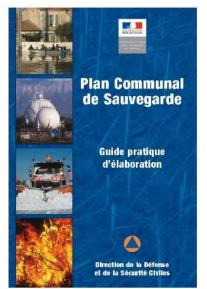
L'information de la population : le droit à l'information générale sur les risques majeurs s'applique car chaque citoyen doit prendre conscience de sa propre vulnérabilité face aux risques et pouvoir l'évaluer pour la minimiser. Pour cela il est primordial de se tenir informé sur la nature des risques qui nous menacent, ainsi que sur les consignes de comportement à adopter en cas d'événement. L'information est réalisée de manière formelle au travers du DICRIM et de l'I.A.L. mis à jour régulièrement.

## L'organisation des secours

Au niveau communal, c'est le maire, détenteur des pouvoirs de police, qui a la charge d'assurer la sécurité de la population dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales.

Le Plan Communal de Sauvegarde (P.C.S) est un outil de gestion de crise élaboré par les élus et destiné à assister ces derniers (procédures d'alerte, gestion des secours, mise en place d'un Poste de Commandement etc...) en cas de crise. Le PCS est prescrit dans toutes les communes concernées par un plan de prévention des risques ou un plan particulier d'intervention et par les risques sismiques. Le maire peut aussi, si nécessaire, faire appel au préfet représentant l'Etat dans le département (plan Orsec).

7



Document disponible sur www.intérieur.gouv.fr

## Les consignes

Les consignes générales s'appliquent et sont complétées par un certain nombre de consignes spécifiques au risque sismique.

## Consignes spécifiques

### AVANT

- Repérer les points de coupure du gaz, eau, électricité.
- Fixez les appareils et les meubles lourds.
- Préparez un plan de groupement familial.

## PENDANT

Rester où l'on est :

- à l'intérieur : se mettre près d'un mur porteur, une colonne porteuse ou sous des meubles solides, s'éloigner des fenêtres ;
- à l'extérieur : ne pas rester sous des fils électriques ou sous ce qui peut s'effondrer (ponts, corniches, toitures...);
- en voiture : s'arrêter et ne pas descendre avant la fin des secousses.
- se protéger la tête avec les bras.
- ne pas allumer de flamme.

## **APRÈS**

- Après la première secousse, se méfier des répliques : il peut y avoir d'autres secousses.
- Ne pas prendre les ascenseurs pour quitter un immeuble.
- Vérifier l'eau, l'électricité : en cas de fuite ouvrir les fenêtres et les portes, se sauver et prévenir les autorités.

## L'indemnisation

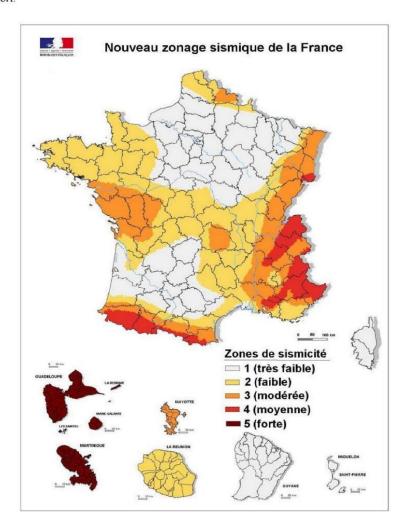
Les préjudices occasionnés par les séismes sont couverts au titre de la garantie " catastrophes naturelles ", qui permet l'indemnisation des victimes selon les conditions d'application définies précédemment.

## 3. La nouvelle réglementation

La France dispose depuis le 22 octobre 2010 d'une nouvelle réglementation concernant l'aléa sismique pour les bâtiments de classe, dite « à risque normal ».

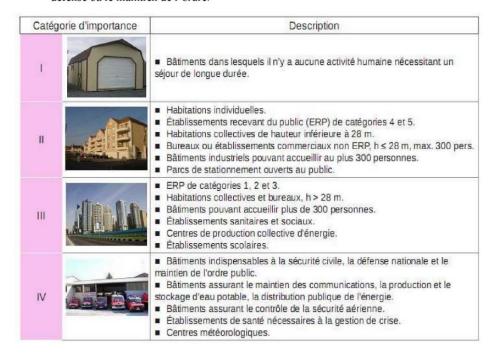
Les décrets n° 2010-1254 et n° 2010-1255 ainsi que l'arrêté du 22 octobre 2010 fixent le nouveau zonage et les nouvelles règles de constructions parasismique avec leur mise en application à compter du 1er mai 2011. Elles s'appliquent à tous les dossiers déposés à compter de cette date et **également aux permis en cours d'instruction**, puisque selon un principe général de droit, l'autorité compétente doit appliquer les règles en vigueur au moment de la délivrance des permis. L'évolution des connaissances scientifiques a engendré une réévaluation de l'aléa sismique et une redéfinition du zonage en se fondant principalement sur une approche de type probabiliste (prise en compte des périodes de retour).

Le territoire national est ainsi divisé en 5 zones de sismicité, allant de 1 à 5 soit de l'aléa très faible à l'aléa fort.



Les nouvelles règles de classification et de construction parasismique sont définies en application de l'article R.563-5 du code de l'environnement. Les bâtiments sont classés suivant 4 catégories d'importance différentes :

- Catégorie I : bâtiments dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité économique
- Catégorie II : bâtiments dont la défaillance présente un risque moyen pour les personnes
- Catégorie III: bâtiments dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes ou en raison de l'importance socio-économique de ceux-ci.
- Catégorie IV : bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, la défense ou le maintien de l'ordre.



## 4. Contexte départemental

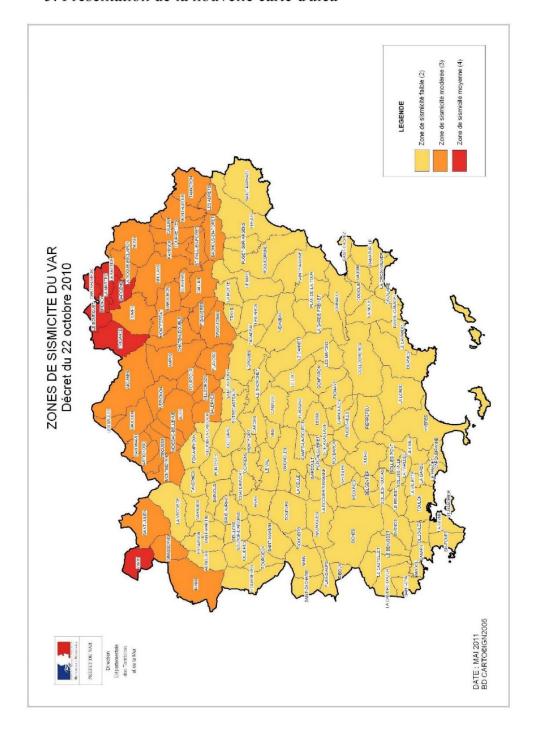
Le département du Var est situé entre les zones sismiques du couloir rhodanien et la faille dite de Nice. La sismicité historique s'inscrit dans des intensités comprises entre les degrés IV et VIII de l'échelle MSK.

Principaux séismes ressentis dans le Var:

- 1899 les Arcs : Intensité épicentrale V;
- 11 juin 1909 Lambesc( B.du Rh.) : Intensité épicentrale VIII-IX Ressenti dans l'aire Toulonnaise:
- 25 février 2001 30 km au sud de Nice (Alpes Maritimes): Magnitude 4,6 Ressenti dans le département.

L'ancien zonage de 1991 classait le département du Var en zones de sismicité , négligeable à faible. L'évolution du nouveau zonage classe le département en zones de sismicité, faible à moyenne.

## 5. Présentation de la nouvelle carte d'aléa



## 6. La nouvelle réglementation applicable au Var

## Où et quand ?

Dans le Var toutes les communes sont concernées par les règles de constructions parasismiques. Elles sont applicables aux bâtiments de catégories III et IV pour les 107 communes situées en zone 2 de sismicité et aux bâtiments de catégories II, III et IV pour les 46 communes situées en zone 3 et 4 de sismicité.

## Calendrier et période transitoire

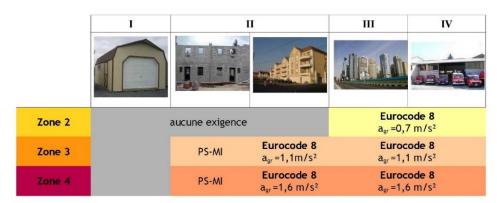
## Pour les permis déposés après le 1er mai, 2 cas :

- Avant le 31 octobre 2012 période dite transitoire : Les règles parasismiques PS 92 restent applicables pour les bâtiments d'importance II , III ,ou IV ayant fait l'objet d'un permis de construire, d'une déclaration préalable ou d'une autorisation de début de travaux. Cependant les valeurs d'accélération à prendre en compte sont modifiées.
- A partir du 1er novembre 2012 : seules les règles Eurocode 8 seront applicables pour tous les bâtiments ainsi que les règles simplifiées, PS-MI 89 révisées 92 ou CP-MI (uniquement si le projet respecte les conditions d'application).

## > Quel type de bâtiments ?

## Pour les bâtiments neufs

Le tableau ci-dessous, définit les exigences réglementaires dans le Var en fonction de la zone de sismicité :



## Cas particulier : les établissements scolaires simples en zone 2

Les établissements scolaires sont systématiquement classés en catégorie III. Cependant, pour faciliter le dimensionnement des bâtiments scolaires simples, les règles forfaitaires simplifiées PS-MI à la place de l'Eurocode 8 peuvent être utilisées en zone 2 sous réserve du respect des conditions d'application de celle-ci, notamment en termes de géométrie et de consistance de sol.

#### Pour les bâtiments existants

Pour les bâtiments existants, la nouvelle réglementation n'impose pas de renforcement. Toutefois, pour améliorer le comportement du bâtiment aux séismes, il est possible de réaliser un renforcement volontaire en s'appuyant sur l'Eurocode 8.

Mais des règles existent pour les bâtiments existants de catégories III et IV en cas de remplacement ou d'ajout d'éléments non structuraux et pour les bâtiments de catégorie IV en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la surface hors œuvre nette (SHON) initiale de plus de 30 % ou supprimant plus de 30 % d'un plancher (Se reporter à la plaquette jointe en Annexe du présent PAC).

## 7. Contrôle de la réglementation

## Contrôle technique

Le contrôle technique est rendu obligatoire pour les bâtiments présentant un enjeu important vis-àvis du risque sismique (article R.111-38 du code de la construction et de l'habitation) : bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres en zones de sismicité 4 et 5 et bâtiments de catégories III et IV en zones de sismicité 2, 3, 4 et 5. Dans ces cas, la mission parasismique (PS) doit accompagner les missions de base solidité (L) et sécurité (S).

## Les attestations de prise en compte des règles parasismiques

Deux attestations sont obligatoires et sont fournies respectivement avant et après les travaux pour les bâtiments où la mission PS est obligatoire. En effet, le Code de l'Urbanisme (articles R.431-16, A.431-10 et 11) impose, pour le maître d'ouvrage soumis à l'obligation de contrôle technique, de joindre au dossier de dépôt de permis de construire une attestation établie par le contrôleur technique stipulant que ce dernier a fait connaître au maître d'ouvrage son avis sur la prise en compte des règles parasismiques dans le projet concerné.

A l'issue de l'achèvement des travaux, lors du dépôt de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT), le maître d'ouvrage doit fournir une nouvelle **attestation** stipulant qu'il a tenu compte des avis formulés par le contrôleur technique sur le respect des règles parasismiques (articles R.462-4 et articles A.462-2 à 4 du Code de l'Urbanisme).

## Les contrôles et sanctions opérés par l'administration

En vertu des articles L.151-1 et L.152-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, toute construction de bâtiment peut faire l'objet d'un contrôle de l'application des règles de construction pendant les travaux et dans un délai de trois ans après l'achèvement de ceux-ci. En cas d'infraction aux règles de construction et notamment aux règles de construction parasismique, un procèsverbal mettant en jeu la responsabilité pénale du maître d'ouvrage et des acteurs de la construction peut ainsi être dressé par un agent assermenté et commissionné à cet effet. Des sanctions pénales définies par l'article L.152-4 du Code de la Construction et de l'Habitation peuvent alors être prononcées sur décision du juge à l'encontre des responsables de ces non conformités. Outre ces sanctions, l'article L.152-2 du Code de la Construction et de l'Habitation prévoit la possibilité d'ordonner l'interruption des travaux.

## 8. En savoir plus

Ce dossier présente de façon synthétique le phénomène sismique, les niveaux d'aléa et les mesures constructives à respecter dans le Var pour limiter le risque en cas de séisme. Pour toute information complémentaire sur ce phénomène et sur la réglementation, il est recommandé de consulter les sites Internet suivant :

- Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM) : http://www.brgm.fr/
- Ministère de l'Écologie, du Développement Durable des transport et du logement : <a href="http://www.developpement-durable.gouv.fr/">http://www.developpement-durable.gouv.fr/</a>
- Portail Plan Séisme : http://www.planseisme.fr/
- Portail de la prévention des risques majeurs: www.planseisme.fr
- Portails des Services de l'Etat dans le Var : <a href="http://www.var.gouv.fr/">http://www.sigvar.org/</a> et <a href="http://www.sigvar.org/">http://www.sigvar.org/</a>
- Portail du Bureau Central Sismologique Français (BCSF) : www.franceseisme.fr
- Portail Séisme en Provence : www.seisme-1909-provence.fr

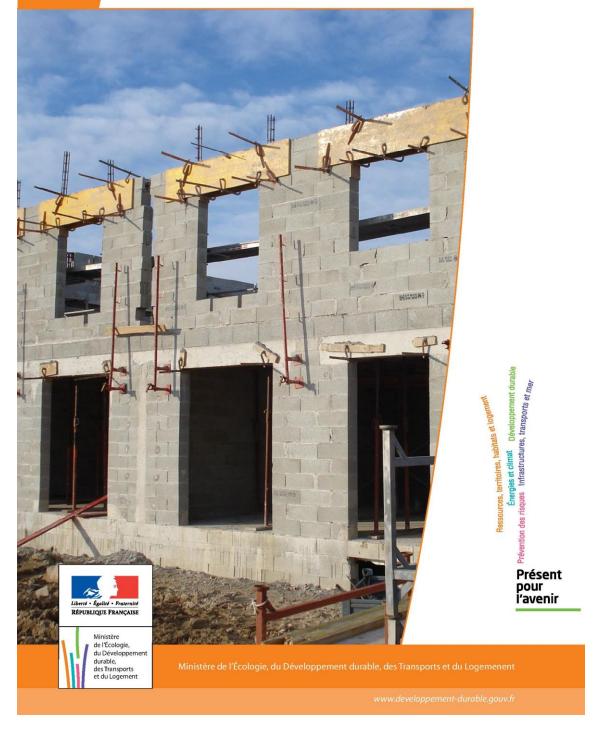
# **Annexe**

La nouvelle réglementation applicable aux bâtiments.

## La nouvelle RÉGLEMENTATION PARASISMIQUE applicable aux bâtiments

dont le permis de construire est déposé à partir du 1<sup>er</sup> mai 2011

Janvier 2011



## La nouvelle réglementation

Le séisme de la Guadeloupe du 21 novembre 2004 et le séisme d'Epagny-Annecy du 15 juillet 1996 viennent nous rappeler que la France est soumise à un risque sismique bien réel. Les Antilles sont exposées à un aléa fort et ont connu par le passé de violents séismes. De même, bien que considérée comme un territoire à sismicité modérée, la France métropolitaine n'est pas à l'abri de tremblements de terre ravageurs comme celui de Lambesc de juin 1909 (46 victimes).

L'endommagement des bâtiments et leur effondrement sont la cause principale des décès et de l'interruption des activités. Réduire le risque passe donc par une réglementation sismique adaptée sur les bâtiments neufs comme sur les bâtiments existants. L'arrivée de l'Eurocode 8, règles de construction parasismique harmonisées à l'échelle européenne, conduit à la mise à jour de la réglementation nationale sur les bâtiments.

#### Principe de la réglementation

La réglementation présentée concerne les bâtiments à risque normal, pour lesquels les conséquences d'un séisme sont limitées à la structure même du bâtiment et à ses occupants.

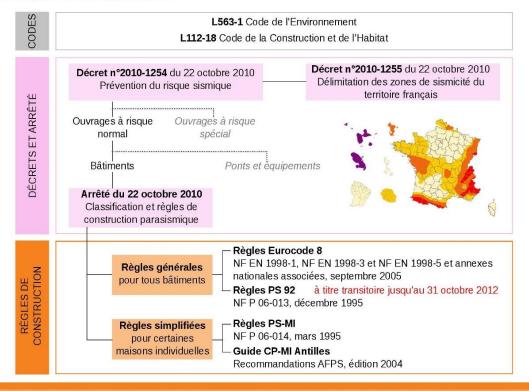
Zonage sismique. Le zonage sismique du territoire permet de s'accorder avec les principes de dimensionnement de l'Eurocode 8. Sa définition a également bénéficié des avancées scientifiques des vingt dernières années dans la connaissance du phénomène sismique.



Réglementation sur les bâtiments neufs. L'Eurocode 8 s'impose comme la règle de construction parasismique de référence pour les bâtiments. La réglementation conserve la possibilité de recourir à des règles forfaitaires dans le cas de certaines structures simples.

Réglementation sur les bâtiments existants. La réglementation n'impose pas de travaux sur les bâtiments existants. Si des travaux conséquents sont envisagés, un dimensionnement est nécessaire avec une minoration de l'action sismique à 60% de celle du neuf. Dans le même temps, les maîtres d'ouvrage volontaires sont incités à réduire la vulnérabilité de leurs bâtiments en choisissant le niveau de confortement qu'ils souhaitent atteindre.

#### Organisation réglementaire



## Construire parasismique

#### Implantation

Étude géotechnique

Effectuer une étude de sol pour connaître les caractéristiques du terrain.

Caractériser les éventuelles amplifications du mouvement sismique.

Extrait de carte géologique

 Se protéger des risques d'éboulements et de glissements de terrain

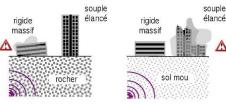
S'éloigner des bords de falaise, pieds de crête, pentes instables.

Le cas échéant, consulter le plan de prévention des risques (PPR) sismiques de la commune.



Glissement de terrain

Tenir compte de la nature du sol



Privilégier des configurations de bâtiments adaptées à la nature du

Prendre en compte le risque de la liquéfaction du sol (perte de capacité portante).

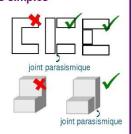
#### Conception

## Préférer les formes simples

Privilégier la compacité du bâtiment.

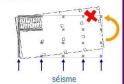
Limiter les décrochements en plan et en élévation.

Fractionner le bâtiment en blocs homogènes par des joints parasismiques



#### · Limiter les effets de torsion

Distribuer les masses et les raideurs (murs, poteaux, voiles...) de façon équilibrée.



#### Assurer la reprise des efforts sismiques

Assurer le contreventement horizontal et vertical de la structure

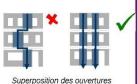
Superposer les éléments de contreventement.

Conception

Construction parasismique

Éxécution

Créer des diaphragmes rigides à tous les niveaux.





Appliquer les règles de construction

#### Éxécution

#### Soigner la mise en oeuvre

Respecter les dispositions constructives.

Disposer d'une main d'oeuvre

Assurer un suivi rigoureux du

Soigner particulièrement les éléments de connexion : assemblages, longueurs de recouvrement d'armatures..



Noeud de chaînage - Continuité mécanique



Implantation

Mise en place d'un chaînage au niveau du rampant d'un bâtiment





qualité



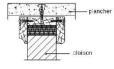
Utiliser des matériaux de

métal



bois

#### Fixer les éléments non structuraux



Liaison cloison-plancher (extrait des règles PS-MI) Fixer les cloisons, les plafonds suspendus, les luminaires, les équipements techniques lourds.

Assurer une liaison efficace des cheminées, des éléments de bardage...

## Comment caractériser les séismes ?

#### ■ Le phénomène sismique

Les ondes sismiques se propagent à travers le sol à partir d'une source sismique et peuvent être localement amplifiées par les dernières couches de sol et la topographie du terrain. Un séisme possède ainsi de multiples caractéristiques : durée de la secousse, contenu fréquentiel, déplacement du sol... La réglementation retient certains paramètres simples pour le dimensionnement des bâtiments.

#### Zonage réglementaire

Le paramètre retenu pour décrire l'aléa sismique au niveau national est une accélération a<sub>gr</sub>, accélération du sol «au rocher» (le sol rocheux est pris comme référence).

Le zonage réglementaire définit cinq zones de sismicité croissante basées sur un découpage communal. La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national. La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (bassin aquitain, bassin parisien...) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).

Zone de sismicité	Niveau d'aléa	a <sub>gr</sub> (m/s²)
Zone 1	Très faible	0,4
Zone 2	Faible	0,7
Zone 3	Modéré	1,1
Zone 4	Moyen	1,6
Zone 5	Fort	3

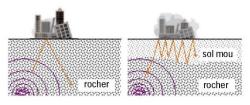




#### Influence du sol

La nature locale du sol (dizaines de mètres les plus proches de la surface) influence fortement la sollicitation ressentie au niveau des bâtiments. L'Eurocode 8 distingue cinq catégories principales de sols (de la classe A pour un sol de type rocheux à la classe E pour un sol mou) pour lesquelles est défini un coefficient de sol S. Le paramètre S permet de traduire l'amplification de la sollicitation sismique exercée par certains sols.

Classes de sol	S (zones 1 à 4)	S (zone 5)
Α	1	1
В	1,35	1,2
С	1,5	1,15
D	1,6	1,35
Е	1,8	1,4



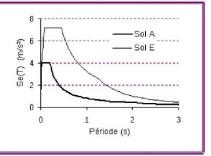
Amplification du signal sismique suivant la nature du sol

#### POUR LE CALCUL ...

#### Pour le dimensionnement des bâtiments

Dans la plupart des cas, les ingénieurs structures utilisent des spectres de réponse pour caractériser la réponse du bâtiment aux séismes. L'article 4 de l'arrêté du 22 octobre 2010 définit les paramètres permettant de décrire la forme de ces spectres.

Exemple : spectre horizontal, zone de sismicité 4, catégorie d'importance II



## Comment tenir compte des enjeux?

#### Pourquoi une classification des bâtiments?

Parmi les bâtiments à risque normal, le niveau de protection parasismique est modulé en fonction de l'enjeu associé. Une classification des bâtiments en catégories d'importance est donc établie en fonction de paramètres comme l'activité hébergée ou le nombre de personnes pouvant être accueillies dans les locaux.

Les conditions d'application de la réglementation dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment, tant pour les bâtiments neufs que pour les bâtiments existants. Les paramètres utilisés pour le calcul et le dimensionnement du bâtiment sont également modulés en fonction de sa catégorie d'importance.

#### Catégories de bâtiments

Les bâtiments à risque normal sont classés en quatre catégories d'importance croissante, de la catégorie I à faible enjeu à la catégorie IV qui regroupe les structures stratégiques et indispensables à la gestion de crise.

Caté	gorie d'importance	Description	
I		■ Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée.	
II		<ul> <li>■ Habitations individuelles.</li> <li>■ Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5.</li> <li>■ Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m.</li> <li>■ Bureaux ou établissements commerciaux non ERP, h ≤ 28 m, max. 300 pers.</li> <li>■ Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes.</li> <li>■ Parcs de stationnement ouverts au public.</li> </ul>	
III		<ul> <li>ERP de catégories 1, 2 et 3.</li> <li>Habitations collectives et bureaux, h &gt; 28 m.</li> <li>Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes.</li> <li>Établissements sanitaires et sociaux.</li> <li>Centres de production collective d'énergie.</li> <li>Établissements scolaires.</li> </ul>	
IV		<ul> <li>Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public.</li> <li>Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie.</li> <li>Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne.</li> <li>Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise.</li> <li>Centres météorologiques.</li> </ul>	

Pour les structures neuves abritant des fonctions relevant de catégories d'importance différentes, la catégorie de bâtiment la plus contraignante est retenue.

Pour l'application de la réglementation sur les bâtiments existants, la catégorie de la structure à prendre en compte est celle résultant du classement après travaux ou changement de destination du bâtiment.

#### POUR LE CALCUL ...

#### Le coefficient d'importance $\gamma_{I}$

A chaque catégorie d'importance est associé un coefficient d'importance  $\gamma_l$  qui vient moduler l'action sismique de référence conformément à l'Eurocode 8.

Catégorie d'importance	Coefficient d'importance γ
I	0,8
II	1
III	1,2
IV	1,4

## Quelles règles pour le bâti neuf?

Le dimensionnement des bâtiments neufs doit tenir compte de l'effet des actions sismiques pour les structures de catégories d'importance III et IV en zone de sismicité 2 et pour les structures de catégories II, III et IV pour les zones de sismicité plus élevée.

#### Application de l'Eurocode 8

La conception des structures selon l'Eurocode 8 repose sur des principes conformes aux codes parasismiques internationaux les plus récents. La sécurité des personnes est l'objectif du dimensionnement parasismique mais également la limitation des dommages causés par un séisme.

De plus, certains bâtiments essentiels pour la gestion de crise doivent rester opérationnels.

#### POUR LE CALCUL ...

#### Décomposition de l'Eurocode 8

La partie 1 expose les principes généraux du calcul parasismique et les règles applicables aux différentes typologies de bâtiments.

La partie 5 vient compléter le dimensionnement en traitant des fondations de la structure, des aspects géotechniques et des murs de soutènement.

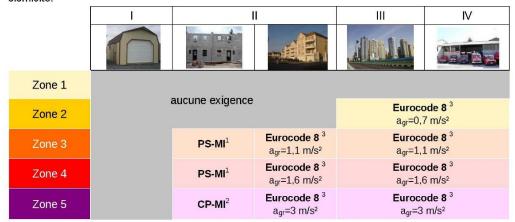
#### Règles forfaitaires simplifiées

Le maître d'ouvrage a la possibilité de recourir à des règles simplifiées (qui dispensent de l'application de l'Eurocode 8) pour la construction de bâtiments simples ne nécessitant pas de calculs de structures approfondis. Le niveau d'exigence de comportement face à la sollicitation sismique est atteint par l'application de dispositions forfaitaires tant en phase de conception que d'exécution du bâtiment.

- Les règles PS-MI «Construction parasismique des maisons individuelles et bâtiments assimilés» sont applicables aux bâtiments neufs de catégorie II répondant à un certain nombre de critères, notamment géométriques, dans les zones de sismicité 3 et 4.
- Dans la zone de sismicité forte, le guide AFPS «Construction parasismique des maisons individuelles aux Antilles» CP-MI permet de construire des bâtiments simples de catégorie II, sous certaines conditions stipulées dans le guide.

#### Exigences sur le bâti neuf

Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité.



<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI sous réserve du respect des conditions de la norme PS-MI

## Cas particulier : les établissements scolaires simples en zone 2

Les établissements scolaires sont systématiquement classés en catégorie III. Cependant, pour faciliter le dimensionnement des bâtiments scolaires simples, les règles forfaitaires simplifiées PS-MI peuvent être utilisées en zone 2 sous réserve du respect des conditions d'application de celles-ci, notamment en termes de géométrie du bâtiment et de consistance de sol.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Application **possible** du guide CP-MI sous réserve du respect des conditions du guide <sup>3</sup> Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

## Quelles règles pour le bâti existant ?

#### Gradation des exigences

RAVAUX

Principe de base

Je souhaite améliorer le comportement de mon bâtiment Je réalise des travaux lourds sur mon bâtiment Je crée une extension avec joint de fractionnement

L'objectif minimal de la réglementation sur le bâti existant est la non-aggravation de la vulnérabilité du bâtiment.

L'Eurocode 8-3 permet au maître d'ouvrage de moduler l'objectif de confortement qu'il souhaite atteindre sur son bâtiment. Sous certaines conditions de travaux, la structure modifiée est dimensionnée avec les mêmes règles de construction que le bâti neuf, mais en modulant l'action sismique de référence. L'extension désolidarisée par un joint de fractionnement doit être dimensionnée comme un bâtiment neuf.

#### Travaux sur la structure du bâtiment

Les règles parasismiques applicables à l'ensemble du bâtiment modifié dépendent de la zone sismique, de la catégorie du bâtiment, ainsi que du niveau de modification envisagé sur la structure.

	Cat.	Travaux	Règles de construction
Zone 2	IV	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	Eurocode 8-1 <sup>3</sup> a <sub>gr</sub> =0,42 m/s <sup>2</sup>
Zone 3	п	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau Conditions PS-MI respectées	<b>PS-MI</b> <sup>1</sup> Zone 2
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	Eurocode 8-1 <sup>3</sup> a <sub>gr</sub> =0,66 m/s <sup>2</sup>
	111	> 30% de SHON créée	Eurocode 8-1 <sup>3</sup>
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau	a <sub>gr</sub> =0,66 m/s <sup>2</sup>
Zone 4	П	> 30% de SHON créée Conditions PS-MI respectées	<b>PS-MI</b> <sup>1</sup> Zone 3
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	Eurocode 8-1 <sup>3</sup> a <sub>gr</sub> =0,96 m/s <sup>2</sup>
ZUHE 4	III	> 20% de SHON créée	
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	<b>Eurocode 8-1</b> <sup>3</sup> a <sub>gr</sub> =0,96 m/s <sup>2</sup>
Zone 5	11	> 30% de SHON créée Conditions CP-MI respectées	CP-MI <sup>2</sup>
		> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés	Eurocode 8-1 <sup>3</sup> a <sub>gr</sub> =1,8 m/s <sup>2</sup>
	III	> 20% de SHON créée	
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	Eurocode 8-1 <sup>3</sup> a <sub>gr</sub> =1,8 m/s <sup>2</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI

La zone sismique à prendre en compte est celle immédiatement inférieure au zonage réglementaire (modulation de l'aléa).

#### Agir sur les éléments non structuraux

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1:

- pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Application **possible** du guide CP-MI

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Application obligatoire des règles Eurocode 8, partie 1

## Cadre d'application

#### ■ Entrée en vigueur et période transitoire

Les décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2011.

Pour tout permis de constuire déposé avant le 31 octobre 2012, les règles parasismiques PS92 restent applicables pour les bâtiments de catégorie d'importance II, III ou IV ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire, d'une déclaration préalable ou d'une autorisation de début de travaux.

Cependant, les valeurs d'accélération à prendre en compte sont modifiées.

#### POUR LE CALCUL ...

Valeurs d'accélération modifiées (m/s²) pour l'application des PS92 (à partir du 1<sup>er</sup> mai 2011)

	П	Ш	IV
Zone 2	1,1	1,6	2,1
Zone 3	1,6	2,1	2,6
Zone 4	2,4	2,9	3,4
Zone 5	4	4,5	5

#### Plan de prévention des risques (PPR) sismiques

Les plans de prévention des risques sismiques constituent un outil supplémentaire pour réduire le risque sismique sur le territoire. Ils viennent compléter la réglementation nationale en affinant à l'échelle d'un territoire la connaissance sur l'aléa (microzonage), la vulnérabilité du bâti existant (prescriptions de diagnostics ou de travaux) et les enjeux.

#### Attestation de prise en compte des règles parasismiques

Lors de la demande du permis de construire pour les bâtiments où la mission PS est obligatoire, une attestation établie par le contrôleur technique doit être fournie. Elle spécifie que le contrôleur a bien fait connaître au maître d'ouvrage son avis sur la prise en compte des règles parasismiques au niveau de la conception du bâtiment.

A l'issue de l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage doit fournir une nouvelle attestation stipulant qu'il a tenu compte des avis formulés par le contrôleur technique sur le respect des règles parasismiques.

#### Contrôle technique

Le contrôleur technique intervient à la demande du maître d'ouvrage pour contribuer à la prévention des aléas techniques (notamment solidité et sécurité). Le contrôle technique est rendu obligatoire pour les bâtiments présentant un enjeu important vis-à-vis du risque sismique (article R111-38 du code de la construction et de l'habitation). Dans ces cas, la mission parasismique (PS) doit accompagner les missions de base solidité (L) et sécurité (S).

#### POUR EN SAVOIR PLUS

Les organismes que vous pouvez contacter :

- Le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDTL) www.developpement-durable.gouv.fr
- La direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)
- La direction générale de la prévention des risques (DGPR)
- Les services déconcentrés du ministère :
  - Les Directions départementales des territoires (et de la mer) DDT ou DDTM
  - Les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement DREAL
  - o Les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement DEAL
  - Les Centres d'études techniques de l'équipement CETE

Des références sur le risque sismique :

- Le site du Plan Séisme, programme national de prévention du risque sismique www.planseisme.fr
- Le portail de la prévention des risques majeurs www.prim.net

#### Janvier 201



Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages Sous-direction de la qualité et du développement durable dans la construction

Arche sud 92055 La Défense cedex Tél. +33 (0)1 40 81 21 22



www.developpement-durable.gouv.fr

## 6. Aléa retrait-gonflement des argiles



# PORTER A CONNAISSANCE COMMUNAL

## Retrait-gonflement des sols argileux



## **COMMUNE DE BESSE-SUR-ISSOLE**

EDITION 2008 Mise à jour mars 2011

#### Sommaire

LE PHÉNOMÈNE	5
L'IMPACT SUR LES CONSTRUCTIONS	7
LA CARTOGRAPHIE DE L'ALEA	9
LE RISQUE DE RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX DANS LA COMMUNE	11
LES MESURES DE PREVENTION POUR CONSTRUIRE	13
POUR EN SAVOIR PLUS	15

### LE PHÉNOMÈNE

Chacun sait qu'un **matériau argileux** voit sa consistance se modifier en fonction de sa **teneur en eau** : dur et cassant lorsqu'il est desséché, il devient plastique et malléable à partir d'un certain niveau d'humidité. On sait moins en revanche que ces modifications de consistance s'accompagnent de **variations de volume**, dont l'amplitude peut être parfois spectaculaire.

En climat tempéré, les argiles sont souvent proches de leur état de saturation, si bien que leur potentiel de gonflement est relativement limité. En revanche, elles sont souvent éloignées de leur limite de retrait, ce qui explique que les mouvements les plus importants sont observés en période sèche. La tranche la plus superficielle de sol, sur 1 à 2 m de profondeur, est alors soumise à l'évaporation. Il en résulte un retrait des argiles, qui se manifeste verticalement par un tassement et horizontalement par l'ouverture de fentes de retrait, classiquement observées dans les fonds de mares qui s'assèchent. L'amplitude de ce tassement est d'autant plus importante que la couche de sol argileux concernée est épaisse et qu'elle est riche en minéraux gonflants. Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'arbres (dont les racines pompent l'eau du sol jusqu'à 3 voire 5 m de profondeur) accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché.

Ces mouvements sont liés à la **structure interne** des minéraux argileux qui constituent la plupart des éléments fins des sols (la fraction argileuse étant, par convention, constituée des éléments dont la taille est inférieure à 2 µm). Ces minéraux argileux (phyllosilicates) présentent en effet une structure en **feuillets**, à la surface desquels les molécules d'eau peuvent s'adsorber, sous l'effet de différents phénomènes physico-chimiques, provoquant ainsi un **gonflement**, plus ou moins réversible, du matériau. Certaines familles de minéraux argileux, notamment les **smectites** et quelques **interstratifiés**, possèdent de surcroît des **liaisons particulièrement lâches entre feuillets** constitutifs, si bien que la quantité d'eau susceptible d'être adsorbée au cœur même des particules argileuses, peut être considérable, ce qui se traduit par des **variations importantes de volume** du matériau.



#### L'IMPACT SUR LES CONSTRUCTIONS

Le sol situé sous une maison est protégé de l'évaporation en période estivale et il se maintient dans un **équilibre hydrique** qui varie peu au cours de l'année. De fortes **différences de teneur en eau** vont donc apparaître dans le sol au droit des façades, au niveau de la zone de transition entre le sol exposé à l'évaporation et celui qui en est protégé. Ceci se manifeste par des **mouvements différentiels**, concentrés à proximité des murs porteurs et particulièrement aux angles de la maison. Ces tassements différentiels sont évidemment amplifiés en cas d'**hétérogénéité du sol** ou lorsque les fondations présentent des différences d'ancrage d'un point à un autre de la maison (cas des **sous-sols partiels** notamment, ou des pavillons construits sur **terrain en pente**).

Ceci se traduit par des fissurations en façade, souvent obliques et passant par les points de faiblesse que constituent les ouvertures. Les désordres se manifestent aussi par des décollements entre éléments jointifs (garages, perrons, terrasses), ainsi que par une distorsion des portes et fenêtres, une dislocation des dallages et des cloisons et, parfois, la rupture de canalisations enterrées (ce qui vient aggraver les désordres car les fuites d'eau qui en résultent provoquent des gonflements localisés).

Les maisons individuelles sont les principales victimes de ce phénomène et ceci pour au moins deux raisons : la structure de ces bâtiments, légers et peu rigides, mais surtout fondés de manière relativement superficielle par rapport à des immeubles collectifs, les rend très vulnérables à des mouvements du sol d'assise ; par ailleurs, la plupart de ces constructions sont réalisées sans études géotechniques préalables qui permettraient notamment d'identifier la présence éventuelle d'argile gonflante et de concevoir le bâtiment en prenant en compte le risque associé.

Depuis la vague de sécheresse des années 1989-91, le phénomène de retrait-gonflement est intégré au régime des catastrophes naturelles instauré par la loi du 13 juillet 1982. Depuis, ce risque naturel est devenu en France la deuxième cause d'indemnisation, juste derrière les inondations, et le montant total des remboursements effectués à ce titre a été évalué en septembre 2008 par la Caisse Centrale de Réassurance (CCR) à environ 3,9 milliard d'euros dont 1 milliard pour la seule année 2003, ce qui correspond à plusieurs centaines de milliers de maisons sinistrées sur l'ensemble de la France entre 1989 et 2003. Par ailleurs, un montant supplémentaire de 218,5 millions d'euros a été accordé dans le cadre d'une procédure exceptionnelle pour indemniser les sinistres les plus graves survenus en 2003 dans des communes non reconnues en état de catastrophe naturelle.

Dans le Var, **45 communes** sur les 153 que compte le département ont été reconnues au moins une fois en **état de catastrophe naturelle** entre 1989 et 2007. D'après la CCR, le département est situé en  $22^{\text{ème}}$  position en termes de coût total d'indemnisation au titre des catastrophes naturelles sécheresse, avec un montant de 53,2 millions d'euros pour la période 1989-2003. D'autre part, **82 communes** n'ayant pu être reconnues en état de catastrophe naturelle sécheresse pour l'été 2003 ont été concernées par la **procédure exceptionnelle** mise en place par la loi de finances 2006. Sur les 1 171 dossiers de sinistres introduits dans ce cadre, 532 ont bénéficié d'une indemnisation, pour un montant total hors franchise de 11,8 millions d'euros. Il est à noter enfin que **2 882 sinistres** attribués au retraitgonflement ont été recensés dans le Var, à l'occasion de la cartographie d'aléa réalisée par le BRGM en 2005-2007.

En ce qui concerne la commune de Besse-sur-Issole, la commune a fait l'objet de deux arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle relatifs aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols :

- arrêté du 31/08/1990 (date de publication au JO le 16/09/1990): commune reconnue en état de catastrophe naturelle pour la période du 01/12/1989 au 28/02/1990;
- arrêté du 07/08/2008 (date de publication au JO le 13/07/2008): commune non reconnue en état de catastrophe naturelle pour la période du 01/07/2007 au 30/09/2007

D'autre part, six sinistres liés au phénomène ont été recensés dans le cadre de la cartographie de l'aléa retrait-gonflement des sols argileux, réalisée en 2007.

#### LA CARTOGRAPHIE DE L'ALEA

Afin de tenter de diminuer à l'avenir le nombre de sinistres causés par le phénomène de retrait-gonflement des argiles, il importe de cartographier l'aléa associé, ce qui revient à délimiter les secteurs potentiellement exposés au phénomène, pour y diffuser les règles de prévention à respecter.

L'aléa désigne théoriquement la probabilité qu'un phénomène naturel d'intensité donnée survienne sur un secteur géographique donné et dans un laps de temps donné. Ici, l'aléa est évalué de manière qualitative et la carte produite permet seulement de délimiter les zones exposée a priori à un même niveau vis-à-vis du phénomène de retrait-gonflement des sols argileux, sans pouvoir réellement quantifier la probabilité d'occurrence.

La carte d'aléa du Var, publiée en avril 2007, a été réalisée par le BRGM à la demande du ministère en charge de l'environnement, dans le cadre d'un programme national de cartographie qui couvrira à terme l'ensemble du territoire métropolitain. La donnée de départ utilisée est celle des cartes géologiques publiées par le BRGM à l'échelle 1/50 000. Leur analyse permet d'identifier les formations à composante argileuse, affleurantes ou sub-affleurantes, et d'en établir une cartographique numérique, homogène à l'échelle départementale. Des regroupements de formations sont opérés et des précisions sont apportées localement pour intégrer des données ponctuelles issues de forages récents ou communiqués par des organismes tiers : bureaux d'études géotechniques, maîtres d'ouvrages publics ou privés, experts d'assurance, etc.

Les formations argileuses ainsi identifiées font ensuite l'objet d'une hiérarchisation en fonction de leur susceptibilité vis-à-vis du phénomène de retrait-gonflement. Celle-ci est évaluée sur la base de trois critères qui se recoupent plus ou moins :

- · leur nature lithologique,
- la composition minéralogique de leur phase argileuse,
- leur comportement géotechnique.

La combinaison de ces différentes observations permet d'établir une carte de susceptibilité au retrait-gonflement. La carte d'aléa est ensuite issue de cette carte de susceptibilité en intégrant de surcroît la sinistralité enregistrée depuis 1989. Ceci nécessite de recenser et localiser avec précision les sinistres survenus dans le département, afin d'obtenir une représentation statistique réaliste des probabilités d'occurrence du phénomène. Le nombre de sinistres ainsi pris en compte dans le Var est de 2 882. Ces données permettent de calculer, pour chacune des formations argileuses identifiées, une densité de sinistres qui est rapportée, pour permettre les comparaisons, à 100 km² de surface d'affleurement réellement urbanisée (il est en effet nécessaire pour cela de tenir compte du taux d'urbanisation qui peut présenter des disparités importantes d'un point à l'autre du département).

L'échelle de validité de la carte départementale d'aléa ainsi établie est celle de la donnée de base utilisée pour leur réalisation, à savoir les cartes géologiques (levées à l'échelle 1/25 000 mais éditées au 1/50 000). Le degré de précision et de fiabilité des cartes d'aléa est nécessairement limité par la qualité et la densité des données accessibles, notamment via les cartes géologiques. En particulier, les hétérogénéités lithologiques, qui caractérisent de nombreuses formations géologiques, ne sont pas toujours bien identifiées sur les cartes actuellement disponibles.

Il n'est donc pas exclu que, sur les secteurs considérés d'aléa *a priori* nul, se trouvent localement des zones argileuses d'extension limitée, liées à l'altération localisée des calcaires, à des lentilles argileuses intercalées ou à des placages argileux non

cartographiés, correspondant notamment à des amas glissés en pied de pente. Non significatives à l'échelle départementale, ces poches argileuses localisées peuvent être de nature à provoquer des sinistres isolés à l'échelle de la parcelle constructible.

Inversement, il est possible que, localement, certaines parcelles situées pourtant dans un secteur jugé potentiellement exposé à l'aléa retrait-gonflement des argiles soient en réalité constituées de terrains non sujets au phénomène. Ceci ne peut cependant être mis en évidence qu'à l'occasion d'investigations géotechniques spécifiques, car les données géologiques accessibles au moment de l'étude ne l'indiquent pas.

La carte d'aléa retrait-gonflement des sols argileux du Var, réalisée par le BRGM (rapport BRGM/RP-55471-FR, avril 2007) est disponible en ligne depuis novembre 2008 sur le site internet <a href="www.argiles.fr">www.argiles.fr</a>. Un extrait de la carte sur la commune de Besse-sur-Issole est présenté à l'échelle 1/25 000 en annexe.

# LE RISQUE DE RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX DANS LA COMMUNE

La surface communale de Besse-sur-Issole est presque entièrement recouverte par des formations argileuses puisque ces dernières occupent environ 97 % de la surface communale totale. Dans le cadre de l'établissement, en 2007, de la carte départementale d'aléa retrait-gonflement des sols argileux, les formations argileuses affleurantes ont fait l'objet d'un regroupement à l'échelle départementale.

La formation des calcaires argileux et dolomies du Muschelkalk, faiblement sensible au phénomène de retrait-gonflement, affleure à l'est de la commune sur une surface cumulée de plus de 9 km² (quartier de la Rouge, Cros d'Aude, Blanquefort). Cinq sinistres ont été recensés sur la formation dans le cadre de la cartographie de 2007.

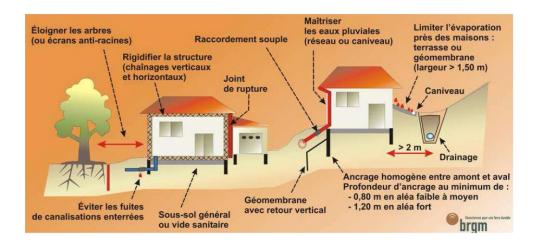
Les formations marneuses du Jurassique inférieur et moyen (Calcaires et marno-calcaires du Lias, Marno-calcaires du Bajocien-Bathonien), affleurent également sur une surface étendue représentant près de 38 % de la surface communale totale et principalement à l'est de la commune. Ces formations sont classées en aléa faible vis-à-vis de retrait-gonflement.

La rivière de l'Issole et ses affluents qui traversent la commune, ont engendré le dépôt d'alluvions de part et d'autre de leur lit. Ces alluvions, composées de sables, graviers, cailloutis et limons, sont faiblement sensibles au phénomène de retrait-gonflement.

La formation des Marnes, évaporites, dolomies et gypse du Muschelkalk et du Keuper (Trias), classée en aléa moyen vis-à-vis du phénomène, affleure ponctuellement à l'est (quartiers de la Rouge, Garouvin).

#### LES MESURES DE PREVENTION POUR CONSTRUIRE

Les **dispositions préventives** généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent aux quelques **principes** suivants, sachant que leur mise en application peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la **responsabilité du constructeur**.



Les fondations sur semelle filante doivent être armées et suffisamment profondes pour s'affranchir de la zone superficielle où le sol est sensible à l'évaporation. A titre indicatif, on considère que cette profondeur d'ancrage, qui doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel, doit atteindre au minimum 0,80 m en zone d'aléa faible à moyen et 1,20 m en zone d'aléa fort. Une construction sur vide sanitaire ou avec sous-sol généralisé est préférable à un simple dallage sur terre-plein. Un radier généralisé, conçu et réalisé dans les règles de l'art, peut aussi constituer une bonne alternative à un approfondissement des fondations. Les fondations doivent être ancrées de manière homogène sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente (où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ou à sous-sol hétérogène. En particulier, les sous-sols partiels qui induisent des hétérogénéités d'ancrage sont à éviter à tout prix.

La structure du bâtiment doit être suffisamment rigide pour résister à des mouvements différentiels, d'où l'importance des chaînages horizontaux et verticaux convenablement armés. Deux éléments de construction accolés et fondés de manière différente doivent être désolidarisés et munis de joints de rupture sur toute leur hauteur pour permettre des mouvements différentiels.

Tout élément de nature à provoquer des variations saisonnières d'humidité du terrain (arbre, drain, pompage ou au contraire infiltration localisée d'eaux pluviales ou d'eaux usées) doit être le plus éloigné possible de la construction. On considère en particulier que l'influence d'un arbre s'étend jusqu'à une distance égale à au moins sa hauteur à maturité. Sous la construction, le sol est à l'équilibre hydrique alors que tout autour il est soumis à évaporation saisonnière, ce qui tend à induire des différences de teneur en eau au droit des fondations. Pour l'éviter, il convient d'entourer la construction d'un dispositif, le plus large possible, sous forme de trottoir périphérique ou de géomembrane enterrée, qui protège sa périphérie immédiate de l'évaporation. En cas de source de chaleur en sous-

sol (chaudière notamment), les **échanges thermiques** à travers les parois doivent être **limités** par une isolation adaptée pour éviter d'aggraver la dessiccation du terrain en périphérie. Les canalisations enterrées d'eau doivent pouvoir subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose notamment des raccords souples au niveau des points durs.



Illustrations : 1 – Angle de maison fissuré ; 2 – Décollement du seuil de la maison ; 3 – Fissuration d'une cloison intérieure ; 4 – Fissuration d'un linteau à l'intérieur ; 5 – Fissuration du soubassement extérieur ; 6 – Forme de dessiccation d'un sol argileux ; 7 – Fissuration de la chaussée.

Pour plus d'informations sur les mesures de prévention à adopter pour construire sur sol sujet au retrait-gonflement, un dossier spécifique a été réalisé par le ministère en charge de l'environnement. Ce document est consultable sur le site <a href="www.prim.net">www.prim.net</a>, il contient notamment des fiches détaillées décrivant les mesures à prendre pour limiter les dommages sur le bâti existant ou les constructions futures de maisons individuelles.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

Dans le Var, une **carte départementale de l'aléa retrait-gonflement** a été réalisée par le BRGM en 2005-2007 (rapport BRGM/RP-55471-FR, avril 2007) et est accessible sur Internet (<u>www.argiles.fr</u>) depuis novembre 2008. Il est possible de la télécharger en même temps que le rapport d'étude correspondant qui précise les conditions de sa réalisation, la nature des données prises en compte et ses limites de validité.

Pour savoir quels sont les **risques naturels connus** dans la **commune de Besse-sur-Issole** et quels sont les **arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle** dont la commune a déjà bénéficié, il est conseillé de consulter le site internet développé par le ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : <a href="www.prim.net">www.prim.net</a>. Le document spécifique détaillant les mesures constructives préventives recommandées est également consultable sur le site <a href="www.prim.net">www.prim.net</a>.

Pour obtenir les **coordonnées de bureaux d'études géotechniques spécialisées**, il est possible de contacter l'Union Syndicale de Géotechnique à l'adresse suivante : Maison de l'Ingénierie - 3, rue Léon Bonnat - 75 016 Paris – Tél. : 01 44 30 49 00, ou via le site internet <u>www.u-s-g.com</u>.

